Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 13 novembre 2024

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157018

Exercer l'option de la 2e année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes et contingences incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1247428006

Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157019

Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157020

Accorder 3 contrats à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec 2 options de prolongation de 2 mois chacune - Dépense totale de 8 239 434,73 $, taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) - Appel d'offres public 24-20607 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1240649011

Accorder un contrat à Desjardins Assurances pour une période de 5 ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal, pour une somme maximale de 4 725 197,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public S-2323 (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.006 Contrat de services professionnels

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1249481001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Biothermica Technologies Inc. pour l'échantillonnage du biogaz et de l'eau souterraine requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville pour une somme maximale de 612 989,21 $, taxes incluses, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité - Appel d'offres public no 24-20647 (4 soumissionnaires)

20.007 Contrat de services professionnels

CG *Service des ressources humaines et des communications , Direction stratégie_talents_diversité_équité et inclusion* - 1245695001

Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux 3 ententes-cadres intervenues entre la Ville et les firmes Novaconcept et Alia Conseil inc. (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.008 Contrat de services professionnels

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245666001

Accorder un contrat à True North Safety Group Incorporated pour les services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles - Dépense totale de 421 958,25 $, taxes incluses (contrat : 306 983,25 $ + déboursés : 114 975 $) - Appel d'offres public 24-20613 (2 soumissionnaires)

20.009 Contrat de services professionnels

CM *Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures* - 1248910001

Accorder un contrat de gré à gré à l'Université du Québec à Montréal pour la mise à jour de la matrice d'évaluation des impacts de 2015, de l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 et pour l'intégration de l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030, pour une période de 8 mois pour une somme de 124 273,43 $ / Approuver le projet de convention à cet effet

20.010 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1245942002

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats pour le lot 2 - conformité constatée

20.011 Entente

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1248731003

Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Archives lesbiennes du Québec pour l'exposition adaptée du projet 40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent! qui sera présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 25 juin au 12 octobre 2025

20.012 Immeuble - Acquisition

CM *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1239220012

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède et acquiert de Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots mentionnés au dossier décisionnel, le tout avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $ / Retirer du domaine public les lots cédés et verser les lots acquis dans le domaine public pour fins de rues

20.013 Immeuble - Aliénation

CM *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1235840004

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits, pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072, dont la rente annuelle sera de 71 361 $

20.014 Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1248682004

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location- acquisition)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.015 Subvention - Contribution financière

CG *Service de la culture* - 1248781005

Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Cité des Arts du cirque

20.016 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249286005

Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.017 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue* - 1246525005

Accorder un soutien financier de 85 000 $ à Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet Carte proximité dans le cadre du programme municipal Montréal en commun, issu de la candidature gagnante de la Ville de Montréal pour le Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

20.018 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue* - 1246525004

Accorder un soutien financier de 175 594 $ à Montréal Métropole en santé, pour le projet Évaluation en commun dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

20.019 Subvention - Contribution financière

CM *Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures* - 1249592004

(AJOUT) Accorder un soutien financier de 150 000 $ par année, à Projet collectif Québec pour la réalisation du mandat de l'alliance Transition en commun sur 3 ans, soit pour 2025, 2026 et 2027 / Autoriser un virement de 450 000 $ en provenance du surplus 2021 dédié à l'urgence climatique de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Bureau de la transition écologique et de la résilience afin de financer le partenariat entre la Ville de Montréal et Projet collectif Québec / Approuver le projet de convention à cet effet

20.020 Subvention - Contribution financière

CG *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249499003

(AJOUT) Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.021 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.022 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.023 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.024 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1243715007

(AJOUT) Accorder un soutien financier supplémentaire de 200 000 $ aux organismes L'Auguste Théâtre, Îlot 84-Aire commune et La Lutinerie dans le cadre de l'appel à projets spécial Temps des fêtes 2024 du Service de la culture / Approuver les addenda aux conventions initiales (CE 24 538)

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1247428004

Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de 12 mois

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique* - 1245382012

Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4), à compter du 1er janvier 2025, pour une période de 3 ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale / Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641005

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641006

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

30.005 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245449004

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

30.006 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245503002

Décréter la fermeture définitive d'une partie de la rue J.-B.-Martineau et retirer du registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville, une partie du lot numéro 1 000 138 du cadastre du Québec, pour la verser au registre des parcs / Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement de Saint-Léonard de prendre en charge les travaux d'aménagement du nouvel espace vert

30.007 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1245954013

Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats pour l'acquisition de produits technologiques Oracle via le Centre d'acquisitions gouvernementales pour la période du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2028

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.008 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1241361002

Autoriser le dépôt de candidature de l'initiative ÉMMIS - Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale - au prix d'Excellence du réseau de la santé et des services sociaux, Édition 2025, du ministère de la Santé et des Services sociaux dans la catégorie du secteur municipal pour des Initiatives visant à créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie / Autoriser la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale à déposer la candidature et à signer les documents pour et au nom de la Ville

30.009 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe* - 1246920001

Autoriser la dépense estimée à 678,75 $ relative au déplacement de Kaila Amaya Munro, conseillère de l'arrondissement de Verdun, afin de participer à la réunion du conseil d'administration et aux journées de représentations de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendront à Ottawa (Ontario), les 4 et 5 décembre 2024

30.010 Administration - Nomination de membres

CM *Conseil des Montréalaises* - 1247721004

Approuver, à titre de membres du Conseil des Montréalaises, les nominations de Morgane Alima Kemajou, et d'Amélie Boudot, pour un premier et second mandat de 3 ans à compter de novembre 2024 respectivement, ainsi que la nomination de Maryse Bélanger, pour un premier mandat de 3 ans, à compter de janvier 2025

30.011 Administration - Nomination de membres

CE *Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites* - 1243376009

Désigner ou renouveler le mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans à compter du 13 novembre 2024

30.012 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Service de l'Espace pour la vie , Biodôme* - 1249824011

Autoriser la réception d'une contribution financière de 10 000 $ provenant de la Société des Amis du Biodôme de Montréal pour l'aménagement d'un espace d'activités ludiques et éducatives / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant

30.013 Budget - Taxe / Compte

CE *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus* - 1244845003

Radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

30.014 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique* - 1249445005

Autoriser un virement budgétaire de 5,2 millions $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige pour l'année 2024

30.015 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.016 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service de l'habitation* - 1249174001

(AJOUT) Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

30.017 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.018 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.019 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Domaine public

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1245703001

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 14 novembre 2024 au 30 avril 2025

40.002 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245950001

Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 7(1°) du Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis (18-066), afin de modifier l'article 2 de ce règlement pour y ajouter un territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal

40.003 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1247896003

Edicter une ordonnance en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale, pour augmenter le montant total de l'aide financière / Réserver une somme de 200 000 $ pour sa mise en oeuvre - Entente Réflexe MEIE 2022-2025

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.004 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245629002

Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 et d'ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.005 Règlement - Urbanisme

CM *Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire* - 1241066009

Adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (R.L.R.Q. 2024, ch. 2), le projet de résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages, destiné au logement social, situé sur le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré)

40.006 Règlement de la Société de transport de Montréal

CG *Société de transport de Montréal* - 1245491002

Approuver le Règlement de la Société de transport de Montréal (R-221) autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » / Approuver la modification du livre Programme des immobilisations 2024-2033

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

40.007 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1248986009

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 2630 de la Ville de Côte-Saint-Luc

40.008 Règlement - Adoption

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1242937002

(AJOUT) Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

40.009 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CM *Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques* - 1245270005

(AJOUT) Adopter la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de la Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec »

Mention spéciale : Dossier déjà inscrit à la séance du 6 novembre 2024, 9 h, à l'article 40.001

60 – Information

60.001 Dépôt

CM *Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle* - 1248035001

Déposer le portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville au 31 décembre 2023

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 19
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 19
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 19

CE : 10.002

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247157018

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des ententes-cadres conclues avec la firme Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation, pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 922 074,83 $ taxes incluses, pour la fourniture, sur demande, de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Mécanicaction inc. (CG22 2030), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 011,86 $ à 3 818 086,69 $ taxes incluses,

2- d'autoriser une dépense de 184 414,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 09:38

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157018**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des ententes-cadres conclues avec la firme Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2021, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 21-18947 pour un service sur demande de travaux de réparation et de fourniture de pièces, pour les systèmes de plomberie de divers immeubles de la Ville de Montréal. Cet appel d'offres comportait trois (3) lots distincts.
Le présent dossier vise donc à exercer la deuxième année d'option de prolongation des contrats avec Mécanication inc., à compter du 1er mai 2025 jusqu'au 30 avril 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0122 - 21 mars 2024 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois à compter du 1er mai 2024 et autoriser une dépense additionnelle de 903 340,39 $, taxes et contingences incluses, pour la fourniture sur demande de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total de la dépense de 1 572 170,16 $ à 2 475 510,55 $, taxes incluses
CG22 0230 - 28 avril 2022 - Conclure une entente-cadre avec Mécanicaction inc. pour la fourniture sur demande de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 24 mois, du 1er mai 2022 au 30 avril 2024, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 572 170,16 $, taxes et contingences incluses, pour les lots 1 et 2 - Appel d'offres public 21-18947 (4 soum.)

CE22 0521 - 13 avril 2022 - conclure une entente-cadre avec Mécanicaction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le lot 3, pour la fourniture d'un service de travaux en plomberie sur demande, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une durée de deux ans, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour la somme maximale

de 257 653,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18947

DESCRIPTION

Cette deuxième option de prolongation de l'entente-cadre vise à faire réaliser, sur demande, les travaux de réparation et d'entretien des systèmes de plomberie, ainsi que la fourniture des pièces, pour divers bâtiments de la Ville de Montréal à vocation administrative, industrielle, culturelle, communautaire et sportive, ainsi que les édifices de la sécurité publique.
Le fournisseur doit fournir un service "clé en main" ainsi qu'une disponibilité 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

JUSTIFICATION

Ces contrats ne présentent pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option du contrat en cours. La prolongation de ces contrats assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er mai 2025 au 30 avril 2026 pour un coût total de 1 106 489,80 $ taxes incluses, incluant des contingences de 184 414,97 $ taxes incluses également.

La firme Mécanicaction inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), soit de 3,78 % par rapport à l'année précédente. La dépense calculée sur la prolongation de l'ensemble de ces contrats totalise la somme de 1 106 489,80 $ contingences et taxes incluses, et est répartie ainsi :

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (8 mois) taxes incluses	2026 (4 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
1	Mécanicaction inc.	190 914,79 $	95 457,40 $	**286 372,19 $**
2	Mécanicaction inc.	329 911,13 $	164 955,56 $	**494 866,69 $**
3	Mécanicaction inc.	93 890,64 $	46 945,32 $	**140 835,95 $**

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (8 mois) taxes incluses	2026 (4 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
1	Mécanicaction inc.	38 182,96 $	19 091,48 $	**57 274,44 $**
2	Mécanicaction inc.	65 982,23 $	32 991,11 $	**98 973,34 $**
3	Mécanicaction inc.	18 778,13 $	9 389,06 $	**28 167,19 $**

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette deuxième prolongation de l'entente-cadre est sans imputation budgétaire. Les mandats seront attribués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Seule la Direction de la gestion immobilière et de l'exploitation du SGPI pourra faire appel à cette entente. Puisque ces services pourront être répartis sur divers bâtiments de l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, elle pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'exercer la deuxième année de prolongation de cette entente-cadre affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants.
Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la deuxième prolongation : 1er mai 2025
Fin de la deuxième prolongation : 30 avril 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-04

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division - gestion immobiliere exploitation a contrat

Tél : 514-891-4556
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157018*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Entente *cadre pour la fourniture de service de plombier, sur demande, pour les bâtiments de la Ville de Montréal (2e prolongation)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En mettant en place une entente cadre pour des services de travaux en plomberie, le Service de la gestion et de la planification immobilière améliore la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières en réduisant, par exemple, l'utilisation de bons de commandes.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 9 septembre 2024

Monsieur Sylvain Pelletier
Mécanicaction Inc. Inc.
6660, avenue Paul-Émile-Lamarche
St-Léonard (Qc) H1P 1J7

Courriel : spelletier@mecanicaction.com

Objet : Renouvellement de contrat (2e prolongation)
Appel d'offres nº 21-18947 Lots 1, 2 et 3
Fourniture d'un service de travaux en plomberie sur demande, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement des **Lots 1, 2 et 3** serait effectif du 1er mai 2025 au 30 avril 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 20 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 2024-09-09
Nom en majuscules et signature : Sylvain Pelletier — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247428006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 270 784,40 $, taxes incluses, pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC., majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 54 156,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-30 11:27

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247428006**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Pour assurer l'entretien des véhicules du parc motorisé et garantir leur bon fonctionnement, le SMRA doit se procurer des accumulateurs (batteries), en veillant à ce qu'ils soient adaptés aux spécifications techniques de chaque véhicule.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0012 – 26 janvier 2023 - Conclure une entente-cadre avec TCED INTL INC. pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés, pour une période de deux (2) ans avec une option de prolongation de douze (12) mois - (Montant estimé : 649 882,54 $, taxes incluses (contrat: 541 568,79 $ + contingences: 108 313,75 $)) - Appel d'offres public 22-19610 - (trois soumissionnaires)

CE22 2133 - 21 décembre 2022 - Résilier, de façon bilatérale, les ententes-cadres conclues avec Batteries Dixon inc., d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois chacune, pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés du parc de la Ville – Appel d'offres public 18-16552 (2 soumissionnaires) (montant total des ententes 978 902,73 $, taxes incluses) (CE19 0449)

CE19 0449 - 20 mars 2019 - Conclure avec la firme Batteries Dixon inc. quatre (4) ententes-cadres d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois chacune, pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés du parc de la Ville – Appel d'offres public 18-16552 (2

soumissionnaires) (montant total des ententes 978 902,73 $, taxes incluses)

CG18 0165 – 29 mars 2018 – Résilier l'entente-cadre de trente-six (36) mois avec Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés (CG16 0706)

CG16 0706 – 22 décembre 2016 – Résilier l'entente-cadre 846994 conclue avec Power Battery Sales ltée (East Penn Canada) pour la fourniture d'accumulateurs pour une durée de cinq ans (CG13 0066) / Conclure une entente-cadre, pour une durée de trente-six mois, avec une possibilité de prolongation de vingt-quatre mois, avec Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés - Appel d'offres public 16-15500 (2 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente 1 143 199,11 $, incluant les taxes)

CG13 0066 – 21 mars 2013 – Conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, avec Power Battery Sales Ltd (East Penn Canada) pour la fourniture de batteries d'accumulateurs dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé - Appel d'offres public 12-12454 (8 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente 1 021 370,35 $, incluant les taxes)

CG07 0273 – 30 août 2007 – Conclure avec Power Battery Sales ltée (East Penn Canada), une entente-cadre de cinq (5) ans pour la fourniture de divers accumulateurs pour véhicules et appareils du parc motorisé - Appel d'offres public 07-10322 (2 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente 533 219,22 $, incluant les taxes)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le présent dossier décisionnel vise à exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois prévue au contrat pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés.

Ce renouvellement vise l'acquisition de dix-neuf (19) modèles différents de batteries (accumulateurs) nécessaires à l'entretien et à la réparation des appareils du parc motorisé de la Ville de Montréal. Ces batteries sont les plus couramment utilisées par les ateliers mécaniques et sont codifiées par le service d'approvisionnement, ce qui permet d'avoir une meilleure visibilité de leur consommation.

Option de renouvellement:
Il est mentionné dans les documents d'appel d'offres du contrat qu'à son expiration, celui-ci peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois aux mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.05.02.

La firme TCED INTL INC a été avisée, par une lettre envoyée le 26 août 2024, de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ce renouvellement, en vertu des dispositions du contrat (copie de la lettre en pièce jointe au présent sommaire décisionnel).

Livraison:
Les batteries sont classifiées en deux catégories (A et B) selon leur disponibilité en inventaire dans les magasins des ateliers mécaniques. Les délais de livraison exigés sont de trois (3) jours ouvrables pour la catégorie A et un (1) jour ouvrable pour la catégorie B. Le tout suivant la réception du bon de commande.

Pénalité:
La Ville pourra appliquer une pénalité équivalente à trois pour cent (3%) de la valeur commandée par jour de retard.

Ajustement des prix:
Pendant la durée du contrat et pour le renouvellement, les prix peuvent être ajustés à la baisse ou à la hausse à chaque semestre compté à partir de la création du contrat. Le pourcentage des variations à la hausse sur le prix unitaire de chaque article ne devra pas dépasser cinq pour cent (5%) par période et ne jamais dépasser dix pour cent (10%) de variation annuelle. Lorsque le marché est à la baisse, l'adjudicataire a l'obligation de proposer une variation de prix à la baisse. S'il ne le fait pas, il s'expose à une pénalité de mille dollars (1 000 $) par événement.

Gestion des consignes:
Les ateliers mécaniques de la Ville retourneront à l'adjudicataire les accumulateurs usés et prêts à être disposés. Comme la Ville ne paiera pas les frais de consignes à l'achat initial, l'adjudicataire fera parvenir à la Ville une conciliation des factures à payer et les frais de consignes à récupérer, et ce, mensuellement. Par conséquent, dans certains cas, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) devra payer la différence des frais de consignes manquantes.

Tous les ateliers mécaniques de la Ville de Montréal peuvent bénéficier des prix et conditions de l'entente-cadre.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents d'appel d'offres 22-19610, le contrat permet (1) une option de renouvellement de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer ce renouvellement, et ce, selon les mêmes termes et conditions que le contrat initial.

Les raisons nous incitant à recommander l'exercice de l'option de renouvellement sont principalement :

- la poursuite d'une saine gestion contractuelle;

- l'opportunité de profiter des prix obtenus lors de l'appel d'offres;

- la qualité du service rendu par le fournisseur actuel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montants totaux incluant l'option de renouvellement :

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
TCED INTL INC.	649 882,54 $	324 941,27 $	**974 823,81 $**

L'adjudicataire, TCED INTL INC, s'engage à honorer le contrat pour douze (12) mois

supplémentaires générant une dépense de 270 784,40 $, incluant les taxes.

Une provision de 20 %, soit 54 156,88 $, incluant les taxes, a été ajoutée à titre de contingences pour l'ajustement de prix et les possibles variations de quantités.

La dépense totale à autoriser du renouvellement s'élève à 324 941,27 $, incluant les taxes et contingences.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation de crédit sur l'entente.

Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA).

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.

Les accumulateurs usés seront récupérés par l'adjudicataire. L'adjudicataire s'engage à récupérer, à transporter, à recycler ou à disposer des accumulateurs usés selon les lois provinciales et fédérales en vigueur. Ce qui contribue à une valorisation responsable des matières résiduelles.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure cette entente-cadre obligerait la négociation de multiples commandes à la pièce en plus de faire perdre des économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette entente-cadre sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans le système Qlik Sense.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles CARON, Service des finances et de l’évaluation foncière
Renée VEILLETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Charles CARON, 10 octobre 2024
Renée VEILLETTE, 9 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Leslie Guesley LOISEAU
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-08

Patrick VEILLETTE
chef(fe) de division - ateliers mecaniques

Tél : 514-872-2458
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél : N/A
Approuvé le : 2024-10-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247428006
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $ taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $ taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les accumulateurs usés seront récupérés par l'adjudicataire. L'adjudicataire s'engage à récupérer, à transporter, à recycler ou à disposer des accumulateurs usés selon les lois provinciales et fédérales en vigueur. Ce qui contribue à une valorisation responsable des matières résiduelles.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

RE: Recommandation de renouvellement de contrat - 22-19610 Acquisition de batteries pour véhicules et équipements motorisés

À partir de Marc-André Duchesne <marcandre.duchesne@tced.ca>
Date Ven 06/09/2024 08:53
À Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>
Cc Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>; Charlaine Turcot <charlaine.turcot@tced.ca>

ATTENTION: Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour M.Deshaies,

Steven ne travaille plus chez TCED. Charlaine Turcot a pris en charge le dossier depuis. De mon côté, je suis le directeur des ventes. Je quitte pour un voyage d'affaires alors je la mets en copie pour qu'elle puisse suivre le dossier efficacement.

Je confirme que nous acceptons le renouvèlement du contrat pour les deux prochaines années.

Pour ce qui est du cautionnement d'exécution au montant de 20 000$ je vois dans le contrat que nous devons en fournir un nouveau. Est-ce que celui que nous avons fait qui a été fait par traite bancaire si je me souviens bien nous sera retourné ou bien ce sera un total de 40 000$ en garantie d'exécution qui sera en votre possession? Merci de m'aider à éclaircir ce point pour notre VP Finances.

Nous attendons de vos nouvelles.

Merci et bonne journée.

- - -

TCED
60 ans d'énergie continue
years of continuous energy
Depuis 1964 Since 1964

Marc-André Duchesne
Directeur des Ventes TCED Canada
Canada TCED Sales Director

450-348-8720 / 1-800-661-3330 ext. 243
1-514-835-6334
marcandre.duchesne@tced.ca
tced.ca

Ce courriel pourrait contenir des renseignements confidentiels ou privilégiés. Si vous n'êtes pas le véritable destinataire veuillez nous en aviser immédiatement.
This email may contain confidential or privileged information. If you are not the intended recipient, please notify us immediately.

De : Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>
Envoyé : 26 août 2024 09:45
À : Steven Carrier <steven.carrier@tced.ca>
Cc : Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>
Objet : Recommandation de renouvellement de contrat - 22-19610 Acquisition de batteries pour véhicules et

équipements motorisés
Importance : Haute

Vous ne recevez pas souvent de courriers de la part de marc-andre.deshaies@montreal.ca. Découvrez pourquoi cela est important

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution au montant de 20 000,00 $, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

---

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement niv.2
Service de l'approvisionnement
Direction - Acquisition
Division - Acquisition
Section - Matériel Roulant, Concertation et Espace pour la vie

255, boul. Crémazie Est, Bureau 410.10
Montréal (Québec) H2M 1L5

marc-andre.deshaies@montreal.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247157019

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1- d'exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 22 mai 2025, et autoriser une dépense additionnelle de 1 705 698,94 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 6 800 839,74 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 209 218,90 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 09:39

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157019**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2022, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 22-19376 pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) de divers immeubles de la Ville de Montréal. Cet appel d'offres comportait cinq (5) lots distincts.
Cette prolongation vise seulement les lots 2B, 3B et 5B : les deux autres lots (1B et 4B) ne seront pas prolongés. En raison d'une consommation supérieure aux prévisions, le lot 4B a fait l'objet d'un nouvel appel d'offres public au cours de l'été. Le lot 1B vient à échéance le 21 mai 2025 et fera l'objet d'un appel d'offres au cours de l'hiver.

Le présent dossier vise donc à exercer la première année d'option des contrats, soit du 22 mai 2025 au 21 mai 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0608 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour 21 bâtiments de la Ville de Montréal faisant partie du lot 4, pour une période de 32 mois, soit du 1er novembre 2022 au 30 juin 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 695 810,31 $, taxes incluses (contrat : 1 541 645,74 $ + contingences : 154 164,57 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soumissionnaires)

CG22 0556 - 22 septembre 2022 - Accorder quatre contrats à Baulne inc. et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique

du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de 32 mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes et contingences incluses (contrat : 4 631 946,18 $ + contingences : 463 194,62 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soumissionnaires)

CG17 0357- 24 août 2017 - Accorder 3 contrats à la firme Honeywell Limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 58 bâtiments (3 lots) de la Ville pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense de 3 933 750,51 $, taxes incluses - Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-15952 (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Ces contrats, faisant suite à l'appel d'offres n° 22-19376, visent un entretien planifié ainsi qu'un service, sur demande, d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour divers immeubles de la Ville de Montréal.
Le fournisseur devra être disponible 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

JUSTIFICATION

Ces contrats ne présentent pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants. Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la première année d'option du contrat en cours.
La prolongation de ces contrats assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 22 mai 2025 au 21 mai 2026 pour un coût total de 1 914 917,84 $ taxes incluses, incluant des contingences de 209 218,90 $ taxes incluses également.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), soit de 3,78 % par rapport à l'année précédente.
La dépense calculée sur la prolongation de l'ensemble de ces contrats totalise la somme de 1 914 917,84 $ contingences et taxes incluses et est répartie ainsi :

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114227)

LOT	Fournisseur	2025 (7 mois)	2026 (5 mois)	Montant total Taxes incluses
2B	Baulne inc.	233 151,57 $	166 536,83 $	399 688,40 $
3B	Baulne inc.	132 258,16 $	94 470,11 $	226 728,27 $
5B	Baulne inc.	244 812,07 $	174 865,76 $	419 677,83 $

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (7 mois)	2026 (5 mois)	Montant total Taxes incluses
2B	Baulne inc.	149 298,12 $	106 641,51 $	255 939,63 $

3B	Baulne inc.	88 425,69 $	63 161,21 $	151 586,90 $
5B	Baulne inc.	147 045,44 $	105 032,46 $	252 077,90 $

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (7 mois)	2026 (5 mois)	Montant total Taxes incluses
2B	Baulne inc.	46 630,31 $	33 307,37 $	79 937,68 $
3B	Baulne inc.	26 451,63 $	18 894,02 $	45 345,65 $
5B	Baulne inc.	48 962,42 $	34 973,15 $	83 935,57 $

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

La dépense sera imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il n'y a pas d'impact sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus d'exercer la première année de prolongation de ce contrat affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants.
Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la première prolongation : 22 mai 2025
Fin de la première prolongation : 21 mai 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division

Tél : 514-855-6000
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157019*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Première prolongation pour fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour des bâtiments de la Ville de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En ayant un programme d'entretien planifié rigoureux des systèmes d'air climatisé, on réduit les risques de fuite de réfrigérant dans l'atmosphère. Comme vous le savez, certains types de gaz utilisés comme réfrigérant sont des GES.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 9 septembre 2024

Madame Marianne Trudeau
Baulne Inc.
1850, 32e Avenue
Montréal (Qc) H8T 3J7

Courriel : mtrudeau@baulne.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 22-19376 Lots 2B, 3B et 5B
Service d'entretien et travaux sur demande pour des équipements de mécanique du bâtiment CVAC pour divers bâtiments de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement des **Lots 2B, 3B et 5B** serait effectif du 22 mai 2025 au 21 mai 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 20 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Marianne Trudeau — Le 9 septembre 2024

Nom en majuscules et signature — Date

Marianne Trudeau

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247157019

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247157019 - Entretien équipements de mécanique lot 2B 3B et 5B.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247157020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire, Baulne inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trente-six mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, les contrats pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, aux prix de ses soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20607;

Firme	Lot	Montant (taxes incluses)
Baulne inc.	1 A	2 711 539,91 $
Baulne inc.	2 A	2 232 167,56 $
Baulne inc.	3 A	1 922 488,14 $

2. d'autoriser une dépense de 1 373 239,12 $, taxes incluses, (lot 1 : 542 307,98 $ + lot 2 : 446 433,51 $ + lot 3 : 384 497,63 $), à titre de budget de contingences ;

3. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Baulne inc;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 09:41

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157020**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier consiste en l'octroi de trois (3) contrats pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal.
Ces contrats sont d'une durée de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.

Un appel d'offres public n° 24-20607, d'une durée de cinquante-quatre (54) jours, a été tenu du 17 juillet au 10 septembre 2024 et publié le 22 juillet dans Le Devoir et SÉAO.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 8 janvier 2025.

Quatre (4) addendas ont été émis durant la période de soumission et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

N° addenda	Date	Portée	Impact sur le prix
1	29 juillet	Modifications au bordereau	Oui
2	7 août	Ajout du formulaire d'intégrité	Non
3	22 août	Modification mineure au devis	Non
4	30 août	Report de date	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0608 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour 21 bâtiments de la Ville de Montréal faisant partie du lot 4, pour une période de 32 mois, soit du 1er novembre 2022 au 30 juin 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 695 810,31 $, taxes incluses (contrat : 1 541 645,74 $ + contingences : 154 164,57 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soum.)
CG22 0459 - 25 août 2022 - Accorder un contrat à Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 33 mois, soit du 1er septembre 2022 au 31 mai 2025 avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 518 100,06 $, taxes et contingences incluses (contrat : 1 380 090,96 $ + contingences : 138 009,10 $) - Appel d'offres public 22-19364 (3 soum.)

CG17 0357- 24 août 2017 - trois (3) contrats accordés à la firme Honeywell Limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans cinquante-huit (58) bâtiments (3 lots) de la Ville pour une période de soixante (60) mois à compter du 1er septembre 2017. Dépense de 3 933 750,51 $ taxes incluses. Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $ taxes incluses. Appel d'offres public 17-15952 (2 soumissionnaires).

CG17 0356 - 24 août 2017 - Accorder un contrat à la firme « Honeywell Limitée » pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 17 bâtiments du SPVM pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense de 2 242 066,54 $, taxes incluses - Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 2 333 560,86 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-15949 (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Ces trois (3) contrats, faisant suite à l'appel d'offres n° 24-20607, visent un service, sur demande, d'entretien d’équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour trente-huit (38) bâtiments de la Ville de Montréal. Le fournisseur devra être disponible 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service. Ces contrats prévoient également un entretien préventif des équipements.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 22 juillet 2024, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Un (1) seul preneur du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente 12,5 % du nombre total.

Des sept (7) preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- L'un (1) d'eux jugeait les demandes de l'appel d'offres restrictives;
- Les six (6) n’ont pas communiqué leurs motifs de désistement.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 9 octobre par visioconférence et en présence du Service de l'approvisionnement.

Le système de pondération et d’évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d’offres de services non professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note

finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Le seul soumissionnaire a obtenu un pointage supérieur à 70 % et ce, pour les trois (3) lots, ce qui a permis l'ouverture de l'enveloppe de prix et la recommandation du comité de sélection.

Lot n° 1 A

Le lot n° 1 A comprend treize (13) édifices du SPVM.

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, huit (8) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres, dont une (1) seule a présenté une soumission pour ce lot, soit 12,5 % d'entre elles.

La seule soumission conforme est celle de Baulne inc.

Soumissions conformes	**Note intérimaire (%)**	**Note finale**	**Prix soumissionnés (taxes incluses)**	**Autres contingences (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Baulne inc.	**70,33**	**0,44**	2 711 539,91 $	542 307,98 $	3 253 847,89 $
Dernière estimation réalisée			2 525 899,00 $	505 179,80 $	3 031 078,80 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					185 640,91 $ 7,35 %

Le coût total de la seule soumission conforme est de 2 711 539,91 $ taxes incluses, soit 7,35 % (185 640,91 $) supérieur à l'estimation.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 542 307,98 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 3 253 847,89 $ taxes incluses.

Lot n° 2 A

Le lot n° 2 A comprend treize (13) édifices du SPVM, du SIM et autres services de la Ville de Montréal.

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, huit (8) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres, dont une (1) seule a présenté une soumission pour ce lot, soit 12,5 % d'entre elles.

La seule soumission conforme est celle de Baulne inc.

Soumissions conformes	**Note intérimaire (%)**	**Note finale**	**Prix soumissionnés (taxes incluses)**	**Autres contingences (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Baulne inc.	**70,33**	**0,54**	2 232 167,56 $	446 433,51 $	2 678 601,07 $
Dernière estimation réalisée			2 441 989,47 $	488 397,89 $	2 930 387,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					-209 821,91 $ -8,59 %

Le coût total de la seule soumission conforme est de 2 232 167,56 $ taxes incluses, soit 8,59 % (-209 821,91 $) inférieur à l'estimation.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 446 433,51 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 2 678 601,07 $ taxes incluses.

Lot n° 3 A

Le lot n° 3 A comprend douze (12) édifices du SIM et autres services.

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, huit (8) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres, dont une (1) seule a présenté une soumission pour ce lot, soit 12,5 % d'entre elles.

La seule soumission conforme est celle de Baulne inc.

Soumissions conformes	Note intérimaire (%)	Note finale	Prix soumissionnés (taxes incluses)	Autres contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Baulne inc.	**70,33**	**0,63**	1 922 488,14 $	384 497,63 $	2 306 985,77 $
Dernière estimation réalisée			2 475 216,54 $	495 043,31 $	2 970 259,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					-552 728,40 $ -22,33 %

Le coût total de la seule soumission conforme est de 1 922 488,14 $ taxes incluses, soit 22,33 % (-552 728,40 $) inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par une stratégie agressive de prix de la part de Baulne inc. afin d'obtenir le contrat, notamment au niveau des entretiens préventifs. Comme cette firme faisait l'entretien des bâtiments de ce lot dans le précédent contrat, elle avait donc une bonne connaissance de l'état des équipements.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 384 497,63 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 2 306 985,77 $ taxes incluses.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ces contrats de services étant d'une valeur supérieure à 500 000 $ chacun, ils devront faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses de ces contrats seront réparties ainsi :

Pour l'entretien préventif (Centre de responsabilité n° 114227)

LOT	Fournisseur	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)	Total
1 A	Baulne inc.	389 296,05 $	421 093,94 $	433 726,55 $	36 231,82 $	1 280 348,36 $
2 A	Baulne inc.	248 851,19 $	266 438,48 $	274 431,38 $	22 924,92 $	812 645,97 $
3 A	Baulne inc.	132 020,15 $	137 414,26 $	141 536,66 $	11 823,42 $	422 794,49 $

Pour l'entretien correctif (Centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)	Total
1 A	Baulne inc.	435 288,48 $	474 860,16 $	474 860,16 $	46 182,74 $	1 431 191,55 $
2 A	Baulne inc.	431 722,66 $	470 970,18 $	470 970,18 $	45 858,58 $	1 419 521,59 $
3 A	Baulne inc.	456 219,68 $	497 694,20 $	497 694,20 $	48 085,58 $	1 499 693,66 $

Le montant des contingences (20 %) sera réparti ainsi:
(Centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)	Total
1 A	Baulne Inc.	164 916,91 $	179 190,82 $	181 717,34 $	16 482,91 $	542 307,98 $
2 A	Baulne Inc.	136 114,77 $	147 481,73 $	149 080,31 $	13 756,70 $	446 433,51 $
3 A	Baulne Inc.	117 647,97 $	127 021,69 $	127 846,17 $	11 981,80 $	384 497,63 $

Ce contrat inclut deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat, le tout en tenant compte des augmentations de coûts liées à l'indexation annuelle des prix:

LOT	Prolongation #1 (2028-2029)	Prolongation #2 (2029-2030)
1 A	926 758,45 $	945 293,62 $
2 A	760 309,59 $	775 515,78 $
3 A	652 015,48 $	665 055,79 $

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

La dépense sera imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition

Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et sera révisée annuellement lors de la confection du budget.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi ou un refus de conclure ces contrats obligerait la Ville de Montréal à faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel, et ce, à un coût plus élevé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1er février 2025
Fin du contrat : 31 janvier 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Garry DESSEJOUR)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-17

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division

Tél : 514-855-6000
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobilière
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157020*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour des bâtiments de la Ville de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En ayant un programme d'entretien planifié rigoureux des systèmes d'air climatisé, on réduit les risques de fuite de réfrigérant dans l'atmosphère. Comme vous le savez, certains types de gaz utilisés comme réfrigérant sont des GES.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247157020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20607 Intervention par lot.pdf 24-20607_Résultat global (Lot 1A).pdf

24-20607_Résultat global (Lot 2A).pdf 24-20607_Résultat global (Lot 3A).pdf

24-20607 PV.pdf 24-20607-Liste des commandes _ SEAO.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Garry DESSEJOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-1041

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

Stéphanie MOREL
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20607 — No du GDD : 1247157020

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal - LOT 1

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17 - 7 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	29 - 8 - 2024	Date du dernier addenda émis :	30 - 8 - 2024
Ouverture faite le :	10 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	9 - 10 - 2024		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	8 - 1 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	8 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAULNE INC	2 711 540,11 $	√	LOT 1

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BAULNE INC.
HUIT (8) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
Une (1) firme nous a fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) l'expérience du chargé de projet avec 2 ans au Canada nous semble discriminatoire.
Les SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR — Le 17 - 10 - 2024

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20607 — No du GDD : 1247157020

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal - LOT 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17 - 7 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	29 - 8 - 2024	Date du dernier addenda émis :	30 - 8 - 2024
Ouverture faite le :	10 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	9 - 10 - 2024		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	8 - 1 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	8 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAULNE INC	2 232 167,53 $	√	LOT 2

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BAULNE INC.
HUIT (8) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
Une (1) firme nous a fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) l'expérience du chargé de projet avec 2 ans au Canada nous semble discriminatoire.
Les SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR — Le 17 - 10 - 2024

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20607 — No du GDD : 1247157020

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal - LOT 3

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17 - 7 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	29 - 8 - 2024	Date du dernier addenda émis :	30 - 8 - 2024
Ouverture faite le :	10 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	9 - 10 - 2024		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	8 - 1 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	8 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAULNE INC	1 922 487,92 $	√	LOT 3

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BAULNE INC.
HUIT (8) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
Une (1) firme nous a fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) l'expérience du chargé de projet avec 2 ans au Canada nous semble discriminatoire.
Les SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR — Le 17 - 10 - 2024

24-20607 - Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Lot 1A)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité
BAULNE INC (Lot 1A)	3,00	8,00	21,67	17,33	20,33	70,33	2 711 540,11 $	**0,44**	**1**	
0						-		**-**		
0						-		**-**		

Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**	**Date**	**mercredi 09-10-2024**
		Heure	**13h30**
			Multiplicateur d'ajustement
			10000
		Facteur «K»	**50**

24-20607 - Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Lot 2A)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité
BAULNE INC (Lot 2A)	3,00	8,00	21,67	17,33	20,33	70,33	2 232 167,53 $	**0,54**	**1**	
0						-		**-**		
0						-		**-**		

Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**	**Date**	**mercredi 09-10-2024**
		Lieu	**TEAMS**
			Multiplicateur d'ajustement
			10000
		Facteur «K»	**50**

24-20607 - Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Lot 3A)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
BAULNE INC (Lot 3A)	3,00	8,00	21,67	17,33	20,33	70,33	1 922 487,92 $	**0,63**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**

Comité	
Date	**mercredi 09-10-2024**
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	**50**

Québec

English
Nous joindre

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20607
Numéro de référence: 20009559
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

8 résultats **Résultats 1 à 8**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

CLIMATISATION MORRISON INC. 8285 MOUNTAIN SIGHTS AVENUE Montréal QC CAN H4P2B3 http://www.morrisonac.com	Publique	MARK DEANGELIS Téléphone: 5143422835 Courriel: mdeangelis@morrisonac.ca	**Transaction: (20024457)** 2024-07-24 14:33	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES INDUSTRIES GARANTIES LIMITÉE 5420 rue Pare Montréal QC CAN H4P1R3	Publique	Caterina Sciangula Téléphone: 5143423400 Courriel: cathys@gil1957.com	**Transaction: (20029258)** 2024-08-07 13:56	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis

				Téléchargement 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
2982897 CANADA INC. 2425, rue Michelin Laval QC CAN H7L5B9 http://www.epm-mecanic.com	Publique	Edward O'Leary Téléphone: 5143324830 Courriel: eoleary@epm-mecanic.com	**Transaction: (20024059)** 2024-07-23 14:06	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TECKSOL DGE INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4	Non diffusé	Valérie Pottier Téléphone: 5149826774 Courriel: developpement@groupehelios.com	**Transaction: (20024287)** 2024-07-24 09:22	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel

				Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
av-tech inc. 101-2300 rue Léon-Harmel Québec QC CAN G1N4L2 globatech.ca	Non diffusé	William Tourniayre Téléphone: 514-493-1162 Courriel: wtourniayre@globatech.ca	**Transaction: (20025283)** 2024-07-26 09:33	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SÉGUIN MORRIS INC. 3455 rue Isabelle Local E Brossard QC CAN J4Y2R2	Publique	Catherine Nivoix Téléphone: 5148003939 Courriel: cnivoix@seguinmorris.com	**Transaction: (20030355)** 2024-08-09 11:40	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis Téléchargement 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis

				2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
BAULNE INC. 1850 32ième Avenue Lachine Montréal QC CAN H8T3J7 http://www.baulne.ca	Non diffusé	Marianne Trudeau Téléphone: 5144220444 Courriel: mtrudeau@baulne.ca	**Transaction: (20024482)** 2024-07-24 15:29	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GESTION IMM-TECH INC. 7450 boul. des Galeries d'Anjou, bureau 140 Montréal QC CAN H1M1W5 https://www.gestionimmtech.com/	Non diffusé	Emily De la Torre Téléphone: 5149239915 Courriel: administration@gestionimmtech.com	**Transaction: (20024011)** 2024-07-23 12:17	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247157020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247157020 - Entretien équipements de mécanique lot 1A 2A 3A.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1240649011

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Desjardins Assurances pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 4 725 197,09 $ (taxes incluses). Appel d'offre public S-2323 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé:
1. d'accorder à Desjardins Assurances, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pou une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, le contrat pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 725 197,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public S-2323;

2. d'autoriser le président (par intérim) de la Commission des services électriques de Montréal à signer les documents requis pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la Commission des services électriques.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-17 17:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1240649011**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Desjardins Assurances pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 4 725 197,09 $ (taxes incluses). Appel d'offre public S-2323 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Selon les conventions collectives et la politique de rémunération des cadres, la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) doit offrir une couverture d'assurance collective à tous ses employés actifs. Le contrat avec l'assureur Desjardins Assurances se terminant le 30 novembre 2024, un processus d'appel d'offres devait être effectué pour octroyer un nouveau contrat d'assurance.
L'appel d'offres public S-2323 a été publié dans le système d'appel d'offres (SEAO) le 20 juin 2024 pour une durée de 42 jours calendrier. L'ouverture des soumissions s'est faite le 20 août 2024. Les soumissions sont valides jusqu'au 1er décembre 2024.

Le 20 août 2024, a eu lieu l'ouverture des soumissions et le 27 août la rencontre du comité de sélection.

Aucun addenda n'a été émis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1127- 22 octobre 2019 - Accorder un contrat de 5 ans à Desjardins Assurances pour la couverture d'assurances collectives à compter du 1er décembre 2019, pour la somme de 3 275 746,80 $ (taxes incluses)- Appel d'offres public 1700.

DESCRIPTION

À compter du 1er décembre 2024, Desjardins assurances fournira à la Commission des services électriques les services requis dans l'appel d'offres, ce qui signifie plus précisément le traitement des réclamations et le versement des prestations payables aux employés admissibles au régime d'assurance collective, le tout conformément au contrat.
Les garanties souscrites sont l'assurance-vie, l'invalidité de courte et de longue durée, les soins médicaux incluant l'assurance voyage et les soins dentaires.

Le nouveau contrat doit commencer le 1er décembre 2024 pour assurer une couverture continue des employés.

JUSTIFICATION

Tel qu'il est défini au cahier des charges, le contrat doit être adjugé au soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage. Le montant de la soumission n'est qu'un des quatre critères analysés. Les autres critères sont la qualité et la diversité des services offerts, la conformité au contrat actuel et la structure des frais. Ce dernier critère est aussi important que le montant initial de la soumission puisque différents types de frais ont un impact considérable sur la variation des primes lors des renouvellements annuels.
Sur les quatre (4) preneurs de cahiers de charge, deux firmes n'ont pas soumissionné pour les raisons suivantes: le risque présenté ne correspondait pas aux normes de sélection et de tarification et le cahier des charges avait un devis technique trop spécialisé. Deux (2) assureurs ont déposé une soumission, qui ont été jugées conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**RANG**	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Desjardins Assurances	**94,25**	**0.30**	**1**	**4 725 197,09 $**	**0 000 000 $**	**4 725 197,09 $**
Sun Life	86,75	0.25	2	5 349 176,53$	0 000 000 $	5 349 176,53$
Dernière estimation réalisée				6 300 000 $	0 000 000 $	6 300 000 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)						(1 574 802,91 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]						(25,0 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse -la plus basse)						623 979,44 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) [(la deuxième plus basse – la plus basse/adjudicataire) x 100]						13 %

Le comité de sélection composé de 5 membres a siégé le 27 août 2024. Deux propositions ont été jugées recevables et ont été analysées par le comité de sélection, soit celles des firmes Desjardins Assurances et Sun Life. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, soit Desjardins Assurances.

L'écart de 25 % de la soumission de l'adjudicataire par rapport à l'estimation est principalement dû à la volonté de l'assureur actuel de conserver notre groupe comme client. Notre estimation avait été calculée avec les montants actuels facturés en 2024 mais l'adjudicataire a considérablement réduit ses taux.

Le deuxième plus bas soumissionnaire a également offert des taux inférieurs à ce qui nous est facturé actuellement par l'Assureur.

Cette dépense n'a pas d'impact pour la Ville de Montréal puisque la CSEM s'autofinance par ses revenus de redevances.

Le conseil d'administration de la CSEM a approuvé la recommandation le 30 septembre 2024 (séance 45.T.01)

L'adjudicataire recommandé, Desjardins Assurances, détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est en vigueur jusqu'au 3 mars 2026. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

En vertu du Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats, le dossier doit être soumis pour examen par la dite commission puisque qu'il s'agit d'un contrat de service professionnel et que le prix du contrat est supérieur à 2 M $ et qu'il présente un écart de 25 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis et les écarts observés.
Le coût global du contrat pour la période de 5 ans se chiffre à 4 725 197,09 $ taxes incluses.

Les taux sont garantis les deux premières années et ils seront indexés pour les trois années suivantes selon l'inflation du marché et l'expérience des prestations payées. Sur ce coût, les employés déboursent, par déduction sur la paie, une partie des assurances, soit 50 % des primes d'assurance dentaire et médicale.

Le budget 2024 et celui demandé pour 2025 couvrent le contrat pour la première année. Cette dépense n'a pas d'impact pour la Ville de Montréal puisque la CSEM s'autofinance par ses revenus de redevances.
La dépense se répartit ainsi :

	2024 (1 mois)	2025	2026	2027	2028	2029 (11 mois)
Dépenses par année	78 753,28 $	945 039,36 $	945 039,36 $	945 039,36 $	945 039,36 $	866 286,08 $
Récupération	26 246,72 $	210 844,65 $	210 844,65 $	210 844,65 $	210 844,65 $	184 412,15 $

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Puisque les taux soumis ne sont garantis que pour une période de quatre mois, si l'octroi du contrat est reporté, un nouveau lancement d'appel d'offres devra être réalisé ce qui risque de faire augmenter les taux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La mise en place du contrat avec Desjardins débutera le 1er décembre 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Sylvie - Ext DAGENAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-10

Robert GAUTHIER
Président par intérim

Tél : 514-384-6840
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Robert GAUTHIER
Président par intérim
Tél : 514-384-6840 poste 147
Approuvé le : 2024-10-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Robert GAUTHIER
Président par intérim
Tél : 514-384-6840 poste 147
Approuvé le : 2024-10-10

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Robert Gauthier, président par intérim de la Commission des services électriques de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____adoptée par le Conseil municipal à sa séance du _____.

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie**, personne morale ayant une place d'affaires au 200 rue des commandeurs, Lévis (Québec), G6V 6R2 agissant et représentée par Louis Nault, Vice-Président régional, développement des affaires**, dûment autorisé aux fins des présentes;**

N° d'inscription T.P.S. 14432 4795 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. 14432 4795 RT0001

(le **"Contractant")**

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie jusqu'à concurrence d'une dépense de 4 725 197,09$ incluant les taxes pour les services de consultation en assurance collective pour la durée complète du contrat (cinq ans).

La soumission de Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie à l'appel d'offres S-2323 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de **quatre millions sept cent vingt-cinq mille cent quatre-vingt-dix-sept** DOLLARS et **neuf** CENTS (**4 725 197,09** $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Robert Gauthier Président par intérim, CSEM	Louis Nault Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie
Date : _____	Date _____

Autorisation de contracter de l'AMP

Bien que la lettre ci-dessous mentionne être valide jusqu'au 3 mars 2024, sa validité a été prolongée jusqu'au 3 mars 2026, conformément aux récents changements apportés au régime d'autorisation de contracter (sans l'émission d'une nouvelle preuve).

Desjardins Assurances figure au *Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter* sur le site de l'AMP : [Accueil - Autorité des marchés publics (amp.quebec)]

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Le 4 mars 2021

DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE
A/S MONSIEUR FRANÇOIS CHOLETTE
100, RUE DES COMMANDEURS
LÉVIS (QC) G6V 7N5

N° de décision : 2021-DAMP-1169
N° de client : 2000379948

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

DESJARDINS ASSURANCES
DESJARDINS ASSURANCES VIE
DESJARDINS INSURANCE LIFE HEALTH RETIREMENT
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
SANTÉ RETRAITE
DESJARDINS FINANCIAL SECURITY
DESJARDINS INSURANCE
SFL GESTION DE PATRIMOINE
SFL GESTION DE PATRIMOINE, PARTENAIRE DE DESJARDINS
DESJARDINS FINANCIAL SECURITY LIFE ASSURANCE COMPANY
DESJARDINS FINANCIAL SECURITY, FINANCIAL SERVICES FIRM
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, CABINET DE SERVICES FINANCIERS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **3 mars 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC 30
Québec (Québec) G1R 5S9
1 888 339-5550
amp.quebec

Capture d'écran du registre en ligne

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 25 mars 2024 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE
Adresse du siège social : 200, RUE DES COMMANDEURS, , LÉVIS, QC, G6V 6R2, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2000379948
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160506722

Autres noms d'affaires

- DESJARDINS ASSURANCES
- DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTÉ RETRAITE
- DESJARDINS FINANCIAL SECURITY
- DESJARDINS FINANCIAL SECURITY LIFE ASSURANCE COMPANY
- DESJARDINS FINANCIAL SECURITY, FINANCIAL SERVICES FIRM
- DESJARDINS INSURANCE
- DESJARDINS INSURANCE LIFE HEALTH RETIREMENT
- DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
- DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, CABINET DE SERVICES FINANCIERS
- SFL GESTION DE PATRIMOINE
- SFL GESTION DE PATRIMOINE, PARTENAIRE DE DESJARDINS

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Acquisition de services professionnels pour des services- Assurance collective	Conformité	Qualité et diversité des services offerts	Coûts	Structure de frais	Pointage intérimaire	Prix	Pointage final		COMITÉ	
FIRME	**20%**	**25%**	**25%**	**30%**	**100%**	**$**		**Rang**	**Date**	**27-08-2024**
Desjardins	20.00	24.25	25.00	25.00	94.25	4,725,197.09 $	**0.30**	**1**	**Heure**	**9:00**
Sun Life	17.50	23.25	21.25	24.75	86.75	5,349,176.53 $	**0.25**	**2**	**Lieu**	**50 boulevard Crémazie ouest 7e étage**
										Multiplicateur d'ajustement
Responsable de l'appel d'offres	**Susanne Beisert**									

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1240649011

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat à la firme Desjardins Assurances pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 4 725 197,09 $ (taxes incluses). Appel d'offre public S-2323 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds et de conformité GDD 1240649011 Assurance collective Desjardins.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe- Bureau du président pour Isabelle Poisson
Tél : 514-384-6840

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-10

Robert GAUTHIER
Président par intérim

Tél : 514-384-6840
Division : Bureau du président

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.005

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1240649011

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat à la firme Desjardins Assurances pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 4 725 197,09 $ (taxes incluses). Appel d'offre public S-2323 (2 soumissionnaires)

SMCE240649011.pdf

Dossier # :1240649011

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence
Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 18 novembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE240649011

Accorder un contrat à la firme Desjardins Assurances pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 4 725 197,09 $ (taxes incluses). Appel d'offre public S-2323 (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE240649011

Accorder un contrat à la firme Desjardins Assurances pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er décembre 2024, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 4 725 197,09 $ (taxes incluses). Appel d'offre public S-2323 (2 soumissionnaires)

À sa séance du 30 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 6 novembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) ont expliqué que le contrat avec Desjardins Assurances vient à échéance le 30 novembre 2024. Pour ce faire, un appel d'offres a été publié du 20 juin au 20 août 2024. Quatre fournisseurs se sont procuré le cahier des charges, parmi lesquels deux se sont désistés et deux ont déposé une soumission. Le 27 août 2024, le comité s'est réuni pour évaluer les offres et Desjardins Assurances a obtenu le plus haut pointage final. Le prix déposé est de 4,7 M$ et l'estimation était de 6,3 M$, ce qui représente un écart de 25 %.

Les invitées ont précisé que le 30 septembre dernier, le conseil d'administration de la CSEM a approuvé la recommandation du comité de sélection d'accorder le contrat à Desjardins. D'autre part, cette dépense n'a pas d'impact pour la Ville de Montréal puisque la CSEM s'autofinance par ses revenus de redevances.

Au terme de la présentation, la Commission a souhaité attirer l'attention des invitées sur le sommaire décisionnel où il est inscrit que l'adjudicataire avait considérablement réduit ses taux. Comment expliquez-vous cette décision? Les responsables ont observé que le fournisseur en place a généralement tendance à maintenir son taux ou à offrir une légère baisse lors des appels d'offres afin de conserver le contrat. L'implantation d'un nouveau programme d'assurance collective est onéreuse et demande beaucoup d'efforts lors de la première année. Desjardins a donc pu se permettre de baisser son taux.

Les membres ont également demandé des clarifications au sujet de la différence entre le prix du contrat de 2019 et celui d'aujourd'hui, qui a grimpé de 44 %, et entre le prix payé en 2019 et la récente estimation, dont la différence est de 92 %. Les invitées ont expliqué que les frais pour les soins médicaux et dentaires ont connu une forte hausse, ce qui se reflète dans le prix du contrat. De plus, le nombre d'employés à la CSEM bénéficiant du régime d'assurance a augmenté. Pour ce qui est de l'estimation, celle-ci a été réalisée à partir des données recueillies entre janvier et mai 2024. Cet échantillon était-il suffisant pour bien évaluer le coût pour cinq ans? ont questionné les commissaires? Selon les responsables, les coûts sur quatre mois demeurent sensiblement les mêmes sur une année.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE240649011 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249481001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Biothermica Technologies Inc. pour l'échantillonnage du biogaz et de l'eau souterraine requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville pour une somme maximale de 612 989,21 $, taxes incluses, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité - Appel d'offres public no 24-20647 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Biothermica Technologies inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la réalisation de l'échantillonnage du biogaz et d'eau souterraine requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville, pour une somme maximale de 612 989,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20647;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Biothermica Technologies inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation au rythme des besoins à combler.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-10-28 17:41

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249481001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Biothermica Technologies Inc. pour l'échantillonnage du biogaz et de l'eau souterraine requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville pour une somme maximale de 612 989,21 $, taxes incluses, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité - Appel d'offres public no 24-20647 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'environnement requiert des services professionnels pour réaliser l'échantillonnage du biogaz et de l'eau souterraine autour des anciennes carrières et des dépôts de surface qui ont été remplis de matières résiduelles.
Il est à noter que la Ville réalise des relevés de méthane au Complexe Environnemental Saint-Michel (CESM) à l'aide de ressources internes. Toutefois, en raison de l'ampleur des études requises, la Ville de Montréal ne dispose pas d'un nombre adéquat de ressources internes ayant les qualifications nécessaires pour effectuer ce type de mandats.

L'appel d'offres 24-20647 a été publié le 31 juillet 2024 et inscrit dans le système électronique SÉAO. Lors de l'ouverture des soumissions le 24 septembre 2024, quatre (4) soumissionnaires ont proposé un devis. La durée de publication de l'appel d'offres a été de cinquante-cinq (55) jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes. Le délai de validité est de 90 jours suite au dépôt de la soumission, aucune prolongation n'est nécessaire puisque la période est en vigueur.

Dans le cadre de cet appel d'offres, quatre (4) addendas ont été publiés les 19, 21 et 22 août 2024 ainsi que le 5 septembre 2024 afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des précisions apportées aux documents d'appel d'offres. Les questions soulevées par les soumissionnaires n'ont eu aucun impact sur le prix des soumissions. Il n'y a pas eu de demande d'autorisation d'aller en appel d'offres, celui-ci ayant été réalisé avec l'utilisation d'une grille pré-approuvée.

Le détail du processus est décrit à l'intervention du *Service de l'approvisionnement.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0420 - 16 mars 2022 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois par laquelle Biothermica Technologies inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 438 112,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19025 (2 soum.);
CM19 0328 – 26 mars 2019 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Biothermica Technologies inc., pour une période de 36 mois, pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 289 828,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17303 (1 soum.)

DESCRIPTION

Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :
- La réalisation de relevés de méthane ;
- L'interprétation de relevés de méthane ;
- La compilation des données obtenues ;
- La rédaction de plans et devis pour des travaux d'installation de mesures de mitigation ;
- La surveillance de la mise en place des mesures de mitigation ;
- Le suivi environnemental du biogaz et de l'eau souterraine ;
- La rédaction de rapports d'étude;
- L'accompagnement pour la préparation des demandes d'autorisation ministérielle.

Le mode de rémunération de ces services professionnels sera à taux horaire et à taux unitaire selon les taux présentés au bordereau de l'adjudicataire. L'enveloppe maximale attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Tout au long de la prestation, la firme sera encadrée par les professionnels du Service de l'environnement (SENV). L'entente-cadre sera coordonnée et administrée par le SENV. L'entente-cadre sera valide jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire ou à la fin de la période de trente-six mois (36) mois, selon la première des deux éventualités.

Après 'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 24-20647, il est recommandé de retenir les services de Biothermica Technologies inc. et de conclure avec cette dernière une entente d'une somme maximale de 612 989,21 $ taxes incluses, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de cet appel d'offres, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges et quatre (4) soumissionnaires. Il y a donc 44% des preneurs de cahier des charges qui ont déposé une soumission. Parmi les cinq (5) firmes qui n'ont pas déposé d'offre, deux (2) l'ont justifié par un carnet de commandes déjà complet ou pour non-respect des qualifications requises. Aucune justification n'a été présentée par les trois (3) autres firmes. La liste des preneurs du cahier des charges est présentée dans la section qui traite de l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Quatre (4) propositions techniques ont donc été évaluées par le comité de sélection. Au terme de l'évaluation, deux (2) propositions ont obtenu une note supérieure à la note de passage de 70 %. Après l'analyse de la soumission par le Service de l'approvisionnement, le comité de sélection recommande d'octroyer un contrat de services professionnels de 612 989,21 $ toutes taxes incluses à la firme Biothermica Technologies Inc. Le tableau présenté ci-dessous résume les notes obtenues lors de l'évaluation des soumissions jugées conformes par le comité de sélection.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités)	TOTAL (taxes incluses)
Biothermica Technologies inc.	83,0	2,17	612 989,21 $	N/A	612 989,21 $
WSP Canada inc.	76,7	1,37	922 447,30 $	N/A	922 447,30 $
Terrapex Environnement Ltée	69,0	N/A	-	N/A	
GHD Consultants Ltée	66,0	N/A	-	N/A	
Dernière estimation réalisée					743 402,22 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-130 413,01 $ -17,5%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					309 458,09 $ 50,50%

La soumission gagnante présente un écart de 17.5% inférieur à la dernière estimation réalisée. L'ensemble des taux proposés pour les professionnels était en deçà de l'estimation de 15% à 24%. Malgré la possibilité qu'une offre aussi agressive puisse indiquer un manque de compréhension du mandat dans certains cas, le pointage intérimaire élevé évalué par le comité de sélection et la réalisation de quatre (4) ententes-cadres antérieures avec cette même équipe indiquent que la firme serait en mesure de fournir le service à la satisfaction de la Ville. L'écart de prix de 50.5% avec le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note finale s'explique par le fait que les services demandés sont une expertise nichée et que les deux autres soumissionnaires n'ont pas obtenu la note intermédiaire de passage.

Conformément aux seuils fixés par le gouvernement, une demande d'autorisation de contracter auprès de l'AMP n'est pas nécessaire pour ce contrat de services car la dépense est inférieure à 1 M$.
L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et il est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.
La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire dans le cadre du présent contrat de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section Contrat des documents d'appels d'offres.
Le présent dossier est conforme aux politiques et directives du Service de l'approvisionnement pour un appel d'offres public, et il respecte la Politique de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire principalement dédiée pour la fourniture de services professionnels pour divers projets du SENV. Elle sera cependant et également utilisée par d'autres services centraux ou arrondissements, sous la supervision du

SENV.
Les mandats seront attribués sur demande, au fur et à mesure des besoins des projets.
Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits.
Le SENV s'assurera du suivi des budgets dédiés aux enveloppes.
La dépense totale à autoriser est de 612 989,21 $ taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment en ce qui concerne les priorités 1, 12 et 19 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.
Il est de ce fait cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et pourrait contribuer à l'identification de sources d'émission de méthane, un important gaz à effet de serre (GES). Cette identification est nécessaire avant tout projet de réduction de GES.
Pour finir, le projet n'a pas pour but de contribuer à des engagements en inclusion, équité ou accessibilité universelle, mais les services professionnels retenus pourraient être utilisés afin de réaliser des caractérisations environnementales dans le cadre de projets d'infrastructures contribuant à favoriser de tels principes.
La Grille d'analyse Montréal 2030 relative à ce dossier et qui détaille la contribution de ce projet à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la Ville, se retrouve dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur de cette décision sera d'assurer, par le biais de ces services professionnels, que les campagnes de relevés de méthane des secteurs situés sur ou à proximité des anciennes carrières et dépôts de surface soient réalisés et que la Ville puisse poser les actions préventives au moment opportun, si requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : décembre 2024
Début des services : Janvier 2025
Fin des service: trente-six (36) mois à partir de la date d'envoi de l'avis d'adjudication ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Garry DESSEJOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Pierre FRANZIDIS
Ingénieur - Soutien technique pour les sols contaminés

Tél : 514 863-7205
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-17

Claire MERCKAERT
Cheffe de section - Soutien technique pour les sols contaminés

Tél : 514 248-8721
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
chef(fe) de division - soutien technique et infrastructures - matieres residuelles
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249481001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement, Direction de la gestion des matières résiduelles, Division soutien technique infrastructures CESM*
Projet : *L'échantillonnage du biogaz et d'eau souterraine requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*** ***12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*** ***19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins***			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ***Les relevés de biogaz à proximité des anciennes carrières et dépôts de surface ont pour objectif principal d'assurer un lieu de vie sécuritaire pour les Montréalaises et Montréalais (19). Les résultats des campagnes de relevés de méthane sont rendus publics chaque année au moyen système d'information géographique et sont consultés en ligne environ 15 000 fois par année (12). Ces activités sont aussi cohérentes avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, car elles pourraient contribuer à l'identification de sources d'émission de méthane, un important gaz à effet de serre (GES). Cette identification est nécessaire avant tout projet de réductions d'émission de GES.***			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1249481001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Biothermica Technologies Inc. pour l'échantillonnage du biogaz et de l'eau souterraine requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville pour une somme maximale de 612 989,21 $, taxes incluses, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité - Appel d'offres public no 24-20647 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20647 - Intervention.pdf
PV - 24-20647.pdf
24-20647_Résultat comité de sélection.pdf
24-20647 - Liste des commandes _ SEAO.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Garry DESSEJOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-1041

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

Stéphanie MOREL
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identificatio

No de l'appel d'offres : 24-20647

No du GDD : 1249481001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels - Échantillonnage du biogaz et d'eau souterraine autour dans anciennes carrières et dépôts de surface

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 3 - 9 - 2024

Ouverture faite le : 24 - 9 - 2024

Date du comité de sélection : 7 - 10 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 17 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 54 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 44,4

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GHD Consultants Ltée	La firme n'a pas obtenu la note de passage de 70% (Non conforme techniquement)
Terrapex Environnement Ltée	La firme n'a pas obtenu la note de passage de 70% (Non conforme techniquement)

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 23 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BIOTHERMICA TECHNOLOGIES INC.	612 989,21 $	√	
WSP CANADA INC.	922 447,30 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BIOTHERMICA TECHNOLOGIES INC.
NEUF (9) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
DEUX (2) firmes nous ont fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Notre carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité) / Nous ne rencontrons pas les qualifications requises - Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis .
Les TROIS (3) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par Garry DESSÉJOUR

Le 18 - 10 - 2024

24-20647 - Services professionnels - Échantillonnage du biogaz et d'eau souterraine autour dans anciennes carrières et dépôts de surface

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GHD Consultants Ltée	4,00	7,00	20,00	11,67	7,33	16,00	66,0			Non conforme
Terrapex Environnement Ltée	3,33	5,00	22,00	13,00	6,67	19,00	69,0			Non conforme
WSP Canada Inc	4,00	7,33	22,67	16,00	7,33	19,33	76,7	922 447,30 $	1,37	2
Biothermica Technologies Inc	3,33	7,67	24,67	16,67	9,00	21,67	83,0	612 989,21 $	2,17	1
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**									

Comité	
Date	lundi 07-10-2024
Heure	10h30
Lieu	Visioconférence : TEAMS
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20647
Numéro de référence: 20010989
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services professionnels - Échantillonnage du biogaz et d'eau souterraine autour dans anciennes carrières et dépôts de surface
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

9 résultats **Résultats 1 à 9**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

BIOTHERMICA TECHNOLOGIES INC. 426 rue Sherbrooke est Montréal QC CAN H2L1J6 http://www.biothermica.com/	Non diffusé	Daniel Lagos Téléphone: 5144883881 Courriel: daniel.lagos@biothermica.com	**Transaction: (20034658)** 2024-08-15 14:53	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis Téléchargement 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. 150 rue marchand, bureau 600 Drummondville QC CAN J2C4N1	Non diffusé	Isabelle Milette - Compte principal Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	**Transaction: (20026997)** 2024-08-01 18:03	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis 2024-08-06 à 11:20 - Courriel 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE 3615-A, rue Isabelle Brossard QC CAN J4Y2R2 http://www.terrapex.ca	Non diffusé	Martin Lebel Téléphone: 418-657-3260 Courriel: martin.lebel@terrapex.ca	**Transaction: (20029685)**	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis Téléchargement

			2024-08-08 11:19	20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Argus Environnement Inc. 185 rue Dessureault Trois-Rivières QC CAN G8T2L7 wwww.argusenv.ca	Non diffusé	Sandra Messih Téléphone: 514-844-7111 Courriel: s.messih@stratzer.ca	**Transaction: (20045775)** 2024-09-06 11:03	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis Téléchargement 20011245 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5 https://www.wsp.com/fr-ca	Non diffusé	Alexandre Olesiuk Téléphone: 437-983-8700 Courriel: alexandre.olesiuk@wsp.com	**Transaction: (20032329)** 2024-08-12 13:49	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis Téléchargement 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOLMATECH INC. 97 rue de la Couronne Repentigny QC CAN J5Z0B3 http://www.solmatech.ca	Non diffusé	Maude Meunier Téléphone: 4505858592 Courriel: mmeunier@solmatech.ca	**Transaction: (20027783)** 2024-08-05 10:31	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis 2024-08-06 à 11:20 - Courriel 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis

				2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Englobe Corp. 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval QC CAN H7S2E4 http://www.englobecorp.com	Non diffusé	Annie Vachon Téléphone: 14182276161 Courriel: offre.service@englobecorp.com	**Transaction: (20029035)** 2024-08-07 09:20	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis Téléchargement 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 https://www.atkinsrealis.com/	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com	**Transaction: (20026981)** 2024-08-01 16:26	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis 2024-08-06 à 11:20 - Courriel 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GHD CONSULTANTS LTÉE (Historique 1) 4600, boulevard de la Côte-Vertu Montréal QC CAN H4S1C7 www.ghd.com	Non diffusé	Sara Faucher-Virumbrales Téléphone: 514 339-0589 Courriel: soumissions.quebec@ghd.com	**Transaction: (20026955)** 2024-08-01 14:57	20008292 - Addenda 1- Loi 107 Devis 2024-08-06 à 11:20 - Courriel 20011245 - Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:50 - Courriel 20015044 - Addenda 3 et tableau cas ficitif Devis 2024-09-16 à 16:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-16 à 16:00 - Courriel 20015272 - Addenda 4 Devis 2024-09-17 à 21:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245695001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction stratégie_talents_diversité_équité et inclusion , Division talents_apprentissage et gestion du changement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux 3 ententes-cadres intervenues entre la Ville et les firmes Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de : 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne dans le cadre de 3 ententes-cadres avec Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total de 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses;

Firme	**Article**	**Montant option renouvellement an 2 (IPC et taxes incluses)**	**Montant total du contrat (taxes incluses)**
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 1	395 833,06 $	1 505 053,50 $
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 2	326 721, 32 $	1 299 853,56 $
Alia Conseil	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 3	225 798, 28 $	893 319,88 $
	Totaux	**948 352, 66 $**	**3 698 226,94 $**

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au

dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-07 14:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245695001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction stratégie_talents_diversité_équité et inclusion , Division talents_apprentissage et gestion du changement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux 3 ententes-cadres intervenues entre la Ville et les firmes Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de : 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2021, le Service des ressources humaines a procédé à un appel d'offres public 21-18957 ayant pour objet la conclusion d'ententes-cadres pour la conception et production de solutions de formation en ligne. Trois contrats ont été octroyés à 2 fournisseurs (Novaconcept et Alia Conseil) pour une période de vingt-quatre (24) mois, en vigueur depuis le 27 janvier 2022. Les contrats prévoient deux options de renouvellement de douze (12) mois chacune. Ce dossier vise à exercer l'option de la deuxième prolongation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0029 - 25 janvier 2024 exercer l'option de première prolongation, et d'autoriser une dépense additionnelle de 919 213,60 $, taxes incluses, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne dans le cadre de trois ententes-cadres conclues avec Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des ententes-cadres de 1 830 660,69 $ à 2 749 874,29 $, taxes incluses

CG22 0040 - 27 janvier 2022 conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de deux ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18957 :

Firmes et Montant (taxes et contingences incluses)
Contrat 1 Nova Concept formation inc. 798 104,71 $
Contrat 2 Nova Concept formation inc. 722 094,74 $

Contrat 3 Alia Conseil inc. 493 527,31 $

CG20 0667 - 17 décembre 2020 exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser les dépenses additionnelles pour les contrats 1, 2 et 3 pour des services professionnels, sur demande, de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne dans le cadre des contrats accordés aux firmes ci-après désignées et pour les montants indiqués en regard de chacune d'elles, majorant ainsi le montant total des contrats de 1 710 006,86 $ à 2 565 010,29 $, taxes incluses (CE19 0140 et CG19 0022)

CE 20 1918 - 2 décembre 2020 exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 124 733,51 $, taxes incluses, pour le contrat 4 pour des services professionnels, sur demande, de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne dans le cadre du contrat accordé à Nova concept (CE19 0140)

CG19 0022 - 31 janvier 2019 conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne avec les firmes Médial conseil santé sécurité inc. et Alia conseil inc. pour un montant total de 1 012 751,31$ taxes incluses (GDD 1184384001)

CE19 0140 - 23 janvier 2019 conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne avec la firme Novaconcept pour un montant total de 697 255,55$ taxes incluses (GDD 1184384001)

CE17 0886 - 31 mai 2017 conclure une entente-cadre pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne avec les firmes Médial et Edgenda pour un montant total maximal de 825 000$ taxes incluses (GDD 1176750001)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'utilisation de la deuxième option de prolongation de douze (12) mois incluse au contrat ayant pour objet la conception et la production de solutions d'apprentissage en ligne.

Les trois (3) contrats accordés en 2022 et majorés pour la première période de prolongation totalisent une somme de 2 749 874,29 $ (taxes incluses). Le montant total estimé pour la deuxième période de prolongation est de 948 352,66 $ (taxes incluses), majorant ainsi le montant total des ententes-cadres de 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $. Il s'agit de montants prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue de consommer les services selon la valeur totale des contrats.

Le Service des ressources humaines et des communications souhaite prolonger ces ententes-cadres afin de bénéficier des mêmes termes et conditions des contrats actuels, ce qui réduira par le fait même les délais et coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs. Les contrats prévoient, lors d'un renouvellement, que les prix soient ajustés selon le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal. Ce taux est égal à 3.17%. La Ville bénéficiera tout de même d'un minimum d'augmentation des prix actuellement en vigueur, durant toute la période de prolongation, soit du 27 janvier 2025 au 26 janvier 2026.

Ces ententes-cadres seront à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Le tableau présentant les informations détaillées se trouve en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Conformément à l'appel d'offres 21-18957, le présent sommaire décisionnel vise à exercer la deuxième prolongation qui y est prévue, pour une période de douze (12) mois, et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, comme précisé dans le tableau sommaire suivant:

Firme	**Article**	**Montant option renouvellement an 2 (IPC et taxes incluses)**	**Montant total du contrat (taxes incluses)**
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 1	395 833,06 $	1 505 053,50 $
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 2	326 721, 32 $	1 299 853,56 $
Alia Conseil	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 3	225 798, 28 $	893 319,88 $
	Totaux	**948 352, 66 $**	**3 698 226,94 $**

Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de ces ententes-cadres sont principalement la satisfaction des services rendus par ces fournisseurs et l'intérêt des unités d'affaires de la Ville à utiliser ces services. Depuis le début de cette entente, près de cinquante (50) projets de formation ont été réalisés ou sont en cours de réalisation. En plus du Service des ressources humaines et des communications, dix (10) autres unités d'affaires se sont prévalues de ces ententes-cadres et certains d'entre eux, plus d'une fois.

Nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription des adjudicataires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de leur contrat. En date du 16 octobre 2024, les deux adjudicataires de ce dossier sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Le présent dossier décisionnel ne requiert pas la présentation d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Les adjudicataires des contrats ont confirmé leur intérêt de prolonger le contrat actuel par écrit. La copie de la lettre qui leur a été envoyée est incluse en pièce jointe du présent dossier décisionnel.

Les montants prévus à la prolongation des ententes-cadres n'engagent aucunement la Ville à utiliser la totalité des services prévus, mais représentent plutôt des sommes maximales. La Ville de Montréal ne garantit aucun volume de travail aux fournisseurs retenus et se réserve le droit d'attribuer chacun des mandats à venir selon son estimation du fournisseur le plus pertinent.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger les ententes-cadres existantes qui nous garantissent les conditions de prix pour une période additionnelle de douze (12) mois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Ville de Montréal déboursera uniquement pour les services professionnels qui seront effectivement réalisés par les fournisseurs à partir de l'évaluation (temps et coût) qui inclut toutes les dépenses. Il n'y aura pas d'autres frais à prévoir que ceux encourus sur une base horaire.

Enfin, la totalité des coûts sera répartie en fonction du principe de l'utilisateur-payeur à toutes les unités d'affaires. Ces ententes pourraient donc engager des dépenses d'agglomération.

Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière de contrat-cadre.

Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de deux priorités de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, mais il ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques car, il n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la décision d'octroyer les contrats était négative ou reportée, toutes les unités d'affaires qui désirent développer de la formation devraient elles-mêmes identifier des fournisseurs ou procéder à des appels d'offres. Plusieurs initiatives locales seraient mises de l'avant et il serait ainsi difficile d'assurer une cohérence de pratique. Par ailleurs, les coûts seraient plus élevés et plusieurs procédures administratives seraient requises par chacune pour octroyer des contrats.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les trois (3) ententes-cadres signées depuis 2017 ont permis de développer des partenariats de qualité entre les experts de l'apprentissage du Service des ressources humaines et des communications et les responsables de la formation des unités d'affaires. Un mode opérationnel pour tout développement de formations en ligne a été implanté. Il permet une collaboration très efficace et des échanges entre les partenaires de développement professionnel de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Shanti JODOUIN CHOPKA
conseiller(-ere) principal(e) (specialite)

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Yvonne HENKELMANN
chef(fe) de section - solutions et experiences d'apprentissage

Tél : 5142426168
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève BEAUREGARD
directeur(-trice) - strategie, talents, diversite, equite et inclusion
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
directeur(-trice) de service - ressources humaines
Tél :
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245695001
Unité administrative responsable : Service des ressources humaines et des communications
Projet : Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois de 3 ententes-cadres (CG22 0040) pour la conception et la production de solutions d'apprentissage en ligne

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Le dossier permet de contribuer aux priorités suivantes: #8: Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous #17: Développer un modèle de **gouvernance intelligente et une culture de l'innovation** reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en oeuvre de Montréal 2030:
  - Développement d'une offre révisée de contenu de formations en ligne sur l'équité, la diversité et l'inclusion, grâce à la collaboration entre 5 unités d'affaires qui mettent en commun leur champ d'expertise diversifié;

  - Poursuite du développement de l'offre de formations en vue d'améliorer l'accueil des nouveaux employés: Bienvenue à la Ville (pour tous), programme d'accueil d'intégration pour gestionnaires et un pour le personnel administratif; cohortes de nouveaux contremaîtres. Différents projets en cours pour la formation du personnel col bleu, avec la collaboration d'un chef de pratique, possédant une expérience de contremaître et en étroite collaboration avec d'autres centres de formation tels au MRA, Maxim'eau et le SCA.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Adjudicataires	Numéro de contrat	Montant contrats majorés 2023 (taxes incluses)	Montant engagé (taxes incluses)	% consommé au 16 octobre 2024	Option renouvellement an 2	Augmentation de l'IPC 3,17%	Option renouvellement an 2 incluant l'IPC
Nova Concept	1	1 109 220,44 $	724 515,31 $	65%	383 670,70 $	12 162,36$	395 833,06 $
Nova Concept	2	973 132,24 $	412 189,14 $	42%	316 682,49 $	10 038,83 $	326 721,32 $
Alia Conseil	3	667 521,60 $	60 123,89 $	9%	218 860,41 $	6 937,87$	225 798,28 $
TOTAL		**2 749 874,28 $**	**1 196 828,34 $**		**919 213,60 $**	**29 139,06$**	**948 352,66 $**

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 30 Septembre 2024

Monsieur Ghislain BÉLANGER
Novaconcept Formation inc.
7245 rue Alexandra, bureau 300
Montréal (Québec) H2R 2Y9

Courriel : gbelanger@novaconcept.com

Objet : **Recommandation 2e renouvellement de contrat**
Appel d'offres no 21-18957
Services professionnels de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne pour la Ville de Montréal LOTS 1 et 2

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 27 Janvier 2025 au 26 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, la copie certifiée de sa police ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques ainsi que l'avenant responsabilité civile, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.1 et une attestation de la police d'assurance responsabilité professionnelle, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.2

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

J'accepte le renouvellement :

GHISLAIN BÉLANGER	10 octobre 2024
Nom en majuscules et signature	Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature	Date

Danielle Dion
Agente d'approvisionnement II
Courriel : danielle.dion@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 30 Septembre 2024

Monsieur Hugo PRIVÉ
Alia Conseil inc.
230 chemin du Golf #305
Ile-des-Sœurs (Québec) H3E 2A7

Courriel : hprive@aliaconseil.com

Objet : **Recommandation 2e renouvellement de contrat**
Appel d'offres nº 21-18957
Services professionnels de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne pour la Ville de Montréal LOT 3

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 27 Janvier 2025 au 26 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, la copie certifiée de sa police ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques ainsi que l'avenant responsabilité civile, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.1 et une attestation de la police d'assurance responsabilité professionnelle, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.2

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

J'accepte le renouvellement :	Hugo Privé	2024-09-30
	Nom en majuscules et signature	Date
Je refuse le renouvellement :		
	Nom en majuscules et signature	Date

Danielle Dion
Agente d'approvisionnement II
Courriel : danielle.dion@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245666001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme True North Safety Group Incorporated pour la fourniture de services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles - Dépense totale de 421 958,25 $, taxes incluses (contrat : 306 983,25 $ + déboursés : 114 975 $ - Appel d'offres public (24-20613) - (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à True North Safety Group Incorporated, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 306 983,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20613;

2. d'autoriser une dépense de 114 975 $, taxes incluses, à titre de budget de déboursés;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-04 10:36

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245666001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme True North Safety Group Incorporated pour la fourniture de services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles - Dépense totale de 421 958,25 $, taxes incluses (contrat : 306 983,25 $ + déboursés : 114 975 $ - Appel d'offres public (24-20613) - (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'engagement de la Ville de Montréal dans la Vision Zéro décès et blessé grave sur son réseau, une équipe d'analyse postcollision mortelle (EPCM) a été mise sur pied en 2018. L'analyse des collisions mortelles et des endroits où elles surviennent permet d'apporter rapidement des correctifs si nécessaires et de récolter des informations qui ne sont pas disponibles dans les rapports d'accidents. Ces informations sont essentielles pour comprendre les facteurs contributifs qui ont mené à la collision mortelle et identifier des enjeux systémiques sur lesquels la Ville peut agir.

Sur le territoire de l'île de Montréal, entre 25 et 30 collisions mortelles surviennent annuellement. La Division des stratégies de mobilité durable (DSMD) du Service de l'urbanisme et de la mobilité souhaite recourir aux services professionnels d'une firme spécialisée en sécurité routière afin d'augmenter sa capacité d'analyse et pour traiter l'équivalent d'une vingtaine de collisions mortelles par année pour les années 2024 et 2025.

Les services professionnels de cette firme sont nécessaires afin d'augmenter substantiellement la capacité de traitement de l'EPCM de la DSMD.

Stratégie de sollicitation du marché :
L'appel d'offres 24-20613 a été lancé par le Service de l'approvisionnement le 31 juillet 2024 et le dépôt des soumissions devait être fait avant le 3 septembre, à 13 h. Les soumissionnaires avaient donc une période de 33 jours calendaires pour élaborer leur soumission. L'appel d'offres a été publié dans l'application SEAO et dans le journal *Le Devoir* . Les soumissions sont valides pour une durée de 90 jours calendaires, soit jusqu'au 2 décembre 2024.

Il est à noter que trois addendas ont été publiés au cours de l'appel d'offres afin de clarifier certains points et de répondre aux questions des preneurs du cahier des charges :

- Addenda 1 (5 août 2024) : Ajout : Formulaire de Déclaration d'intégrité
- Addenda 2 (15 août 2024) : Précision demandée au point e. - Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables du document 8.24-20613 - Grilles types d'évaluation des offres
- Addenda 3 (21 août 2024) : Rectification dans le Formulaire de Déclaration d'intégrité

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le présent mandat consiste à procéder à l'analyse de l'équivalent d'une vingtaine de collisions mortelles par année pour les années 2024 et 2025. L'analyse comprend l'examen des événements et des lieux de la collision.

Seuls les événements qui surviennent sur le réseau routier montréalais et qui impliquent un véhicule motorisé en mouvement feront l'objet du présent mandat.

Les types d'événements suivants sont exclus du présent mandat : les accidents de travail, les homicides et les événements pour lesquels le Bureau des enquêtes indépendantes mène une enquête.

Pour chaque collision mortelle faisant l'objet d'une demande d'analyse, les activités suivantes seront réalisées dans les délais précisés :

- Collecte de données disponibles préalables à la visite terrain 1
- Visite des lieux avec les parties prenantes - visite 1 - *Au plus tard deux semaines après la demande d'analyse faite par le responsable*
- Visite des lieux par le prestataire de services - visite 2
- Réunion de présentation de l'analyse et des recommandations - *Six à sept semaines après la demande d'analyse faite par le responsable*
- Rapport d'analyse et recommandations - *Huit semaines après la demande d'analyse faite par le responsable*
- Réunion du comité de révision des collisions mortelles

De plus, le présent mandat inclut la tenue d'un tableau de bord et la production d'un bilan annuel.

Pour certains événements plus délicats, il est prévu de pouvoir demander à la firme de faire une visite des lieux dans les quarante-huit heures suivant l'événement.

Chaque collision est traitée indépendamment; les activités nécessaires au traitement de l'événement sont toutes regroupées dans un seul item forfaitaire au bordereau de prix.

La visite des lieux dans les quarante-huit heures suivant l'événement est également à forfait.

Le présent mandat prévoit également des activités complémentaires qui seront uniquement réalisées à la demande du responsable et payées avec le montant déterminé pour les déboursés. Ces activités peuvent être accomplies par l'adjudicataire ou celui-ci peut faire appel à un sous-traitant. Voici les activités prévues dans les documents d'appel d'offres :

- Comptage de la circulation;
- Analyse de conflits;
- Relevé de vitesses;
- Sondage auprès des usagères et usagers sur le terrain.

Pour la réalisation de ces activités, le montant maximal des déboursés autorisés (dépenses remboursables) est de 114 975 $.

JUSTIFICATION

Compte tenu du caractère imprévisible du moment et de la fréquence des collisions mortelles, il est requis de retenir les services professionnels d'une firme spécialisée en sécurité routière et dans l'analyse des collisions mortelles pour traiter les dossiers de collisions mortelles avec diligence et contribuer à l'atteinte des objectifs de la Vision Zéro décès et blessé grave. L'appel d'offres public numéro 24-20613 a été lancé le 31 juillet 2024 et les soumissions ont été ouvertes le 3 septembre 2024. Un comité de sélection s'est réuni le 25 septembre 2024 pour procéder à l'analyse qualitative des soumissions reçues. Sur 8 preneurs du cahier des charges, dont la liste complète est jointe au sommaire décisionnel, 2 firmes ont déposé une soumission, soit 25 % des preneurs du cahier de charges. Toutes les soumissions étaient conformes aux exigences administratives du Service de l'approvisionnement et se sont qualifiées à l'issue de l'évaluation de leur offre technique (pointage intérimaire supérieur à 70 points sur 100).

À la suite de l'analyse qualitative des soumissions reçues, il est recommandé de retenir les services de la firme **True North Safety Group Incorporated**, pour la fourniture de services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles, pour un montant total maximal, incluant les taxes, de 306 983,25 $.

Le tableau qui suit présente les résultats et écarts.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
True North Safety Group Incorporated	73 %	4,01	306 983,25 $		306 983,25 $
CIMA+ S.E.N.C.	84,5 %	1,86	724 342,50 $		724 342,50 $
Dernière estimation réalisée			572 575,50 $		572 575,50 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					-265 592,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-46,4 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2^{e} meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ^{e} meilleure note finale – adjudicataire)*					417 359,25 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2^{e} meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					136 %

((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100	

L'écart de 46,4 % (en faveur de la Ville) entre la dernière estimation et l'offre de l'adjudicataire s'explique par l'absence d'historique de prix pour des mandats similaires en termes de taille. Lors de l'élaboration de l'estimation, plusieurs recherches ont été effectuées dans l'application SEAO pour trouver des contrats comparables, mais sans succès. Sans référence de mandats similaires, l'estimation a été réalisée au mieux de nos connaissances. De plus, la variabilité de la complexité de chaque événement rend l'évaluation encore plus difficile en l'absence de données historiques sur les prix.

L'écart de 136 % entre l'adjudicataire et l'autre soumissionnaire peut s'expliquer par le nombre de ressources allouées au présent mandat. L'adjudicataire propose une équipe de deux ressources pour la réalisation du mandat. Chaque ressource peut prendre en charge des dossiers grâce à son expertise en analyse des collisions mortelles. Ainsi, une seule ressource peut réaliser toutes les activités requises pour un événement.

L'autre soumissionnaire propose une équipe de quatre ressources pour la réalisation du mandat. Cela augmente le coût forfaitaire d'analyse de chaque événement. En plus de l'équipe de projet proposée, ce soumissionnaire doit recourir à des ressources spécialisées internes pour certaines activités, dont les relevés photométriques. L'adjudicataire peut quant à lui réaliser les relevés photométriques avec les ressources proposées. L'expérience du chargé de projet (trente et un ans) contribue probablement à augmenter le prix de l'offre de l'autre soumissionnaire.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n'est pas non conforme en vertu du règlement sur la gestion contractuelle.

Le présent contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics; ainsi, la firme n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour ce contrat.

L'évaluation du rendement de l'adjudicataire n'est pas requise pour ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale associée au présent dossier est de 421 958,25 $, taxes incluses (contrat : 306 983,25 $ + déboursés : 114 975 $), sans contingences ni incidences, et sera financée par le budget de fonctionnement de la DSMD du Service de l'urbanisme et de la mobilité.
Cette dépense est assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations financières se trouve dans l'intervention du Service des finances et de l'évaluation foncière.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030, mais il ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que les objectifs du présent contrat ne sont pas en lien avec les cibles déterminées pour ces engagements (voir grille d'analyse en

pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Considérant que l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles permet d'apporter rapidement des correctifs et de récolter des informations importantes aidant à mieux comprendre les facteurs contributifs à la collision mortelle, les services d'une firme spécialisée sont requis pour soutenir l'EPCM.
Le fait de disposer d'un contrat de services professionnels avec une firme spécialisée en sécurité routière va rendre possible le traitement de l'équivalent d'une vingtaine de collisions mortelles par année pour 2024 et 2025. Ainsi, des correctifs et améliorations pourront être effectués rapidement à la suite de ces analyses. De plus, grâce aux données recueillies par la firme, la DSMD pourra poursuivre la collecte d'informations auxquelles elle n'a pas accès sans ces analyses.

Sans la possibilité d'accorder ce contrat de services professionnels, la DSMD ne sera pas en mesure d'assurer équitablement le traitement des collisions mortelles dans des délais raisonnables. Il serait alors difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de l'approche « Vision Zéro » en sécurité routière.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des affaires publiques et du protocole.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prestation de services : 2024 à 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stephane ALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadine D'AMBROISE
ingenieure

Tél : 514-872-3198
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

Pascal LACASSE
chef de division - stratégies de mobilité durable

Tél : 514-566-0658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karim CHAREF
chef(fe) de division - amenagement et projets urbains
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245666001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : Services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *L'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles, permet d'identifier des enjeux systémiques et des solutions permettant d'améliorer la sécurité des usagers du réseau routier municipal.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Nom du service : Service de l'urbanisme et de la mobilité
Nom de la direction, division, etc. : Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division des stratégies de mobilité durable

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Date de publication : 31 juillet 2024
Date d'ouverture : 3 septembre 2024

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CIMA+ s.e.n.c.
2	WSP Canada INC.
3	True North Safety Group Incorporated
4	Les Services EXP INC.
5	GHD Consultants Ltée
6	Consultants AECOM Inc.
7	AtkinsRéalis Canada Inc.
8	Stantec Experts-Conseils Ltée
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20613

No du GDD : 1245666001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 3 - 9 - 2024

Ouverture faite le : 3 - 9 - 2024

Date du comité de sélection : 25 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 21 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 2 - 12 - 2024

Date d'échéance révisée : 2 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
True North Safety Group Incorporated	306 983,25 $	√	N/A
CIMA +	724 342,50 $		

Information additionnelle

8 soumisisonnaires ont acheté le cahier des charges. 2 ont déposé une offre: True North Safety Gr. Inc. & CIMA +. 3 ont complété le formulaire de non participation. Les raisons invoquées: La demande parait restrictive (certification RSP1 & RSP2) & (exigences des qualifications pour les ressources exigées), à dû effectuer une sélection des AO en cours. 3 addendas on été publié: Déclaration d'intégrité, questions/réponses & modification.

Préparé par : Stéphane Allard

Le 21 - 10 - 2024

24-20613 - Services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima+ S.E.N.C.	84,5	724 342,50 $	1,86	2
True North Safety Groupe Incorporated	73,0	306 983,25 $	4,01	1
0	-		-	
0	-		-	
0	-		-	
Agent d'approvisionnement				

Comité	
Date	mercredi 25-09-2024
Heure	13 h 00
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage et virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20613
Numéro de référence: 20010372
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

8 résultats **Résultats 1 à 8**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

CIMA+ s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 http://www.cima.ca	Publique	Caroline Chauret Téléphone: 5143372462 Courriel: transport_offres@cima.ca	**Transaction: (20026937)** 2024-08-01 14:06	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5 https://www.wsp.com/fr-ca	Non diffusé	Linda Pichette Téléphone: 5819973977 Courriel: linda.pichette@wsp.com	**Transaction: (20026792)** 2024-08-01 08:09	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
True North Safety Group Incorporated 4145 North Service Road 200 Burlington ON CAN L7L6A3 www.tnsgroup.ca	Publique	Alexandre Nolet Téléphone: 6473767553 Courriel: anolet@tnsgroup.ca	**Transaction: (20029863)** 2024-08-08 15:50	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis Téléchargement 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. 150 rue marchand, bureau 600 Drummondville QC CAN J2C4N1	Non diffusé	Isabelle Milette - Compte principal Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	**Transaction: (20026545)** 2024-07-31 11:04	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GHD CONSULTANTS LTÉE (Historique 1) 4600, boulevard de la Côte-Vertu Montréal QC CAN H4S1C7 www.ghd.com	Non diffusé	Sara Faucher-Virumbrales Téléphone: 514 339-0589 Courriel: soumissions.quebec@ghd.com	**Transaction: (20026948)** 2024-08-01 14:39	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal QC CAN H2X3P4 http://www.aecom.com	Non diffusé	Wendy Klacko Téléphone: 5142878500 Courriel: wendy.klacko@aecom.com	**Transaction: (20027058)** 2024-08-02 08:46	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel

				20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 https://www.atkinsrealis.com/	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com	**Transaction: (20026956)** 2024-08-01 15:05	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 https://www.stantec.com	Publique	Claudine Talbot Téléphone: 4182104610 Courriel: claudine.talbot@stantec.com	**Transaction: (20026987)** 2024-08-01 17:04	20008159 - 24-20613 Addenda no.1 - Amendement Devis 2024-08-05 à 15:05 - Courriel 20010285 - 24-20613 - Addenda 2 - Questions-Réponses Devis 2024-08-15 à 14:55 - Courriel 20011049 - 24-20613 - Addenda 3 - Modification Devis 2024-08-21 à 07:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245666001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Objet :	Accorder un contrat à la firme True North Safety Group Incorporated pour la fourniture de services professionnels en sécurité routière pour l'analyse des endroits où surviennent des collisions mortelles - Dépense totale de 421 958,25 $, taxes incluses (contrat : 306 983,25 $ + déboursés : 114 975 $ - Appel d'offres public (24-20613) - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD1245666001.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Gabriel COTE-GARANT
Agent de gestion de ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248910001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat gré à gré d'un montant de 124 273,43 $ et autoriser la signature de la convention de services professionnels et licence à l'Université du Québec à Montréal pour mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015, mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 ainsi que d'intégrer l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat gré à gré à l'Université du Québec à Montréal pour la mise à jour de la matrice d'évaluation des impacts de 2015, de l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 ainsi que d'intégrer l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030, pour une période de 8 mois pour une somme de 124 273,43 $;

2. d'approuver la convention de services professionnels et licence entre la Ville de Montréal et cet organisme;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-30 19:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248910001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat gré à gré d'un montant de 124 273,43 $ et autoriser la signature de la convention de services professionnels et licence à l'Université du Québec à Montréal pour mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015, mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 ainsi que d'intégrer l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

CONTENU

CONTEXTE

Avec le plan stratégique Montréal 2030, la Ville s'est engagée à accélérer la transition écologique, en posant des gestes concrets pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), limiter l'ampleur des changements climatiques, s'adapter à ceux-ci et atténuer leurs impacts, tout en rehaussant la résilience urbaine, cela en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables. Pour limiter les impacts des perturbations et rehausser la résilience urbaine, elle demande une capacité accrue d'anticipation, de prévention et d'adaptation de la communauté montréalaise.

Le Plan climat 2020-2030 s'inscrit dans le cadre du plan stratégique Montréal 2030. Il vise à réduire les émissions de GES de la collectivité montréalaise de 55 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2030, en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. D'ici là, Montréal augmentera la résilience et la capacité d'adaptation de la collectivité à l'égard des aléas climatiques et des perturbations environnementales. Le Plan climat découle de l'engagement pris dans le cadre du C40 Cities, Deadline 2020, qui engageait les signataires à élaborer un plan d'action climatique d'ici la fin de l'année 2020.

L'une des actions du Plan climat porte sur la bonification des outils de planification et de réglementation en urbanisme afin de favoriser l'aménagement de quartier à échelle humaine et adaptés aux changements climatiques (action 17). La Ville s'est notamment engagée à mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques réalisée en 2015 et à l'intégrer dans le prochain plan d'urbanisme et de mobilité. De plus, l'état des différents aléas climatiques illustré par les cartes de vulnérabilité est l'un des huit indicateurs faisant l'objet d'un suivi régulier dans la reddition de compte du Plan climat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM240446- 17 juin 2024 - Déposer le document intitulé État d'avancement du Plan climat 2020-2030 - avril 2024

CM23 1201 - 20 novembre 2023 - Dépôt du document intitulé État d'avancement 2022 du Plan climat 2020-2030

CG22 0440 - 25 août 2022 - Dépôt de la reddition de compte du plan climat de l'année 2021

CG22 0438 – 25 août 2022 – Dépôt du Bilan 2020 du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020 ainsi que des Bilans 2019-2020 et 2020-2021 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos

CG20 0648 – 17 décembre 2020 – Dépôt du document intitulé Plan climat 2020-2030

CG20 0649 – 17 décembre 2020 – Dépôt du plan stratégique Montréal 2030

CG19 0459 - 24 octobre 2019 - Déposer le document intitulé Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

CG15 0780 – 17 décembre 2015 – Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020

DESCRIPTION

L'un de huit indicateurs du Plan climat est de suivre l'état des différents aléas climatiques. Pour ce faire, l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques doit être mise à jour aux cinq ans, soit à la sortie du Recensement de la population de Statistique Canada. La prochaine reddition de compte du Plan climat est prévu pour la fin avril 2025.

Le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) de la Ville de Montréal a mandaté en 2021 le Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques, réalisée dans le cadre du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020, ainsi que pour produire des cartes d'îlots de chaleur et une carte de cuvettes de rétention d'eau de ruissellement.

Ce nouveau mandat consiste à bonifier et à mettre à jour de l'analyse de vulnérabilité de 2022 pour les aléas ayant déjà été cartographiés, soit les crues, les pluies abondantes, les sécheresses, les tempêtes destructrices et les vagues de chaleur. Il est également demandé de mettre à jour les précédentes analyses, s'il y a lieu, d'actualiser la matrice d'évaluation des impacts produite dans le cadre du Plan d'adaptation 2015-2022, de produire une carte d'exposition (sensibilité physique) et de vulnérabilité pour l'érosion des berges et les températures moyennes, d'incorporer la capacité d'adaptation au calcul de l'analyse de vulnérabilité et de conceptualiser un outil de visualisation interactive avec tableau de bord (voir Annexe 1 pour plus de détails).

La signature de la présente convention a pour objectif de :

- définir les droits de propriété intellectuelle de la Ville des travaux et des résultats réalisés dans le cadre de la convention ;
- allouer une licence gratuite, non exclusive, perpétuelle et sans limites territoriale, autorisant l'UQAM à utiliser ou à permettre que soit utilisé les travaux et les résultats, et ce, à des fins non commerciales uniquement par ses étudiants dans le cadre de travaux de maîtrise ou de doctorat ainsi qu'à des fins de recherche, d'enseignement universitaire et de divulgation (notamment dans le cadre d'articles, de séminaires et d'autres présentations orales ou écrites) ;
- garantir que les résultats des travaux de mémoire de maîtrise et de thèse de doctorat demeureront la propriété de leur auteur et seront du domaine public en

vertu des règles de l'UQAM.

JUSTIFICATION

Ayant déjà travaillé sur la mise à jour de l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2015 et de 2022 ainsi qu'à la création de cartes d'îlots de chaleur et de cuvettes de rétention d'eau de ruissellement, l'expérience de l'UQAM sur le sujet et sur les systèmes d'information géographique (géomatique) garantit le respect des méthodologies assurant ainsi au BTER la cohérence des résultats.
La signature de la convention de services professionnels et licence certifie que la Ville demeure propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle des livrables du projet et que les résultats découlant des articles scientifiques, des travaux de mémoire de maîtrise et de thèse de doctorat demeurent la propriété des auteurs et qu'ils peuvent être déposés sur le domaine public en vertu des règles de l'UQAM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense est prévue au budget de fonctionnement de la Division Mobilisation, Biodiversité, Résilience du BTER et les coûts pour ce mandat seront payés entièrement par celui-ci. Il ne s'agit pas d'une dépense récurrente.

La somme de 124 273,43 $ requis pour le présent mandat est répartie comme suit :

- Frais administratifs de l'UQAM de 15 % : 16 209,58 $
- Volet 1, 2, 3 et 4 : 103 063,85 $
- Implication professorale et rédaction des rapports : 5 000 $

Les services et certains biens meubles sont exonérés de la TPS/TVH en vertu de l'article 2 de la partie VI de l'annexe V de la LTA (loi sur la taxe d'accise) étant donné le fait que l'UQAM est une institution publique et un organisme de bienfaisance au sens de la LTA et de la LTVQ (Loi sur la taxe de vente du Québec).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cette étape.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'obtention de la résolution, la Ville procédera à la signature de la convention de services professionnels et licence ainsi qu'à la création du bon de commande pour débuter les travaux.

- Livrable mi-mandat : 31 mars 2025 (50 %)
    - Mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015
    - Bonifier la méthodologie de 2022, dont les cartes de sensibilités

environnementales
    - Mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2022
    - Intégrer la capacité d'adaptation pour les vagues de chaleur
- Livrable fin de mandat : 31 août 2025 (50 %)
    - Mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2015 et 2022, s'il y a lieu
    - Produire une carte de sensibilité physique pour l'érosion des berges et réflexion sur comment produire une carte de sensibilité physique pour l'augmentation des températures moyennes
    - Calculer et intégrer un indice de capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité pour les aléas suivants : pluies abondantes, tempêtes destructrices, sécheresses et crues
    - Conceptualiser un outil de visualisation interactive des données avec tableau de bord

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Vera COSTEA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rachel MALLET
Agent(e) de recherche

Tél : 514 280-3713
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-28

Sidney RIBAUX
directeur(-trice) transition ecologique et resilience

Tél : 514-872-7383
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX
directeur(-trice) transition ecologique et resilience
Tél : 514-872-7383
Approuvé le : 2024-10-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX
directeur(-trice) transition ecologique et resilience
Tél : 514-872-7383
Approuvé le : 2024-10-30

Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1238910002

Unité administrative responsable : Bureau de la transition écologique et de la résilience

Projet : Autoriser la signature de la convention de service professionnel et licence à l'Université du Québec à Montréal pour mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015, mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 ainsi que d'intégrer l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités de Montréal 2030, notamment :

PRIORITÉ 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

PRIORITÉ 12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour

améliorer la prise de décision individuelle et collective **PRIORITÉ 16** : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international **PRIORITÉ 18** : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire **PRIORITÉ 20** : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 1. Intégrer les notions de bénéfices environnementaux et sociaux dans les projets urbains (p. ex. : outils d'aide à la décision, analyse coûts-avantage, etc.) afin d'accroître la résilience du territoire face aux changements climatiques. 2. Démontrer l'ouverture et la transparence de la Ville dans le partage des données auprès de tous ses partenaires. 3. Travailler avec les institutions de recherche, les municipalités internationales et les universités pour la réalisation de projets de recherche dans le but d'améliorer les pratiques de la Ville dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques. 4. Renforcer la résilience urbaine dans un souci d'équité afin de ne laisser personne dernière. 5. Faire rayonner la métropole à l'international dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**

2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Bureau de la transition écologique et de la résilience
155, rue Notre-Dame Est, annexe, 1er étage
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Vulnérabilité aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal

Demande de soumission pour la mise à jour de l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques à partir de la méthodologie de 2022 à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) a eu le mandat en 2021 de mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2015, réalisée dans le cadre du *Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020*, ainsi que de produire des cartes d'îlots de chaleur (ICU) et une carte de cuvettes de rétention de ruissellement. En 2022, un mandat leur a été accordé pour reproduire l'analyse de 2015 selon les modifications apportées à la méthodologie afin d'établir un comparatif dans le temps. Finalement, un dernier mandat a été donné à l'été 2024 pour bonifier la carte de cuvettes de 2021 avec la nouvelle donnée des surfaces minérales et végétales, développer une méthodologie sur la capacité d'adaptation ainsi que produire des cartes de sensibilités environnementales pour les aléas manquants et une carte d'îlots de chaleur pour 2023.

1. DESCRIPTION DU MANDAT

Le présent mandat consiste à bonifier la méthodologie et à mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2022 pour les aléas ayant déjà été cartographiés, soit les crues, les pluies abondantes, les sécheresses, les tempêtes destructrices et les vagues de chaleur. Il est également demandé de produire une carte de vulnérabilité pour l'érosion des berges, d'inclure les nouvelles cartes de sensibilités environnementales produites à l'été 2024 et d'incorporer la carte de la capacité d'adaptation à l'analyse de vulnérabilité.

Volet 1 : Mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts (voir annexe D du Plan d'adaptation)

- Intégrer à la matrice l'aléa climatique érosion des berges et les impacts sur le milieu naturel (d'autres catégories peuvent être proposées)
- Valider et bonifier les impacts des catégories suivantes : socio-économiques (santé, dépenses pour les particuliers, désagréments et accidents), environnement bâti (infrastructures publiques et résidentielles — ICU) et groupes de personnes sensibles
- Préparer les formulaires et identifier, avec le BTER, les experts de la Ville et de l'externe à consulter pour évaluer l'importance des impacts actuels sur la vulnérabilité
- Rencontrer les experts pour expliquer la démarche et faire l'évaluation des impacts
- Compiler les résultats et actualiser les indices d'impacts à la matrice d'évaluation de 2015
- Présenter les résultats de l'évaluation aux experts interne et externe

Volet 2 : Bonifier de la méthodologie de 2022

- Poursuivre la recherche sur les méthodologies existantes pour évaluer, entre autres, si de nouvelles données peuvent être intégrées à l'analyse
    - Modification, si nécessaire, des analyses 2015 et 2022 pour le comparatif
    - Réflexion pour revoir le calcul pour les sécheresses et les tempêtes destructrices
- Évaluer comment produire une carte de sensibilité physique pour l'augmentation des températures moyennes et l'érosion des berges
- Décrire les données entrant dans la sensibilité environnementale pour l'ensemble des aléas climatiques et expliquer comment produire les indices (voir travaux du mandat 2024)
- Évaluer si les composantes de la sensibilité territoriale doivent être adaptées par aléa climatique

Volet 3 : Mettre à jour de l'analyse de vulnérabilité de 2022

- Produire et générer des données de base (raster et/ou vecteur) dans un format compatible avec la géodatabase ESRI (format.gdb)
    - Terminer la carte de cuvettes et la modélisation des scénarios climatiques pour le territoire de l'agglomération de Montréal (voir travaux du mandat 2024)
    - Choisir les scénarios climatiques à utiliser pour la vulnérabilité aux pluies abondantes
    - Choisir la carte ICU à utiliser dans l'analyse des vagues de chaleur
    - Créer une carte de l'érosion des berges
    - Obtenir la carte de la zone inondable de la CMM (si disponible)
    - Produire les cartes de sensibilité environnementale (selon la disponibilité des données) pour les pluies abondantes, les tempêtes destructrices, les sécheresses et les crues
- Mettre à jour la programmation FME pour intégrer les nouveaux indices d'impacts
- Conceptualiser un outil de visualisation interactive des données
- Calculer les cartes de sensibilité et de vulnérabilité par aléa climatique
- Produire et valider les cartes

Volet 4 : Intégrer la capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité

- Poursuivre la revue de littérature sur les types d'analyses existantes
- Rechercher, produire ou générer des données de base (raster et/ou vecteur) requises pour la mise à jour et/ou la production d'un indice de capacité d'adaptation par aléa climatique dans un format compatible avec la géodatabase ESRI
- Calculer un indice de capacité d'adaptation par aléa climatique (voir travaux mandat 2024)
- Produire et valider les cartes
- Intégrer l'indice de la capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité pour obtenir la vulnérabilité globale du territoire

Pour l'ensemble des volets :

- Références complètes en format Word et/ou Excel
- Formulaires de l'évaluation de l'importance des impacts compatibles avec Office 365 (Forms)
- Résultats des formulaires en format Excel
- Matrice d'évaluation des impacts en format Excel
- Bases de données (format.gdb) contenant les données brutes et les cartes finales
- Rapport technique et méthodologique

2. LIVRABLES

Mi-mandat : 31 mars 2025 (50 %)

- Mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015
- Bonifier la méthodologie de 2022, dont les cartes de sensibilités environnementales
- Mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2022
- Intégrer la capacité d'adaptation pour les vagues de chaleur

Fin de mandat : 31 août 2025 (50 %)

- Mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2015 et 2022 selon les modifications méthodologiques
- Produire une carte de sensibilité physique pour l'érosion des berges et réflexion sur comment produire une carte de sensibilité physique pour l'augmentation des températures moyennes
- Calculer et intégrer un indice de capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité pour les aléas suivants : pluies abondantes, tempêtes destructrices, sécheresses et crues
- Conceptualiser un outil de visualisation interactive des données

3. EXPÉRIENCE REQUISE

- Expérience en production et analyse de données, en cartographie, en gestion de base de données et en production de rapports
- Connaissance des produits ESRI, Python, Pandas et FME Server
- Connaissance des enjeux liés aux changements climatiques, aux fortes précipitations ainsi que la donnée des surfaces minérales et végétales à produire par la Ville

4. RÉMUNÉRATION

4.1 Ressources matérielles

Le prestataire de services déclare posséder tous les outils et le matériel requis à l'exercice de sa profession qui sont nécessaires à l'exécution du Mandat. Il reconnaît que la location d'équipements et d'outils ne constitue pas une dépense remboursable.

4.2 Lieu et horaire de travail

La prestation de service devra être réalisée à l'extérieur des bureaux de la Ville, en travail à distance selon un échéancier précis.

4.3 Remplacement de ressource

Dans le cas où la ressource retenue n'est pas disponible, le fournisseur doit proposer un remplaçant de niveau égal ou supérieur dans un délai de cinq jours ouvrables à partir de l'avis de remplacement de la Ville. Toutefois, la Ville demeure seule juge d'accepter ou refuser toute ressource remplaçante.

4.4 Modalité de paiement

La Ville paiera aux contractants des honoraires sur présentation de factures détaillées indiquant l'état d'avancement des activités.

- Mi-mandat : 31 mars 2025 (50 %)
- Fin de mandat : 31 août 2025 (50 %)

5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE SERVICE ET STRUCTURE DE LA SOUMISSION

La Ville de Montréal se réserve le droit de n'accepter aucune des soumissions reçues sans engager sa responsabilité ni donner lieu à un recours de la part du soumissionnaire. Notez que la Ville de Montréal ne s'engage pas à choisir la soumission la moins chère.

L'offre de service présentée doit comprendre les sections suivantes (2 pages max) :

1. Qualification et expérience pertinente pour effectuer le mandat
    a. Expérience dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques
    b. Expérience en analyse de données et en cartographie
2. Méthodologie et plan de travail (incluant les outils de recherche)
3. Identification des ressources affectées
4. Calendrier de réalisation pour chaque étape
5. Budget ventilé incluant tous les frais (sous forme de tableau)

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer son offre pendant les 90 jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions. Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai ci-dessus mentionné. Toute soumission déposée demeure valide pour une période de 30 jours suivant la date et l'heure limite prévues pour la réception des soumissions.

Envoi de la soumission : **au plus tard à midi le 13 septembre 2024**

UQÀM | Département de géographie
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES
Université du Québec à Montréal

Montréal, 23 septembre 2024

Division Mobilisation, Biodiversité et Résilience
Bureau de la transition écologique et de la résilience
150, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage
Personne contact :
Rachel Mallet
Agente de recherche

OBJET : OFFRE DE SERVICE
Projet : Mise à jour de l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques à partir de la méthodologie de 2022 à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

Madame, Monsieur
Par la présente, nous avons le plaisir de vous soumettre l'offre ci-jointe afin de réaliser un projet visant la mise à jour des cartes de vulnérabilité aux aléas climatiques pour le territoire de la Ville de Montréal. Nous acceptons les clauses légales de l'offre de service présentée par la Ville de Montréal. Le présent projet consistera à créer une base de données spatiale relationnelle (voir en annexe le devis fourni pour la description du mandat).

L'échéancier des livrables sera planifié en deux dépôts soit à la mi-mandat et à la fin du mandat :

1. DESCRIPTION DU MANDAT Le présent mandat consiste à :

Volet 1 : Mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts

1. Intégrer à la matrice l'aléa climatique érosion des berges et les impacts sur le milieu naturel (d'autres catégories peuvent être proposées)
2. Valider et bonifier les impacts des catégories suivantes : socio-économiques (santé, dépenses pour les particuliers, désagréments et accidents), environnement bâti (infrastructures publiques et résidentielles — ICU) et groupes de personnes sensibles
3. Préparer les formulaires et identifier, avec le BTER, les experts de la Ville et de l'externe à consulter pour évaluer l'importance des impacts actuels sur la vulnérabilité
4. Rencontrer les experts pour expliquer la démarche et faire l'évaluation des impacts
5. Compiler les résultats et actualiser les indices d'impacts à la matrice d'évaluation de 2015
6. Présenter les résultats de l'évaluation aux experts interne et externe

Volet 2 : Bonifier la méthodologie de 2022

1. Poursuivre la recherche sur les méthodologies existantes pour évaluer, entre autres, si de nouvelles données peuvent être intégrées à l'analyse
    - Modification, si nécessaire, des analyses 2015 et 2022 pour le comparatif
    - Réflexion pour revoir le calcul pour les sécheresses et les tempêtes destructrices
2. Évaluer comment produire une carte de sensibilité physique pour l'augmentation des températures moyennes et l'érosion des berges
3. Décrire les données entrant dans la sensibilité environnementale pour l'ensemble des aléas climatiques et expliquer comment produire les indices (voir travaux du mandat 2024)
4. Évaluer si les composantes de la sensibilité territoriale doivent être adaptées par aléa climatique

Volet 3 : Mise à jour de l'analyse de vulnérabilité de 2022

1. Produire et générer des données de base (raster et/ou vecteur) dans un format compatible avec la géodatabase ESRI (format.gdb)
    a. Terminer la carte de cuvettes et la modélisation des scénarios climatiques pour le territoire de l'agglomération de Montréal (voir travaux du mandat 2024)
    b. Choisir les scénarios climatiques à utiliser pour la vulnérabilité aux pluies abondantes
    c. Choisir la carte ICU à utiliser dans l'analyse des vagues de chaleur
    d. Créer une carte de l'érosion des berges
    e. Obtenir la carte de la zone inondable de la CMM (si disponible)
    f. Produire les cartes de sensibilité environnementale (selon la disponibilité des données) pour les pluies abondantes, les tempêtes destructrices, les sécheresses et les crues

2. Mettre à jour la programmation FME pour intégrer les nouveaux indices d'impacts
3. Conceptualiser un outil de visualisation interactive des données
4. Calculer les cartes de sensibilité et de vulnérabilité par aléa climatique
5. Produire et valider les cartes

Volet 4: Intégrer la capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité

1. Poursuivre la revue de littérature sur les types d'analyses existantes
2. Rechercher, produire ou générer des données de base (raster et/ou vecteur) requises pour la mise à jour et/ou la production d'un indice de capacité d'adaptation par aléa climatique dans un format compatible avec la géodatabase ESRI
3. Calculer un indice de capacité d'adaptation par aléa climatique (voir travaux mandat 2024)
4. Produire et valider les cartes
5. Intégrer l'indice de la capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité pour obtenir la vulnérabilité globale du territoire

Pour l'ensemble des volets :

- Références complètes en format Word et/ou Excel
- Formulaires de l'évaluation de l'importance des impacts compatibles avec Office 365 (Forms)
- Résultats des formulaires en format Excel
- Matrice d'évaluation des impacts en format Excel
- Bases de données (format.gdb) contenant les données brutes et les cartes finales
- Rapport technique et méthodologique

2. LIVRABLES

Mi-mandat : 31 mars 2025 (50 %) :

1. Mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015
2. Bonifier la méthodologie de 2022, dont les cartes de sensibilités environnementales
3. Mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2022
4. Intégrer la capacité d'adaptation pour les vagues de chaleur

Fin de mandat : 31 août 2025 (50 %) :

1. Mettre à jour l'analyse de vulnérabilité de 2015 et 2022 selon les modifications méthodologiques
2. Produire une carte de sensibilité physique pour l'érosion des berges et réflexion sur comment produire une carte de sensibilité physique pour l'augmentation des températures moyennes
3. Calculer et intégrer un indice de capacité d'adaptation au calcul de la vulnérabilité pour les aléas suivants : pluies abondantes, tempêtes destructrices, sécheresses et crues
4. Conceptualiser un outil de visualisation interactive des données

3. BUDGET ET DURÉE

2024

Salaire étudiant.es

(28,93*15h)* 8 semaines : 3 471,60$

X5 étudiant.es

Total : 17 358$

2025

Doctorat :

(31,45*15h)*15 semaines (jusqu'au 18 avril 2025) : **7 076,25$**

(31,45*35h)*19 semaines (18 avril jusqu'au 31 Aout 2025) : **20 914,25**$

Maitrise et DESS :

(28.93*35h) *19 (18 avril jusqu'au 31 Aout 2025) :19238,45$

X3 étudiant.es

Total : 57 715,35$

Total : 103 063,85$

Implication professorale et engagement pour la rédaction des divers rapports demandés : 5 000$

Frais administratifs de l'UQAM de 15% : 16 209,58$

Total : 124 273,43$

Nous demeurons disponibles pour toutes questions ou précisions relatives à ce projet.

Salutations distinguées



Olivier Caron, PhD

Professeur
Département de Géographie Université du Québec à Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248910001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Octroyer un contrat gré à gré d'un montant de 124 273,43 $ et autoriser la signature de la convention de services professionnels et licence à l'Université du Québec à Montréal pour mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015, mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 ainsi que d'intégrer l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La convention de services professionnels ci-jointe correspond au modèle de convention préapprouvé par le SAJ et disponible dans la banque de documents juridiques, sous réserve de l'article 10 (Droits de propriété intellectuelle et licence) qui a été modifié pour prévoir notamment une licence en faveur de l'UQAM. La présente intervention vise donc à approuver uniquement les modifications à l'article 10.

FICHIERS JOINTS

2024-10-29 -Conv_Serv_LCV_UQAM(finale) VISÉE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-29

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

29 octobre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS ET LICENCE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dûment constituée en vertu de la *Loi sur l'Université du Québec* (RLRQ, c. U-1), ayant une place d'affaires au 1430, rue Saint-Denis, C.P. 8888, succursale Centre-ville, à Montréal, Québec, H3C 3P8, agissant et représentée aux présentes par Christian Agbobli, Vice-recteur à la Recherche, à la création et à la diffusion, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 9 septembre 2024 relatifs à la mise à jour de l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques à partir de la méthodologie de 2022 à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030;

1.2 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 23 septembre 2024;

1.3 « **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

1.4 « **Unité administrative** » : le Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci;

2.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci;

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour bonifier et mettre à jour de l'analyse de vulnérabilité de 2022 pour les aléas ayant déjà été cartographiés, soit les crues, les pluies abondantes, les sécheresses, les tempêtes destructrices et les vagues de chaleur. Il est également demandé de mettre à jour les précédentes analyses, s'il y a lieu, d'actualiser la matrice d'évaluation des impacts de 2015, de produire une carte d'exposition et de vulnérabilité pour l'érosion des berges et les températures moyennes, d'inclure les nouvelles cartes de sensibilités environnementales produites à l'été 2024, d'incorporer les cartes de capacité d'adaptation à l'analyse de vulnérabilité et de conceptualiser un outil de visualisation interactive (avec tableau de bord) des données.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l'effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.11 n'entreprendre aucun travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.12 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent vingt-quatre mille deux cent soixante-treize et quarante-trois dollars (124 273,43 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, sur présentation d'une facture. La prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes;

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention;

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LICENCE

En considération du paiement de toute somme prévue à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux. La Ville concède toutefois au Contractant une licence gratuite, non exclusive, perpétuelle et sans limite territoriale, l'autorisant, dans le cadre de ses activités de recherche et d'enseignement (articles, séminaires et autres présentations orales ou écrites), à utiliser ou à permettre que soient utilisés par ses étudiants dans le cadre de travaux de maîtrise ou de doctorat, en tout ou en partie, mais à des fins non commerciales uniquement, les rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention (ci-après la « **Licence** »);

Tout mémoire de maîtrise et toute thèse de doctorat réalisé dans le cadre de l'exercice des droits prévus à la Licence, demeurera la propriété de leur auteur et sera du domaine public en vertu des règles du Contractant;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert pour exécuter ses obligations aux termes de la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais et assume l'entière responsabilité de toute utilisation, diffusion ou publication des rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention conformément à la Licence;

10.4 dans le cadre de l'exercice des droits prévus à la Licence, s'engage à informer par écrit le Responsable de toute utilisation, diffusion ou publication des rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention au moins quinze (15) jours avant, afin que le Responsable puisse exiger de retirer, au besoin, tout renseignement qu'il jugera confidentiel.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture;

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1430, rue Saint-Denis, C.P. 8888, succursale Centre-ville, à Montréal, province de Québec, H3C 3P8 et tout avis doit être adressé à l'attention de Christian Agbobli, Vice-recteur à la Recherche, à la création et à la diffusion. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 1B5 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

13.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, Greffier-adjoint

Le e jour de 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Par : _____
Christian Agbobli, Vice-recteur à la Recherche,
à la création et à la diffusion

Cette convention a été approuvée par le Conseil de la Ville de Montréal, le __ e jour de 2024 (Résolution _____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248910001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Octroyer un contrat gré à gré d'un montant de 124 273,43 $ et autoriser la signature de la convention de services professionnels et licence à l'Université du Québec à Montréal pour mettre à jour la matrice d'évaluation des impacts de 2015, mettre à jour l'analyse de vulnérabilité aux changements climatiques de 2022 ainsi que d'intégrer l'indice de capacité d'adaptation à l'analyse, à des fins de comparaison dans le cadre de la reddition de compte du Plan climat 2020-2030

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248910001 Intervention financiere.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vera COSTEA
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-30

Frederique BLANDIN FEVRE
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20523 :

Firmes	Descriptions	Montants
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information	975 769,03 $
M3P Conseils inc.	Lot 2 : Architecture de sécurité TI	2 040 834,99 $
Bell Canada	Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité	1 081 003,92 $
Levio conseils inc.	Lot 4 : Services d'analyse	715 126,10 $

	de marché TI	
YRH inc.	Lot 5 : Architecture en radiocommunication	672 603,75 $
Levio conseils inc.	Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance	487 585,98 $

2. de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, Levio conseils inc. et YRH inc. ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-20 10:46

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245942002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville désire être et rester à la fine pointe des technologies et des nouvelles tendances du marché. La Ville nécessite donc de faire appel à des fournisseurs de services en technologies de l'information visant des expertises spécialisées, de pointe et évolutives.

En novembre 2022, la Ville a conclu, suite à l'appel d'offres 22-19401 (résolution CG22 0685) des ententes-cadres avec plusieurs firmes pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information. Certains lots ont été consommés en totalité nécessitant ainsi un nouvel appel d'offres.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 24-20523, en date du 6 mai 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 31 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 66 jours, soit jusqu'au 11 juillet 2024.

Au total, sept addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2024-05-16	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	2024-05-21	Précisions portant sur le changement du lieu de dépôt des soumissions
3	2024-05-22	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives
4	2024-06-04	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives
5	2024-06-13	Précisions suite à des questions techniques et administratives
6	2024-06-20	Report de la date d'ouverture
7	2024-07-09	Précisions suite à des questions administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 11 juillet 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture soit jusqu'au 7 janvier 2025.

Le présent dossier vise à conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lots 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lot 4 et 6) et YRH inc. (lot 5), pour une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication pour une dépense maximale de 5 972 923,77 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0685 – 24 novembre 2022 - Conclure des ententes-cadres avec In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lot 1), Levio Conseils inc. (lots 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Montant estimé des ententes : 4 647 010,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 : 6 soum.) - (lot 5 : 7 soum.) - (lot 6 : 5 soum.) - (lot 8 : 3 soum.)

CG19 0587 - 19 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 pour une somme de 64 386,00 $, taxes incluses, lot 2 pour une somme de 482 895,00 $, taxes incluses, lot 4 pour une somme de

216 153,00 $, taxes incluses et lot 6 pour une somme de 845 066,25 $, taxes incluses), Landry et associés (lot 3 pour une somme de 266 742,00 $, taxes incluses, lot 5 pour une somme de 409 885,88 $, taxes incluses et lot 9 pour une somme de 273 640,50 $, taxes incluses), Cofomo inc. (lot 7 pour une somme de 2 000 565,00 $, taxes incluses) et En toute confiance inc. (In fidem inc.) (lot 8 pour une somme de 190 398,60 $, taxes incluses) pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Appel d'offres public (19-17753) - (8 soumissionnaires)

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne six lots de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication. Il permettra de soutenir les initiatives déjà prévues au PDI 2024-2033. Plus précisément, les éléments couverts seront les suivants :

Lots	Description
Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information	La nature du service consiste à soutenir la Ville dans le développement d'une culture organisationnelle orientée vers une gestion efficace des risques TI. Elle vise à ce que les utilisateurs contribuent à la protection des actifs informationnels et qu'ils soient sensibilisés aux conséquences d'une atteinte à leur sécurité ainsi qu'à leur rôle et leurs obligations en la matière.
Lot 2 : Architecture de sécurité TI	La nature du service consiste en la réalisation de mandats de conception (architecture) de solutions technologiques performantes pour les besoins des initiatives de sécurité TI ou des besoins de sécurité des initiatives des autres unités d'affaires du Service, tout en permettant l'interopérabilité des solutions entre elles, en conformité avec l'architecture d'entreprise et les orientations du Service, ainsi que des normes et standards technologiques.
Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité	Considérant la nature stratégique des opérations de sécurité et de l'évolution constante des menaces de l'industrie, la Ville désire se faire accompagner de ressources d'appoint pour les tâches ci-dessous qui pourront être confiées via cet appel d'offres, en partie ou en entier, pour certains environnements ou pour tous les environnements.
Lot 4 : Services d'analyse de marché TI	La nature du service consiste à réaliser des analyses de marché pour des solutions de

	sécurité TI pour la Ville, en suivant une méthodologie éprouvée par la Ville.
Lot 5 : Architecture en radiocommunication	La nature du service consiste à établir les architectures détaillées, élaborer les solutions techniques et définir les standards technologiques de systèmes de communications, en conformité avec les orientations de l'architecture d'entreprise et du service exploitant.
Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance	La nature du service consiste à configurer, optimiser et améliorer les services de surveillance déjà en place pour les besoins opérationnels en conformité avec l'architecture d'entreprise et les orientations du Service, ainsi que des normes et standards technologiques.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 42 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, neuf d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 21,43 % des preneurs, alors que 33 firmes n'ont pas déposé de soumission (78,57 %).

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que :

- quatre firmes ont des engagements dans d'autres projets les empêchant de répondre au présent appel d'offres ;
- deux firmes affirment que leur carnet de commandes est complet ;
- une firme affirme ne pas fournir les produits ou les services demandés
- une firme affirme ne pas offrir l'expertise demandée ;
- une firme affirme ne pas avoir de conseillers disponibles ;
- une firme affirme que la charge de travail demandée lui paraît très grande ;
- une firme affirme ne pas être en mesure d'offrir le meilleur prix possible ;
- trois firmes affirment manquer de temps ;
- une firme a acheté deux fois le cahier des charges ;
- une firme affirme être un manufacturier et un partenaire d'un soumissionnaire ;
- une firme affirme que les services demandés lui apparaissent restrictifs en raison des certifications demandées ;
- une firme a demandé le cahier de charges à titre indicatif ;
- Les autres firmes (15) n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations préalablement approuvées par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001) par un comité de sélection.

Les résultats de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information

Sur un total de 4 soumissionnaires, les 4 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre, 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc., puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	**0,884**	**975 769,03 $**		**975 769,03 $**
Levio conseils inc.	0,879	909 962,51 $		909 962,51 $
Services Eviden inc.	0,849	926 420,80 $		926 420,80 $
Dernière estimation réalisée		1 195 589,16 $		1 195 589,16 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*				*(219 820,13 $)*
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(18 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)*				*(65 806,52 $)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*(7 %)*

On constate un écart de l'ordre de 18 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, ainsi que sur le pourcentage d'inflation prévue en lien avec le contexte socio-économique.

Lot 2 : Architecture de sécurité TI

Sur un total de 8 soumissionnaires, les 8 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 2 soumissionnaires sont déclarés non conformes d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme M3P Conseils inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
M3P Conseils inc.	**0,37**	**2 040 834,99 $**		**2 040 834,99 $**
Levio conseils inc.	0,35	2 220 428,47 $		2 220 428,47 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	0,34	2 526 748,09 $		2 526 748,09 $

Services Eviden inc.	0,33	2 274 656,37 $		2 274 656,37 $
Les Solutions Victrix inc.	0,33	2 249 565,47 $		2 249 565,47 $
Bell Canada	0,33	2 459 108,98 $		2 459 108,98 $
Dernière estimation réalisée		2 590 443,19 $		2 590 443,19 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(549 608,20 $)* *(21 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*179 593,48 $* *9%*

On constate un écart de l'ordre de 21 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus élevés, ainsi que sur le pourcentage d'inflation actuel. L'adjudicataire démontre une volonté de remporter le présent contrat et se positionner sur ce type de marché.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme M3P Conseils inc. a obtenu son accréditation le 30 mai 2022 et cette dernière demeure valide.

Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité

Sur un total de 6 soumissionnaires, les 6 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Bell Canada puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Bell Canada	**0,77**	**1 081 003,92 $**		**1 081 003,92 $**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	0,74	1 099 551,92 $		1 099 551,92 $
Levio conseils inc.	0,74	1 030 024,69 $		1 030 024,69 $
ESI Technologies de l'information inc.	0,66	1 088 445,33 $		1 088 445,33 $
Services Eviden inc.	0,65	1 170 856,19 $		1 170 856,19 $

Dernière estimation réalisée		910 925,08 $		910 925,08 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*170 078,84 $* *19 %*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*18 548,00 $* 2 %

On constate un écart de l'ordre de 19 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus bas. Le marché montréalais semble afficher un carnet de commandes bien rempli témoignant d'une forte demande pour ce type des services.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Bell Canada a obtenu son accréditation le 6 février 2023 et cette dernière demeure valide.

Lot 4 : Services d'analyse de marché TI

Sur un total de 3 soumissionnaires, les 3 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Levio conseils inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio conseils inc.	**1,04**	**715 126,10 $**		**715 126,10 $**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	0,88	910 602,00 $		910 602,00 $
Dernière estimation réalisée		777 963,97 $		777 963,97 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(62 837,87 $)* *(8 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire				*195 475,90 $*

($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	*27 %*

Le prix de l'adjudicataire est 27 % plus bas que la 2ème meilleure note finale. Cet écart s'explique notamment par le fait que notre estimation se base sur un marché où les prix pratiqués sont disparates et traduisent une certaine volatilité. En effet, depuis la pandémie, il y a une volatilité des prix du marché non seulement au niveau de la main-d'œuvre, mais aussi pour le taux horaire qui a augmenté.

Lot 5 : Architecture en radiocommunication

Le seul soumissionnaire a été déclaré conforme autant d'un point de vue administratif que technique.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
YRH inc.	**1,29**	**672 603,75 $**		**672 603,75 $**
Dernière estimation réalisée		848 687,96 $		848 687,96 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(176 084,21 $)* *(21 %)*

On constate un écart de l'ordre de 21 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus élevés, ainsi que sur le pourcentage d'inflation actuel. L'adjudicataire démontre une volonté de remporter le présent contrat.

En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation, car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.

Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance

Sur un total de 3 soumissionnaires, les 3 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Levio conseils inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio conseils inc.	**1,61**	**487 585,98 $**		**487 585,98 $**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	1,60	509 626,69 $		509 626,69 $
Services Eviden inc.	1,39	542 118,62 $		542 118,62 $
Dernière estimation réalisée		530 429,98 $		530 429,98 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(42 844,00 $)* *(8 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*22 040,71 $* *(5 %)*

L'écart de 8 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et l'estimation interne est expliqué par le fait que l'estimation a notamment été établie en fonction des heures prévisionnelles prévues au bordereau de soumission et selon les taux horaires des anciennes ententes-cadres pour des services équivalents bonifiés à l'IPC.

Selon le Règlement de la commission permanente sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG23 0205, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant pour le lot 2 :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$.

Et répondant à la condition suivante :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Une évaluation du rendement des adjudicataires Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, Levio conseils inc. et YRH inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, les firmes, Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, YRH inc. et Levio conseils inc., ne sont pas inscrites sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou PDI du Service des TI pour la durée de l'entente et pourraient engendrer des dépenses d'agglomération.

Tous les besoins futurs de prestation de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets. C'est pourquoi cette dépense sera répartie selon le règlement RCG 06-054 où il est stipulé que le Service des technologies de l'information est une unité de soutien dont les dépenses sont considérées comme étant des dépenses mixtes d'activité d'administration générale, ces dernières sont calculées en fonction d'un taux à appliquer aux dépenses d'agglomération (Chapitre III, article 6).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des retombées suivantes :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque ;
- Maintien de la cadence de réalisation de projets ;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Frederic ALLARD, Service des technologies de l'information
Demis NUNES, Service des technologies de l'information
Francis DES GRANGES LANGEVIN, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

Tél : 514-654-0544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Imad ZNINI
chef(fe) de division - gouvernance et gestion de risques

Tél : 438-350-4899
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - securite de l'information

Tél : 514-945-8929
Approuvé le : 2024-10-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-10-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245942002
Unité administrative responsable : Service des TI
Projet : Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lots 1), M3P (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lot 4 et 6) et YRH inc. (lot 5), pour une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication - Dépense maximale : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 - (lot 1 : 3 soum.) - (lot 2 : 6 soum.) - (lot 3 : 5 soum.) - (lot 4 : 2 soum.) - (lot 5 : 1 soum.) - (lot 6 : 3 soum.)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Dans le cadre de la réalisation de chacun de ces projets, la Ville veut bénéficier des retombées suivantes :

- Maintien de la cadence de réalisation de projets ;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS — TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 30 mai 2022

M3P CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR MARTIN PAQUIN
1700-2001, BOUL ROBERT-BOURASSA
MONTRÉAL (QC) H3A 2A6

N° de décision : 2022-DAMP-1477
N° de client : 3000789291

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

M3P
M3P CONSULTING
M3P IT-EXPERTS
M3P RÉSEAUX
M3P SERVICES
M3P SOLUTIONS
MIRON & PAQUIN
MIRON-PAQUIN SERVICES-CONSEILS
M3P CONSEILS
M3P CONSULTING SERVICES
M3P NETWORKS
M3P SANTÉ-TI
M3P SERVICES-CONSEILS
M3PC
MIRON-PAQUIN CONSULTING SERVICES

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. M3P CONSEILS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **29 mai 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 6 février 2023

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA OU BELL CANADA
A/S MONSIEUR MARTIN COSSETTE
1, CARREF ALEXANDER-GRAHAM-BELL
BUR. A-7
VERDUN (QC) H3E 3B3

N° de décision : 2023-DAMP-1398
N° de client : 2700007747
N° d'entreprise du Québec : 1172462849

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA OU BELL CANADA demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1245942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20523-Intervention - Lot-1.pdf
24-20523-Intervention - Lot-2.pdf
24-20523-Intervention - Lot-3.pdf
24-20523-Intervention - Lot-4.pdf
24-20523-Intevention - Lot-5.pdf
24-20523-Intervention- Lot-6.pdf
24-20523 PV.pdf
24-20523 Liste des commandes _ SEAO.pdf
_Tableau_CS_Lot 1.pdf
_Tableau_CS_Lot 2.pdf
_Tableau_CS_Lot 3.pdf
_Tableau_CS_Lot 4.pdf
_Tableau_CS_Lot 5.pdf
_Tableau_CS_Lot 6.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niveau 2

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-03

Hicham ZERIOUH
Chef de section - approvisionnement

Tél : (514) 872-4542

strategique en biens
Tél : (438) 505-1138
Division : Division Acquisition - Section Informatique Et Grands Parcs

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(LOT 1)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 9,524

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI inc.	975 769,03 $	√	1
Levio conseils inc.	909 962,51 $		1
Services Eviden inc.	926 420,80 $		1

Information additionnelle

38 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (6) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges,

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 1)

Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,25	16,75	17,25	13,25	17,25	16,50	85,3	975 769,03 $	0,884	1
Levio conseils inc.	4,50	15,50	17,00	12,50	15,75	13,75	79,0	909 962,51 $	0,879	2
Services Eviden inc.	3,88	16,50	13,00	13,25	15,00	16,00	77,6	926 420,80 $	0,849	3
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,25	14,50	10,25	9,38	12,75	11,00	61,1			Non conforme
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité	
Date	mardi 10-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(Lot 2)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 19,05

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante
ESI Technologies de l'information inc.	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
M3P	2 040 834,99 $	√	2
Levio conseils inc.	2 220 428,47 $		2
CGI inc.	2 526 748,09 $		2
Services Eviden inc.	2 274 656,37 $		2
Les Solutions Victrix inc.	2 429 565,47 $		2
Bell Canada	2 459 108,98 $		2

Information additionnelle

34 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (2) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 2)

Architecture de sécurité TI

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	16,25	16,25	13,50	16,75	16,50	83,8	2 526 748,09 $	0,34	3
Levio conseils inc.	4,50	15,75	17,25	12,50	15,50	12,25	77,8	2 220 428,47 $	0,35	2
Services Eviden inc.	4,00	16,50	13,75	13,50	13,75	12,75	74,3	2 274 656,37 $	0,33	4
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,25	14,75	13,75	10,00	12,50	10,25	64,5			Non conforme
Bell Canada	3,75	16,75	17,00	13,25	16,00	12,50	79,3	2 459 108,98 $	0,33	6
ESI Technologies de l'information inc.	3,25	17,50	11,75	11,00	14,50	10,25	68,3			Non conforme
M3P	3,38	15,00	13,25	12,63	15,50	15,00	74,8	2 040 834,99 $	0,37	1
Les Solutions Victrix inc.	4,38	17,25	17,25	11,50	12,00	16,00	78,4	2 429 565,47 $	0,33	5
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Badre Eddine Sakhi

Comité

Date	mardi 10-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(Lot 3)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 17 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 14,29

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bell Canada	1 081 003,92 $	√	3
CGI inc.	1 099 551,92 $		3
Levio conseils inc.	1 030 024,69 $		3
ESI Technologies de l'information inc.	1 088 445,33 $		3
Services Eviden inc.	1 170 856,19 $		3

Information additionnelle

36 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (4) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges,

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 3)

Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	15,75	15,50	13,50	16,00	15,00	80,3	1 099 551,92 $	0,74	2
Levio conseils inc.	4,25	16,00	15,00	12,50	14,50	12,75	75,0	1 030 024,69 $	0,74	3
Services Eviden inc.	3,63	15,50	13,50	13,25	13,25	15,50	74,6	1 170 856,19 $	0,65	5
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,00	11,75	12,25	10,00	10,75	11,50	59,3			Non conforme
Bell Canada	4,00	15,50	17,25	13,25	16,25	16,50	82,8	1 081 003,92 $	0,77	1
ESI Technologies de l'information inc.	3,25	15,25	14,75	11,00	13,75	12,50	70,5	1 088 445,33 $	0,66	4
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité

Date	**mardi 17-09-2024**
Heure	**14 h 00**
Lieu	**Rencontre virtuelle**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	**1**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523 — No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(LOT 4)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 17 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 7,143

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Levio conseils inc.	715 126,10 $	√	4
CGI inc.	910 602,00 $		4

Information additionnelle

39 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (7) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 4)

Services d'analyse de marché TI

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	15,50	15,75	13,00	16,00	14,25	79,0	910 602,00 $	0,88	2
Levio conseils inc.	4,25	16,00	16,00	12,00	14,00	11,25	73,5	715 126,10 $	1,04	1
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,00	12,00	13,75	10,00	10,75	11,50	61,0			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi

Comité	
Date	mardi 17-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523 — No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(LOT 5)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 2,381

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
YRH inc.	672 603,75 $	√	5

Information additionnelle

41 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (9) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 5)

Architecture en radiocommunication

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
YRH inc.	3,88	16,00	18,75	13,50	16,50	17,00	85,6	672 603,75 $	1,29	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité	
Date	mardi 10-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 6)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 17 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 7,143

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Levio conseils inc.	487 585,98 $	√	6
CGI inc.	509 626,69 $		6
Services Eviden inc.	542 118,62 $		6

Information additionnelle

39 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (7) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 6)

Spécialiste en configuration des outils de surveillance

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	15,00	15,50	13,25	16,25	16,00	80,5	509 626,69 $	1,60	2
Levio conseils inc.	4,50	16,25	16,00	12,25	15,25	13,25	77,5	487 585,98 $	1,61	1
Services Eviden inc.	3,63	15,50	14,50	13,25	13,00	14,25	74,1	542 118,62 $	1,39	3
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi

Comité	
Date	mardi 17-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement	
	10000
Facteur «K»	1

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20523
Numéro de référence: 1845454
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

42 résultats **Résultats 1 à 42**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1.

Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4 http://www.alithya.com	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186502866 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	0 2024-05-06 15:05	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
OKIOK DATA LTÉE 655 promenade du centropolis Bureau 230 Laval QC CAN H7T0A3 https://www.okiok.com	Non diffusé	Anderson Ortega Téléphone: 4506811681286 Courriel: aortega@okiok.com	0 2024-05-22 13:08	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9152-2458 QUÉBEC INC. 1000, rue de la Gauchetiere, suite 2400 Montréal QC CAN H3B4W5	Non diffusé	Responsable SEAO Téléphone: 5142092665 Courriel: mdelarosbil@lgmsolution.com	0 2024-05-21 20:48	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Services Eviden, inc. 415 rue Saint-Antoine Ouest 400 Montréal QC CAN H2Z2B9 http://www.infidem.biz/index.html	Non diffusé	Frédérique Châlon Téléphone: 4182676849 Courriel: chalfre@infidem.biz	0 2024-05-06 16:06	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TRANSITION Services Conseils inc. 1305, boul. Lebourgneuf Bureau 520 Québec QC CAN G2K2E4 http://www.transitionsc.ca	Non diffusé	Karine Roberge Téléphone: 4186263003 Courriel: soumission@transitionsc.ca	0 2024-05-07 08:46	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:43 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS 2875, boul. Laurier Édifice Delta 3, bureau D3-201 Québec QC CAN G1V2M2 http://www.lgs.com	Non diffusé	Véronique Verrier Téléphone: 4186536574 Courriel: soumissions-lgs@ibm.com	0 2024-05-07 13:25	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
CENTRE DE TÉLÉPHONE MOBILE LTÉE 9680, boul. du Golf Anjou Montréal QC CAN H1J2Y7 http://www.ctmmobile.com	Non diffusé	Antonella Iannazzo Téléphone: 5145260221 Courriel: ventesmontreal@ctmmobile.com	0 2024-05-07 10:14	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SATORI INTERRÉSEAUTAGE INC. 4267, av. coloniale Montréal QC CAN H2W2C3 http://www.netsatori.com	Non diffusé	Mourad smaali Téléphone: 4506260836 Courriel: mourad.smaali@netsatori.com	0 2024-05-07 09:01	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9434-8257 Québec inc. 1929 rue Victor L Laurin L'Ancienne-Lorette QC CAN G2E5Z4 https://www.talonmba.ca	Non diffusé	Reine Victoire Kamyap Téléphone: 4184548724 Courriel: reine-victoire.kamyap@talonmba.ca	0 2024-05-23 13:59	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186506414 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	0 2024-05-07 08:47	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal QC CAN H3G1T4 http://www.cgi.com	Non diffusé	Sophie Di Cienzo Téléphone: 5144153000 Courriel: bos.gma@cgi.com	0 2024-05-06 15:00	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
SERVICES CONSEILS PR2 INC. 430 Rue Sainte-Hélène 301 Montréal QC CAN H2Y2K7	Non diffusé	Valérie St-Laurent Téléphone: 5148337745 Courriel: vstlaurent@pr2.ca	0 2024-05-07 11:26	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LEVIO CONSEILS INC. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 http://www.levio.ca	Non diffusé	Marie-Pier Guillemette Téléphone: 4189143623 Courriel: offresdeservices@levio.ca	0 2024-05-06 15:02	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:43 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CHAPITRE TI INC. 204 Rue du Saint-Sacrement Suite 300 Montréal QC CAN H2Y1W8 http://www.itchapter.com	Non diffusé	Olivier Abecassis Téléphone: 5148682116 Courriel: rfp@itchapter.com	0 2024-05-07 21:56	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SOLUTIONS VICTRIX INC. 1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 1900 Montréal QC CAN H3B4N4 http://www.victrix.ca/	Non diffusé	Mathieu Plamondon Téléphone: 5148791919 Courriel: bao@victrix.ca	0 2024-05-09 16:57	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COFOMO INC. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5 http://www.cofomo.com	Non diffusé	Sophie Courchesne Téléphone: 5142293487 Courriel: gestiondeloffre@cofomo.com	0 2024-05-07 11:33	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PROCOM QUÉBEC INC. 2000 rue Peel Bureau 300 Montréal QC CAN H3A2W5 https://procomservices.com/fr-ca/	Non diffusé	Benoit Auclair Téléphone: 5147317224 Courriel: receptionmtl@procom.ca	0 2024-05-07 10:40	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PRÉCICOM TECHNOLOGIES INC. 233 Boulevard Frontenac Ouest, Suite#400 Thetford Mines QC CAN G6G6K2 http://www.precicom.com	Non diffusé	Marvin Huynh Téléphone: 4183342525 Courriel: marvin.huynh@precicom.com	0 2024-05-08 11:48	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Agence Sanitas Inc. 3055 Blvd. Saint-Martin Ouest 500 Laval QC CAN H7T0J3	Non diffusé	Sidi Mohamed Mohamed Sidy Téléphone: 5144434317 Courriel: info@agencesanitas.com	0 2024-05-21 19:16	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CIMA+ s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 http://www.cima.ca	Non diffusé	Céline Roy Téléphone: 15143372462 Courriel: proposals.telecom@cima.ca	0 2024-05-27 09:52	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GFT Technologies Canada inc. 990 av. de Bourgogne Suite 510 Québec QC CAN G1W0E8	Non diffusé	Anne Renauld Téléphone: 5817800801 Courriel: anne.renauld@gft.com	0 2024-05-08 07:58	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
XEROX CANADA LTÉE 3400 boulevard de Maisonneuve Ouest suite 900 Montréal QC CAN H3Z3G1	Non diffusé	Kim Sweeney Téléphone: 4384582684 Courriel: kim.sweeney@xerox.com	0 2024-05-07 10:40	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. 1550 rue Metcalfe Suite 1100 Montréal QC CAN H3A1X6	Non diffusé	Marie-Pier Lemieux Téléphone: 5147453311 Courriel: seaoqbc@esitechnologies.com	0 2024-05-10 15:48	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
M3P 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal QC CAN H3A2A6 http://www.m3p.ca	Non diffusé	Martin Miron Téléphone: 5143128664 Courriel: martin.miron@m3p.ca	**Transaction: (20015146)** 2024-07-08 16:11	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis Téléchargement 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis Téléchargement Ne pas recevoir
Systèmes de sécurité Hitachi 955 Michèle-Bohec Boulevard, Suite 244 Montréal QC CAN J7C5J6 https://www.hitachi-systems-security.com	Non diffusé	Owen Moody Téléphone: 5142454497 Courriel: owen.moody@hitachi-systems-security.com	0 2024-05-07 14:19	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Solutions Techso Inc. 60 St Jacques Suite 902 Montréal QC CAN H2Y1L5 https://www.techso.com	Non diffusé	Carl Fortin Téléphone: 5144026820 Courriel: cfortin@techso.com	0 2024-05-14 14:43	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Efficience TI CP 22 Stoneham-et-Tewkesbury QC CAN G3C2M2 https://www.efficienceti.com	Non diffusé	Sébastien Bédard Téléphone: 14188024585 Courriel: sbedard@efficienceti.com	0 2024-05-13 07:54	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS ACENSI INC. 261 rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal QC CAN H2Y1M6	Non diffusé	Julien ARMAND Téléphone: 4388314539 Courriel: julien.armand@acensi.ca	0 2024-05-15 15:39	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
EDGENDA CONSEIL INC. 1751, rue du Marais Bureau 300 Québec QC CAN G1M0A2 https://edgenda.com/	Non diffusé	Flora Gaffuri Téléphone: 4383206456 Courriel: flora.gaffuri@edgenda.com	0 2024-05-08 13:51	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal QC CAN H3A0A3 https://www.kpmg.ca	Non diffusé	Nada Atmeh Téléphone: 5148402568 Courriel: tapseao@kpmg.ca	0 2024-05-14 16:33	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES CONSEILS ABNA INC. 2875, bd laurier Edifice Delta 1 - Bureau 1350 Québec QC CAN G1V2M2 http://www.abnaconseils.com	Non diffusé	Anne Madeleine Kanoute Téléphone: 4189772262 Courriel: admin@abnaconseils.com	0 2024-05-08 10:09	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
onepoint Développement inc. 606 cathcart bureau 400 Montréal QC CAN H3B1K9 https://www.groupeonepoint.com	Non diffusé	Virginie Atoch Téléphone: 5149893116 Courriel: secteurpublic-canada@groupeonepoint.com	0 2024-05-07 10:49	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile A5 Québec QC CAN H3E3B3	Non diffusé	Philippe Robitaille Téléphone: 4186914039 Courriel: receptionao@bell.ca	0 2024-05-07 09:16	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CYBERSERENIT INC. 1676 Boulevard Bastien Québec QC CAN G2K1H2 www.cyberserenit.com	Publique	Marthe Anaïs KAMBOU Téléphone: 4182641419 Courriel: a.kambou@cyberserenit.ca	**Transaction: (20012711)** 2024-07-03 11:56	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis Téléchargement 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis Téléchargement 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Traxion Solutions Inc. 1065 rue de Dubuc Mascouche QC CAN J7K2Z7	Non diffusé	Francois-Pierre Rioux Téléphone: 5146868768 Courriel: francois-pierre.rioux@traxionsolutions.ca	0 2024-05-10 10:05	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
YRH INC. 424 rue Guy suite 102 Montréal QC CAN H3J1S6 https://www.yrh.com	Non diffusé	Frédérique Hamel Téléphone: 5149343024 Courriel: mfhamel@yrh.com	0 2024-05-06 16:26	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
M3P 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal QC CAN H3A2A6 http://www.m3p.ca	Non diffusé	Martin Paquin Téléphone: 5143128664 Courriel: martin.paquin@m3p.ca	0 2024-05-06 16:20	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Ville de Marieville. 682 rue Saint-Charles Marieville QC CAN J3M1P9	Donneur d'ouvrage	Mélanie Calgaro Téléphone: 4504604444 Courriel: m.calgaro@ville.marieville.qc.ca	0 2024-06-06 09:53	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis Aucun 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun
KYNDRYL CANADA LIMITÉE 275 avenue Viger Montréal QC CAN H2X3R7 https://www.kyndryl.com	Non diffusé	Louanne Corriveau Téléphone: 4164356497 Courriel: louanne.corriveau@kyndryl.com	0 2024-05-07 09:39	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel

				20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Fortinet Technologies (Canada) ULC 3386 Dalbé Viau Montréal QC CAN H8T3N2	Non diffusé	Stéphane Durand Téléphone: 5148167976 Courriel: sdurand@fortinet.com	0 2024-05-27 10:50	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6

				Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GOSECURE INC. 630 Boul.René-Lévesque 0., Suite 2630 Montréal QC CAN H3B1S6 https://www.gosecure.net	Non diffusé	Bid Desk Téléphone: 4189066132 Courriel: globalbiddesk@gosecure.net	0 2024-05-07 09:47	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis

				2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
NOVIPRO INC. 1010, rue De La Gauchetière Ouest, (QC) bureau 1900 Montréal QC CAN H3B2N2 http://www.novipro.com	Non diffusé	Joanny Castonguay Téléphone: 5147445353 Courriel: ao@novipro.com	0 2024-05-08 09:38	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis

2024-06-20 à 12:35 - Courriel

20004772 - 24-20523
Devis
2024-07-09 à 10:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.010

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

SMCE245942002.pdf

Dossier # :1245942002

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 21 novembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE245942002

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE245942002

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

À sa séance du 30 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

<u>Lot 2</u>

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 6 novembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables ont d'abord précisé que le Service des technologies de l'information souhaite avoir recours à l'expertise de firmes externes spécialisées en sécurité de l'information et en architecture afin de réaliser les projets prévus au PDI 2024-2033.

Un appel d'offres a donc été publié du 6 mai au 11 juillet 2024 afin de conclure six ententes-cadres. Durant cette période, sept addendas ont été émis pour donner des

précisions à la suite de questions techniques et administratives ainsi que pour reporter la date d'ouverture des soumissions. La réponse du marché à cet appel d'offres a été particulièrement forte avec 42 preneurs du cahier des charges, dont neuf ont déposé une soumission pour l'un ou l'autre des lots. Plus de la moitié des firmes qui n'ont pas présenté d'offres ont transmis un avis de désistement. Parmi les raisons évoquées, figurent entre autres le manque de temps, les engagements préalables, l'incapacité à fournir le service et les exigences en matière de certifications.

En ce qui a trait au lot 2, qui se qualifie aux critères de la Commission, huit firmes ont déposé une soumission. De ce nombre, deux ont été déclarées non conformes d'un point de vue technique, car elles n'ont pas obtenu la note de passage intérimaire de 70 %. La firme ayant récolté le plus haut pointage final pour ce lot est M3P Conseils inc., dont le prix présente un écart de (-21 %) avec l'estimation et de 9 % avec la firme ayant obtenu la deuxième meilleure note. Selon les invités, l'estimation a été préparée à partir de contrats récemment octroyés pour des services professionnels. La différence avec l'estimation serait probablement attribuable à la forte volonté de l'adjudicataire de remporter ce contrat et de se positionner dans le marché.

Les représentants du Service ont conclu en recommandant de poursuivre le processus d'octroi avec M3P Conseils inc. pour le lot 2.

Au terme de la présentation, le président a invité les commissaires à poser leurs questions. Devant le nombre élevé de soumissions reçu et leur prix favorable, la Commission a notamment voulu savoir si ce genre de mandat en architecture de solutions technologiques pouvait procurer un quelconque avantage à la firme adjudicatrice pour des contrats futurs. Également, est-ce que les résultats de l'appel d'offres constituent un bon présage et marquent une certaine stabilité dans le prix des contrats. Le Service s'est fait rassurant en indiquant que ce contrat n'offrait pas d'atout particulier à l'adjudicataire pour de prochaines ententes. Il faut dire que les mandats en cybersécurité sont découpés en silos pour garantir une meilleure protection. Les responsables ont aussi expliqué qu'il existe des cycles de marché qui sont influencés par différents facteurs, dont l'accès à des ressources professionnelles. Les invités croient que nous sommes probablement dans une bonne période pour permettre aux firmes locales et plus petites de percer le marché.

D'autre part, les commissaires ont demandé des clarifications au sujet de l'une des raisons de désistement invoquées par une firme qui est d'avis que les services sont trop restrictifs en raison des certifications demandées. Comme l'ont expliqué les représentants, la Ville exige, pour certaines ententes, que les firmes aient des certificats ISO 27001 ou SOC 2, qui démontrent un certain niveau de conformité en matière de gestion de la sécurité de l'information. Cela permet de s'assurer que les firmes ont mis en place les mesures de sécurité nécessaires pour maintenir la protection des données. De plus, sans ce genre de certifications, les firmes ne seraient pas autorisées à travailler sur certains dossiers, notamment avec le SPVM.

Enfin, la Commission a souhaité mieux comprendre le processus de désignation du comité de sélection et son fonctionnement. Les commissaires ont appris, entre autres, que les membres devaient d'abord évaluer individuellement les soumissions avant de se réunir en comité, où une décision consensuelle était prise, et que l'identité des soumissionnaires leur était révélée. Ne devrait-on pas caviarder le nom des firmes avant d'acheminer les documents aux membres afin d'éviter de biaiser les évaluations individuelles par les membres? a demandé la Commission. Selon le représentant du Service de l'approvisionnement, qui était en soutien au dossier, plusieurs contraintes s'opposent à l'application d'une telle pratique. D'abord, il serait difficile de conserver l'anonymat dans la mesure où des informations sont demandées sur la firme, son expérience, ses clients, la liste de références, etc. De plus, il faudrait beaucoup de temps pour caviarder les centaines de pages contenues dans chaque soumission et le risque d'erreurs est grand. Il a également tenu à préciser que tous les membres d'un comité de sélection doivent signer un engagement solennel qui rappelle les règles sur les conflits d'intérêts ainsi que les exigences de confidentialité entourant ce processus.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information, Direction sécurité de l'information, Division infrastructure et opération de sécurité pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

<u>Lot 2</u>

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE245942002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248731003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Archives lesbiennes du Québec pour l'exposition adaptée du projet 40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent! qui sera présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 25 juin au 12 octobre 2025.

Il est recommandé :
D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Archives lesbiennes du Québec pour l'exposition adaptée du projet 40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent! qui sera présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 25 juin au 12 octobre 2025.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-04 11:07

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248731003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Archives lesbiennes du Québec pour l'exposition adaptée du projet 40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent! qui sera présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 25 juin au 12 octobre 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture a élaboré un important projet au centre-ville de Montréal, au cœur du Quartier des Spectacles. Il s'agit d'une relocalisation du Centre d'histoire de Montréal (CHM), dont la mission a été redéfinie et dont le nom a été changé pour MEM - Centre des mémoires montréalaises (MEM). Celui-ci offre aux citoyens un espace identitaire montréalais vibrant au rythme de l'actualité, connecté à la profondeur de l'histoire de la ville tout en se projetant dans son futur. La mission du MEM s'inscrit dans la vision 2030 de la Ville, en étant un musée citoyen qui vise à valoriser la diversité des identités montréalaises et la richesse de leurs histoires à travers des expériences humaines authentiques et inclusives, où les citoyens et les citoyennes se racontent et se rencontrent.

Dans ses espaces publics qui sont accessibles gratuitement, le MEM consacre un espace à des projets citoyens et communautaires existants, qui sont adaptés au lieu pour leur offrir une nouvelle visibilité. Un comité analyse les projets soumis et en choisit 3 ou 4 par année. L'espace dédié à ces projets se nomme le Kiosque. Il s'agit d'une structure d'exposition modulable. Le MEM accompagne les groupes ou les organismes dans l'adaptation de leur projet en les formant aux différents aspects de la production d'une exposition lors de quelques rencontres de travail dans une démarche collaborative.

Lors de sa rencontre du 7 juin 2024, le comité de programmation citoyenne et communautaire du MEM (composé de 14 personnes soit 8 citoyennes et citoyens de divers horizons et 6 de l'équipe du MEM) a retenu le projet *40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent!,* réalisé par les Archives lesbiennes du Québec, pour être offerte au

public en 2025.

Le présent GDD vise l'octroi de la licence de reproduction et les licences d'utilisation entre Archives lesbiennes du Québec et la Ville (MEM) pour réaliser l'adaptation de ce projet aux structures du Kiosque du MEM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1532 – 9 octobre 2024 - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Super Boat People pour l'exposition adaptée du projet *Ce qui nous traverse* qui sera présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 4 mars au 15 juin 2025.

CE24 0870 – 5 juin 2024 - Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Institut national de la recherche scientifique - Centre Urbanisation Culture Société pour l'exposition adaptée des projets « N'oubliez pas que vous êtes des outardes » et « Confluences », au MEM-Centre de mémoires montréalaises, du 15 octobre 2024 au 16 février 2025.

CE23 1870 – 29 novembre 2023 - Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le collectif Je suis Montréal pour l'exposition Entre le passé et le présent - Les histoires oubliées de Montréal au MEM - Centre des mémoires montréalaises, qui se tiendra du 13 février au 29 avril 2024.

CE21 1161 - 30 juin 2021 - Approuver l'entente d'exposition entre le MEM-Centre des mémoires montréalaises et l'Empathy Museum, musée situé à Londres pour la reproduction et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers » / Autoriser une dépense 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens à cet effet.

DESCRIPTION

Pour présenter l'exposition résultant du projet *40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent!* , la Ville doit obtenir une licence de reproduction du concept et une licence d'utilisation.

Le 10 juin 2023, les Archives lesbiennes du Québec (ALQ) ont organisé une journée dédiée à la célébration de leurs quarante ans d'existence en faisant revivre les traces de leur histoire. Grâce à une exposition, les 180 personnes présentes ce jour-là ont pu apprécier la richesse d'un fonds documentaire montréalais, national et international.

Ce fonds atteste de la riche histoire de la communauté lesbienne montréalaise, communauté qui n'a eu de cesse d'être active durant ses quarante années d'existence en investissant des lieux qui caractérisent sa grande vitalité. Les lieux sont d'une extrême importance pour créer un mouvement social. Par exemple, la fondation des archives Traces qui s'installent en 1983 à la Kahéna rue Laurier pour arriver en 1986 dans un lieu mythique pour la communauté lesbienne de Montréal, à savoir l'école Gilford. L'école Gilford était une école désaffectée qui sera investie par plusieurs groupes de lesbiennes. L'itinéraire se poursuit sur la rue Plessis au centre communautaire LGBTQ+, puis à la Cité-des-Hospitalières, centre d'occupation transitoire et communautaire situé au 251 avenue des Pins.

Les ALQ conservent des affiches, des photos, des cartes postales, de même que toutes sortes d'objets qui peuvent témoigner de l'histoire de la communauté (macarons, bannières, t-shirts, cartons d'allumettes, etc.)

L'équipe des Archives lesbiennes du Québec travaillera avec l'équipe du MEM pour identifier, à

partir du contenu existant, ce qui pourra être utilisé et adapté aux structures du Kiosque du MEM.

Des ateliers collaboratifs auront lieu à l'automne 2024 et à l'hivers 2024-2025 pour déterminer les contenus sélectionnés pour l'exposition, de même que les activités culturelles qui seront offertes au public une fois l'exposition installée.

L'exposition sera présentée du 25 juin au 12 octobre 2025.

JUSTIFICATION

Cette exposition répond aux objectifs du Kiosque de faire valoir des projets existants, de source citoyenne ou communautaire, en leur offrant une nouvelle visibilité; de mettre en valeur l'histoire, les mémoires et les expériences montréalaises de groupes, communautés ou citoyens et citoyennes, racontées à leur façon; de permettre un dialogue sur la diversité des histoires et des identités montréalaises pour mieux se comprendre, s'apprécier et vivre ensemble; de joindre des personnes qui ne connaissent pas ou ne fréquentent pas le musée pour qu'elles se sentent bienvenues et nouent des liens de confiance avec le musée; d'inspirer et nourrir un sentiment d'appartenance fort et durable à la ville en tant que milieu de vie.

Le projet a été sélectionné par le comité de programmation citoyenne et communautaire du MEM en juin 2024.

L'exposition permet de valoriser la voix d'une communauté moins visible et entendue aussi bien au sein des communautés LGBTQ2+ que du milieu féministe, soit celle des lesbiennes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adaptation d'une exposition demande un minimum de frais.
Ici une somme de 18 000 $ est réservée au budget de fonctionnement du MEM pour l'adaptation de l'exposition, en services techniques.
Cette somme couvre les impressions du contenu sur des matériaux recyclables.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en encourageant une initiative culturelle citoyenne mettant en valeur la communauté lesbienne.

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La présentation de ce projet au MEM est une occasion unique de laisser la parole et la place à des personnes qui sont moins visibles et entendues au sein des communautés LGBTQ2+, de même qu'au sein du milieu féministe, soit la communauté lesbienne. Ce projet est un geste concret de la Ville qui a inscrit la lesbophobie dans sa Charte montréalaise des droits et responsabilités lors de la cinquième édition en 2021. Le projet réalisé avec les Archives lesbiennes du Québec est issu d'une collaboration qui s'allie à la mission et à la vision du MEM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le MEM - Centre des mémoires montréalaises et les Archives lesbiennes du Québec feront la promotion de l'exposition et des activités culturelles dans leurs outils de communication et sur leurs plates-formes numériques respectives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ateliers collaboratifs : Automne 2024 et hiver 2024-2025
Montage : Semaine du 16 juin 2025
Ouverture officielle au public : 25 juin 2025
Démontage : Semaine du 13 octobre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée LEFEBVRE
Agent(e) de programmes educatifs

Tél : 514 617-1325
Télécop. : 514 872-9645

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-3216
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél :
Approuvé le : 2024-10-29

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248731003
Unité administrative responsable : MEM - Centre des mémoires montréalaises, service de la culture
Projet : Exposition adaptée du projet *40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent!* des Archives lesbiennes du Québec etui sera présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 25 juin au 12 octobre 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ● 8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous ● 9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire ● 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire ● 4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ● Offre une nouvelle visibilité à un projet culturel réalisé par une communauté moins visible et moins entendue au sein des communautés LGBTQ2+, soit celle des lesbiennes. ● Accompagnement d'un organisme communautaire dans la réalisation d'une exposition dans un lieu culturel central de la ville. ● Constitue un geste concret de la Ville qui a inscrit la lesbophobie dans sa Charte montréalaise des droits et responsabilités lors de la cinquième édition en 2021.			

- Utilisation d’un matériau qui se récupère comme support d’exposition (falconboard).

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION D'EXPOSITION

(la « Convention ») conclue à Montréal en date du 24 octobre 2024

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, Canada, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après, appelée la « **Ville** »;

ET : **ARCHIVES LESBIENNES DU QUÉBEC**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 251, avenue des Pins Ouest, Montréal (Québec), H2W 1R6, dûment représenté aux fins des présentes par Louise Turcotte;

Ci-après, appelé « **Archives lesbiennes du Québec** »;

Archives lesbiennes du Québec et la Ville étant ci-après parfois désignés individuellement une « **Partie** » ou collectivement les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le 7 juin 2024, le comité de programmation citoyenne et communautaire du MEM — Centre des mémoires montréalaises (le « **MEM** ») a sélectionné le projet « 40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent! » des Archives lesbiennes du Québec pour être présenté dans sa section muséale désignée comme le kiosque (le « **Kiosque** »);

ATTENDU QUE les Contenus de l'exposition pour le Kiosque vont être déterminés lors des ateliers de travail entre les deux équipes à l'automne 2024 et à l'hiver 2024-2025 à partir des Contenus existants des Archives lesbiennes du Québec, décrits à l'Annexe 2 des présentes ou autrement créés tel que prévu à cette même Annexe 2, et que ces Contenus sélectionnés seront présentés au Kiosque, tel que prévu aux présentes (ci-après l'« **Exposition** »);

ATTENDU QUE le MEM accompagne les Archives lesbiennes du Québec dans l'adaptation du projet en formant les personnes du groupe aux différents aspects de la production d'une exposition lors de quelques rencontres de travail;

ATTENDU QUE le MEM n'est pas un organisme subventionnaire. Il ne finance pas les organismes pour le développement de projets. Mais, dans les projets du Kiosque, il assume certains coûts comme le graphisme, les frais d'impression, la révision, la traduction, l'organisation d'un petit événement de lancement, ou d'autres coûts à discuter selon les projets:

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à Archives lesbiennes du Québec;

ATTENDU QUE la Ville et Archives lesbiennes du Québec souhaitent préciser le cadre de leur collaboration le tout, selon les modalités et conditions prévues aux présentes;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

1.1. La présente Convention a pour objet d'établir les conditions et les modalités relatives à la tenue de l'Exposition.

2. DÉFINITIONS

2.1. Les mots et expressions dont la première lettre est une lettre majuscule et qui figurent dans la Convention s'interprètent en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après ou ailleurs dans le texte de la Convention. Ces mots et expressions s'appliquent à l'ensemble de la Convention.

2.2. « **Contenus** » désigne les contenus énumérés à l'Annexe 2 de la présente Convention. Pour plus de clarté, pour les fins de cette Convention, les Contenus livrés à la Ville par Archives lesbiennes du Québec ne représentent aucune valeur monétaire pour Archives lesbiennes du Québec.

2.3. « **Convention** » désigne la présente convention d'exposition incluant son préambule et ses annexes, tel qu'elle peut être modifiée de temps à autre par les Parties en conformité avec les dispositions de la présente; les expressions « de la présente », « à la présente », « en vertu de la présente », « par la présente », de même que toute autres expression semblable lorsqu'elle est utilisée dans la Convention, font référence à l'ensemble de la Convention plutôt qu'à une partie de celle-ci, à moins d'indication contraire dans le texte;

2.4. « **Durée des activités liées** » désigne la période débutant quatre-vingt-dix (90) jours avant la date du début de la Durée de l'Exposition et se terminant à la fin de la Durée de l'Exposition;

2.5. « **Durée de l'Exposition** » désigne la période du 25 juin au 12 octobre 2025 (si les dates devaient être modifiées, pour des motifs sérieux, ce serait après entente entre les deux parties);

2.6. « **Exposition** » a la signification qui lui est attribuée dans le préambule;

2.7. « **Force majeure** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 9.01;

2.8. « **Kiosque** » a la signification qui lui est attribuée dans le préambule;

2.9. « **Archives lesbiennes du Québec** » a le sens qui lui est donné sur la page frontispice;

2.10. « **Matériel promotionnel** » désigne la documentation fournie par Archives lesbiennes du Québec afin que la Ville puisse promouvoir l'Exposition, tel que décrit à l'Annexe 1;

2.11. « **MEM** » désigne le MEM – Centre des mémoires montréalaises, soit le lieu de diffusion;

2.12. « **Responsable** » désigne la Cheffe de division du MEM, Annabelle Laliberté, représentante dûment autorisée;

2.13. « **Cheffe de section** » désigne la Cheffe de section du MEM, Catherine Charlebois;

2.14. « **Ville** » a le sens qui lui est donné sur la page frontispice.

3. INTERPRÉTATION

3.1. Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2. Les titres utilisés dans la Convention n'ont aucune valeur interprétative. Dans la mesure où la compréhension du texte le requiert, un mot exprimé avec le genre masculin

comprend le féminin et vice versa; il en va de même pour un mot exprimant un nombre en ce que le singulier comprend le pluriel et vice versa.

3.3. À moins d'indication contraire, toute référence à un article général, comme l'article 3, inclut toutes les dispositions apparaissant à la suite de cet article. Pareillement, toute référence à un article précis inclut tous ses paragraphes et toute référence à un alinéa inclut tous ses sous-alinéas. Les mots « notamment », « y compris » et le verbe « inclure », qu'ils soient conjugués ou à l'infinitif, doivent s'interpréter comme s'ils étaient suivis des mots « sans limitation » chaque fois qu'ils apparaissent dans la Convention.

3.4. Si une décision d'un tribunal détermine qu'une ou plusieurs des dispositions de la Convention sont invalides, nulles ou inapplicables, les autres dispositions de la Convention demeurent en vigueur et continuent de lier les Parties.

4. ENGAGEMENT ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES PRENANTES

4.1. Il est entendu que les deux parties collaborent tout au long du projet et s'assurent de respecter le budget et l'échéancier à chaque étape définie dans le calendrier.

4.2. Les parties s'entendent de mentionner la collaboration dans les termes suivants : **Mention écrite** : L'exposition (titre final à venir) est une réalisation des Archives lesbiennes du Québec produite avec l'accompagnement du MEM.

5. ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES ARCHIVES LESBIENNES DU QUÉBEC

5.1. En contrepartie des obligations assumées par la Ville prévues à l'article 5, Archives lesbiennes du Québec s'engage et sera responsable de :

5.1.1. désigner une personne contact qui fait le suivi avec la responsable des projets citoyens et communautaires du MEM tout au long de la collaboration, et les personnes qui s'impliqueront dans le travail d'adaptation;

5.1.2. mettre à la disposition de la Ville les Contenus énumérés à l'Annexe 2, lors des rencontres de travail entre les équipes des Parties qui se tiendront entre à l'automne 2024 et à l'hiver 2024-2025, dates exactes à être déterminées par les Parties, et de mettre à disposition pendant toute la Durée de l'Exposition les Contenus qui auront été sélectionnés lors de ces rencontres pour la réalisation de l'Exposition;

5.1.3. avec l'accord de la **Cheffe de section**, apporter une ou des modifications à la sélection des Contenus décrits à l'Annexe 2 au plus tard le 25 mars 2025;

5.1.4. livrer les fichiers numériques du Contenu dans le format convenu entre les Parties pour fins de reproduction par la Ville, aux dates convenues lors de la rencontre de démarrage du projet à l'adresse électronique suivante josee.lefebvre@montreal.ca et autres éléments du Contenu au MEM;

5.1.5. convenir avec la Ville du plan d'installation des Contenus;

5.1.6. déterminer avec le Responsable, le Matériel promotionnel nécessaire prévu au point 4 de l'Annexe 1 afin de préparer l'Exposition et sa promotion, et remettre à la Ville tout document nécessaire à la promotion au début de la Durée des activités liées;

5.1.7. adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage, la signalisation et pour le Matériel promotionnel, notamment, l'affichage de Archives lesbiennes du Québec au MEM et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

5.1.8. respecter toutes les normes et obligations en matière d'hygiène exigées par les autorités compétentes en lien avec la COVID-19 pour assurer la sécurité du public et de toutes personnes sur le site du MEM;

5.1.9. identifier et utiliser les ressources qui seront nécessaires, solliciter son réseau et

investir tous les efforts raisonnablement requis afin de mener à bien la promotion et la réalisation de l'Exposition;

5.1.10. prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite relative aux droits d'auteur, autres droits de propriété intellectuelle, droit à l'image et à la réputation ou violation de tout autre droit découlant de la présente Convention et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

5.1.11. renoncer et, par la présente Archives lesbiennes du Québec renonce, à tout recours à l'endroit de la Ville et du Responsable à la suite du montage de l'Exposition et de la production du matériel de l'Exposition, sous réserve du respect par la Ville de ses droits et obligations aux présentes; et

5.1.12. concéder à la Ville une licence ou une sous-licence libre de redevances, non exclusive, incessible permettant :

5.1.12.1. de reproduire les Contenus par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit afin de produire le matériel d'exposition, incluant le droit de faire des ajustements de format à cette fin;

5.1.12.2. pour la Durée de l'Exposition, de présenter au public les Contenus (y compris sous forme du matériel d'exposition produit tel que prévu au sous-alinéa (9) ci- dessus) au MEM dans le cadre de l'Exposition;

5.1.12.3. pour la Durée des activités liées, sans limite territoriale, de reproduire, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et de traduire les Contenus, le Matériel promotionnel, et de les publier, de les communiquer au public, dans tous les médias, notamment sur le site Internet et les médias sociaux de la Ville, à des fins de promotion de l'Exposition ou d'administration; et

5.1.12.4. d'archiver et d'entreposer les Contenus et le Matériel promotionnel sur tout support informatique, papier ou électronique, pour la durée de conservation requise à des fins de conservation légale ou d'administration.

Cette licence ou sous-licence est accordée à des fins non commerciales. Rien dans la présente Convention ne doit être interprété comme octroyant à la Ville quelques droits que ce soit sur les Contenus autres que ceux prévus aux présentes. Pour plus de certitude, les droits octroyés aux présentes incluent le droit pour la Ville d'autoriser des tiers à accomplir ces actes pour la Ville afin de permettre ou faciliter l'exploitation des droits ainsi concédés.

6. ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1. En contrepartie des obligations assumées par Archives lesbiennes du Québec prévues à l'article 5, la Ville s'engage et sera responsable de :

6.1.1. accompagner l'organisme dans l'adaptation du projet;

6.1.2. présenter l'Exposition au MEM pour la Durée de l'Exposition, les dates de début et de fin de la Durée de l'Exposition pouvant être modifiées par le Responsable avec l'accord de Archives lesbiennes du Québec pour des motifs raisonnables;

6.1.3. organiser la promotion de l'Exposition et en assumer les coûts, étant entendu que le contenu et l'ampleur de la promotion relèvent de l'entière discrétion de la Ville;

6.1.4. ne pas modifier une partie ou l'ensemble des Contenus sans l'autorisation écrite de Archives lesbiennes du Québec au préalable;

6.1.5. s'assurer que l'Exposition soit installée dans un endroit sécuritaire et dans un bon état d'entretien permettant de maintenir l'Exposition intacte et accessible au

public en général durant les heures normales d'ouverture au public;

6.1.6. fournir le soutien technique et les équipements nécessaires et requis pour la réalisation de l'Exposition autre que le Matériel promotionnel ou les éléments déjà prévus par la présente Convention comme devant être fournis par Archives lesbiennes du Québec;

6.1.7. donner accès au MEM à Archives lesbiennes du Québec durant la Durée de l'Exposition, durant les heures régulières d'ouverture du MEM;

6.1.8. développer 2 ou 3 activités culturelles avec Archives lesbiennes du Québec qui seront présentées dans la programmation culturelle du MEM au moment de la présentation de l'Exposition, en fonction des budgets disponibles.

7. REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

7.1. Archives lesbiennes du Québec déclare et garantit à la Ville que le Contenu de l'Exposition a été réalisé dans le respect des droits et des lois applicables, notamment relativement au droit à l'image, à la vie privée, à la réputation et de la confidentialité des Participants et que Archives lesbiennes du Québec a obtenu les consentements requis à ces fins.

7.2. Archives lesbiennes du Québec représente à la Ville que :

7.2.1. il a obtenu les autorisations, les consentements et les droits requis, y compris sans limitation des Participants, pour permettre à la Ville d'accomplir ses obligations et exercer ses droits en vertu de la présente Convention et permettre à la Ville d'utiliser le Contenu, Matériel promotionnel, ou tout autre document, représentation, prestation ou toute activité qu'il fournit dans le cadre de cette Convention;

7.2.2. il est dument autorisé et à la capacité de concéder les droits et la licence décrits aux présentes; et

7.2.3. il a acquitté toutes redevances, tous frais et toutes autres sommes pour l'exploitation par la Ville des droits et de la licence aux présentes.

8. ASSURANCES

8.1. La Ville assume tous les risques de dommages directs causés aux Contenus suivant le moment de leur livraison conformément aux conditions énoncées à la résolution CE03 1342, adoptée à sa séance du 18 juin 2003, dont une copie a été remise à Archives lesbiennes du Québec. La responsabilité de la Ville pour les dommages ne peut excéder la valeur monétaire des Contenus fournie par Archives lesbiennes du Québec prévue au paragraphe 2.2 des présentes.

9. RÉSILIATION

9.1. Au plus tard le 25 mars 2025, une Partie peut, sur avis écrit transmis conformément aux dispositions prévues au paragraphe 11.9, mettre fin à la présente Convention. Chaque Partie renonce à tout recours en dommages-intérêts et à toute indemnité pour quelque motif que ce soit dans une telle éventualité.

9.2. Par la suite, la présente Convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des Parties si, à la suite d'un avis écrit d'une Partie décrivant le ou les défauts auxquels il faut remédier, la Partie en défaut refuse ou néglige de remédier au défaut reproché à l'intérieur d'un délai de quinze (15) jours ou, le cas échéant, à l'intérieur de tout autre délai prévu dans l'avis. À l'expiration de ce délai, la Convention sera résiliée et l'Exposition prendra fin, si celle-ci a débutée.

10. FORCE MAJEURE

10.1. Chaque Partie ne pourra être responsable des pertes ou des dommages causés à l'autre Partie en raison de tout retard ou de tout manquement à une obligation prévue par la présente Convention lorsqu'un tel retard ou manquement est dû à un cas de Force majeure. Tout événement imprévisible et irrésistible constitue un cas de force majeure, y compris, dans la mesure ou ceux-ci sont irrésistibles ou imprévisibles, toute perte ou tout

dommage causés par des catastrophes naturelles, des Actes de Dieu (*Acts of God*), des épidémies, des pandémies, des incendies, des gestes, des décrets, des ordonnances et des directives des gouvernements ou de toute autorité administrative ou réglementaire auxquels une Partie est soumise, des guerres, des insurrections, du terrorisme, des grèves spontanées ou des arrêts de travail, des lockouts, des cyberattaques, des interruptions ou des pannes des systèmes de télécommunication ou électriques (« **Force majeure** »). Une Partie affectée par un cas de force majeure doit faire des efforts raisonnables pour en atténuer les effets.

10.2. Les Parties aux présentes ne sont pas tenues d'exécuter leurs obligations en cas de Force majeure. Dans ce cas et dans l'impossibilité de reporter l'Exposition à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition, chacune des Parties assumera ses propres dépenses encourues jusqu'au moment de l'annulation ou de la résiliation de la présente Convention.

10.3. Si l'Exposition est annulée par la Ville en raison d'un cas de Force majeure ou pour toute autre cause autre qu'un cas de force majeure, mais excluant le cas de résiliation visé par le paragraphe 8.2 dû à un défaut de Archives lesbiennes du Québec, les Parties tenteront de reporter l'Exposition à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition.

11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. **Entente complète :** La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.2. **Divisibilité :** Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3. **Absence de renonciation :** Le défaut par l'une des Parties d'imposer à l'autre Partie de se conformer à quelque disposition de la Convention ne doit pas être interprété comme une renonciation à cette disposition ni affecter le droit de cette Partie d'exercer tout droit stipulé dans la Convention. Toute renonciation par l'une des Parties à l'un quelconque de ses droits n'est valable que si elle est donnée par écrit et que cette renonciation ne s'applique qu'aux droits et aux circonstances expressément prévues dans la renonciation. Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4. **Modification à la présente convention :** Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

11.5. **Absence de partenariat :** La Convention est conclue par des entités juridiques distinctes et aucune d'elles n'est le mandataire ou l'employé de l'autre à quelque fin que ce soit. La Convention ne crée aucune société, aucun partenariat, aucune coentreprise ou aucune association temporaire entre les Parties.

11.6. **Lois applicables et juridiction :** La présente Convention est régie et doit être interprétée conformément au droit applicable dans la province de Québec et aux lois fédérales qui y sont applicables. Toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7. **Ayants droits liés :** La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

11.8. **Cession :** Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

11.9. **Avis et élection de domicile :** Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire et doit être transmis aux adresses ci-dessous mentionnées :

POUR ARCHIVES LESBIENNES DU QUÉBEC :
Pour toutes questions, à l'attention de :
Archives lesbiennes du Québec Louise Turcotte 251, avenue des Pins Ouest, Montréal (Québec), H2W 1R6 Téléphone : 438 777-2914 Adresse courriel : archiveslq@yahoo.ca

POUR LA VILLE :
Pour toutes questions, à l'attention de :
Pour toutes questions, à l'attention de : Ville de Montréal Annabelle Laliberté Cheffe de division 1200, boul. Saint-Laurent, bureau 100 Montréal (Québec) H2X 2S5 Téléphone : 438 221-8644 Adresse courriel : annabelle.laliberte@montreal.ca

11.10. À moins d'indications contraires dans la Convention, tout avis livré conformément aux présentes est réputé avoir été reçu par son destinataire au moment de sa signification, s'il est signifié par huissier. S'il est livré par un service de messagerie ou par courrier recommandé, l'avis est réputé remis à la date à laquelle une signature est obtenue lors de la remise. Les avis envoyés par courrier électronique tel qu'autorisé par la Convention sont réputés avoir été reçus à la date à laquelle l'avis est envoyé.

11.11. **Exemplaire ayant valeur d'original :** La signature de la Convention peut se faire au moyen d'un échange de télécopies ou de documents numérisés comportant les signatures des représentants des Parties sur des feuilles séparées à être colligées. Chacun des exemplaires ainsi signés et comportant une compilation de signatures est réputé être un original et l'ensemble de ces exemplaires constitue un seul et même contrat ayant force obligatoire entre les Parties.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont dûment signé la présente Convention à la date indiquée à la première page de la présente Convention.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL :	**POUR ARCHIVES LESBIENNES DU QUÉBEC :**
Par :	Par :
Domenico Zambito, Greffier adjoint	Louis Turcotte
Date :	Date :

ANNEXE 1
DESCRIPTION DE L'EXPOSITION

1. Informations générales

Titre de l'Exposition	40 ans d'archives lesbiennes : pour que nos mémoires vivent! (titre du projet, le titre de l'exposition sera à définir lors des rencontres de travail)
Date	Du 25 juin au 12 octobre 2025
Lieu	Kiosque du MEM — Centre des mémoires montréalaises
Adresse	1200, boul. Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2X 2S5
Personne(s)-contact pour les aspects opérationnels liés à l'Exposition	Josée Lefebvre, responsable des projets citoyens et communautaires
Téléphone	514 617-1325
Personne(s)-contact pour Archives lesbiennes du Québec	Louise Turcotte Pascale Noizet
Adresse	251, avenue des Pins Ouest, Montréal (Québec), H2W 1R6
Téléphone	438 777-2914
Courriel	archiveslq@yahoo.ca

2. Montage et reprise de possession des contenus

Montage par la Ville	Semaine du 16 juin 2025 Selon les contenus sélectionnés et le placement des contenus, 4 ou 5 jours de montage sont nécessaires. Jour 1 : assemblage des modules. Jour 2 (et jour 3 au besoin) : assemblage de ce qui va sur le mur et dans les vitrines et tables-vitrines. Jours 3 et 4 (ou 4 et 5) : éclairage. Personnel du MEM requis : la responsable technique Expositions et collections (Stéphanie Mondor) est là les 2 ou 3 premiers jours pour les assemblages; le responsable technique audiovisuel (James Pretli) pour l'éclairage. Et 3 techniciens artistiques pour les 4 ou 5 jours de montage.
Démontage par la Ville	Semaine du 13 octobre 2025 1 journée de démontage : la responsable technique Expositions et collections (Stéphanie Mondor) et 3 techniciens artistiques. Plus une demi-journée pour emballer les panneaux graphiques (et les objets en vitrine s'il y a lieu).
Présence requise de Archives lesbiennes du Québec	Non, sauf pour récupérer les panneaux en *falconboard* si Archives lesbiennes du Québec souhaite les conserver. La

	Ville n'encourra aucune responsabilité et ne donne aucune garantie sur ces panneaux. Archives lesbiennes du Québec souhaitent conserver les panneaux graphiques une fois l'exposition terminée : x Oui ☐ Non

3. **Accompagnement du MEM dans l'adaptation du projet**

- Rencontre de démarrage au MEM : tour de table et présentation du projet par l'organisme. Sont présents : l'équipe du MEM (les gestionnaires, la responsable des projets citoyens et communautaires, la responsable des expositions, l'agente de programmes éducatifs et culturels, la conservatrice, les deux responsables techniques, la chargée de communication) et l'équipe de l'organisme.
- 3 à 4 rencontres de travail pour adapter le contenu : déterminer le fil conducteur, sélectionner les contenus, établir le scénario et faire le placement de contenu. Sont présents : la responsable des projets citoyens et communautaires, la responsable des expositions et la responsable technique Exposition (lors d'une des rencontres de travail) (et l'agente de programmes éducatifs et culturels et la conservatrice selon le projet) + personnes de l'organisme + graphiste.
- Rencontre pour présenter le projet à l'équipe du MEM (les personnes qui étaient présentes lors de la rencontre de démarrage) : présentation du scénario, du placement de contenu et du concept graphique.
- Selon le contenu du projet, une expertise technique peut être fournie au besoin, après entente préalable entre les parties, un addenda sera alors ajouté à la convention.

4. **Budget**

Le MEM assume certains coûts comme le graphisme, les frais d'impression, la révision, la traduction, l'organisation d'un petit événement de lancement, ou d'autres coûts à discuter selon les projets. Le budget maximal est de 18 000 $. C'est la responsable des projets citoyens et communautaires qui est responsable du budget.

5. Activités culturelles

Les activités seront développées à l'automne 2024 et à l'hiver 2024-2025 par l'équipe de projet mise en place par Archives lesbiennes du Québec et le MEM et réalisées au moment de l'exposition dans le cadre du budget établi. Il y a normalement 2 ou 3 activités qui sont mises en place dans la programmation culturelle du MEM.

6. Matériel promotionnel à remettre au Responsable

- à remettre par Archives lesbiennes du Québec au Responsable
    - Des photos et autres documents pouvant servir à l'Exposition et à sa promotion;

    - S’il y a lieu, un dossier de presse, des vidéos accompagnés de leurs crédits, liens Facebook, site Internet, chaîne YouTube et tout autre document pouvant servir à la préparation de l’Exposition et à la promotion, le tout, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant le début de l’Exposition.
- La graphiste engagée pour le projet doit produire les outils de communication et de promotion du projet, en respectant les normes établies par le MEM :
    - En partenariat avec le MEM, assurer la création du visuel officiel de l'exposition et ses déclinaisons principales. Attendu que le visuel devra être réalisé à la satisfaction des deux parties. Le MEM fournira le gabarit des visuels requis pour la diffusion sur ses outils (voir annexe 3).
    - Le visuel officiel ainsi que le titre définitif de l’exposition devront être déposés au plus tard le 25 avril 2025.
- L’équipe de communication du MEM assurera la promotion de l’exposition et de la programmation culturelle sur les lieux, sur son site Internet et sur ses réseaux sociaux selon les modalités décrites à l’annexe 3.
- Archives lesbiennes du Québec et le MEM s’engagent à inclure la mention suivante dans tous les textes de communications qui le permettent : *L'exposition (titre final à venir) est une réalisation des Archives lesbiennes du Québec produite avec l’accompagnement du MEM.*

ANNEXE 2
LISTE DES CONTENUS

Le 10 juin 2023, Les Archives lesbiennes ont organisé une journée dédiée à la célébration de leurs quarante ans d'existence en faisant revivre les traces de leur histoire. Grâce à une exposition, les 180 personnes présentes ce jour-là ont pu apprécier la richesse d'un fonds documentaire montréalais, national et international.

Ce fonds atteste de la riche histoire de la communauté lesbienne montréalaise, communauté qui n'a eu de cesse d'être active durant ses quarante années d'existence en investissant des lieux qui caractérisent sa grande vitalité. Les lieux sont d'une extrême importance pour créer un mouvement social. Par exemple, la fondation des archives Traces qui s'installent en 1983 à la Kahéna rue Laurier pour arriver en 1986 dans un lieu mythique pour la communauté lesbienne de Montréal, à savoir l'école Gilford. L'école Gilford était une école désaffectée qui sera investie par plusieurs groupes de lesbiennes. L'itinéraire se poursuit sur la rue Plessis au centre communautaire LGBTQ+, puis à la Cité-des-Hospitalières, centre d'occupation transitoire et communautaire situé au 251 avenue des Pins.

Grâce à des documents d'une précieuse rareté, une partie de l'exposition pourra être consacrée aux multiples lieux de spectacles et d'expositions qui se sont déroulés durant ces quarante dernières années, essentiellement dans le quartier du Plateau Mont-Royal avec des affiches de différents bars lesbiens, dont le Labyris, le Lilith ou encore l'Exit, bars très fréquentés durant les années 1980, sur la rue Duluth avec le café Haut Pluriel et la librairie L'Aubépine ou encore la rue Rachel avec la librairie des femmes l'Essentielle. Le Plateau Mont-Royal regorge de souvenirs pour les lesbiennes. Il sera également question de lieux qui ont permis les premières journées de visibilité lesbienne, comme l'ancienne rue Dorchester pour le YWCA.

Les ALQ conservent des affiches, des photos, des cartes postales, de même que toutes sortes d'objets qui peuvent témoigner de l'histoire de la communauté (macarons, bannières, t-shirts, cartons d'allumettes, etc.)

Ces Contenus seront adaptés lors d'une série d'ateliers collaboratifs et visant précisément la création de l'Exposition.

ANNEXE 3

Communication

L'équipe de communication du MEM assurera la promotion de l'exposition et de la programmation culturelle sur les lieux, sur son site Internet et sur ses réseaux sociaux selon les modalités suivantes :

Support	Détails
Site Internet	-Memmtl.ca : page dédiée à l'exposition incluant les mentions écrites et visuelles.
Affichage sur les lieux	-Visuel officiel de l'exposition avec les logos des partenaires sur le site de l'exposition. -Diffusion du visuel officiel en rotation avec les autres éléments de la programmation du MEM sur les 3 écrans d'affichage du Musée (niveau boul. Saint-Laurent, près du Cabaret, près des ascenseurs)
Infolettres	-Promotion de l'exposition dans ses infolettres en français et en anglais. Mention du partenariat. Fréquence : une infolettre par mois en moyenne. -Plus de 2000 abonnés.
Réseaux sociaux	-Campagne organique pour la promotion de l'exposition sur les comptes Facebook et Instagram du MEM. -Fréquence minimale : 1 publication et 1 story par mois -Création d'événements Facebook et campagnes organiques pour la promotion des activités culturelles autour de l'exposition. -Fréquence minimale : 2 publications sur la tenue de chacun des événements -2 publications corporatives sur le compte LinkedIn du MEM : mention du partenariat et remerciements.
Affichage public	-Campagne d'affichage dans les lieux publics : institutions, commerces et restaurants. Affiche officielle en format 11 x 17. Distribution à 100 exemplaires

Gabarits de production des éléments graphiques

VISUELS À PRODUIRE SELON LES GABARITS DU MEM

Écran BrighSign Format : 2160 x 3840 px Contenu visuel : graphisme officiel Titre Sous-titre Dates de l'expo memmtl.ca Logos : Archives lesbiennes du Québec + MEM + rosace Ville	**Affiche** Format : 11 x 17 pouces Titre Sous-titre Dates de l'expo À découvrir au MEM 1210, boul. Saint-Laurent Montréal, Québec Métro Saint-Laurent + memmtl.ca Logos : Archives lesbiennes du Québec + MEM + rosace Ville + Code QR
Post réseaux sociaux Format : 1500 x 1500 pixels Contenu visuel : graphisme officiel Texte :	**Story réseaux sociaux** Format : 1080 x 1920 pixels Contenu visuel : graphisme officiel Texte :

Titre Sous-titre Exposition Dates 1210, boul. Saint-Laurent Logos : Archives lesbiennes du Québec + MEM + rosace Ville	Titre Sous-titre Exposition Dates 1210, boul. Saint-Laurent Logos : Archives lesbiennes du Québec + MEM + rosace Ville
Événement Facebook Format : 1200 x 628 px Contenu visuel : graphisme officiel Texte : Titre Sous-titre Exposition Dates 1210, boul. Saint-Laurent Logos : Archives lesbiennes du Québec + MEM + rosace Ville	**Infolettre** Format : 600 x 600 px Contenu : visuel seulement, sans texte ni logo

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1239220012

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et le lot 6 040 570 du cadastre de Québec, ainsi que des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573, le tout avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $. / Retirer du domaine public les lots cédés et verser les lots acquis dans le domaine public pour fins de rues. N/Réf : 31H12-005-1144-02 - Mandat 16-0494.

Il est recommandé :
1. d'approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et le lot 6 040 570 du cadastre de Québec, ainsi que des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573, avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $, le tout selon les termes et conditions inclus dans le projet d'acte;

2. de retirer du domaine public les lots 6 023 895, 6 040 571, 6 040 572 et 6 040 573 du cadastre du Québec;

3. de verser les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et 6 040 570 dans le domaine public pour fins de rues;

4. d'imputer les dépenses et les revenus conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-01 07:39

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1239220012**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et le lot 6 040 570 du cadastre de Québec, ainsi que des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573, le tout avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $. / Retirer du domaine public les lots cédés et verser les lots acquis dans le domaine public pour fins de rues. N/Réf : 31H12-005-1144-02 - Mandat 16-0494.

CONTENU

CONTEXTE

En 2015, le Service de la stratégie immobilière (SSI) a été mandaté par le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de réaliser un échange d'immeubles avec Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. (Cessionnaire) pour acquérir les lots nécessaires au prolongement de la rue Vanier, entre le boulevard Laurentien et la rue Lachapelle et pour permettre d'élargir la voie qui relie la rue Lachapelle au boulevard Laurentien. Grâce à l'amélioration de ces accès routiers, une partie de la rue Bocage, située entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien, peut être fermée et cédée au Cessionnaire pour lui permettre de réunir sa salle d'exposition et son atelier de mécanique à un seul emplacement.
En novembre 2016, le conseil municipal de la Ville de Montréal (Ville) a approuvé une promesse d'échange d'immeubles avec le Cessionnaire. Cet engagement a permis à la Ville d'octroyer un contrat pour la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville. La promesse a également permis à la Ville de respecter les échéanciers du projet de réfection des infrastructures en autorisant la réalisation des travaux le temps que les opérations cadastrales et les conditions pour réaliser la transaction soient complétées.

Les travaux de réfection des infrastructures ont débuté le 20 mars 2017 et se sont terminés le 25 octobre 2018. La Ville a également exécuté les travaux décrits à l'article 30 de la promesse d'échange, lesquels devaient être réalisés dans les 90 jours suivant la réfection des infrastructures.

Depuis l'approbation de la promesse, les parties ont procédé aux vérifications diligentes préalables à la conclusion de la transaction. Dans le cadre des vérifications diligentes, la recherche de titres a révélé un problème pour une partie du lot 2 378 338 du cadastre du

Québec appartenant au Cessionnaire. Ce dernier a corrigé la situation, de sorte qu'il possède maintenant un titre valable et en règle sur les anciens lots 53-2-2 et 53-1-50 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent qui étaient problématiques.

Conformément à la promesse, la Ville était responsable d'entreprendre toutes les démarches auprès du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) et à assumer tous les frais pour déplacer la servitude de non-accès située en bordure du lot 6 023 895 du cadastre du Québec cédé par la Ville. Le 10 mars 2023, le MTMD a confirmé son engagement à donner mainlevée de ladite servitude moyennant un montant de 42 500 $.

Les conditions préalables à la conclusion de la transaction étant maintenant remplies, la Ville et le Cessionnaire peuvent finaliser l'échange.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 - 1262 - 21 novembre 2016 - Approuver la promesse d'échange d'immeuble entre la Ville et Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc.;
CM15 -1282 - 17 novembre 2015 – Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);

CM15-1507 - 17 novembre 2015 - Règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de faire approuver par les autorités compétentes de la Ville un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède au Cessionnaire les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et 6 040 570 du cadastre de Québec. Les immeubles que la Ville acquiert sont identifiés en bleu sur le plan P en pièce jointe, alors que les lots qu'elle cède au Cessionnaire sont en rouge.
Le projet d'acte comprend des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573 du cadastre du Québec. Ces servitudes sont requises pour régulariser une conduite d'égout et les installations de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) présentes en surface et en tréfonds des lots cédés par la Ville, de même que sur les lots appartenant au Cessionnaire. Ces servitudes sont détaillées à la description technique du 28 octobre 2019 préparée par Noémie Plante, arpenteur-géomètre, sous le numéro 230 de ses minutes et aux plans L-96 CARTIERVILLE 1 et 2.

Les termes de la promesse approuvée en 2016 prévoyaient des servitudes temporaires de passages et de maintien d'actifs sur la partie de la rue Bocage à être cédé au Cessionnaire. Étant donné que les travaux ont été exécutés avant que l'échange entre la Ville et le Cessionnaire ne soit conclu, ces servitudes ne sont plus requises. Cependant, une compensation équivalente à une servitude temporaire est requise pour couvrir l'utilisation des lots appartenant au Cessionnaire sur lesquels la Ville a aménagé le prolongement de la rue Vanier et les trottoirs en bordure de la rue Lachapelle et du boulevard Laurentien. Le montant de la soulte a été ajusté en appliquant le taux unitaire de la promesse pour les servitudes temporaires de passage pour établir la compensation en fonction des superficies.

Le Cessionnaire a procédé à la radiation de la servitude de non-accès du MTMD qui était publiée contre le lot 6 023 895 du cadastre du Québec. Étant donné que dans la promesse la Ville devait assumer tous les frais pour déplacer la servitude de non-accès du MTMD, la soulte payable à la Ville a été ajustée pour tenir compte de la perte de valeur équivalente aux 42 500 $ payés par le Cessionnaire pour obtenir la mainlevée.

JUSTIFICATION

Le SSI recommande la présente transaction pour les motifs suivants :

· Le projet d'acte respecte les termes de la promesse d'échange approuvée par les instances de la Ville en novembre 2016;

· L'échange permet de régulariser les droits de la Ville et du Cessionnaire sur des lots qu'ils occupent sans droits depuis les travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les valeurs des immeubles échangés sont basées sur la promesse de 2016. Ces valeurs n'ont pas été mises à jour afin de respecter les termes approuvés par le conseil municipal.
La valeur des immeubles appartenant au Cessionnaire se détaille comme suit :

Lots du cadastre du Québec	Superficies en m²	Superficies en pi²	Valeurs au pi²	Valeurs
2 375 669	469	5048,3	22,50 $	113 586,16 $
6 023 897	59,4	639,4	22,50 $	14 385,97 $
6 023 892	173,9	1871,8	22,50 $	42 116,49 $
6 040 570	7,8	84,0	22,50 $	1 889,07 $
			Total arrondi :	**171 978 $**

La valeur des immeubles appartenant à la Ville se détaille comme suit :

Lots du cadastre du Québec	Superficies en m²	Superficies en pi²	Valeurs au pi²	Valeurs
6 040 572	1156,5	12448,5	22,50 $	280 090,40 $
6 040 573	468,2	5039,7	22,50 $	113 392,41 $
6 023 895	414,9	4465,9	22,50 $	100 483,79 $
6040571	0,5	5,4	22,50 $	121,09 $
Pertes de valeur prévues à la promesse				
Emprise servitude CSEM sur rue Bocage	350,5	3772,8	(5,63) $	(21 240,59) $
Emprise servitude d'égout sur rue Bocage	452,4	4869,6	(5,63) $	(27 415,81) $
Emprise non constructible entre les deux servitudes	290,1	3122,6	(5,63) $	(17 580,30) $
État des lots 6 040 572 et 6 040 573				(100 000,00) $
Radiation servitude du MTMD				(42 500,00) $
			Total arrondi :	**285 351 $**

La valeur des servitudes permanentes et occupations temporaires acquises par la Ville se détaille comme suit :

Lots du cadastre du Québec	Superficies en m²	Superficies en pi²	Valeurs au pi²	Valeurs
ptie 6 023 893	59,2	637,2	5,63 $	3 587,57 $
2 375 669	469	5048,3	1,18 $	9 948,13 $
6 023 897	59,4	639,4	1,18 $	1 259,95 $
6 023 892	173,9	1871,8	1,18 $	3 688,66 $
			Total arrondi :	**18 484 $**

La valeur au dernier tableau comprend la compensation équivalente à une servitude temporaire pour les terrains du Cessionnaire occupés par la Ville pendant la période des travaux, soit la parcelle de terrain requise au prolongement de la rue Vanier, de même que la parcelle de terrain requise à l'élargissement de la rue Lachapelle.

Étant donné que la valeur totale des immeubles et des servitudes acquis par la Ville est inférieure à la valeur totale des immeubles cédés, une soulte de 94 889 $ sera payable à la Ville. Un montant de 10 000 $ fut encaissé à titre de dépôt lors de la signature de la promesse d'échange. Une copie de ce reçu est disponible en pièce jointe. Le montant qui reste à être encaissé est donc de 84 889 $. Le montant de la soulte sera comptabilisé conformément aux informations inscrites dans l'intervention du Service des finances.

L'acquisition des immeubles cédés à la Ville dans cet échange et les servitudes permanentes acquises par la Ville sont taxables. Les servitudes temporaires ne sont pas taxables L'acte d'échange prévoit que la Ville sera responsable de payer la TPS et la TVQ pour les immeubles et les servitudes qu'elle acquiert. Le montant des taxes de vente nettes payables s'élève à 26 290,95 $. Après les ristournes, le montant est de 8 756,33 $. Le montant pour le paiement des taxes de vente sera comptabilisé conformément aux informations inscrites dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise uniquement à conclure la transaction pour régulariser l'occupation de la Ville et du Cessionnaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de donner suite à ce dossier maintiendrait une incertitude quant à l'occupation de la Ville et du Cessionnaire, ce qui pourrait être problématique étant donné les travaux effectués par chacun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives et la Direction des affaires publiques et du protocole.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Signature de l'acte : décembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gabriel BÉLEC DUPUIS, Service des infrastructures du réseau routier
Marc BRETON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Marc BRETON, 23 octobre 2024
Gabriel BÉLEC DUPUIS, 21 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe GAUVIN
Conseiller en immobilier

Tél : 438-978-2190
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Dany LAROCHE
Chef de division transactions immobilières

Tél : 514 449-4842
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - Stratégie immobilière
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1239220012*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : *Approuver un projet d'acte d'échange où la Ville de Montréal cède à Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et le lot 6 040 570 du cadastre de Québec, ainsi que des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573, le tout avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

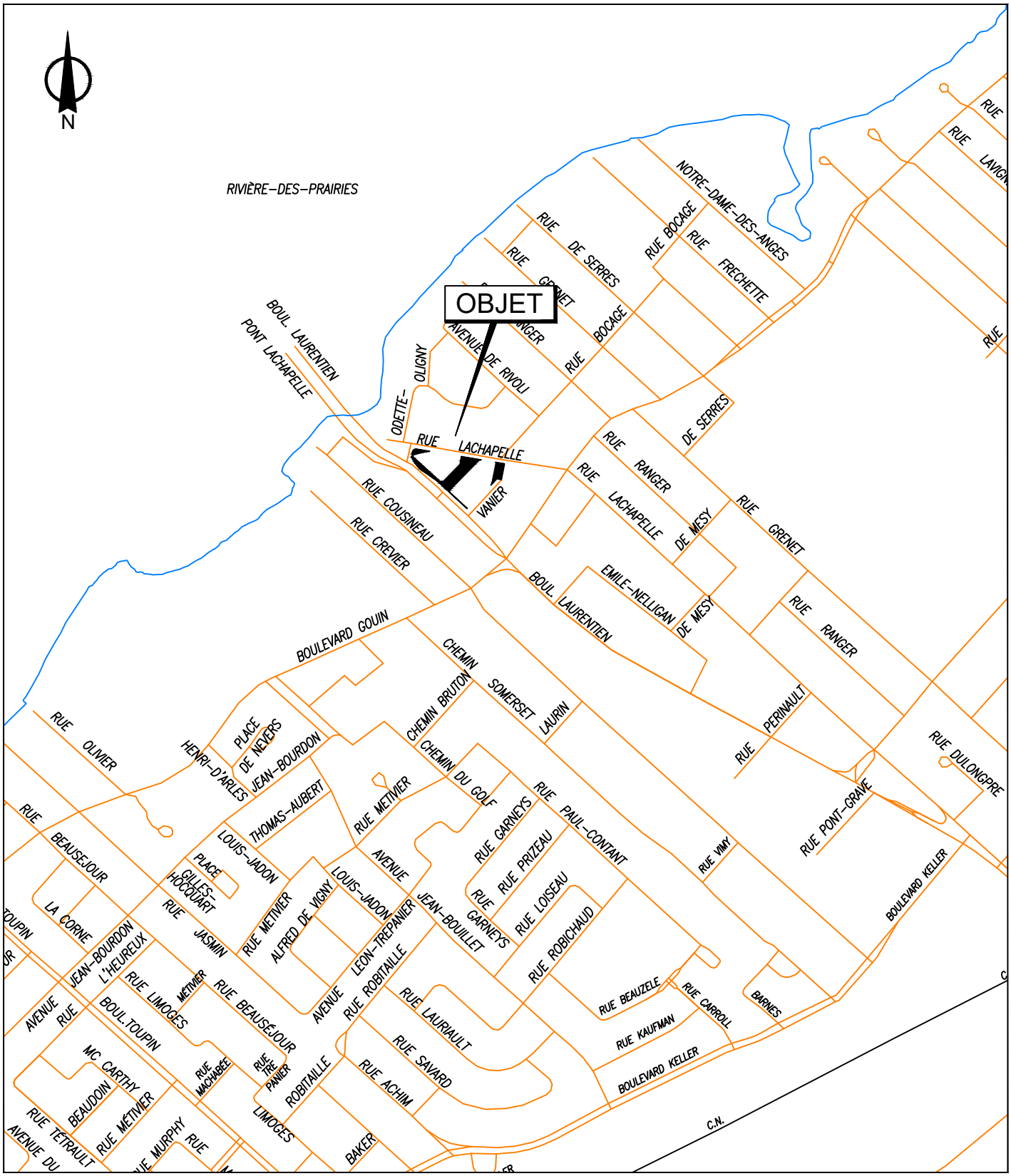
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

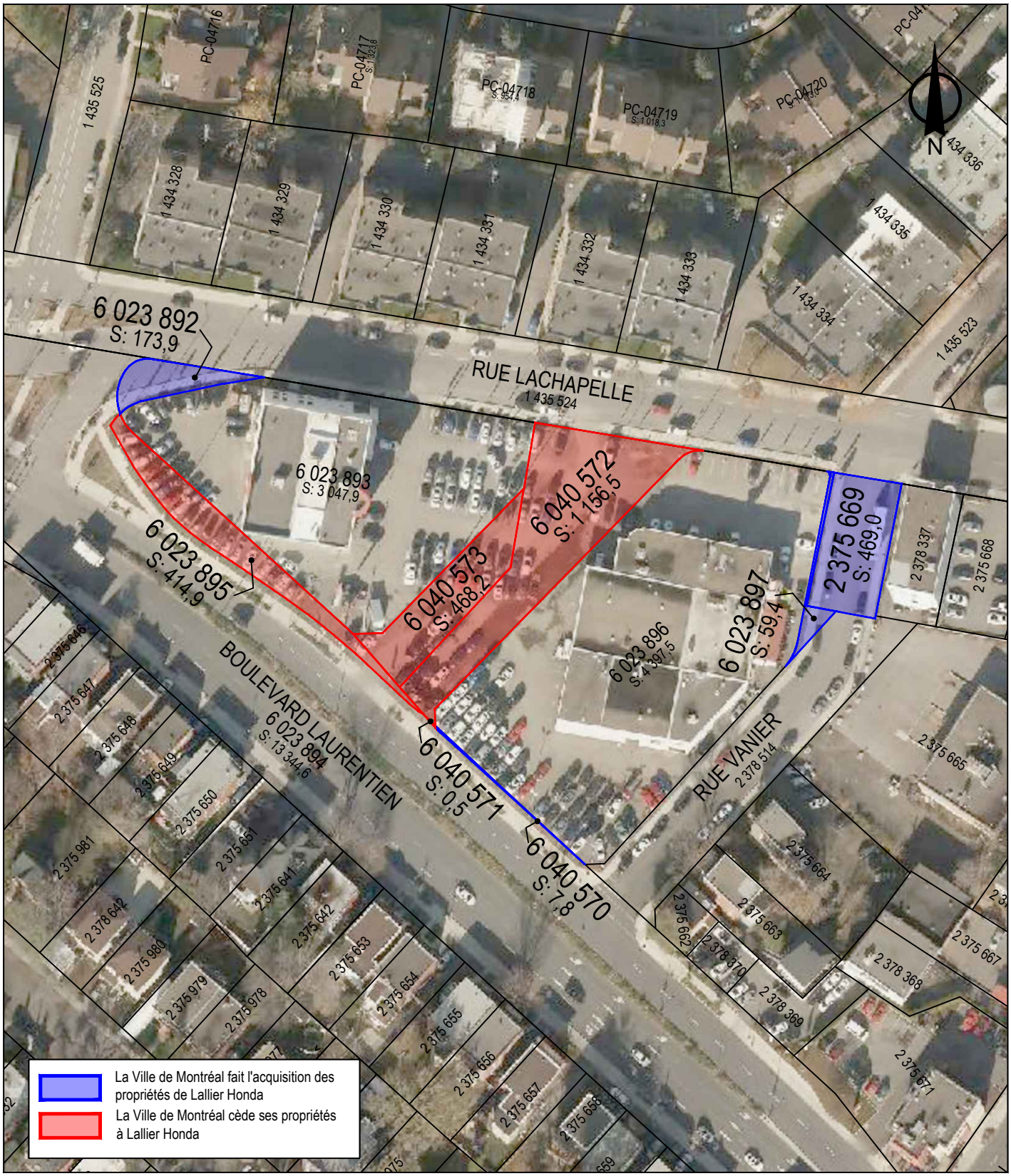


SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossiers: 31H12-005-1045-01
31H12-005-1045-02
31H12-005-1144-02
Mandat: 16-0494-T
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 31 mai 2023

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossiers: 31H12-005-1045-01
31H12-005-1045-02
31H12-005-1144-02
Mandat: 16-0494-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:1200
Date: 31 mai 2023

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	TROIS PARTIES DU LOT 6 040 572, DEUX PARTIES DES LOTS 6 040 573 ET 6 023 895 ET UNE PARTIE DU LOT 6 023 893
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	AHUNTSIC-CARTIERVILLE
PLAN	:	L-96 CARTIERVILLE

Ces biens-fonds situés au nord-est du boulevard Laurentien entre la rue Vanier et la rue Lachapelle, devant faire l'objet de servitudes d'utilité publique pour des conduits de la CSEM (articles 1 à 5) et pour une conduite d'égout (articles 6 à 8) sont indiqués par les lettres LMGHJKL (article 1), K'TL'H'K' (article 2), ABCDEFA (article 3), ZG'M'RN'P'Q'YZ (article 4), GFJ'ZYH'QK'HG (article 5), UTE'U (article 6), PR'F'STUVWB'C'D'NP (article 7), et D'C'B'D' (article 8) sur le plan L-96 Cartierville préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 24 mai 2019 dont copie accompagne la présente description technique.

Les parties de lots sont décrites comme suit et le numéro d'item inscrit en marge de chaque description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

2019-10-28

NOÉMIE PLANTE
2486
ARPENTEURE-GÉOMÈTRE

Servitude d'utilité publique pour les conduits de la CSEM

1.- Une partie du lot SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (6 023 893 ptie) dudit cadastre, indiquée par les lettres LMGHJKL;

/2

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est (ligne MG), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 3;
- Vers le sud-est (ligne GH), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5;
- Vers le sud (ligne HJ), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5;
- Vers le nord-ouest (ligne JK), par la partie restante du lot 6 023 893;
- Vers l'ouest (ligne KL), par la partie restante du lot 6 023 893;
- Vers le nord (ligne LM), par une partie du lot 6 023 893, étant une servitude existante enregistrée sous le numéro 4 749 596.

MESURANT :

Partant du point M, qui est situé à une distance de deux mètres (2,00 m) du point A, mesuré en direction nord le long de la limite est du lot 6 023 893, suivant un gisement de 189°42'19", sur une distance de douze mètres et quatre-vingt-huit centièmes (12,88 m), jusqu'au point G.

Du point G, suivant un gisement de 224°23'23", sur une distance de quarante-cinq mètres et deux centièmes (45,02 m), jusqu'au point H.

Du point H, suivant un gisement de 268°24'18", sur une distance d'un mètre et soixante-sept centièmes (1,67 m), jusqu'au point J.

Du point J, suivant un gisement de 44°19'44", sur une distance de quarante-sept mètres et vingt-neuf centièmes (47,29 m), jusqu'au point K.

/3

Du point K, suivant un gisement de 9°49'51'', sur une distance de onze mètres et trente et un centièmes (11,31 m), jusqu'au point L.

Du point L, suivant un gisement de 99°27'52', sur une distance de trente-six centièmes de mètre (0,36 m), jusqu'au point M.

Contenant en superficie cinquante-neuf mètres carrés et deux dixièmes (59,2 m²).

2.- Une partie du lot SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (6 023 895 ptie) dudit cadastre, faisant partie du boulevard Laurentien, indiquée par les lettres K'TL'H'K';

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est (ligne K'T), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5, une partie du lot 6 040 573 et une partie du lot 6 040 572 faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le sud-ouest (lignes TL' et L'H'), par le lot 6 023 894, faisant partie du boulevard Laurentien;
- Vers le nord-ouest (ligne H'K'), par la partie restante du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien.

MESURANT :

Partant du point K', représentant l'intersection de la limite sud du lot 6 023 893 et la limite nord-est du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien, suivant un gisement de 138°43'19'', sur une distance de vingt-cinq mètres et huit centièmes (25,08 m), jusqu'au point T.

/4

Du point T, suivant un gisement de 312°49'05'', sur une distance de dix-neuf mètres et cinquante-sept centièmes (19,57 m), jusqu'au point L'.

Du point L', suivant un arc de cercle de cinq mètres et quarante-cinq centièmes (5,45 m) dont le rayon est de cent cinquante-cinq mètres (155,00 m), jusqu'au point H'.

Du point H', suivant un gisement de 44°19'44'', sur une distance de deux mètres et soixante-huit centièmes (2,68 m), jusqu'au point K'.

Contenant en superficie trente-deux mètres carrés et cinq dixièmes (32,5 m²).

3.- Une partie du lot SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572 ptie) dudit cadastre, faisant partie de la rue Bocage, indiquée par les lettres ABCDEFA;

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord (ligne AB), par le lot 1 435 524, faisant partie de la rue de Lachapelle;
- Vers l'est (ligne BC), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le sud (ligne CD), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers l'est (ligne DE), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le sud-est (ligne EF), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers l'ouest (ligne FA), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5 et par deux parties du lot 6 023 893 étant

/5

respectivement la servitude existante publiée sous le numéro 4 749 796 et la partie décrite à l'article 1.

MESURANT :

Partant du point A, représentant le coin nord-ouest du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 99°28'13", sur une distance de deux mètres et dix-neuf centièmes (2,19 m), jusqu'au point B.

Du point B, suivant un gisement de 189°28'13", sur une distance d'un mètre et vingt centièmes (1,20 m), jusqu'au point C.

Du point C, suivant un gisement de 280°29'25", sur une distance d'un mètre et douze centièmes (1,12 m), jusqu'au point D.

Du point D, suivant un gisement de 189°37'03", sur une distance de quatorze mètres et trente centièmes (14,30 m), jusqu'au point E.

Du point E, suivant un gisement de 221°33'03', sur une distance de deux mètres et huit centièmes (2,08 m), jusqu'au point F.

Du point F, suivant un gisement de 9°42'19', sur une distance de dix-sept mètres et vingt-trois centièmes (17,23 m), jusqu'au point A.

Contenant en superficie dix-neuf mètres carrés et un dixième (19,1 m²).

4.- Une deuxième partie du lot SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572 ptie), dudit cadastre, faisant partie de la rue Bocage, indiquée par les lettres ZG'M'RN'P'Q'YZ;

de figure irrégulière;

/6

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est (ligne ZG'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le nord-ouest (ligne G'M'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le nord-est (ligne M'R) par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le sud-est (ligne RN') par le lot 6 023 896;
- Vers le sud-ouest (ligne N'P') par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le nord-ouest (ligne P'Q'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le sud-ouest (ligne Q'Y), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le nord-ouest (ligne YZ), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5.

MESURANT :

Partant du point C', étant l'intersection des limites est et sud-est du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 222°49'06" sur une distance de quatre mètres et vingt-quatre centièmes (4,24 m) jusqu'au point Z, étant le point de départ de l'article 4;

Du point Z, suivant un gisement de 134°28'59", sur une distance de sept mètres et vingt-sept centièmes (7,27 m), jusqu'au point G';

Du point G', suivant un gisement de 44°28'59", sur une distance d'un mètre et vingt-deux centièmes (1,22 m), jusqu'au point M';

Du point M', suivant un gisement de 133°56'27", sur une distance de deux mètres et cinquante-sept centièmes (2,57 m), jusqu'au point R;

/7

Du point R, suivant un gisement de 224°23'21", sur une distance de trois mètres et cinquante centièmes (3,50 m), jusqu'au point N';

Du point N', suivant un gisement de 314°29'09", sur une distance de deux mètres et cinquante-huit centièmes (2,58 m), jusqu'au point P';

Du point P', suivant un gisement de 44°29'09", sur une distance de soixante-quinze centièmes de mètre (0,75 m), jusqu'au point Q';

Du point Q', suivant un gisement de 314°29'09", sur une distance de sept mètres et vingt-deux centièmes (7,22 m), jusqu'au point Y;

Du point Y, suivant un gisement de 42°49'06", sur une distance d'un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), jusqu'au point Z.

Contenant en superficie dix-neuf mètres carrés et huit dixièmes (19,8 m²).

5.- Une partie du lot SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE (6 040 573 ptie) dudit cadastre, faisant partie de la rue Bocage, indiquée par les lettres GFJ'ZYH'QK'HG;

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est (ligne GF), par une partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 3;
- Vers le sud-est (ligne FJ'), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le nord-est (ligne J'Z), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage;

/8

- De nouveau vers sud-est (ligne ZY), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 4;
- Vers le sud-ouest (YH'), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le sud-est (ligne H'Q), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le sud-ouest (ligne QK'), par la partie du lot 6 023 895 décrite à l'article 2;
- Vers le nord (ligne K'H), par la partie du lot 6 023 893 décrite à l'article 1 et la partie restante du lot 6 023 893;
- Vers le nord-ouest (ligne HG), par la partie du lot 6 023 893 décrite à l'article 1.

MESURANT :

Partant du point G, représentant l'intersection des limites est et nord-ouest du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 189°42'19", sur une distance de deux mètres et trente-quatre centièmes (2,34 m), jusqu'au point F.

Du point F, suivant un gisement de 221°33'03", sur une distance de dix-sept mètres et cinq centièmes (17,05 m), jusqu'au point J'.

Du point J', suivant un gisement de 134°28'59", sur une distance de huit mètres et neuf centièmes (8,09 m), jusqu'au point Z.

Du point Z, suivant un gisement de 222°49'06", sur une distance d'un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), jusqu'au point Y;

Du point Y, suivant un gisement de 314°29'09" sur une distance de deux mètres et quatre-vingt-seize centièmes (2,96 m), jusqu'au point H'.

Du point H', suivant un gisement de 224°15'02", sur une distance de trente mètres et dix-huit centièmes (30,18 m), jusqu'au point Q.

/9

Du point Q, suivant un gisement de 318°43'19", sur une distance de douze mètres et trois centièmes (12,03 m), jusqu'au point K'.

Du point K', suivant un gisement de 88°24'18", sur une distance de six mètres et cinquante-sept centièmes (6,57 m), jusqu'au point H.

Du point H, suivant un gisement de 224°23'23", sur une distance de quarante-cinq mètres et deux centièmes (45,02 m), jusqu'au point G.

Contenant en superficie deux cent soixante-dix-neuf mètres carrés et un dixième (279,1 m²).

Servitude d'utilité publique pour une conduite d'égout

6.- Une deuxième partie du lot SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (6 023 895 ptie) dudit cadastre, faisant partie du boulevard Laurentien, indiquée par les lettres UTE'U;

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est (ligne UT), par une partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 7;
- Vers le sud-ouest (ligne TE'), par le lot 6 023 894, faisant partie du boulevard Laurentien;
- Vers le nord-ouest (ligne E'U), par la partie restante du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien.

MESURANT :

Partant du point T, représentant l'intersection des limites nord-est et sud-ouest du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien, suivant un gisement de 312°49'05", sur une

/10
distance de six mètres et vingt-trois centièmes (6,23 m), jusqu'au point E'.

Du point E', suivant un gisement de 42°14'17", sur une distance de soixante-quatre centièmes de mètre (0,64 m), jusqu'au point U.

Du point U, suivant un gisement de 138°43'19", sur une distance de six mètres et vingt-sept centièmes (6,27 m), jusqu'au point T.

Contenant en superficie deux mètres carrés (2,0 m²).

7.- Une troisième partie du lot SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572 ptie) dudit cadastre, faisant partie de la rue Bocage, indiquée par les lettres PR'F'STUVWB'C'D'NP;

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord (ligne NP), par le lot 1 435 524, faisant partie de la rue de Lachapelle;
- Vers l'est (ligne PR'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le sud-est (ligne R'F'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- De nouveau vers le sud-est (ligne F'S), par le lot 6 023 896;
- De nouveau vers le sud-est (ligne ST), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le sud-ouest (ligne TU), par la partie du lot 6 023 895 décrite à l'article 6;
- Vers le nord-ouest (lignes UV, VW et WB'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage;

/11

- De nouveau vers le nord-ouest (ligne B'C'), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 8;
- De nouveau vers l'ouest (ligne C'D'), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 8;
- De nouveau vers l'ouest (ligne D'N), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage.

MESURANT :

Partant du point A, représentant le coin nord-ouest du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 99°28'13", sur une distance de trois mètres et dix-neuf centièmes (3,19 m), jusqu'au point N, étant le point de départ de l'article 7.

Du point N, suivant un gisement de 99º28'13'', sur une distance de six mètres et cinq centièmes (6,05 m), jusqu'au point P.

Du point P, suivant un gisement de 196º42'57'', sur une distance de trente-neuf mètres et trente et un centièmes (39,31 m), jusqu'au point R'.

Du point R', suivant un gisement de 204°28'50", sur une distance de huit mètres et huit centièmes (8,08 m), jusqu'au point F'.

Du point F', suivant un gisement de 224º23'21'', sur une distance de vingt-quatre mètres et trois centièmes (24,03 m), jusqu'au point S.

Du point S, suivant un gisement de 217º35'25'', sur une distance de deux mètres et soixante-seize centièmes (2,76 m), jusqu'au point T.

Du point T, suivant un gisement de 318º43'19'', sur une distance de six mètres et vingt-sept centièmes (6,27 m), jusqu'au point U.

/12

Du point U, suivant un gisement de 42°14'17", sur une distance de dix-sept mètres et trente-deux centièmes (17,32 m), jusqu'au point V.

Du point V, suivant un gisement de 38°41'49", sur une distance de dix mètres et quatre-vingt-quatorze centièmes (10,94 m), jusqu'au point W.

Du point W, suivant un gisement de 25°03'39", sur une distance de six mètres et quatre-vingts centièmes (6,80 m), jusqu'au point B'.

Du point B', suivant un gisement de 42°49'06", sur une distance d'un mètre et quatre-vingt-deux centièmes (1,82 m), jusqu'au point C'.

Du point C', suivant un gisement de 9°49'21", sur une distance de six mètres et soixante-cinq centièmes (6,65 m), jusqu'au point D'.

Du point D', suivant un gisement de 16°42'57", sur une distance de trente-quatre mètres et cinquante-sept centièmes (34,57 m), jusqu'au point N.

Contenant en superficie quatre cent quarante-sept mètres carrés et un dixième (447,1 m²).

8.- Une deuxième partie du lot SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE (6 040 573 ptie), dudit cadastre, faisant partie de la rue Bocage, indiquée par les lettres D'C'B'D' :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le sud-est (ligne C'B'), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 7;

/13

- Vers le nord-ouest (ligne B'D'), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage;
- Vers le nord-est (ligne D'C'), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 7;

MESURANT :

Partant du point C', étant l'intersection des limites est et sud-est du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 222°49'06", sur une distance d'un mètre et quatre-vingt-deux centièmes (1,82 m), jusqu'au point B';

Du point B', suivant un gisement de 16°42'57", sur une distance de huit mètres et vingt-quatre centièmes (8,24 m), jusqu'au point D';

Du point D', suivant un gisement de 189°49'21", sur une distance de six mètres et soixante-cinq centièmes (6,65 m), jusqu'au point C'.

Contenant en superficie trois carrés et trois dixièmes (3,3 m²).

Les gisements sont en référence au système SCOPQ NAD83.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/14

Préparé à Montréal, le vingt-quatrième jour du mois de mai de l'an deux mille dix-neuf sous le numéro 230 de mes minutes au dossier 22035-3 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

NOÉMIE PLANTE
Arpenteure-géomètre

NP/cc

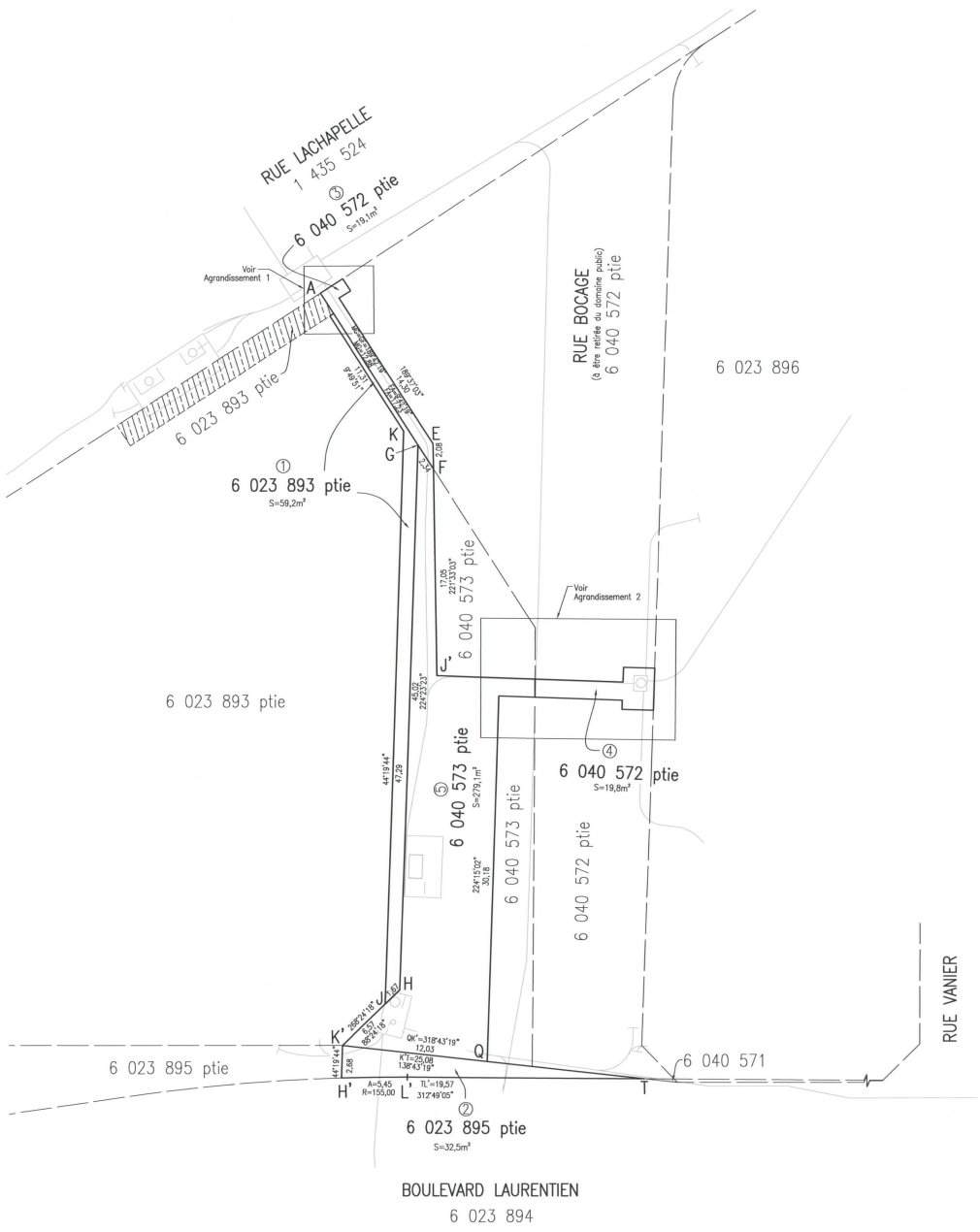
Dossier : 22035-3

Copie conforme à l'original
Montréal, le 2019-10-28

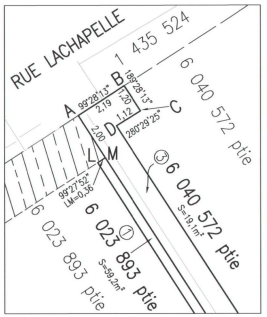
Arpent

NOÉMIE PLANTE
2486
ARPENTEURE-GÉOMÈTRE

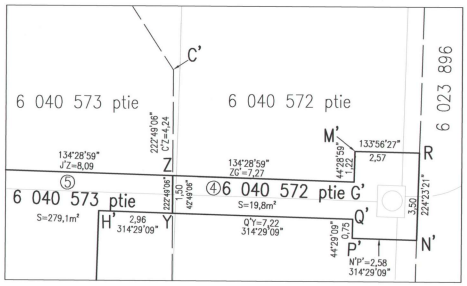
AP26230



AGRANDISSEMENT 1
ÉCHELLE 1:100



AGRANDISSEMENT 2
ÉCHELLE 1:100



LÉGENDE

- limite de servitude à créer
- limite de lot bornant
- servitude existante #enreg: 4749596
- installations de la CSEM

code du microfilm

A1

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200 — 0 — 2 — mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 573 et deux parties des lots 6 040 572

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au nord-est du
BOULEVARD LAURENTIEN
entre la
RUE VANIER
et la
RUE LACHAPELLE

FINS DU DOCUMENT:

SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE À CRÉER
POUR LES CONDUITS DE LA CSEM

NOTES: 1- Les biens-fonds devant faire l'objet d'une servitude d'utilitées publiques (pour les conduits de la CSEM) sont indiqués par les lettres LMGHJKL (article 1), K'L'H'K' (article 2), ABCDEFA (article 3), ZG'M'RN'P'Q'YZ (article 4) et GFJ'ZYH'QK'HG (article 5).

2- Les informations ayant servies à déterminer les assiettes des articles 1, 2, 3, 4 et 5 proviennent du plan (*0523,*0623) de la CSEM fait par Gilles Gaudet en date du 3 juin 2015.

3- Les installations de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) montrées sur ce plan proviennent de l'inventaire fourni à la Ville de Montréal en 2019.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 24 mai 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
2019-10-29
Montréal, le
Arpenteur(e)

Préparé par: NOÉMIE PLANTE, a.g. Arpenteure-géomètre

Minute Nº 230 | Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-1045, 31H12-005-1145
31H12-010-0523, 31H12-010-0623 Dessin:C. Demers

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 22035-3 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: pour M.P.

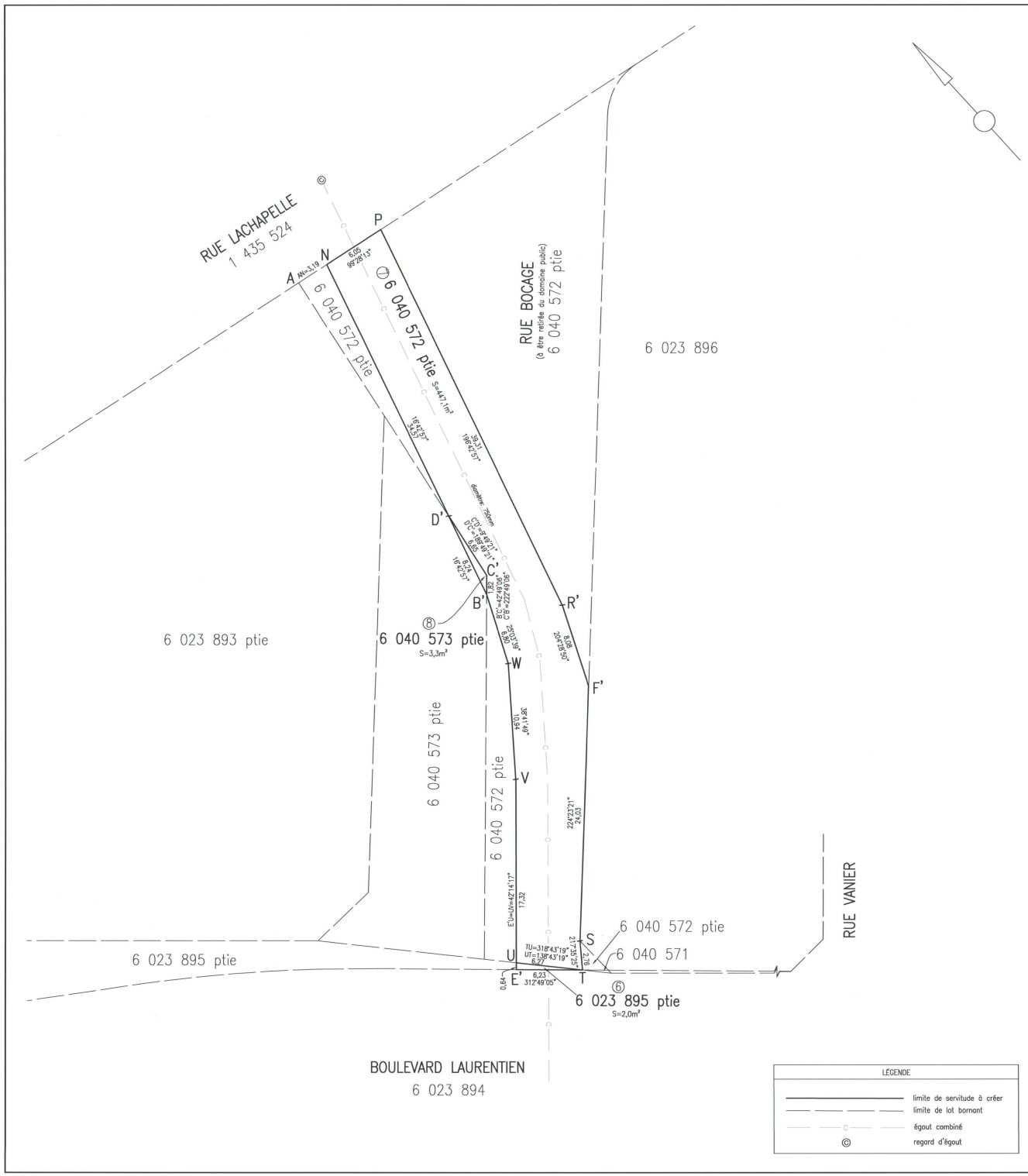
DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Ahuntsic-Cartierville

PLAN Nº L-96 CARTIERVILLE 1/2

22035-30.DWG

AP26231



code du microfilm

A1

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie des lots 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au nord-est du
BOULEVARD LAURENTIEN
entre la
RUE VANIER
et la
RUE LACHAPELLE

FINS DU DOCUMENT:

SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE À CRÉER
POUR UNE CONDUITE D'ÉGOUT

NOTES: 1- Les biens-fonds devant faire l'objet d'une servitude d'utilitées publiques (pour une conduite d'égout) sont indiqués par les lettres UTE'U (article 6), PR'F'STUVWB'C'D'NP (article 7) et D'C'B'D' (article 8).

2- La position de la conduite d'égout et son diamètre proviennent de l'inventaire du service de l'eau. Elle est bassée sur le plan tel que construit de Jean-Claude Thérien ing. portant le numéro 4117-02-13 en mai 1975. Une réhabilitation de cette conduite a été affectée en 2018 et n'a pas modifiée sa position. Par contre, une nouvelle chambre a été construite sur la rue Lachapelle, dont le regard d'égout a été relevé le 17 octobre 2019.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 24 mai 2019

Préparé par: NOÉMIE PLANTE
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
2019-10-29
Montréal, le
Arpenteur(e)

Minute Nº 230 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-1045, 31H12-005-1145
31H12-010-0523, 31H12-010-0623 Dessin:C. Demers

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 22035-3 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: pour M.P.

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Ahuntsic-Cartierville

PLAN Nº L-96 CARTIERVILLE 2/2

22035-3D.DWG

Montréal

Reçu général

R.G. - 537332

Identification du payeur

Nom: les entreprises Sylvabel inc.

Téléphone:

Adresse:

Ville:

Code postal:

Année: 17 | Mois: 01 | Jour: 12

Bordereau de dépôt: 330597

Validation:

Objet du paiement: Promesse d'achat du lot 2 378 513 et 2 parties du lot 2 375 640

resp. Denis Charette GDD 1170783001 réf. 31412-005-1144-02

Nº TPS : 121364749 Nº TVQ : 1006001374

☐ Dépôt : le montant demandé correspond au devis estimatif. Le coût final peut être différent. • Voir B-

Désignation	Quantité	Montant ($) (avant taxes)	Entité	Source	Centre resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter-opérations	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur
	1	10000,00	21101				21111						
TPS (indiquer le taux) — %		—											
TVQ (indiquer le taux) — %		—											

Total ** 10000,00

Nom de l'employé (en caractères d'imprimerie): Pierre-Luc H. Stebenne

Signature de l'employé

Téléphone de l'employé: 2-1021

Nul sans validation du paiement

Reçu la somme de : (en caractères d'imprimerie) - dix milles - dollars —/100

☐ Comptant ☒ Chèque : Nº 2935 ☐ Carte de débit ☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express ☐ Autre

** Important : le montant total inclut les taxes lorsqu'applicables. Inscrire zéro si les taxes ne s'appliquent pas.

16.51.739-2 (05-2008)

Au payeur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1239220012

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et le lot 6 040 570 du cadastre de Québec, ainsi que des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573, le tout avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $. / Retirer du domaine public les lots cédés et verser les lots acquis dans le domaine public pour fins de rues. N/Réf : 31H12-005-1144-02 - Mandat 16-0494.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet d'acte d'échange que nous avons préparé conformément aux instructions du service client. Nous avons reçu la confirmation écrite du représentant de l'autre partie à l'effet qu'il approuve le projet d'acte d'échange soumis.

19-003058

FICHIERS JOINTS

intervention - Échange DSL.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317
Division : Droit notarial

Le

Devant **M^e^ Daphney St-Louis**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

LES ENTREPRISES SYLUBEL INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), le trois (3) novembre mil neuf cent quatre-vingt (1980), et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1142751305 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1700, boulevard Chomedey, à Laval, province de Québec, H7T 2W3, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son administrateur unique adoptée le _____ et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

ET :

GESTION VILUSA INC., personne morale légalement constituée par fusion le vingt-sept (27) octobre deux mille un (2001), en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R., 1985, ch.

C-44), immatriculée sous le numéro 1160502416 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1700, boulevard Chomedey, à Laval, province de Québec, H7T 2W3, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son administrateur unique adoptée le _____ et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommées collectivement la « **Société** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003) et dont copie demeure annexée à la minute 2 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CM23 ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

La Société et la Ville sont également collectivement désignées aux présentes comme étant les « **Parties** ».

LESQUELLES, PREALABLEMENT A LA CONVENTION FAISANT L'OBJET DES PRESENTES, DECLARENT D'ABORD CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville a planifié une réorganisation du réseau routier entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville;

ATTENDU QUE la Société est propriétaire de certains immeubles, ci-après définis, requis par la Ville, en vertu de cette réorganisation du réseau routier;

ATTENDU QUE, dans le cadre de cette réorganisation, la Société a permis à la Ville d'occuper ses immeubles et d'y réaliser des travaux d'aménagements routiers et que ces travaux se sont échelonnés du vingt (20) mars deux mille dix-sept (2017) au vingt-cinq (25) octobre

deux mille dix-huit (2018) (ci-après la « Période d'occupation temporaire à des fins de travaux ») ;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de la partie de la rue Bocage comprise entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien, ainsi que de petites parties du boulevard Laurentien qu'elle désire fermer et céder à la Société en échange des immeubles dont il est fait mention au paragraphe précédent;

ATTENDU QUE la Société a reçu une copie du règlement sur la gestion contractuelle adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CES FAITS ETANT DECLARES, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 La Ville cède et transfère à la Société, à titre d'échange, tous ses droits, titres et intérêts dans des terrains situés dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à Montréal, province de Québec, connus et désignés comme étant :

DÉSIGNATION

Les lots **SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (6 023 895)**, **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572)**, **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE (6 040 573)** et **SIX**

MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE ET ONZE (6 040 571) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement appelés l'« **Immeuble 1** ».

1.2 En échange, la Société cède et transfère à la Ville, à titre d'échange, tous ses droits, titres et intérêts dans des terrains situés dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à Montréal, province de Québec, connus et désignés comme étant :

DÉSIGNATION

Les lots **DEUX MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-NEUF (2 375 669)**, **SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (6 023 897)**, **SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DOUZE (6 023 892)** et **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DIX (6 040 570)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement appelés l'« **Immeuble 2** ».

2. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

2.1 La Ville est propriétaire de l'Immeuble 1 pour l'avoir acquis comme suit :

Lot 6 023 895

Rapport d'expropriation (pour les approches du pont Legault, du côté de Montréal, rue Lachapelle et Reid), homologué le trente (30) décembre mil neuf cent trente (1930) par l'honorable juge Coderre, daté du dix (10) décembre mil neuf cent trente (1930), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-cinq (25) mars mil neuf cent trente et un (1931), sous le numéro **273 415**.

Cession par Gervais Cousineau et Hector Cousineau à la municipalité de la Ville de Cartierville, aux termes d'un acte reçu par Me Joseph Antonio Lefebvre, notaire, le sept (7) mai mil neuf cent quatorze (1914), sous le numéro 207 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le onze (11) juin mil neuf cent quatorze (1914), sous le numéro **275 662**.

Par l'effet de la loi, en vertu de l'article 6 de la *Loi sur la voirie,* (RLRQ, chapitre V-9) :

Lot 6 040 572

Cession par Gervais Cousineau et Hector Cousineau à la municipalité de la Ville de Cartierville, aux termes d'un acte reçu par Me Joseph Antonio Lefebvre, notaire, le sept (7) mai mil neuf cent quatorze (1914), sous le numéro 207 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le onze (11) juin mil neuf cent quatorze (1914), sous le numéro **275 662**.

Vente par Shérif à la Cité de Montréal signée le six (6) mai mil neuf cent dix-huit (1918), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le seize (16) mai mil neuf cent dix-huit (1918), sous le numéro **360 154**.

Expropriation et prise de possession préalable des immeubles requis pour l'ouverture de la rue Joanette, entre les rues Reed et Lachapelle (plan J-23 Cartierville) datée du quatorze (14) avril mil neuf cent soixante et un (1961), séance du conseil tenue le deux (2) décembre mil neuf cent cinquante-neuf (1959) et certificat du directeur des finances daté du sept (7) avril mil neuf cent soixante et un (1961), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le treize (13) avril mil neuf cent soixante et un (1961), sous le numéro **1 527 148**.

Rapport d'expropriation des immeubles requis pour l'ouverture de la rue Joanette, entre les rues Reed et Lachapelle, daté du cinq (5) octobre mil neuf cent soixante et un (1961) (no 165 expr, no 1170 R.S.P.) a été homologué le vingt et un (21) novembre mil neuf cent soixante et un (1961) par l'honorable juge Brossard, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le cinq (5) décembre mil neuf cent soixante et un (1961), sous le numéro **1 571 864**.

Par l'effet de la loi, en vertu de l'article 6 de la *Loi sur la voirie,* (RLRQ, chapitre V-9) :

Lot 6 040 573

Cession par Gervais Cousineau et Hector Cousineau à la municipalité de la Ville de Cartierville, aux termes d'un acte reçu par Me Joseph Antonio Lefebvre, notaire, le sept (7) mai mil neuf cent quatorze (1914), sous le numéro 207 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le onze (11) juin mil neuf cent quatorze (1914), sous le numéro **275 662**.

Expropriation et prise de possession préalable des immeubles requis

pour l'ouverture de la rue Joanette, entre les rues Reed et Lachapelle (plan J-23 Cartierville) datée du quatorze (14) avril mil neuf cent soixante et un (1961), séance du conseil tenue le deux (2) décembre mil neuf cent cinquante-neuf (1959) et certificat du directeur des finances daté du sept (7) avril mil neuf cent soixante et un (1961), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le treize (13) avril mil neuf cent soixante et un (1961), sous le numéro **1 527 148**.

Rapport d'expropriation des immeubles requis pour l'ouverture de la rue Joanette, entre les rues Reed et Lachapelle, daté du cinq (5) octobre mil neuf cent soixante et un (1961) (no 165 expr, no 1170 R.S.P.) a été homologué le vingt et un (21) novembre mil neuf cent soixante et un (1961) par l'honorable juge Brossard, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le cinq (5) décembre mil neuf cent soixante et un (1961), sous le numéro **1 571 864**.

Par l'effet de la loi, en vertu de l'article 6 de la *Loi sur la voirie,* (RLRQ, chapitre V-9) :

Lot 6 040 571

Dépôt d'un plan par le ministre des Transports de la province de Québec (MTQ), aux termes d'un acte sous seing privé signé le douze (12) juin mil neuf cent soixante-quinze (1975), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le dix-sept (17) juin mil neuf cent soixante-quinze (1975), sous le numéro **2 610 484**.

Dépôt d'un plan par le ministre des Transports de la province de Québec (MTQ), aux termes d'un acte sous seing privé signé le vingt-quatre (24) février mil neuf cent soixante-quinze (1975), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-six

(26) février mil neuf cent soixante-quinze (1975), sous le numéro **2 582 016**.

2.2 La Société est propriétaire de l'Immeuble 2 pour l'avoir acquis comme suit :

Lot 2 375 669

Vente par Antonio Laurin, reçue par Me Guy Belisle, notaire, le deux (2) novembre mil neuf cent quatre-vingt-un (1981), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le huit (8) décembre mil neuf cent quatre-vingt-un (1981), sous le numéro **3 227 090**.

Lot 6 023 897

Vente par Gérard Corbeil et Cécile Corbeil à Les Entreprises Sylubel inc., aux termes d'un acte reçu par Me Elyse Binette, notaire, le neuf (9) juillet mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), sous le numéro 1 804 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt (20) juillet mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), sous le numéro **3 907 105**.

Lot 6 023 892

Dation en paiement de Sa Majesté (Ministre des Transports), en faveur de l'expropriée reçue par Me Jacques Desjardins, notaire, le premier (1er) mai mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987)**,** publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le douze

(12) mai mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), sous le numéro **3 868 007**.

Vente par J. Albert Hubert reçue par Me Vital Guénette, notaire, le huit (8) mars mil neuf cent soixante-quatorze (1974) publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt et un (21) mars mil neuf cent soixante-quatorze (1974), sous le numéro **2 501 945**.

Lot 6 040 570

Vente par Denise Labelle Dagenais, aux termes d'un acte de signé sous seing privé, le vingt-cinq (25) octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-six (26) octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), sous le numéro **4 329 572**.

Avis cadastral signé sous seing privé non daté publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le cinq (5) décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), sous le numéro **4 341 479.**

3. GARANTIE

3.1 Immeuble 1

L'Immeuble 1 est cédé avec la seule garantie du bon droit de propriété sans autre garantie légale, aux risques et périls de la Société. Notamment, la Société reconnaît qu'elle ne peut, en aucune manière, invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les

mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Société reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relativement à l'état et la qualité des sols de l'Immeuble 1, la Société l'acquérant, à cet égard, à ses risques et périls, qu'elle ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

3.2 Immeuble 2

L'Immeuble 2 est cédé avec la seule garantie du bon droit de propriété sans autre garantie légale, aux risques et périls de la Ville. Notamment, la Ville reconnaît qu'elle ne peut, en aucune manière, invoquer la responsabilité de la Société pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Société.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que la Société n'a aucune responsabilité relativement à l'état et la qualité des sols de l'Immeuble 2, la Ville l'acquérant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

4. POSSESSION

4.1 La Société devient propriétaire de l'Immeuble 1, à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

4.2 La Ville devient propriétaire de l'Immeuble 2, à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

5. DOSSIER DE TITRES

Aucune des Parties n'est tenue de fournir à l'autre quelque titre, certificat de localisation, certificat de recherche, plan ou état certifié des droits que ce soit.

6. FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble 1 a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée à la clause b) dans sa comparution.

7. ATTESTATIONS DES PARTIES

7.1 Attestations de la Société

La Société déclare :

7.1.1 qu'elle est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

7.1.2 que les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble 2 ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

7.1.3 que l'Immeuble 2 :

7.1.3.1 n'est grevé d'aucune servitude, à l'exception de celle publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 542 852 (servitude de passage) ;

7.1.3.2 est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, l'exception de ;

- avis de contamination signé sous seing privé, le douze (12) juillet deux mille dix-sept (2017), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 237 758.

7.1.4 qu'elle (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

7.1.5 qu'elle possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi applicable à la Société ;

7.1.6 que le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire de la Société ;

7.1.7 que la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par la Société des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des

règlements la Société, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujettie la Société, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;

7.1.8 qu'il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble 2 ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude de la Société à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

7.1.9 qu'elle n'est pas en défaut en vertu de quelque jugement, ordre, injonction, décret d'un quelconque tribunal, bureau, agence, arbitre ou commission pouvant affecter l'Immeuble 2 ou la capacité de la Société à se conformer à ses obligations en vertu des présentes.

7.2 Attestations de la Ville

La Ville déclare :

7.2.1 qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

7.2.2 qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

7.2.3 que l'Immeuble 1 :

7.2.3.1 n'est grevé d'aucune servitude ;

7.2.3.2 est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

8. OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 Obligations de la Société:

La Société s'oblige à :

8.1.1 prendre l'Immeuble 1 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

8.1.2 vérifier elle-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'elle entend réaliser sur l'Immeuble 1, ainsi que toute destination qu'elle entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

8.1.3 payer, le cas échéant, à compter des présentes, selon leur échéance respective, toute taxe municipale et scolaire générale ou spéciale ou autre impôt pouvant affecter l'Immeuble 1;

8.1.4 ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble 1, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que

l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, la Société se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

8.2 Obligations de la Ville

La Ville s'oblige à :

8.2.1 prendre l'Immeuble 2 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

8.2.2 assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour la Société. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

9. <u>RÉPARTITIONS</u>

9.1 Immeuble 1

L'Immeuble 1 est compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de la Ville et est, à ce titre, jusqu'à la date des présentes, exempt de taxes foncières municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

9.2 Immeuble 2

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de

l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera à la Société, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de la gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera à la Société, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, la Société reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

10 RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Chacune des Parties renonce au droit des coéchangistes de reprendre l'immeuble transféré, comme prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu en échange.

11. SERVITUDES

11.1 SERVITUDE D'UTILITÉS PUBLIQUES POUR LES CONDUITS DE LA COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL

Les Parties, pour en venir à l'établissement d'une servitude d'utilités publiques pour les conduits à l'usage de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après « CSEM ») faisant l'objet des présentes, conviennent de ce qui suit :

OBJET DU CONTRAT

La Société, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, accorde à la Ville, ici présente et acceptant et, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, des droits de servitudes consistant en :

1. Un droit pour la Ville de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur et en-dessous du Fonds servant CSEM ci-après décrit, un système de conduits souterrain, pour des lignes de télécommunications (téléphone, télégraphe ou autre), de distribution d'énergie électrique, de distribution de la force motrice ou de transmission, y compris les poteaux, haubans, ancres, conduits, câbles, fils, supports, bornes de distribution conjointe, kiosques, piédestaux, coffrets d'appareillage de pupinisation et d'amplification, puits d'accès, et tout autre appareil et accessoire nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ce système (ci-après collectivement nommés les «Installations»).

2. Un droit de permettre à d'autres personnes, compagnies, sociétés, services publics ou municipalités de placer, remplacer, maintenir, réparer et exploiter des Installations dans le Fonds servant CSEM;

3. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur le Fonds servant CSEM, tout arbre, arbuste, branche ou racine et déplacer hors de l'emprise tout objet, construction ou structure qui pourrait nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien des Installations.

4. Un droit de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds servant CSEM, durant les heures normales d'opération du commerce exploité par la Société sur le Fonds servant CSEM ou à l'extérieur des heures d'affaires de la Société sur le Fonds servant CSEM, sur avis préalable de vingt-quatre (24) heures à la Société, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au Fonds servant CSEM, afin d'accéder aux Installations et notamment aux deux puits d'accès de la CSEM qui se retrouvent dans le Fonds servant CSEM, comme montrés sur plan L-96 CARTIERVILLE (1/2) (ci-après le « Plan»), dont une copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée. Pour le puits d'accès moyenne tension situé en bordure du boulevard Laurentien, les aménagements réalisés par la Société devront respecter les marges de dégagement montrées sur le Plan Puits d'Accès. En ce qui concerne le puits d'accès de service montré sur ledit Plan, la Société devra respecter une marge de dégagement de 500 mm tout autour du puits d'accès de service au lieu. Nonobstant ce qui précède, la Ville pourra accéder au Fonds servant CSEM en tout temps en situation d'urgence et la Société s'engage à remettre une clé du cadenas de la clôture permettant l'accès au Fonds servant CSEM au représentant de la CSEM.

5. Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure permanente sur, au-dessus ou en dessous du Fonds servant CSEM, de modifier l'élévation actuelle de ce fonds servant, ou d'y empiler des matériaux sans le consentement écrit du président de la CSEM. Ce dernier pourra refuser tel consentement, si, à son avis, les travaux projetés peuvent nuire à l'exercice des droits

conférés par la présente servitude. Toutefois, la Société pourra, sans ce consentement, ériger des clôtures de division, des barrières, des haies décoratives et des structures non permanentes qui peuvent être déplacées facilement, procéder à la pose de revêtement d'asphalte, de béton ou autres pour les allées, et élever le niveau actuel du Fonds servant CSEM d'une hauteur maximale de cent millimètres (100 mm). Dans tous les cas, la Société sera responsable, à ses entiers frais, du coût pour la modification de l'entrée des puits d'accès, si requis. Elle devra, dans tous les cas, consulter la CSEM pour établir la procédure à suivre pour la réalisation des travaux.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties:

1. Que la Ville est et demeure propriétaire des ouvrages ou constructions faits à l'intérieur des limites du Fonds servant CSEM.

2. Que la Ville pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu des présentes.

CONDITIONS

Cette servitude est accordée par la Société sous réserve des conditions suivantes que la Ville s'engage à respecter :

1. permettre aux employés, visiteurs et mandataires de la Société d’accéder au Fonds servant CSEM, sauf si la Ville effectue des travaux à ses Installations, et, dans ce cas, elle devra les réaliser en faisant tous les efforts raisonnables, afin de ne pas nuire aux activités de la Société;

2. se tenir responsable de tous dommage découlant de la servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant CSEM, soit à la propriété de la Société, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du Code civil du Québec, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Société ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l’un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de l’existence à cet endroit desdites Installations;

3. rétablir clôtures, barrières, haies décoratives et revêtement d'allée dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux respectifs de construction ou d'entretien des Installations. Aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches, buissons et racines situés sur le Fonds servant CSEM ou à proximité, nuisant à l’exercice de la servitude.

SERVITUDE RÉELLE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés par la Société comme servitude réelle et perpétuelle sur le Fonds servant CSEM en faveur du Fonds dominant ci-après décrit.

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT CSEM

L'immeuble décrit comme « Fonds servant CSEM » et appartenant à la Société est désigné comme suit :

1) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (6 023 893 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière, indiquée par les lettres LMGHJKL dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée vers l'est (ligne MG), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 3 ci-après; vers le sud-est (ligne GH), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5 ci-après; vers le sud (ligne HJ), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5 ci-après; vers le nord-ouest (ligne JK), par la partie du lot 6 023 893; vers l'ouest (ligne KL), par la partie restante du lot 6 023 893 et vers le nord (ligne LM), par une partie du lot 6 023 893, étant une servitude existante enregistrée sous le numéro 4 749 596.

Mesurant, partant du point M, qui est situé à une distance de deux mètres (2,00 m) du point A, mesuré en direction nord le long de la limite Est du lot 6 023 893, suivant un gisement de 189°42'19'', sur une distance de douze mètres et quatre-vingt-huit centièmes (12,88 m), jusqu'au point G. Du point G, suivant un gisement de 224°23'23'', sur une distance de quarante-cinq mètres et deux centièmes (45,02 m), jusqu'au point H. Du point H, suivant un gisement de 268°24'18'', sur une distance de un

mètre et soixante-sept centièmes (1,67 m), jusqu'au point J. Du point J, suivant un gisement de 44°19'44'', sur une distance de quarante-sept mètres et vingt-neuf centièmes (47,29 m), jusqu'au point K. Du point K, suivant un gisement de 9°49'51'', sur une distance de onze mètres et trente et un centièmes (11,31 m), jusqu'au point L. Du point L, suivant un gisement de 99°27'52'', sur une distance de trente-six centièmes de mètre (0,36 m), jusqu'au point M.

Contenant en superficie cinquante-neuf mètres carrés et deux dixièmes (59,2 m^2).

2) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (6 023 895 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie du boulevard Laurentien, de figure irrégulière, indiquée par les lettres K'TL'H'K' dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée vers le nord-est (ligne K'T), par une partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5 ci-après, une partie du lot 6 040 573 et une partie du lot 6 040 572 faisant partie de la rue Bocage, vers le sud-ouest (lignes TL' et L'H') par le lot 6 023 894, faisant partie du boulevard Laurentien, vers le nord-ouest (ligne H'K'), par la partie restante du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien.

Mesurant, partant du point K', représentant l'intersection de la limite sud du lot 6 023 893 et la limite nord-est du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien, suivant un gisement de 138º43'19'', sur une distance de vingt-cinq mètres et huit centièmes (25,08 m), jusqu'au

point T. Du point T, suivant un gisement de 312º49’05’’, sur une distance de dix-neuf mètres et cinquante-sept centièmes (19,57 m), jusqu’au point L’. Du point L’, suivant un arc de cercle de cinq mètres et quarante-cinq centièmes (5,45 m) dont le rayon est de cent cinquante-cinq mètres (155,00 m), jusqu’au point H’. Du point H’, suivant un gisement de 44º19’44’’, sur une distance de deux mètres et soixante-huit centièmes (2,68 m), jusqu’au point K’.

Contenant en superficie trente-deux mètres carrés et cinq dixièmes (32,5 m²).

3) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie de la rue Bocage, de figure irrégulière, indiquée par les lettres ABCDEFA dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée vers le nord (ligne AB), par le lot 1 435 524, faisant partie de la rue de Lachapelle, vers l’est (ligne BC), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, vers le sud (ligne CD), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers l'est (ligne DE), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, vers le sud-est (ligne EF), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, vers l’ouest (ligne FA), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l’article 5 ci-après et par deux parties du lot 6 023 893 étant respectivement la servitude existante publiée sous le numéro 4 749 796 et la partie décrite à l'article 1 ci-avant.

Mesurant, partant du point A, représentant le coin nord-ouest du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 99º28’13’’, sur une distance de deux mètres et dix-neuf centièmes (2,19 m), jusqu’au point B. Du point B, suivant un gisement de 189º28’13’’, sur une distance d'un mètre et vingt centièmes (1,20 m), jusqu’au point C. Du point C, suivant un gisement de 280º29’25’’, sur une distance d'un mètre et douze centièmes (1,12 m), jusqu’au point D. Du point D, suivant un gisement de 189º37’03’’, sur une distance de quatorze mètres et trente centièmes (14,30 m), jusqu’au point E. Du point E, suivant un gisement de 221º33’03’, sur une distance de deux mètres et huit centièmes (2,08 m), jusqu’au point F. Du point F, suivant un gisement de 9º42’19’, sur une distance de dix-sept mètres et vingt-trois centièmes (17,23 m), jusqu’au point A.

Contenant en superficie dix-neuf mètres carrés et un dixième (19,1 m²).

4) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie de la rue Bocage, de figure irrégulière, indiquée par les lettres ZG'M'RN'P'Q'YZ dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée, vers le nord-est (ligne ZG'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, vers le nord-ouest (ligne G'M'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le nord-est (ligne M'R) par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, vers le sud-est (ligne RN') par le lot 6 023 896, vers le sud-ouest (ligne N'P') par une autre partie du lot 6 040 572,

faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le nord-ouest (ligne P'Q'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le sud-ouest (ligne Q'Y), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le nord-ouest (ligne YZ), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 5 ci-après.

Mesurant, partant du point C', étant l'intersection des limites est et sud-est du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 222°49'06'' sur une distance de quatre mètres et vingt-quatre centièmes (4,24 m) jusqu'au point Z, étant le point de départ de l'article 4. Du point Z, suivant un gisement de 134°28'59'', sur une distance de sept mètres et vingt-sept centièmes (7,27 m), jusqu'au point G'. Du point G', suivant un gisement de 44°28'59'', sur une distance d'un mètre et vingt-deux centièmes (1,22 m), jusqu'au point M'. Du point M', suivant un gisement de 133°56'27'', sur une distance de deux mètres et cinquante-sept centièmes (2,57 m), jusqu'au point R. Du point R, suivant un gisement de 224°23'21'', sur une distance de trois mètres et cinquante centièmes (3,50 m), jusqu'au point N'. Du point N', suivant un gisement de 314°29'09'', sur une distance de deux mètres et cinquante-huit centièmes (2,58 m), jusqu'au point P'. Du point P', suivant un gisement de 44°29'09'', sur une distance de soixante-quinze centièmes de mètre (0,75 m), jusqu'au point Q'. Du point Q', suivant un gisement de 314°29'09'', sur une distance de sept mètres et vingt-deux centièmes (7,22 m), jusqu'au point Y. Du point Y, suivant un gisement de 42°49'06'', sur une distance d'un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), jusqu'au point Z.

Contenant en superficie dix-neuf mètres carrés et huit dixièmes

(19,8 m²).

5) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE (6 040 573 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie de la rue Bocage, de figure irrégulière, indiquée par les lettres GFJ'ZYH'QK'HG dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée vers l'est (ligne GF), par une partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 3 ci-dessus, vers le sud-est (ligne FJ'), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, vers le nord-est (ligne J'Z), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers sud-est (ligne ZY), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 4 ci-avant, vers le sud-ouest (YH'), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le sud-est (ligne H'Q), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le sud-ouest (ligne QK'), par la partie du lot 6 023 895 décrite à l'article 2 ci-dessus, vers le nord (ligne K'H), par la partie du lot 6 023 893 décrite à l'article 1 ci-dessus et la partie restante du lot 6 023 893, vers le nord-ouest (ligne HG), par la partie du lot 6 023 893 décrite à l'article 1 ci-avant.

Mesurant, partant du point G, représentant l'intersection des limites est et nord-ouest du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 189º42'19'', sur une distance de deux mètres et trente-quatre centièmes (2,34 m), jusqu'au point F. Du point F, suivant un gisement de 221º33'03'', sur une distance de dix-sept mètres et cinq centièmes (17,05 m), jusqu'au point J'. Du point J', suivant un gisement

de 134º28’59’’, sur une distance de huit mètres et neuf centièmes (8,09 m), jusqu’au point Z. Du point Z, suivant un gisement de 222º49’06’’, sur une distance d'un mètre et cinquante centièmes (1,50 m), jusqu'au point Y. Du point Y, suivant un gisement de 314°29'09" sur une distance de deux mètres et quatre-vingt-seize centièmes (2,96 m), jusqu’au point H’. Du point H’, suivant un gisement de 224º15’02’’, sur une distance de trente mètres et dix-huit centièmes (30,18 m), jusqu’au point Q. Du point Q, suivant un gisement de 318º43’19’’, sur une distance de douze mètres et trois centièmes (12,03 m), jusqu’au point K’. Du point K’, suivant un gisement de 88º24’18’’, sur une distance de six mètres et cinquante-sept centièmes (6,57 m), jusqu’au point H. Du point H, suivant un gisement de 224º23’23’’, sur une distance de quarante-cinq mètres et deux centièmes (45,02 m), jusqu’au point G.

Contenant en superficie deux cent soixante-dix-neuf mètres carrés et un dixième (279,1 m²).

Le tout conformément au Plan L-96 CARTIERVILLE (1/2) annexé à une description technique préparée par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, le vingt-quatre (24) mai deux mille dix-neuf (2019), sous le numéro 230 de ses minutes, dossier 22035-3, une copie de ce plan et de cette description technique demeurant annexée comme Annexe II à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ
DU FONDS SERVANT CSEM

Le Cédant déclare que le Fonds servant CSEM lui appartient pour l’avoir

acquis en vertu du présent acte et en vertu de l'acte vente reçu par Me Vital Guenette, notaire, le huit (8) mars mil neuf cent soixante-quatorze (1974), sous le numéro 2 513 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt et un (21) mars mil neuf cent soixante-quatorze (1974), sous le numéro 2 501 945.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT CSEM

En vertu de l'article 140 de l'annexe C de la Charte, cette servitude peut être constituée sans description du fonds dominant.

11.2 SERVITUDE D'UTILITÉS PUBLIQUES POUR UNE CONDUITE D'ÉGOUT

Les Parties, pour en venir à l'établissement d'une servitude d'utilités publiques pour une conduite d'égout sanitaire et d'égout pluvial faisant l'objet des présentes, conviennent de ce qui suit :

OBJET DU CONTRAT

La Société, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, accorde à la Ville, ici présente et acceptant et, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, des droits de servitudes consistant en :

1. Un droit pour la Ville de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur et en-dessous du Fonds servant égout ci-après décrit, des tuyaux ou des conduits souterrains et tout autre appareil et accessoire nécessaires ou

utiles au bon fonctionnement de ses réseaux d’égout sanitaire et d’égout pluvial.

2. Un droit de permettre à d'autres personnes, compagnies ou services publics de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter, sur et en-dessous dudit Fonds servant égout, aux fins susdites, des tuyaux ou des conduits souterrains et tout autre appareil et accessoire nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de leurs installations.

3. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur le Fonds servant égout, tout arbre, arbuste, branche ou racine et déplacer hors de l'emprise tout objet, construction ou structure qui pourrait nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien de son réseau d’égout.

4. Un droit de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds servant égout durant les heures normales d’opération du commerce exploité par la Société sur le Fonds servant égout ou à l’extérieur des heures d’affaires de la Société sur le Fonds servant égout, sur avis préalable de vingt-quatre (24) heures à la Société, pour exercer tout droit accordé par les présentes et, notamment, un droit d’accès pour communiquer du chemin public au Fonds servant égout. Il est toutefois convenu que la Ville pourra accéder au Fonds servant égout en tout temps en situation d’urgence.

5. Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure permanente sur, au-dessus ou en dessous du Fonds servant égout, de modifier l'élévation actuelle de ce

fonds servant, ou d'y empiler des matériaux sans le consentement de la Ville. Cette dernière pourra refuser tel consentement, si, à son avis, les travaux projetés peuvent nuire à l'exercice des droits conférés par la présente servitude. Toutefois, la Société pourra, sans ce consentement, ériger des clôtures de division, des barrières, des haies décoratives et des structures non permanentes qui peuvent être déplacées facilement, procéder à la pose de revêtement d'asphalte, de béton ou autres pour les allées, et élever le niveau actuel du Fonds servant égout d'une hauteur maximale de cent millimètres (100 mm).

6. Un droit, à la fin de la servitude, en cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages ou constructions souterrains s'y rapportant (ci-après les « Ouvrages souterrains égout »). La Ville devra néanmoins effectuer les travaux requis afin de désaffecter les Ouvrages souterrains égout, à ses frais, selon les normes applicables au moment desdites travaux et ce, avant la fin de la servitude ou avant l'abandon de ses droits dans la servitude. Il est entendu que, dans ce cas, la Ville demeurera responsable de tout dommage découlant des travaux de désaffectation ou de l'affaissement des Ouvrages souterrains égout.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties:

1. Que la Ville est et demeure propriétaire des ouvrages ou constructions faits à l'intérieur des limites du Fonds servant égout.

2. Que la Ville pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu des présentes.

CONDITIONS

Cette servitude est accordée par la Société sous réserve des conditions suivantes que la Ville s'engage à respecter :

1. permettre aux employés, visiteurs et mandataires de la Société d'accéder au Fonds servant égout, sauf si la Ville effectue des travaux à ses conduites d'égout, et, dans ce cas, elle devra les réaliser en faisant tous les efforts raisonnables, afin de ne pas nuire aux activités de la Société ;

2. se tenir responsable de tout dommage découlant de la servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant égout, soit à la propriété de la Société, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du Code civil du Québec, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Société ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de l'existence à cet endroit des conduites d'égout;

3. rétablir clôtures, barrières, haies décoratives et revêtement d'allée dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux respectifs de construction ou d'entretien des conduites d'égout.

Aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches, buissons et racines situés sur le Fonds servant égout ou à proximité, nuisant à l'exercice de la servitude.

SERVITUDE RÉELLE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés par la Société comme servitude réelle et perpétuelle sur le Fonds servant égout en faveur du Fonds dominant ci-après décrit.

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT ÉGOUT

1) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (6 023 895 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie du boulevard Laurentien, de figure irrégulière, indiquée par les lettres UTE'U dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée vers le nord-est (ligne UT), par une partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 2 ci-après, vers le sud-ouest (ligne TE'), par le lot 6 023 894, faisant partie du boulevard Laurentien, vers le nord-ouest (ligne E'U), par la partie restante du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien.

Mesurant, partant du point T, représentant l'intersection des limites nord-est et sud-ouest du lot 6 023 895, faisant partie du boulevard Laurentien,

suivant un gisement de 312º49’05’’, sur une distance de six mètres et vingt-trois centièmes (6,23 m), jusqu’au point E’. Du point E’, suivant un gisement de 42º14’17’’, sur une distance de soixante-quatre centièmes de mètre (0,64 m), jusqu’au point U. Du point U, suivant un gisement de 138º43’19’’, sur une distance de six mètres et vingt-sept centièmes (6,27 m), jusqu’au point T.

Contenant en superficie deux mètres carrés (2,0 m²).

2) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (6 040 572 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie de la rue Bocage, de figure irrégulière, indiquée par les lettres PR'F'STUVWB’C’D’NP dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée, vers le nord (ligne NP), par le lot 1 435 524, faisant partie de la rue de Lachapelle, vers l'est (ligne PR'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le sud-est (ligne R'F'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le sud-est (ligne F'S), par le lot 6 023 896, de nouveau vers le sud-est (ligne ST), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, vers le sud-ouest (ligne TU), par la partie du lot 6 023 895 décrite à l'article 1 ci-dessus, vers le nord-ouest (lignes UV, VW et WB'), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, de nouveau vers le nord-ouest (ligne B'C'), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 3 ci-après, de nouveau vers l'ouest (ligne C'D'), par la partie du lot 6 040 573 décrite à l'article 3 ci-après, de

nouveau vers l'ouest (ligne D’N), par une autre partie du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage.

Mesurant, partant du point A, représentant le coin nord-ouest du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 99°28'13", sur une distance de trois mètres et dix-neuf centièmes (3,19 m), jusqu'au point N, étant le point de départ de l'article 7. Du point N, suivant un gisement de 99º28’13’’, sur une distance de six mètres et cinq centièmes (6,05 m), jusqu’au point P. Du point P, suivant un gisement de 196º42’57’’, sur une distance de trente-neuf mètres et trente et un centièmes (39,31 m), jusqu’au point R'. Du point R', suivant un gisement de 204°28'50", sur une distance de huit mètres et huit centièmes (8,08 m), jusqu'au point F'. Du point F', suivant un gisement de 224º23’21’’, sur une distance de vingt-quatre mètres et trois centièmes (24,03 m), jusqu’au point S. Du point S, suivant un gisement de 217º35’25’’, sur une distance de deux mètres et soixante-seize centièmes (2,76 m), jusqu’au point T. Du point T, suivant un gisement de 318º43’19’’, sur une distance de six mètres et vingt-sept centièmes (6,27 m), jusqu’au point U. Du point U, suivant un gisement de 42º14’17’’, sur une distance de dix-sept mètres et trente-deux centièmes (17,32 m), jusqu’au point V. Du point V, suivant un gisement de 38º41’49’’, sur une distance de dix mètres et quatre-vingt-quatorze centièmes (10,94 m), jusqu’au point W. Du point W, suivant un gisement de 25º03’39’’, sur une distance de six mètres et quatre-vingts centièmes (6,80 m), jusqu’au point B'. Du point B’, suivant un gisement de 42º49’06’’, sur une distance d'un mètre et quatre-vingt-deux centièmes (1,82 m), jusqu’au point C’. Du point C’, suivant un gisement de 9º49’21’’, sur une distance de six mètres et soixante-cinq centièmes (6,65 m), jusqu’au point D’. Du point D’, suivant un gisement de 16º42’57’’, sur une distance de trente-quatre

mètres et cinquante-sept centièmes (34,57 m), jusqu'au point N.

Contenant en superficie quatre cent quarante-sept mètres carrés et un dixième (447,1 m²).

3) Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro **SIX MILLIONS QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE (6 040 573 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie de la rue Bocage, de figure irrégulière, indiquée par les lettres D'C'B'D' dans le plan L-96 CARTIERVILLE ci-après mentionné.

Bornée, vers le sud-est (ligne C'B'), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 2 ci-dessus, vers le nord-ouest (ligne B'D'), par une autre partie du lot 6 040 573, faisant partie de la rue Bocage, vers le nord-est (ligne D'C'), par la partie du lot 6 040 572 décrite à l'article 2 ci-dessus.

Mesurant, partant du point C', étant l'intersection des limites est et sud-est du lot 6 040 572, faisant partie de la rue Bocage, suivant un gisement de 222°49'06", sur une distance d'un mètre et quatre-vingt-deux centièmes (1,82 m), jusqu'au point B'. Du point B', suivant un gisement de 16°42'57", sur une distance de huit mètres et vingt-quatre centièmes (8,24 m), jusqu'au point D'. Du point D', suivant un gisement de 189°49'21", sur une distance de six mètres et soixante-cinq centièmes (6,65 m), jusqu'au point C'.

Contenant en superficie trois carrés et trois dixièmes (3,3 m²).

Le tout conformément au plan L-96 CARTIERVILLE (2/2) annexé à une

description technique préparée par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, le vingt-quatre (24) mai deux mille dix-neuf (2019), sous le numéro 230 de ses minutes, dossier 22035-3, une copie de ce plan et de cette description technique demeurant annexée comme Annexe II à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DU FONDS SERVANT ÉGOUT

Le Cédant déclare que le Fonds servant égout lui appartient pour l'avoir acquis en vertu du présent acte.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT ÉGOUT

L'immeuble décrit comme « Fonds dominant égout » est constitué du réseau de conduites d'égout combiné (sanitaire et pluvial) local (réseau de canalisation pour l'évacuation des eaux usées) de la Ville qui correspond à la totalité de l'immeuble qui a fait l'objet de l'établissement de la fiche immobilière numéro 65-B-107- 353 au registre des réseaux des services publics de la circonscription foncière de Montréal

NON-USAGE OU ABANDON DES SERVITUDES

Le non-usage ou l'abandon par la Ville des droits réels et perpétuels ci-haut mentionnés n'affectera en rien les droits réels et perpétuels existant

en faveur d'un tiers, le cas échéant, lesquels continueront de subsister intégralement sur le Fonds servant égout ci-dessus décrits.

12 CONSIDÉRATIONS

12.1. CONSIDÉRATION POUR LA VENTE DE L'IMMEUBLE 1 ET LA VENTE DE L'IMMEUBLE 2

12.1.1 La vente de l'Immeuble 1 est consentie par la Ville à la Société pour la somme de **DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE TROIS CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (285 351,00 $) ;**

12.1.2 La vente de l'immeuble 2 est consentie par la Société à la Ville pour la somme de **CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS (171 978,00 $).**

12.2 CONSIDÉRARATION POUR LES SERVITUDES

Les servitudes sont consenties par la Société à la Ville pour la somme de **TROIS MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE-SEPT CENTS (3 587,57 $).**

12.3 CONSIDÉRATION POUR LA PÉRIODE D'OCCUPATION TEMPORAIRE À DES FINS DE TRAVAUX

La Période d'occupation temporaire à des fins de travaux sur l'Immeuble 2 par la Ville a été consentie par la Société à la Ville pour la somme de **QUATORZE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS**

ET QUARANTE-TROIS CENTS (14 896,43$).

12. 4 SOULTE

Cet échange incluant les servitudes et la considération pour la Période d'occupation temporaire à des fins de travaux est ainsi consenti avec une soulte de **QUATRE-VINGT QUATORZE MILLLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-NEUF DOLLARS (94 889,00 $)** qui est dû par la Société à la Ville, dont :

- un montant de **DIX MILLE DOLLARS (10 000,00 $)** que la Ville reconnaît avoir reçu de la Société avant ce jour, DONT QUITTANCE POUR AUTANT;

- le solde, soit un montant de **QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-NEUF DOLLARS (84 889,00 $)**, que la Ville reconnaît avoir reçu de la Société à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

13 <u>DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)</u>

Le présent échange exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

13.1 Numéros d'inscription

Aux fins de l'application des lois fiscales mentionnées au présent titre :

13.1.1 La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

13.1.2 La Société déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

LES ENTREPRISES SYLUBEL INC :
T.P.S. : 103176384
T.V.Q. : 1001448397 TQ0001

GESTION VILUSA INC. :

TPS : 102074861 RT0001
TVQ : 1001809098 TQ0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

13.2 Acquisition par la Ville de l'Immeuble 2

Aux fins des lois fiscales mentionnées en titre, la Ville déclare :

13.2.1 que l'Immeuble 2 est un terrain vacant;

13.2.2 que, si la présente transaction est taxable, la Ville se chargera elle-même, à l'entière exonération de la Société, d'effectuer le paiement des taxes applicables à l'acquisition de l'Immeuble 2, et ce, auprès des autorités fiscales concernées.

13.3 Acquisition par la Société de l'Immeuble 1

Aux fins des lois fiscales mentionnées en titre, la Société déclare :

13.3.1 que l'Immeuble 1 est un terrain vacant;

13.3.2 que, si la présente transaction est taxable, la Société se chargera elle-même, à l'entière exonération de la Ville, d'effectuer le paiement des taxes applicables à l'acquisition de l'Immeuble 1, et ce, auprès des autorités fiscales concernées.

13.4 Acquisition par la Ville des servitudes

La considération ci-dessus mentionnée pour les servitudes exclut la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, si les présentes servitudes sont taxables la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Société.

14. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente.

15. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le

pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

16. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (la Loi)

16.1 Immeuble 1

La Société et la Ville déclarent ce qui suit, relativement à l'Immeuble 1 :

16.1.1 le nom du cédant, au sens de la Loi est : Ville de Montréal;

16.1.2 le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc.;

16.1.3 le siège du cédant est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

16.1.4 le siège du cessionnaire est situé au 1700, boulevard Chomedey, à Laval, province de Québec, H7T 2W3;

16.1.5 l'Immeuble 1 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

16.1.6 le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble 1 est de : DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE TROIS CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (285 351,00 $);

16.1.7 le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'Immeuble 1 est de, selon le cédant et le cessionnaire est de : ($);

16.1.8 le montant du droit de mutation est de : ($);

16.1.9 il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

16.2 L'Immeuble 2

La Société et la Ville déclarent ce qui suit, relativement à l'Immeuble 2 :

16.2.1 le nom du cédant, au sens de la Loi est : Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc.;

16.2.2 le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : Ville de Montréal;

16.2.3 le siège du cédant est situé au 1700, boulevard Chomedey, à Laval, province de Québec, H7T 2W3;

16.2.4 le siège du cessionnaire est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

16.2.5 l'Immeuble 2 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

16.2.6 le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble 2 est de : CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS (171 978,00 $);

16.2.7 le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'Immeuble 2 est de, selon le cédant et le cessionnaire est de : ($);

16.2.8 le montant du droit de mutation est de : ($);

16.2.9 le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la Loi précitée et y bénéficie en conséquence de l'exonération du droit de mutation, conformément à l'article 17a) de la Loi;

16.2.10 il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

DONT ACTE à

LE

SOUS le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte puis signent comme suit :

Le

LES ENTREPRISES SYLUBEL INC.

_____

Par :

Le

GESTION VILUSA INC.

_____

Par :

Le

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par :

_____

Daphney St-Louis, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1239220012

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. les lots 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571 du cadastre du Québec et acquiert les lots 2 375 669, 6 023 897, 6 023 892 et le lot 6 040 570 du cadastre de Québec, ainsi que des servitudes permanentes à des fins d'utilités publiques sur des parties des lots 6 023 893, 6 023 895, 6 040 572 et 6 040 573, le tout avec une soulte en faveur de la Ville au montant de 94 889 $. / Retirer du domaine public les lots cédés et verser les lots acquis dans le domaine public pour fins de rues. N/Réf : 31H12-005-1144-02 - Mandat 16-0494.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1239220012 - Vente 6 023 895, 6 040 572, 6 040 573 et 6 040 571.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914
Co-Auteure: Julie Mota
julie.mota@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-28

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1235840004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072, dont la rente annuelle sera de 71 361 $. Référence : 31H12-005-3174-02 / dossier 22-0156-T

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072, dont la rente annuelle sera de 71 361 $, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte;

2. d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de modification de l'emphytéose pourvu que cet acte de modification soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'acte joint au présent sommaire décisionnel;

3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-28 12:02

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1235840004**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072, dont la rente annuelle sera de 71 361 $. Référence : 31H12-005-3174-02 / dossier 22-0156-T

CONTENU

CONTEXTE

La corporation Lieu des petits (Emphytéote) est emphytéote d'un l'immeuble avec bâtiment dessus érigé portant le numéro 7665, Claire-Fauteux (Immeuble), dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve (Arrondissement).
L'emphytéose a été consentie par la Ville de Montréal en faveur de Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc. par un acte reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le 27 juillet 1990, sous le numéro 6965 de ses minutes, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 2 août 1990 sous le numéro 4 307 569. En 2021, le Centre de la Petite Enfance Les Bécasseaux inc. (anciennement Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc.) a cédé à l'Emphytéote tous les droits, titres et intérêts qu'il détenait en sa qualité d'emphytéote dans l'Immeuble**.** L'Immeuble est actuellement occupé par le CPE les Bécasseaux.

Le ministère de la Famille a approuvé la réalisation par l'Emphytéote d'un projet de nouvelle installation, et ce, pour 83 places supplémentaires, dont 15 pour enfants de moins de 18 mois. L'Emphytéote a contacté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin d'obtenir une prolongation de l'emphytéose en vigueur pour lui permettre de construire la nouvelle installation sur le terrain de l'Immeuble en procédant à l'agrandissement du bâtiment existant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 27 0118 - 6 mai 2024 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant l'agrandissement du bâtiment situé au 7665, rue Claire-Fauteux, par le centre de la petite enfance « Les Bécasseaux », à des fins de garderie (RCA02-27014) (RCA02-27014-1).
CM21 0063 - 25 janvier 2021 - Approuver l'intervention de la Ville de Montréal, à titre de nu-propriétaire, à un projet d'acte de cession aux termes de laquelle la Ville accepte que le Centre de la Petite Enfance Les Bécasseaux inc. cède à l'organisme Lieu des petits, tous ses droits, titres et intérêts qu'il détient en sa qualité d'emphytéote dans l'immeuble constitué du

lot 1 324 034 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve.

CO90 02318 - 21 juin 1990 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville cède par emphytéose, à Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc., un emplacement situé à l'ouest de la rue Fonteneau et au sud-ouest de la rue Honoré-Beaugrand, formé d'une partie du lot 390 du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe, pour un terme de 52 ans commençant à la signature de l'acte d'emphytéose, et moyennant une rente annuelle de 1$.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072.
L'Immeuble a été cédé par emphytéose à Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc, en juillet 1990, avec l'obligation de construire un bâtiment de 2 étages accommodant 60 places.

Par la présente modification, l'Emphytéote s'engage à réaliser des travaux d'agrandissement et des travaux de rénovations et de mise aux normes seront effectués au bâtiment existant. Les travaux d'agrandissement devront représenter un coût de réalisation estimé à 3 300 000 $ et les travaux de mise aux normes devront représenter un coût de réalisation estimé à 600 000 $. L'Emphytéote devra compléter le projet d'agrandissement et les travaux de mise aux normes du bâtiment existant dans les 48 mois suivants la date de signature de l'acte.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La modification de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de procéder à l'agrandissement du bâtiment et la rénovation du bâtiment existant;

- L'Agrandissement du bâtiment du CPE permettra l'ajout de 83 places;

- L'Arrondissement est favorable à la prolongation de l'emphytéose.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La rente annuelle jusqu'au 26 juillet 2042 demeure à 1 $ comme stipulé dans l'emphytéose actuelle.
La rente annuelle du 27 juillet 2042 au 26 juillet 2072 est établie à 71 361 $ suivant une prolongation de l'emphytéose en place de 30 années supplémentaires et suivant la valeur marchande des droits du bailleur dans l'emphytéose estimée par la Division des analyses du SSI en date du 11 mai 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ni aux engagements en changements climatiques, car il est sans lien avec ceux-ci.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril le projet d'agrandissement de l'Emphytéote.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du projet d'acte

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-Paul SAVIGNAC, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Carlos ACOSTA, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Nicole RODIER, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Pierre-Paul SAVIGNAC, 17 octobre 2024
Nicole RODIER, 16 octobre 2024
Carlos ACOSTA, 16 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
cheffe de section par intérim

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Dany LAROCHE
chef de division transactions immobilieres

- Arrondissements et clients externes

Tél : 514 246-0725
Télécop. :

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directetrice de service - Strategie immobiliere
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-10-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1235840004*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : *Lieu des petits*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'agrandissement du bâtiment du CPE permettra l'ajout de 83 places en garderie.

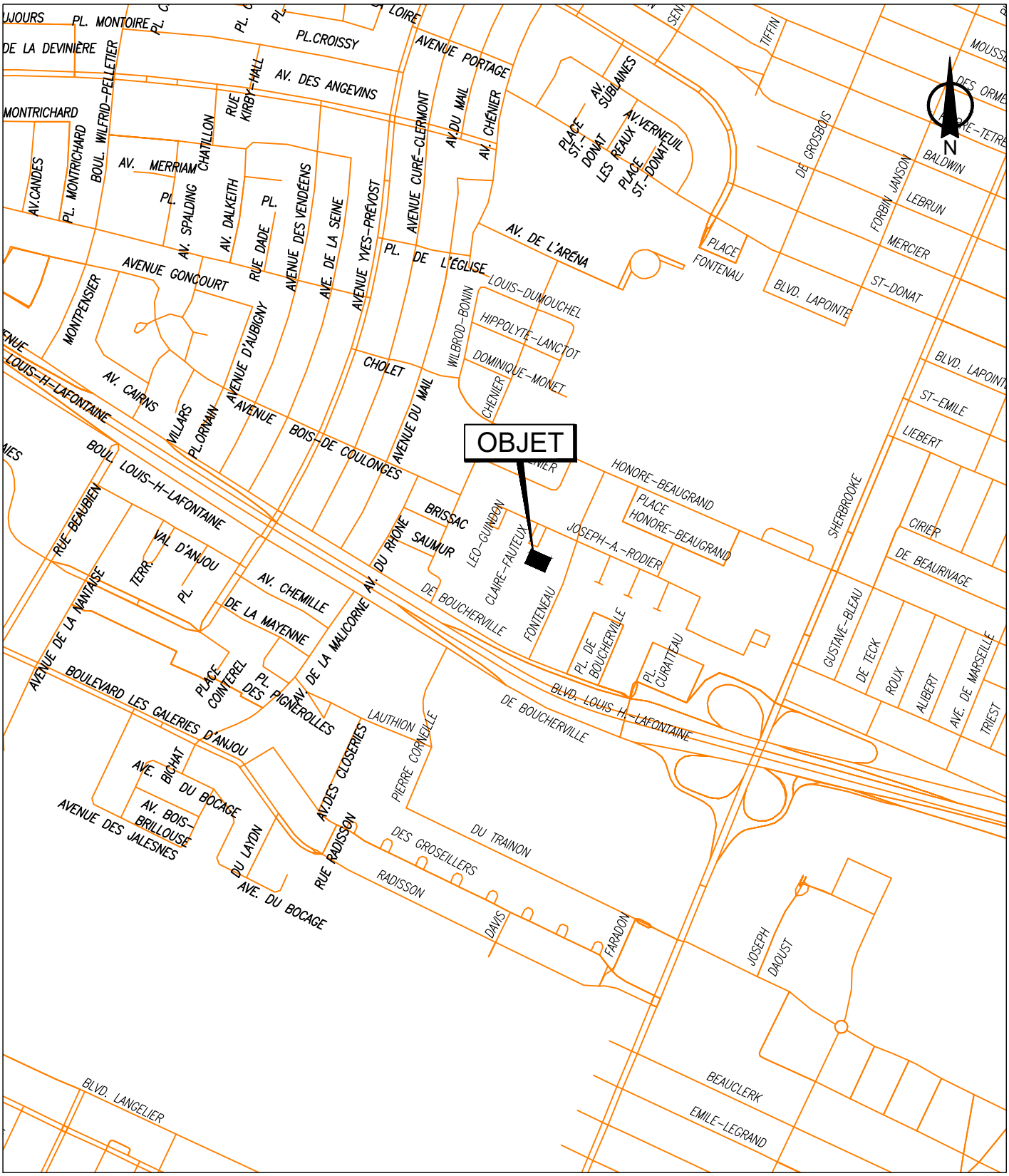
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Mercier -
Hochelaga-Maisonneuve

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-3174-02
Mandat: 22-0156-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 23-08-2023

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Mercier -
Hochelaga-Maisonneuve

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-3174-02
Mandat: 22-0156-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:450
Date: 23-08-2023

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Numéro inscription :	4 307 569	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	1990-08-02 09:14		

Registre des mentions

Code ND 0252

No 6965

Le 27 juillet 1990

EMPHYTEOSE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX, le vingt-septième jour du mois de juillet.

Devant Me YVON DELORME, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, corporation municipale dont l'adresse principale est au numéro 275, rue Notre-Dame est, à Montréal, agissant et représentée par monsieur LÉON LABERGE, le greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro C090 02318 adoptée par le Conseil municipal à sa séance du vingt et un juin mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), dont copie certifiée de demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour fins d'identification par le représentant avec et en présence du notaire,

ci-après nommée «la Ville»

E T :

GARDERIE ET POUPONNIÈRE LES BÉCASSEAUX INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à Boucherville, Chambly, au numéro 201, rue Octave Crémazie (code postal : J4B 2N4), agissant et représentée par dame CHRISTINE TRÉPANIER,

---

dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution adoptée par le conseil d'administration à son assemblée du dix-neuf avril mil neuf cent

PROVINCE de QUÉBEC 20.00 TIMBRE DE LOI 2 AOÛT 90

YD/rr 90.04.11

1011099369

Division d'Enregistrement - MONTRÉAL
Je certifie que ce document a été enregistré
Ce 1990-08-02 . 9 : 14
année mois jour heure minute
sous le numéro 4307569
Gilberte Mayrand
Registrateur-adj.

quatre-vingt-dix (1990), ----------

dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour fins d'identification par le représentant avec et en présence du notaire,

ci-après nommée «l'Emphytéote»

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que la Ville est propriétaire de l'emplacement décrit à l'article 14 des présentes.

ATTENDU que la Ville a décidé de céder cet emplacement par emphytéose.

ATTENDU que l'Emphytéote accepte ce contrat d'emphytéose.

C'EST POURQUOI LES PRÉSENTES FONT FOI :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

1.1 Les mots et expressions suivants, lorsque utilisés dans le présent acte d'emphytéose, ont le sens mis en regard de chacun, à moins que le contexte n'indique une intention contraire :

1.1.1 «bail emphytéotique», «bail», «cet acte», «ce contrat», «contrat d'emphytéose», «emphytéose», «présentes», «aux présentes» et quelques autres expressions similaires signifient la présente emphytéose;

1.1.2 «terrain», «partie de terrain», «cette partie de terrain», «immeuble» ou «cet

immeuble» signifient l'emplacement décrit à l'article 14 des présentes;

1.1.3 «améliorations» signifie le bâtiment à être construit ainsi que toutes les additions et autres améliorations et constructions qui pourront être érigées sur le terrain et toute restauration et reconstruction de celles-ci;

1.1.4 «bâtiment» signifie le bâtiment que l'Emphytéote s'engage, par les présentes, à construire sur le terrain;

1.1.5 «créancier hypothécaire» signifie :

1.1.5.1 tout créancier de tout prêt garanti par une hypothèque ou autre charge consentie par l'Emphytéote sur la totalité ou une partie du terrain ou des améliorations ou des deux;

ou

1.1.5.2 tout fiduciaire agissant pour les détenteurs de toute émission de valeurs garanties par hypothèque ou autre charge consentie par l'Emphytéote sur la totalité ou une partie du terrain ou des améliorations ou des deux, ainsi que leurs successeurs ou ayants droit et toute personne agissant aux nom et place du fiduciaire;

1.1.6 «Emphytéote» signifie «GARDERIE ET POUPONNIÈRE LES BÉCASSEAUX INC.», ses successeurs et ses ayants droit;

1.1.7 «l'ensemble immobilier» signifie le terrain et les améliorations;

1.1.8 «rente» signifie la rente emphytéotique prévue au présent contrat d'emphytéose;

1.1.9 «cas fortuit» comprend généralement toute chose, action ou événement hors du contrôle d'une partie au présent acte d'emphytéose, y compris les incendies, les explosions, les inondations, les arrêts ou ralentissements concertés de travail (incluant les grèves, légales ou non, et les lock-out), les troubles civils, les insurrections, les accidents inévitables, les interventions de l'État (à tous les niveaux de l'administration publique) et les faits ou omissions d'un tiers au présent contrat.

ARTICLE 2
EMPHYTÉOSE

2.1 La Ville cède avec garantie légale à l'Emphytéote, aux conditions contenues aux présentes, et suivant les prescriptions du Code civil du Bas-Canada (le «Code civil») régissant l'emphytéose, l'emplacement dont la description apparaît à l'article 14 des présentes, avec et sujet aux servitudes

actives et passives, apparentes ou occultes qui s'y rattachent.

2.2 La Ville déclare que cet emplacement est libre de tout privilège, hypothèque ou autre charge quelconque et qu'elle a un bon et valable titre sur cet emplacement.

2.3 La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres ou de certificats de recherche concernant l'emplacement cédé aux termes des présentes.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'EMPHYTÉOTE

3.1 L'Emphytéote s'engage à faire les améliorations requises pour satisfaire aux exigences ci-après énumérées, le tout en conformité avec la loi et les règlements municipaux et aux conditions contenues aux présentes :

3.1.1 **a)** sur l'immeuble cédé par la Ville en vertu de l'article 2, l'Emphytéote s'engage à y construire un bâtiment de deux (2) étages pour les fins d'une garderie de soixante (60) places, et dont le coût de construction est estimé à TROIS CENT NEUF MILLE DOLLARS (309 000 $);

b) les plans pour la construction de ce bâtiment devront au préalable être soumis au Service de l'habitation et du développement urbain de la Ville, pour approbation, et être conformes

aux règlements en vigueur lors de l'obtention des permis nécessaires;

c) le permis de construction pour le bâtiment devra être requis dans les deux (2) mois de la signature du présent acte d'emphytéose, la construction devra débuter dans les trois (3) mois suivant l'émission du permis et devra être complétée dans les douze (12) mois suivant telle émission;

d) tous les délais ci-devant sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence du contrat et sans laquelle la Ville n'aurait pas signé les présentes, sauf dans le cas d'empêchement par cas fortuit, auquel cas les délais sont étendus pour autant;

e) en cas de défaut de respecter ces délais et ce, nonobstant les dispositions de l'article 5, la Ville pourra, en conformité avec les articles 1040a et suivants du Code civil, sur avis de soixante (60) jours signifié à l'Emphytéote et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, mettre fin à la présente emphytéose à l'expiration de ce délai si le défaut n'est pas alors corrigé, auquel cas tous les droits de

l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés, et l'ensemble immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement à la fin de cette période de soixante (60) jours, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet de l'emphytéose. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent acte d'emphytéose que la Ville pourra raisonnablement exiger;

f) un défaut prévu à l'alinéa précédent sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville, et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés si, au cours de la période de soixante (60) jours prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote ou tout créancier hypothécaire commence à corriger ce défaut et y procède avec diligence raisonnable.

3.2 L'Emphytéote prendra à sa charge, à compter des présentes, toutes les taxes, redevances, impositions ou contributions de quelque nature que ce soit qui sont imposables au propriétaire sur l'ensemble immobilier ou résultant de son occupation ou de son exploitation.

3.3 L'Emphytéote s'engage à ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation municipale de l'emplacement présentement cédé du fait que la rente ait pu être établie d'après une valeur d'immeuble qui représente un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle d'évaluation de la C.U.M. de l'année courante.

3.4 L'Emphytéote devra faire, à ses propres frais, toutes les réparations de quelque nature que ce soit portant sur l'ensemble immobilier. Il conservera et gardera, pendant tout le terme du contrat d'emphytéose, en parfait état d'entretien et de réparation, sauf usure et dépréciation normale, les bâtiments visés par le sous-paragraphe 3.1.1.

3.5 L'Emphytéote prend cet immeuble dans l'état où il se trouve présentement, déclarant l'avoir personnellement examiné, particulièrement quant à l'état et à la qualité du sol, et s'en déclare satisfait.

3.6 La Ville se réserve le droit, durant la période de construction décrite au sous-paragraphe 3.1.1, d'installer sur l'emplacement un écriteau, bien en vue du public et à l'endroit qui sera déterminé par l'architecte désigné du projet, indiquant la nature de sa participation dans le projet.

ARTICLE 4
ASSURANCES

4.1 Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des améliorations et ----

d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire avant le début des travaux et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1 **a)** une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins UN MILLION DE DOLLARS --- (1 000 000 $) par événement et par année;

b) cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville, dont un exemplaire est annexé aux présentes comme **«Annexe A»** après avoir été reconnu véritable et signé pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes avec et en présence du notaire;

c) cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'ensemble immobilier pendant la période des travaux de construction, jusqu'à leur parachèvement;

C.T.

d) cette police devra protéger également tous les entrepreneurs ainsi que tous les sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à être exécutés;

4.1.2 a) une police d'assurance conforme au formulaire 4042 du Bureau d'assurance du Canada (BAC) intitulé «Assurance des chantiers, formule étendue», ou à tout autre formulaire qui pourrait, à l'avenir, remplacer ce formulaire et qui, de l'avis de la Ville, assurerait à cette dernière une protection au moins équivalente;

b) cette police portera sur les améliorations érigées et ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain;

c) dans le cas d'améliorations à une construction existante ou à un terrain comportant déjà une construction à la date des présentes, l'Emphytéote devra également souscrire et maintenir en vigueur une police qui portera sur l'ensemble des bâtiments et qui soit conforme au formulaire 4037 du Bureau

d'assurance du Canada (BAC), ou à tout autre formulaire qui pourrait, à l'avenir, remplacer ce formulaire et qui, de l'avis de la Ville, assurerait à cette dernière une protection au moins équivalente;

d) le montant d'assurance devra au moins correspondre à la valeur assurable, augmenter au même rythme que celle-ci, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation dont le montant ne devra pas excéder toutefois la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $);

e) cette police devra désigner comme assurés l'Emphytéote, la Ville et, s'il en est, tout créancier hypothécaire. Elle devra également comporter une disposition stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'assuré principal;

f) cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout

créancier hypothécaire, s'il y a lieu, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal, ou d'une caisse populaire, et que désignera l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote de la Ville et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte.

4.2 L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que la présente emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1 **a)** une police d'assurance de responsabilité accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins UN MILLION DE DOLLARS ------ (1 000 000 $) par événement et par année;

C.T.

b) toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants du 31 décembre 1990, selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande;

c) cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir l'avenant spécial de la Ville mentionné au sous-paragraphe 4.1.1; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer;

4.2.2 a) une police d'assurance conforme au formulaire 4037 du Bureau d'assurance du Canada (BAC) intitulé «Assurance des bâtiments et du matériel à usage professionnel et des marchandises, formule étendue», ou à tout autre formulaire qui pourrait, à l'avenir, remplacer ce formulaire et qui, de l'avis de la Ville, assurerait à cette dernière une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote

est propriétaire à titre de preneur en vertu du présent contrat d'emphytéose, et cela pour une somme correspondant à au moins quatre-vingt pour cent (80 %) de la valeur de remplacement de ces biens, et elle pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra pas excéder toutefois la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $);

b) cette police devra désigner comme assurés l'Emphytéote, la Ville et, s'il en est, tout créancier hypothécaire. Elle devra également comporter une disposition stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'assuré principal;

c) cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il y a lieu, et toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $) devra être payée selon les mêmes modalités

que celles exigées pour la police «tous risques» pendant la durée des travaux et servir aux mêmes fins;

d) au cas où, pour quelque cause que ce soit, les améliorations étaient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins de l'emphytéose, et si le créancier hypothécaire bénéficiaire de telle police décide de ne pas se servir de son produit pour reconstruire ou réparer les améliorations, l'indemnité d'assurance pourra être versée au créancier hypothécaire y ayant droit jusqu'à concurrence de la part de l'Emphytéote selon l'article 11.3.2, et l'Emphytéote devra fournir à la Ville toutes les garanties qu'elle jugera nécessaires à l'effet que d'autres disponibilités financières sont mises à la disposition de l'Emphytéote pour pourvoir à la réparation ou à la réfection des améliorations.

4.3 L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

i) des copies certifiées des polices d'assurance prévues aux sous-paragraphes 4.1.2 et 4.2.2, dès leur émission;

ii) les reçus constatant le paiement des primes des polices ci-devant prévues et les certificats attestant explicitement renouvellement intégral et sans modification de ces polices, au moins trente (30) jours avant leur échéance;

iii) l'avenant de la Ville prévu aux sous-paragraphes 4.1.1 et 4.2.1, dès son émission;

iv) une copie de tout autre avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les améliorations ainsi que toute construction existante et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1 et 4.2 des présentes pendant toute la durée de la présente emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4 L'Emphytéote devra faire en sorte que les indemnités provenant des polices d'assurance, y compris même les indemnités qui seraient payables en vertu d'une police ou d'un avenant non requis par la

Ville, soient payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il y a lieu, suivant leurs intérêts respectifs, de telle façon que :

4.4.1 a) toute somme excédant VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $), ci-après désignée «l'excédent», pouvant provenir de ces assurances, sera déposée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal, ou d'une caisse populaire, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant;

b) il est de plus convenu que l'excédent ne sera utilisé que pour la restauration des améliorations comme prévu ci-après au paragraphe 4.5, le tout sous réserve des stipulations des paragraphes 4.6 et 4.7 des présentes;

4.4.2 toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant.

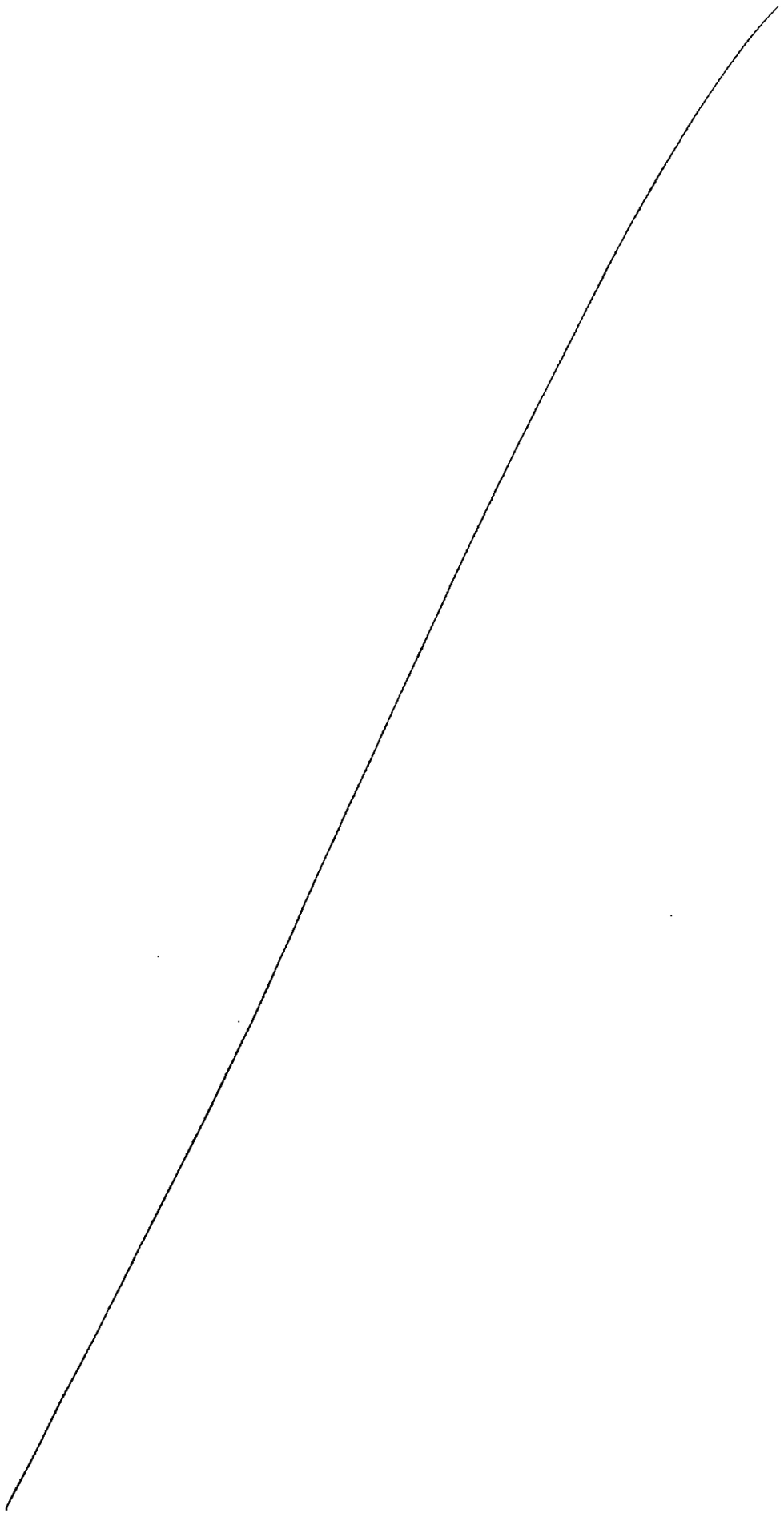
4.5 Au cas de destruction d'une partie des améliorations ou de dommages causés par un incendie ou autre cause prévue aux paragraphes 4.1 et 4.2 des

présentes, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la restauration de la partie détruite ou endommagée des améliorations pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, le cas échéant, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées aux comptes conjoints prévus aux sous-paragraphes 4.1.2 et 4.4.1 pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux. L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les améliorations durant la période de reconstruction et jusqu'à l'expiration du terme du présent contrat d'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue au présent contrat devra être fait sans changement ni interruption durant toute cette période.

4.6 Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux de restauration et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût de la restauration, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux de restauration, sous réserve du droit de tout créancier hypotyécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée pro tanto en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'ensemble immobilier.

4.7 Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les améliorations étaient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins de l'emphytéose, l'Emphytéote devra en aviser la Ville dans les trente (30) jours de la destruction ou du dommage.

4.7.1 Si la perte ou le dommage survient dans les premiers dix (10) ans ou dans les derniers vingt-cinq (25) ans de l'emphytéose, et si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou restauration des améliorations, il



pourra déguerpir après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage, avis à la Ville et à tout créancier hypothécaire s'il en est, de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque;

4.7.2 si la perte ou le dommage survient après les premiers dix (10) ans et avant le début des derniers vingt-cinq (25) ans de l'emphytéose, la Ville pourra, à sa discrétion, soit exiger de l'Emphytéote la reconstruction ou la restauration, soit mettre fin à l'emphytéose, en lui donnant avis dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage;

4.7.3 au cas de déguerpissement prévu au sous-paragraphe 4.7.1 ou lorsqu'il est mis fin à l'emphytéose en vertu du sous-paragraphe 4.7.2, l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou de ce dommage sera répartie entre l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, selon leurs intérêts respectifs, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes 4.2.2 et 4.4.1. Au cas d'impasse quant à la façon de faire cette répartition, elle se fera conformément aux dispositions de l'article 11.

4.8 L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cet emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Sous réserve du sous-paragraphe 3.1.1, au cas où l'Emphytéote serait en défaut de remplir les engagements ou d'observer l'une ou l'autre des dispositions de la présente emphytéose ou des obligations en découlant et si ce défaut se prolonge pendant plus de soixante (60) jours, la Ville pourra, sans préjudice de ses autres droits et recours, donner à l'Emphytéote un avis écrit de son intention de mettre fin à la présente emphytéose. Cet avis devra préciser la ou les sommes d'argent ou les termes, obligations ou conditions dont on allègue le non-paiement ou la violation.

5.2 Chaque fois que l'Emphytéote sera en défaut pour la période ci-devant mentionnée de soixante (60) jours et que la Ville décide de mettre fin à la présente emphytéose, elle devra immédiatement transmettre à tout créancier hypothécaire, s'il en est, un duplicata de l'avis prévu au paragraphe 5.1. Cet avis sera considéré suffisant s'il est donné à tel créancier hypothécaire par courrier recommandé ou certifié à l'adresse apparaissant à l'avis d'adresse enregistré par ce dernier au bureau d'enregistrement de Montréal ou à toute autre

adresse désignée par celui-ci de temps à autre par écrit, recommandé ou certifié.

5.3 Si, conformément aux paragraphes 5.1 et 5.2, la Ville donne un avis faisant état d'une violation ou d'un défaut en vertu des présentes et s'il n'est pas remédié à cette violation ou à ce défaut dans les cent vingt (120) jours suivant immédiatement la date de cet avis et si la ville n'est pas remboursée de toutes les dépenses raisonnablement encourues à la suite de cette violation ou de ce défaut, là et alors, sous réserve toutefois des dispositions du paragraphe 5.4 et de la formalité d'enregistrement prévue à l'article 1040a du Code civil du Bas-Canada, la présente emphytéose se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du cent vingtième (120^{e}) jour suivant la date de cet avis et tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'ensemble immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement et sans autre avis, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet de l'emphytéose. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison de la présente emphytéose que la Ville pourra raisonnablement exiger.

À défaut de l'Emphytéote de se conformer aux dispositions de la présente emphytéose et advenant que ce défaut ne puisse être convenablement corrigé par le paiement d'une somme d'argent à la

Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés si, au cours de la période prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote commence à corriger ce défaut dès la réception de cet avis de défaut et y procède avec diligence raisonnable.

5.4 Si, à quelque époque, l'Emphytéote est en défaut aux termes du paragraphe 5.1 et s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires et si l'Emphytéote néglige de corriger ce défaut conformément au paragraphe 5.3, la Ville, après avoir acquis le droit de prendre possession de l'ensemble immobilier conformément au paragraphe 5.3, devra donner un avis supplémentaire à tout créancier hypothécaire et/ou cessionnaire de droits et, si quelque créancier hypothécaire ou cessionnaire de droits corrige ce défaut dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la signification de cet avis, tel créancier hypothécaire aura le droit de prendre possession de l'ensemble immobilier, comme preneur emphytéotique avec effet rétroactif à la date du défaut de l'Emphytéote, le tout sans préjudice des droits prioritaires de tout autre créancier hypothécaire, s'il en est, tel créancier hypothécaire devant s'engager à les respecter. Le créancier hypothécaire devenu preneur emphytéotique prendra alors la place de l'Emphytéote pour la partie non expirée du terme de la présente emphytéose en assumant toutes les -----

obligations de l'Emphytéote et en jouissant de tous les droits accordés à ce dernier par la présente emphytéose. En cas de conflit entre créanciers hypothécaires à l'égard du droit de se substituer à l'Emphytéote en vertu du présent article, ces droits pourront d'abord être exercés par le créancier de rang antérieur.

Si un créancier hypothécaire prenait possession de l'immeuble comme preneur emphytéotique dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, la Ville s'engage à passer, à la demande de tel créancier hypothécaire mais sans frais pour la Ville, tout acte que pourra raisonnablement exiger ce créancier hypothécaire pour prouver et pouvoir enregistrer la substitution de ce créancier hypothécaire à l'Emphytéote par suite du défaut de ce dernier.

Cependant, si les créanciers hypothécaires négligent de remédier au défaut de l'Emphytéote dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours, la présente emphytéose se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du quatre-vingt-onzième (91e) jour suivant la date de l'avis, et les créanciers hypothécaires deviendront déchus de tous leurs droits qui deviendront alors forfaits, et la Ville aura le droit de s'adresser aux tribunaux pour demander la radiation des hypothèques existant alors si les créanciers hypothécaires refusent d'accorder mainlevée.

5.5 Nonobstant les termes du paragraphe 5.4, si le défaut de l'Emphytéote entraînant la terminaison de la présente emphytéose conformément au présent article 5 découle de la négligence de l'Emphytéote d'entreprendre la restauration des améliorations aussi rapidement que possible tel que prévu aux présentes, le délai accordé à tout créancier hypothécaire en vertu du paragraphe 5.4 sera alors de cent vingt (120) jours.

5.6 Nonobstant toute clause de la présente emphytéose incompatible avec la présente disposition, lorsqu'il ne peut être convenablement remédié à un défaut de l'Emphytéote par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville, et les droits de tout créancier hypothécaire ne seront pas alors forfaits ni périmés si, dans le délai accordé ci-devant à l'Emphytéote et à tel créancier hypothécaire, l'un ou l'autre commence à corriger le défaut et y procède avec diligence raisonnable.

ARTICLE 6
POURSUITE

6.1 Pendant toute la durée de la présente emphytéose, l'Emphytéote devra tenir la Ville indemne de toute réclamation par des tiers, de quelque nature que ce soit, et devra prendre le fait et cause de la Ville dans toute poursuite dirigée par des tiers contre la Ville découlant de l'existence de la présente emphytéose ou de l'exercice des

droits en découlant, de l'occupation ou de l'exploitation de l'ensemble immobilier ou des constructions, réparations, modifications ou démolition des améliorations par l'Emphytéote.

ARTICLE 7
RENONCIATION

7.1 Toute renonciation faite par la Ville devra se faire par résolution de son Conseil municipal ou de son Comité exécutif, selon le cas, et aucune renonciation par la Ville à invoquer le défaut de l'Emphytéote en vertu des termes de la présente emphytéose ne devra s'interpréter comme une renonciation à invoquer tout autre défaut ayant été commis ou pouvant être commis par la suite par l'Emphytéote, à moins que la résolution du Conseil municipal ou du Comité exécutif de la Ville n'ait cet effet.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville pourra mettre fin à cette emphytéose pour toutes ou chacune des causes prévues aux présentes en plus de toutes les autres causes prévues par la loi.

Sauf pour les circonstances prévues au paragraphe 4.7 et au cas d'expropriation prévu au paragraphe 10.1 des présentes, l'Emphytéote n'aura pas le droit de mettre fin à cette emphytéose avant son expiration, à moins que la Ville soit en défaut de remplir l'une ou l'autre de ses obligations en vertu de la présente emphytéose, pourvu que ce ----

défaut soit dénoncé à la Ville par un avis écrit expédié par poste recommandée et que ce défaut ne soit pas corrigé dans les cent quatre-vingts (180) jours de la réception de cet avis, lequel devra mentionner la volonté de l'Emphytéote de mettre fin à l'Emphytéose à l'expiration de ce délai. Nonobstant les dispositions du Code civil, l'Emphytéote n'a pas le droit de déguerpir, à l'exception des cas prévus aux paragraphes 4.7 et 10.1 des présentes.

ARTICLE 9
FIN DE L'EMPHYTÉOSE

9.1 Sujet aux stipulations de l'article 5 de cette emphytéose, à l'expiration de cette emphytéose ou au moment de toute terminaison antérieure, la Ville deviendra propriétaire des améliorations (autres que celles faites par des locataires) aux lieux cédés, ainsi que celles faites volontairement par l'Emphytéote, libres de toutes charges, hypothèques et privilèges. Toutefois, les obligations résultant de baux consentis par l'Emphytéote, au loyer normal du marché à l'époque, seront respectées par la Ville, sauf dans les cas où le terme restant à courir excède de plus de cinq (5) ans la présente emphytéose, auquel cas la Ville pourra les considérer comme nuls et sans effet à l'expiration des cinq (5) ans suivant la fin de la présente emphytéose, quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10
EXPROPRIATION

10.1 Si, pendant la durée de cette emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié dans son entier ou s'il n'est exproprié qu'en partie et que cette expropriation partielle rende le résidu inutilisable pour les fins prévues dans cette emphytéose, le terme de cette emphytéose sera automatiquement échu et la présente emphytéose prendra fin à la date de perte de possession de la partie expropriée.

Dans ce cas, la partie de l'indemnité provenant de l'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain expropriée ou les dommages causés au résidu de la partie de terrain sera payable à la Ville. La partie de ces indemnités représentant la compensation pour les dommages aux bâtiments sera déposée dans une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal, ou une caisse populaire, de la façon prévue au sous-paragraphe 4.4.1 de cette emphytéose traitant des indemnités payables par les compagnies d'assurance et sera par la suite répartie et payée comme convenu entre la Ville et l'Emphytéote et le créancier hypothécaire de l'Emphytéote, le cas échéant. À défaut d'en venir à une telle entente, les indemnités de compensation seront réparties et payées conformément aux dispositions de l'article 11 des présentes.

10.2 Si, pendant la durée de cette emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié de façon à ne

pas rendre le résidu inutilisable pour les fins prévues dans cette emphytéose, la présente emphytéose prendra fin, en ce qui concerne la partie expropriée du terrain, dès la date de la perte de possession de cette partie, et la rente annuelle stipulée aux présentes sera remplacée par une nouvelle rente annuelle calculée selon la formule suivante :

$$Nra = Ra - (Ra \times \frac{Pe}{St})$$

dans laquelle :

Nra = la nouvelle rente annuelle;

Ra = la rente annuelle stipulée aux présentes;

Pe = la superficie de la partie expropriée du terrain (exprimée en mètres carrés);

St = la superficie totale du terrain avant l'expropriation (exprimée en mètres carrés).

10.3 L'Emphytéote n'aura aucun droit à la partie des indemnités d'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain expropriée et les dommages causés au résidu non exproprié du terrain, laquelle est payable à la Ville. La partie de ces indemnités représentant une compensation pour les dommages aux bâtiments devra être utilisée de la façon prévue au paragraphe 4.4 de ce contrat d'emphytéose traitant des indemnités provenant des compagnies d'assurance, sous réserve du sous-paragraphe 4.2.2 référant, entre autres, à l'article 11.3.2, et sera appliquée de la même façon jusqu'à

concurrence de ce qui est nécessaire pour la restauration des bâtiments dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Toute autre partie des indemnités d'expropriation, s'il en est, sera payable à l'Emphytéote.

ARTICLE 11
PARTAGE DES INDEMNITÉS

11.1 Pour les fins d'interprétation du présent article 11, il est convenu que les mots ou expressions ci-dessous, lorsqu'ils sont employés dans le présent article 11, ont le sens suivant, à moins que le contexte n'indique une intention contraire :

11.1.1 «expropriation» signifie toute expropriation affectant la totalité de l'ensemble immobilier ou toute partie rendant le résidu inutilisable pour les fins prévues dans le présent contrat d'emphytéose;

11.1.2 «indemnité d'assurance» signifie les sommes d'argent provenant des compagnies d'assurance et qui seront déposées dans unebanque à charte pour être utilisées dans les circonstances prévues au paragraphe 4.4;

11.1.3 «indemnité d'expropriation» signifie les sommes d'argent provenant de l'expropriation et représentant la valeur des améliorations telle que déterminée, soit de gré

à gré, soit par les tribunaux d'expropriation.

11.2 Si, dans les cas prévus au paragraphe 4.4 au sujet de la répartition finale des indemnités provenant des compagnies d'assurance et dans le cas prévu au paragraphe 10.1 au sujet de l'allocation de la partie de l'indemnité d'expropriation se rapportant aux améliorations, les parties ne peuvent en venir à une entente dans un délai de trente (30) jours à compter de la date du dépôt de telles indemnités dans une banque à charte ayant son siège social à Montréal, ou une caisse populaire, il est convenu que les sommes d'argent représentant telles indemnités seront divisées et allouées conformément aux dispositions du paragraphe 11.3 ci-dessous.

11.3 Lors d'une expropriation ou dans les circonstances prévues par le paragraphe 4.4, l'indemnité d'expropriation ou l'indemnité d'assurance, selon le cas, sera divisée de la façon et dans l'ordre suivants :

11.3.1 tout créancier hypothécaire recevra le montant qui lui est dû, lequel sera pris à même la part de l'Emphytéote, telle qu'établie ci-après, sans toutefois la dépasser;

11.3.2 la part revenant à l'Emphytéote sera calculée d'après le barème suivant :

1re année	100,0 %	2e année	100,0 %
3e "	98,3 %	4e "	98,2 %

5e	"	98,0 %	6e	"	97,9 %
7e	"	97,7 %	8e	"	97,5 %
9e	"	97,3 %	10e	"	97,1 %
11e	"	96,9 %	12e	"	96,7 %
13e	"	96,4 %	14e	"	96,1 %
15e	"	95,8 %	16e	"	95,5 %
17e	"	95,1 %	18e	"	94,7 %
19e	"	94,3 %	20e	"	93,8 %
21e	"	93,3 %	22e	"	92,8 %
23e	"	92,2 %	24e	"	91,6 %
25e	"	90,9 %	26e	"	90,1 %
27e	"	89,3 %	28e	"	88,4 %
29e	"	87,4 %	30e	"	86,4 %
31e	"	85,2 %	32e	"	83,9 %
33e	"	82,5 %	34e	"	81,0 %
35e	"	79,3 %	36e	"	77,5 %
37e	"	75,5 %	38e	"	73,3 %
39e	"	70,9 %	40e	"	68,2 %
41e	"	65,2 %	42e	"	62,0 %
43e	"	58,4 %	44e	"	54,4 %
45e	"	49,9 %	46e	"	45,0 %
47e	"	39,5 %	48e	"	33,3 %
49e	"	26,4 %	50e	"	18,6 %
51e	"	9,9 %	52e	"	0,0 %

11.3.3 Le solde appartiendra à la Ville comme étant sa part, mais ce solde ne devra pas être inférieur à ce qu'il aurait été si la police d'assurance n'avait pas contenu de clause de franchise.

ARTICLE 12
DURÉE

12.1 La présente emphytéose est ainsi consentie pour le terme de cinquante-deux (52) ans à compter de la date des présentes.

ARTICLE 13
RENTE

13.1 L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, au bureau du directeur du Service des finances, une rente annuelle de UN DOLLAR (1 $), dont le premier (1er) paiement est dû et exigible à la signature des présentes, et les autres à la date d'anniversaire des présentes.

ARTICLE 14
DESCRIPTION TECHNIQUE
DÉSIGNATION

14.1 Un emplacement (emplacement XIX 22-95-4 Dupéré) situé à l'ouest de la rue Fonteneau et au sud-ouest de la rue Honoré-Beaugrand, à Montréal, connu et désigné comme étant une PARTIE du lot originaire numéro TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX -------- (Ptie 390) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse de Longue-Pointe, division d'enregistrement de Montréal, de figure quadrilatère; bornée vers le nord-est, le sud-est et vers le nord-ouest par d'autres parties du lot 390 et vers le sud-ouest par le lot 390-693 et une partie du lot 390-656; mesurant quarante-deux mètres et soixante-quinze centièmes de mètre (42,75 m) au nord-est et au sud-ouest, trente mètres (30,00 m) au sud-est, trente mètres et cinq centièmes de mètre (30,05 m)

au nord-ouest et contenant en superficie mille deux cent quatre-vingt-trois mètres carrés et six dixièmes de mètre carré (1 283,6 m²).

Le coin sud de cette partie de lot est à une distance de trente et un mètres et soixante-quinze centièmes de mètre (31,75 m) mesurée dans une direction nord-ouest le long de la limite au nord-est du lot 390-693 à partir de l'intersection des lignes à l'ouest de la rue Fonteneau et au nord-est du lot 390-693.

Les unités utilisées sont celles du système international (SI).

L'emplacement ci-devant décrit est identifié par les lettres «RPNQR» sur le plan F-72 Longue-Pointe préparé le deux mai mil neuf cent quatre-vingt-neuf (1989) par Serge Laliberté, arpenteur-géomètre, dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour fins d'identification par les parties aux présentes avec et en présence du notaire.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Toute somme d'argent due par l'Emphytéote à la Ville, en vertu des présentes, est payable en deniers ayant cours légal au Canada et portera intérêt au taux fixé par le Conseil municipal de la Ville pour les sommes dues à la Ville, en vigueur à la date d'exigibilité du paiement, à compter du jour

où elle devient due jusqu'au jour où elle aura été payée.

15.2 Pour les fins des présentes, l'Emphytéote élit domicile à l'adresse indiquée au paragraphe suivant.

15.3 Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié par courrier certifié, recommandé, par poste prioritaire ou par tout autre moyen semblable à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous :

VILLE DE MONTRÉAL
A/s du greffier de la Ville
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame est
Montréal, Qc
H2Y 1C6

GARDERIE ET POUPONNIÈRE LES BÉCASSEAUX INC.
A/s du secrétaire
201, rue Octave Crémazie
Boucherville
Chambly, Qc
J4B 2N4

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, indiquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés.

Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse convenue, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal.

15.4 L'Emphytéote prendra à sa charge le coût des présentes, de l'enregistrement et des copies requises, dont une pour la Ville.

15.5 La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres ou de certificats de recherche concernant le terrain.

15.6 Cette emphytéose doit être interprétée et régie suivant les lois de la province de Québec. Si quelque disposition de cette emphytéose était déclarée illégale, invalide ou incompatible avec le caractère emphytéotique du contrat, par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, elle sera considérée séparée et retranchée de cette emphytéose, laquelle restera en vigueur comme si telle disposition n'eut jamais été incluse, sous réserve de reprendre force et effet si par la suite, elle venait à ne plus être illégale ou invalide.

Cependant, les parties conviennent de remplacer alors telle disposition par une disposition valide qui aura autant que possible la même incidence économique et juridique.

15.7 Tant que les présentes seront en vigueur, la Ville reconnaît que l'Emphytéote jouira de tous les droits, quant aux améliorations, que lui confèrent les articles 567 et suivants du Code civil du Bas-Canada, même si ce contrat était déclaré non emphytéotique.

15.8 Si ce contrat était déclaré ne pas être emphytéotique par un jugement final d'un tribunal

ayant juridiction, les parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire, afin de conférer à l'Emphytéote des droits qui équivalent à ceux que les parties ont voulu créer par les présentes, pour autant que les droits de la Ville ne soient pas diminués.

15.9 L'Emphytéote remettra à la Ville les plans des devis des améliorations et autres travaux exécutés sur les lieux cédés par emphytéose.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS À PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties aux présentes déclarent :

a) la Ville : que son nom est «VILLE DE MONTRÉAL»;

b) l'Emphytéote : que son nom est «GARDERIE ET POUPONNIÈRE LES BÉCASSEAUX INC.»;

c) la Ville : que son adresse principale est 275, rue Notre-Dame est, Montréal, Québec, H2Y 1C6;

d) l'Emphytéote : que son adresse principale est 201, rue Octave Crémazie, Boucherville, Chambly, Québec, ------ J4B 2N4;

e) la Ville et l'Emphytéote : que l'emplacement qui fait l'objet du présent acte est entièrement situé dans le territoire de la ville de Montréal;

f) la Ville et l'Emphytéote : que la contrepartie pour les fins de la loi est de DEUX CENT QUARANTE-HUIT MILLE SEPT CENTS DOLLARS (248 700 $), soit la valeur marchande de l'immeuble décrit dans le présent acte à l'article 14;

g) la Ville et l'Emphytéote : que le droit de mutation est de MILLE TROIS CENT QUARANTE-DEUX DOLLARS ET VINGT CENTS (1 342,20 $).

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro six mille neuf cent soixante-cinq (6965) du répertoire de Me YVON DELORME.

LECTURE FAITE, les parties déclarent avoir pris connaissance de ce présent acte d'emphytéose et avoir exempté le notaire d'en donner lecture, puis les parties signent avec et en présence du notaire.

GARDERIE ET POUPONNIÈRE LES BÉCASSEAUX INC.

(SIGNÉ) par : CHRISTINE TRÉPANIER

VILLE DE MONTRÉAL

(SIGNÉ) par : LÉON LABERGE

(SIGNÉ) YVON DELORME, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

Reproduction du nom du signataire du document numéro 4 307 569

Nom du signataire du document 4 307 569

Aucune signature

Numéro inscription :	26 180 148	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2021-04-01 09:00		

Registre des mentions

ACTE DE CESSION DES DROITS DE L'EMPHYTÉOTE

DEVANT Me Julie Larsonnier, notaire à Québec, province de Québec.

COMPARAISSENT :

CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES BÉCASSEAUX INC., personne morale dûment constituée et régie en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), immatriculée sous le numéro 1142395996, ayant son siège au 7665, rue Claire-Fauteux, Montréal (Québec) H1K 5B6, anciennement connue sous la dénomination sociale Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc., représentée par Mme Katerine Thériault et M. Mathieu St-Amant, dûment autorisés en vertu d'une résolution des administrateurs datée du 3 juin 2020, copie certifiée de cette résolution demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les représentants avec et en présence du notaire soussigné.

(Ci-après désignée le « **Cédant** »)

ET

LIEU DES PETITS, personne morale dûment constituée et régie en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), immatriculée sous le numéro 1143502541, ayant son siège au 9081, boulevard Saint-Michel, Montréal (Québec) H1Z 3G6, représentée par M. Robert Racine et M. Alexandre Coudé, dûment autorisés en vertu d'une résolution des administrateurs datée du 12 août 2020, copie certifiée de cette résolution demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les représentants avec et en présence du notaire soussigné.

(Ci-après désignée le « **Cessionnaire** »)

(le Cédant et le Cessionnaire sont ci-après appelés collectivement désignés les « **Parties** »)

LES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA PRÉSENTE CESSION, FONT LES DÉCLARATIONS SUIVANTES :

Le Cédant, dans le cadre de sa liquidation volontaire, a attribué et cédé tous ses biens, meubles et immeubles, au Cessionnaire qui a, en contrepartie, accepté d'assumer la totalité des dettes et obligations du Cédant, conformément à une convention de répartition de biens et de règlement de dettes intervenue le 12 août 2020, avec prise d'effet en date du 31 mars 2021 à 23h59 (ci-après la « **Date effective** »).

Les droits réels immobiliers faisant l'objet des présentes et ci-après désignés se trouvent parmi les biens que le Cédant a attribué et cédé à la Date effective.

Afin de donner plein et entier effet à cette convention de répartition de biens et de règlement de dettes, les Parties ont convenu d'exécuter la présente convention de cession des droits de l'emphytéote (ci-après la « **Cession** ») pour les fins de publication au registre foncier de la circonscription foncière de Montréal la Cession.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 Le Cédant cède au Cessionnaire qui l'accepte, tous ses droits, titres et intérêts qu'il détient en sa qualité d'emphytéote dans l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TRENTE-QUATRE (1 324 034)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisse dessus construite ayant comme adresse le 7665, Claire-Fauteux, Montréal (Québec) H1K 5B6, avec circonstances et dépendances.

Sujet au contrat de cession en emphytéose consenti par la Ville de Montréal en faveur de Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc., reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le 27 juillet 1990, sous le numéro 6965 de ses minutes, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 2 août 1990 sous le numéro 4 307 569.

(Ci-après appelé l'**« Immeuble »**)

2. SERVITUDES

2.1 Sujet ledit Immeuble à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, pouvant l'affecter, dont notamment une servitude d'utilité publique en faveur d'Hydro-Québec et de Bell Canada, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 12 octobre 1990 sous le numéro 4 325 768.

Sous réserve également des droits pouvant exister en faveur d'Hydro-Québec aux termes de ses Conditions de service d'électricité (décision de la Régie de l'Énergie D-2008-028, R 3535-2004, 6 mars 2008 et les modifications ultérieures), pour ce qui concerne le passage et l'installation des lignes de distribution d'électricité sur les propriétés privées et les marges de dégagement à respecter par rapport à ces lignes.

3. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Cédant est devenu emphytéote de l'Immeuble aux termes d'un contrat de cession en emphytéose consenti par la Ville de Montréal en faveur de Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc., reçu devant Me Yvon Delorme, notaire, le 27 juillet 1990, sous le numéro 6965 de ses minutes, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 2 août 1990 sous le numéro 4 307 569.

4. GARANTIE

4.1 Cette cession est faite avec garantie légale.

5. DOSSIER DE TITRES

5.1 Le Cédant ne s'engage à remettre au Cessionnaire que les titres en sa possession et ne remettra aucun certificat de localisation.

6. POSSESSION ET DATE DE PRISE D'EFFET

6.1 Le Cessionnaire est devenu propriétaire de l'Immeuble, avec possession et occupation, à compter du **31 mars 2021 à 23h59**.

7. TRANSFERT DES RISQUES

Nonobstant l'alinéa 2 de l'article 1456 du *Code civil du Québec*, l'acheteur assumera les risques afférents à l'Immeuble conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec* à compter de la date des présentes.

8. DÉCLARATIONS DU CÉDANT

Le Cédant fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

8.1 L'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, compte tenu du fait qu'à même le prix de vente sont acquittées aux frais du vendeur les seules dettes hypothécaires grevant l'Immeuble, savoir :

- Hypothèque en faveur de la CAISSE POPULAIRE SAINTE-CLAIRE DE MONTRÉAL, reçue devant Me Bertrand Salvas, notaire, le 10 octobre 1990 sous le numéro 834 de ses minutes, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 10 octobre 1990 sous le numéro 4 325 022, laquelle est remboursée et en attente de publication.

8.2 Il n'y a aucune autre servitude que celles déjà mentionnées.

8.3 Tous les impôts fonciers échus ont été payés sans subrogation.

8.4 Tous les droits de mutation ont été acquittés.

8.5 L'Immeuble n'est pas assujetti à une clause d'option ou de préférence d'achat dans tout bail ou autre document et à laquelle le Cessionnaire pourrait être personnellement tenu.

8.6 L'Immeuble présentement transféré n'est pas assujetti à la *Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles* (RLRQ, c. M. 37).

8.7 Les appareils de chauffage se trouvant dans l'Immeuble lui appartiennent et sont libres de tout droit.

8.8 Il n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'Immeuble n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur.

8.9 L'Immeuble n'est pas situé dans une zone agricole.

8.10 L'Immeuble ne fait pas partie d'un ensemble immobilier.

8.11 L'Immeuble n'a pas fait partie d'un ensemble immobilier dont il se trouverait détaché par suite d'une aliénation depuis la mise en vigueur des dispositions de la loi prohibant telle aliénation.

8.12 L'Immeuble n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur le Patrimoine culturel* (RLRQ, P-9.002).

8.13 L'Immeuble ne déroge pas aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement.

8.14 L'Immeuble ne sert pas, en tout ou en partie, de résidence familiale.

8.15 Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LRC 1985, c. 1 (5^{e} suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence. Il est en mesure de fournir un certificat de régularité de l'autorité qui le gouverne et il a validement acquis et a le pouvoir de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées.

9. <u>OBLIGATIONS</u>

D'autre part, le Cessionnaire s'oblige à ce qui suit :

9.1 Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction et avoir vérifié lui-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'il entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur;

9.2 Payer tous les impôts fonciers échus et à échoir, y compris la proportion de ceux-ci pour l'année courante à compter de la date du déboursement du prix de vente et aussi payer, le cas échéant, à compter de cette même date, tous les versements en capital et intérêts à échoir sur toutes les taxes spéciales imposées avant ce jour dont le paiement est réparti sur plusieurs années;

9.3 Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité et des copies pour toutes les Parties;

9.4 Aucun certificat de localisation ne sera fourni par le Cédant et le Cessionnaire s'en déclare satisfait, et ce, à l'entière exonération du Cédant.

9.5 Respecter toutes les obligations qui lui incombent aux termes du contrat de cession en emphytéose énoncé ci-dessus.

10. RÉPARTITIONS

10.1 Les Parties renoncent aux répartitions d'usage et s'en donnent réciproquement quittance générale et finale.

11. CONSIDÉRATION

11.1 La présente cession de l'Immeuble est faite à l'occasion de la cession de tous les biens meubles et immeubles du Cédant pour et en considération de l'assumation, par le Cessionnaire, de toutes les dettes et obligations du Cédant.

11.2 Conséquemment, pour les seules fins de la publication de la présente convention au registre foncier de la circonscription foncière de Montréal, et non pour fins fiscales, la considération convenue est d'un dollar (1,00$) et autres bonnes et valables considérations, dont quittance pour autant de la part du Cédant.

12. CONSENTEMENT DU NU-PROPRIÉTAIRE

12.1 Aux présentes intervient :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Emmanuel TANI-MOORE, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM21 0063, adoptée par le conseil municipal à

sa séance du 25 janvier 2021,

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

(ci-après la « **Ville** »)

LAQUELLE, en sa qualité de nu-propriétaire, suivant l'acte de cession en emphytéose énoncé ci-dessus publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 307 569, déclare avoir pris connaissance du présent acte et consent expressément à la cession.

12 RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

12.1 La Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Cédant et au Cessionnaire.

13. DÉCLARATIONS DU CÉDANT RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

13.1 Aucune taxe de vente (TPS et TVQ) n'est applicable à la présente cession considérant que le Cédant et le Cessionnaire se prévalent de l'article 25 de la partie VI de l'Annexe V de la *Loi sur la taxe d'accise* (T.P.S.) et de l'article 168 de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (T.V.Q.).

14. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES* (RLRQ, c. D-15.1)

14.1 Le Cédant et le Cessionnaire établissent les mentions suivantes et déclarent ce qui suit :

a. Le Cédant et le Cessionnaire sont identifiés ci-dessus comme étant respectivement le Cédant et le Cessionnaire.

b. Les nom et adresse de la résidence principale du Cédant sont ceux mentionnés aux comparutions des présentes;

c. Les nom et adresse de du Cessionnaire sont ceux mentionnés aux comparutions des présentes;

d. L'Immeuble est situé sur le territoire de la ville de Montréal (Arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve) et est désigné au paragraphe 1 des présentes.

e. Le Cédant et le Cessionnaire déclarent que le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble aux fins du présent article est d'un montant d'**un dollar (1,00$).**

f. Le Cédant et le Cessionnaire établissent que le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation est d'**un million cent quarante-six mille cinq cents dollars (1 146 500,00 $).**

g. Le montant du droit de mutation est de **dix-neuf mille deux cent quatorze dollars (19 214,00 $).**

h. Toutefois, le Cédant et le Cessionnaire déclarent qu'il y a exonération du paiement du droit de mutation en vertu de l'article 19 g) de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1) En effet, le transfert est fait par un cédant qui est une personne morale à but non lucratif à un cessionnaire qui est une personne morale à but non lucratif et 90% des membres de l'une de ces personnes morales sont, au moment du transfert, membres de l'autre.

i. L'Immeuble visé par le transfert est un immeuble corporel seulement et qu'il ne comprend pas de meubles visés à l'article 1.0.1 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1).

DONT ACTE à Québec, le trente et un mars deux mille vingt et un (2021-03-31)

SOUS le numéro mille six cent vingt et un (1621) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de Justice daté du 31 août 2020, reconnaissent et identifient les annexes, puis signent à distance en présence du notaire soussigné.

CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES BÉCASSEAUX INC.

_____

Par : Katerine Thériault

_____

Par : Mathieu St-Amant

LIEU DES PETITS

_____

Par : Robert Racine

_____

Par : Alexandre Coudé

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Emmanuel TANI-MOORE

_____

Me Julie LARSONNIER, notaire

Copie certifiée conforme de l'acte notarié technologique que j'ai reçu tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du 31 août 2020 et dont j'assure conservation.

Reproduction du nom du signataire du document numéro 26 180 148

Nom du signataire du document 26 180 148

Julie Larsonnier

Énergie et Ressources naturelles
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2021-04-01 à 09:00 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal

sous le numéro 26 180 148.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Acte
Forme :	Notariée en minute
Notaire instrumentant :	Me Julie LARSONNIER
Numéro de minute :	1621

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1235840004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072, dont la rente annuelle sera de 71 361 $. Référence : 31H12-005-3174-02 / dossier 22-0156-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant de la corporation Lieu des petits à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte.

Au moment de faire cette intervention, nous étions toujours en attente de certaines confirmations du ministère de la Famille. Ainsi, le fait d'autoriser la signature d'un projet d'acte substantiellement conforme au projet ci-joint nous permettra d'apporter des modifications mineures audit projet d'acte, si cela était requis.

22-002553

FICHIERS JOINTS

Intervention -Modification emphytéose .docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317
Division : Droit notarial

Devant **M^e^ Daphney St-Louis**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

LIEU DES PETITS, personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies, Partie 3* (RLRQ, C. C-38), le neuf (9) décembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1143502541, ayant son siège au 9081, boulevard Saint-Michel, à Montréal, province de Québec, H1Z 3G6, et un établissement au 7665, rue Claire-Fauteux, à Montréal, province de Québec, H1K 5B6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille vingt-quatre (2024) et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003), dont copie certifiée demeure annexée à la minute 2 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CM24 , adoptée par le conseil

municipal à sa séance du deux mille vingt-deux (2024), dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Avis d'adresse : **6 019 444**

Ci-après nommée la « **Ville** »

L'Emphytéote et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, préalablement à la modification d'emphytéose faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE, par un acte d'emphytéose (autrefois connue sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M^e^ Yvon Delorme, notaire, le vingt-sept (27) juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), sous le numéro 6965 de ses minutes, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le deux (2) août mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), sous le numéro 4 307 569, (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à la Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc. un emplacement alors connu et désigné comme étant composé d'une partie du lot originaire 390 du cadastre officiel de la Paroisse de Longue-Pointe, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE depuis, l'immeuble a fait l'objet de rénovations cadastrales et qu'il est maintenant connu comme étant le lot numéro UN MILLION TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TRENTE-QUATRE (1 324 034) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

ATTENDU QUE ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans, commençant le vingt-sept (27) juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et se terminant le vingt-six (26) juillet deux mille quarante-deux (2042);

ATTENDU QUE le CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES BÉCASSEAUX INC. (anciennement connu sous la dénomination sociale Garderie et Pouponnière Les Bécasseaux inc.) a cédé à l'Emphytéote tous ses droits, titres et intérêts qu'il détenait en sa qualité d'emphytéote dans ledit immeuble, aux termes d'un acte de cession reçue par Me Julie Larsonnier, notaire, le trente et un (31) mars deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 1621 de ses minutes et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le premier (1er) avril deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 26 180 148;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a informé la Ville qu'il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble afin, notamment de procéder à l'agrandissement du bâtiment existant (ci-après le « **Projet d'agrandissement** ») et de procéder à la mise aux normes du bâtiment existant;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il doit, pour réaliser le Projet d'agrandissement, obtenir un financement du ministère de la Famille et que ce dernier exige, à cet égard, qu'un acte de modification à l'Emphytéose soit signé entre les Parties, afin, notamment de prolonger de trente (30) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt-six (26) juillet deux mille soixante-douze (2072);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite du ministère de la Famille à l'effet que le financement sera accordé pour le Projet d'agrandissement dans la mesure où le terme de l'Emphytéose est prolongé de trente (30) ans.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail

emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant le lot numéro **UN MILLION TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TRENTE-QUATRE (1 324 034)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 7665, rue Claire-Fauteux, à Montréal (arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve), province de Québec, H1K 5B6.

Ci-après nommé l'« **immeuble** »

3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

3.1 La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose, afin de permettre à l'Emphytéote de réaliser le Projet d'agrandissement et de procéder aux travaux de mise aux normes du bâtiment existant.

3.2 Les Parties conviennent que l'Emphytéote devra compléter le Projet d'agrandissement et les travaux de mise aux normes du bâtiment existant dans les quarante-huit (48) mois suivants la date de signature des présentes. En cas de défaut de l'Emphytéote de respecter le délai précité, la Ville pourra exercer tous les recours appropriés conformément à l'article 5 de l'Emphytéose.

3.3 Comme mentionné au paragraphe 3.4 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose, incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

4. AMENDEMENTS À L'EMPHYTÉOSE

a) OBLIGATIONS DE L'EMPHYTÉOTE

Les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 3.1.1 de l'Emphytéose, le sous-paragraphe suivant :

3.1.2 a) En sus des améliorations ci-dessus relatées, l'Emphytéote s'engage, suivant la trente-quatrième (34e) année du terme de l'emphytéose, à effectuer des travaux afin d'agrandir le bâtiment construit conformément au sous-paragraphe 3.1.1 des présentes et à effectuer des travaux de mise aux normes du bâtiment existant. Les travaux d'agrandissement devront représenter un coût de réalisation estimé à TROIS MILLIONS TROIS CENT MILLE DOLLARS (3 300 000,00$) et les travaux de mise aux normes du bâtiment existant devront représenter un coût de réalisation estimé à SIX CENT MILLE DOLLARS (600 000,00$). Ces travaux devront être complétés dans les délais convenus entre les parties;

b) L'Emphytéote devra transmettre à la Ville tous les documents pertinents quant aux travaux d'agrandissement et de mise aux normes du bâtiment existant, tels que les plans et devis et les permis de construction, au fur et à mesure de l'avancement des travaux;

c) Suivant la fin des travaux l'Emphytéote devra remettre à la Ville les plans des améliorations exécutées sur l'immeuble, le tout tel que construit.

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 3.4 de l'Emphytéose par le paragraphe suivant :

L'Emphytéote devra faire, à ses propres frais, toutes les réparations de quelque nature que ce soit portant sur l'ensemble immobilier. Il conservera et gardera, pendant tout le terme de l'emphytéose, en parfait étant d'entretien et de réparation, sauf usure et dépréciation normale, le bâtiment visé par les sous-paragraphes 3.1.1 et 3.1.2.

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.6 de l'Emphytéose, les paragraphes suivants :

« 3.7 L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.7.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.7.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable.

3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, sauf dans le cas prévu au paragraphe4.6 tel que modifié ci-dessous, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

b) <u>ASSURANCES</u>

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par l'article suivant</u> :

« **<u>ARTICLE 4</u>**
<u>ASSURANCES</u>

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tous autres travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'ensemble immobilier pendant la période des

travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $)

ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2024, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par

poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie conforme des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de perte ou de destruction partielle ou totale des améliorations, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter de la perte ou de la

destruction, s'il y a destruction partielle, ou douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la perte ou la destruction, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des améliorations ou de restauration de la partie ainsi perdue ou détruite jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux.

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues au présent article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption durant toute la période comprise entre la perte ou la destruction et la reconstruction ou la restauration.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'ensemble immobilier.

4.6. Nonobstant le paragraphe 4.4 des présentes, advenant le cas où, dans les dix (10) dernières années de l'emphytéose, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées, au point de

devenir inutilisables, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, pour les fins de la présente emphytéose et dans la mesure seulement où l'ensemble immobilier est libre de toutes hypothèques et autres charges, l'Emphytéote aura la faculté d'abandonner ses droits dans l'emphytéose, aux conditions prévues ci-après.

Si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou la restauration des améliorations, l'Emphytéote pourra abandonner ses droits dans l'emphytéose, en faveur de la Ville après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle destruction ou dommage, un avis écrit à la Ville de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque et en transmettant tous les documents pertinents au soutien de l'exercice de sa faculté d'abandon. Dans ce cas, l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou ce dommage sera versée en totalité à la Ville. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption jusqu'à la date de l'abandon. L'Emphytéote s'engage à signer tout document requis, à la demande de la Ville, pour constater l'abandon de ses droits.

Si l'Emphytéote décide plutôt de ne pas exercer sa faculté d'abandon de ses droits dans l'ensemble immobilier, il devra en aviser la Ville, par écrit, dans ce même de délai de douze (12) mois de telle destruction ou dommage décrit ci-dessus, et devra au plus tard à l'expiration du délai précité, entreprendre et poursuivre avec diligence la reconstruction ou la restauration des parties détruites ou endommagées des améliorations pour les remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir. Dans ce cas, les termes et conditions prévus au paragraphe 4.4 ci-dessus s'appliqueront de la même façon en y faisant les adaptations nécessaires.

4.7 L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

<u>En conséquence du remplacement de l'article 4, les Parties conviennent de remplacer ou de supprimer les références suivantes contenues à l'Emphytéose :</u>

i) Les références au paragraphe 4.7 contenues au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose sont remplacées par des références au paragraphe 4.6 ci-dessus.

ii) Le terme « le droit de déguerpir » contenu au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose est remplacé par le terme « la faculté d'abandon ».

c) EXPROPRIATION

Les Parties conviennent de remplacer l'article 10 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« ARTICLE 10
EXPROPRIATION

10.1 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié dans son entier ou s'il est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, le terme de cette emphytéose sera automatiquement échu et l'emphytéose prendra fin à la date de possession de la partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit.

10.2 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, mais qu'un réaménagement est possible afin de le rendre utilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite

expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. L'emphytéote devra utiliser son indemnité d'expropriation pour le réaménagement de l'Ensemble Immobilier dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le cas échéant, la rente annuelle stipulée aux présentes pourra être révisée par la Ville pour tenir compte du réaménagement de l'Ensemble Immobilier.

10.3 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié en partie, sans que l'expropriation touche le Bâtiment et de façon à ne pas rendre, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée et le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose continuera de s'appliquer sans changement.

Dans ce cas, l'indemnité d'expropriation à l'égard de la partie de terrain expropriée sera versée entièrement à la Ville. Les autres indemnités d'expropriation liées aux dommages seront versées aux Parties conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. »

d) <u>PARTAGE DES INDEMNITÉS</u>

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 11 de l'Emphytéose par l'article suivant :</u>

« **<u>ARTICLE 11</u>**
<u>PARTAGE DES INDEMNITÉS</u>

11.1. Omis intentionnellement. »

e) <u>EXTENSION DU TERME</u>

Le terme de l'Emphytéose est prolongé de trente (30) ans, soit du vingt-sept (27) juillet deux mille quarante-deux (2042) au vingt-six

(26) juillet deux mille soixante-douze (2072).

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 12**
DURÉE

12.1. Le présent acte d'emphytéose est ainsi consenti pour un terme de quatre-vingt-deux (82) ans, à compter de la date de sa signature, soit le vingt-sept (27) juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et se terminant le vingt-six (26) juillet deux mille soixante-douze (2072). »

f) RENTE

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'emphytéose sera de **SOIXANTE ET ONZE MILLE TROIS CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS (71 361,00 $)**, payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer l'article 13 de l'Emphytéose par l'articles suivant :

« **ARTICLE 13**
RENTE

13.1. L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, une rente annuelle comme suit :

13.1.1 de la première (1ère) année et jusqu'à la cinquante-deuxième (52) année inclusivement du terme, une rente annuelle d'**UN DOLLARS (1,00 $)**, dont le premier (1er) paiement est dû et exigible à la date de signature de l'emphytéose et les autres à la date d'anniversaire de l'emphytéose.

13.1.2 de la cinquante-troisième (53e) année jusqu'à la quatre-vingt-deuxième (82e) année inclusivement du terme, une rente annuelle de **SOIXANTE ET ONZE MILLE TROIS CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS (71 361,00 $)** payable d'avance en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de **CINQ MILLE NEUF CENT**

QUARANTE-SIX DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (5 946,75 $) tous dus et exigibles le jour d'anniversaire mensuel de la date de la signature de l'emphytéose. »

g) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3. Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention de la Directrice, Service de la stratégie immobilière, Division des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention . »

h) TAXES

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose, l'article suivant :

« ARTICLE 16
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un

gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les parties reconnaissent qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

L'Emphytéote déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. :
T.V.Q. :

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être. »

5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin

comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne aussi les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 307 569 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisant l'objet du présent acte prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

8. DÉCLARATION SPÉCIALE DE L'EMPHYTÉOTE

L'Emphytéote déclare que l'Immeuble est libre de toute hypothèque, priorité ou charge quelconque.

9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1).

DONT ACTE à Montréal

LE

SOUS le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent comme suit devant la notaire soussignée.

Date

LIEU DES PETITS

_____

Par :

Date

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Domenico Zambito

_____

Daphney St-Louis, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1235840004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la corporation Lieu des petits pour la propriété sise au 7665, Claire-Fauteux, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 324 034 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 30 ans, soit à compter du 27 juillet 2042 jusqu'au 26 juillet 2072, dont la rente annuelle sera de 71 361 $. Référence : 31H12-005-3174-02 / dossier 22-0156-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1235840004 - Corporation Lieu des petits lot 1 324 034.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248682004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

Il est recommandé

1- d'approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière de la façon suivante : 2027 : 1 404 537,94 $, 2028 : 24 417,58 $, 2029 : 25 940,10 $, 2030 : 27 518,92 $, 2031 : 29 155,81 $, 2032 : 30 852,60 $, 2033 : 32 611,17 $, 2034 : 34 433,46 $, 2035 : 36 321,43 $ et 2036 : 38 277,16 $;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 69,9 % par la ville-centre et à 30,1% par l'agglomération tel qu'établi par le Service des finances, et ce, en fonction de l'occupation de l'édifice par les différents services de la Ville.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-11 12:55

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248682004**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2005, la Ville de Montréal (Ville) loue de la Société en commandite Brennan-Duke (Brennan) la presque totalité de l'édifice Louis-Charland (Édifice), afin de regrouper plusieurs services corporatifs sous un même toit. L'Édifice, construit en 2003 et ayant une superficie de bureaux de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement intérieures, est le plus important centre administratif de la Ville. Le bail viendra à échéance le 31 décembre 2026. En 2022, à la suite de l'implantation d'un modèle de travail en mode hybride, le projet pilote d'aménagement des espaces en mode collaboratif a débuté dans l'Édifice. Compte tenu des sommes investies dans les travaux afférents à ce projet de réaménagement dans l'Édifice, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) a demandé au Service de la stratégie immobilière (SSI) de prolonger le bail pour ces espaces, et ce, pour un terme additionnel de 10 ans. La Ville exerce donc les deux premières options de renouvellement de 5 ans, aux mêmes conditions, prévues au bail conclu en 2005.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver cette prolongation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0608 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense maximale de 988 772,70 $, taxes incluses, afin de rembourser à la Société en commandite Brennan-Duke, le coût des travaux de réfection de la dalle de béton du stationnement intérieur, de l'édifice situé au 801, rue Brennan.

CG18 0277- 31 mai 2018 - Autoriser une dépense maximale de 76 058,62 $, taxes incluses, afin de rembourser la Société en commandite Brennan-Duke inc., pour l'installation de 7 stations de recharge pour véhicules électriques dans le cadre du Programme de remplacement du Matériel Roulant désuet. 2- Autoriser une dépense maximale de 49 450,75 $, taxes incluses, pour l'achat de 7 stations de recharge et d'accessoires en vertu de l'entente cadre avec Westburne, division de Rexel Canada Électrique inc., qui seront installées à l'intérieur du stationnement souterrain de l'édifice Louis-Charland. 3- À compter du 1er janvier 2019 et les années subséquentes, le SGPI assumera la dépense des frais d'exploitation telle que les informations financières inscrites au sommaire décisionnel pour les dépenses récurrentes.

CA13 240099 - 12 mars 2013 - Approuver une lettre d'entente avec la Société en commandite Brennan-Duke afin d'aménager une zone de jeu pour enfants sur le parvis de l'immeuble Louis-Charland.

CG08 0334 - 19 juin 2008 - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel la Société en commandite Brennan-Duke et la Ville de Montréal conviennent de modifier le bail sous seing privé intervenu le 31 mars 2005 ainsi que la première modification intervenue le 28 février 2007 afin de prolonger le bail aux mêmes conditions et au même loyer durant dix ans, à compter du 1er janvier 2017.

CG06 0508 - 13 décembre 2006 - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel la Société en commandite Brennan-Duke et la Ville de Montréal conviennent de modifier le bail sous seing privé intervenu le 31 mars 2005, afin de diminuer la superficie du bail existante de 262 m² (2 820 pi²) pour un local situé au rez-de-chaussée du 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland) et de prolonger le bail aux mêmes conditions et au même loyer durant dix ans, à compter du 1er janvier 2007.

CM05 0104 - 21 février 2005 - Approuver le regroupement de services corporatifs au 31, rue Duke.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de prolongation du bail.
La Ville de Montréal occupe 99,14 % de l'immeuble. Le bail prévoit que la Ville doit payer les travaux majeurs de l'immeuble inclus dans les frais d'exploitation. Après ce renouvellement, il ne restera qu'une seule option de prolongation de 5 ans aux mêmes termes et conditions.

JUSTIFICATION

Étant donné que la Ville entend réaliser plusieurs travaux dans l'Édifice permettant d'optimiser les aménagements et d'augmenter le nombre de postes de travail, il est requis de prolonger le bail pour une période additionnelle de 10 ans afin de protéger les investissements de la Ville. De plus, le taux locatif est très avantageux puisque la Ville rembourse les frais d'emprunt seulement comme loyer de base. À titre de comparaison, le loyer unitaire de base payé par la Ville est de 6,61 $/pi² alors que sur le marché normal le loyer de base marchand serait de 22,00 $/pi². Globalement le taux locatif moyen est de 33,80 $/pi² alors que le taux de location du marché varie de 43 $/pi² à 45 $/pi², tel que plus amplement détaillé aux aspects financiers.
En vertu du Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des

contrats, le dossier doit être soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant:

- le contrat comporte une dépense de plus de 20 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant présente la dépense totale pour une superficie de bureaux de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement.

	Loyer annuel antérieur	**Total du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036**
Superficie (pi²)	324 640,00	324 640,00
Loyer de base	2 145 000,00 $	21 450 000,00 $
Frais d'exploitation	4 330 826,01 $	49 732 894,60 $
Taxes foncières	3 357 236,62 $	38 552 713,75 $
Total avant taxes	9 833 062,63 $	109 735 608,35 $
TPS (5%)	491 653,13 $	5 486 780,42 $
TVQ (9,975%)	980 848,00 $	10 946 126,93 $
Total taxes incluses	**11 305 563,76 $**	**126 168 515,70 $**
Ristourne de TPS	(491 653,13) $	(5 486 780,42) $
Ristourne TVQ (50%)	(490 424,00) $	(5 473 063,50) $
Loyer net	10 323 486,63 $	115 208 671,78 $

Le taux locatif moyen pour la durée de l'entente est de 33,80 $/pi², avant taxes.

Cette location sera comptabilisée comme une location acquisition

Le loyer de base annuel est calculé à partir du remboursement d'un prêt consenti à la la Société de développement de Montréal pour l'acquisition de l'immeuble, par une institution financière ayant soumis le meilleur taux lors d'appels d'offres. Le loyer de base apparaissant aux présentes est basé sur un mode de financement corporatif garanti par la Ville selon un taux d'intérêt annuel de 5,25 % pour un terme de 5 ans. Les frais d'exploitation incluent les dépenses majeures et mineures de l'Édifice. Ces frais d'exploitation ainsi que les taxes foncières sont indexés de 2,5 % par année.

La Division des analyses immobilières du SSI a estimé une valeur locative pour les lieux loués. Un taux de location variant de 43 $/pi² à 45 $/pi². Cette fourchette de valeur est établie sur une base annuelle et entièrement brute. Ces taux locatifs comprennent les frais d'exploitation du local ainsi que les taxes foncières.

Cette dépense sera assumée à 69,9 % par la ville-centre et à 30,1% par l'agglomération tel qu'établi par le Service des finances, et ce, en fonction de l'occupation de l'édifice par les différents services de la Ville.

La base budgétaire du SSI devra être ajustée, de façon récurrente, selon les informations représentées dans le tableau suivant:

	Ajustement de la base budgétaire du SSI (récurrent)
2027	1 404 537,94 $

2028	24 417,58 $
2029	25 940.10 $
2030	27 518,92 $
2031	29 155,81 $
2032	30 852,60 $
2033	32 611,17 $
2034	34 433,46 $
2035	36 321,43 $
2036	38 277,16 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, l'atteinte des engagements en changements climatiques et en accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en inclusion et en équité en raison de la nature du bail.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait la Ville à relocaliser l'ensemble des Services dans des nouveaux locaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie ORTEGA, Service de la gestion et planification des immeubles
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles
Janos COURVILLE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-18

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
Tél :
Approuvé le : 2024-10-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248682004*
Unité administrative responsable : *SSI – Service de la stratégie immobilière – Division des locations immobilières*
Projet : *Location d'espaces à des fins bureaux administratifs de la Ville*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.* *Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *L'édifice Louis-Charland est certifié Leed-CI argent. La ville de Montréal occupe plus de 99% de l'immeuble Le renouvellement de l'entente contractuelle permet globalement via les dépenses des frais d'exploitation de favoriser la réduction des GES et des matières résiduelles.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

801 BRENNAN

1.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 FEV 2005
pour l' AVOCAT EN CHEF DE LA VILLE

0410

CONVENTION DE BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE, une société en commandite dûment constituée en vertu du *Code civil du Québec* et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présentes par son seul commandité **9095-5139 Québec inc.**, une corporation dûment constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 500, place d'Armes, bureau 1400, Montréal, Québec, H2Y 2W2, agissant et représentée aux présentes par Suzanne Deschamps, sa présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration de la corporation en date du 11 MARS 2005.

ci-après nommée le "Locateur"

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____
Colette Fraser, greffière adjointe par intérim _____
dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du 28 octobre 2003 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

ci-après nommée le "Locataire"

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici

présent et acceptant, un immeuble comprenant des espaces à bureaux et des aires de stationnement, portant le numéro 31, de la rue Duke, à Montréal, province de Québec, H3C 2L8, ci-après appelé "les Lieux Loués", lequel édifice est érigé sur le lot 2 611 356 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative d'espace à bureaux de 327 460 pi² et de stationnement intérieur de 223 espaces dont les dessins sont joints en annexe B; les parties acceptent cette superficie telle quelle et considèrent qu'aucun autre mesurage ne sera requis.

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans commençant le ou vers le 1er avril 2005 et se terminant le 31 mars 2010.

3.2 Ce bail pourra, à échéance, être renouvelé par le Locataire pour trois (3) termes consécutifs additionnels de cinq (5) ans chacun, aux mêmes conditions, à l'exception du montant du loyer de base des Lieux Loués qui sera établi en fonction du plus bas taux de financement pour un terme de cinq (5) ans alors disponible obtenu par appel d'offres auprès d'institutions financières. Tout renouvellement est sujet à l'approbation des autorités compétentes au moment de ce renouvellement.

3.3 Pour exercer cette option de renouvellement, le Locataire devra aviser le Locateur de son intention de renouveler le bail, au moins douze (12) mois avant l'échéance du présent bail ou de tout renouvellement de celui-ci, à défaut de quoi l'option deviendra nulle et non avenue. Trois (3) mois avant le début du renouvellement du bail, le Locateur procédera à l'appel d'offres auprès d'institutions financières afin d'obtenir le taux de financement le plus bas qui servira au calcul du loyer de base.

4.0 HEURES D'OUVERTURE

Les heures d'ouverture sont de 7:00 heure à 18 :00 heure du lundi au vendredi sauf pour les jours normalement fériés.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à ses frais à:

5.1 donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du présent bail;

5.2 maintenir et tenir, en tout temps au cours du présent bail, les Lieux Loués et leurs améliorations et modifications en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations;

5.3 durant les heures d'ouverture, ventiler et climatiser les Lieux Loués et maintenir les conditions de température et d'humidité suivantes :

5.3.1 conditions d'été : température minimale de 23 degrés Celsius et maximale de 25 degrés Celsius et pourcentage d'humidité relative maximal de 55 % ;

5.3.2 conditions d'hiver : température minimale de 21 degrés Celsius et maximale de 23 degré Celsius et pourcentage d'humidité relative minimal de 30 %;

5.4 en dehors des heures d'ouverture, maintenir la température ambiante et le niveau d'humidité nécessaire pour assurer une protection adéquate du mobilier, des documents, des aménagements et des équipements du Locataire ;

5.5 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire;

5.6 remplacer tout ballast, ampoule ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé;

5.7 entretenir les systèmes selon le devis intitulé "Exigences d'entretien d'équipements électromécaniques et de protection pour la location d'espaces à bureaux" ci-joint à l'annexe D;

5.8 faire exécuter l'entretien ménager des Lieux Loués selon le devis d'entretien ménager ci-joint en annexe C;

5.9 tenir libres de neige et de glace les entrées conduisant auxdits Lieux Loués;

5.10 fournir le service d'eau froide et d'eau chaude selon les besoins du Locataire;

5.11 permettre l'identification des locaux à l'extérieur et à l'intérieur incluant le pavoisement, selon les normes du Locataire et conformément à ses exigences et à sa satisfaction; toute identification à l'extérieur des locaux devra être soumise au Locateur pour approbation, laquelle ne peut être refusée sans motif sérieux;

5.12 voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux Loués et des espaces communs soit rédigé en français seulement;

5.13 accorder la permission au Locataire de sous-louer les Lieux Loués, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

5.13.1 l'usage devra être conforme à l'usage mentionné à l'article 6.3;

5.13.2 le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du bail;

5.13.3 le Locataire et le sous-locataire demeureront conjointement et solidairement responsables de

l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au bail;

5.14 respecter en tout temps les lois et règlements en vigueur et produire à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, etc..);

5.15 souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée du bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du présent bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'immeuble accordant une protection pour une somme minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Ladite police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cet avenant devra être fournie au Locataire;

5.16 produire et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux Loués selon les règles et codes en vigueur;

5.17 assumer les frais d'exploitation ci-après mentionnés mais remboursés par le Locataire au Locateur, conformément aux conditions prévues à l'article 7.0 LOYER:

- o assurances;
- o taxes foncières, municipales, incluant la surtaxe, et scolaires;
- o énergie (pour l'éclairage, chauffage, ventilation, climatisation et autres);
- o entretien et réparations intérieurs tant majeurs que

mineurs;

- o entretien et réparations extérieurs tant majeurs que mineurs;
- o entretien ménager;
- o administration et gestion des activités immobilières.

Aucuns frais d'administration additionnels ne seront ajoutés aux factures soumises au Locataire pour paiement, considérant que celle-ci paie sa quote-part des frais généraux d'administration et de gestion.

Cependant, le Locateur s'engage et accepte d'avance d'assumer et de payer tous les autres frais d'exploitation non mentionnés ci-dessus mais qui pourraient être nécessaires aux activités du Locataire et exigés par ce dernier. Ces frais seront remboursés au Locateur par le Locataire.

Toute dépense additionnelle engendrée par une demande du Locataire pour de l'éclairage, du chauffage, de la ventilation, de la climatisation et autres en dehors des heures d'affaires sont à la charge du Locataire selon le coût réel de consommation.

Ces autres frais devront être remboursés par le Locataire au Locateur.

6.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

6.1 prendre à sa charge le coût du présent bail, de sa publication, s'il y a lieu, et des copies dont une pour le Locateur;

6.2 prendre à sa charge, à compter de la date d'entrée en vigueur du bail, les taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et

la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) ou toute autre taxe pouvant être imposée au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire;

6.3 les espaces de stationnement des Lieux Loués seront utilisés exclusivement au stationnement des véhicules du Locataire et des employés du Locataire; les Lieux Loués, autre que le stationnement, ne seront utilisés qu'à des fins de bureaux ou d'autres usages complémentaires à la conduite des affaires du Locataire ou à la gestion de son personnel tel que, mais sans s'y limiter, un centre de la petite enfance, un casse-croûte, etc. Le Locataire bénéficie de l'exclusivité pleine et entière quant à la sélection et à la gestion des contrats de tous les fournisseurs offrant ce type de services. Sont expressément exclus les fournisseurs normalement affectés à la gestion et l'entretien de l'immeuble qui sont la responsabilité du Locateur tel que décrit à l'article 5. Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra, après entente avec le Locateur, prendre en charge l'entretien ménager de l'immeuble et les frais qui y sont rattachés.

6.4 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

6.5 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

6.6 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

6.7 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou dans les Lieux Loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'édifice ou de son équipement, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux, le cas échéant, soient complétés avec une diligence raisonnable;

6.8 permettre, pendant les trois (3) derniers mois du terme du présent bail ou de tout renouvellement de celui-ci, à toute personne intéressée à louer les Lieux Loués, de les visiter, les jours ouvrables, entre neuf heures (9:00) et dix-sept heures (17:00).

7.0 LOYER

Le loyer inclut le loyer de base plus le loyer additionnel.

7.1 Loyer de base pour les Lieux Loués :

Durant les deux (2) premières années du terme initial du bail, le Locataire paiera au Locateur toute portion de loyer de base, défini au présent article, correspondant à la superficie locative effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, à compter de la date apparaissant au certificat d'achèvement substantiel des travaux émis par les professionnels du Locateur.

Nonobstant ce qui précède, à compter du moment où quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la superficie locative sera effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, le Locataire paiera au Locateur et pour le reste du terme, le loyer de base annuel suivant, sujet à l'ajustement du taux de financement mentionné au présent article, pour les Lieux Loués, payable en 12 versements mensuels égaux:

	loyer annuel	versement mensuel
année 1 :	2 270 563.00 $	189 213.58 $

année 2 :	2 270 562.00 $	189 213.58 $
année 3 :	2 270 562.00 $	189 213.58 $
année 4 :	2 275 910.00 $	189 659.16 $
année 5 :	2 270 562.00 $	189 213.58 $

Le loyer apparaissant au présent article est basé sur un taux de financement de 5% selon la table d'amortissement jointe en annexe A. Avant le commencement du bail et lors de tout renouvellement de celui-ci, le Locateur devra procéder, par appel d'offres auprès d'institutions financières, à l'obtention du plus bas taux de financement pour un terme de cinq (5) ans. Ce taux ainsi obtenu servira au calcul du loyer de base.

Avant la date d'entrée en vigueur du bail et lors de tout renouvellement de celui-ci, le Locateur devra également soumettre au Locataire les taux du marché les plus avantageux pour des termes dont la durée est inférieure à cinq (5) ans. Le Locateur et le Locataire pourront alors convenir de conditions de financement à des taux les plus bas possibles en fonction du terme.

Le loyer de base sera ajusté annuellement à la date d'anniversaire du présent bail selon les coûts réels défrayés par le Locateur et appuyés par les pièces justificatives appropriées.

En conséquence, si ces coûts réels défrayés par le Locateur au cours d'une année sont supérieurs à ceux mentionnés au présent article, le Locataire remboursera cette différence au Locateur en même temps que son prochain versement mensuel de loyer.

Par contre, si ces coûts sont inférieurs à ceux mentionnés au présent article, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même son ou ses prochains versements mensuels de loyer jusqu'à pleine compensation.

À cet effet, le Locateur fournira au Locataire un rapport de vérification sur des informations financières autres que des

SB RC

états financiers.

7.2 Loyer additionnel des Lieux Loués

Le loyer additionnel des Lieux Loués inclut tous les frais d'exploitation mentionnés à l'article 5.17 et les taxes foncières, scolaires, surtaxes ou toute imposition gouvernementale normalement payée par le Locataire.

Durant les deux (2) premières années du terme initial du bail, le Locataire paiera au Locateur toute portion de loyer additionnel de l'année 1, défini au présent article, correspondant à la superficie locative effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, à compter de la date apparaissant au certificat d'achèvement substantiel des travaux émis par les professionnels du Locateur.

Nonobstant ce qui précède, dès que quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la superficie locative sera effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, le Locataire paiera au Locateur et pour le reste du terme, le loyer additionnel pour les Lieux Loués, payable en 12 versements mensuels égaux.

Le loyer additionnel pour les Lieux Loués pour l'année 1 est estimé à 3 436 482.00 $ et est payable par versements mensuels égaux de 286 373.50 $ plus T.P.S et T.V.Q. le premier jour de chaque mois.

7.3 Les frais de gestion et d'administration chargés par le Locateur ou son mandataire n'excéderont pas cinq pour cent (5%) du coût réel des frais d'exploitation mentionnés à l'article 5.17. Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra, après entente avec le Locateur, prendre en charge la gestion de l'immeuble et les frais qui y sont rattachés.

7.4 Tous les frais d'exploitation, incluant les taxes foncières, scolaires ou autres, seront ajustés annuellement à la date d'anniversaire du présent bail selon les coûts réels défrayés par le Locateur et appuyés par les pièces justificatives

appropriées.

En conséquence, si ces coûts réels défrayés par le Locateur au cours d'une année sont supérieurs à ceux mentionnés à l'article 7.2 ci-devant, le Locataire remboursera cette différence au Locateur en même temps que son prochain versement mensuel de loyer.

Par contre, si ces coûts sont inférieurs à ceux mentionnés à l'article 7.2 ci-devant, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même son ou ses prochains versements mensuels de loyer jusqu'à pleine compensation.

À cet effet, le Locateur fournira au Locataire un rapport de vérification sur des informations financières autres que des états financiers, soit un relevé des frais d'exploitation conformément aux dispositions du bail.

7.5 La superficie des Lieux Loués au présent bail équivaut à cent pour cent (100%) de la superficie locative totale de l'édifice où ils sont situés.

7.6 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sous réserve des dispositions des articles 7.1, 7.4, 9.0 et 10.0, sans aucune réduction, compensation ni déduction.

8.0 TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

8.1 Travaux d'améliorations locatives :

8.1.1 Le Locateur s'engage à réaliser les travaux d'améliorations locatives selon les besoins du Locataire ;

8.1.2 Les professionnels requis pour la préparation des plans et devis seront choisis par un comité de sélection auquel participera le Locataire ;

8.1.3 Le Locataire pourra proposer des fournisseurs pour la sélection des professionnels pour la préparation

des plans et devis ;

8.1.4 Le Locateur devra requérir au moins trois soumissions par appel d'offres sur invitation auprès de professionnels pour la préparation des plans et devis et faire exécuter les plans et devis par le professionnel ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis.

8.1.5 Pour l'exécution des travaux de construction, le Locateur devra obtenir au moins trois soumissions par appel d'offres publiques et faire exécuter les travaux par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis.

8.1.6 Le Locateur sera entièrement responsable de la gestion de l'exécution des travaux et pourra majorer le coût des travaux d'au plus CINQ POUR CENT (5%), ce prix incluant les frais généraux d'administration et profits.

8.1.7 Le Locataire effectuera des paiements progressifs mensuels au Locateur selon l'avancement des travaux et sur présentation de factures.

8.2 Travaux sous la responsabilité du Locataire

Le Locataire pourra, à ses frais, et après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer ou faire effectuer des travaux d'aménagement additionnels à ceux exécutés au début du bail dans les Lieux Loués. Dans son avis, le Locataire décrira la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux affectent la structure ou la mécanique des Lieux Loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans un motif sérieux.

Le Locataire retiendra les services des professionnels de son choix.

8.3 Travaux sous la responsabilité du Locateur

8.3.1 Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer

ces travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

8.3.2 À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être exécutés et à demander, pour ces travaux, des prix directement à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

8.3.3 Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire exécuter les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus CINQ POUR CENT (5%) ce prix incluant les frais généraux d'administration et profits.

8.3.4 Le Locateur s'engage à réaliser ces travaux dans le délai demandé.

8.3.5 Il est entendu et convenu entre les parties que le coût total des travaux d'aménagement additionnels payé ou payable par le Locateur, incluant les coûts chargés par l'entrepreneur, et le coût de financement pour le coût total des travaux chargé par l'entrepreneur, seront payés sur demande par le Locataire.

8.4 <u>Remise en état</u>

À l'expiration du bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever en tout ou en partie, auquel cas il devra remettre les Lieux Loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou d'une force majeure. De plus, le Locateur devra remettre au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la fin du bail, toute la signalisation de la VILLE DE MONTRÉAL, les serrures numériques, les chemins de clés

"ABLOY", ainsi que toutes les composantes du système d'alarme installées par le Locataire. Ces travaux d'enlèvement seront aux frais du Locataire.

9.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que, de l'avis du Locataire, les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes, savoir:

9.1.1 Destruction partielle

Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux Loués, le Locateur s'engage à procéder à la réparation des Lieux Loués avec toute la diligence nécessaire. De plus, le Locateur devra, entre-temps, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.1.2 Destruction totale

Si les Lieux Loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

9.1.2.1 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera, par écrit, le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

9.1.2.2 S'il décide de procéder aux

réparations, il devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de cette destruction jusqu'à la date de la relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra, entre-temps, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.2 Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours la possibilité, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au bail et ne sera alors tenu de payer le loyer que jusqu'à la date de cette destruction.

10.0 <u>DÉFAUT PAR LE LOCATEUR D'ASSUMER SES OBLIGATIONS</u>

10.1 Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

10.1.1 dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit, ou

10.1.2 dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours du Locataire en droit, le Locateur doit assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte

pas ces frais lorsqu'il en est requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu des présentes.

10.2 Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux Loués, l'espace loué, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu des présentes.

10.3 L'encaissement par le Locateur d'un chèque, après telles déductions mentionnées aux articles 10.1 et 10.2, ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

10.4 Le droit du Locataire prévu à l'article 10.2 de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans le cas de "DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS " prévu à l'article 9.0.

10.5 Au lieu de remédier au défaut du Locateur tel que prévu en 10.1 ou de procéder aux réparations jugées urgentes et nécessaires tel que prévu en 10.2, le Locataire pourra décider de rendre les Lieux Loués et ne sera alors tenu de payer au Locateur le loyer que jusqu'à la date de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par ce dernier en vertu des présentes.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de

force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur:

- Pour le Locateur :

à compléter
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE
500 PLACE D'ARMES
BUREAU 1400
MONTRÉAL, QUÉBEC, H2Y 2W2
TÉLÉCOPIEUR: (514) 872-1567

- Pour le Locataire :

Ville de Montréal
Service des immeubles
Gestion des baux
385, rue Sherbrooke Est, 5e étage
Montréal, Québec, H2X 1E3
Télécopieur : (514) 872-5279

12.2 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir

élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

12.3 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

13.0 CONDITIONS PARTICULIÈRES

13.1 Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante dans le bâtiment.

13.2 Il s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans le bâtiment, à en informer le Locataire. Il devra dès lors fournir, selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST), un test d'air par année.

13.3 Le Locateur s'engage de plus, si les résultats de ces tests ne respectent pas ces normes, à apporter les correctifs nécessaires et à soumettre son plan d'action au Locataire.

13.4 Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au présent bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

14.0 DROIT DE PRÉEMPTION

Le Locateur s'engage par les présentes à ne pas vendre, céder ou aliéner l'immeuble, en tout ou en partie, en faveur d'un

tiers, sans avoir préalablement offert au Locataire d'acquérir l'immeuble conformément au présent article.

Ce droit dont bénéficie le Locataire signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi, le Locateur s'engage à soumettre au Locataire un avis écrit accompagné d'une copie de l'offre d'achat de tout tel tiers, et le Locataire aura le droit prioritaire d'acheter l'immeuble aux mêmes termes et conditions que ceux prévus à toute telle offre.

La décision du Locataire d'acheter devra se faire au moyen d'une résolution des autorités compétentes à cet effet remis au Locateur dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi le Locataire sera réputé avoir refusé d'acheter.

Si le Locataire décide de ne pas acheter, ou ne donne pas la résolution requise dans le délai prescrit, le Locateur pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque raison que ce soit il n'est pas donner suite à l'offre d'achat, il est entendu entre les parties que le droit de préemption du Locataire renaîtra.

15.0 CONVENTION COMPLÈTE

15.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

15.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties, à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

INTERVENTION

Aux présentes intervient :

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL, corporation constituée en vertu de la Loi révisant et refondant la Charte de la Ville de Montréal (1959-60) 8-9 Elizabeth II, C.102 des Statuts du Québec, ayant son siège au numéro 500, place d'Armes, Bureau 1400, à Montréal, province de Québec, H2Y 2W2, agissant aux droits de SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL DE MONTRÉAL et de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE MONTRÉAL, à la suite de leur fusion, tel qu'il appert des Lettres Patentes émises par le gouvernement sous le grand sceau du Québec le deux juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), ici représentée par Me Suzanne Deschamps, directrice générale et secrétaire aux affaires corporatives, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la politique de délégation d'autorité adoptée par le conseil d'administration de la Société le 17 octobre 2000;

ci-après nommée "l'Intervenante"

LAQUELLE, après avoir pris connaissance du présent bail, déclare ce qui suit :

a) Elle est la seule commanditaire du Locateur.

b) Elle s'engage, par les présentes, à ne pas vendre, céder ou aliéner le fonds commun du Locateur sans avoir d'abord offert au Locataire la possibilité d'acquérir l'immeuble selon les modalités prévues à la section 14 «DROIT DE PRÉEMPTION» ci-dessus, à l'exception du prix de vente qui sera alors équivalent à la somme du solde en capital de tout emprunt hypothécaire grevant l'immeuble et de la valeur marchande du terrain.

À défaut d'entente entre les parties sur le prix de vente, celui-ci sera fixé par un arbitre désigné de concert par les deux (2) parties. Si les parties sont incapables de s'entendre sur la nomination de cet arbitre dans les dix (10) jours d'une demande d'arbitrage par l'une ou l'autre des parties, l'une de celles-ci pourra s'adresser à la Cour supérieure pour faire nommer cet arbitre. Sous réserve de la teneur du présent article, les dispositions pertinentes du *Code civil du Québec* et du *Code de*

procédure civile s'appliqueront à tel arbitrage. La sentence arbitrale devra être motivée et signée. Elle sera finale et sans appel et les parties, leurs successeurs et ayants droit seront tenus de s'y conformer. Les frais de l'arbitre seront assumés en parts égales entre les parties. Toutefois, chaque partie sera responsable de ses propres frais.

EN FOI DE QUOI, les parties et l'Intervenante ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 14 e jour du mois de MARS 2005
Le Locateur SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE

par :

Le 31 e jour du mois de mars 2005
Le Locataire - VILLE DE MONTREAL

par : Colette Fraser, greffière adjointe par intérim

Le 14 e jour du mois de MARS 2005
L'intervenante SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL

par :

Le bail a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal le 21 février 2005
(resolution CM05 0104)

RC

ANNEXE A

SCÉDULE D'AMORTISSEMENT

L'intérêt applicable lors de tout option de renouvellement du bail correspond au plus bas taux de financement disponible pour une période de 5 ans, obtenu par appel d'offres par le Locateur auprès d'institutions financières. À ce montant s'ajoute le financement du terrain dont la valeur est établie à 5 408 000.00 $.

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00 Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
0	01-12-2004				34,567,000.00	5,000000
1	01-01-2005	144,029.17	166,680.90	22,651.73	34,544,348.27	5,000000
2	01-02-2005	143,934.78	166,680.90	22,746.12	34,521,602.15	5,000000
3	01-03-2005	143,840.01	166,680.90	22,840.89	34,498,761.26	5,000000
4	01-04-2005	143,744.84	166,680.90	22,936.06	34,475,825.20	5,000000
5	01-05-2005	143,649.27	166,680.90	23,031.63	34,452,793.57	5,000000
6	01-06-2005	143,553.31	166,680.90	23,127.59	34,429,665.98	5,000000
7	01-07-2005	143,456.94	166,680.90	23,223.96	34,406,442.02	5,000000
8	01-08-2005	143,360.18	166,680.90	23,320.72	34,383,121.30	5,000000
9	01-09-2005	143,263.01	166,680.90	23,417.89	34,359,703.41	5,000000
10	01-10-2005	143,165.43	166,680.90	23,515.47	34,336,187.94	5,000000
11	01-11-2005	143,067.45	166,680.90	23,613.45	34,312,574.49	5,000000
12	01-12-2005	142,969.06	166,680.90	23,711.84	34,288,862.65	5,000000
	Total:	*1,722,033.45*	*2,000,170.80*	*278,137.35*		
13	01-01-2006	142,870.26	166,680.90	23,810.64	34,265,052.01	5,000000
14	01-02-2006	142,771.05	166,680.90	23,909.85	34,241,142.16	5,000000
15	01-03-2006	142,671.43	166,680.90	24,009.47	34,217,132.69	5,000000
16	01-04-2006	142,571.39	166,680.90	24,109.51	34,193,023.18	5,000000
17	01-05-2006	142,470.93	166,680.90	24,209.97	34,168,813.21	5,000000
18	01-06-2006	142,370.06	166,680.90	24,310.84	34,144,502.37	5,000000
19	01-07-2006	142,268.76	166,680.90	24,412.14	34,120,090.23	5,000000
20	01-08-2006	142,167.04	166,680.90	24,513.86	34,095,576.37	5,000000
21	01-09-2006	142,064.90	166,680.90	24,616.00	34,070,960.37	5,000000
22	01-10-2006	141,962.33	166,680.90	24,718.57	34,046,241.80	5,000000
23	01-11-2006	141,859.34	166,680.90	24,821.56	34,021,420.24	5,000000
24	01-12-2006	141,755.92	166,680.90	24,924.98	33,996,495.26	5,000000
	Total:	*1,707,803.41*	*2,000,170.80*	*292,367.39*		
25	01-01-2007	141,652.06	166,680.90	25,028.84	33,971,466.42	5,000000
26	01-02-2007	141,547.78	166,680.90	25,133.12	33,946,333.30	5,000000
27	01-03-2007	141,443.06	166,680.90	25,237.84	33,921,095.46	5,000000
28	01-04-2007	141,337.90	166,680.90	25,343.00	33,895,752.46	5,000000
29	01-05-2007	141,232.30	166,680.90	25,448.60	33,870,303.86	5,000000
30	01-06-2007	141,126.27	166,680.90	25,554.63	33,844,749.23	5,000000
31	01-07-2007	141,019.79	166,680.90	25,661.11	33,819,088.12	5,000000
32	01-08-2007	140,912.87	166,680.90	25,768.03	33,793,320.09	5,000000
33	01-09-2007	140,805.50	166,680.90	25,875.40	33,767,444.69	5,000000
34	01-10-2007	140,697.69	166,680.90	25,983.21	33,741,461.48	5,000000
35	01-11-2007	140,589.42	166,680.90	26,091.48	33,715,370.00	5,000000
36	01-12-2007	140,480.71	166,680.90	26,200.19	33,689,169.81	5,000000
	Total:	*1,692,845.35*	*2,000,170.80*	*307,325.45*		
37	01-01-2008	140,371.54	166,680.90	26,309.36	33,662,860.45	5,000000
38	01-02-2008	140,261.92	166,680.90	26,418.98	33,636,441.47	5,000000

Le tableau ci bas est basé sur un taux de financement de 5% fourni à titre indicatif.

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
39	01-03-2008	140,151.84	166,680.90	26,529.06	33,609,912.41	5,000000
40	01-04-2008	140,041.30	166,680.90	26,639.60	33,583,272.81	5,000000
41	01-05-2008	139,930.30	166,680.90	26,750.60	33,556,522.21	5,000000
42	01-06-2008	139,818.84	166,680.90	26,862.06	33,529,660.15	5,000000
43	01-07-2008	139,706.92	166,680.90	26,973.98	33,502,686.17	5,000000
44	01-08-2008	139,594.53	166,680.90	27,086.37	33,475,599.80	5,000000
45	01-09-2008	139,481.67	166,680.90	27,199.23	33,448,400.57	5,000000
46	01-10-2008	139,368.34	166,680.90	27,312.56	33,421,088.01	5,000000
47	01-11-2008	139,254.53	166,680.90	27,426.37	33,393,661.64	5,000000
48	01-12-2008	139,140.26	166,680.90	27,540.64	33,366,121.00	5,000000
	Total:	*1,677,121.99*	*2,000,170.80*	*323,048.81*		
49	01-01-2009	139,025.50	166,680.90	27,655.40	33,338,465.60	5,000000
50	01-02-2009	138,910.27	166,680.90	27,770.63	33,310,694.97	5,000000
51	01-03-2009	138,794.56	166,680.90	27,886.34	33,282,808.63	5,000000
52	01-04-2009	138,678.37	166,680.90	28,002.53	33,254,806.10	5,000000
53	01-05-2009	138,561.69	166,680.90	28,119.21	33,226,686.89	5,000000
54	01-06-2009	138,444.53	166,680.90	28,236.37	33,198,450.52	5,000000
55	01-07-2009	138,326.88	166,680.90	28,354.02	33,170,096.50	5,000000
56	01-08-2009	138,208.74	166,680.90	28,472.16	33,141,624.34	5,000000
57	01-09-2009	138,090.10	166,680.90	28,590.80	33,113,033.54	5,000000
58	01-10-2009	137,970.97	166,680.90	28,709.93	33,084,323.61	5,000000
59	01-11-2009	137,851.35	166,680.90	28,829.55	33,055,494.06	5,000000
60	01-12-2009	137,731.23	166,680.90	28,949.67	33,026,544.39	5,000000
	Total:	*1,660,594.19*	*2,000,170.80*	*339,576.61*		
61	01-01-2010	137,610.60	166,680.90	29,070.30	32,997,474.09	5,000000
62	01-02-2010	137,489.48	166,680.90	29,191.42	32,968,282.67	5,000000
63	01-03-2010	137,367.84	166,680.90	29,313.06	32,938,969.61	5,000000
64	01-04-2010	137,245.71	166,680.90	29,435.19	32,909,534.42	5,000000
65	01-05-2010	137,123.06	166,680.90	29,557.84	32,879,976.58	5,000000
66	01-06-2010	136,999.90	166,680.90	29,681.00	32,850,295.58	5,000000
67	01-07-2010	136,876.23	166,680.90	29,804.67	32,820,490.91	5,000000
68	01-08-2010	136,752.05	166,680.90	29,928.85	32,790,562.06	5,000000
69	01-09-2010	136,627.34	166,680.90	30,053.56	32,760,508.50	5,000000
70	01-10-2010	136,502.12	166,680.90	30,178.78	32,730,329.72	5,000000
71	01-11-2010	136,376.37	166,680.90	30,304.53	32,700,025.19	5,000000
72	01-12-2010	136,250.10	166,680.90	30,430.80	32,669,594.39	5,000000
	Total:	*1,643,220.80*	*2,000,170.80*	*356,950.00*		
73	01-01-2011	136,123.31	166,680.90	30,557.59	32,639,036.80	5,000000
74	01-02-2011	135,995.99	166,680.90	30,684.91	32,608,351.89	5,000000
75	01-03-2011	135,868.13	166,680.90	30,812.77	32,577,539.12	5,000000
76	01-04-2011	135,739.75	166,680.90	30,941.15	32,546,597.97	5,000000
77	01-05-2011	135,610.82	166,680.90	31,070.08	32,515,527.89	5,000000
78	01-06-2011	135,481.37	166,680.90	31,199.53	32,484,328.36	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
79	01-07-2011	135,351.37	166,680.90	31,329.53	32,452,998.83	5,000000
80	01-08-2011	135,220.83	166,680.90	31,460.07	32,421,538.76	5,000000
81	01-09-2011	135,089.74	166,680.90	31,591.16	32,389,947.60	5,000000
82	01-10-2011	134,958.12	166,680.90	31,722.78	32,358,224.82	5,000000
83	01-11-2011	134,825.94	166,680.90	31,854.96	32,326,369.86	5,000000
84	01-12-2011	134,693.21	166,680.90	31,987.69	32,294,382.17	5,000000
	Total:	*1,624,958.58*	*2,000,170.80*	*375,212.22*		
85	01-01-2012	134,559.93	166,680.90	32,120.97	32,262,261.20	5,000000
86	01-02-2012	134,426.09	166,680.90	32,254.81	32,230,006.39	5,000000
87	01-03-2012	134,291.69	166,680.90	32,389.21	32,197,617.18	5,000000
88	01-04-2012	134,156.74	166,680.90	32,524.16	32,165,093.02	5,000000
89	01-05-2012	134,021.22	166,680.90	32,659.68	32,132,433.34	5,000000
90	01-06-2012	133,885.14	166,680.90	32,795.76	32,099,637.58	5,000000
91	01-07-2012	133,748.49	166,680.90	32,932.41	32,066,705.17	5,000000
92	01-08-2012	133,611.27	166,680.90	33,069.63	32,033,635.54	5,000000
93	01-09-2012	133,473.48	166,680.90	33,207.42	32,000,428.12	5,000000
94	01-10-2012	133,335.12	166,680.90	33,345.78	31,967,082.34	5,000000
95	01-11-2012	133,196.18	166,680.90	33,484.72	31,933,597.62	5,000000
96	01-12-2012	133,056.66	166,680.90	33,624.24	31,899,973.38	5,000000
	Total:	*1,605,762.01*	*2,000,170.80*	*394,408.79*		
97	01-01-2013	132,916.56	166,680.90	33,764.34	31,866,209.04	5,000000
98	01-02-2013	132,775.87	166,680.90	33,905.03	31,832,304.01	5,000000
99	01-03-2013	132,634.60	166,680.90	34,046.30	31,798,257.71	5,000000
100	01-04-2013	132,492.74	166,680.90	34,188.16	31,764,069.55	5,000000
101	01-05-2013	132,350.29	166,680.90	34,330.61	31,729,738.94	5,000000
102	01-06-2013	132,207.25	166,680.90	34,473.65	31,695,265.29	5,000000
103	01-07-2013	132,063.61	166,680.90	34,617.29	31,660,648.00	5,000000
104	01-08-2013	131,919.37	166,680.90	34,761.53	31,625,886.47	5,000000
105	01-09-2013	131,774.53	166,680.90	34,906.37	31,590,980.10	5,000000
106	01-10-2013	131,629.08	166,680.90	35,051.82	31,555,928.28	5,000000
107	01-11-2013	131,483.03	166,680.90	35,197.87	31,520,730.41	5,000000
108	01-12-2013	131,336.38	166,680.90	35,344.52	31,485,385.89	5,000000
	Total:	*1,585,583.31*	*2,000,170.80*	*414,587.49*		
109	01-01-2014	131,189.11	166,680.90	35,491.79	31,449,894.10	5,000000
110	01-02-2014	131,041.23	166,680.90	35,639.67	31,414,254.43	5,000000
111	01-03-2014	130,892.73	166,680.90	35,788.17	31,378,466.26	5,000000
112	01-04-2014	130,743.61	166,680.90	35,937.29	31,342,528.97	5,000000
113	01-05-2014	130,593.87	166,680.90	36,087.03	31,306,441.94	5,000000
114	01-06-2014	130,443.51	166,680.90	36,237.39	31,270,204.55	5,000000
115	01-07-2014	130,292.52	166,680.90	36,388.38	31,233,816.17	5,000000
116	01-08-2014	130,140.90	166,680.90	36,540.00	31,197,276.17	5,000000
117	01-09-2014	129,988.65	166,680.90	36,692.25	31,160,583.92	5,000000
118	01-10-2014	129,835.77	166,680.90	36,845.13	31,123,738.79	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
119	01-11-2014	129,682.24	166,680.90	36,998.66	31,086,740.13	5,000000
120	01-12-2014	129,528.08	166,680.90	37,152.82	31,049,587.31	5,000000
	Total:	*1,564,372.22*	*2,000,170.80*	*435,798.58*		
121	01-01-2015	129,373.28	166,680.90	37,307.62	31,012,279.69	5,000000
122	01-02-2015	129,217.83	166,680.90	37,463.07	30,974,816.62	5,000000
123	01-03-2015	129,061.74	166,680.90	37,619.16	30,937,197.46	5,000000
124	01-04-2015	128,904.99	166,680.90	37,775.91	30,899,421.55	5,000000
125	01-05-2015	128,747.59	166,680.90	37,933.31	30,861,488.24	5,000000
126	01-06-2015	128,589.53	166,680.90	38,091.37	30,823,396.87	5,000000
127	01-07-2015	128,430.82	166,680.90	38,250.08	30,785,146.79	5,000000
128	01-08-2015	128,271.44	166,680.90	38,409.46	30,746,737.33	5,000000
129	01-09-2015	128,111.41	166,680.90	38,569.49	30,708,167.84	5,000000
130	01-10-2015	127,950.70	166,680.90	38,730.20	30,669,437.64	5,000000
131	01-11-2015	127,789.32	166,680.90	38,891.58	30,630,546.06	5,000000
132	01-12-2015	127,627.28	166,680.90	39,053.62	30,591,492.44	5,000000
	Total:	*1,542,075.93*	*2,000,170.80*	*458,094.87*		
133	01-01-2016	127,464.55	166,680.90	39,216.35	30,552,276.09	5,000000
134	01-02-2016	127,301.15	166,680.90	39,379.75	30,512,896.34	5,000000
135	01-03-2016	127,137.07	166,680.90	39,543.83	30,473,352.51	5,000000
136	01-04-2016	126,972.30	166,680.90	39,708.60	30,433,643.91	5,000000
137	01-05-2016	126,806.85	166,680.90	39,874.05	30,393,769.86	5,000000
138	01-06-2016	126,640.71	166,680.90	40,040.19	30,353,729.67	5,000000
139	01-07-2016	126,473.87	166,680.90	40,207.03	30,313,522.64	5,000000
140	01-08-2016	126,306.34	166,680.90	40,374.56	30,273,148.08	5,000000
141	01-09-2016	126,138.12	166,680.90	40,542.78	30,232,605.30	5,000000
142	01-10-2016	125,969.19	166,680.90	40,711.71	30,191,893.59	5,000000
143	01-11-2016	125,799.56	166,680.90	40,881.34	30,151,012.25	5,000000
144	01-12-2016	125,629.22	166,680.90	41,051.68	30,109,960.57	5,000000
	Total:	*1,518,638.93*	*2,000,170.80*	*481,531.87*		
145	01-01-2017	125,458.17	166,680.90	41,222.73	30,068,737.84	5,000000
146	01-02-2017	125,286.41	166,680.90	41,394.49	30,027,343.35	5,000000
147	01-03-2017	125,113.93	166,680.90	41,566.97	29,985,776.38	5,000000
148	01-04-2017	124,940.73	166,680.90	41,740.17	29,944,036.21	5,000000
149	01-05-2017	124,766.82	166,680.90	41,914.08	29,902,122.13	5,000000
150	01-06-2017	124,592.18	166,680.90	42,088.72	29,860,033.41	5,000000
151	01-07-2017	124,416.81	166,680.90	42,264.09	29,817,769.32	5,000000
152	01-08-2017	124,240.71	166,680.90	42,440.19	29,775,329.13	5,000000
153	01-09-2017	124,063.87	166,680.90	42,617.03	29,732,712.10	5,000000
154	01-10-2017	123,886.30	166,680.90	42,794.60	29,689,917.50	5,000000
155	01-11-2017	123,707.99	166,680.90	42,972.91	29,646,944.59	5,000000
156	01-12-2017	123,528.94	166,680.90	43,151.96	29,603,792.63	5,000000
	Total:	*1,494,002.86*	*2,000,170.80*	*506,167.94*		

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
157	01-01-2018	123,349.14	166,680.90	43,331.76	29,560,460.87	5,000000
158	01-02-2018	123,168.59	166,680.90	43,512.31	29,516,948.56	5,000000
159	01-03-2018	122,987.29	166,680.90	43,693.61	29,473,254.95	5,000000
160	01-04-2018	122,805.23	166,680.90	43,875.67	29,429,379.28	5,000000
161	01-05-2018	122,622.41	166,680.90	44,058.49	29,385,320.79	5,000000
162	01-06-2018	122,438.84	166,680.90	44,242.06	29,341,078.73	5,000000
163	01-07-2018	122,254.49	166,680.90	44,426.41	29,296,652.32	5,000000
164	01-08-2018	122,069.38	166,680.90	44,611.52	29,252,040.80	5,000000
165	01-09-2018	121,883.50	166,680.90	44,797.40	29,207,243.40	5,000000
166	01-10-2018	121,696.85	166,680.90	44,984.05	29,162,259.35	5,000000
167	01-11-2018	121,509.41	166,680.90	45,171.49	29,117,087.86	5,000000
168	01-12-2018	121,321.20	166,680.90	45,359.70	29,071,728.16	5,000000
	Total:	*1,468,106.33*	*2,000,170.80*	*532,064.47*		
169	01-01-2019	121,132.20	166,680.90	45,548.70	29,026,179.46	5,000000
170	01-02-2019	120,942.41	166,680.90	45,738.49	28,980,440.97	5,000000
171	01-03-2019	120,751.84	166,680.90	45,929.06	28,934,511.91	5,000000
172	01-04-2019	120,560.47	166,680.90	46,120.43	28,888,391.48	5,000000
173	01-05-2019	120,368.30	166,680.90	46,312.60	28,842,078.88	5,000000
174	01-06-2019	120,175.33	166,680.90	46,505.57	28,795,573.31	5,000000
175	01-07-2019	119,981.56	166,680.90	46,699.34	28,748,873.97	5,000000
176	01-08-2019	119,786.97	166,680.90	46,893.93	28,701,980.04	5,000000
177	01-09-2019	119,591.58	166,680.90	47,089.32	28,654,890.72	5,000000
178	01-10-2019	119,395.38	166,680.90	47,285.52	28,607,605.20	5,000000
179	01-11-2019	119,198.36	166,680.90	47,482.54	28,560,122.66	5,000000
180	01-12-2019	119,000.51	166,680.90	47,680.39	28,512,442.27	5,000000
	Total:	*1,440,884.91*	*2,000,170.80*	*559,285.89*		
181	01-01-2020	118,801.84	166,680.90	47,879.06	28,464,563.21	5,000000
182	01-02-2020	118,602.35	166,680.90	48,078.55	28,416,484.66	5,000000
183	01-03-2020	118,402.02	166,680.90	48,278.88	28,368,205.78	5,000000
184	01-04-2020	118,200.86	166,680.90	48,480.04	28,319,725.74	5,000000
185	01-05-2020	117,998.86	166,680.90	48,682.04	28,271,043.70	5,000000
186	01-06-2020	117,796.02	166,680.90	48,884.88	28,222,158.82	5,000000
187	01-07-2020	117,592.33	166,680.90	49,088.57	28,173,070.25	5,000000
188	01-08-2020	117,387.79	166,680.90	49,293.11	28,123,777.14	5,000000
189	01-09-2020	117,182.40	166,680.90	49,498.50	28,074,278.64	5,000000
190	01-10-2020	116,976.16	166,680.90	49,704.74	28,024,573.90	5,000000
191	01-11-2020	116,769.06	166,680.90	49,911.84	27,974,662.06	5,000000
192	01-12-2020	116,561.09	166,680.90	50,119.81	27,924,542.25	5,000000
	Total:	*1,412,270.78*	*2,000,170.80*	*587,900.02*		
193	01-01-2021	116,352.26	166,680.90	50,328.64	27,874,213.61	5,000000
194	01-02-2021	116,142.56	166,680.90	50,538.34	27,823,675.27	5,000000
195	01-03-2021	115,931.98	166,680.90	50,748.92	27,772,926.35	5,000000
196	01-04-2021	115,720.53	166,680.90	50,960.37	27,721,965.98	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
197	01-05-2021	115,508.19	166,680.90	51,172.71	27,670,793.27	5,000000
198	01-06-2021	115,294.97	166,680.90	51,385.93	27,619,407.34	5,000000
199	01-07-2021	115,080.86	166,680.90	51,600.04	27,567,807.30	5,000000
200	01-08-2021	114,865.86	166,680.90	51,815.04	27,515,992.26	5,000000
201	01-09-2021	114,649.97	166,680.90	52,030.93	27,463,961.33	5,000000
202	01-10-2021	114,433.17	166,680.90	52,247.73	27,411,713.60	5,000000
203	01-11-2021	114,215.47	166,680.90	52,465.43	27,359,248.17	5,000000
204	01-12-2021	113,996.87	166,680.90	52,684.03	27,306,564.14	5,000000
	Total:	*1,382,192.69*	*2,000,170.80*	*617,978.11*		
205	01-01-2022	113,777.35	166,680.90	52,903.55	27,253,660.59	5,000000
206	01-02-2022	113,556.92	166,680.90	53,123.98	27,200,536.61	5,000000
207	01-03-2022	113,335.57	166,680.90	53,345.33	27,147,191.28	5,000000
208	01-04-2022	113,113.30	166,680.90	53,567.60	27,093,623.68	5,000000
209	01-05-2022	112,890.10	166,680.90	53,790.80	27,039,832.88	5,000000
210	01-06-2022	112,665.97	166,680.90	54,014.93	26,985,817.95	5,000000
211	01-07-2022	112,440.91	166,680.90	54,239.99	26,931,577.96	5,000000
212	01-08-2022	112,214.91	166,680.90	54,465.99	26,877,111.97	5,000000
213	01-09-2022	111,987.97	166,680.90	54,692.93	26,822,419.04	5,000000
214	01-10-2022	111,760.08	166,680.90	54,920.82	26,767,498.22	5,000000
215	01-11-2022	111,531.24	166,680.90	55,149.66	26,712,348.56	5,000000
216	01-12-2022	111,301.45	166,680.90	55,379.45	26,656,969.11	5,000000
	Total:	*1,350,575.77*	*2,000,170.80*	*649,595.03*		
217	01-01-2023	111,070.70	166,680.90	55,610.20	26,601,358.91	5,000000
218	01-02-2023	110,839.00	166,680.90	55,841.90	26,545,517.01	5,000000
219	01-03-2023	110,606.32	166,680.90	56,074.58	26,489,442.43	5,000000
220	01-04-2023	110,372.68	166,680.90	56,308.22	26,433,134.21	5,000000
221	01-05-2023	110,138.06	166,680.90	56,542.84	26,376,591.37	5,000000
222	01-06-2023	109,902.46	166,680.90	56,778.44	26,319,812.93	5,000000
223	01-07-2023	109,665.89	166,680.90	57,015.01	26,262,797.92	5,000000
224	01-08-2023	109,428.32	166,680.90	57,252.58	26,205,545.34	5,000000
225	01-09-2023	109,189.77	166,680.90	57,491.13	26,148,054.21	5,000000
226	01-10-2023	108,950.23	166,680.90	57,730.67	26,090,323.54	5,000000
227	01-11-2023	108,709.68	166,680.90	57,971.22	26,032,352.32	5,000000
228	01-12-2023	108,468.13	166,680.90	58,212.77	25,974,139.55	5,000000
	Total:	*1,317,341.24*	*2,000,170.80*	*682,829.56*		
229	01-01-2024	108,225.58	166,680.90	58,455.32	25,915,684.23	5,000000
230	01-02-2024	107,982.02	166,680.90	58,698.88	25,856,985.35	5,000000
231	01-03-2024	107,737.44	166,680.90	58,943.46	25,798,041.89	5,000000
232	01-04-2024	107,491.84	166,680.90	59,189.06	25,738,852.83	5,000000
233	01-05-2024	107,245.22	166,680.90	59,435.68	25,679,417.15	5,000000
234	01-06-2024	106,997.57	166,680.90	59,683.33	25,619,733.82	5,000000
235	01-07-2024	106,748.89	166,680.90	59,932.01	25,559,801.81	5,000000
236	01-08-2024	106,499.17	166,680.90	60,181.73	25,499,620.08	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
237	01-09-2024	106,248.42	166,680.90	60,432.48	25,439,187.60	5,000000
238	01-10-2024	105,996.62	166,680.90	60,684.28	25,378,503.32	5,000000
239	01-11-2024	105,743.76	166,680.90	60,937.14	25,317,566.18	5,000000
240	01-12-2024	105,489.86	166,680.90	61,191.04	25,256,375.14	5,000000
	Total:	*1,282,406.39*	*2,000,170.80*	*717,764.41*		
241	01-01-2025	105,234.90	166,680.90	61,446.00	25,194,929.14	5,000000
242	01-02-2025	104,978.87	166,680.90	61,702.03	25,133,227.11	5,000000
243	01-03-2025	104,721.78	166,680.90	61,959.12	25,071,267.99	5,000000
244	01-04-2025	104,463.62	166,680.90	62,217.28	25,009,050.71	5,000000
245	01-05-2025	104,204.38	166,680.90	62,476.52	24,946,574.19	5,000000
246	01-06-2025	103,944.06	166,680.90	62,736.84	24,883,837.35	5,000000
247	01-07-2025	103,682.66	166,680.90	62,998.24	24,820,839.11	5,000000
248	01-08-2025	103,420.16	166,680.90	63,260.74	24,757,578.37	5,000000
249	01-09-2025	103,156.58	166,680.90	63,524.32	24,694,054.05	5,000000
250	01-10-2025	102,891.89	166,680.90	63,789.01	24,630,265.04	5,000000
251	01-11-2025	102,626.10	166,680.90	64,054.80	24,566,210.24	5,000000
252	01-12-2025	102,359.21	166,680.90	64,321.69	24,501,888.55	5,000000
	Total:	*1,245,684.21*	*2,000,170.80*	*754,486.59*		
253	01-01-2026	102,091.20	166,680.90	64,589.70	24,437,298.85	5,000000
254	01-02-2026	101,822.08	166,680.90	64,858.82	24,372,440.03	5,000000
255	01-03-2026	101,551.83	166,680.90	65,129.07	24,307,310.96	5,000000
256	01-04-2026	101,280.46	166,680.90	65,400.44	24,241,910.52	5,000000
257	01-05-2026	101,007.96	166,680.90	65,672.94	24,176,237.58	5,000000
258	01-06-2026	100,734.32	166,680.90	65,946.58	24,110,291.00	5,000000
259	01-07-2026	100,459.55	166,680.90	66,221.35	24,044,069.65	5,000000
260	01-08-2026	100,183.62	166,680.90	66,497.28	23,977,572.37	5,000000
261	01-09-2026	99,906.55	166,680.90	66,774.35	23,910,798.02	5,000000
262	01-10-2026	99,628.33	166,680.90	67,052.57	23,843,745.45	5,000000
263	01-11-2026	99,348.94	166,680.90	67,331.96	23,776,413.49	5,000000
264	01-12-2026	99,068.39	166,680.90	67,612.51	23,708,800.98	5,000000
	Total:	*1,207,083.23*	*2,000,170.80*	*793,087.57*		
265	01-01-2027	98,786.67	166,680.90	67,894.23	23,640,906.75	5,000000
266	01-02-2027	98,503.78	166,680.90	68,177.12	23,572,729.63	5,000000
267	01-03-2027	98,219.71	166,680.90	68,461.19	23,504,268.44	5,000000
268	01-04-2027	97,934.45	166,680.90	68,746.45	23,435,521.99	5,000000
269	01-05-2027	97,648.01	166,680.90	69,032.89	23,366,489.10	5,000000
270	01-06-2027	97,360.37	166,680.90	69,320.53	23,297,168.57	5,000000
271	01-07-2027	97,071.54	166,680.90	69,609.36	23,227,559.21	5,000000
272	01-08-2027	96,781.50	166,680.90	69,899.40	23,157,659.81	5,000000
273	01-09-2027	96,490.25	166,680.90	70,190.65	23,087,469.16	5,000000
274	01-10-2027	96,197.79	166,680.90	70,483.11	23,016,986.05	5,000000
275	01-11-2027	95,904.11	166,680.90	70,776.79	22,946,209.26	5,000000
276	01-12-2027	95,609.21	166,680.90	71,071.69	22,875,137.57	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal Base en jours: 360.00
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
	Total:	*1,166,507.39*	*2,000,170.80*	*833,663.41*		
277	01-01-2028	95,313.07	166,680.90	71,367.83	22,803,769.74	5,000000
278	01-02-2028	95,015.71	166,680.90	71,665.19	22,732,104.55	5,000000
279	01-03-2028	94,717.10	166,680.90	71,963.80	22,660,140.75	5,000000
280	01-04-2028	94,417.25	166,680.90	72,263.65	22,587,877.10	5,000000
281	01-05-2028	94,116.15	166,680.90	72,564.75	22,515,312.35	5,000000
282	01-06-2028	93,813.80	166,680.90	72,867.10	22,442,445.25	5,000000
283	01-07-2028	93,510.19	166,680.90	73,170.71	22,369,274.54	5,000000
284	01-08-2028	93,205.31	166,680.90	73,475.59	22,295,798.95	5,000000
285	01-09-2028	92,899.16	166,680.90	73,781.74	22,222,017.21	5,000000
286	01-10-2028	92,591.74	166,680.90	74,089.16	22,147,928.05	5,000000
287	01-11-2028	92,283.03	166,680.90	74,397.87	22,073,530.18	5,000000
288	01-12-2028	91,973.04	166,680.90	74,707.86	21,998,822.32	5,000000
	Total:	*1,123,855.55*	*2,000,170.80*	*876,315.25*		
289	01-01-2029	91,661.76	166,680.90	75,019.14	21,923,803.18	5,000000
290	01-02-2029	91,349.18	166,680.90	75,331.72	21,848,471.46	5,000000
291	01-03-2029	91,035.30	166,680.90	75,645.60	21,772,825.86	5,000000
292	01-04-2029	90,720.11	166,680.90	75,960.79	21,696,865.07	5,000000
293	01-05-2029	90,403.60	166,680.90	76,277.30	21,620,587.77	5,000000
294	01-06-2029	90,085.78	166,680.90	76,595.12	21,543,992.65	5,000000
295	01-07-2029	89,766.64	166,680.90	76,914.26	21,467,078.39	5,000000
296	01-08-2029	89,446.16	166,680.90	77,234.74	21,389,843.65	5,000000
297	01-09-2029	89,124.35	166,680.90	77,556.55	21,312,287.10	5,000000
298	01-10-2029	88,801.20	166,680.90	77,879.70	21,234,407.40	5,000000
299	01-11-2029	88,476.70	166,680.90	78,204.20	21,156,203.20	5,000000
300	01-12-2029	88,150.85	166,680.90	78,530.05	21,077,673.15	5,000000
	Total:	*1,079,021.63*	*2,000,170.80*	*921,149.17*		
301	01-01-2030	87,823.64	166,680.90	78,857.26	20,998,815.89	5,000000
302	01-02-2030	87,495.07	166,680.90	79,185.83	20,919,630.06	5,000000
303	01-03-2030	87,165.13	166,680.90	79,515.77	20,840,114.29	5,000000
304	01-04-2030	86,833.81	166,680.90	79,847.09	20,760,267.20	5,000000
305	01-05-2030	86,501.11	166,680.90	80,179.79	20,680,087.41	5,000000
306	01-06-2030	86,167.03	166,680.90	80,513.87	20,599,573.54	5,000000
307	01-07-2030	85,831.56	166,680.90	80,849.34	20,518,724.20	5,000000
308	01-08-2030	85,494.68	166,680.90	81,186.22	20,437,537.98	5,000000
309	01-09-2030	85,156.41	166,680.90	81,524.49	20,356,013.49	5,000000
310	01-10-2030	84,816.72	166,680.90	81,864.18	20,274,149.31	5,000000
311	01-11-2030	84,475.62	166,680.90	82,205.28	20,191,944.03	5,000000
312	01-12-2030	84,133.10	166,680.90	82,547.80	20,109,396.23	5,000000
	Total:	*1,031,893.88*	*2,000,170.80*	*968,276.92*		
313	01-01-2031	83,789.15	166,680.90	82,891.75	20,026,504.48	5,000000
314	01-02-2031	83,443.77	166,680.90	83,237.13	19,943,267.35	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
315	01-03-2031	83,096.95	166,680.90	83,583.95	19,859,683.40	5,000000
316	01-04-2031	82,748.68	166,680.90	83,932.22	19,775,751.18	5,000000
317	01-05-2031	82,398.96	166,680.90	84,281.94	19,691,469.24	5,000000
318	01-06-2031	82,047.79	166,680.90	84,633.11	19,606,836.13	5,000000
319	01-07-2031	81,695.15	166,680.90	84,985.75	19,521,850.38	5,000000
320	01-08-2031	81,341.04	166,680.90	85,339.86	19,436,510.52	5,000000
321	01-09-2031	80,985.46	166,680.90	85,695.44	19,350,815.08	5,000000
322	01-10-2031	80,628.40	166,680.90	86,052.50	19,264,762.58	5,000000
323	01-11-2031	80,269.84	166,680.90	86,411.06	19,178,351.52	5,000000
324	01-12-2031	79,909.80	166,680.90	86,771.10	19,091,580.42	5,000000
	Total:	*982,354.99*	*2,000,170.80*	*1,017,815.81*		
325	01-01-2032	79,548.25	166,680.90	87,132.65	19,004,447.77	5,000000
326	01-02-2032	79,185.20	166,680.90	87,495.70	18,916,952.07	5,000000
327	01-03-2032	78,820.63	166,680.90	87,860.27	18,829,091.80	5,000000
328	01-04-2032	78,454.55	166,680.90	88,226.35	18,740,865.45	5,000000
329	01-05-2032	78,086.94	166,680.90	88,593.96	18,652,271.49	5,000000
330	01-06-2032	77,717.80	166,680.90	88,963.10	18,563,308.39	5,000000
331	01-07-2032	77,347.12	166,680.90	89,333.78	18,473,974.61	5,000000
332	01-08-2032	76,974.89	166,680.90	89,706.01	18,384,268.60	5,000000
333	01-09-2032	76,601.12	166,680.90	90,079.78	18,294,188.82	5,000000
334	01-10-2032	76,225.79	166,680.90	90,455.11	18,203,733.71	5,000000
335	01-11-2032	75,848.89	166,680.90	90,832.01	18,112,901.70	5,000000
336	01-12-2032	75,470.42	166,680.90	91,210.48	18,021,691.22	5,000000
	Total:	*930,281.60*	*2,000,170.80*	*1,069,889.20*		
337	01-01-2033	75,090.38	166,680.90	91,590.52	17,930,100.70	5,000000
338	01-02-2033	74,708.75	166,680.90	91,972.15	17,838,128.55	5,000000
339	01-03-2033	74,325.54	166,680.90	92,355.36	17,745,773.19	5,000000
340	01-04-2033	73,940.72	166,680.90	92,740.18	17,653,033.01	5,000000
341	01-05-2033	73,554.30	166,680.90	93,126.60	17,559,906.41	5,000000
342	01-06-2033	73,166.28	166,680.90	93,514.62	17,466,391.79	5,000000
343	01-07-2033	72,776.63	166,680.90	93,904.27	17,372,487.52	5,000000
344	01-08-2033	72,385.36	166,680.90	94,295.54	17,278,191.98	5,000000
345	01-09-2033	71,992.47	166,680.90	94,688.43	17,183,503.55	5,000000
346	01-10-2033	71,597.93	166,680.90	95,082.97	17,088,420.58	5,000000
347	01-11-2033	71,201.75	166,680.90	95,479.15	16,992,941.43	5,000000
348	01-12-2033	70,803.92	166,680.90	95,876.98	16,897,064.45	5,000000
	Total:	*875,544.03*	*2,000,170.80*	*1,124,626.77*		
349	01-01-2034	70,404.44	166,680.90	96,276.46	16,800,787.99	5,000000
350	01-02-2034	70,003.28	166,680.90	96,677.62	16,704,110.37	5,000000
351	01-03-2034	69,600.46	166,680.90	97,080.44	16,607,029.93	5,000000
352	01-04-2034	69,195.96	166,680.90	97,484.94	16,509,544.99	5,000000
353	01-05-2034	68,789.77	166,680.90	97,891.13	16,411,653.86	5,000000
354	01-06-2034	68,381.89	166,680.90	98,299.01	16,313,354.85	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
355	01-07-2034	67,972.31	166,680.90	98,708.59	16,214,646.26	5,000000
356	01-08-2034	67,561.03	166,680.90	99,119.87	16,115,526.39	5,000000
357	01-09-2034	67,148.03	166,680.90	99,532.87	16,015,993.52	5,000000
358	01-10-2034	66,733.31	166,680.90	99,947.59	15,916,045.93	5,000000
359	01-11-2034	66,316.86	166,680.90	100,364.04	15,815,681.89	5,000000
360	01-12-2034	65,898.67	166,680.90	100,782.23	15,714,899.66	5,000000
	Total:	*818,006.01*	*2,000,170.80*	*1,182,164.79*		
361	01-01-2035	65,478.75	166,680.90	101,202.15	15,613,697.51	5,000000
362	01-02-2035	65,057.07	166,680.90	101,623.83	15,512,073.68	5,000000
363	01-03-2035	64,633.64	166,680.90	102,047.26	15,410,026.42	5,000000
364	01-04-2035	64,208.44	166,680.90	102,472.46	15,307,553.96	5,000000
365	01-05-2035	63,781.47	166,680.90	102,899.43	15,204,654.53	5,000000
366	01-06-2035	63,352.73	166,680.90	103,328.17	15,101,326.36	5,000000
367	01-07-2035	62,922.19	166,680.90	103,758.71	14,997,567.65	5,000000
368	01-08-2035	62,489.87	166,680.90	104,191.03	14,893,376.62	5,000000
369	01-09-2035	62,055.74	166,680.90	104,625.16	14,788,751.46	5,000000
370	01-10-2035	61,619.80	166,680.90	105,061.10	14,683,690.36	5,000000
371	01-11-2035	61,182.04	166,680.90	105,498.86	14,578,191.50	5,000000
372	01-12-2035	60,742.46	166,680.90	105,938.44	14,472,253.06	5,000000
	Total:	*757,524.20*	*2,000,170.80*	*1,242,646.60*		
373	01-01-2036	60,301.05	166,680.90	106,379.85	14,365,873.21	5,000000
374	01-02-2036	59,857.81	166,680.90	106,823.09	14,259,050.12	5,000000
375	01-03-2036	59,412.71	166,680.90	107,268.19	14,151,781.93	5,000000
376	01-04-2036	58,965.76	166,680.90	107,715.14	14,044,066.79	5,000000
377	01-05-2036	58,516.94	166,680.90	108,163.96	13,935,902.83	5,000000
378	01-06-2036	58,066.26	166,680.90	108,614.64	13,827,288.19	5,000000
379	01-07-2036	57,613.70	166,680.90	109,067.20	13,718,220.99	5,000000
380	01-08-2036	57,159.25	166,680.90	109,521.65	13,608,699.34	5,000000
381	01-09-2036	56,702.91	166,680.90	109,977.99	13,498,721.35	5,000000
382	01-10-2036	56,244.67	166,680.90	110,436.23	13,388,285.12	5,000000
383	01-11-2036	55,784.52	166,680.90	110,896.38	13,277,388.74	5,000000
384	01-12-2036	55,322.45	166,680.90	111,358.45	13,166,030.29	5,000000
	Total:	*693,948.03*	*2,000,170.80*	*1,306,222.77*		
385	01-01-2037	54,858.46	166,680.90	111,822.44	13,054,207.85	5,000000
386	01-02-2037	54,392.53	166,680.90	112,288.37	12,941,919.48	5,000000
387	01-03-2037	53,924.66	166,680.90	112,756.24	12,829,163.24	5,000000
388	01-04-2037	53,454.85	166,680.90	113,226.05	12,715,937.19	5,000000
389	01-05-2037	52,983.07	166,680.90	113,697.83	12,602,239.36	5,000000
390	01-06-2037	52,509.33	166,680.90	114,171.57	12,488,067.79	5,000000
391	01-07-2037	52,033.62	166,680.90	114,647.28	12,373,420.51	5,000000
392	01-08-2037	51,555.92	166,680.90	115,124.98	12,258,295.53	5,000000
393	01-09-2037	51,076.23	166,680.90	115,604.67	12,142,690.86	5,000000
394	01-10-2037	50,594.55	166,680.90	116,086.35	12,026,604.51	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal

Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00 Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
395	01-11-2037	50,110.85	166,680.90	116,570.05	11,910,034.46	5,000000
396	01-12-2037	49,625.14	166,680.90	117,055.76	11,792,978.70	5,000000
	Total:	*627,119.21*	*2,000,170.80*	*1,373,051.59*		
397	01-01-2038	49,137.41	166,680.90	117,543.49	11,675,435.21	5,000000
398	01-02-2038	48,647.65	166,680.90	118,033.25	11,557,401.96	5,000000
399	01-03-2038	48,155.84	166,680.90	118,525.06	11,438,876.90	5,000000
400	01-04-2038	47,661.99	166,680.90	119,018.91	11,319,857.99	5,000000
401	01-05-2038	47,166.07	166,680.90	119,514.83	11,200,343.16	5,000000
402	01-06-2038	46,668.10	166,680.90	120,012.80	11,080,330.36	5,000000
403	01-07-2038	46,168.04	166,680.90	120,512.86	10,959,817.50	5,000000
404	01-08-2038	45,665.91	166,680.90	121,014.99	10,838,802.51	5,000000
405	01-09-2038	45,161.68	166,680.90	121,519.22	10,717,283.29	5,000000
406	01-10-2038	44,655.35	166,680.90	122,025.55	10,595,257.74	5,000000
407	01-11-2038	44,146.91	166,680.90	122,533.99	10,472,723.75	5,000000
408	01-12-2038	43,636.35	166,680.90	123,044.55	10,349,679.20	5,000000
	Total:	*556,871.30*	*2,000,170.80*	*1,443,299.50*		
409	01-01-2039	43,123.66	166,680.90	123,557.24	10,226,121.96	5,000000
410	01-02-2039	42,608.84	166,680.90	124,072.06	10,102,049.90	5,000000
411	01-03-2039	42,091.87	166,680.90	124,589.03	9,977,460.87	5,000000
412	01-04-2039	41,572.75	166,680.90	125,108.15	9,852,352.72	5,000000
413	01-05-2039	41,051.47	166,680.90	125,629.43	9,726,723.29	5,000000
414	01-06-2039	40,528.01	166,680.90	126,152.89	9,600,570.40	5,000000
415	01-07-2039	40,002.38	166,680.90	126,678.52	9,473,891.88	5,000000
416	01-08-2039	39,474.55	166,680.90	127,206.35	9,346,685.53	5,000000
417	01-09-2039	38,944.52	166,680.90	127,736.38	9,218,949.15	5,000000
418	01-10-2039	38,412.29	166,680.90	128,268.61	9,090,680.54	5,000000
419	01-11-2039	37,877.84	166,680.90	128,803.06	8,961,877.48	5,000000
420	01-12-2039	37,341.16	166,680.90	129,339.74	8,832,537.74	5,000000
	Total:	*483,029.34*	*2,000,170.80*	*1,517,141.46*		
421	01-01-2040	36,802.24	166,680.90	129,878.66	8,702,659.08	5,000000
422	01-02-2040	36,261.08	166,680.90	130,419.82	8,572,239.26	5,000000
423	01-03-2040	35,717.66	166,680.90	130,963.24	8,441,276.02	5,000000
424	01-04-2040	35,171.98	166,680.90	131,508.92	8,309,767.10	5,000000
425	01-05-2040	34,624.03	166,680.90	132,056.87	8,177,710.23	5,000000
426	01-06-2040	34,073.79	166,680.90	132,607.11	8,045,103.12	5,000000
427	01-07-2040	33,521.26	166,680.90	133,159.64	7,911,943.48	5,000000
428	01-08-2040	32,966.43	166,680.90	133,714.47	7,778,229.01	5,000000
429	01-09-2040	32,409.29	166,680.90	134,271.61	7,643,957.40	5,000000
430	01-10-2040	31,849.82	166,680.90	134,831.08	7,509,126.32	5,000000
431	01-11-2040	31,288.03	166,680.90	135,392.87	7,373,733.45	5,000000
432	01-12-2040	30,723.89	166,680.90	135,957.01	7,237,776.44	5,000000
	Total:	*405,409.50*	*2,000,170.80*	*1,594,761.30*		

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
433	01-01-2041	30,157.40	166,680.90	136,523.50	7,101,252.94	5,000000
434	01-02-2041	29,588.55	166,680.90	137,092.35	6,964,160.59	5,000000
435	01-03-2041	29,017.34	166,680.90	137,663.56	6,826,497.03	5,000000
436	01-04-2041	28,443.74	166,680.90	138,237.16	6,688,259.87	5,000000
437	01-05-2041	27,867.75	166,680.90	138,813.15	6,549,446.72	5,000000
438	01-06-2041	27,289.36	166,680.90	139,391.54	6,410,055.18	5,000000
439	01-07-2041	26,708.56	166,680.90	139,972.34	6,270,082.84	5,000000
440	01-08-2041	26,125.35	166,680.90	140,555.55	6,129,527.29	5,000000
441	01-09-2041	25,539.70	166,680.90	141,141.20	5,988,386.09	5,000000
442	01-10-2041	24,951.61	166,680.90	141,729.29	5,846,656.80	5,000000
443	01-11-2041	24,361.07	166,680.90	142,319.83	5,704,336.97	5,000000
444	01-12-2041	23,768.07	166,680.90	142,912.83	5,561,424.14	5,000000
	Total:	*323,818.50*	*2,000,170.80*	*1,676,352.30*		
445	01-01-2042	23,172.60	166,680.90	143,508.30	5,417,915.84	5,000000
446	01-02-2042	22,574.65	166,680.90	144,106.25	5,273,809.59	5,000000
447	01-03-2042	21,974.21	166,680.90	144,706.69	5,129,102.90	5,000000
448	01-04-2042	21,371.26	166,680.90	145,309.64	4,983,793.26	5,000000
449	01-05-2042	20,765.81	166,680.90	145,915.09	4,837,878.17	5,000000
450	01-06-2042	20,157.83	166,680.90	146,523.07	4,691,355.10	5,000000
451	01-07-2042	19,547.31	166,680.90	147,133.59	4,544,221.51	5,000000
452	01-08-2042	18,934.26	166,680.90	147,746.64	4,396,474.87	5,000000
453	01-09-2042	18,318.65	166,680.90	148,362.25	4,248,112.62	5,000000
454	01-10-2042	17,700.47	166,680.90	148,980.43	4,099,132.19	5,000000
455	01-11-2042	17,079.72	166,680.90	149,601.18	3,949,531.01	5,000000
456	01-12-2042	16,456.38	166,680.90	150,224.52	3,799,306.49	5,000000
	Total:	*238,053.15*	*2,000,170.80*	*1,762,117.65*		
457	01-01-2043	15,830.44	166,680.90	150,850.46	3,648,456.03	5,000000
458	01-02-2043	15,201.90	166,680.90	151,479.00	3,496,977.03	5,000000
459	01-03-2043	14,570.74	166,680.90	152,110.16	3,344,866.87	5,000000
460	01-04-2043	13,936.95	166,680.90	152,743.95	3,192,122.92	5,000000
461	01-05-2043	13,300.51	166,680.90	153,380.39	3,038,742.53	5,000000
462	01-06-2043	12,661.43	166,680.90	154,019.47	2,884,723.06	5,000000
463	01-07-2043	12,019.68	166,680.90	154,661.22	2,730,061.84	5,000000
464	01-08-2043	11,375.26	166,680.90	155,305.64	2,574,756.20	5,000000
465	01-09-2043	10,728.15	166,680.90	155,952.75	2,418,803.45	5,000000
466	01-10-2043	10,078.35	166,680.90	156,602.55	2,262,200.90	5,000000
467	01-11-2043	9,425.84	166,680.90	157,255.06	2,104,945.84	5,000000
468	01-12-2043	8,770.61	166,680.90	157,910.29	1,947,035.55	5,000000
	Total:	*147,899.86*	*2,000,170.80*	*1,852,270.94*		
469	01-01-2044	8,112.65	166,680.90	158,568.25	1,788,467.30	5,000000
470	01-02-2044	7,451.95	166,680.90	159,228.95	1,629,238.35	5,000000
471	01-03-2044	6,788.49	166,680.90	159,892.41	1,469,345.94	5,000000
472	01-04-2044	6,122.27	166,680.90	160,558.63	1,308,787.31	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
473	01-05-2044	5,453.28	166,680.90	161,227.62	1,147,559.69	5,000000
474	01-06-2044	4,781.50	166,680.90	161,899.40	985,660.29	5,000000
475	01-07-2044	4,106.92	166,680.90	162,573.98	823,086.31	5,000000
476	01-08-2044	3,429.53	166,680.90	163,251.37	659,834.94	5,000000
477	01-09-2044	2,749.31	166,680.90	163,931.59	495,903.35	5,000000
478	01-10-2044	2,066.26	166,680.90	164,614.64	331,288.71	5,000000
479	01-11-2044	1,380.37	166,680.90	165,300.53	165,988.18	5,000000
480	01-12-2044	691.62	166,679.80	165,988.18	0.00	5,000000
	Total:	*53,134.15*	*2,000,169.70*	*1,947,035.55*		
	Grand Total:	*45,439,830.90*	*80,006,830.90*	*34,567,000.00*		

0410-002

MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE, une société en commandite dûment constituée en vertu du code civile du Québec et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présentes par son seul commandité 9095-5139 Québec inc., une corporation dûment constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège 1555, rue Peel , bureau 1400, Montréal, Québec H3A 3L8, et représentée aux présentes par Carl Bond, son président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du Conseil d'administration de la corporation en date du 16 novembre 2006.

Ci après appelée Le Locateur

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c.C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe par intérim, dûment autorisée (e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance de 28 octobre 2003 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

LESQUELLES PARTIES PRÉALABLEMENT À LA MODIFICATION DU BAIL QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU qu'aux termes d'un bail sous seing privé en date du trente et un (31) mars deux mille cinq (2005) le Locateur a loué au Locataire, pour un terme commençant le 1er avril 2005 et se terminant le 31 mars 2010, l'immeuble situé au 31, rue Duke et 801, rue Brennan, d'une superficie d'environ trois cents vingt-sept mille quatre cents soixante pieds carrés (327 460 pi^2) et de 223 espaces de stationnement intérieur, formé du lot 2 611 356 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, connu comme étant l' édifice Louis-Charland.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

ATTENDU QUE les parties désirent soustraire une partie de la superficie loué au rez-de-chaussée, tel que montré sur le plan ci-joint, d'une superficie utilisable de deux mille huit cent vingt (2 820) pieds carrés et ce, à compter du 1er janvier 2007, afin que le Locateur puisse louer l'espace à un tiers pour y installer un restaurant;

ATTENDU QUE les parties désirent modifier le Bail en vigueur pour tenir compte de la nouvelle superficie locative totale des Lieux loués résultant de la diminution de la superficie du Bail en vigueur.

ATTENDU QUE le Locateur pourra rétrocéder l'espace occupé par le restaurant à la Ville advenant l'annulation du bail entre le Locateur et le futur Locataire du Restaurant et ce, moyennant un avis de trente (30) jours.

ATTENDU QUE Le Locataire désire modifier la durée du bail en y ajoutant une période additionnelle de dix (10) ans débutant le premier janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2016.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

DÉFINITIONS

Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils apparaissent dans ce contrat ou dans toute documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent, à moins d'une dérogation implicite ou explicite dans le texte, en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après :

a) «**Bail**» désigne collectivement le Bail Initial, la Convention de Modification et l'Amendement, ainsi que leurs annexes, le cas échéant.

b) «**Contrat**» désigne le présent contrat incluant le préambule et ses annexes, le cas échéant, toute documentation subordonnée à celui-ci, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées à l'occasion par les parties ; les expressions «des présentes», «aux présentes», «en vertu des présentes» et «par les présentes» et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le Contrat font généralement référence à l'ensemble du Contrat plutôt qu'à une partie de celui-ci à moins d'indication contraire dans le texte.

c) «**Lieux Loués**» désigne les lieux faisant l'objet du Bail, soit les locaux d'une superficie approximative de TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENTS QUARANTE (324 640) pieds carrés de l'immeuble situé aux 31, rue Duke et 801, rue Brennan, connus comme étant l'édifice Louis-Charland.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE
	VEJ

L'article 2.0 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 2.0 **SUPERFICIE**

Les Lieux loués ont une superficie locative de 324 640 pieds carrés et 223 espaces de stationnement ; les parties acceptent cette superficie telle quelle et considèrent qu'aucun autre mesurage ne sera requis.

L'article 3.1 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 3.1 **DURÉE**

Ce bail est consenti pour un terme de dix (10) ans, commençant le 1er janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2016;

L'article 7.1 est modifié comme suit :

Article 7.1 **LOYER**

Le loyer de base annuel est réduit de 19 553 $ (2820 pi² X 6.934$ du pi²), ce qui représente un montant de loyer de 2 251 010,00 $ pour la première année pour tenir compte de la nouvelle superficie.

L'article 7.2 est modifié comme suit :

Article 7.2 **LOYER ADDITIONNEL DES LIEUX LOUÉS**

Le Loyer additionnel est réduit de 32 803 $, ce qui fixe le montant à 3 806 204 $ pour la première année, pour tenir compte de la nouvelle superficie et du prorata d'occupation tel qu'établi ci-après la l'article 7.5.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

L'article 7.5 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 7.5 **PRORATA D'OCCUPATION**

La superficie des Lieux Loués au présent bail équivaut à 99,14% de la superficie locative de l'immeuble où ils sont situés.

L'article suivant est à ajouter :

CLAUSE ADDITIONNELLE DE RÉTROCESSION

Le Locateur a pour objectif de louer l'espace résiduel, situé au rez-de-chaussée, à un tiers privé (concessionnaire) avec obligation pour ce dernier d'y exploiter un restaurant. Les parties aux présentes s'entendent sur le fait que le Locateur devra verser au concessionnaire un incitatif sous forme d'une allocation pour des améliorations locatives, allocation qui sera amortie sur la durée du bail. Advenant le cas que le concessionnaire cesse ses opérations avant la fin du bail et que le Locateur ne soit pas en mesure de trouver un second concessionnaire dans les trois (3) mois qui suivent la fermeture du restaurant, le Locateur pourra, à sa seule discrétion, céder l'espace du restaurant au Locataire. Celui-ci occupera dès lors 100% de l'immeuble et devra rembourser au Locateur cinquante pourcent (50%) du solde non amorti de l'allocation en améliorations locatives versée au concessionnaire. Advenant le cas ou le Locateur ne réussit pas à louer l'espace résiduel à un concessionnaire avant le 30 juin 2007, il pourra, à sa discrétion, appliquer la présente clause sans la notion d'un remboursement d'une partie de l'allocation en améliorations locatives.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

RATIFICATION

Les parties confirment et ratifient toutes les autres clauses et conditions stipulées au Bail, le tout sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double (2) exemplaires à Montréal, province de Québec, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 16 NOVEMBRE 2006

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE

Par : _____

Le 28 ième jour de février 2007 ~~2006~~

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe par intérim

Cette modification de bail a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le 13 décembre 2006 (CG06 0508).

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

Montréal

SERVICE DES AFFAIRES CORPORATIVES
Direction du greffe
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR

DATE : 2 mars 2007

DESTINATAIRE : M. Serge Théroux

ORGANISME : Ville de Montréal

TÉLÉCOPIEUR : 514-280-3597

EXPÉDITRICE : Laure Marlie Gédéon

TÉLÉCOPIEUR : 514-872-5655 **TÉLÉPHONE :** 514-868-4366

MESSAGE

Voici la copie signée de l'entente pour votre dossier

N/D : CG06 0508

V/D : 1060259020

NOMBRE DE PAGES (incluant celle-ci) : 6

SI L'ENVOI N'EST PAS COMPLET, VEUILLEZ NOUS EN AVISER AUSSITÔT QUE POSSIBLE.

Note : Ce message peut contenir de l'information de nature privilégiée et confidentielle et est à l'usage exclusif du destinataire. Toute autre personne est avisée qu'il est strictement interdit de le divulguer, de le distribuer ou de le copier. Si ce message vous a été transmis par erreur, veuillez s'il vous plaît nous en aviser immédiatement. Nous vous remercions à l'avance pour votre collaboration.

PREMIÈRE CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE**, une société en commandite dûment constituée en vertu du Code Civil du Québec et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présente par son seul commandité 9095-5139 Québec Inc., une corporation dûment constituée en vertu la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 800 Boulevard de Maisonneuve Est, bureau 2200, à Montréal, province de Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Sophie Rousseau-Loiselle, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 23 avril 2024.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu une Convention de bail le 31 mars 2005 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 801, rue Brennan, (les « Lieux loués »), pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er avril 2005et se terminant le 31 mars 2010 ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de modification signée le 28 février 2007 (la « Première convention de modification du Bail »), le Locateur et le Locataire ont convenu de modifier la superficie des Lieux loués et de prolonger le Bail Initial jusqu'au 31 décembre 2016 ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de modification signée le 27 octobre 2008 (la « Deuxième convention de modification du Bail »), le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail Initial, se terminant le 31 décembre 2016, pour une durée additionnelle de dix (10) ans ;

ATTENDU QUE le Locataire désire exercer deux options de renouvellement de cinq (5) ans tel que prévu à l'article 3.2 du Bail Initial, pour une période additionnelle totale de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036 selon les mêmes conditions ;

ATTENDU QUE le Bail Initial, la Première convention de modification du Bail, la Deuxième convention de modification du Bail et la présente première convention de prolongation du Bail sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et que le Locateur déclare en avoir pris connaissance ; et

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période de dix (10) ans commençant le 1er janvier 2027 et se terminant le 31 décembre 2036.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1 du Bail Initial.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie de la présente première convention de prolongation du Bail signée électroniquement.

Le 1er mai 2024

LOCATEUR

_____

par : Sophie Rousseau-Loiselle

Le _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Domenico Zambito

Paraphes	
Locateur	Locataire

9095-5139 QUÉBEC INC.

(la « Société »)

Résolution écrite des administrateurs

PROLONGATION DU BAIL ENTRE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LE 801, RUE BRENNAN

ATTENDU QUE la Société agit à titre de seule et unique commanditée de la Société en commandite Brennan-Duke (ci-après la « **SEC Brennan-Duke** »);

ATTENDU QUE la SEC Brennan-Duke, à titre de locatrice et la Ville de Montréal, à titre de locataire, ont conclu le 31 mars 2005 un bail de 5 ans, soit du 1er avril 2005 au 31 mars 2010, concernant des locaux dans l'édifice situé au 801, rue Brennan (ci-après le « **Bail** »);

ATTENDU QU' à la suite de la signature de deux conventions de modification, le Bail a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2016, puis du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2026;

ATTENDU QU' aux termes du Bail, le locataire bénéficie de 3 options de renouvellement de 5 ans chacune;

ATTENDU QUE le locataire désire exercer deux de ses options de renouvellement et ainsi prolonger le Bail pour une période additionnelle totale de 10 ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036, selon les mêmes conditions, à l'exception du loyer de base qui sera ajusté conformément au Bail;

ATTENDU QUE la Société, à titre de seule et unique commanditée de la SEC Brennan-Duke, autorise la signature des documents permettant de prolonger le Bail;

IL EST RÉSOLU :

QUE la Société autorise la prolongation du bail pour une période additionnelle de 10 ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036 pour le 801, Brennan, entre la Société en commandite Brennan-Duke à titre de locatrice et la Ville de Montréal à titre de locataire;

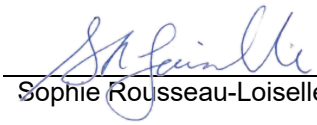
QUE Madame Sophie Rousseau-Loiselle, présidente de la Société soit et est, par la présente résolution, autorisée à signer pour et au nom de la Société, la première convention de prolongation de bail, ainsi que tous les autres actes et documents afférents à la convention, nécessaires aux fins de donner plein effet à la présente.

(Suite et signature à la page suivante)

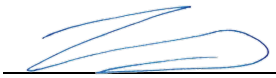
DÉCLARATION D'ADOPTION

Nous, soussignés, déclarons être les seuls administrateurs de la Société habile à voter sur la résolution susmentionnée. En conséquence, nous adoptons cette résolution et apposons notre signature aux présentes afin de conférer à cette résolution la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une réunion du conseil d'administration, conformément à l'article 140 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

ADOPTÉE ET SIGNÉE CE 23 avril 2024.



Sophie Rousseau-Loiselle, présidente



Carl Bond, vice-président



Annie Léonard, secrétaire

MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE, une société en commandite dûment constituée en vertu du code civile du Québec et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présentes par son seul commandité 9095-5139 Québec inc., une corporation dûment constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège 425, rue Sherbrooke Est , bureau 01, Montréal, Québec H2L 1J9, et représentée aux présentes par Jean-François Bertrand, son président et Carl Bond, son secrétaire, dûment autorisés en vertu d'une résolution du Conseil d'administration de la corporation en date du 5 mai 2008 ;

Ci après appelée « Le Locateur».

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Collette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution ~~CM03 0836~~ CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

Ci après appelée « Le Locataire».

LESQUELLES PARTIES PRÉALABLEMENT À LA MODIFICATION DU BAIL QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU qu'aux termes d'un bail sous seing privé en date du trente et un (31) mars deux mille cinq (2005) le Locateur a loué au Locataire, pour un terme commençant le 1er avril 2005 et se terminant le 31 mars 2010, l'immeuble situé au 31, rue Duke et 801, rue Brennan, d'une superficie d'environ trois cents vingt-sept mille quatre cent soixante pieds carrés (327 460 pi^2) et de 223 espaces de stationnement intérieur, formé du lot 2 611 356 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, connu comme étant l' édifice Louis-Charland.

19/27/2008 15:45 5148725655 GREFFIER PAGE 02/04

ATTENDU qu'aux termes d'une convention de modification publié par bordereau au bureau de la publicité des droits sous le numéro 14 483 836, le 31 juillet 2007, reçu devant Me Robert Coulombe , SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE et le Locataire ont convenu de modifier le Bail Initial (la «Convention de Modification»), de façon à prolonger le Terme Initial d'une période supplémentaire de dix (10) ans, débutant le premier (1er) janvier deux mille sept (2007) et se terminant le trente et un (31) décembre deux mille seize (2016) (le «Nouveau Terme»).

ATTENDU QUE Le Locataire désire modifier la durée du bail en y ajoutant une période additionnelle de dix (10) ans débutant le premier janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2026.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

DÉFINITIONS

Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils apparaissent dans ce contrat ou dans toute documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent, à moins d'une dérogation implicite ou explicite dans le texte, en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après :

a) «Bail» désigne collectivement le Bail Initial, la Convention de Modification et l'Amendement, ainsi que leurs annexes, le cas échéant.

b) «Contrat» désigne le présent contrat incluant le préambule et ses annexes, le cas échéant, toute documentation subordonnée à celui-ci, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées à l'occasion par les parties ; les expressions «des présentes», «aux présentes», «en vertu des présentes» et «par les présentes» et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le Contrat font généralement référence à l'ensemble du Contrat plutôt qu'à une partie de celui-ci à moins d'indication contraire dans le texte.

L'article 3.1 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 3.1 DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de vingt (20) ans, commençant le 1er janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2026;

RATIFICATION

Les parties confirment et ratifient toutes les autres clauses et conditions stipulées au Bail, le tout sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en ~~double~~ un (1) ~~(2)~~ exemplaire à Montréal, province de Québec, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 8 mai 2008

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE

Agissant par son commandité 9095-5139 Québec inc.

Par : _____
Jean-François Bertrand
Président

Par : _____
Carl Bond
Secrétaire

Le 27 octobre 2008

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Collette Fraser
Greffière adjointe

X:\Adm. imm. serv. Corporatifs\Services corporatifs 1\Locations\Ville-locataire\0410-001\Nouveau bail 801 Brennan.doc

Ce bail a été approuvé par le conseil d'agglomération de Montréal, le 19 juin 2008, résolution: CG08 0334.

27/11/2008 15:45 5148725655 GREFFIER PAGE 04/04

Tableau ajustement de la base budgétaire

	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
Base budgétaire index. estimée 2 %	9 120 736,31 $	9 303 151,03 $	9 489 214,05 $	9 678 998,33 $	9 872 578,30 $	10 070 029,87 $	10 271 430,46 $	10 476 859,07 $	10 686 396,26 $	10 900 124,18 $
Loyer net de taxe	10 525 274,25 $	10 732 106,56 $	10 944 109,68 $	11 161 412,88 $	11 384 148,66 $	11 612 452,83 $	11 846 464,60 $	12 086 326,67 $	12 332 185,28 $	12 584 190,37 $

	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
		1 428 955,53 $	1 454 895,63 $	1 482 414,55 $	1 511 570,36 $	1 542 422,96 $	1 575 034,14 $	1 609 467,60 $	1 645 789,02 $	1 684 066,19 $
Ajustement de la base budgétaire	1 404 537,94 $	24 417,58 $	25 940,10 $	27 518,92 $	29 155,81 $	30 852,60 $	32 611,17 $	34 433,46 $	36 321,43 $	38 277,16 $

Calcul annuel du loyer

Loyer pour la période du:	Loyer antérieur	01/01/2027 au 31/12/2027	01/01/2028 au 31/12/2028	01/01/2029 au 31/12/2029	01/01/2030 au 31/12/2030	01/01/2031 au 31/12/2031	01/01/2032 au 31/12/2032	01/01/2033 au 31/12/2033	01/01/2034 au 31/12/2034	01/01/2035 au 31/12/2035	01/01/2036 au 31/12/2036		
	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)		
Loyer de base	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $		21 450 000,00 $
Frais d'exploitation	4 330 826,01 $	4 439 096,66 $	4 550 074,08 $	4 663 825,93 $	4 780 421,58 $	4 899 932,12 $	5 022 430,42 $	5 147 991,18 $	5 276 690,96 $	5 408 608,23 $	5 543 823,44 $		49 732 894,60 $
Taxes foncières	3 357 236,62 $	3 441 167,54 $	3 527 196,73 $	3 615 376,65 $	3 705 761,07 $	3 798 405,10 $	3 893 365,23 $	3 990 699,36 $	4 090 466,84 $	4 192 728,51 $	4 297 546,72 $		38 552 713,75 $
Total avant taxes	9 833 062,63 $	10 025 264,20 $	10 222 270,81 $	10 424 202,58 $	10 631 182,65 $	10 843 337,22 $	11 060 795,65 $	11 283 690,54 $	11 512 157,80 $	11 746 336,74 $	11 986 370,16 $		**109 735 608,35 $**
TPS	491 653,13 $	501 263,21 $	511 113,54 $	521 210,13 $	531 559,13 $	542 166,86 $	553 039,78 $	564 184,53 $	575 607,89 $	587 316,84 $	599 318,51 $		5 486 780,42 $
TVQ	980 848,00 $	1 000 020,10 $	1 019 671,51 $	1 039 814,21 $	1 060 460,47 $	1 081 622,89 $	1 103 314,37 $	1 125 548,13 $	1 148 337,74 $	1 171 697,09 $	1 195 640,42 $		10 946 126,93 $
Total	**11 305 563,76 $**	**11 526 547,51 $**	**11 753 055,86 $**	**11 985 226,92 $**	**12 223 202,25 $**	**12 467 126,97 $**	**12 717 149,80 $**	**12 973 423,20 $**	**13 236 103,43 $**	**13 505 350,67 $**	**13 781 329,09 $**	**=**	**126 168 515,70 $**
Ristourne de TPS	(491 653,13) $	(501 263,21) $	(511 113,54) $	(521 210,13) $	(531 559,13) $	(542 166,86) $	(553 039,78) $	(564 184,53) $	(575 607,89) $	(587 316,84) $	(599 318,51) $		(5 486 780,42) $
Ristourne TVQ (50%)	(490 424,00) $	(500 010,05) $	(509 835,76) $	(519 907,11) $	(530 230,24) $	(540 811,45) $	(551 657,19) $	(562 774,07) $	(574 168,87) $	(585 848,55) $	(597 820,21) $		(5 473 063,50) $
Loyer net	10 323 486,63 $	10 525 274,25 $	10 732 106,56 $	10 944 109,68 $	11 161 412,88 $	11 384 148,66 $	11 612 452,83 $	11 846 464,60 $	12 086 326,67 $	12 332 185,28 $	12 584 190,37 $		115 208 671,78 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248682004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248682004 - 801 Brennan.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières

Tél : (514) 872-8914

Co- auteur: Nathalie Fillion
Directrice, direction du conseil et du soutien financiers.
Service des finances et de l'évaluation foncière.
Tél: 514-712-4378

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.014

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248682004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

SMCE248682004.pdf

Dossier # :1248682004

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 21 novembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE248682004

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94$, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location- acquisition)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE248682004

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94$, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location- acquisition)

À sa séance du 30 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 20 M$

Le 6 novembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la stratégie immobilière (SSI), Direction des transactions, Division des locations ont expliqué que la Ville a conclu, en 2005, une entente de location avec la Société en commandite Brennan-Duke au 801, rue Brennan. L'édifice est le plus important centre administratif de la Ville, qui occupe 99,14 % de l'espace, ce qui représente de 324 640 pi² de bureaux et 223 places intérieures de stationnement.

Il faut savoir que la Ville a entrepris, en 2022, un projet-pilote d'aménagement des espaces en mode collaboratif afin pour optimiser les espaces et d'augmenter le nombre de postes de travail. Le projet-pilote est désormais complété, mais les travaux

d’aménagement sont toujours en cours. Le bail arrivant à échéance le 31 décembre 2026, la Ville souhaite aujourd’hui exercer deux de ses trois options de renouvellement de 5 ans, aux mêmes termes et conditions, afin notamment de protéger ses investissements. D’après les personnes invitées, la Ville bénéficie de conditions favorables et le renouvellement permettra d’en jouir pour encore 10 ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036. Parmi les avantages figurent la protection des investissements, les places intérieures de stationnement et le prix du loyer, qui est inférieur au marché.

Les personnes invitées ont présenté les données financières du renouvellement du bail en précisant que le taux locatif moyen est de 33,80 $/pi² pour 10 ans. Afin de vérifier si le loyer payé par la Ville est conforme au marché, la Division des analyses du SSI a été mandatée pour procéder à une évaluation de la valeur locative de ces espaces. Elle estime que sa valeur se situe entre 43 $/pi² à 45 $/pi².

Pour terminer, les responsables ont conclu en recommandant d’approuver la convention de prolongation du bail par laquelle la Ville loue à la Société en commandite Brennan-Duke des espaces situés au 801, rue Brennan, et ce, pour une durée de 10 ans.

Durant la période de questions, la Commission a notamment demandé pourquoi la Ville s’y prenait si tôt pour entreprendre le processus de renouvellement, alors que le bail vient à échéance le 31 décembre 2026. Le Service convient qu’il est d’avance, mais précise que l’entente contractuelle prévoit que la Ville doit informer le bailleur de son intention de renouveler l’entente au minimum un an avant la fin du bail. Compte tenu des investissements et des travaux en cours, le Service préférait entreprendre les démarches plus tôt que tard. Les membres ont également voulu savoir si d’autres scénarios, en dehors de la location, avaient été étudiés. Les responsables ont confirmé avoir procédé à certaines vérifications, notamment en ce qui a trait au coût d’acquisition du bâtiment. Pour le moment, le scénario le plus économique demeure pour la Ville la location de locaux dans l’édifice Louis-Charland.

Conclusion

À l’issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service de la stratégie immobilière, Direction des transactions, Division des locations pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat de plus de 20 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE248682004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248781005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier d'un montant total de 150 000 $ à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour l'année 2024, pour la réalisation de son projet hivernal d'animation;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-06 09:30

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248781005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Cité des arts du cirque - TOHU est un partenaire unique qui contribue depuis 20 ans à la revitalisation du quartier Saint-Michel et à la renommée de Montréal.
La Cité des arts du cirque (TOHU) a été créée en 2004 dans le but de consolider, par l'ajout d'un lieu de diffusion, un pôle culturel dédié aux arts du cirque comprenant de la création (Cirque du Soleil) et de la formation (École nationale de cirque). Sa position au coeur du Complexe environnemental Saint-Michel a été identifiée comme une opportunité d'élargir sa mission pour y intégrer le développement environnemental et social. Elle forme un exemple reconnu de développement durable par la culture, avec une mission à trois volets : Cirque - Terre - Humain.

Depuis 20 ans, la TOHU est soutenue dans sa mission et ses activités par la Ville de Montréal. Dans ce cadre, la TOHU sollicite la Ville pour obtenir un soutien financier exceptionnel pour le lancement d'un projet hivernal d'activités extérieures, en déployant, entre autres, une patinoire réfrigérée accessible pour les résidents du quartier et les visiteurs du parc Frédéric-Back.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0368 du 20 juin 2024 - Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à La Cité des arts du cirque pour la tenue de la 3e édition du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 dans le cadre de l'entente Reflexe I / Approuver un projet de convention à cet effet.
CM24 0730 du 18 juin 2024 - Accorder un soutien financier totalisant 300 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 48 000 $ à La Cité des arts du cirque pour la tenue du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CA24 14 0161 du 4 juin 2024 - Accorder une contribution financière de 5 000 $ à TOHU Cité des Arts du cirque, pour l'année 2024, pour le projet « Les lumières de Saint-Michel » et approuver le projet de convention à cette fin.

CM24 0539 du 14 mai 2024 - Accorder un soutien financier au montant total de 557 706 $ à la Cité des arts du cirque - TOHU pour l'année 2024, pour la réalisation de sa mission présentée dans son plan d'action Cirque - Terre - Humain.

CG24 0268 du 16 mai 2024 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la Cité des arts du cirque (TOHU) s'engage à fournir à la Ville les services requis pour contribuer à la mise en valeur du parc Frédéric-Back, le maintien en opération d'un pavillon d'accueil pour les visiteurs du Complexe environnemental de Saint-Michel et soutenir la tenue d'événements culturels initiés par des promoteurs locaux sur les terrains qui lui sont consentis, pour une somme maximale de 585 000 $, taxes incluses.

CE24 0498 du 3 avril 2024 - Accorder un soutien financier aux organismes ci-après désignés pour divers projets pour un montant total de 1 782 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2024 selon le détail suivant : 33 000 $ TOHU - Cité des arts du cirque Les lumières de Saint-Michel.

CM23 0559 du 15 mai 2023 - Accorder un soutien financier de 630 000 $ par année totalisant 1 890 000 $, ainsi qu'un soutien technique estimé à 55 000 $, à la Cité des arts du cirque pour les 14e, 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement Cirque / Approuver le projet de convention à cet effet.

CG22 0752 du 22 décembre 2022 - Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de gré à gré intervenue entre la Ville de Montréal et La Cité des arts du cirque (TOHU) afin d'en augmenter la durée jusqu'au 31 décembre 2023 et le montant maximal du contrat de 2 151 533, 23 $ à 2 711 013,25 $,
taxes incluses.

CE22 2024 du 7 décembre 2022 - Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et La Cité des Arts du Cirque (CG19 0147) afin d'en augmenter la durée jusqu'au 31 décembre 2023 et le montant maximal de la contribution de 2 045 228 $ à 2 577 149,50 $.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'approbation d'un projet de convention visant l'octroi d'une subvention au montant de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour l'année 2024, pour la réalisation de son projet. La présente contribution financière vise à soutenir les activités suivantes de l'organisme :
Une patinoire réfrigérée à la TOHU

Description du projet de patinoire : le soutien financier demandé est destiné à l'installation d'une patinoire réfrigérée saisonnière, citoyenne, écologique et équipée de gradins, en collaboration avec la compagnie de patinage chorégraphique Le Patin Libre. Cette collaboration permettra non seulement à la TOHU de bénéficier de l'expérience de son partenaire pour la mise en place et les opérations de la patinoire, mais aussi des équipements nécessaires : surfaceuse, conteneurs d'entreposage, ceinture de banc de la patinoire, patins pour le prêt et la location, etc. Cette patinoire - théâtre multifonctionnelle offrira à la fois un espace de création et de diffusion pour le Patin Libre mais également une patinoire de qualité qui pourra accueillir le grand public et des groupes spécifiques (ex : scolaires).

La patinoire de la TOHU propose une offre aux résidents des quartiers Nord et Est de Montréal tout en s'insérant de façon cohérente et harmonieuse dans ses activités régulières : d'une part, la patinoire complète le pôle hivernal de la TOHU qui propose déjà des activités de ski de fond, de raquette et des trottinettes des neiges, permettant ainsi une journée entière d'activités hivernales diversifiées sur un seul site qui devient immédiatement unique dans la métropole. D'autre part, en tant que lieu de diffusion spécialisé en arts du cirque et autres formes d'arts du mouvement, l'ajout d'une programmation de spectacles extérieurs de

patin forme un tout cohérent.

Le projet de programmation

De manière générale, la patinoire sera accessible le vendredi, de 17 h à 21 h, et les samedis et dimanches, de 10 h à 22h. À l'exception de certaines activités ou représentations, l'accès à la patinoire sera gratuit pour tous. L'ouverture aura lieu le 20 décembre et la fermeture est prévue le 9 mars. Des patins seront offerts en prêt et en location. Un horaire prolongé est prévu pour la période du congé scolaire des Fêtes (26 au 31 décembre).

Les 20, 21 et 22 décembre 2024 : un week-end d'activités gratuites pour la fin de semaine d'ouverture.

Vendredi, 20 décembre:

- De 19 h à 22 h, soirée d'ouverture avec DJ (incluant un spectacle de la compagnie Le Patin Libre de 20 minutes).

Samedi, 21 décembre :

- De 13 h à 16 h : formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micro-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes, suivies d'un atelier d'initiation de 20 minutes)
- De 19h à 22h, soirée dansante avec DJ (incluant 3 micro-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes, suivies d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

Dimanche, 22 décembre :

- De 13 h à 16 h, formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micro-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes, suivie d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

JUSTIFICATION

Dans le cadre de son engagement à revitaliser le quartier Saint-Michel, la TOHU sollicite un soutien financier de la Ville de Montréal pour la réalisation de son projet de ''patinoire - théâtre'' réfrigérée. Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Ville visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'accès aux loisirs pour toutes et tous. De plus, ce projet contribue à la mise en valeur du caractère hivernal de la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière d'un montant total de 150 000 $ pour l'année 2024 sera octroyée à la Cité des arts du cirque - TOHU à même le budget du fonctionnement du Service de la culture. L'imputation budgétaire au montant de 150 000 $ reflétera les indications des intervenants au dossier pour les aspects financiers. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

Le sommaire des contributions financières et de services qui ont été accordés par la Ville de Montréal à l'organisme la Cité des arts et du Cirque (TOHU) au cours des deux dernières années se trouve en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des priorités suivantes :

- 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les

industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet innovant complétera les activités hivernales de la TOHU, telles que l'offre de prêt de ski de fond, de raquette et de luge, créant ainsi un pôle d'activités diversifiées sur un seul site. En favorisant l'accès à des loisirs de qualité, il contribuera à renforcer l'attractivité du secteur, tout en répondant aux besoins des citoyennes et citoyens pour des activités culturelles et récréatives accessibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est planifiée avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Entrée en vigueur de la convention
- Événement d'inauguration du 20 au 22 décembre.
- Accès libre à la patinoire du 20 au 31 décembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Andréane LECLERC, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Andréane LECLERC, 6 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-11-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248781005*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Accorder un soutien financier au montant total de 150 000$ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour, pour la réalisation de son projet hivenal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigéré .*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? • 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire; • 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 15. Le projet hivernal TOHU, plus particulièrement l'offre d'une patinoire réfrigérée pouvant accueillir des performances artistiques contribue à soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

- 20. En développant un nuveau pôle d'activité hivernal la TOHU contribue à accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 8 février 2023

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE
A/S MONSIEUR STÉPHANE LAVOIE
2345, RUE JARRY E
MONTRÉAL (QC) H1Z 4P3

Nº de décision : 2023-DAMP-1430
Nº de client : 3001611890
Nº d'entreprise du Québec : 1148923601

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CITÉ DES ARTS DU CIRQUE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS MONÉTAIRES OCTROYÉ PAR LA VILLE À L'ORGANISME - CITÉ DES ARTS DU CIRQUE -TOHU

ACTIVITÉS SUBVENTIONNÉES	Unité - Ville	2022 Contribution	2023 Contribution	2024 Contribution
MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CiRQUE	Bureau des Festivals	630 000 $	630 000 $	630 000 $
	Bureau des Festivals			69 300 $
Les 3GÉANTS (été 2022)	Bureau des Festivals	300 000 $	300 000 $	500 000 $
et Le GÉANT (été 2023)	Arr. Le Sud-Ouest	5 000 $		
La FALLA	Bureau des Festivals	30 000 $		
	Arr. VSMPE	5 000 $		
(et soutien employabilité locale)	Diversité sociale / MTESS	30 000 $		
Les Lumières de Saint-Michel	Bureau des Festivals		33 000 $	33 000 $
	Arr. VSMPE		5 000 $	5 000 $
(et soutien employabilité locale)	Diversité sociale / MTESS		30 000 $	
Projet de médation Contes de Marguerite	BINAM	10 000 $	- $	
Fresque du Climat	BTER	- $	25 000 $	
Convention de contribution - support à la mission	SGPMRS	523 545 $	50 550 $	
Convention de contribution - support à la mission	SC		481 371 $	547 706 $
	AVSMPE			10 000 $
Convention de services	SGPMRS + SC	550 669 $		
Convention de services	SGPMRS		58 458 $	113 659 $
	SC		501 022 $	471 341 $
	TOTAL	2 084 214 $	2 114 401 $	2 380 006 $

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1CS, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** - **TOHU,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, agissant et représentée aux présentes par monsieur Stéphane Lavoie, co-directeur général et directeur de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS: 143 540 979
Numéro d'inscription TVQ : 102 349 0320

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de contribuer au développement du territoire à titre de destination culturelle d'envergure locale, nationale et internationale;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme lieu de diffusion, de création, d'expérimentation et de convergence entre culture, environnement et engagement communautaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du projet – programmation et promotion;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : La directrice du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.3.3 l'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;*

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents, sauf documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville.

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme ci-après, le 30 avril 2025, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures

normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente jours (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), dans les 30 jours de la remise de la reddition de comptes au plus tard le 30 janvier 2025, à la satisfaction du Responsable

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 30 avril 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 , et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général et de la programmation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H3Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 28e jour de .....octobre..... 2024

CITÉ DES ARTS DU CIRQUES - TOHU

Par : _____
Stéphane Lavoie, co-directeur général et directeur de la programmation

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2024 (Résolution CG ……).

ANNEXE 1

PROJET

CÔTOYER
L'EXTRA
ORDINAIRE

Montréal, 8 octobre 2024

Ville de Montréal
Service de la culture
À l'attention de M. Bruno Jobin

Objet : Demande de soutien financier pour la "patinoire-théâtre" réfrigérée de la TOHU

Monsieur,

Dans le cadre de son engagement à revitaliser le quartier Saint-Michel, la TOHU sollicite un soutien financier de la Ville de Montréal pour la réalisation de son projet de "patinoire-théâtre" réfrigérée. Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Ville visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'accès aux loisirs pour tous.

La patinoire réfrigérée, écologique et multifonctionnelle, conçue en collaboration avec la compagnie de patinage chorégraphique Le Patin Libre, sera ouverte de novembre à mars. En plus d'offrir un espace unique de création artistique, avec plusieurs dizaines de représentations, elle proposera une expérience accessible à la communauté locale, notamment aux jeunes et aux familles des quartiers Nord et Est de Montréal.

Ce projet innovant complétera les activités hivernales de la TOHU, telles que le ski de fond, la raquette et la luge, créant ainsi un pôle d'activités diversifiées sur un seul site. En favorisant l'accès à des loisirs de qualité, il contribuera à renforcer l'attractivité du quartier, tout en répondant aux besoins des résidents pour des activités culturelles et récréatives accessibles.

Pour mener à bien cette initiative, un soutien financier de 150 000 $ de la Ville de Montréal est nécessaire. Ce montant servira à couvrir en partie les coûts d'installation, d'équipement et de gestion, garantissant ainsi le succès du projet dès sa première année. Nous sommes convaincus que cet investissement renforcera non seulement la vitalité de notre quartier, mais aussi celle de l'ensemble de la ville de Montréal.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous remercions vivement pour l'attention portée à cette demande.

Mes salutations les plus distinguées,

Stéphane Lavoie
Directeur général et de la programmation

Une patinoire réfrigérée à la TOHU

Description du projet de patinoire

Le soutien financier demandé est destiné à l'installation d'une patinoire réfrigérée, citoyenne, écologique et équipée de gradins, en collaboration avec la compagnie de patinage chorégraphique Le Patin Libre. Ce partenariat avec Le Patin Libre, d'une durée de trois ans, permettra non seulement à la TOHU de bénéficier de l'expérience de son partenaire pour la mise en place et les opérations de la patinoire mais aussi des équipements nécessaires : surfaceuse, conteneurs d'entreposage, ceinture de banc de la patinoire, patins pour le prêt et la location, etc. Cette patinoire-théâtre multifonctionnelle et nouveau genre peut être accessible de novembre à mars. Elle propose à la fois un espace de création et de diffusion pour le Patin Libre mais également une patinoire de qualité qui peut accueillir le grand public et des groupes spécifiques (scolaires, corporatifs etc.).

La patinoire de la TOHU propose une offre aux résidents des quartiers Nord et Est de Montréal tout en s'insérant de façon cohérente et harmonieuse dans ses activités régulières: d'une part, la patinoire complète le pôle hivernal de la TOHU qui propose déjà ski de fond, raquette et trottinettes des neiges, permettant ainsi une journée entière d'activités hivernales diversifiées sur un seul site qui devient immédiatement unique dans la métropole ; et d'autre part en tant que lieu de diffusion spécialisé en arts du cirque et autres formes d'arts du mouvement, l'ajout d'une programmation de spectacles extérieurs de patin formant un tout cohérent.

La cible de fréquentation de la patinoire pour la première année d'opération est de 10 000 patineurs. Exception faite des quelques spectacles payants qui seront présentés, l'accès à la patinoire sera gratuit en tout temps. Seule la location de patins sera tarifée, accompagnée d'une politique favorisant les résidents du quartier St-Michel et les jeunes (politique à déterminer).

Le projet de programmation

De manière générale, la patinoire est accessible le vendredi, de 17h à 21h, et les samedis et dimanches, de 10h à 22h.

À l'exception des certaines activités ou spectacles payants, l'accès à la patinoire est gratuit pour tous. L'ouverture aura lieu le 20 décembre et la fermeture est prévue le 9 mars. Des patins seront offerts en location.

Les 20, 21 et 22 décembre 2024

Un week-end d'activités gratuites pour la fin de semaine d'ouverture.

Vendredi, 20 décembre:

- De 19h à 22h, soirée d'ouverture avec DJ (incluant un spectacle de Patin Libre de 20 minutes).

Samedi, 21 décembre :

- De 13h à 16h : formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes)
- De 19h à 22h, soirée dansante avec DJ (incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

Dimanche, 22 décembre :

- De 13h à 16h, formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

De décembre à mars

Plusieurs activités et des spectacles payants sont à mettre au programme en fonction des spectacles en salle de la TOHU afin de créer une synergie entre l'offre de la patinoire et la programmation de la TOHU

- Deux soirées dansantes avec DJ et une formule Carnaval (chacune incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes);
- Six représentations du spectacle *Vertical* de Patin Libre, suivi d'une soirée dansante avec DJ (durée 2h);
- Possibilités de 4 ateliers (workshop) d'une durée d'une heure pour les groupes scolaire, les événements privés ou corporatifs.

L’échéancier

Pour arriver à une ouverture le week-end du 20 décembre, certaines sont cruciales et doivent être complétées dans le bon ordre :

- Mi-novembre à fin novembre : mise à niveau du terrain et construction de la plateforme sur laquelle la patinoire sera posée;

- Première semaine de décembre : arrivée des équipements (groupes de réfrigération, conteneurs, surfaceuse, etc.) et installation de la patinoire;

- Deuxième et troisième semaine de décembre : démarrage de la patinoire, installation des éclairages, de la sonorisation, des bancs et gradins et formation du personnel;

- Vendredi 20 décembre : ouverture de la patinoire

Plan de communication

Mise en contexte :

Place à la patinoire de la TOHU à partir du 20 décembre 2024 jusqu'à fin de la semaine de relâche. Durant cette période, les visiteurs auront l’occasion de venir patiner avec leur propre matériel ou de profiter de nos prêts de patins. Ils pourront également assister à des spectacles payants.

Dates importantes :

- **Jeudi 21 novembre** - Communiqué de presse envoyés aux journalistes via notre agence Roy & Turner
- **Jeudi 21 novembre**
  - Infolettre TOHU hebdo tous les jeudis à partir du 21 novembre (mention de l’activité)
  - Infolettre spécifique contenu au lancement
  - Infolettre une semaine avant le 20 décembre en guise de rappel
  - Infolettre dans le cadre de la semaine de relâche pour présenter toutes les activités de la TOHU dont la patinoire – envoi la semaine du 17 février
- **Jeudi 21 novembre -** Mise en ligne de la page évènement sur le site web
- **Jeudi 21 novembre** – Premier push réseaux sociaux avec la page évènement sur Facebook
- **Du 25 novembre au 20 décembre** - Campagne sur les réseaux sociaux pour promouvoir les spectacles payants et le prêt de patins aux deux semaines.
- **Vendredi 20 décembre** - Ouverture de la patinoire

Publics cibles :

- Familles de la région métropolitaine
- Communauté locale : les résidents du quartier St-Michel
- Les habitués de la TOHU
- Écoles
- Amateurs d'événements culturels et d'activités hivernales
- Anciens spectateurs des activités gratuites de la TOHU

Stratégies de communication et moyens d'action :

Actions :

<u>In situ</u>

- Information sur le site web principal et billetterie
- Fiche évènement sur Facebook
- Présentation du projet au personnel de la billetterie pour anticiper les réservations de patins et les spectacles payants
- Publicité dans nos programmes de soirées des spectacles (spectacle du temps des fêtes)
- Publicité sur notre écran symbiose
- Flyers insérés dans notre brochure de saison
- Mention de la patinoire dans les messages de rappel de spectacle de cirque - activités à faire avant le spectacle !
- Pavoisement devant la future patinoire

<u>Plan média : en construction</u>

- *Publicité journaux*
  - Dans le Journal de St-Michel, Journal de Montréal, Montréal pour Enfants

- *Affichage*
  - Affichage abris-bus aux alentours de la TOHU

- *Distribution*
  - Distribution de flyers 5 x 7 réunissant toutes les infos avec code QR pour réserver les billets de spectacle - Distribués dans le quartier et les arrondissements voisins de la TOHU par Prestige Média et Pub Sauvage à partir de la mi-novembre.

- *Web :*
  - Campagne Google ads avec la nouvelle générale de l'activité patinoire puis décliner sur la location de patin et spectacles payants
  - Campagne Facebook et Instagram – une campagne générique + une campagne spectacle

        - Ciblées par intérêts
        - Ciblées par géo-localisation
    - Campagne La Presse + avec un diaporama qui présente toutes les activités

Réseaux sociaux

Organique seulement

- Publication avec patinoire en montage - timelapse
- Publication avec présentation de la patinoire et son lot d'activité (prêt de patin, spectacles, animation gratuite, etc.)
- Publication carrousel avec l'explication du prêt de patins
- Publication carrousel avec présentation des spectacles et lien vers les billets
- Promotion croisée avec nos partenaires
- Soutenez la TOHU et économisez lors de différents événements

Calendrier éditorial avec les dates précises des posts à venir

Site Web

- Page d'accueil : bannière de l'ouverture de la patinoire et des activités
- Page d'évènement globale avec sur celle-ci l'apparition des spectacles et la location de patins
- Page billetterie pour les spectacles et la réservation des patins

Infolettres

- Infolettre TOHU hebdo tous les jeudis à partir du 21 novembre (mention de l'activité)
- Infolettre en primeur pour les membres TOHU pour assister au lancement la semaine du 14 novembre
- Infolettre spécifique contenu au lancement de la patinoire envoyée à tous les acheteurs de spectacle de la TOHU (des deux dernières années)
- Vendredi 13 décembre, relance une semaine avant
- Jeudi 19 décembre, relance la veille de l'ouverture
- Mention avec photos prises lors du lancement dans toutes les infolettres Hebdo
- Infolettre dans le cadre de la semaine de relâche pour présenter toutes les activités de la TOHU dont la patinoire – envoi la semaine du 17 février

Infolettres hebdomadaires

- Petit point focus sur la patinoire tous les jeudis à partir du 21 novembre jusqu'au 20 décembre

Relations de presse

Rédaction faite par la TOHU mais envoyé par Roy & Turner

- Communiqué de presse prévu le 21 novembre

Campagne vidéo et photographie

- Vidéos pour les RS et photographe à prévoir le jour du lancement et durant la période pour promouvoir la patinoire

Une patinoire éco-responsable

Efficacité énergétique
Dans sa consommation électrique, notre projet est plus de 50 fois plus efficace par usager que les arénas municipaux.

Innovation éco-responsable
Des méthodes et technologies nouvelles rendent la réfrigération et l'entretien de nos patinoires plus écologiques et moins énergivores que les patinoires traditionnelles. Entre autres, nous développerons le premier vélo-zamboni!

Divertir les urbains en ville
Afin de diminuer leur empreinte carbone, les urbains chercheront de plus en plus des loisirs près de chez eux et ne nécessitant pas de déplacements polluant. Nos patinoires de proximité urbaine répondent parfaitement à ce besoin.

Carbo-neutralié
Nous mesurerons l'énergie consommée par la patinoire, calculerons sa génération de carbone gazeux et la compenserons par le reboisement.

Nous utiliserons donc la patinoire comme une opportunité pour parler d'éco-responsabilité. En amont de l'installation, nous partagerons du matériel vidéo et informatif documentant cette démarche écologique de façon inspirante.



Budget

Revenus	
Location patins	10 000 $
Fêtes dansantes nocturnes	6 000 $
Billetterie spectacle Verticale	26 250 $
Ville de Montréal	150 000 $
Développement économique Canada	170 000 $
Total	**362 250 $**

Dépenses	
Coût de la programmation	47 250 $
Coût d'opération	35 000 $
Location d'équipement	15 000 $
Coût partenariat Patin libre	130 000 $
Électricité	10 000 $
Aménagement terrain	40 000 $
Communication/marketing	40 000 $
Contingence	45 000 $
Total	**362 250 $**

Résultat	**0 $**

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que
(ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248781005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248781005 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-04

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

D'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie;

1. Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;
2. D'autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie provenant du budget de fonctionnement du service de l'habitation et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) ;
3. Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994$
4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-04 14:35

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a adopté le décret 1475-2024 le 2 octobre 2024 en vertu duquel la Société d'habitation du Québec (la « **SHQ** ») consentira une subvention à Habitation Laprairie (l'« **Organisme** ») pour son projet, via une entente de subvention pour la réalisation et d'exploitation signée entre l'Organisme et la SHQ (l'« **Entente SHQ** »).

L'Entente SHQ prévoit que le projet doit être appuyé par une contribution municipale de 3 465 705 $.

La part de la Ville de Montréal (la « **Ville** ») est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (la « **CMM** »).

Le présent sommaire concerne la convention de contribution financière entre la Ville et l'Organisme, laquelle ne vise que la réalisation du projet; le suivi en exploitation sera assuré par la SHQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme a soumis un projet de construction neuve de 52 logements de 1 cc et de 2 cc destinés aux familles et personnes seules ayant des revenus faibles ou modestes.

Le coût prévu de la construction de l'immeuble s'élève à 16,7 M$. À ce montant s'ajoutent le coût d'acquisition, les honoraires professionnels, le coût des études et des dépenses connexes, ainsi que les taxes applicables.

Coût total de réalisation de 22 178 210 M$ est financé par les contributions suivantes :

Subvention SHQ : 9 963 900 $ incluant la subvention de base et 1 299 639 $ additionnels pour les mesures environnementales
Fonds logement abordable (SCHL): contribution de 3 775 065 $ et prêt de 4 800 960 $
Contribution Ville (CMM) : 3 465 705 $
Subvention Novoclimat : 117 380 $
Financement initial (SCHL) : 30 200 $
Fonds municipal vert : 25 000 $

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme s'engage à maintenir les loyers des logements du projet conformes aux loyers maximaux pour une période de 35 ans. De plus, pour être admissible à la location d'un logement construit dans le cadre du projet, un ménage doit avoir un revenu égal ou inférieur au seuil de revenu maximal prévu à la grille des seuils de revenus maximaux admissibles rendue publique par la SHQ.

La contribution de la Ville est conditionnelle à la signature de l'Entente SHQ.

JUSTIFICATION

Le projet :

- Correspond à la volonté de la Ville d'accroître l'offre de logements salubres, adéquats et abordables sur le territoire montréalais;
- Contribue à l'atteinte des objectifs du Chantier Montréal abordable;
- A reçu l'acceptation finale de la SHQ dans le cadre de l'Entente SHQ en date du 2 octobre 2024;
- A reçu un avis favorable à sa réalisation de l'arrondissement du Sud-Ouest.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière non récurrente maximale de 3 465 705 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation.
Cette dépense sera compensée par un revenu équivalent provenant de la CMM.

Le calendrier de versement de la contribution financière sera fait tel que le prévoit la convention de contribution entre la Ville et l'Organisme:

- Signature de la convention Ville-Organisme : 30% de la contribution
- Signature du contrat de construction de l'entrepreneur : 20% de la contribution
- 50% d'avancement des travaux : 30% de la contribution
- À la fin des travaux, soit à l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux : 20% de la contribution

La contribution financière concerne une compétence de l'agglomération de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, étant donné que le présent projet vise la réalisation de logements destinés à une clientèle à revenus modestes, que l'organisme bénéficiaire est un OBNL, que les loyers seront maintenus abordables pour une période de plus de 20 ans, que le projet bénéficiera du programme de supplément au loyer (PSL) et que la CMM remboursera les contributions municipales.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Tel qu'indiqué à la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe du sommaire décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra de revitaliser le secteur par la construction d'un immeuble neuf à l'emplacement occupé depuis plusieurs années par un immeuble laissé à l'abandon. Cette revitalisation a aussi une bonne valeur environnementale et patrimoniale par la réutilisation des matériaux de l'ancien immeuble. Au plan social, le projet permettra de procurer une offre résidentielle répondant aux besoins du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carol-Anne LANGLOIS
-

Tél : (514) 466-3622
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249286005*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : Habitation Laprairie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité No 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

Création de 55 logements pour femmes en difficulté, avec ou sans enfants.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2024-10-31 - Convention Habitation Laprairie - VF - VISÉE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

31 octobre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **HABITATION LAPRAIRIE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est située au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9, agissant et représentée par Lucien Banga, secrétaire, et Patrick Mbisoni Fimbo, vice-président et trésorier, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., c. S-8), la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation et de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitation;

ATTENDU QUE la SHQ peut, avec l'autorisation du gouvernement du Québec, mettre en œuvre les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la SHQ a approuvé les orientations d'un nouveau programme d'aide à la construction de logements abordables;

ATTENDU QUE par le décret numéro 8-2022 du 12 janvier 2022, modifié par le décret numéro 1144-2022 du 22 juin 2022, par le décret numéro 1044-2023 du 21 juin 2023 et par le décret 21-2024 du 17 janvier 2024, la SHQ a été autorisée par le gouvernement du Québec à mettre en œuvre ce nouveau programme selon le cadre normatif prévu au décret 21-2024, soit le programme d'habitation abordable Québec (ci-après le « **PHAQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis une demande de subvention à la SHQ pour la réalisation de son Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2) et que la candidature de l'Organisme ainsi que son Projet ont été formellement approuvés par la SHQ;

ATTENDU QUE le décret numéro 1475-2024 du 2 octobre 2024 autorise la SHQ à verser une subvention maximale de 9 963 900 $ pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QU'une entente de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ de cette subvention et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Organisme et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Entente de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QU'une contribution municipale complémentaire d'un montant de 3 363 680 $ est exigée dans l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de construire, acquérir, rénover, restaurer un ou plusieurs projets d'habitation à loyers modiques dans l'intention de fournir des logements à des personnes ayant des revenus faibles ou modestes ou à une clientèle avec des besoins particuliers en habitation;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite une contribution de la part de la Ville, comme exigée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant la Contribution municipale (tel que ce terme est défini à l'article 2);

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions se rattachant à la Contribution municipale;

C. D.

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la description du Projet de l'Organisme et ses données spécifiques;
2.2 « **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.5.1 de la présente Convention;
2.3 « **Annexe 3** » :	les documents minimalement exigés aux fins de la Reddition de compte conformément à la présente Convention;
2.4 « **Contribution municipale** » :	la contribution financière versée par la Ville prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;
2.5 « **Coûts de réalisation admissibles** » :	dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement l'ensemble des coûts afférents à la réalisation de la partie résidentielle du Projet incluant les coûts liés à l'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet et les frais connexes, les dépenses liées à la préparation et au développement du

C D.

Projet incluant les permis, les coûts relatifs aux honoraires professionnels liés à la réalisation d'études et de rapports, à la conception et au suivi des travaux, les coûts de construction liés à la partie résidentielle du Projet (main-d'œuvre, matériaux, acquisition technologique, matériel de contrôle) et les dépenses liées à l'aménagement standard du terrain. Il est entendu entre les Parties que le paiement de capital et d'intérêts pour des prêts engagés, ainsi que les frais de gestion et d'exploitation du Projet une fois réalisé sont expressément exclus des Coûts de réalisation admissibles.

Pour plus de certitude, les Parties conviennent que le Responsable peut exclure des Coûts de réalisation admissibles toute portion qu'il considère ne pas être liée, directement ou indirectement, au volet résidentiel du Projet.

2.6 « **Logement** » : un lieu destiné à une occupation résidentielle, incluant une chambre ou un studio, loué ou offert en location de manière temporaire ou permanente. N'est pas inclus un lieu occupé à des fins de villégiature ou situé dans un établissement hôtelier;

2.7 « **Logement abordable** » : un Logement dont le loyer respecte le loyer maximum reconnu par la SHQ dans le cadre du PHAQ, le cas échéant, conformément à son cadre normatif;

2.8 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution municipale. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et prévoit la réalisation des unités de Logement abordable dont la typologie est présentée à cette annexe. Le Projet est réalisé sur les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1;

2.9 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et

C D.

accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les documents et les informations qui doivent être transmis au Responsable pour la durée de la présente Convention ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du Responsable. Les documents minimalement exigés dans le cadre de la Reddition de compte sont prévus à l'Annexe 3;

2.11 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.12 « **Subvention SHQ** » : aux fins de la présente Convention, correspond à la subvention octroyée par la SHQ à l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

2.13 « **Unité administrative** » : le Service de l'habitation de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution municipale à l'Organisme, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 réaliser le Projet conformément aux conditions prévues à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et à la présente Convention et, de ce fait, assurer la réalisation de Logements abordables;

4.1.2 utiliser la Contribution municipale uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet pour la réalisation de Logements abordables dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ,

C. D.

conformément à ses exigences et exclusivement pour acquitter les Coûts de réalisation admissibles afférents à celui-ci. En aucun cas, la Contribution municipale ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.3 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement, et les risques associés à la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation admissibles, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution municipale;

4.1.4 maintenir en vigueur et respecter en tout temps l'intégralité des termes et conditions prévus à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, incluant toute nouvelle condition advenant la modification de cette dernière convention.

L'Organisme s'engage à aviser sans délai le Responsable de toute situation de défaut conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ ou, encore, si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ est modifiée ou prend fin, pour quelque raison que ce soit, et ce, dès la survenance de l'un ou l'autre de ces événements;

4.1.5 signer et maintenir en vigueur, jusqu'à la réalisation complète du Projet, un contrat de construction avec un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables, en conformité avec chacune des exigences prévues à l'article 4.3 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Entrepreneur et entreprises en règle

4.3.1 s'assurer et exiger que toute personne exécutant les travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

4.3.2 dans le cadre de la réalisation du Projet, s'assurer et exiger qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant notamment tout fournisseur ou sous-traitant;

4.3.3 s'assurer et exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet qu'il souscrive un contrat d'assurance chantier tous risques ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l'Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels.

4.4 Respect des lois

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la *Charte de la langue française*, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution municipale par rapport à l'aide accordée par les autres personnes qui auraient contribué au Projet;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet, conformément au Protocole de visibilité;

4.5.3 respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

C D.

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et en conformité avec l'Annexe 3, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Nonobstant l'alinéa 1 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), tout document exigé dans le cadre de la Reddition de compte doit être transmis au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour la Contribution municipale et faisant état des fins pour lesquelles elle a été utilisée;

4.6.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au

Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme de la Contribution municipale non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.8 Responsabilité

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et, sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, de toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après un jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.9 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.9.1 lorsque la Contribution municipale est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Information continue

4.10.1 informer par écrit et sans délai le Responsable de toute situation de défaut aux termes de la présente Convention ou de toute situation ou événement qui pourrait mener à un tel défaut;

4.10.2 informer par écrit et sans délai le Responsable de tout renseignement ou information concernant le Projet, incluant tout renseignement ou information permettant au Responsable de s'assurer du respect de la présente Convention par l'Organisme et de voir à son application. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage notamment à informer le Responsable de tout ajustement au montant de la Subvention SHQ, de la réception d'une contribution privée dans le cadre du Projet ou de toute communication ou information susceptible d'avoir un impact sur la présente Convention, incluant la Contribution municipale;

4.10.3 transmettre, sur demande du Responsable et sans délai, tout document, information ou renseignement qu'il pourra raisonnablement demander en lien avec le Projet.

4.11 Interdiction d'aliéner les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet

4.11.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer ou transporter les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, en tout ou en partie, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle pourra, le cas échéant, exiger toute condition qu'elle jugera nécessaire et appropriée, selon les circonstances;

4.11.2 pour l'application de l'article 4.11.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers

C D.

tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de ces immeubles. Cela inclut, mais sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété, à l'exception d'une servitude d'utilité publique et d'une hypothèque.

4.12 Notaire

4.12.1 conclure, avec un notaire (ci-après le « **Notaire** »), un contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui en faveur de la Ville à l'effet qu'il honorera les engagements prévus à l'article 5.2.1 de la présente Convention, et en remettre une copie à la Ville;

4.12.2 le contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui mentionnés à l'article 4.12.1 devra être approuvé(e) par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa signature.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution municipale

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution municipale d'une somme maximale de trois millions quatre cent soixante-cinq mille sept cent cinq dollars (3 465 705 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée au paiement des Coûts de réalisation admissibles dans le cadre du Projet.

5.2 Versement de la Contribution municipale et documents exigés

La Contribution municipale sera versée selon les modalités suivantes, à la condition que l'Organisme ait respecté chacune des conditions prévues ci-dessous et qu'il ait transmis au Responsable tout document ou renseignement pouvant être raisonnablement demandé par ce dernier avant chacun des versements pour s'assurer du respect par l'Organisme de la présente Convention.

5.2.1 Premier versement :

5.2.1.1 Un premier versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale, à être affecté au

C D.

paiement du prix d'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, des frais accessoires à l'acquisition (incluant les honoraires du Notaire) et des dépenses liées à la préparation et au développement du Projet, le tout s'inscrivant dans les Coûts de réalisation admissibles, conformément à l'article 5.2.1.2 de la présente Convention.

5.2.1.2 L'Organisme charge la Ville de remettre le premier versement de la Contribution municipale prévu à l'article 5.2.1.1 de la présente Convention au compte en fidéicommis du Notaire instrumentant la vente des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, par chèque libellé au nom du Notaire en fidéicommis, dans les soixante (60) jours de la signature de la présente Convention. À cet effet, l'Organisme s'engage à ce que le Notaire remette à la Ville, préalablement au dépôt dans son compte en fidéicommis, un engagement en faveur de la Ville à ne pas débourser les sommes avant de s'être assuré, notamment :

- que l'Organisme procède à la signature d'un acte de vente afin de devenir propriétaire absolu de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet par bon et valable titre, libre de toute charge, sauf celle(s) autorisée(s) par la SHQ, le cas échéant;

- qu'il a reçu une confirmation du Responsable à l'effet que l'Organisme a remis à ce dernier les documents suivants, laquelle sera délivrée dans les quinze (15) jours suivant la réception par le Responsable de ces documents qu'il aura jugé suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

    - Une copie de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ signée par la SHQ et l'Organisme;

    - Une copie des documents exigés conformément à l'article 4.7.1 de la présente Convention;

C D.

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance exigés conformément à l'article 9 de la présente Convention;

- Tout autre document demandé par le Responsable;

- que les sommes reçues soient utilisées pour le paiement du prix d'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet et des frais accessoires à l'acquisition (incluant les honoraires du Notaire) et que le résidu du premier versement, le cas échéant, soit ensuite versé à l'Organisme.

5.2.2 Versements subséquents :

5.2.2.1 Un deuxième versement à l'Organisme, représentant vingt pour cent (20 %) de la Contribution municipale, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une copie du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables;

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance démontrant les contrats d'assurance exigés conformément à l'article 4.3.3 de la présente Convention.

5.2.2.2 Un troisième versement à l'Organisme, représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins cinquante pour cent (50 %).

5.2.2.3 Un dernier versement à l'Organisme, représentant le solde de la Contribution municipale suivant la transmission par

C D.

l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Une copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux (CAST) émis par l'architecte du Projet.

5.2.3 Nonobstant ce qui précède, chaque versement de la Contribution municipale à l'Organisme demeure en tout temps conditionnel à ce que :

- l'Organisme ait respecté chacun des termes et des conditions prévus à la présente Convention;
- l'Organisme soit propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet;
- l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ soit toujours en vigueur et à ce que l'Organisme ne soit pas en défaut conformément à celle-ci.

5.2.4 Les Parties conviennent que tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution municipale

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention.

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution municipale si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée à l'Organisme, il s'engage à rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable à cet effet, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.3 Si le montant de la Subvention SHQ est ajusté à la baisse, la Contribution municipale pourrait être réduite proportionnellement à la Subvention SHQ réellement octroyée à l'Organisme par la SHQ dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée, l'Organisme devra rembourser à la Ville, dans les trente

(30) jours suivant une demande du Responsable, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution municipale d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit, notamment, informer le Responsable par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

C D.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution municipale octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention ou s'il est en défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

7.1.2 si l'Organisme n'a pas remédié à un défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et que la SHQ exerce alors ses recours contre l'Organisme ou ses biens;

7.1.3 si l'Organisme fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.4 si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ prend fin, pour quelque raison que ce soit;

7.1.5 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.6 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.7 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement de la Contribution municipale tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit du

C D.

Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 ou 7.1.3, la Ville peut résilier la présente Convention sans délai, dès la survenance de l'événement, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.4, 7.1.5, 7.1.6 ou 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des paragraphes 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due et l'Organisme devra dès lors cesser toute utilisation de la Contribution municipale. Ce dernier devra également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, que celles-ci aient été engagées ou non dans le Projet. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile

accordant par accident ou événement une protection minimale d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9.2 De plus, chacun des contrats d'assurance susmentionnés doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme, ou l'assureur.

9.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices ou des certificats d'assurance.

9.4 L'Organisme doit fournir, à chaque année, les certificats de renouvellement des contrats d'assurance visés par le présent article 9, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits remis par l'Organisme dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous

C D.

son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

C D.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9, et tout avis doit être adressé à l'attention de Murielle Sauvé, Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

C D.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ____ jour de _____2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le ____jour de _____2024

HABITATION LAPRAIRIE

Par : _____
Lucien Banga, secrétaire

Par : _____
Patrick Mbisoni Fimbo, vice-président et trésorier

Cette Convention a été approuvée par le par le conseil d'agglomération, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG …….).

C D.

ANNEXE 1
Description du Projet et données spécifiques

Nom du bénéficiaire : Habitation Laprairie

Nom du Projet : Habitation Laprairie

Adresse du Projet : 1295, rue de Laprairie

Désignation cadastrale du Projet (immeuble(s) sur le(s)quel(s) est réalisé le Projet) : 6 645 876, 6 645 877, 6 645 878 (lots projetés)

Droit de propriété : Propriétaire

Type d'occupation : Logement permanent

Nombre de bâtiments : 1

Description du Projet : Construction neuve ☒ Rénovation ☐

Description des Logements :

Typologie	**Nombre de logements**	**Clientèle**
Chambres		
Studios		
Logements de 1 c.c.	28	Personnes seules
Logements de 2 c.c.	24	Familles
Logements de 3 c.c.		
Logements de 4 c.c.		
Logements de 5 c.c. et plus		
Total	**52**	

SUBVENTION SHQ

Montant de la subvention SHQ : 9 963 900 $

Montant de la Contribution municipale : 3 465 705 $

À_____, le _____

HABITATION LAPRAIRIE

Par : _____
Lucien Banga, secrétaire

Par : _____
Patrick Mbisoni Fimbo, vice-président et trésorier

ANNEXE 2
Protocole de visibilité

L'Organisme doit se conformer aux directives qui sont établies par la SHQ relativement à la visibilité qu'il donnera au Projet en respectant les exigences suivantes :

- Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance la SHQ, qui fera le lien avec la Ville, de toute intention d'effectuer toute forme de communication : événement, conférence de presse, communiqué, site Web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche, document d'information, etc.;
- Faire approuver les moyens de communication selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus par la SHQ, qui fera le lien avec la Ville;
- Offrir à la SHQ et à tout(e) représentant(e) qu'elle désignera, ainsi qu'à tout(e) représentante de la Ville, la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques;
- S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11).

L'Organisme s'engage également à respecter les exigences décrites ci-dessous :

Multimédia

- Prendre des photos ou faire des vidéos qui montrent l'évolution du Projet à des moments clés (au moins cinq (5)) et les envoyer à communications@shq.gouv.qc.ca en précisant :
    - Nom;
    - Date de la captation visuelle;
    - Phase du Projet.
- Ces photos et vidéos seront libres de droits et pourront être utilisées par la SHQ et la Ville sur différentes plateformes (site Web, réseaux sociaux, articles, etc.).

Reconnaissance des contributions

Apposer la signature visuelle de la SHQ et celle de la Ville sur tous les outils de communication imprimés ou électroniques. Si cet ajout n'est pas possible, ajouter l'une des mentions suivantes :

- Dans le cas où la contribution de la SHQ s'ajoute à la participation du gouvernement du Canada et de la Ville (la valeur de la contribution détermine la préséance des deux gouvernements) :

  Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

Relations publiques et médiatiques

- **Message écrit officiel**
  Proposer à la SHQ ainsi qu'à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un(e) représentant(e) politique dans toutes les communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins vingt (20) jours ouvrables avant la date limite de livraison du matériel.

- **Annonce ou événement public**
  - Inviter un(e) représentant(e) politique du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville à participer au moins vingt (20) jours ouvrables avant l'événement. Une fois la participation confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et les coordonner;
  - Proposer un scénario de déroulement pour approbation;
  - Assurer l'accréditation média du personnel délégué par le gouvernement ainsi que de ses collaborateurs, comme les relationnistes, photographes, etc.;
  - Veiller à ce que les personnes pouvant paraître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

ANNEXE 3
Documents requis aux différentes étapes – Reddition de compte

---

Pour permettre le versement de la Contribution municipale l'Organisme doit obligatoirement fournir les documents suivants :

Aux fins du 1er versement – 30 % :

- Engagement unilatéral du Notaire (pour le versement au Notaire);
- Confirmation du Responsable au Notaire à l'effet que l'Organisme a remis à ce dernier les documents suivants (pour les versements effectués par le Notaire) :
  - Copie de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ signée;
  - Copie des règlements généraux de l'Organisme et de ses lettres patentes;
  - Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'Organisme;
  - Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet.

Aux fins du 2e versement – 20 % :

- Copie signée du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et l'entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet;
- Copie des polices ou des certificats d'assurance de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet – couverture d'assurance chantier tous risques et d'assurance responsabilité civile.

Aux fins du 3e versement – 30 % :

- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 50 %.

Aux fins du dernier versement :

- Copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux du Projet (CAST) émis par un architecte.

AUTRES DOCUMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REDDITION DE COMPTE :

Dès que ceux-ci sont en possession de l'Organisme, mais au plus tard dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux du Projet, tel qu'indiqué au certificat de fin des travaux émis par un architecte :

- Certificat émis par un architecte attestant de la fin des travaux dans le cadre du Projet;
- État audité des coûts de réalisation du Projet;
- Confirmation du montant de la subvention réelle de la SHQ octroyée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;
- Certificat de localisation relatif au Projet après travaux;
- Tout autre document relatif au Projet pouvant être exigé par le Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons le projet ci-joint de contrat de services professionnels entre Me Marie-Ève Bouchard-Angers, notaire, et Habitation Laprairie, comprenant des stipulations en faveur de la Ville. (N.D: 24-001398)

FICHIERS JOINTS

2024-10-17 Contrat de services professionnels (final).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE

Me Marie-Ève Bouchard-Angers, notaire, ayant son domicile professionnel au 3750, boulevard Crémazie Est, bureau 425, Montréal, Québec, H2A 1B6

Ci-après nommé le « **Notaire** »

ET

HABITATION LAPRAIRIE, personne morale dûment constituée sous l'autorité de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c.C-38) dont l'adresse principale est le 2125 rue Saint-Patrick, Montréal (Québec) H3K 0B9, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille vingt-quatre (2024).

Ci-après nommée l'« **Organisme** »

1. PRÉAMBULE :

1.1 **ATTENDU** que l'Organisme s'apprête à acquérir, à des fins de logement social, un volume superficiaire connu et désigné comme étant les lots numéros 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après collectivement l'« l'**Immeuble** »), aux termes d'un acte de vente qui sera reçu sous peu par le Notaire.

1.2 **ATTENDU** que la Ville de Montréal (ci-après la « **Ville** ») a octroyé à l'Organisme, afin de soutenir son projet de construction, une contribution financière d'un montant de TROIS MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-CINQ MILLE SEPT CENT CINQ DOLLARS (3 465 705 $), (ci-après collectivement «**Contribution municipale**»), aux termes d'une convention de contribution financière signée le _____ 2024 (telle que celle-ci peut être amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, ci-après la « **Convention** »).

1.3 **ATTENDU** qu'un chèque représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale doit être déposé dans le compte en fidéicommis du Notaire (ci-après le « **Versement** ») relativement à l'acquisition de l'Immeuble, laquelle somme devra être affectée d'abord au prix d'acquisition de l'Immeuble et aux frais accessoires et dont le résidu, le cas échéant, devra être versé à l'Organisme.

CES FAITS ÉTANT ÉTABLIS, L'ORGANISME ET LE NOTAIRE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. OBJET DU CONTRAT

L'Organisme retient les services professionnels du Notaire et lui confie le mandat de préparer toute la documentation et de faire toutes les démarches requises pour :

2.1 Déposer, dans son compte en fidéicommis, le Versement.

2.2 Procéder à la préparation et publication de l'acte de vente de l'Immeuble afin que l'Organisme devienne propriétaire absolu de l'Immeuble par bon et valable titre, libre de toutes charges, sauf celles autorisées par la Société d'habitation du Québec («**SHQ**»), le cas échéant.

2.3 Disposer du Versement de la façon suivante :

2.3.1 Acquitter le prix d'acquisition de l'Immeuble;

2.3.2 Payer les frais accessoires à l'acquisition dont notamment frais et honoraires du Notaire;

2.3.3 Verser le résidu, le cas échéant, à l'Organisme.

Le Notaire déclare et certifie ce qui suit :

1. Il est un notaire et membre de la Chambre des notaires du Québec.

2. L'Organisme détient ou détiendra un bon et valable titre de propriété sur l'Immeuble, libre de toute charge, sauf celles autorisées par la SHQ, le cas échéant.

3. Les taxes et autres charges foncières échues de l'Immeuble sont entièrement payées ou le seront au moment du déboursement des fonds.

4. L'Immeuble est couvert par un contrat d'assurance contre l'incendie et les risques jusqu'à concurrence de sa pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile d'une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$), et dans lequel Ville est désignée comme assurée additionnelle.

5. Il a procédé ou procédera à toutes les vérifications nécessaires ou pertinentes, avant de libérer les sommes qui lui ont été confiées par la Ville.

6. Il a obtenu ou obtiendra du Responsable, tel que ce terme est défini à la Convention, toutes les confirmations requises prévues à l'article 5.2.1.2 de la Convention, avant de libérer les sommes qui lui ont été confiées par la Ville.

7. Il s'engage à aviser la Ville de tout fait important qui pourrait avoir une incidence défavorable sur sa décision de débourser les fonds.

3. SIGNATURE

Le présent contrat de services professionnels peut être signé par les différentes parties en exemplaires séparés, dont chacun, lorsqu'exécuté, est réputé être un original mais qui, ensemble, sont réputés constituer une seule et même entente; laquelle entente prend effet lorsqu'un ou plusieurs exemplaires ont été signés par chacune des parties. Les parties aux présentes consentent à l'utilisation de la signature par voie électronique et conviennent que le présent contrat peut être signé soit par signature manuscrite ou par signature électronique et qu'il peut être livré par voie électronique (en format PDF) ou autrement. Les parties acceptant une telle signature électronique comme étant une signature originale des parties.

Signé électroniquement à Montréal, ce

_____

M^e^ ■, notaire

Signé à Montréal, ce

HABITATION LAPRAIRIE

_____

Par :

Par les présentes, la Ville accepte toutes les clauses des présentes qui constituent une stipulation en sa faveur et signe à Montréal ce _____ 2024.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Clotilde Tarditi

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249286005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1246525005

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 85 000 $ à l'organisme Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet Carte proximité dans le cadre du programme municipal Montréal en commun, issu de la candidature gagnante de la Ville de Montréal pour le Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. D'accorder une contribution financière maximale de 85 000 $ à l'organisme Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet de Carte Proximité qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada ;

2. D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière ;

3 .D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la Ville Centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-29 09:47

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246525005**

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 85 000 $ à l'organisme Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet Carte proximité dans le cadre du programme municipal Montréal en commun, issu de la candidature gagnante de la Ville de Montréal pour le Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Ce dossier s'inscrit dans le cadre du programme municipal Montréal en commun (MeC), issu de la candidature gagnante de la Ville de Montréal pour le Défi des villes intelligentes du Canada. La mise à jour du bilan financier de MeC au printemps 2024 a permis d'identifier un surplus budgétaire de près de 2,6 M$ pour bonifier des projets existants ayant démontré le meilleur potentiel en matière de pérennisation et d'impact.

C'est dans ce contexte que nous recommandons de bonifier le financement du projet Carte proximité, porté par le Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation (Carrefour solidaire CCA), visant l'implantation d'un programme d'incitatif économique sous forme de carte prépayée qui soutient les ménages à faible revenu et les systèmes alimentaires locaux. Ce projet a déjà démontré son efficacité sur la réduction de l'insécurité alimentaire. Une évaluation menée par l'Université de Montréal a démontré que le taux d'insécurité alimentaire a été réduit auprès de 49 % des utilisatrices et utilisateurs de la carte.

La contribution additionnelle permettra de soutenir une partie de la coordination générale du projet, et de poursuivre sa mise à l'échelle entamée dans la dernière année autour de l'augmentation des territoires rejoints par le projet, de l'amélioration de la plateforme Tomat, et de la structuration d'une gouvernance adaptée au programme. Ceci permettra de rejoindre un plus grand nombre d'individus vivant de l'insécurité alimentaire et favoriser l'achat d'aliments dans des marchés solidaires locaux partenaire de la Carte proximité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 0725 – 3 mai 2023 - Accorder une contribution financière maximale de 85 000 $ à l'organisme Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet de Carte proximité qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

CE22 0951 - 1er juin 2022 - Accorder une contribution financière de 50 000 $ à l'organisme Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet de Carte proximité qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en Commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes.

CE20 0986 - 23 juin 2020 - Accorder une contribution financière maximale de 50 000 $ au Carrefour alimentaire Centre-Sud pour financer une partie du projet de coupons alimentaires qui s'inscrit dans les projets du Défi des villes intelligentes.

CE20 0716 - 20 mai 2020 - Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30).
Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du
Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière.
Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

CE19 1701 - 6 novembre 2019 -Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000 $ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent financement permettra au Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation de poursuivre un projet qui génère des résultats significatifs pour l'accès à l'alimentation dans les secteurs où il a été déployé. Depuis le moment où MeC a offert son soutien au projet pilote en 2020, les progrès suivants ont été réalisés :

- Plus de 3000 ménages (9000 personnes) ont bénéficié du programme de Carte proximité
- Recrutement de 36 marchés ayant 57 points de vente dans 11 arrondissements et à Laval
- Recrutement de 46 organismes distributeurs de la carte
- Distribution de 970 234 $ qui ont été réinvestis dans l'écosystème des marchés solidaires montréalais
- Développement et intégration de la plateforme web Tomat, développée en collaboration avec le Collectif Récolte, qui permet de gérer des programmes de coupons nourriciers à l'aide de cartes solidaires alimentaires rechargeables.

Ces succès justifient que nous recommandions d'appuyer le déploiement de la solution à plus grande échelle, de manière à consolider les acquis et bonifier les résultats offerts jusqu'à présent.

L'octroi de cette contribution financière permettra à l'organisme de mettre en place les recommandations suivantes découlant d'une évaluation sur la mise à l'échelle du projet entamée dans la dernière année, soit :

- L'amélioration de la plateforme technologique Tomat pour la gestion des cartes;
- La promotion et le déploiement de la Carte proximité auprès de nouveaux partenaires

locaux en alimentation;
- Le déploiement d'une stratégie de pérennisation de la solution.

L'ensemble de ces activités prévues aura un impact direct sur un plus grand nombre d'individus vivant de l'insécurité alimentaire. Nous estimons que le nombre d'utilisatrices et utilisateurs de la Carte proximité passera de 1017 ménages en 2024, à 1350 en 2025.

JUSTIFICATION

Le financement supplémentaire permettra de travailler sur deux axes de développement identifiés comme étant des clés de succès de la pérennisation du projet :

1. Coordination du projet : cet axe permettra d'accroître le nombre de ménages récipiendaires et de contribuer à la continuité des activités du projet. La cible que l'organisme s'est donnée pour 2025 est de rejoindre 1350 ménages, ce qui équivaut à près de 3500 individus.

2. Mise à l'échelle et pérennisation : cet axe permettra de rejoindre de nouveaux organismes distributeurs de la carte (46 en 2024), de poursuivre la recherche de nouveaux financements, de continuer à améliorer la plateforme Tomat pour garantir l'efficacité des opérations et de rejoindre de nouvelles municipalités voulant mettre en place ce projet pour desservir leurs communautés.

Le succès du projet repose sur la présence d'un organisme coordonnateur qui gère la logistique des cartes et la recherche de financements, ainsi que les démarches de mise à l'échelle et de pérennisation. Grâce à ce financement, le Carrefour solidaire CCA pourra augmenter l'impact auprès des populations vulnérables vivant de l'insécurité alimentaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est proposé ici de verser la somme de 85 000 $ pour la production des livrables mentionnés ci-dessus. Un montant de 30 000 $ ira à la coordination du projet, alors que 55 000 $ seront utilisés pour l'axe de mise à l'échelle et pérennisation du projet. Ces montants proviennent de la thématique Système alimentaire local intégré du Défi des villes intelligentes, qui est une compétence locale.

Le tableau 1 dans l'annexe illustre les soutiens accordés précédemment par les instances selon les ententes en vigueur et le soutien recommandé pour la présente entente, avec la répartition annuelle. Pour les ententes précédentes, il rend compte des montants accordés et des dépenses réelles pour le projet.

Toutes les dépenses sont financées par la subvention de 50 000 000 $ dans le cadre de la compétition pancanadienne du Défi des villes intelligentes de Logement, infrastructures et collectivités Canada, ne laissant aucune charge aux contribuables Montréalais et Montréalaises.

Un virement en revenu et en dépense entre thématique et compétence pourrait être nécessaire afin d'équilibrer le budget de la subvention.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, et des engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision contraire à l'octroi du financement recommandé pourrait compromettre la capacité de l'organisme de coordonner le projet, de le pérenniser et ainsi atteindre pleinement les objectifs inscrits dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le partenaire suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal qui se trouve en annexe 2 de la convention de contribution.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'échéancier prévisionnel est présenté dans le tableau 1 dans l'annexe.
Le partenaire s'engage également, comme pour l'ensemble des projets de Montréal en commun, à livrer la réalisation des activités planifiées du projet jusqu'au 31 janvier 2026, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période :

- Remise du registre d'activités de mobilisation - en continu et version finale le 31 janvier 2026;
- Remise de la reddition de compte aux 6 mois, et la reddition de compte du bilan - fin d'entente, au plus tard le 31 janvier 2026;
- Réponse à l'outil d'auto-évaluation de la gouvernance de données - annuellement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Camilla CHIARI
Conseillère en planification

Tél : 514 452 9521
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Maxime THIBAULT-VEZINA
Chef de division

Tél : 438 483-1758
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan BROWN
Directeur

Tél : 438 922-2421
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Genevieve GOUDREAULT
directeur(-trice) de service - planification strategique et performance organisationnelle
Tél :
Approuvé le : 2024-10-25

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR SOLIDAIRE CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION**, personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 2385 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, H2K 2J5, agissant et représentée par Sylvie Chamberland, Co-directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : non applicable
Numéro d'inscription T.V.Q. : non applicable

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre à améliorer l'accès à une alimentation saine pour tous et soutient le développement d'un système alimentaire local, écologique et solidaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier 2026 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2025.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2024**

5.2.1.1 une somme maximale de soixante-dix mille dollars (70 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année 2026:

- 5.2.2.1 une somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), dans les 30 jours de la remise de la reddition de compte de fin du projet, à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 janvier 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2385 rue Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H2K 2J5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Co-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, QC, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito

Le .....e jour de 2024

CARREFOUR SOLIDAIRE CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION

Par : _____
Sylvie Chamberland, Co-directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2024 (Résolution CE …….).

[NOTE : ASSUREZ-VOUS QUE LE BLOC DE SIGNATURE EST SUR UNE MÊME PAGE IDÉALEMENT AVEC LE DERNIER ARTICLE DE LA CONVENTION.]

ANNEXE 1

PROJET

Description et Utilité	Le présent financement permettra à au Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation de poursuivre un projet qui génère des résultats significatifs pour l'accès à l'alimentation dans les secteurs où il a été déployé. Depuis le moment où MeC a offert son soutien au projet pilote en 2020, les progrès suivants ont été réalisés : • Plus de 3000 ménages (9000 personnes) ont bénéficié du programme de Carte proximité • Recrutement de 36 marchés ayant 57 points de vente dans 11 arrondissements et à Laval • Recrutement de 46 organismes distributeurs de la carte • Distribution de 970 234 $ qui ont été réinvestis dans l'écosystème des marchés solidaires montréalais • Développement et intégration de la plateforme web Tomat, développée en collaboration avec le Collectif Récolte, qui permet de gérer des programmes de coupons nourriciers à l'aide de cartes solidaires alimentaires rechargeables. Ces succès justifient que nous recommandions d'appuyer le déploiement de la solution à plus grande échelle, de manière à consolider les acquis et bonifier les résultats offerts jusqu'à présent. L'octroi de cette contribution financière permettra à l'organisme de mettre en place les recommandations suivantes découlant d'une évaluation sur la mise à l'échelle du projet entamée dans la dernière année, soit : - L'amélioration de la plateforme technologique Tomat pour la gestion des cartes; - La promotion et le déploiement de la Carte proximité auprès de nouveaux partenaires locaux en alimentation; - Le déploiement d'une stratégie de pérennisation de la solution.
Livrables et échéancier	Livrables prévus • Pour le **31 décembre 2024** o Remise des résultats d'évaluation dans le cadre de la démarche d'évaluation du programme menée par les organismes TIESS et Dynamo • Pour le **13 mars 2025** o Rédaction de au moins deux notes sur Praxis présentant : □ Les apprentissages découlant de son implantation et de ses effets

	○ Participation à l'organisation de l'expo Montréal en commun ○ Présentation du projet à l'expo Montréal en commun le 13 mars 2025 ○ Bilan de la saison 2024 présentant le : ▯ Nombre de ménages rejoints ▯ Nombre de marchées et de kiosques ▯ Montants distribués • Pour le **30 juin 2025** ○ Remise de la première version de la stratégie de pérennisation • Pour le **31 juillet 2025** ○ Remise des résultats d'évaluation dans le cadre de la démarche d'évaluation du programme menée par les organismes TIESS et Dynamo • Pour le **31 octobre 2025** ○ Remise de la dernière version de la stratégie de pérennisation ○ Remise des résultats d'évaluation dans le cadre de la démarche d'évaluation du programme menée par les organismes TIESS et Dynamo • Pour le **31 janvier 2026** ○ Bilan de la saison 2025 présentant le : ▯ Nombre de ménages rejoints ▯ Nombre de marchées et de kiosques ▯ Montants distribués ○ Remise de la reddition de compte bilan de fin du projet ○ Registre d'activités de mobilisation ○ Réponses à l'outil d'auto-évaluation de la gouvernance des données Réponse aux **demandes d'information** envoyée par l'équipe Montréal en Commun en continu (envoyé par l'équipe du programme) Partage des données d'évaluation du projet et remise des **résultats d'évaluation du projet** au plus tard le 31 janvier 2026. Les résultats d'évaluation du projet doivent être en adéquation avec la stratégie d'évaluation soumise à l'équipe de coordination du programme.
Documentation qui pourrait être demandé au partenaire	• Documentation sur la situation actuelle • Analyses des besoins • Analyses des parties prenantes • Analyses de faisabilité • Études de marché • Résultat d'activités de prototypage • Tout autre document permettant d'enrichir la valeur des réalisations du projet.
Responsabilités	• Réalisation du projet : CARREFOUR SOLIDAIRE CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION • Suivi périodique : Équipe du Défi des Villes intelligentes • Acceptation : Directeur du programme

Principaux critères de qualité à respecter	• Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature; • Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. Si ce n'est pas possible, des hypothèses documentées peuvent aussi être acceptées; • Le **Projet** répond aux besoins de la communauté et est utilisé • La guide aux exigences du programme se trouve ici • Participation aux activités de gouvernance du programme en continu; • Participation à l'évaluation du programme en continu; • Participation aux activités en lien avec le transfert de connaissances et des apprentissages.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes.***
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent

faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville https://montreal.ca/, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca
À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.

Numéro de dossier : 1246525005

Unité administrative responsable : Direction générale, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle, Innovation urbaine et amélioration continue, Laboratoire innovation urbaine

Projet : Carte Proximité

	23 juin 2020 CE20 0986	1er juin 2022 CE22 0951	3 mai 2023 CE24 0719	Soutien recommandé
Montants accordés (et à accorder)	50 000 $	50 000 $	85 000 $	85 000 $
Cumulatif	50 000 $	100 000 $	185 000 $	270 000 $
Pourcentage sur le montant global	18,5 %	18,5 %	31,5 %	31,5%

Tableau 2 : Présentation des livrables et échéancier soumis à la Ville pour fin de suivi et de reddition de compte

Livrables de reddition de comptes	Description	Date
Résultats d'évaluation	**Présentation de :** • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	**31 décembre 2024**
Bilan de la saison 2024	**Présentation de :** • Nombre de ménages rejoints • Nombre de marchés et de kiosques • Montants distribués	**13 mars 2025**
Rédaction de au moins 2 notes sur Praxis	**Présentation de** : • Le descriptif du projet, son historique, son implantation et ses effets • Les apprentissages découlant de son implantation et de ses effets	
Présentation du projet à l'expo Montréal en commun le 13 mars 2025	Participation à la préparation et au déroulement de l'expo Montréal en commun	

Première version de la stratégie de pérennisation	**Présentation de :** • Pistes de financement pour la pérennisation de la plateforme • Modèle de gouvernance de la plateforme	**30 juin 2025**
Résultats d'évaluation	**Présentation de :** • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	**31 juillet 2025**
Résultats d'évaluation	**Présentation de :** • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	**31 octobre 2025**
Version finale de la stratégie de pérennisation	**Présentation de :** • Pistes de financement pour la pérennisation de la plateforme • Modèle de gouvernance de la plateforme	
Bilan de la saison 2025	**Présentation de :** • Nombre de ménages rejoints • Nombre de marché et de kiosques • Montants distribués	**31 janvier 2026**
Reddition de compte de fin du projet	**Présentation de** : • Le bilan de fin du projet selon le gabarit fourni par le programme MeC.	
Registre d'activités de mobilisation	**Présentation de** : • La liste des activités de mobilisation incluant la typologie des activités, les objectifs, le nombre de participants et un bilan sommaire.	
Réponses à l'outil d'auto-évaluation de la gouvernance des données	**Présentation de :** • Pratiques de gouvernance des données et leur alignement avec les bonnes pratiques développées par Nord-Ouvert	
Résultats d'évaluation	**Présentation de :** • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246525005

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue
Objet :	Accorder une contribution financière de 85 000 $ à l'organisme Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation, pour le projet Carte proximité dans le cadre du programme municipal Montréal en commun, issu de la candidature gagnante de la Ville de Montréal pour le Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1246525005_ Carrefour Solidaire.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Judith BOISCLAIR
Conseillere budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1246525004

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 175 594 $ à l'organisme Montréal Métropole en santé, pour le projet Évaluation en commun dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. D'accorder une contribution financière maximale de 175 594 $ à l'organisme Montréal Métropole en santé, pour le projet d'Évaluation en commun qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada ;

2. D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière ;

3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la Ville Centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-28 12:57

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246525004**

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 175 594 $ à l'organisme Montréal Métropole en santé, pour le projet Évaluation en commun dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Ce dossier s'inscrit dans le cadre du programme municipal Montréal en commun (MeC), issu de la candidature gagnante de la Ville de Montréal pour le Défi des villes intelligentes du Canada. La mise à jour du bilan financier de MeC au printemps 2024 a permis d'identifier un surplus budgétaire de près de 2,6 M$ pour bonifier des projets existants ayant démontré le meilleur potentiel en matière de pérennisation et d'impact.

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel porte sur le projet Évaluation en commun développé et soumis par la Ville de Montréal, en collaboration avec la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'Université du Québec à Montréal (nommée la Chaire) et l'organisme Montréal métropole en santé (MMS), dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada.

Par l'octroi de cette contribution financière, MMS va prendre la relève de la Chaire et poursuivre le projet déposé et financé en 2021 par Montréal en commun, à savoir le développement de la plateforme « Évaluation en commun ». Cette plateforme a permis de mener la démarche d'évaluation participative du volet alimentaire du programme.

Depuis 2021, la Chaire a accompagné les quatre projets inscrits dans le volet alimentation de MeC. Cet accompagnement a permis de développer de façon participative une série d'indicateurs pour évaluer les projets et une théorie du changement, qui visent à renforcer le système alimentaire montréalais pour le rendre plus durable, inclusif et résilient. À ces fins, la plateforme Évaluation en commun a été développée. La démarche a ensuite été élargie pour l'appliquer aux multiples parties prenantes liées aux plans d'action régionaux intégrés de MMS incluant notamment l'initiative Montréal physiquement active.

À la suite de la signature de cette convention, Évaluation en commun sera entièrement repris par MMS alors que la Chaire restera en soutien à certaines opérations comme l'analyse des données.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 20 0793 – 24 août 2020 - Accorder un contrat de services professionnels d'un montant de 169 960 $ à la Chaire de recherche de transition écologique de l'UQAM pour l'évaluation du projet Système alimentaire local et intégré dans le cadre du Défi des villes intelligentes.

CE20 0716 - 20 mai 2020 - Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30).
Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du
Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière.
Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

CE19 1701 - 6 novembre 2019 -Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000 $ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Logement, Infrastructures et Collectivités Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

CE18 1710 - 19 octobre 2018 - Adopter les orientations visant plus de transparence des organismes à but non lucratif (OBNL) bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville.

DESCRIPTION

Depuis 2021, les progrès suivants ont été réalisés :

- Accompagnement dans l'évaluation des 4 projets du volet alimentation de Montréal en commun ;
- Identification de 50 indicateurs de suivi de projets œuvrant dans les différents volets du système alimentaire ;
- Création d'une base de données et d'une plateforme de collecte des données ;
- Élaboration de tableaux de bord présentant l'avancement des indicateurs de suivi ;
- Recrutement de 33 projets d'organismes utilisateurs de la plateforme ;
- Création d'une théorie du changement pour les projets du volet alimentation de Montréal en commun.

Par l'octroi de cette contribution financière, MMS pourra :

- Sonder les organismes utilisateurs afin d'améliorer les fonctionnalités de la plateforme ;
- Développer un tableau de bord mis à jour incluant le nouveau public utilisateur de la plateforme ;
- Automatiser la création de tableaux de bord ;
- Créer une boîte à outils pour la collecte des données afin d'uniformiser les méthodologies de collecte des organismes utilisateurs.

Par l'approbation de cette contribution, MMS pourra mieux structurer la plateforme, développer des boîtes à outils pour la collecte de données et ainsi augmenter de manière

significative le nombre d'organismes utilisateurs. Cela viendra renforcer les capacités en évaluation des organismes montréalais œuvrant en alimentation à partir de données d'impact et permettra d'avoir une vision plus complète du portrait des actions visant la réduction de l'insécurité alimentaire à Montréal.

L'ensemble des livrables se trouve au tableau 1 de l'annexe.

JUSTIFICATION

Le financement supplémentaire permettra de travailler sur trois axes de développement identifiés comme étant des clés de succès de la pérennisation du projet :

1. Coordination du projet : cet axe génèrera une augmentation du nombre d'utilisateurs et utilisatrices de la plateforme ;
2. Amélioration de la plateforme : cet axe permettra d'améliorer les fonctionnalités de la plateforme telle que l'automatisation des tableaux de bord ;
3. Analyse et rayonnement des données collectées : cet axe permettra le développement de la boîte à outils de collecte de données et l'analyse des données.

MMS est le partenaire optimal pour la reprise et la pérennisation de la démarche Évaluation en commun. Ce partenaire mobilise dans l'action de nombreuses parties prenantes clés intersectorielles qui œuvrent à améliorer la qualité de vie pour l'ensemble de la population montréalaise incluant les populations vulnérables. L'évaluation et la mesure des initiatives et projets portés par les utilisateurs et utilisatrices dans des tableaux de bord favoriseront l'amélioration continue des pratiques et services offerts aux citoyens.

Un virement en revenu et en dépense entre thématique et compétence pourrait être nécessaire afin d'équilibrer le budget de la subvention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est proposé ici de verser la somme de 175 594 $ pour la production des livrables mentionnés au tableau 2 de l'annexe. Le montant de 77 064 $ ira à la coordination du projet, alors que 67 280 $ seront utilisés pour l'amélioration de la plateforme et finalement 31 250 $ permettront l'analyse et le rayonnement des données collectées. Ces montants proviennent de la thématique Système alimentaire local intégré du Défi des villes intelligentes, qui est une compétence locale.

Le tableau 1 dans l'annexe illustre les soutiens accordés précédemment par les instances selon les ententes en vigueur et le soutien recommandé pour la présente entente, avec la répartition annuelle. Pour les ententes précédentes, il rend compte des montants accordés et des dépenses réelles pour le projet.

Toutes les dépenses sont financées par la subvention de 50 000 000 $ dans le cadre de la compétition pancanadienne du Défi des villes intelligentes de Logement, infrastructures et collectivités Canada, ne laissant pas aucune charge aux contribuables Montréalais et Montréalaises.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, et des engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision contraire à l'octroi du financement recommandé pourrait compromettre la capacité de l'organisme de pérenniser la plateforme et ainsi atteindre pleinement les objectifs inscrits dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le partenaire suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal qui se trouve en annexe 2 de la convention de contribution.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'échéancier prévisionnel est présenté dans le tableau 2 dans l'annexe.

Le partenaire s'engage également, comme pour l'ensemble des projets de Montréal en commun, à livrer la réalisation des activités planifiées du projet jusqu'au 31 janvier 2026, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période :

- Remise du registre d'activités de mobilisation - en continu et version finale le 31 janvier 2026 ;
- Remise de la reddition de compte aux 6 mois, et la reddition de compte du bilan - fin d'entente, au plus tard le 31 janvier 2026 ;
- Réponse à l'outil d'auto-évaluation de la gouvernance de données - annuellement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Domenico ZAMBITO, Service du greffe

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Camilla CHIARI
Conseillère en planification

Tél : 514 452 9521
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Maxime THIBAULT-VEZINA
Chef de division

Tél : 438 483-1758
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan BROWN
Directeur

Tél : 438 922-2421
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Genevieve GOUDREAULT
directeur(-trice) de service - planification strategique et performance organisationnelle
Tél :
Approuvé le : 2024-10-25

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL – MÉTROPOLE EN SANTÉ,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 5455, avenue De Gaspé, bureau 200, Montréal, Québec, H2T 3B3, agissant et représentée par Anne Marie Aubert, Coordonnatrice du Conseil du système alimentaire montréalais dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : non applicable
Numéro d'inscription T.V.Q. : non applicable

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir le réseau d'acteurs en alimentation qui travaillent pour les saines habitudes de vie de toutes les Montréalaises et tous les Montréalais.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le Directeur de l'Unité administrative Innovation urbaine (Montréal en commun) de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils

soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier 2026 et doit couvrir les périodes comprises entre la signature de la présente Convention et 31 décembre 2025.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la Loi *sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent soixante-quinze mille cinq cent quatre-vingt-quatorze dollars et (175 594 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2024 :**

5.2.1.1 une somme maximale de quatre-vingt-dix mille et quatorze dollars (90 014 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année **2025 :**

5.2.2.1 une somme maximale de cinquante mille quatre cent soixante et un dollars (50 461 $), dans les 30 jours de la remise et l'approbation au Responsable des livrables énumérés à l'Annexe 1 de la présente Convention, prévue le 30 avril 2025;

5.2.3 Pour l'année **2026** :

5.2.3.1 une somme maximale de trente-cinq mille cent dix-neuf dollars (35 119 $), dans les 30 jours de la remise et l'approbation par le Responsable des livrables énumérés à l'Annexe 1 de la présente Convention, prévue le 31 janvier 2026 et la reddition de compte bilan de fin d'entente

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai

imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000

000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2187, rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice des opérations et du développement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, QC, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito

Le .....e jour de 2024

MONTRÉAL MÉTROPOLE EN SANTÉ

Par : Anne Marie Aubert

_____

__
, Coordonnatrice du Conseil du système alimentaire montréalais

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 18e jour de novembre 2024 (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET
(Description du Projet)

Description et Utilité	Ce projet a été développé et soumis par la Ville de Montréal en collaboration avec la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'Université du Québec à Montréal (nommée la Chaire) et l'organisme Montréal métropole en santé (MMS), dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada. "Évaluation en commun" est une plateforme laquelle vise à augmenter les capacités évaluatives des organismes communautaires œuvrant dans le milieu des saines habitudes de vie. Le but ultime de la plateforme est de développer des tableaux de bord qui permettront d'avoir une vision d'ensemble des interventions sur les sains habitudes de vie dans le territoire montréalais. Depuis 2021, la Chaire a accompagné les cinq projets inscrits dans le volet alimentation de Montréal en commun afin de développer de façon participative une théorie du changement et une série d'indicateurs pour évaluer les projets qui visent à renforcer le système alimentaire pour le rendre plus durable, inclusif et résilient. À ces fins, la plateforme Évaluation en commun a été développée. La démarche a ensuite été élargie pour l'appliquer aux multiples parties prenantes liées aux plans d'action régionaux intégrés de MMS. Par l'octroi de cette contribution financière, MMS pourra : ● Sonder les organismes utilisateurs afin d'améliorer les fonctionnalités de la plateforme ● Automatiseur la création des tableaux de bords ● Créer une boîte à outils pour la collecte des données afin d'uniformiser les méthodologies de collecte des organismes utilisateurs ● Participer à l'organisation de l'expo MeC ● Présenter Évaluation en commun lors de l'expo MeC le 13 mars 2025.
Livrables et échéancier	Livrables prévus pour le versement du **30 avril 2025 – 50 461 $** ● Pour le **31 décembre 2024** ○ Remise des résultats d'évaluation dans le cadre de la démarche d'évaluation du programme menée par les organismes TIESS et Dynamo ● Pour le **13 mars 2025** ○ Rédaction de au moins une note sur Praxis présentant : ▪ Les apprentissages découlant de son implantation et de ses effets ○ Participation à l'organisation de l'expo Montréal en commun ○ Présentation du projet à l'expo Montréal en commun le 13 mars 2025 ● Pour le **30 avril 2025** ○ Remise d'une boîte à outils de collecte de données Livrables prévus pour le versement du **31 janvier 2026 – 35 119 $**

	• Pour le **15 mai 2025** ○ Remise du tableau de bord des partenaires de MeC • Pour le **30 juin 2025** ○ Remise des réponses au questionnaire d'analyse de conformité avec les principes directeurs d'architecture TI si des modifications ont eu lieu depuis la dernière réponse • Pour le **31 juillet 2025** ○ Remise des résultats d'évaluation dans le cadre de la démarche d'évaluation du programme menée par les organismes TIESS et Dynamo ○ Remise du plan de pérennisation • Pour le **31 octobre 2025** ○ Remise des résultats d'évaluation dans le cadre de la démarche d'évaluation du programme menée par les organismes TIESS et Dynamo ○ Remise du tableau de bord de l'ensemble des nouveaux organismes utilisateurs de la plateforme ○ Remise d'une version 2 de la plateforme permettant l'automatisation des tableaux de bord • Pour le **31 janvier 2026** ○ Remise de la reddition de compte bilan de fin du projet ○ Registre d'activités de mobilisation ○ Réponses à l'outil d'auto-évaluation de la gouvernance des données ○ Questionnaire d'analyse de conformité avec les principes directeurs d'architecture TI ○ Documentation d'architecture des solutions technologiques Réponse aux **demandes d'information** envoyée par l'équipe Montréal en Commun en continu (envoyé par l'équipe du programme) Partage des données d'évaluation du projet et remise des **résultats d'évaluation du projet** au plus tard le 31 janvier 2026. Les résultats d'évaluation du projet doivent être en adéquation avec la stratégie d'évaluation soumise à l'équipe de coordination du programme.
Documentation qui pourrait être demandé au partenaire	• Documentation sur la situation actuelle • Analyses des besoins • Analyses des parties prenantes • Analyses de faisabilité • Études de marché • Résultat d'activités de prototypage • Tout autre document permettant d'enrichir la valeur des réalisations du projet.
Responsabilités	• Réalisation du projet : Montréal Métropole en santé • Suivi périodique : Équipe du Défi des Villes intelligentes

	● Acceptation : Directeur du programme
Principaux critères de qualité à respecter	● Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature; ● Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. Si ce n'est pas possible, des hypothèses documentées peuvent aussi être acceptées; ● Le **Projet** répond aux besoins de la communauté et est utilisé ● La guide aux exigences du programme se trouve ici ● Participation aux activités de gouvernance du programme en continu; ● Participation à l'évaluation du programme en continu; ● Participation aux activités en lien avec le transfert de connaissances et des apprentissages.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible,

l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes.***

- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville https://montreal.ca/, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca
À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca

Numéro de dossier : 1246525004

Unité administrative responsable : Direction générale, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle, Innovation urbaine

Projet : Évaluation en commun

Tableau 1

	24 août 2020 CM20 0793 (La Chaire)	**23 janvier 2023 [Contrat de services professionnels]** (La Chaire)	**14 juillet 2023 [Contrat de services professionnels]** (Contractant – Charles Hamel)	**Soutien recommandé** (MMS)
Montants accordés (et à accorder)	169 960 $	96 859 $	13 770 $	175 594 $
Cumulatif	169 960 $	266 819 $	280 589 $	456 183 $
Pourcentage sur le montant global	37 %	21 %	3 %	39 %

Tableau 2

Tableau 2 : Présentation des livrables et de l'échéancier soumis à la Ville pour fin de suivi et de reddition de compte.

Livrables de reddition de comptes	**Description**	**Date**
Résultats d'évaluation	**Présentation de** : • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	**31 décembre 2024**
Rédaction de au moins 1 note sur Praxis	Présentation de : • Les apprentissages découlant de son implantation et de ses effets	**13 mars 2025**
Participation à l'organisation de l'expo Montréal en commun Présentation du projet à l'expo Montréal en commun le 13 mars 2025	Participation à la préparation et au déroulement de l'expo Montréal en commun	

Une boîte à outils de collecte de données	**Présentation de** : • Liste des indicateurs nécessitant une boîte à outils pour la collecte des données • Outils de collecte pour chaque indicateur priorisé	**30 avril 2025**
Le tableau de bord des partenaires de MeC	**Présentation de** : • Les résultats des indicateurs de suivi des partenaires du volet alimentation de MeC	**15 mai 2025**
Questionnaire d'analyse de conformité avec les principes directeurs d'architecture TI si des modifications ont eu lieu depuis la dernière réponse	**Présentation de** : • L'alignement du projet avec les principes directeurs d'architecture TI	**30 juin 2025**
Résultats d'évaluation	**Présentation de** : • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	**31 juillet 2025**
Plan de pérennisation	**Présentation de:** • Pistes de financement pour la pérennisation de la plateforme • Modèle de gouvernance de la plateforme	
Résultats d'évaluation	**Présentation de** : • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	**31 octobre 2025**
Le tableau de bord de l'ensemble des nouveaux organismes utilisateurs de la plateforme	**Présentation de** : • Le nombre des nouveaux organismes utilisateurs • Les résultats des indicateurs de suivi des partenaires du volet alimentation de MeC	
Une version 2 de la plateforme permettant l'automatisation des tableaux de bord.	**Présentation de** : • Une version de la plateforme qui permet l'automatisation des tableaux de bord	

Reddition de compte bilan de fin du projet	**Présentation de**: • Le bilan de fin du projet selon le gabarit fourni par le programme MeC.	**31 janvier 2026**
Réponses à l'outil d'auto-évaluation de la gouvernance des données	**Présentation de :** • Pratiques de gouvernance des données et leur alignement avec les bonnes pratiques développées par Nord-Ouvert	
Registre d'activités de mobilisation	**Présentation de**: • La liste des activités de mobilisation incluant la typologie des activités, les objectifs, le nombre de participants et un bilan sommaire.	
Questionnaire d'analyse de conformité avec les principes directeurs d'architecture TI	**Présentation de**: • Niveau de conformité d'évaluation en commun avec les principes directeurs d'architecture TI	
Résultats d'évaluation du projet	**Présentation de** : • Réponses aux demandes d'évaluation posées par l'équipe TIESS et Dynamo dans le cadre de la boucle d'évaluation en cours	
Documentation d'architecture des solutions technologiques	**Présentation de** : • L'architecture de la plateforme "Évaluation en commun"	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246525004

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction innovation urbaine et amélioration continue
Objet :	Accorder une contribution financière de 175 ̟594 $ à l'organisme Montréal Métropole en santé, pour le projet Évaluation en commun dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1246525004_Montréal metropole en santé .xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Judith BOISCLAIR
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249592004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier sur 3 ans, soit pour les années 2025, 2026 et 2027 à raison de 150 000 $ par année, à Projet collectif Québec pour la réalisation du mandat de l'alliance Transition en commun; approuver le projet de convention à cet effet et autoriser un virement de 450 000 $ en provenance du surplus 2021 dédié à l'urgence climatique de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Bureau de la transition écologique et de la résilience afin de financer le partenariat entre la Ville de Montréal et Projet collectif Québec.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier sur 3 ans, soit pour les années 2025, 2026 et 2027 à raison de 150 000 $ par année, à Projet collectif Québec pour la réalisation du mandat de l'alliance Transition en commun
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et Projet collectif Québec, établissant les modalités et conditions de versement du soutien financier.
3. d'autoriser un virement de 450 000 $ en provenance du surplus 2021 dédié à l'urgence climatique de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Bureau de la transition écologique et de la résilience afin de financer le partenariat entre la Ville de Montréal et Projet collectif Québec. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-08 15:22

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249592004**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier sur 3 ans, soit pour les années 2025, 2026 et 2027 à raison de 150 000 $ par année, à Projet collectif Québec pour la réalisation du mandat de l'alliance Transition en commun; approuver le projet de convention à cet effet et autoriser un virement de 450 000 $ en provenance du surplus 2021 dédié à l'urgence climatique de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Bureau de la transition écologique et de la résilience afin de financer le partenariat entre la Ville de Montréal et Projet collectif Québec.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville est membre de la première heure de l'alliance Transition en Commun (TEC), lancée à l'Hôtel de Ville en novembre 2022, dans la foulée des préparatifs de la COP15. Transition en Commun est une alliance dédiée à la transition socio-écologique dans les quartiers de Montréal, qui promeut à une échelle locale la transition socio-écologique, la résilience des communautés et la participation citoyenne. Cette collaboration soutient les objectifs du Plan Climat de la Ville et plus largement les priorités du plan stratégique Montréal 2030.
TEC rassemble plus d'une centaine d'acteurs et d'actrices de la transition socio-écologique. Chacune des instances de l'alliance est représentative des différents collèges qui la constituent : institutions, chercheur.euses, OBNL et têtes de réseaux du milieu environnemental, social et culturel ainsi que des représentant.es des groupes locaux et citoyen.nes de différents quartiers montréalais.

Les 3 objectifs principaux de l'alliance sont:

- Coconstruire une vision partagée de la transition socio-écologique (TSE);
- Mettre en œuvre de nouveaux leviers, notamment publics, en faveur de cette vision;
- Soutenir, outiller et mobiliser largement les acteurs et actrices de la TSE, dont la Ville, autour de cette vision.

L'alliance met au cœur de ses priorités et de ses activités d'assurer l'inclusion, la représentation des voix marginalisées et la lutte contre les différents systèmes d'oppression. Plusieurs démarches sont mises de l'avant en ce sens dont un plan d'action et une politique Justice, équité, diversité et inclusion (JEDI), une démarche de décolonisation et une stratégie de mobilisation ciblée pour les groupes marginalisés.

Depuis son lancement, TeC a coordonné une importante programmation d'activités incluant :

- Des Journées collectives ouvertes à tous.tes, misant sur la coconstruction ;
- Des visites de quartiers mettant en relief les défis et les opportunités en matière de TSÉ ;
- La mise sur pied de l'Espace Quartiers, lequel permet de rassembler des acteur.rice.s de quartiers et des têtes de réseau (REQ, CMTQ) dans le but de mutualiser ressources et expériences ;
- La création de groupes de travail se penchant sur des enjeux majeurs de la métropole : Logement en transition, Démocratie participative et gouvernance, Démotorisation, JEDI et plusieurs à venir ;
- La co-construction d'un cadre de référence sur la démotorisation pour outiller les acteurs.rices de quartiers dans leur analyse de la surmotorisation.

La Ville contribue à l'alliance depuis sa création via la présence d'une trentaine de ses employé.e.s sur les différentes instances (comité d'orientation, comité interne, groupes de travail). De nombreuses pistes et collaborations sont actuellement en cours avec différentes équipes pour faciliter la contribution des acteurs(trices) de l'écosystème de la transition socio écologique aux différents projets de la Ville (plan climat, Montréal en commun, budget participatif, mécanismes de collaboration des Grands parcs, feuille de route en économie circulaire, etc.). À titre d'exemple, l'équipe de Quartiers inclusifs et résilients (QIR) s'implique dans l'Espace quartier afin de faciliter la cohérence et l'arrimage des activités locales et le développement d'outils de soutien aux planifications locales.

L'alliance Transition en commun, sollicite un mandat afin de formaliser la collaboration entre la Ville de Montréal et Transition en Commun (TEC) comprenant un soutien financier de 450 000$ sur trois (3) années de la Ville de Montréal, ainsi que la participation des membres du personnel de la Ville à ses différentes instances.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0649 - 17 décembre 2020 - Dépôt du plan stratégique Montréal 2030.
CG20 0648 - 17 décembre 2020 - Déposer le document intitulé Plan climat 2020-2030 CG19 0459 - 24 octobre 2019 - Déposer le document intitulé Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.
CM18 1332 – 19 novembre 2018 – Déclaration pour la reconnaissance de l'urgence climatique.
CM18 1085 – 17 septembre 2018 – Résolution du conseil municipal : que la Ville de Montréal prenne acte des engagements pris lors du Sommet de San Francisco et s'engage à mobiliser les citoyens et l'ensemble des forces vives montréalaises pour relever ce défi majeur et mettre en œuvre des mesures concrètes à la hauteur de ces enjeux.
CG18 0330 – 21 juin 2018 - Dépôt du document intitulé « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020 ».
CG18 0329 – 21 juin 2018 - Dépôt du document intitulé « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020 ».
CG16 0437 - 22 juin 2016 - Adopter le Plan Montréal durable 2016-2020.
CG15 0780 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.
CM15 1454 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques

de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

DESCRIPTION

L'entente vise à formaliser la collaboration entre la Ville de Montréal et Transition en Commun (TEC) à travers le soutien d'actions concrètes d'information, de sensibilisation, de mobilisation et de coconstruction favorisant le passage collectif à l'action en faveur de la mise en œuvre des planifications de la Ville, telles que le Plan climat, le Plan d'urbanisme et de mobilité et le plan stratégique Montréal 2030.

Stratégies et moyens d'action

Le financement de la Ville de Montréal permettra d'appuyer le développement des activités de l'alliance sur la transition socio-écologique, avec des prismes de lecture spécifiques liés aux lignes directrices d'intérêt commun suivantes :

- L'urbanisme et la mobilité
- La démocratie locale
- La résilience dans les différents quartiers

Les activités sont déployées selon les axes suivants en respect de la dynamique de l'alliance :

- Travaux de concertation préparatoires aux rencontres;
- Rencontres collectives qui cristallisent la réflexion autour d'une vision commune;
- Analyse des discussions pour identifier des consensus et élaboration de pistes d'actions collectives structurantes.

Résultats escomptés et indicateurs

Les indicateurs de performance cibles suivants seront utilisés pour évaluer le succès de l'entente :

- Nombre d'événements tenus (cible : 4 par année) ;
- Nombre et diversité des organisations mobilisées (cible : 100 par année et de tous les collèges) ;
- Nombre de plans d'action concertés émanant des rencontres collectives sur les thématiques d'intérêts communs (cible : 1 par 3 ans)
- Représentativité des engagements des différents collèges de l'alliance dans les plans d'actions (cible : 1 engagement par collège)

Note : les collèges de TEC assurent la représentativité des différents types d'acteurs (institution, OBNL, groupe citoyen, etc.)

JUSTIFICATION

L'alliance Transition en Commun joue un rôle de mobilisation et de montage de coalition permettant une plus grande contribution des acteurs de l'écosystème de la transition socio-écologique montréalais au plan climat 2020-2030. Les travaux de l'alliance sont complémentaires au Partenariat climat et au programme de contribution financière en transition écologique et elle constitue l'un des éléments clés de la mobilisation associée au plan climat. Plus précisément l'alliance TEC participe à :

- Mobiliser et éduquer les citoyens sur les impacts et les solutions aux changements climatiques (réfère au Chantier A du Plan climat : Mobilisation de la communauté montréalaise. Plus spécifiquement les actions 1, 2 et 8). Ex :

    - Visites terrains dans les quartiers qui démontrent les liens entre les enjeux sociaux et environnementaux et mettent en valeur les projets d'impact des acteurs locaux;
    - Utilisation, diffusion et appropriation des outils communs tels que la cartographie des inégalités et des vulnérabilités aux aléas climatiques;
    - Élargir le narratif de la transition pour permettre d'inclure des joueurs qui ne savent pas comment participer (communautaire, culture, mouvements sociaux, etc.);
- Soutenir les changements de comportements liés à la réduction de l'empreinte écologique, l'adaptation et la résilience des communautés (Action 4 du Plan climat). Ex :
    - Élaboration d'un projet d'accompagnement des groupes de logements sociaux et petits propriétaires pour la décarbonation des bâtiments existants dans une perspective de résilience et de précarité énergétique;
- Soutenir le transfert modal pour réduire la place de la voiture (Action 11, 12 du Plan climat).
    - Développement d'un cadre de référence et d'un plan d'action concertés sur la lutte à la surmotorisation;
    - Développer des infrastructures et une culture du vélo à Montréal-Nord;
- Développer des pôles de résilience et développer du capital social (Action 9 et 10 du Plan climat)
    - Rassemblement et coordination d'un groupe de travail rassemblant les acteurs et projets liés à la résilience des communautés sur le territoire de Montréal;
    - Le soutien au déploiement de pôles de résilience climatique dans les quartiers visant à renforcer la résilience communautaire et la capacité d'agir des citoyen.nes dans les secteurs plus vulnérables de la Ville;
- Effectuer un travail politique et de terrain pour renforcer l'acceptabilité sociale des actions du Plan Climat:
    - Alliance capable de supporter des actions et politiques fortes de la Ville;
    - Capacité d'appuyer des demandes de la ville auprès des autres paliers gouvernementaux d'un point de vue strictement montréalais mais aussi avec les partenaires qui ont des missions régionales.

Plus largement, l'implication de la Ville dans TeC permet les retombées suivantes :

- Accélérer le passage à l'action des acteurs de quartiers et leur appropriation des dossiers portés par la Ville;
- Renforcer le leadership de la Ville en transition socio-écologique;
- Favoriser la responsabilité collective en faisant les liens entre les enjeux sociaux, environnementaux et opérationnels liés à la transition;
- Faciliter le travail transversal et la mise en commun de ressources que la Ville met en place dans ses actions et ses programmes tels que le QIR ou le BP;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires à la réalisation du projet soumis dans ce dossier décisionnel proviendront des surplus dégagés de l'exercice 2021 duquel 15 M$ ont été affectés pour la réponse à l'urgence climatique.
Un virement budgétaire de 450 000$ devra être fait vers le budget de fonctionnement du BTER en provenance de surplus affecté dédié à l'urgence climatique. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville-centre.

Les sommes seront accordées dans le calendrier suivant selon les modalités et critères décrits dans la convention :

Organisme	2025	2026	2027
Projet collectif Qc	150 000 $	150 000 $	150 000 $

Il s'agit de la première contribution financière à cet organisme. Une copie des lettres patentes de l'organisme est jointe au dossier.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (grille d'analyse en pièce jointe) et notamment aux priorités suivantes :
1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050
8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous
9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision
17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

Le dossier est également conforme avec les engagements en matière de réduction des émissions de GES et contribue à la diminution des vulnérabilités climatiques.
Le dossier prend également en considération les engagements en matière d'inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le rôle de l'alliance Transition en commun est majeur pour l'engagement dans la mise en œuvre d'actions concrètes de la part des organisations de la société civile et des initiatives locales citoyennes. De plus, la contribution financière de la ville a un rôle déterminant pour mobiliser la société civile vers l'atteinte des engagements du Plan Climat et de Montréal 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la convention de contribution financière avec Project collectif Québec
Virement de 450 000$ en provenance du surplus 2021 dédié à l'urgence climatique de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Bureau de la transition écologique et de la résilience.
Virement à Projet collectif du montant en fonction des modalités de la convention de contribution financière.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Vera COSTEA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Felissa LAREAU CARPENTIER
conseiller(-ere) en planification

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-25

Sidney RIBAUX
directeur(-trice) transition ecologique et resilience

Tél : 514-872-7383
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX
directeur(-trice) transition ecologique et resilience
Tél : 514-872-7383
Approuvé le : 2024-11-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX
directeur(-trice) transition ecologique et resilience
Tél : 514-872-7383
Approuvé le : 2024-11-08

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249592004*
Unité administrative responsable : *Bureau de la transition écologique et de la résilience*
Projet : *Convention de contribution financière avec Projet collectif Québec pour le mandat de l'alliance Transition en commun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision

17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 : Le projet soutient les changements de comportement liés à la réduction de l'empreinte écologique, l'adaptation et la résilience des communautés par le développement d'outils pour les groupes citoyens qui souhaitent prendre action pour réaliser la transition socio-écologique (cadre de démotorisation, projet d'accompagnement de groupes de logements sociaux et petits propriétaires pour la décarbonation des bâtiments existants dans une perspective de résilience et de précarité énergétique, etc.)

8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer

l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous : L'alliance met au cœur de ses priorités et de ses activités d'assurer l'inclusion, la représentation des voix marginalisées et la lutte contre les différents systèmes d'oppression. Plusieurs démarches sont mises de l'avant en ce sens dont un plan d'action et une politique Justice, équité, diversité et inclusion (JEDI), une démarche de décolonisation et une stratégie de mobilisation ciblée pour les groupes marginalisés.

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire : Le projet participe au développement de pôles de résilience et du capital social par :

- *Rassemblement et coordination d'un groupe de travail rassemblant les acteurs et projets liés à la résilience des communautés sur le territoire de Montréal;*
- *Le soutien au déploiement de pôles de résilience climatique dans les quartiers visant à renforcer la résilience communautaire et la capacité d'agir des citoyen.nes dans les secteurs plus vulnérables de la Ville;*

10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les

positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision : L'alliance Transition en Commun joue un rôle de mobilisation et de montage de coalition permettant une plus grande contribution des acteurs de l'écosystème de la transition socio-écologique montréalais au plan climat 2020-2030. Les travaux de l'alliance sont complémentaires au Partenariat climat et au programme de contribution financière en transition écologique et elle constitue l'un des éléments clés de la mobilisation associée au plan climat.

17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche

d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes : L'approche de l'alliance TEC se situe plus loin sur l'échelle de la participation publique par ses processus de co-construction et sa gouvernance collaborative. De plus, son objectif est d'augmenter le pouvoir d'agir des initiatives citoyennes en faveur de la transition socio-écologique en développant collectivement de nouveaux leviers. À terme, l'alliance propose de développer une culture de gouvernance collaborative avec la Ville dans laquelle la société civile partage des pouvoirs et des responsabilités afin de répondre du mieux possible aux enjeux de la crise climatique tout en légitimant les actions publiques et en maintenant un lien de confiance avec la population.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **PROJET COLLECTIF QUÉBEC** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 50 ch. Pinard, Saint-Camille, Québec, JoA 1G0, agissant et représentée par Vincent Chapdelaine, co-directeur général et Bertrand Fouss, co-président du comité d'orientation, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription T.P.S. : 75589 0902 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1228571152 TQ0001

Ci-après, appelé(e) l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme fiduciaire de l'alliance Transition en commun, alliance entre citoyen-ne-s, acteurs.trices et organismes de la société civile et les institutions dédiée à la transition socio-écologique dans les quartiers de Montréal et que sa mission vise à faire émerger, populariser, célébrer et mobiliser autour d'une vision de la transition socio-écologique et à se donner collectivement les moyens de la mettre en œuvre;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient

exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2025 :

5.2.1.1 une somme maximale de cent trente-cinq mille dollars (135 000 $) dans les 30 jours suivant la remise du calendrier d'événement anticipé pour 2025;

5.2.2 Pour l'année 2026 :

5.2.2.1 une somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation du rapport d'étape de l'année 2025 ainsi qu'un calendrier d'événement anticipé pour 2026, à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027 :

5.2.3.1 une somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation du rapport d'étape de l'année 2026 ainsi qu'un calendrier d'événement anticipé pour 2027, à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028 :

5.2.4.1 une somme finale maximale de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan final, à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en

aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 décembre 2028.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale d'un million de dollars (1 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 50, ch. Pinard, Saint-Camille (Québec) J0A 1G0, et tout avis doit être adressé à l'attention du co-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155 rue Notre-Dame Est, 1er étage, B.1.201, Montréal (Québec), H2Y 1B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne

forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Greffier de la Ville de Montréal

Le 7e jour de novembre 2024

PROJET COLLECTIF

Par: _____
Vincent Chapdelaine, co-directeur général de Projet collectif

Par: _____
Bertrand Fouss , co-président comité d'orientation de Transition en commun

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2024 (Résolution CM .....).

Annexe 1 – Description du projet d'entente avec la Ville de Montréal

1. Contexte général

La Ville est membre de la première heure de l'alliance Transition en Commun (TeC), lancée à l'Hôtel de Ville en novembre 2022, dans la foulée des préparatifs de la COP15. Transition en Commun est une alliance dédiée à la transition socio-écologique dans les quartiers de Montréal, qui promeut à une échelle locale la transition socio-écologique, la résilience des communautés et la participation citoyenne. Cette collaboration soutient les objectifs du Plan Climat de la Ville et plus largement les priorités de l'alignement stratégique Montréal 2030.

L'objectif global de l'alliance est triple :

- Faire émerger, populariser, célébrer et mobiliser autour d'une vision partagée de la transition socio-écologique ;
- Se donner collectivement les moyens de la mettre en œuvre, notamment par de nouveaux engagements des institutions concernées, d'abord à Montréal et au bénéfice de la mobilisation des quartiers pour la transition ;
- Faciliter l'émergence d'espaces de dialogues et le renforcement d'une culture de collaboration élargie avec la société civile pour la transition.

TeC constitue un lieu privilégié de collaboration et de co-construction pour la Ville, qui s'engage ainsi depuis maintenant près de deux ans, et rassemble plus d'une centaine d'acteurs et d'actrices de la transition socio-écologique à Montréal. Chacune des instances de l'alliance est représentative des différents collèges qui la constituent : institutions, chercheurs, OBNL et têtes de réseaux du milieu environnemental, social et culturel ainsi que des représentants des groupes locaux et citoyens de différents quartiers Montréalais.

TeC c'est : 10 services de la Ville centre, plusieurs arrondissements, des élu.e.s du comité exécutif et leurs attaché.e.s politiques, 15 têtes de réseaux (CMTQ, Culture Mtl, PCM, etc.), 5 institutions (DRSP, fondations, etc.), 70 organismes de la société civile, 30 chercheur.se.s associé.e.s à autant d'universités et équipes de recherches, 3 conseils de la Ville (CIM, CJM, CM) et 15 quartiers, incluant ceux qui rencontrent le plus d'inégalités.

Depuis son lancement, TeC a coordonné une importante programmation d'événements incluant :

- Une Semaine TeC ayant réuni plus de 300 personnes ;
- Des Journées collectives ouvertes à toustes, misant sur la co-construction ;
- Des visites de quartiers mettant en relief les défis et les opportunités en matière de TSÉ ;
- La mise sur pied de l'Espace Quartiers, lequel permet de rassembler des acteur.rice.s de quartiers et des têtes de réseau (REQ, CMTQ) dans le but de mutualiser ressources et expériences ;
- La création de groupes de travail se penchant sur des enjeux majeurs de la métropole: Logement en transition, Démocratie participative et gouvernance, Démotorisation, JEDI et autes à venir ;
- La co-construction d'un cadre de référence sur la démotorisation pour outiller les acteurs.rices de quartiers dans leur analyse de la surmotorisation.

2. Objectifs de l'Entente

L'entente vise à formaliser la collaboration entre la Ville de Montréal et Transition en Commun (TEC) à travers le soutien d'actions concrètes d'information, de sensibilisation, de mobilisation et/ou de co-construction. Les objectifs principaux de l'entente sont de soutenir une série d'activités favorisant le passage collectif à l'action.

3. Description générale

En vue de soutenir les travaux de l'alliance qui mobilisent l'écosystème montréalais de la transition socio-écologique et des quartiers en faveur de la mise en œuvre des planifications de la Villes telles que le Plan climat, le Plan d'urbanisme et de mobilité et l'alignement stratégique Montréal 2030, TEC sollicite un soutien financier de 450 000$ sur trois (3) années de la Ville de Montréal.

Nos stratégies et moyens d'action

Le financement de la Ville de Montréal permettra d'appuyer le développement des activités de l'alliance sur la transition socio-écologique, avec des prismes de lectures spécifiques liés aux lignes directrices d'intérêt commun suivantes :

- L'urbanisme et la mobilité
- La résilience des communautés
- Sujet à déterminer

Les activités sont déployées selon les axes suivants en respect de la dynamique de l'alliance :

1. Travaux de concertation préparatoires aux rencontres ;
2. Rencontres collectives qui cristallisent la réflexion autour d'une vision commune ;
3. Analyse des discussions pour identifier des consensus et élaboration de pistes d'actions collectives structurantes.
4. Travail concerté en groupe de travail thématique

Caractéristiques et formats des rencontres collectives

Les rencontres collectives constituent la face visible de l'alliance. Elles donnent vie à la mise en relation par la création de lieux de rencontre pour l'alliance. Elles prennent notamment la forme de journées collectives, de visites de quartier, de camp estival et de grandes rencontres de l'Espaces quartiers (EQ). La stratégie générale poursuivie par ces rencontres collectives, leur lien avec les objectifs généraux de TeC et la coordination avec l'écosystème est de la responsabilité de la coordination générale, en collaboration avec le comité exécutif de l'alliance.

L'alliance met au cœur de ses priorités et de ses activités d'assurer l'inclusion, la représentation des voix marginalisées et la lutte contre les différents systèmes d'oppression. Plusieurs démarches sont mises de l'avant en ce sens dont un plan d'action et une politique Justice, équité, diversité et inclusion, une démarche de décolonisation et une stratégie de mobilisation ciblée pour les groupes marginalisés.

Caractéristiques :

- Les rencontres collectives de l'alliance sont organisées sur différents sujets et thèmes en fonction des besoins de l'alliance et des instances qui la composent ;
- Elles sont ouvertes à tous les acteurs de l'écosystème de la transition socio écologique montréalais qui souhaite y participer et y contribuer avec un souci d'inclusivité ;
- Les rencontres collectives ne sont pas des instances décisionnelles.

Formats types :

- Les journées collectives font office d'instances délibératives en grand groupe, en fonctionnant de manière complémentaire avec le comité d'orientation et l'assemblée des membres ;
- Les visites de quartier permettent de mettre en valeur les acteurs locaux et leurs collaborations ainsi que de lier les enjeux sociaux et environnementaux via des exemples terrains ;
- Les grandes rencontres de l'EQ sont des espaces de mise en valeur et de mise en relation des initiatives existantes, des enjeux et des thématiques transversales destinés aux acteurs et actrices du terrain (groupes citoyens, organismes et tables de quartiers) qui œuvrent à la transition écologique dans leurs milieux respectifs.
- Le camp estival est une série de journées à la fin août dont l'objectif est de favoriser le travail transversal des instances de l'alliance, de creuser des thématiques et de mettre au jeu les priorités de l'alliance tout en facilitant leur appropriation.

Caractéristiques et exemples de plans d'action concertés

Les plans d'action concertés sont alimentés par les réflexions collectives au sein de l'alliance et élaborés principalement par les groupes de travail thématiques. Leurs mises en œuvre relèvent de l'ensemble des membres de l'alliance qui s'en saisissent, dont les groupes de travail et l'équipe de coordination.
Les groupes de travail jouent un rôle spécifique sur l'appropriation d'une thématique donnée et le passage à l'action des partenaires. Ils ont une obligation de partager les résultats de leurs travaux et réflexions afin d'alimenter les réflexions collectives, les discussions, les débats, les orientations ainsi que la vision partagée de la transition socio-écologique.

Un plan d'action concerté peut inclure, par exemple:

- Formation, diffusion, partage et empouvoirement.
- Formation pour les acteurs villes et leurs partenaires clés
- Portraits des actions terrain réplicables et des expérimentations en cours
- Mobilisation des connaissances/recherche
- Soutien à l'action locale

Exemples de plans d'actions concertés en cours ou à venir contribuant au plan climat :

- Un plan d'action concerté pour faire vivre le cadre de référence sur la surmotorisation auprès des actrices et acteurs de quartiers, d'institutions ainsi que d'autres partenaires en mobilité à Montréal et pour faciliter le passage à l'action (action 11). Ce dernier inclut sans s'y limiter :
    - Documenter, partager et faire rayonner les initiatives et projets qui permettent de prévenir et réduire la surmotorisation;
    - Informer, former et empouvoirer les acteurs.rices de quartier et les institutions;
    - Engager le milieu de la recherche pour approfondir les connaissances et faciliter l'arrimage avec les besoins des quartiers.
- Un collectif montréalais sur la résilience climatique et solidaire des communautés (action 9). Ce dernier inclut sans s'y limiter :
    - Production d'un guide de développement de pôles de résilience pour le milieu communautaire;
    - Identification des conditions de soutien des initiatives citoyennes par les institutions;
    - Développement d'indicateurs de suivi et d'impact.

4. Résultats escomptés et évaluation

Les indicateurs de performance cibles suivants seront utilisés pour évaluer le succès de l'entente :

- Nombre d'événements tenus (cible : 4 par année)
- Nombre et diversité des organisations mobilisées (cible : 100 par année et de tous les collèges)
- Nombre de plan d'action concertés émanant des rencontres collectives sur des thématiques d'intérêts communs (cible : 1 par 3 ans)
- Représentativité des engagements des différents collèges de l'alliance dans les plans d'actions (cible : 1 engagement par collège)

Note : les collèges de TEC assurent la représentativité des différents types d'acteurs (institution, acteur de quartiers et régionaux, groupe citoyen, recherche et savoirs, etc.)

Contenu minimum des documents de reddition de compte :

- Le rapport d'étape inclut la liste des activités tenues ainsi que le suivi des indicateurs et des cibles ci-dessus ;
- Le calendrier annuel d'événement anticipé présente une planification annuelle des activités clés réparties tout au long de l'année ainsi que le budget associé, validés par le comité exécutif de l'alliance ;
- Le bilan final présente, pour toute la période couverte par la convention de contribution, une agglomération des réalisations et des résultats obtenus en regard des objectifs fixés ainsi que les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion.

Les calendriers d'événements anticipés seront mis-à-jour à mi-année par les instances de l'alliance dans laquelle participe le BTER (coordination générale et comité exécutif).

Cadre de Gouvernance et de Collaboration

- Le Comité exécutif de TEC comprenant un représentant du Bureau de la Transition Écologique (BTER) de la Ville de Montréal, sera chargé de superviser et d'assurer le suivi de la bonne mise en œuvre de l'entente ;
- Le Comité d'orientation de TEC, contribuera à l'évaluation des progrès, à la résolution d'obstacles et la mise en place de stratégies pour appuyer la mise en œuvre de l'entente ;
- Les sous-comités et groupes de travail de TEC auront la charge de réaliser les activités spécifiques liées à l'entente ;
- Toute participation des employés de la Ville de Montréal aux comités et instances de l'alliance devra faire l'objet d'une demande officielle au porteur du dossier (BTER);
- Un guide de participation sera réalisé afin de baliser le rôle et la posture des employés de la Ville dans les différentes instances de l'alliance.

5. Rôles et Responsabilités des Parties

Ville de Montréal :

- Fournir un soutien financier de 150 000$ par année, sur trois ans, à TEC pour la mise en œuvre des activités ;
- Assurer la participation d'un représentant de la Ville pour chacune des instances de TEC, comprenant la participation d'un gestionnaire du BTER sur le comité exécutif ;
- Identifier les projets de la Ville auxquels l'alliance peut contribuer de façon complémentaire et mandater les équipes pour réaliser les arrimages ;
- Assurer la diffusion aux acteurs clés internes à la Ville (arrondissements et services centraux) et favoriser l'appropriation des livrables élaborés conjointement au sein de l'alliance pour faciliter leur utilisation dans les activités de la Ville ;

Transition en Commun (TEC) :

- Promouvoir et renforcer, à l'échelle des quartiers, la transition socio-écologique, la résilience des communautés et la participation citoyenne, à travers des actions concrètes d'information, de sensibilisation, de mobilisation et de co-construction ;
- Amplifier les actions, plans et programmes de la Ville qui répondent aux défis de la transition socio-écologique par la diffusion et la mise en valeur des actions de la Ville auprès de la société civile et par la contribution des membres de l'alliance à leur mise en œuvre ;
- Fournir des rapports réguliers sur l'avancement des projets et des initiatives via ses instances de gouvernances dans lesquelles les représentants de la Ville participent ;
- Soutenir le développement de plans d'actions concertées liés aux lignes directrices d'intérêt commun et favorisant l'engagement de tous ses collèges.
- Améliorer l'acceptabilité sociale et la co-responsabilité en soutenant le passage à l'action et la prise de responsabilité des communautés locales par rapport aux défis climatiques.

6. Budget prévisionnel

	Budget prévisionnel 2025	Contribution Ville de Montréal 2025
REVENUS		
Contributions philanthropiques (Fondation Chagnon 2025-27, Fondation David Suzuki, Centraide)	620 000 $	--
Subventions (Action Climat, Ville de Montréal)	275 000 $	150 000 $
TOTAL – REVENUS	**895 000 $**	**150 000 $**
DÉPENSES		
Salaires et charges	550 000 $	75 000 $
Honoraires professionnels (Outils de communication, Accompagnement communications, mandats EDI, Indemnisations solidaires)	100 000 $	25 000 $
Frais d'activités et mobilisation (Journées collectives TeC, visites de quartiers, Semaine TeC, Journée sur le PUM, etc.)	115 000 $	50 000 $
Frais généraux d'administration	130 000 $	--
TOTAL - DÉPENSES	**895 000 $**	**150 000 $**

Note : Il est prévu que le budget 2026 et 2027 soit similaire

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que Projet collectif Québec (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

Convention de contribution financière entre Ville de Montréal et Projet Collectif Québec

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

ANNEXE 3

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (« CHARTE »)

La *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (PL 96 sanctionné le 1er juin 2022), prévoit des modifications à la Charte de la langue française (la Charte) et à d'autres lois s'appliquant aux organismes municipaux. Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à la passation de tout contrat par les municipalités, quelle que soit sa valeur et sa nature (article 152.1 de la Charte). En vertu de ces nouvelles dispositions, toute entreprise ayant un établissement au Québec et qui emploie durant une période de 6 mois, 50 personnes ou plus doit, pour se voir octroyer un contrat, se conformer aux nouvelles exigences de la Charte. Par conséquent, la Ville doit s'assurer que votre entreprise respecte les dispositions de la Charte.

Je, soussigné.e, à titre de représentant.e autorisé.e de Projet collectif Québec (ci-après l'« Entreprise ») déclare que (*cocher **une** des cases ci-dessous*) :

☐ (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec.

☒ (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec.

☐ (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois.

☐ (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (cocher **une** des 4 cases ci-dessous):

- ☐ je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF;
- ☐ je déclare que l'Entreprise détient une attestation d'application d'un programme de francisation de l'OQLF;
- ☐ je déclare que l'Entreprise détient un accusé de réception de l'analyse de sa situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;
- ☐ je déclare que l'Entreprise détient une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que l'Entreprise s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que l'Entreprise n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si l'Entreprise a reçu une telle offre, elle a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Et j'ai signé, le 7 novembre 2024

Vincent Chapdelaine
Nom – représentant.e de l'Entreprise

Signature – représentant.e de l'Entreprise

ANNEXE 4

Déclaration - Intégrité

Je soussigné(e)

Vincent Chapdelaine, co-directeur général de Projet collectif

(Nom et titre de la personne autorisée à signer)

atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

Projet collectif

(Nom de l'entreprise)

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.

Et j'ai signé,  Date : 7 novembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249592004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Accorder un soutien financier sur 3 ans, soit pour les années 2025, 2026 et 2027 à raison de 150 000 $ par année, à Projet collectif Québec pour la réalisation du mandat de l'alliance Transition en commun; approuver le projet de convention à cet effet et autoriser un virement de 450 000 $ en provenance du surplus 2021 dédié à l'urgence climatique de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Bureau de la transition écologique et de la résilience afin de financer le partenariat entre la Ville de Montréal et Projet collectif Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1249592004 Certification.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vera COSTEA
Préposée au budget

Tél : 514-872-0766

Co-auteurs:

Frederique Blandin Fèvre,
Conseillère budgétaire
Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier - HDV

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél : 514-872-6630

Nathalie Fillion
Directrice, direction du conseil et du soutien financier
Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél: 514-712-4378

Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion finances

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

Il est recommandé:

- D'accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ à l'organisme à but non lucratif SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS;

- D'approuver le projet d'Addenda 2 modifiant la convention de contribution financière;

- De déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire

du 1er rang pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière, pourvu que le contrat de services professionnels ainsi que l'acte hypothécaire aient été approuvés préalablement par le Service des affaires juridiques avant leur signature

- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera financée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-11 10:30

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Exécutif du 17 août 2022 (CE22 1367) a autorisé l'octroi d'une contribution financière de 3 400 000 $ à Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (Organisme) pour l'acquisition et la conversion d'un immeuble non résidentiel en 12 logements abordables dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL). Le 14 septembre 2022, une convention de contribution financière (Convention) entre la Ville de Montréal (Ville) et l'Organisme a été conclue afin de définir les modalités et conditions du versement de cette contribution financière. Afin de garantir le respect des conditions énoncées dans la

Convention, un acte de garantie hypothécaire de 1er rang en faveur de la Ville d'un montant équivalent à la contribution financière accordée, soit 3 400 000 $, a été consenti par l'Organisme et publié au registre au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 579 982.
Le 29 mars 2023, la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire de quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL. La signature de cette entente a été ratifiée par le conseil d'agglomération le 24 août 2023 (CG 23 0441).

Le projet de l'Organisme est l'un de ces quatre projets d'habitation et ce financement supplémentaire permet de combler une partie des dépassements de coûts entraînés par la réalisation du projet. Malgré ce financement supplémentaire, il reste tout de même un manque à gagner pour couvrir l'ensemble des coûts de réalisation du projet et pour lequel la Ville souhaite aussi appuyer l'Organisme.

- En ce sens, le présent sommaire a pour objectif d'octroyer une contribution financière supplémentaire à l'Organisme, d'approuver un deuxième addenda à la Convention et d'autoriser la directrice du Service de l'habitation, à signer un nouvel acte hypothécaire de 1er rang au montant de 4 582 888 $ représentant le montant ajusté de la contribution financière ainsi que la mainlevée de l'hypothèque initiale publiée sous le numéro 28 649 392.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0537 (10 avril 2024) Accorder une contribution financière supplémentaire de 137 000 $ à Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants /Approuver le projet d'Addenda 1 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les conditions de versement de ce soutien financier /Approuver l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal consenti par Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants et la mainlevée de l'hypothèque en faveur de la Ville créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 579 982 /Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang, pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 579 982 /Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

- CG23 0441 - 24 août 2023 - Autoriser la ratification de l'entente bipartite entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et d'une entente tripartite avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la contribution financière attendue de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation le pouvoir spécifique de distribuer la contribution reçue pour verser des subventions à des projets de l'Initiative pour la création rapide de logement;

- CE23 0437 - 29 mars 2023 - Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer l'entente bipartite, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de : (i) l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et (ii) d'une entente tripartite

à venir avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets, et à recevoir la somme de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement;

- CE22 1367 (17 août 2022) Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 3 400 000 $ à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants pour la réalisation d'un projet de 12 unités dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL);

- CG22 0131 (24 février 2022) Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (RCG 21-003).

Description

DESCRIPTION

Contribution financière supplémentaire

Depuis l'approbation du projet, l'écart entre l'estimation des coûts de réalisation du projet et les coûts de réalisation réelle s'élève à 1 182 888 $. Il s'explique par des imprévus en cours de chantier.

Une aide financière supplémentaire de 137 000$ a été octroyée au projet dans le cadre de l'entente signée le 29 mars 2023 entre la Ville et la SHQ et a fait l'objet du premier Addenda à la convention (CE24 0537). Cette contribution a permis de combler une partie de l'écart.

Pour couvrir les surcoûts supplémentaires, soit un écart entre les estimations de coûts des professionnels et la hausse des coûts réels, l'organisme a contracté un prêt de 1 005 654 $ auprès de la Caisse d'économie solidaire Desjardins pour lequel la ville a cédé son rang hypothécaire et ce qui a fait l'objet de l'Addenda 1 à la convention (CE24 0537). De plus, suivant sa compilation budgétaire de fin de projet, l'organisme avait également un manque à gagner de 40 234 $.

Ainsi, la Ville vise à faire approuver une contribution supplémentaire de 1 045 888 $ provenant de l'enveloppe des sommes récoltées pour la réalisation de logement social dans le cadre de l'application du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) pour que l'organisme puisse rembourser son prêt de 1 005 654 $ et pour couvrir son manque à gagner de 40 234 $.

La Ville a publié sur l'immeuble une hypothèque au montant de la contribution initiale, soit 3 400 000 $ afin de s'assurer du respect des conditions prévues à la Convention, laquelle a été modifiée au montant de 3 537 000 $ lors de l'addenda 1. Ainsi, il est recommandé d'approuver un nouvel acte hypothécaire en faveur de la Ville, d'un montant de 4 595 167 $ représentant le montant total de la contribution. Cette nouvelle inscription hypothécaire permettra à la Ville d'accorder la mainlevée de l'hypothèque initiale en sa faveur au bénéfice d'une nouvelle hypothèque de premier rang.

Addenda 2 à la Convention

Un deuxième addenda à la convention est requis afin d'inclure:
- L'augmentation de la contribution financière d'un montant de 1 045 888 $;

- L'inscription d'une nouvelle garantie hypothécaire de premier rang en faveur de la Ville remplaçant ainsi l'hypothèque existante pour un montant correspondant à la contribution financière totale, soit 4 582 888 $;

JUSTIFICATION

Dans un contexte où l'Organisme a dû composer avec un coût de construction plus élevé que prévu, soit un écart entre les estimations de coûts des professionnels et la hausse des coûts réels, l'obtention d'une contribution financière supplémentaire permettra à l'Organisme de rembourser son prêt. De cette façon, la viabilité du projet n'est pas affectée par un endettement via des remboursements hypothécaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de contribution financière additionnelle non récurrente maximale de 1 045 888 $, provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM). Cette enveloppe fût constituée à partir des contributions de promoteurs, lesquels furent récoltés dans le cadre l'application du Règlement.

Cette dépense sera assumée par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Cette contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ sera versée en compte en fidéicommis de la notaire suivant la signature de la convention.

Conformément au contrat de service professionnel, le notaire versera une première somme de 1 005 654$ pour rembourser le prêt garanti par Desjardins afin de permettre la radiation de l'hypothèque de 1er rang. Le résidu sera versé à l'organisme, sur approbation du Responsable, pour le manque à gagner résiduel de 40 234$.

Les contributions financières rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une population vulnérable faisant face à un risque d'itinérance, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

La fiche d'analyse est jointe au sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide additionnelle permettra à l'Organisme de miser uniquement sur des subventions afin d'assurer la viabilité du projet.

Impacts liés à la COVID-19

N.A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joelle SIMARD
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 438-354-5191
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249499003*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : ICRLV-203 – SCRI – Lajeunesse

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Objectif 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet s'adresse aux jeunes hommes âgés de 18-25 ans, issus des centres jeunesse à l'atteinte de leur majorité, à risque de vivre un ou plusieurs épisodes d'itinérance invisible ou visible ou vivant des enjeux de toxicomanie ou de santé mentale, issus de différentes communautés culturelles (incluant canadiens noirs, autochtones …) ou appartenant aux communautés LGBTQ2S+. Le projet constitue un apport important dans un contexte où les ressources pour les jeunes en difficulté s'avèrent insuffisantes pour répondre aux besoins, notamment avec le contexte socio-économique résultant de la pandémie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'Addenda 2 ci-joint est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2024-11-05 - Addenda 2_SCRI_V-F VISÉ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-07

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

5 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 2

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 100-35, rue de Port-Royal Est, Montréal, (Québec) H3L 3T1, agissant et représentée par Miguel Arévalo, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de contribution financière pour l'exploitation de logements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), laquelle a été approuvée par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE22 1367 adoptée le 17 août 2022;

ATTENDU QUE ladite convention de contribution financière a été modifiée par les Parties dans le cadre de l'addenda 1, lequel a été approuvé par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE24 0537 adopté le 10 avril 2024 (ci-après l'« **Addenda 1** »);

ATTENDU QUE la convention de contribution financière modifiée conformément à l'Addenda 1 est ci-après désignée comme la « **Convention initiale** »;

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet, il y a eu un dépassement des Coûts de réalisation;

ATTENDU QUE, pour assumer le dépassement des Coûts de réalisation, l'Organisme a contracté un prêt d'un montant maximal d'un million cinq mille six cent cinquante-quatre-dollars (1 005 654 $) auprès de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (ci-après le « **Prêt** ») garanti par une hypothèque immobilière de premier (1er) rang grevant l'Immeuble en faveur de cette dernière institution financière conformément à l'Addenda 1 (ci-après l'« **Hypothèque Desjardins** »);

ATTENDU QUE conformément à la Convention initiale, l'Immeuble est grevé, en faveur de la Ville, d'une hypothèque immobilière de deuxième (2ième) rang au montant de trois millions cinq cent trente-sept mille dollars (3 537 000 $) garantissant le respect par l'Organisme de toute somme payable à la Ville en vertu de la Convention (tel que ce terme est défini ci-après) et l'accomplissement par l'Organisme de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville qui y sont prévues;

ATTENDU QUE la Ville souhaite accorder à l'Organisme une contribution financière supplémentaire totalisant un million quarante-cinq mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 045 888 $) pour lui permettre de rembourser le montant total dû en capital et intérêts du Prêt aux fins de la radiation de l'Hypothèque Desjardins, ainsi que de combler un manque à gagner de quarante mille deux cent trente-quatre dollars (40 234 $) dans le cadre du Projet;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale intervenue entre les Parties conformément au présent addenda 2 (ci-après l'« **Addenda 2** » et collectivement avec la Convention initiale, la « **Convention** »);

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent Addenda 2.

1.2 Tous les termes définis à la Convention initiale s'appliquent au présent Addenda 2, que le présent Addenda 2 réfère expressément ou non aux termes ou expressions définis dans la Convention initiale.

2. MODIFICATIONS

2.1 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 5.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

« **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de quatre millions cinq cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (4 582 888 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

2.2 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 8.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

« **8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :

- une garantie hypothécaire de premier (1er) rang de quatre millions cinq cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (4 582 888 $) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après, l'« **Hypothèque** »), étant entendu que l'Hypothèque Desjardins inscrite contre l'immeuble avant la signature de l'Addenda 2 sera radiée suite à son remboursement par l'Organisme conformément aux modalités prévues à l'Addenda 2 et que toute hypothèque inscrite contre l'Immeuble en faveur de la Ville avant la signature de l'Addenda 2 sera radiée conformément aux termes de l'Hypothèque.

Sous réserve des modalités particulières prévues à l'Addenda 2 pour le versement de la Contribution supplémentaire (tel que défini à cet addenda), les Parties conviennent que tout versement de la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention est conditionnel à ce que l'Hypothèque grève l'Immeuble. »

3. AUTRES DISPOSITIONS

3.1 La Ville s'engage à verser à l'Organisme une partie de la Contribution financière, soit la somme d'un million quarante-cinq mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 045 888 $) représentant la contribution financière supplémentaire prévue au présent Addenda 2 (ci-après la « **Contribution supplémentaire** ») conformément aux modalités prévues aux articles 3.6 et 3.7.

3.2 Nonobstant les articles 4.3.3 et 4.3.4 de la Convention, la Ville autorise l'Organisme à utiliser la Contribution supplémentaire comme suit :

a) pour rembourser le Prêt (capital et intérêts) aux fins de la radiation de l'Hypothèque Desjardins, tout autre frais (incluant les frais de pénalité, le cas échéant) étant à la charge de l'Organisme; et

b) pour permettre à l'Organisme de combler un manque à gagner de quarante mille deux cent trente-quatre dollars (40 234 $) dans le cadre du Projet, lequel n'était pas connu lors de la signature de la Convention initiale par les Parties.

3.3 L'Organisme s'engage à utiliser Contribution supplémentaire uniquement aux fins prévues à l'article 3.2 du présent Addenda 2 et à ce titre, il s'engage à rembourser tout montant dû en capital, intérêts et frais du Prêt contracté dans le cadre de la réalisation du Projet et garanti par l'Hypothèque Desjardins au plus tard quinze (15) jours suivant le versement de la Contribution supplémentaire.

3.4 L'Organisme s'engage à ce que l'Hypothèque Desjardins publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 589 218 soit radiée au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant le remboursement du Prêt par l'Organisme.

3.5 L'Organisme s'engage à conclure, avec un notaire, un contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui en faveur de la Ville à l'effet qu'il honorera les engagements prévus aux articles 3.3, 3.6 et 3.7, préparera toute la documentation et fera toutes les démarches requises relativement à la garantie hypothécaire en faveur de la Ville, telle que décrite à l'article 8 de la Convention, ainsi qu'au remboursement du Prêt et à la radiation de l'Hypothèque Desjardins comme prévu aux articles 3.3 et 3.4 du présent Addenda 2.

3.6 Nonobstant l'article 5.2.2 de la Convention, les Parties conviennent que la Contribution supplémentaire sera versée à l'Organisme par la Ville après la signature de l'Addenda 2 par les Parties et devra être affectée au remboursement du Prêt (capital et intérêts) et au comblement du manque à gagner identifié à l'article 3.2 b) de l'Addenda 2.

3.7 L'Organisme charge la Ville de remettre le versement prévu à l'article 3.6 au compte en fidéicommis du notaire ayant conclu un contrat de services avec l'Organisme conformément à l'article 3.5 de l'Addenda 2. À cet effet, l'Organisme s'engage à ce que le notaire remettre à la Ville, préalablement au dépôt de toute somme par la Ville dans son compte en fidéicommis, un engagement en faveur de la Ville à ne pas débourser les sommes à l'Organisme avant de s'être assuré, notamment :

- que la Ville détienne une bonne et valable hypothèque de 1er rang sur l'immeuble d'un montant de quatre millions cinq cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (4 582 888 $);

- que l'Organisme soit le propriétaire absolu de l'Immeuble par bon et valable titre, libre de tout charge, sauf celle autorisée par la Ville;

- que les sommes reçues soient utilisées pour rembourser le Prêt garanti par l'Hypothèque Desjardins, afin de permettre sa radiation conformément à l'article 3.4 du présent Addenda 2 et le résidu de la Contribution supplémentaire étant ensuite versé à l'Organisme sur réception d'une autorisation du Responsable, laquelle sera délivrée dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une confirmation écrite du notaire indiquant :

    - que le Prêt ait été entièrement remboursé et que l'Hypothèque Desjardins sera radiée conformément aux modalités prévues aux articles 3.3 et 3.4 de l'Addenda 2.

Nonobstant ce qui précède, tout versement demeure en tout temps conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions prévus à la Convention et au présent Addenda 2. De plus, tous les versements prévus ci-dessous incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

3.8 Toute disposition prévue au présent Addenda 2 fait partie intégrante de la Convention initiale.

3.9 Tous les termes et conditions de la Convention initiale qui ne sont pas modifiés par le présent Addenda 2 demeurent inchangés et continuent d'avoir effet conformément aux termes de la Convention initiale.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Addenda 2 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par les Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ADDENDA 2 À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Montréal, le .....e jour de 2024

SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS

Par : _____
Miguel Arévalo
Directeur général

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …..e jour de …… 2024 (Résolution CG ……...…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249499003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Ibtissam ABDELLAOUI
Conseillère budgétaire

Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

CE : 20.021

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.022

2024/11/13 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.023

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1243715007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 200 000 $ aux organismes L'Auguste Théâtre, Îlot 84-Aire commune et La Lutinerie dans le cadre de l'appel à projets spécial Temps des fêtes 2024 du Service de la culture / Approuver les addenda aux conventions initiales (CE 24 538)

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'accorder un soutien financier additionnel de 50 000 $ à l'organisme L'Auguste Théâtre dans le cadre du projet Noël dans le parc;

Organisme	Festival ou Événement	Montant initial octroyé	Montant additionnel recommandé dans ce dossier	Montant total recommandé
L'Auguste Théâtre	Noël dans le parc	75 000 $	50 000 $	125 000 $

2. d'approuver le projet de convention addenda entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier additionnel de 150 000 $ aux organismes Îlot 84-Aire commune et La Lutinerie dans le cadre du projet Montréal festif;

Organisme	Festival ou Événement	Montant initial octroyé	Montant additionnel recommandé dans ce dossier	Montant total recommandé
Îlot 84-Aire commune	Montréal festif	85 000 $	75 000 $	160 000 $
La Lutinerie	Le Grand marché	110 000 $	75 000 $	185 000 $

	de Noël			

2. d'approuver les projets de convention addenda entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-11 10:17

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243715007**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 200 000 $ aux organismes L'Auguste Théâtre, Îlot 84-Aire commune et La Lutinerie dans le cadre de l'appel à projets spécial Temps des fêtes 2024 du Service de la culture / Approuver les addenda aux conventions initiales (CE 24 538)

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2024, à l'instigation du Service de la culture (SC), le Service du développement économique, l'arrondissement de Ville-Marie, Tourisme Montréal, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ainsi que les SDC Montréal Centre-Ville et Vieux-Montréal se sont mobilisés. Ces derniers se sont entendus pour réserver des budgets visant le financement d'un appel à projets communs permettant d'animer le centre-ville durant le temps des Fêtes.
Le montant initial total alloué dans le cadre de cet appel à projets était de 1 510 000 $ dont 440 000 $ provenait de la Ville de Montréal. Désormais, la Ville contribuera à hauteur de 740 000 $ grâce à une bonification de **300 000 $** supplémentaires provenant du budget du SDÉ, dont 100 000 $ ont déjà été ajoutés au GDD du Service de la Culture pour le projet de la Lutinerie.

En raison de ce budget résiduel de **200 000 $** disponible et considérant le nombre des festivals ou événements proposés par les organismes durant le temps des Fêtes, le SDÉ de concert avec la Direction cinéma, festivals et événement recommandent de faire un addenda aux conventions initiales afin de faire une augmentation des montants initiaux octroyés aux organismes : L'Auguste Théâtre, Îlot 84-Aire commune et La Lutinerie (CE24 1538).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1538 - 9 octobre 2024 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 355 000 $ et un soutien technique estimé à 100 000 $ dans le cadre de l'appel à projets spécial du Temps des fêtes 2024 du Service de la culture aux organismes : Îlot 84 pour le montant de 85 000 $, Festival Igloo pour le montant de 75 000 $, L'Auguste Théâtre pour le montant 75 000 $, La Lutinerie pour le montant de 110 000 $ et la Maison de la poésie pour le montant de 10 000 $.

DESCRIPTION

Ce sont les organismes qui auront une contribution financière additionnelle pour la réalisation de leurs projets :

- **Le Grand Marché de Noël**, qui a attiré l'année dernière plus de 616 000 visiteurs, généré plus de 9 M$ en dépenses et qui a contribué à la vitalité du centre-ville. Bonification proposée de **75 000 $.**
- **Ilôt 84** : une nouvelle animation musicale et festive à la Place Jacques-Cartier entre

Noël et le Jour de l'an. Bonification proposée de **75 000 $.**
- **Festival Noël dans le parc** : le déménagement des animations de Noël du mois de décembre du Parc Gamelin vers le Parterre de la Place des arts pour une nouvelle expérience du public. Bonification proposée de **50 000 $**.

JUSTIFICATION

La Ville reconnaît l'importance des festivals et des événements majeurs pour le rayonnement international, l'attractivité touristique, l'accès à la culture et le développement économique de Montréal. L'apport des festivals et événements comme moteur de développement de Montréal est largement démontré et reconnu : ils sont au cœur d'une importante économie, locale et nationale, emploient un nombre important de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs, les artistes et l'émergence de nouvelles pratiques artistiques. Finalement, les événements et les festivals montréalais sont un important liant social en donnant à des publics variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.
Plus précisément, les événements serviront à :

· Animer le secteur du centre-ville afin de le rendre vivant et attrayant pendant le mois de décembre;
· Favoriser le rayonnement et le pouvoir d'attractivité de Montréal et de son milieu culturel;
· Offrir des programmations culturelles hivernales qui rejoignent des clientèles diversifiées;
· Encourager le dynamisme économique au centre-ville, dans les commerces localisés à proximité des secteurs d'événements, notamment au Quartier des spectacles et dans le Vieux-Montréal.

La bonification du montant initial accordée aux trois organismes permettra de réaliser d'autres activités importantes pour l'animation du temps de fêtes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu de modifier les montants initiaux octroyés aux organismes indiqués dans le tableau ci-dessous et de faire des ajustements au niveau des montants de versements accordés. Les crédits additionnels de 200 000 $ sont prévus dans le budget du Service du développement économique (SDÉ), dans le cadre de l'entente centre-ville II de 7 M$:

Organisme	Festival ou Événement	Montant initial octroyé	Montant additionnel recommandé	Montant total Recommandé	Versements		
					1er versement à la signature de la convention	2e versement à la signature de l'addenda	3e versement à l'approbation de la Reddition de compte par le responsable
L'Auguste Théâtre	Noël dans le parc	75 000 $	**50 000 $**	**125 000 $**	**67 500 $**	**50 000 $**	**7 500 $**
Îlot 84-Aire commune	Montréal festif	85 000 $	**75 000 $**	**160 000 $**	**76 500 $**	**75 000 $**	**8 500 $**
La Lutinerie	Le Grand marché de Noël	110 000 $	**75 000 $**	**185 000 $**	99 000 $	75 000 $	**11 000 $**

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Les impacts sur Montréal 2030 demeurent les mêmes indiqués dans la grille d'analyse Montréal 2030

ajoutée au GDD 1246370008 (CE24 1538).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce financement est essentiel pour maintenir une animation urbaine hivernale de qualité au profit des Montréalaises et des Montréalais ainsi qu'aux touristes, et favoriser le rayonnement culturel de la métropole.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes partenaires.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ratification de la signature des addendas des conventions de contributions financières avec les organismes concernés.

- Continuité du déploiement et des festivals et événements d'ici la fin de l'année 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane FERRAN
Commissaire au développement économique

Tél : 438 8836524
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-07

Simon DÉCARY
commissaire - developpement economique

Tél : 4383684431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Payam ESLAMI
directeur(-trice) - entrepreneuriat

Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique

Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-11

ADDENDA 01

MODIFIANT LA CONVENTION APPROUVÉE PAR RÉSOLUTION CE24 1538

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA LUTINERIE**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est le 4850 Rue Saint-Ambroise, Montréal, province de Québec, H4C 3N8 agissant et représentée par Line Basbous, directrice générale, production d'événements, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'(il) (elle) le déclare;

Ci-après, appelé le « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière de CENT-DIX MILLE DOLLARS 110 000 $ à l'Organisme pour la réalisation de son Projet, laquelle a été approuvée par CE24 1538, en date 9 octobre 2024 du (ci-après, la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville souhaite bonifier en SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 $) la contribution financière octroyé initial dans le cadre de l'appel à projet Temps des fêtes;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de modifier la Convention initiale en fonction des ajustements ou adaptations requis;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'annexe 1 stipulée dans l'article 1.1 « Événement » de la Convention initiale est modifiée à la description du Projet par l'annexe 1 du présent addenda (voir

l'annexe) ;

2. Les articles 2.1 et 2.2 de la Convention initiale sont remplacés par les suivants

« **2.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT-QUATRE-VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (185 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2.2 Versement

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au de montant de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE DOLLARS (99 000 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation du présent protocole par les instances décisionnelles de la Ville;

- un deuxième versement au montant de **SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 $)** dans les trente jours de l'approbation du présent addenda par les instances décisionnelles de la Ville;

- un troisième versement au montant de **ONZE MILLE DOLLARS (11 000 $)** dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.
».

3. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 24 e jour de Oct 2024

La Lutinerie

Par : _____

Line Basbous, directrice générale, production d'événements

Cet addenda a été approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2024 (Résolution CM …….).

ANNEXE 1
DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT

L'amélioration du Guichet Festif : Ce guichet servira à fournir des informations complètes aux visiteurs sur les activités du temps des Fêtes à Montréal, notamment sur les horaires, les lieux, et les autres informations pratiques. Installé à un point stratégique au Grand Marché de Noël, il permettra aussi de centraliser la communication et de renforcer l'expérience des festivaliers.

L'installation du Traîneau des Médias : Il s'agit d'une radio en direct, qui diffusera des messages de promotion pour les partenaires et les activités du Grand Marché de Noël. En plus de la diffusion d'informations, ce traîneau servira de plateforme pour des animateurs qui pourront proposer des podcasts spéciaux sur le thème de Noël, organiser des concours et autres animations interactives qui enrichiront l'expérience des visiteurs.

L'ajout de quelques cabanes supplémentaires le long de la rue Jeanne-Mance. Celles-ci offriront plus d'opportunités aux artisans et producteurs locaux pour promouvoir et vendre leurs produits, contribuant ainsi à soutenir l'économie locale tout en ajoutant une dimension festive et conviviale à l'événement.

ADDENDA 01

MODIFIANT LA CONVENTION APPROUVÉE PAR RÉSOLUTION CE24 1538

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ÎLOT 84,** personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est le 107 rue de Louvain O, Montréal, province de Québec, H2N 1A3, agissant et représentée par Philippe Pelletier-David, cofondateur et producteur, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'(il) (elle) le déclare;

Ci-après, appelé le « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière de QUATRE-VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (85 000 $) à l'Organisme pour la réalisation de son Projet, laquelle a été approuvée par CE24 1538, en date 9 octobre 2024 du (ci-après, la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville souhaite bonifier en SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 $) la contribution financière octroyé initial dans le cadre de l'appel à projet Temps des fêtes;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de modifier la Convention initiale en fonction des ajustements ou adaptations requis;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'annexe 1 stipulée dans l'article **1.1 « Événement »** de la Convention initiale est modifiée à la description du Projet par l'annexe 1 du présent addenda (voir l'annexe) ;

2. Les articles 2.1 et 2.2 de la Convention initiale sont remplacés par les suivants :

« **2.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT-SOIXANTE MILLE DOLLARS (160 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2.2 Versement

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **SOIXANTE-SEIZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (76 500 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation du présent protocole par les instances décisionnelles de la Ville;

- un deuxième versement au montant de **SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 $**) dans les trente jours de l'approbation du présent addenda par les instances décisionnelles de la Ville;

- un troisième versement au montant de **HUIT MILLE CINQ CENTS (8 500 $)** dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. »

3. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le **25** e jour de **oct.** 2024

ÎLOT 84

Par : _____

Philippe Pelletier-David, cofondateur et producteur

Cet addenda a été approuvé par le conseil municipale de la Ville de Montréal, le e jour de 20__ (Résolution (CM).

ANNEXE 1
DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT

Montréal Festif
29 au 31 décembre 2024

Avec Montréal Festif, Ilot 84 propose de positionner Montréal et son quartier historique comme étant la destination pour célébrer le passage à la nouvelle année. La programmation 100% gratuite de l'événement se déclinera comme suit :

Plusieurs artistes se produiront sur la scène de Montréal Festif les 29, 30 et 31 décembre 2024. À l'image des programmations présentées lors des autres événements produits par Ilot 84, celle-ci mettra en avant des artistes locaux où les bonnes énergies se mêleront à un cocktail musical de R&B, Hip Hop, Afrobeats, Reggaeton, House et des succès nostalgiques.

En journée les 29, 30 et 31 décembre, Montréal Festif proposera une programmation destinée aux familles, comprenant des activités telles que le lancer du sapin et des jeux de poches hivernaux.

La programmation s'arrimera avec un événement signature majeur le 31 décembre sur le Quai Jacques-Cartier, présenté par l'organisme Igloofest, pour lequel une rediffusion sonore est envisagée.

À la signature de la présente ADDENDA, voici la programmation déposée :

	HORAIRE — Montréal Festif		
	J1	**J2**	**J3**
	dimanche 29 décembre	**lundi 30 décembre**	**mardi 31 décembre**
13:00	**13h** Ouverture du site au public	**13h** Ouverture du site au public	**13h** Ouverture du site au public
14:00	**13h à 17h** Activités familiales et musique d'ambiance	**13h à 17h** Activités familiales et musique d'ambiance	**13h à 17h** Activités familiales et musique d'ambiance
15:00			
16:00			
17:00	**17h à 20h** **Thématique Latine** · **DJ set**	**17h à 20h** **Thématique Afro** · **DJ set**	**17h à 20h** **DJs au féminin** · **DJ set**
18:00			
19:00			
20:00	**20h à 00h** Thématique latine · DJs et animation de scène avec danseurs·euses	**20h à 00h** Thématique afro-beat · DJs et animation de scène avec danseurs·euses	**20h à 00h** Rediffusion de l'événement signature présenté sur le quai Jacques-Cartier (Igloofest)
21:00			
22:00			
23:00			
00:00	**Minuit** : Fermeture du site	**Minuit** : Fermeture du site	**00h à 02h** **DJs au féminin** **Thématique nostlagique** **(Throwback, RnB, Hip-Hop)**
01:00			
02:00			**2h am** : Fermeture du site

ADDENDA 01

MODIFIANT LA CONVENTION APPROUVÉE PAR RÉSOLUTION CE24 1538

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **L'AUGUSTE THEATRE**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est le 4255 Rue Lanaudière bureau 11, Montréal, province de Québec, H2J 3P3 agissant et représentée par Alain Gingras, directeur général et artistique, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé le « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière de SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 $) à l'Organisme pour la réalisation de son Projet, laquelle a été approuvée par CE24 1538, en date 9 octobre 2024 du (ci-après, la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville souhaite bonifier en CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000 $) la contribution financière octroyé initial dans le cadre de l'appel à projet Temps des fêtes;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de modifier la Convention initiale en fonction des ajustements ou adaptations requis;

AG.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 1. L'annexe 1 stipulée dans l'article **1.1 « Événement »** de la Convention initiale est modifiée à la description du Projet par l'annexe 1 du présent addenda (voir l'annexe) ;

2. Les articles 2.1 et 2.2 de la Convention initiale sont remplacés par les suivants

« 2.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT-VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (125 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2.2 Versement

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au de montant de **SOIXANTE-SEPT MILLE ET CINQ CENTS DOLLARS (67 500 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation du présent protocole par les instances décisionnelles de la Ville;
- un deuxième versement au montant de **CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000 $)** dans les trente jours de l'approbation du présent addenda par les instances décisionnelles de la Ville;
- un troisième versement au montant de **SEPT MILLE CINQ CENTS DOLLARS (7 500 $)** dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.
».

A. G.

3. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 2024

L'Auguste Theatre

Par : _____

Alain Gingras, directeur général

Cet addenda a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de 20__ (CE).

ANNEXE 1
DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT

Bonification à la programmation artistique:

1) Les après-midi week-ends festif avec deux spectacles en continus de 13h à 17h
2) La soirée découverte avec des artistes de la relève
3) L'ajout d'un spectacle d'artistes de renoms: Noir Silence
4) Le père noël de en personne en tant que conteur et animateur de foule pour pratiquement la totalité du festival.

Bonification des activités interactives

1) La création du Théâtre de l'Avent
2) Le calendrier de l'Avent du 1er au 24 déc.
3) Contes et rencontre avec le père Noël
4) Atelier Karaoké
5) Soirée de danse ta vie avec l'école Prima Danse de Montréal

A. D.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1243715007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 200 000 $ aux organismes L'Auguste Théâtre, Îlot 84-Aire commune et La Lutinerie dans le cadre de l'appel à projets spécial Temps des fêtes 2024 du Service de la culture / Approuver les addenda aux conventions initiales (CE 24 538)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1243715007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247428004

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de douze (12) mois

Il est recommandé :
d'autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de douze (12) mois.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-19 16:43

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247428004**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de douze (12) mois

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu
sécuritaire.

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) a procédé au lancement d'un appel d'offres public pour l'approvisionnement de divers véhicules légers. Il a ensuite pris contact avec le Service de l'approvisionnement, afin de connaître les besoins de la Ville de Montréal en termes d'acquisition de véhicules légers.

Le présent dossier a pour objectif d'autoriser la Ville de Montréal à participer au processus d'appel d'offres, piloté par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). Cette participation permettra de solliciter de meilleurs prix, grâce au volume d'achats combinés. Elle permettra également de profiter de prix fixes et de diminuer les délais de livraison des différents véhicules. Elle assura une stabilité d'approvisionnement sur douze (12) mois, et ce, pour l'ensemble du parc de véhicules légers de la Ville de Montréal malgré les conjonctures du marché de l'automobile.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1948 - 6 decembre 2023 - Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de dix (10) mois.
CE22 2105 - 14 décembre 2022 - Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de douze (12) mois.

DESCRIPTION

Les produits visés par le processus incluent notamment des véhicules électriques, des véhicules hybrides rechargeables, des véhicules de tourisme, des véhicules de police, des camionnettes, des mini fourgonnettes ainsi que des fourgonnettes.
Le titre exact de l'appel d'offres du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) est 2024-8106-50 – Achats de Véhicules légers.

La période pour compléter le mandat d'achat était du 29 mai 2024 au 24 juillet 2024.

L'appel d'offres 2024-8106-50 – Achats de véhicules légers a été publié le 2 août 2024.

La réception des soumissions était le 15 septembre 2024.

La date d'émission du contrat est prévue le 1er novembre 2024.

Les consommations estimées pour la Ville de Montréal, plus précisément pour les requis du SMRA, sont de 174 véhicules, sur une période de douze (12) mois.

Les estimations détaillées, par groupe de véhicules, ont été transmises au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) selon les modalités prévues au processus d'appel d'offres groupé.

JUSTIFICATION

La participation de la Ville de Montréal à ce regroupement d'achats assurera un approvisionnement en véhicules légers. Les volumes de consommation regroupés, pour l'ensemble des municipalités du Québec, permettent à la Ville de bénéficier de rabais supplémentaires grâce au volume d'achats combinés, des prix fixes et de diminuer les délais de livraison des différents véhicules tout en assurant une stabilité d'approvisionnement pour une période de douze (12) mois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes (LCV), le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) a effectué une estimation préalable, pour la durée du contrat, en se basant sur les requis en termes de remplacement de véhicules désuets ainsi que sur les besoins supplémentaires identifiés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
Le remplacement de certains véhicules à essence, par des appareils hybrides rechargeables et 100% électriques, contribue à l'atteinte de notre engagement "Accélérer la transition écologique" du Plan stratégique Montréal 2030 , en permettant la réduction des GES. En effet, l'appel d'offres piloté par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) contient plusieurs types de véhicules électriques et de véhicules hybrides rechargeables, véhicules qui font partie des requis au niveau du SMRA dans le remplacement de son parc de véhicules désuets ainsi que pour les besoins additionnels en termes de véhicules légers. De plus, le présent sommaire vise la réalisation de l'action No 34 - "Consolider le leadership de Montréal en mobilité électrique, intelligente et durable" du Plan Climat 2020-2030 en proposant une solution qui tend vers l'électrification du parc automobile.

Ce dossier ne s’applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que les véhicules sont construits selon les normes du marché. Toutefois, il importe de

prendre en considération que l'aménagement du véhicule est adaptable à la spécificité du conducteur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'achat de véhicules légers est essentiel pour assurer les opérations courantes de la Ville de Montréal. De plus, l'entente-cadre, découlant de ce processus, permettra à la Ville de réaliser des économies.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite du lancement de l'appel d'offres par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), les membres du regroupement seront informés du processus. Le Service de l'approvisionnement sera alors en mesure de traduire le tout dans nos systèmes d'achats

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pablo BLANCO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-09-18
Leslie Guesley LOISEAU Agente de recherche	Wasiu YESUFU chef de section	
Tél : N\A **Télécop. :**	**Tél :** n/d **Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél : n/d
Approuvé le : 2024-09-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247428004

Unité administrative responsable : 33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers

Projet : Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de douze (12) mois.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? - Priorité 1			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La mise en service de ces véhicules hybrides rechargeables et électriques permettra une réduction des GES. Le remplacement de certains véhicules à essence, par des appareils hybrides rechargeables et 100% électriques, contribue à l'atteinte de notre engagement "Accélérer la transition écologique" du Plan stratégique Montréal 2030, en permettant la réduction des GES. En effet, l'appel d'offres piloté par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) contient plusieurs types de véhicules électriques et de véhicules hybrides rechargeables, de véhicules qui font partie des requis au niveau du SMRA dans le remplacement de son parc de véhicules désuets ainsi que pour les besoins additionnels en termes de véhicules légers.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1247428004

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Objet :	Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers véhicules légers pour une période de douze (12) mois

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pablo BLANCO
Conseiller en approvissionnement
Tél : NA

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514 868-5740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245382012

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4), à compter du 1er janvier 2025, pour une période de 3 ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale / Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

Il est recommandé de :
1. de prolonger, à compter du 1er janvier 2025 et pour une période de trois (3) ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale, et ce, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4);

2. adopter un règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055).

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-16 10:27

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245382012**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4), à compter du 1er janvier 2025, pour une période de 3 ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale / Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne (SCAEC) a pour mission d'exercer les compétences qui lui ont été attribuées dans divers domaines, tout en misant sur le développement de services à valeur ajoutée, en complémentarité avec les activités locales des arrondissements et autres services corporatifs.
Depuis 2015, plusieurs actions ont été entreprises afin d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens en matière de déneigement, à ce titre, l'élimination de la neige fait l'objet d'une stratégie spécifique.

Dans le cadre de ses opérations de chargement de la neige, la Ville de Montréal élimine en moyenne 12 millions de mètres cubes de neige dans plus de 24 sites d'élimination de la neige répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Selon la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les activités liées à l'élimination de la neige sont des activités accessoires à celles de l'entretien de la voirie. Les compétences en matière d'élimination de la neige sont donc divisées en fonction du réseau de voirie: les lieux d'élimination de la neige relèvent des conseils d'arrondissement pour la neige provenant des voies locales et du conseil de la ville pour la neige enlevée des voies artérielles. En pratique, cela entraîne des problèmes d'application puisque deux instances sont donc compétentes à l'égard d'un même lieu d'élimination de la neige (LEN), puisque la neige transportée provient des deux réseaux sans qu'il soit possible de la séparer en fonction de sa provenance.

Pour faciliter les opérations d'exploitation des lieux d'élimination de la neige, deux déclarations de compétence ont été adoptés par le conseil de la ville au fil des années, lesquelles sont toujours en vigueur. Ces deux déclarations portent toutefois sur un seul et même objet de compétence, soit les lieux d'élimination de la neige. Le présent dossier vise

donc à joindre dans une seule et même déclaration de compétence, l'ensemble des activités liées aux lieux d'élimination de la neige qui ont été rapatriées par le conseil de la ville jusqu'à présent et vise également l'adoption d'un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1137 - 22 octobre 2019 - Prolonger, pour une période de cinq ans, jusqu'au 31 décembre 2024, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM18 1526 concernant les activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .
CM18 1526 - 18 décembre 2018 - Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal jusqu'au 31 décembre 2024, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant les activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale.

CM16 1455 - 20 décembre 2016 - Prolonger l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM14 1126 concernant les objets suivants: 1. activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale; 2. enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles; 3. feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale; 4. structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale; 5. stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeurs et bornes de stationnement sur le réseau de voirie locale; 6. application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, le tout jusqu'au 31 décembre 2018.

CM14 1272 - 16 décembre 2014 - Dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements, adopter les Règlements modifiant: 1. le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003), 2. le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055), 3. le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

CM14 1126 - 25 novembre 2014 - Dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements, déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants: 1. activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale; 2. enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles; 3. feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale; 4. structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale; 5. stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale; 6. application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, le tout jusqu'au 31 décembre 2016.

CM09 0992 - 30 novembre 2009 - Modifier la résolution relative à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige du conseil de la Ville (CM08 0665), afin de remplacer les mots « 31 décembre 2011 » par les mots « 31 décembre 2024 ».

CM08 0665 - 25 août 2008 - Déclarer le conseil de la ville compétent relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, pour une période s'échelonnant jusqu'au 31 décembre 2011, à l'exception des activités d'opérations suivantes :----- Opérations d'élimination de la neige; Travaux de préparation des lieux d'élimination de la neige avant l'hiver ou entre les chargements de neige; Travaux de nettoyage des lieux d'élimination de la neige à la fin de l'hiver; Surveillance des lieux d'élimination de la neige; Application des tarifs d'utilisation des lieux d'élimination de la neige.

DESCRIPTION

1- Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à compter du 1er janvier 2025, pour une période de trois (3) ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale

Les déclarations de compétences visées par la résolution CM08 0665, dûment modifiées par la résolution CM09 0992, ainsi que la résolution CM19 1137 visent le rapatriement en lien avec un seul et même objet de compétence, soit les lieux d'élimination de la neige. Ces déclarations viennent à échéance le 31 décembre 2024. Afin d'assurer la continuité des opérations et de simplifier le mode de gouvernance, il est dans l'intérêt général de la Ville de joindre dans une seule et même déclaration de compétence, l'ensemble des activités liées aux lieux d'élimination de la neige qui ont été rapatriées par le conseil de la ville jusqu'à présent et de les prolonger pour une période de trois (3) ans.

Le tableau présentant une synthèse de l'évolution du partage des compétences ainsi que l'aménagement proposé se trouve en pièce jointe.

2 -Dans un deuxième temps, le présent sommaire décisionnel vise à adopter un règlement modifiant le Règlement 08-055 afin notamment d'apporter certaines modifications à la délégation de pouvoirs aux conseils d'arrondissement.

Le SCAEC souhaite clarifier, par cette modification réglementaire, les différentes délégations de pouvoir. L'aménagement proposé permettra de mieux planifier et de mutualiser les différentes ressources nécessaires au bon déroulement des opérations d'élimination. De plus, la prise en charge de nouvelles responsabilités par le SCAEC favorisera l'atteinte des exigences environnementales qui sont en croissante évolution.

Afin de refléter la situation actuelle et de régulariser le partage des responsabilité, le SCAEC propose d'être responsable des activités suivantes :

- Identifier et rendre disponible le personnel nécessaire aux opérations
- Réalisation, planification et prise en charge de l'ensemble des activités d'entretien estival et hivernal
- Création et suivi d'entente d'achat pour la fourniture de biens et services (location toilette, camions, nettoyage de puisard, etc.)

Nonobstant ce qui précède, les arrondissements pourront en tout temps, suivant entente avec le SCAEC et conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, offrir au conseil municipal de prendre en charge l'une ou l'autre de ces activités. L'offre devra être approuvée via une résolution du conseil d'arrondissement et les crédits seront versés en fonction des activités réalisées.

JUSTIFICATION

Globalement, en considération de l'intérêt général de la Ville, les modifications à l'égard du partage des compétences se justifient par une volonté d'optimisation et d'harmonisation des activités au travers de celle-ci. Plus spécifiquement, trois objectifs motivent ce partage des

compétences en matière d'élimination de la neige:

- L'intégration d'une vision globale et l'optimisation des opérations d'élimination;
- Une gestion cohérente des lieux d'élimination de la neige (LEN);
- L'établissement de normes et de la révision des pratiques opérationnelles dans un objectif d'harmonisation.

Précisons que les LEN sont inégalement distribués au travers de la Ville de Montréal et que plusieurs arrondissements n'en ont aucun sur leur territoire. Une gestion globale est donc essentielle pour assurer une efficacité et une efficience de l'élimination de la neige pour tous les arrondissements de Montréal. Ceci devient encore plus important lors d'hivers très enneigés comme nous avons connu en 2017-2018 lorsque la Ville a dû optimiser l'utilisation de chacun de ses LEN en plus d'adopter un plan d'urgence pour l'ouverture des LEN temporaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Jusqu'à la fin de l'année 2007, le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE) assumait la responsabilité fonctionnelle du Bureau stratégie neige dont le rôle consistait principalement en l'aménagement des sites d'élimination de la neige, l'établissement de la stratégie d'élimination, l'élaboration du plan de gestion des sels de voirie et l'assistance technique aux arrondissements.
Le cadre juridique applicable était pourtant à l'effet que le Bureau stratégie neige relevait d'une compétence locale. Pour s'y conformer, le SITE abolissait le Bureau lors de la préparation du budget 2008, tout en conservant en poste une personne pour assurer une transition à l'égard des sites d'élimination de la neige et transférait le reste des activités sous la responsabilité des arrondissements. Il est à noter que cette abolition ne s'est accompagnée d'aucun transfert budgétaire du SITE vers les arrondissements étant donné qu'ils assumaient déjà l'opération des sites à même leurs dotations budgétaires.

En parallèle au second aménagement de compétence de 2014, reconduit en 2016 et 2019, un modèle paramétrique a permis de chiffrer l'élimination de la neige à 11,2 millions de dollars. Ce montant a été transféré du budget des arrondissements vers celui du service central concerné.

Advenant tout échange de service entre le conseil de la ville et un conseil d'arrondissement, les crédits seront versés en fonction des activités réalisées.

MONTRÉAL 2030

Le SCAEC joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des objectifs du plan stratégique Montréal 2030. L'ensemble des opérations de déneigement doit rencontrer l'objectif complexe de l'accessibilité et l'efficacité pour tout type de mobilité, dans un contexte de ville nordique et de changements climatiques. L'élimination de la neige, étant étroitement liée aux opérations de déneigement, contribue naturellement aux objectifs.

Ainsi, toute stratégie développée en matière d'élimination doit *offrir à l'ensemble de la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins (objectif 19).* Il est donc impératif de s'assurer une capacité d'élimination de la neige pour tous les arrondissements et ce, peu importe la quantité de précipitation. Afin d'assurer une équité, le SCAEC doit poursuivre l'optimisation et la mise en commun des différentes ressources.

Devant l'augmentation des coûts reliés au déneigement, le SCAEC participe activement au développement d'une gouvernance ouverte, transparente et accessible. Il met en place des mesures de réduction des coûts après une analyse approfondie, tout en respectant les

normes environnementales en vigueur, en assurant, notamment, une vigie sur la stratégie de transport de la neige.

En outre, l'utilisation des nouvelles technologies permet au SCAEC de rendre accessibles des données, à l'ensemble de la population, en lien avec les opérations de chargement de la neige (progression des opérations et remorquage). Soulignons également l'utilisation de drones pour effectuer des relevés de l'entassement de la neige ainsi que les équipements télémétriques permettant d'identifier la provenance de la neige, installés dans les camions et les souffleuses.

Finalement, l'ensemble des opérations d'élimination contribue à rendre la Ville de Montréal plus résiliente en démontrant sa capacité d'action rapide et agile lors des précipitations variées et changeantes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La poursuite du partage de compétences à l'égard des lieux d'élimination de la neige est essentielle pour poursuivre la gestion des activités de façon optimale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation de la déclaration de compétence et avis de motion et dépôt du projet de règlement
Adoption du règlement modifiant le Règlement 08-055
Entrée en vigueur du règlement suivant sa publication

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Diane MARTEL, Ahuntsic-Cartierville
Andre HAMEL, Lachine

Véronique BELPAIRE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Dominique JACOB, Pierrefonds-Roxboro
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie
Sylvain VILLENEUVE, Le Sud-Ouest
Anne CHAMANDY, Anjou
Steve BARKLEY, LaSalle
Tonia DI GUGLIELMO, Montréal-Nord
Isabelle BASTIEN, Saint-Laurent
Annick DUCHESNE, Verdun
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre Yves MORIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Jean-François MELOCHE, Outremont
Valérie G GAGNON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Steve BEAUDOIN, Saint-Léonard
Nathalie VAILLANCOURT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marc LABELLE, Ville-Marie
Arnaud BUDKA, Le Plateau-Mont-Royal
Benoit GLORIEUX, Le Sud-Ouest
Suzie MORISSETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Véronique BELPAIRE, 11 octobre 2024
Suzie MORISSETTE, 11 octobre 2024
Daniel LAFOND, 7 octobre 2024
Tonia DI GUGLIELMO, 7 octobre 2024
Annick DUCHESNE, 3 octobre 2024
Valérie G GAGNON, 3 octobre 2024
Diane MARTEL, 3 octobre 2024
Andre HAMEL, 2 octobre 2024
Dominique JACOB, 2 octobre 2024
Anne CHAMANDY, 2 octobre 2024
Steve BEAUDOIN, 2 octobre 2024
Nathalie VAILLANCOURT, 2 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Conseillère en planification

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Gilles HEVEY
chef(fe) de division - soutien technique et operationnel

Tél : 514-872-9353
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominic POITRAS
Directeur

Tél : 514 328-8500, poste 8345
Approuvé le : 2024-10-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
directeur(-trice) de service - concertation des arrondissements et experience citoyenne
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245382012*
Unité administrative responsable : *24 - Service de la concertation des arrondissements*
Projet : Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à compter du 1er janvier 2025, pour une période de trois (3) ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale / adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins (objectif 19) D'assurer un accès universel et équitable aux options de mobilité (sous-objectif 18)			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le SCA doit bonifier l'offre de déneigement pour les personnes à mobilité réduite, pour les cyclistes et pour les piétons. Il est donc impératif de s'assurer une capacité d'élimination de la neige pour tous les arrondissements et ce, peu importe la quantité de précipitation. Afin d'assurer une équité, le SCAEC doit poursuivre l'optimisation et la mise en commun des différentes ressources.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

	Partage initial des compétences selon la Charte	Partage opérationnel des compétences	Rapatriement de compétence (CM08 0665 et CM09 0992)	Rapatriement de compétence (CM19 1137)	Aménagement proposé dans le présent sommaire décisionnel
Conseil municipal	Responsable de l'entretien du réseau de voirie artérielle. Les activités d'élimination de la neige sont des activités accessoires à celles d'entretien de la voirie.	Aucune responsabilité	Responsable en totalité relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, mais délègue toutes les activités aux arrondissements à l'exception de : • Planification stratégique • Gestion coordonnée des LEN	Responsable en totalité de l'élimination de la neige mais délègue certaines responsabilités aux arrondissements. Il conserve : • Exploitation des LEN (coordination, prospection, construction, mise à niveau et entretien) ; • Optimisation des opérations (stratégie d'élimination de la neige); • Administration des activités ; • Gestion des appels d'offres et établissement des normes de service ; • Établissement des tarifs d'utilisation des LEN et gestion des revenus ; • Suivi environnemental et respect de la réglementation.	Responsable en totalité de l'élimination de la neige mais délègue certaines responsabilités aux arrondissements. Il conserve : • Planification stratégique • Exploitation des LEN (coordination, prospection, construction, mise à niveau) • Optimisation des opérations (stratégie d'élimination de la neige) • Administration des activités • Gestion des appels d'offres et établissement des normes de service • Établissement des tarifs d'utilisation des LEN et gestion des revenus • Suivi environnemental et respect de la réglementation • Travaux de préparation des lieux d'élimination de la neige avant l'hiver ou entre les chargements de la neige ; • Travaux de nettoyage des lieux d'élimination de la neige ; • Identifier et rendre disponible, le personnel nécessaire aux opérations.
Conseil d'arrondissement	Responsable de l'entretien du réseau de voirie locale, et	Responsable en totalité de l'élimination de la	• Opérations d'élimination de la neige ;	Certains aspects précis de l'opération d'élimination de la neige, soit la supervision et le contrôle des activités opérationnelles	• Le suivi des activités opérationnelles sur les sites d'élimination, tel que la

	donc de la neige qui y tombe. Les activités d'élimination de la neige sont des activités accessoires à celles d'entretien de la voirie.	neige (exploitation, gestion des opérations)	• Travaux de préparation des lieux d'élimination de la neige avant l'hiver ou entre les chargements de neige ; • Travaux de nettoyage des lieux d'élimination de la neige à la fin de l'hiver ; • Surveillance des lieux d'élimination de la neige ; • Application des tarifs d'utilisation des lieux d'élimination de la neige.	sur les LEN, la fourniture de ressources humaines et de machinerie directement relié à l'opération des LEN ainsi que la compilation et la gestion administrative de ces activités ; • Travaux de préparation des LEN avant l'hiver ou entre les chargements de la neige ; • Travaux de nettoyage des LEN ; • Surveillance des LEN ; • Application des tarifs d'utilisation des LEN ; • Utilisation des systèmes technologiques de la Ville.	supervision de la machinerie directement liée à l'opération des sites ainsi que la compilation et la gestion administrative de ces activités ; • La supervision du personnel dans les lieux d'élimination de la neige ; • L'application des tarifs d'utilisation des lieux d'élimination de la neige

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245382012

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Objet :	Prolonger, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (R.L.R.Q., c. C-11.4), à compter du 1er janvier 2025, pour une période de 3 ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale / Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil peut prolonger sa déclaration de compétence relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale. Comme indiqué dans le sommaire décisionnel, la prolongation de la déclaration de compétence en l'espèce concerne l'ensemble des activités liées aux lieux d'élimination de la neige qui ont été rapatriées par le conseil de la ville jusqu'à présent et prévues initialement dans deux déclarations de compétence distinctes.

Puisque la période pour laquelle le conseil déclare sa compétence excède deux ans, la résolution doit être approuvée à la majorité des deux tiers des voix des membres du conseil.

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le Règlement 08-055.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-19

Evelyne GÉNÉREUX

Avocate
Tél : 514 872-8594

Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE CERTAINS POUVOIRS RELATIFS AU RÉSEAU DE VOIRIE ARTÉRIELLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (08-055)

Vu l'article 105 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 186 de l'annexe C de cette charte;

Vu la résolution CMXX XXXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent relativement à l'exploitation des lieux d'élimination de la neige, y compris toutes les activités d'opération relatives à ces lieux liées au réseau de voirie locale;

À l'assemblée du _____ 2024, le conseil municipal décrète :

1. Le troisième alinéa de l'article 2 du Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) est remplacé par le suivant :

« Il délègue, en outre, à chaque conseil d'arrondissement les activités suivantes relatives aux lieux d'élimination de la neige :

1° le suivi des activités opérationnelles sur les sites d'élimination, tel que la supervision de la machinerie directement liée à l'opération des sites ainsi que la compilation et la gestion administrative de ces activités;

2° la supervision du personnel dans les lieux d'élimination de la neige;

3° l'application des tarifs d'utilisation des lieux d'élimination de la neige. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX 2024.

GDD : 1245382012

Montréal

Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne

Direction Stratégie des opérations d'entretien de la voie publique

Division Soutien Technique et opérationnel



Bilan des activités en matière d'élimination de la neige 2019-2024

Table des matières

Introduction 3
Mise en contexte 3
Stratégie d'élimination de la neige 3
Partage des compétences et des pouvoirs délégués 4
Principales réalisations 5
Gestion budgétaire / Évolution des coûts 8
Clarification et Modifications au 85.5 - Règlement 08-055 10
Perspectives d'optimisation du SCAEC: 10
Montréal 2030 11
Conclusion 12
Annexes 13

Introduction

Le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne (SCAEC) a pour mission d'exercer les compétences qui lui ont été attribuées dans divers domaines, tout en misant sur le développement de services à valeur ajoutée, en complémentarité avec les activités locales des arrondissements et autres services corporatifs.

Depuis 2015, plusieurs actions ont été entreprises afin d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens en matière de déneigement, à ce titre, l'élimination de la neige fait l'objet d'une stratégie spécifique.

Ce bilan fait état des actions entreprises par la Ville en matière d'élimination de la neige et des enjeux associés au renouvellement du partage des compétences entre le conseil municipal et les arrondissements afin d'appuyer l'administration municipale dans sa prise de décision.

Mise en contexte

Dans le cadre des opérations de chargement, la neige est transportée dans l'un des 24 lieux d'élimination de la neige (LEN). Chacun de ces sites faisant l'objet d'un Certificat d'Autorisation délivré par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Ces LEN sont de trois types:

- Chute à l'égout
- Site de surface
- Carrière

La capacité d'élimination de la neige de chacun de ces LEN est très variable, allant de 50 000 m^3 de neige à plus de 5 000 000 m^3. Par ailleurs la répartition géographique des LEN, est déséquilibrée entre l'Est de l'île qui dispose de capacité suffisante, et l'Ouest de l'île dont la capacité est plus limitée. À noter qu'actuellement, la capacité totale d'élimination de la Ville couvre de justesse les besoins pour un hiver avec beaucoup de précipitations de neige.

Toutefois, une grande prudence est requise à cet égard, car plusieurs grands projets comme l'échangeur Turcot, le Pont Champlain ou le REM conduisent à des fermetures, parfois de plusieurs années, voire définitive de LEN.

Par ailleurs, en raison des enjeux territoriaux, de la rareté des terrains et des contraintes techniques, la prospection pour ouvrir de nouveaux LEN est très complexe.

Stratégie d'élimination de la neige

Lors des opérations de déneigement, la Ville est organisée en près de 105 secteurs qui ramassent la neige de la rue et l'acheminent ensuite dans les 24 LEN. La répartition de la neige doit se faire en tenant compte des éléments suivants:

- des distances de transport;
- de la capacité des sites;

- minimiser les délais;
- minimiser les coûts de transport;
- ainsi que le respect de la règlementation en matière de:
    - gestion des eaux de ruissellement;
    - entreposage de la neige;
    - normes d'exploitation d'un site d'entreposage.

Rappelons que depuis 2021, le ministère des Transports et de la Mobilité durable prévoit de nouvelles exigences environnementales dans son règlement et renforce les audits dans les différentes municipalités du Québec.

La prise en compte de l'ensemble de ces paramètres constitue la Stratégie Neige de la Ville. En début d'hiver, cette Stratégie est relativement standard, mais en fonction des évènements et de l'intensité de l'hiver, elle doit bien souvent être adaptée en cours d'hiver. Les modifications et adaptations de la Stratégie sont faites en coordination avec les arrondissements.

Il est important de rappeler que plusieurs arrondissements ne disposent pas du tout de LEN (CDN-NDG, IBI, OUT, PMR, RPP), ou avec une capacité trop faible (MTN, AHU, SLE). Ainsi seuls 13 arrondissements sur 19 disposent de capacité suffisante pour un hiver moyen, et 11 seulement pour un gros hiver.

La gestion corporative de la Stratégie neige permet donc un accès équitable de tous les arrondissements aux sites d'élimination de la neige.

Partage des compétences et des pouvoirs délégués

Conseil municipal :

- exploitation des LEN (coordination, prospection, construction, mise à niveau et entretien);
- optimisation des opérations (stratégie d'élimination de la neige);
- administration des activités;
- gestion des appels d'offres et établissement des normes de service;
- établissement des tarifs d'utilisation des LEN et gestion des revenus;
- suivi environnemental et respect de la réglementation.

Conseils d'arrondissement :

- supervision et contrôle des activités opérationnelles sur les LEN;
- fourniture de ressources humaines et de machinerie directement reliées à l'opération des LEN ainsi que la compilation et la gestion administrative de ces activités;
- travaux de préparation des LEN avant l'hiver ou entre les chargements de la neige;
- travaux de nettoyage des LEN;
- surveillance des LEN;
- application des tarifs d'utilisation des LEN;

- utilisation des systèmes technologiques de la Ville.

Les activités opérationnelles déléguées aux arrondissements énumérées ci-haut sont décrites au Règlement 08-055 sur la délégation de certains pouvoirs liés au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement. L'ensemble des activités est assumé financièrement par la ville centre, et est donc remboursé aux arrondissements. (Voir schéma détaillé de la répartition en annexe).

Principales réalisations

Participation aux divers comités liés à la planification et aux opérations en lien avec le déneigement.

La DSTO participe notamment à la table des Directeurs des travaux publics (DTP) ainsi qu'au Comité sur le déneigement où les thématiques telles que la stratégie d'élimination de la neige, l'accessibilité universelle, le Service de météo ont été abordées. Mentionnons également que la DSTO a initié une vaste consultation auprès des entrepreneurs en déneigement au cours des dernières années.

Uniformisation des pratiques entourant la gestion et la distribution des coupons de déneigement pour les entrepreneurs privés.

Auparavant sous la responsabilité des BAM, la gestion de l'inventaire et les vérifications des « coupons neiges » sont des activités maintenant sous la gouverne de la DSTO. Depuis la reprise des activités, soulignons l'ajout de code à barres sur ces derniers afin d'en faciliter la vigie. À terme, une solution numérique sera développée afin de permettre l'achat en ligne de ces coupons. Finalement, la DSTO assure l'indexation des tarifs pour ces coupons via un règlement municipal en adéquation avec les coûts réels d'exploitation des LEN.

Mise en œuvre de la stratégie neige

Malgré les travaux d'aménagement qui impactent certains sites, le maintien de la capacité d'élimination de la neige de la Ville reste une priorité pour le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne. Au cours des dernières années, les sites suivants ont été impactés par:

- la fermeture définitive de la chute Anbar par les travaux de l'échangeur Turcot;
- la fermeture définitive de la chute Stinson dans le cadre de l'ouverture du REM;
- la fermeture temporaire de la chute St-Pierre Turcot de 2017 à 2023;
- la fermeture du dépôt autoroute 13 de 2017 à 2023. Lors de la réouverture du site, une réduction de la moitié de la superficie était prévue.
- la fermeture définitive du site Lafarge prévue pour 2025
- la fermeture temporaire de la chute Butler en raison des travaux sur le pont Champlain. La réouverture s'est déroulée en janvier 2020 et depuis elle est toujours à capacité réduite.

Afin de palier à ces fermetures, un travail important a été effectué pour relocaliser la capacité d'élimination à une distance raisonnable, dont:

- L'agrandissement du dépôt Angrignon (site Solutia) par l'aménagement d'un terrain auxiliaire permettant l'entassement d'un demi-million de mètres cubes supplémentaire. Par la même occasion, une mise aux normes environnementales a été effectuée.

- Projet de construction d'une nouvelle chute à l'égout en discussion avec le Service de l'eau

- Aménagement d'un nouveau dépôt de surface en discussion avec le Service de la gestion et de la planification des immeubles.

- Redistribution de certains volumes vers les chutes Armand-Chaput et Ray Lasson

- Optimisation et révision des pratiques d'empilement temporaire à la chute De Lasalle, située dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve.

- Mutualisation de la chute Jules Poitras 1 et 2.

- Projet de construction d'un quai continu à la Carrière Saint-Michel totalisant un investissement d'environ 25 M$. Les travaux ont débuté à l'été 2024 et prendront fin en 2025. Le projet vise une meilleure fluidité de la circulation lourde dans l'arrondissement de VSP, à optimiser la rapidité du déchargement et à optimiser la capacité du site (estimé à 300 camions/heure).

- Depuis 2021, la SCAEC accorde un contrat de location de machinerie lourde opérée afin d'aménager des paliers et gratter les amas de neige éternelle. Ces opérations printanières accélèrent la fonte de la neige permettant ainsi de maintenir la capacité de stockage de la Carrière.

Amélioration et développement d'outils technologiques:

- Depuis 2015, la Ville a développé un système intelligent de transport de la neige (SIT-Neige). Ce système permet entre autres de connaître la provenance et le volume de neige ramassé dans les rues de la Ville. Puisque le système aura bientôt 10 ans et considérant les avancées technologiques des dernières années, le SCAEC a entamé ses consultations pour le développement et la prise en charge des demandes de changement. En collaboration avec le Service des technologies de l'information, l'exploration des fournisseurs potentiels et un réseautage professionnel ont débuté en 2023 notamment auprès de la Ville de Québec, la Ville de Laval ainsi qu'auprès du Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER).

- La DSTO, utilise maintenant des drones pour calculer le volume exact de neige entassée dans les sites de surface. Ces données permettent aussi de calculer les taux de fontes des montagnes afin de raffiner le calcul des volumes en prévision des audits du ministère. Ces calculs effectués en collaboration avec la géomatique assurent un suivi des capacités en temps réel. À terme, l'utilisation de cette technologie servira à quantifier les résidus de fonte permettant une meilleure planification de leur disposition. Finalement, l'ensemble de ces données vient étayer la vision globale générant ainsi une économie des ressources humaines et financières.

Caractérisation des actifs des LEN en vue d'une mise à niveau et suivi environnemental.

Une analyse fine a été effectuée sur l'ensemble des actifs présents dans les LEN afin de permettre une meilleure planification des divers travaux à effectuer (dalle de béton, guérite, quai, éclairage, etc.) À terme, le calendrier des travaux sera partagé avec les arrondissements et permettra une planification intégrée de la préparation des sites (résidus, fauchage, accès) afin d'assurer un accès en adéquation avec les exigences environnementales et de santé-sécurité.

Dans un même ordre d'idée, les infrastructures présentes dans les LEN seront maintenant remplacées selon un standard préétabli en fonction de la planification de la désuétude. En ce sens, des plans d'aménagement de conteneur ont été conçus afin d'uniformiser les installations. L'ajout de panneaux à messages variables, de génératrices et autres utilités, viendra bonifier les standards. Finalement, la création d'une entente cadre de réfection de clôtures a été conclue à l'été 2023 et se poursuivra jusqu'en 2027.

Mesurage de camions optimisé pour plus de fiabilité.

Depuis déjà 5 ans, l'activité de mesurage des camions permettant une transaction commerciale (rémunération au volume), est passé du simple ruban à mesurer à un mesurage via un appareil de mesure optique. Les démarches entreprises, en collaboration avec Poids et Mesures Canada et le Service des affaires juridiques, permettent une précision et une uniformisation des données pour l'ensemble des entrepreneurs en transport de la neige. Ultimement, le SCAEC, en échos aux demandes de l'industrie du camionnage, souhaite alléger l'activité par une révision du processus.

Table de concertation avec Service de l'eau

Des rencontres de coordination avec le Service de l'eau ont débuté dans une optique d'optimisation des chutes à l'égout. Suivant une analyse, il en ressort que l'utilisation des chutes engendre des coûts moindres que les sites de surface. La stratégie d'élimination sera dorénavant orientée vers une utilisation accrue de ces dernières et, en fonction de l'hiver, les camions seraient orientés vers d'autres lieux d'élimination. Cette table devient d'autant plus prioritaire puisque la Ville perdra un grand LEN situé dans l'est de la Ville en 2025-2026 (bail Lafarge).

Capsule de formation et accompagnement annuel des employés municipaux

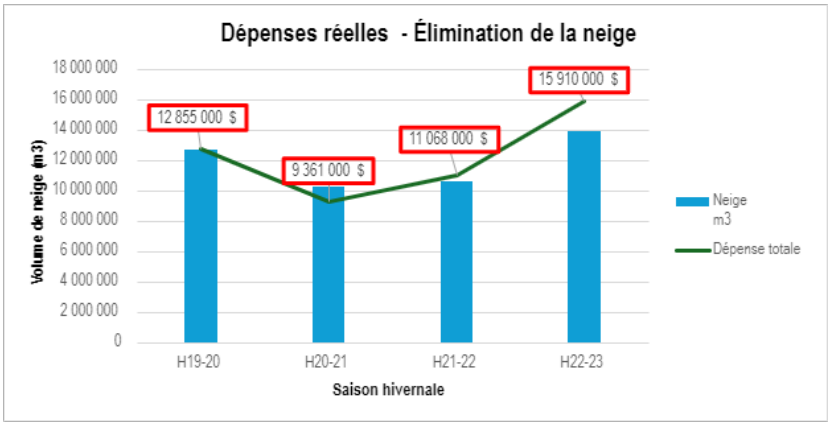
Depuis déjà trois ans, de courtes capsules de formation virtuelles permettent aux adjudicataires des contrats de déneigement de prendre connaissance des diverses procédures en lien avec l'utilisation des équipements de télémétries. Une capsule traitant de l'utilisation (opération) des chutes à l'égout a également été développée. De plus, annuellement, la DSTO propose des séances de formations aux contremaîtres et agents techniques en arrondissement afin d'assurer l'utilisation maximale de l'ensemble des fonctionnalités du système SIT-Neige et de rappeler certaines normes opérationnelles et limites contractuelles.

Gestion budgétaire / Évolution des coûts

Le budget d'élimination est directement lié à la quantité de neige à éliminer. Le risque au financement de l'élimination est désormais entièrement pris en charge par la Ville, et non plus par les arrondissements.

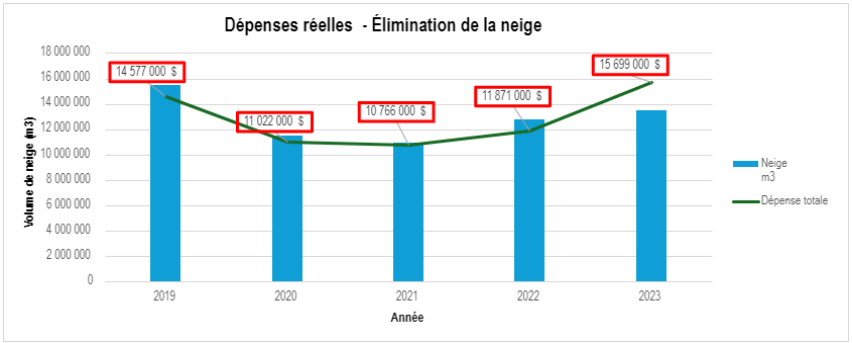
Budget de fonctionnement:

Le graphique suivant présente la dépense réelle pour l'élimination de la neige par saison hivernale.



*Dépenses réelles : moins de résidus de fonte traités en 2021

Le graphique suivant illustre la dépense réelle par année financière:



Le budget total varie en fonction des quantités de neige. Toutefois, il est intéressant de regarder le coût par m^3 de neige puisque celui-ci est stable dans le temps.

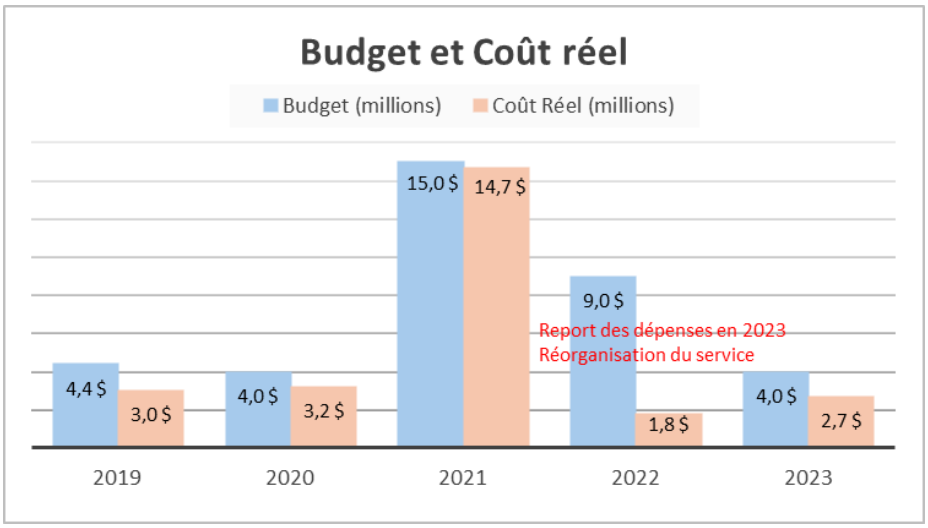
Année	Budget	Dépenses réelles	Remboursement aux arrondissements	Dépense totale	Neige m^3	Coût m^3
2019	8 821 600 $	13 071 000 $	1 506 000 $	14 577 000 $	15 464 000	0,94 $
2020	11 170 900 $	9 978 000 $	1 044 000 $	11 022 000 $	11 542 000	0,95 $
2021	8 484 000 $	9 593 000 $	1 173 000 $	10 766 000 $	10 966 000	0,98 $
2022	9 426 000 $	10 540 000 $	1 331 000 $	11 871 000 $	12 765 000	0,93 $
2023	9 543 700 $	14 443 000 $	1 256 000 $	15 699 000 $	13 472 000	1,17 $

* Lors de la confection du budget 2020, un montant a été retiré des contrats neige vers LEN pour couvrir plus rapidement les dépenses des résidus de fonte.

Programme d'investissement (PDI) :

Les besoins en élimination de neige se sont maintenus au cours des derniers hivers. L'impact des changements climatiques est difficile à évaluer, mais la tendance générale est à l'augmentation des phénomènes météorologiques plus concentrés. Par ailleurs, avec la densification de l'urbanisation qui se poursuit, de nombreux projets d'aménagements ont déjà ou vont avoir un impact sur les LEN. Finalement, le besoin d'élimination a tendance à augmenter et notre capacité à diminuer. Afin de compenser ce phénomène, plusieurs investissements ont été réalisés et d'autres sont planifiés.

Le graphique suivant illustre le décaissement depuis 2019.



Le détail des investissements depuis 2019 est présenté en Annexe.

Clarification et Modifications au 85.5 - Règlement 08-055

Le partage de compétences actuel permet au SCAEC, une planification intégrée du déneigement sur l'ensemble du territoire montréalais. Ce partage de compétence rend possible l'établissement de normes de services communes ainsi qu'un accès équitable aux LEN. Toutefois, en regard du traitement inégal de certaines activités opérationnelles déléguées aux arrondissements, il apparaît opportun de venir clarifier le partage et de venir offrir un support plus important.

Le SCAEC propose, en concertation avec les arrondissements, de clarifier la responsabilité en lien avec les activités suivantes :

- la création et suivi d'entente d'achat pour la fourniture de biens et services (location toilette, camions, nettoyage de puisard, etc.)
- la mutualisation des ressources pour l'entretien estival et hivernal (fauchage, mise à niveau du site, désherbage, etc.)
- l'identification et rendre disponible, le personnel nécessaire aux opérations.

Nonobstant ce qui précède, les arrondissements pourront en tout temps, suivant une entente avec le SCAEC, offrir au Conseil municipal de prendre en charge l'une ou l'autre de ces activités. L'offre devra être approuvée via une résolution du Conseil d'arrondissement et les dépenses liées seront remboursées.

Perspectives d'optimisation du SCAEC:

Étude de différents scénarios pour valorisation de la neige (ETS)

En partenariat avec l'une des plus grandes écoles de génie de l'île de Montréal, une étude intitulée "Gestion intégrée de la neige usée en milieu urbain" tente de mettre en lumière diverses possibilités pour disposer de la neige. Par exemple, est-ce que cette neige pourrait être utile au refroidissement de centre de données (serveur informatique)?

Modélisation 3D des parois de la carrière St-Michel:

Une seconde étude est également en cours, afin de modéliser, via des équipements technologiques de haute performance, les parois de la carrière St-Michel. Ce jumeau numérique version 3D, permettra de planifier les investissements, d'identifier les zones de détériorations précoces, ainsi que les mesures phares à adopter pour ralentir la dégradation du site. À terme, ces résultats de recherche seront disponibles pour l'ensemble du Canada facilitant la planification de tout type d'activités économiques dans un site de type "carrière".

Réaménagement et Mutualisation de chutes

Tel que mentionné précédemment, en collaboration avec le Service de l'eau, un vaste chantier se poursuit afin d'optimiser l'utilisation de la chute à l'égout. Dans un premier temps, il est planifié de réaménager certaines d'entre-elles dans le but d'accroître et d'accélérer l'opération de déversement. Une vigie est également menée auprès des

différents manufacturiers dans le but d'identifier tout type d'équipement permettant d'accélérer le débit d'évacuation de la neige déversée (ex.: fondeuse). Cette table de concertation permet aussi d'identifier une certaine portion d'égout collecteur où une nouvelle chute pourrait être aménagée dans le but de réduire les distances de camionnage.

Registre des présences et SIT-Neige 2.0:

Au cours de la saison hivernale 2023-2024, une défaillance du système SIT-Neige a mis en lumière notre dépendance à la technologie et les enjeux de relation avec les fournisseurs que celle-ci implique. Motivé par une meilleure performance et par le maintien d'une saine collaboration avec l'externe, la définition des besoins réels pour le développement d'une nouvelle technologie de suivi des transactions est en cours. En parallèle au développement de la solution d'affaires, un registre des présences (camions et autres machineries lourdes) sera mis de l'avant dès la saison prochaine. Cette nouvelle façon de recenser nos fournisseurs sera accompagnée d'une nouvelle plate-forme de communication de type "site web".

Intelligence Artificielle (IA) V2

Une nouvelle version est en construction, en collaboration avec le Service des technologies de l'information, afin de rendre plus performante l'analyse du contenu des bennes de camion. Suivant une recommandation du Bureau de l'inspecteur général, l'utilisation de l'IA a été mise de l'avant dans le but de détecter les possibles cas de fraudes de camion non rempli. Cette vigie devient d'autant plus importante en raison du mode de paiement des transporteurs de neige qui est au volume. À terme, la seconde version de l'IA permettra de détecter automatiquement une benne non remplie et déclenchera une révision du taux de remplissage pour le SCAEC et l'arrondissement à l'aide des photos prises au passage à la guérite.

Pour la saison hivernale 2025-2026, un projet pilote sera mis en œuvre au LEN Château-Pierrefonds afin d'expérimenter de nouveaux équipements télémétriques permettant l'automatisation du LEN. Ce projet implique l'ajout de caméras, l'installation d'une barrière et feu de circulation, une ligne d'urgence ainsi que l'installation de capteur permettant d'analyser le contenu de la benne (pleine ou non pleine).

Montréal 2030

La Ville a affiché son souhait de mettre en œuvre une véritable transition écologique dans les années à venir. Dans le cas des LEN, cela pourrait se traduire à la fois par des aménagements plus adaptés (par exemple la stabilisation des aires de manœuvre des camions), mais aussi par une réduction de l'empreinte environnementale des sites, par exemple en automatisant le suivi des rejets dans le réseau pluvial. Par ailleurs, certains des sites ont été aménagés il y a plusieurs décennies. S'ils sont conformes d'un point de vue strictement règlementaire, une mise à niveau des bassins contribuerait à une amélioration de la situation. Enfin, une veille technologique serait assurée pour trouver d'autres méthodes d'élimination des neiges usées.

Conclusion

Le SCAEC, souhaite par le présent partage de compétence harmoniser les deux résolutions (2009 et 2019) afin d'éviter toute lourdeur administrative.

Le prolongement visé est pour une période de 3 ans.

En résumé, le partage de compétence proposé permettra:

- un accès équitable à tous les arrondissements selon leurs besoins d'élimination de la neige;
- l'exploitation des LEN relevant d'une seule entité, l'intégration d'une vision globale et systémique est possible, notamment grâce à des outils technologiques;
- d'établir des normes de service et d'harmoniser les pratiques;
- le remboursement des activités opérationnelles menées par les arrondissements;
- de développer une expertise dans le suivi environnemental et la CNESST sur les sites;
- une agilité contractuelle accrue pour faire face aux besoins changeants;
- d'adopter la meilleure stratégie permettant une optimisation des coûts à la fois de transport et d'élimination.

Annexes

Évolution du partage de compétences:

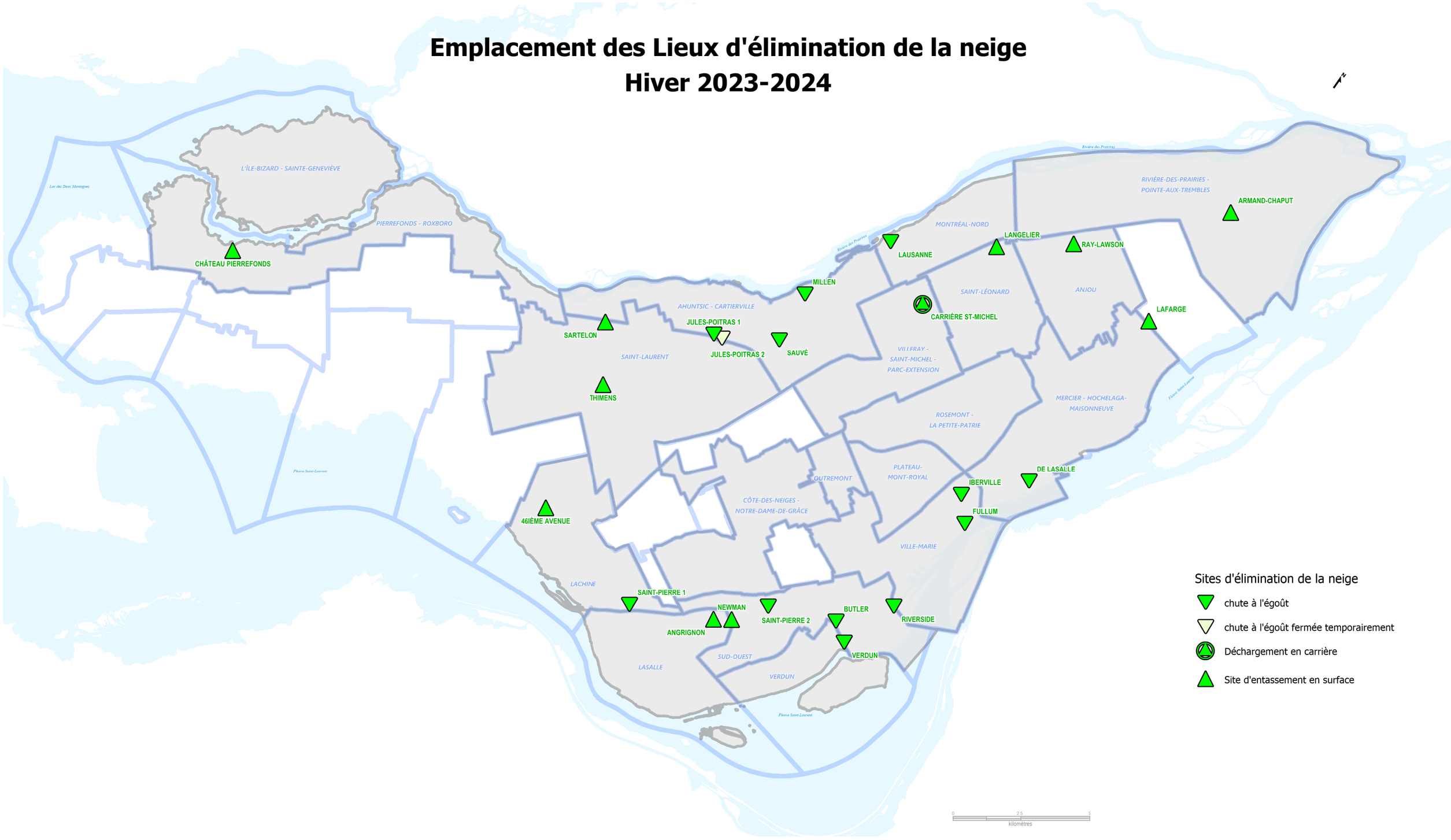
2002 - Charte de la Ville	La responsabilité de l'élimination de la neige est en fonction de sa provenance : Conseils d'arrondissement : réseau de voirie locale Conseil de la ville : réseau de voirie artérielle Résultats La Charte, si appliquée telle quelle, entraîne des enjeux opérationnels puisque deux entités sont compétentes pour la même activité.
2008-2011	À la suite de l'hiver historique 2007-2008, un **partage de compétences** basé sur une répartition des activités a été adopté. L'objectif était d'avoir une planification stratégique d'ensemble et une gestion coordonnée des lieux d'élimination de la neige (LEN). Les arrondissements demeuraient responsables de toutes les activités opérationnelles et du budget afférent.
2012-2024	Prolongement de ce **premier partage** de compétence afin d'assurer une stabilité dans la prise en charge de l'activité d'élimination de la neige. **(Valide jusqu'au 31 décembre 2024)**
2015-2018	Dans le cadre de la Réforme du financement des arrondissements (RFA) en 2015, et à la suite des recommandations des comités de travail, la gestion complète des LEN relève du conseil de la ville par souci d'optimisation et de cohérence. Toutefois, les activités opérationnelles d'élimination et de préparation des LEN demeurent sous la responsabilité directe des arrondissements. Ce **second partage** des compétences permet un accès équitable à tous les arrondissements selon leurs besoins d'élimination de neige, en particulier pour les arrondissements sans LEN.
2019	Renouvellement de ce **second partage** de compétence.
2020-2024	Prolongement de ce **second partage** de compétence afin de l'arrimer au premier aménagement de compétence qui est déjà **valide jusqu'au 31 décembre 2024**.

Faits saillants du programme d'investissement:

2019	Réaménagement de chemins d'accès et de la chaussée, dans divers sites à neige ainsi que la réfection du dépôt à neige de la 46eme avenue situé à Lachine, en particulier création d'un bassin pour mise aux normes et pavage du site pour 2,5 M$ Réaménagement de la chute à neige Jules-Poitras située à Saint-Laurent pour 0,3 M$ Plusieurs études de conception en vue d'aménagements en 2020 (bassin et accès à Ray-Lawson, chemin d'accès à la chute Verdun, etc.)
2020	46e Avenue : fin du réaménagement complet du site (pavage, éclairage et bassin), pour 1,4 M$ Travaux de voirie dans le site du dépôt à neige Verdun, pour 0,9 M$ Aménagement du futur site Solutia: étude de conception et travaux sur le terrain pour l'élimination de la neige, pour 0,3 M$ Divers travaux de renforcement de la sécurisation des sites à neige tels que réaménagement de clôtures, renforcement de la signalisation, aires d'arrêt et d'inspection des camions, et autres, pour 0,6 M$
2021	Solutia : Aménagement d'un nouveau dépôt à neige, connexe au dépôt existant Angrignon situé dans l'arrondissement LaSalle pour 10,5 M$ (dont 0,6 M$ subvention décontamination). Réalisation de travaux de voirie à l'entrée des sites Langelier, Armand-Chaput et Ray-Lawson, pour 2,3 M$. Aménagement de la plateforme du PEPSC pour la gestion de sols contaminés pour 1 M$ Divers travaux de sécurisation des sites, dont la signalisation, le réaménagement de clôture ou le remplacement de guérite pour 0,7 M$ Diverses études, notamment des auscultations de chaussée pour prioriser les interventions futures pour 0,2 M$
2022	Lieux d'élimination de la neige (LEN) : projet d'harmonisation des installations électriques afin de standardiser les infrastructures et acquisitions afin d'améliorer la sécurité des sites problématiques. Autres sites (De Lasalle, Butler, Jules Poitras II, Fullum, Sartelon, Carrière Saint-Michel (CSM)): acquisitions et projets visant la réhabilitation ou la reconstruction de différents systèmes et sites afin de poursuivre les opérations

	des LEN et d'assurer la pérennité des installations assurant ainsi la capacité d'élimination de la neige. Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) : acquisitions de matériel visant à optimiser l'aménagement du site permettant d'augmenter le nombre d'adhérents et réaliser des opérations de revitalisation des sols d'excavation. Travaux de pavages qui ont finalement été fait en 2021. Les coûts ont aussi été moins élevés que prévu. Report des dépenses en 2023 à la suite de la réorganisation du service pour la planification des dépenses en PDI. Virement budgétaire de 3,0 M$ vers le Service de de l'expérience citoyenne et des communications destinées au programme du budget participatif gdd 2229542013.
2023	Conception en vue des travaux du quai continu à la carrière Saint-Michel. Aménagement de la nouvelle chute à l'égout Saint-Pierre.

Emplacement des Lieux d'élimination de la neige
Hiver 2023-2024



Sites d'élimination de la neige

- chute à l'égoût
- chute à l'égoût fermée temporairement
- Déchargement en carrière
- Site d'entassement en surface

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249641005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (12 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-28 15:50

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249641005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente (1940 à 1975). La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (12 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 12 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard ainsi qu'une résolution du conseil de cet arrondissement appuyant l'adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de l'arrondissement de Saint-Léonard a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan LAROUCHE, Saint-Léonard

Lecture :

Jonathan LAROUCHE, 22 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-10-11

Erick DUPUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

Seraya SPEER
Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S. O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S. O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 octobre 2024	Résolution: CA24 13 0218

DEMANDER AU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION D'ADOPTER L'INVENTAIRE DES IMMEUBLES CONSTRUITS AVANT 1940 SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 120 DE LA LOI SUR LE PATRIMOINE CULTUREL.

Il est proposé par Dominic Perri

appuyé par Suzanne De Larochellière

et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter l'inventaire des immeubles construits avant 1940 situés sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

40.04 1249867018

Guylaine CHAMPOUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 octobre 2024

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE			ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-SLE-2076105	7920	7920	rue	des	Forges	X		
i663-SLE-2076109	7970	7972	rue	des	Forges	X		
i663-SLE-2077136	5125	5125	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077145	5345	5347	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077149	5475	5475	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077150-001	5505	5525	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077150-002	5505	5525	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077152	5555	5555	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077247-001	6240	6240	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077172	6255	6255	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077187-001	6695	6695	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077190	6795	6795	rue		Jarry	E		

Dernière modification : 2024-06-11
Liste adoptée le :
Total : 12 immeubles

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249641006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval (38 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-28 16:02

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249641006**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente (1940 à 1975). La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval (38 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 38 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de L'Île-Dorval ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et recommandant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de L'Île-Dorval a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-10-17
Erick DUPUIS	Seraya SPEER	

Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641006*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval, conformément à l'article 120 de la* Loi sur le patrimoine culturel

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**x**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville de L'Île-Dorval
Town of Dorval Island
C.P. 53061, Dorval, (Qc), H9S 5W4

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de L'Ile-Dorval tenue le 9 octobre 2024, à 19h30

SONT PRÉSENTS :
Gisèle Chapleau, mairesse
Renée Beauvais, Huw Griffiths, Tim Fleizser, Michael Hayes, Jennifer McMorran, conseillers, formant quorum dudit conseil.

Résolution 24/60

Considérant que la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel, et d'autres dispositions législatives*, prévoit que les agglomérations et MRC du Québec doivent adopter un inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 sur leur territoire;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

Considérant que la Ville de L'Île-Dorval a collaboré avec la Division du patrimoine de la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 de son territoire;

Considérant que les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE RENÉE BEAUVAIS, APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE JENNIFER MCMORRAN, IL EST RÉSOLU :

Que le conseil municipal approuve la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur son territoire et recommande son adoption au conseil d'agglomération. »

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Copie certifiée conforme

_____
Catherine Péloquin, greffière

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMERO CIVIQUE (DE)	NUMERO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPERE GEOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IDV-4068802-001	22	22	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068802-002	22	22	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068805-001	23	23	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068805-002	23	23	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068822	31	31	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068854	46	46	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068859-001	48	48	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068863-001	50	50	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068863-002	50	50	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068864	51	51	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068866	52	52	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068798-001	20	20	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068798-002	20	20	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068800-001	21	21	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068850	44	44	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068861-001	49	49	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068861-002	49	49	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068869	53	53	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068871-001	54	54	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068871-002	54	54	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068794	18	18	avenue		Edwin	X		
i663-IDV-4068776-001	10	10	rue		Ile Dorval	X		
i663-IDV-4068844-001	41	41	avenue		Louis	X		
i663-IDV-4068844-002	41	41	avenue		Louis	X		
i663-IDV-4068809	25	25	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068811	26	26	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068816-001	28	28	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068816-002	28	28	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068818-001	29	29	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068818-002	29	29	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068818-003	29	29	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068789	16	16	avenue		Oak	X		
i663-IDV-4068837-001	38	38	avenue		Pine	X		
i663-IDV-4068771	5	5	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068774-001	9	9	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068774-002	9	9	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068778-001	11	11	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068778-002	11	11	chemin		Tower	X		

Dernière modification : 2024-10-04
Liste adoptée le :
Total: 38

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245449004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield

Il est recommandé :
d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield (131 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 15:36

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245449004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield (131 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 131 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de Beaconsfield ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et appuyant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de Beaconsfield a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, comme les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-10-28
Soraya BASSIL	Seraya SPEER	

conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-0352
Télécop. :

cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245449004*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

BEACONSFIELD

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 21 octobre 2024 à 20 h

---

RÉSOLUTION NO 2024-10-376

Approbation de la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de la Ville de Beaconsfield et recommandation d'adoption au conseil d'agglomération de Montréal

CONSIDÉRANT que la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel*, et d'autres dispositions législatives prévoient que les agglomérations et MRC du Québec doivent adopter un inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 sur leur territoire;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

CONSIDÉRANT que la Ville de Beaconsfield a collaboré avec la Division du patrimoine de la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 de son territoire;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

Il est proposé par le conseiller Robert Mercuri, appuyé par la conseillère Dominique Godin et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ d'APPROUVER la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de la Ville de Beaconsfield et recommander son adoption au conseil d'agglomération de Montréal

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière / City Clerk

BEACONSFIELD

EXTRACT from the minutes of the City of Beaconsfield's regular Municipal Council meeting, held at City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Québec, on Monday, October 21, 2024, at 8:00 p.m.

RESOLUTION NO. 2024-10-376

Approval of the inventory list of buildings built before 1940 on the territory of the City of Beaconsfield and recommendation of adoption to the Montreal Agglomeration Council

CONSIDERING that the *Act to amend the Cultural Heritage Act*, and other legislative provisions, requires Quebec agglomerations and MRCs to adopt an inventory of heritage buildings constructed before 1940 on their territory;

CONSIDERING that, under the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations*, the City of Montreal, as central municipality, is responsible for coordinating the inventory for the entire territory of the Montreal agglomeration, and for submitting it to the Agglomeration Council for adoption;

CONSIDERING that the City of Beaconsfield has collaborated with the Heritage Division of the City of Montreal on the inventory of pre-1940 buildings on its territory;

CONSIDERING that the members of Council have examined the said inventory of buildings;

It is moved by Councillor Robert Mercuri, seconded by Councillor Dominique Godin and UNANIMOUSLY RESOLVED
to APPROVE the inventory list of buildings built before 1940 on the territory of the City of Beaconsfield and recommend its adoption to the Montreal Agglomeration Council.

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière / City Clerk

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4054620-001	487	487	rue		Basswood	X		
i663-BCF-4062477-001	1	1	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4062234	43	43	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4062232-001	45	45	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4062231	47	47	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4058835-001	61	61	cours		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4058806	69	69	cours		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054515	480	480	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054519-001	489	489	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054411-001	505	505	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054411-005	505	505	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4053453	545	545	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4055012	470	470	allée		Beaurepaire	X		
i663-BCF-4054669	450	450	rue		Church	X		
i663-BCF-4053569-001	544	544	avenue		Cypress	X		
i663-BCF-4054747	104	104	avenue		Elm	X		Gare de Beaconsfield
i663-BCF-4053653-001	545	545	avenue		Elm	X		
i663-BCF-4054502-001	28	28	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054502-002	28	28	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054559-001	88	88	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054570	94	94	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054798	135	135	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4059268	28	28	rue		Gables	X		
i663-BCF-4056994-001	18	18	place		Harrow	X		
i663-BCF-4056982-001	21	21	place		Harrow	X		
i663-BCF-4062702	2	2	avenue		Jasper	X		
i663-BCF-4062712-001	12	12	avenue		Jasper	X		
i663-BCF-4061432	7	7	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061698-001	50	50	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061698-002	50	50	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061455-001	52	52	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061459	56	56	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061463-001	58	58	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061474-001	77	77	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061471	80	80	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4062667-001	1	1	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062668	5	5	chemin		Lakeshore	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4062662	10	10	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062674	11	11	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062617-001	15	15	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062476	17	17	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062626-001	19	19	chemin		Lakeshore	X		Maison Paul-Lefebvre
i663-BCF-4062293-001	26	26	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062253-001	29	29	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062251	31	31	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062247	33	33	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062243	37	37	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061751-001	39	39	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061753-001	41	41	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061757-001	43	43	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061759	45	45	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-5028107	45	45	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062211	49	49	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061425	55	55	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4056506	383	383	chemin		Lakeshore	X		Maison Pascal-Pilon
i663-BCF-4055191	430	430	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4055200-001	431	431	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4055200-002	431	431	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054387-001	460	460	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054373-001	476	476	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054366-001	498	498	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054366-002	498	498	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054341-001	516	516	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054341-002	516	516	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053772-001	530	530	chemin		Lakeshore	X		Maison Mary-Garbutt-Angell
i663-BCF-4053768-001	538	538	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053768-002	538	538	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053466	547	547	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4052928	590	590	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053060-001	591	591	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4052923	597	597	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053559-001	63	63	boulevard		Lakeview	X		
i663-BCF-4053595	111	111	boulevard		Lakeview	X		
i663-BCF-4053623	154	154	boulevard		Lakeview	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4054682-001	473	473	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054676-001	474	474	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054673-001	476	476	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054680	477	477	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054694-001	471	471	rue		Pine	X		
i663-BCF-4054691-002	479	479	rue		Pine	X		
i663-BCF-4060697	200	200	boulevard		Saint-Charles	X		
i663-BCF-4054953	107	107	avenue		St. Andrew	X		
i663-BCF-4054955	111	111	avenue		St. Andrew	X		
i663-BCF-4054818	472	472	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054810-001	480	480	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054801-001	481	481	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054608-001	483	483	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054767-001	10	10	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054767-002	10	10	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4055061	15	15	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054876-001	17	17	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054759-001	20	20	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054885-001	57	57	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054847-001	76	76	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054893-001	83	83	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054896	89	89	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054898-001	93	93	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054899-002	95	95	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054838-001	98	98	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054838-002	98	98	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054900-001	99	99	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054900-002	99	99	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054835-001	102	102	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054902-001	103	103	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054903-001	109	109	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054828	114	114	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054825	116	116	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054790	124	124	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054788	128	128	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4055050	132	132	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054909	133	133	avenue		St. Louis	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4054969-001	137	137	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054969-003	137	137	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054783	138	138	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054732	13	13	rue		Thompson	X		Maison Beaurepaire
i663-BCF-4058809	192	192	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4058773-001	224	224	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4058866-001	231	231	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4058850	250	250	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4054534-001	63	63	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054417-001	64	64	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054423	78	78	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054438-001	110	110	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054596	111	111	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054598-001	115	115	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054600	117	117	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054615	121	121	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054613	123	123	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054622	125	125	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054631-001	135	135	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054453	136	136	avenue		Woodland	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245503002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Décréter la fermeture définitive d'une partie de la rue J.-B.-Martineau et retirer du registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville, une partie du lot numéro 1 000 138 du cadastre du Québec, pour la verser au registre des parcs / Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement de Saint-Léonard de prendre en charge les travaux d'aménagement du nouvel espace vert

Il est recommandé :

1. De décréter la fermeture définitive d'une partie de la rue J.-B. Martineau et de retirer du registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville, une partie du lot numéro 1 000 138 du cadastre du Québec, pour la verser au registre des parcs;
2. D'accepter l'offre du conseil d'arrondissement de Saint-Léonard de prendre en charge les travaux de fermeture de rue.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 14:33

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245503002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Décréter la fermeture définitive d'une partie de la rue J.-B.-Martineau et retirer du registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville, une partie du lot numéro 1 000 138 du cadastre du Québec, pour la verser au registre des parcs / Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil d'arrondissement de Saint-Léonard de prendre en charge les travaux d'aménagement du nouvel espace vert

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Saint-Léonard souhaite aménager un nouveau parc à chiens, sur le terrain situé au nord de l'intersection du boulevard Viau et de la rue J.-B.Martineau.
Afin de procéder au projet d'aménagement, il est nécessaire de fermer et de retirer du registre du domaine public de la Ville comme rue, une partie du lot numéro 1 000 138 du cadastre du Québec et de la verser dans le domaine public de la Ville à des fins de parc.

Dans un premier temps, en vertu de l'article 84 de la Charte de la Ville de Montréal, alinéa 2, le conseil de la Ville a la juridiction pour les travaux de fermeture de rue sur son territoire.
Afin de permettre à l'arrondissement Saint-Léonard de réaliser les travaux d'aménagement ci-haut mentionnés, le présent dossier décisionnel demande au conseil municipal de décréter la fermeture définitive d'une partie de la rue J.-B.Martineau.

Dans un deuxième temps et Conformément à l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, ce sommaire décisionnel demande au conseil municipal d'accepter l'offre de l'arrondissement Saint-Léonard de prendre en charge les travaux de fermeture de cette rue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

La partie nord du lot numéro 1 000 138 du cadastre du Québec, est présentement un espace gazonné d'environ 5 260 mètres carrés inscrit au registre du domaine public de la Ville comme rue (voir croquis explicatif en Annexe).

Une opération cadastrale sera nécessaire afin de créer deux nouveaux lots distincts, soit un lot couvrant la partie versée en parc et un lot couvrant la partie qui demeure rue publique.

Les limites des emprises de rue aux extrémités du nouveau lot versé en parc seront dans la continuité des limites d'emprise de la rue J.-B.-Martineau. Le (SUM) devra participer à l'opération cadastrale et donner son accord sur les nouvelles délimitations de rues. L'opération cadastrale définira avec précision les superficies des lots concernés par cette demande.

Les travaux, qui seront sous la responsabilité de l'arrondissement, visent à transformer cet espace en y aménageant un espace vert (parc à chiens).

Pour arriver à ses fins, l'arrondissement entreprendra les activités suivantes :

- Planifier, coordonner et assumer la gestion de l'ensemble du projet de fermeture d'une partie de la rue J-B Martineau;
- Le cas échéant, octroyer un contrat à une firme en architecture de paysage pour la réalisation des plans et devis de l'espace vert (parc à chiens);
- Octroyer un contrat de construction pour aménager l'espace vert (parc à chiens);
- Prendre en charge la gestion des impacts et toutes les communications pertinentes durant les travaux.

Les travaux d'aménagement de cette partie de rue seront menés et supervisés par l'arrondissement de Saint-Léonard.

JUSTIFICATION

L'arrondissement souhaite verser ce terrain dans le domaine public de la Ville à des fins de parc afin d'y aménager un parc à chiens qui bénéficiera aux citoyens de l'arrondissement. Lors de la rencontre du 11 juin 2024, les membres de la Commission permanente de la sécurité publique, des infrastructures, de la foresterie urbaine et des transports se sont prononcés en faveur de la fermeture de la portion nord du boulevard Viau au nord de la rue J.-B.-Martineau et d'y aménager un parc à chiens.

Il est important de souligner que l'opération ne compromettra pas l'accessibilité ni la fonctionnalité de l'espace concerné.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux de transformation du milieu minéralisé en parc, sous la responsabilité de l'arrondissement, seront financés à même les budgets de l'arrondissement de Saint-Léonard.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Voir les détails dans la grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le versement du lot au domaine public à des fins de parc permettra à l'arrondissement d'y aménager un espace vert (parc à chiens) accessible à tous les citoyens.
La résolution du conseil municipal est un prérequis pour la fermeture de ce tronçon de la rue et pour le réaménagement de l'espace en parc à chiens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de

communication n'est associée au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

hiver 2025 : conception, plans et devis
été 2025 : fermeture de la partie de la rue J-B Martineau et travaux d'aménagement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvonne Patricia SUAREZ
Conseillère en amenagement

Tél : 5148683636
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

Floriane VAYSSIERES
chef(fe) de division - developpement des projets en transport

Tél : (514) 820-7218
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - 5149534555 -
Approuvé le : 2024-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - 5148724185 -
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245503002*
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et la mobilité
Projet : Fermeture d'une partie de la rue J.-B.-Martineau et aménagement d'un espace vert

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *2- Enraciner la nature en ville, en mettant les espaces verts au cœur de la prise de décision* *19- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité. Et une réponse de proximité à leur besoin.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • *Déminéraliser un secteur et remplacer ces surfaces dures par des végétaux – priorité 2* • *Ajout d'un espace vert convivial et reposant – priorité 19*			

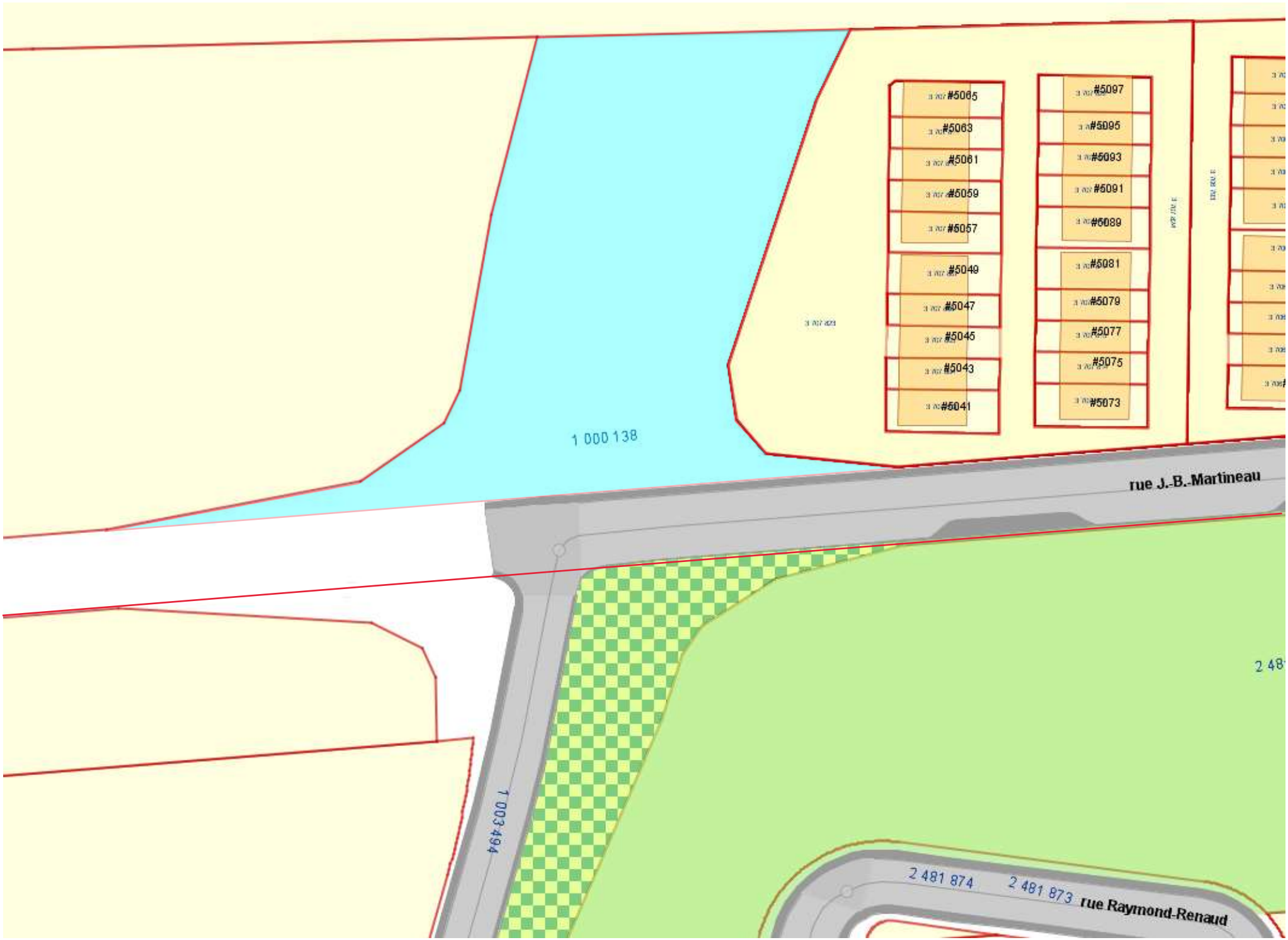
Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal en permettant aux citoyen propriétaires de chiens d'accéder à un parc à chiens.	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle


#5065
#5063
#5061
#5059
#5057
#5049
#5047
#5045
#5043
#5041
#5097
#5095
#5093
#5091
#5089
#5081
#5079
#5077
#5075
#5073
1 000 138
rue J.-B.-Martineau
1 003 494
2 481 874
2 481 873
rue Raymond-Renaud

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245954013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats pour l'acquisition de produits technologiques Oracle via le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour la période du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2028

Il est recommandé :

1. d'autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats pour l'acquisition de produits technologiques Oracle via le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG);

2. d'autoriser le directeur de la direction infrastructures et technologies, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-03 09:00

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245954013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats pour l'acquisition de produits technologiques Oracle via le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour la période du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2028

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Les produits technologiques de l'éditeur Oracle sont omniprésents dans l'écosystème technologique de la Ville, notamment pour le Système intégré Montréal (Simon). Sur une base périodique, l'acquisition de nouvelles licences informatiques est requise afin de répondre aux besoins des unités d'affaires de la Ville. La dernière acquisition significative remonte au mois de mai 2022 (CG22 0307) et l'achat avait été effectué par l'entremise de l'entente négociée par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) qui prend fin le 25 janvier 2025.

Par conséquent, le CAG est en préparation d'une nouvelle entente et demande à ses partenaires d'exprimer leurs besoins en licences technologiques Oracle pour la période du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2028.

Le présent dossier vise donc à autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats pour l'acquisition de produits technologiques Oracle via le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0307 - 19 mai 2022 - Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Les produits technologiques Oracle sont principalement constitués de licences informatiques perpétuelles. La nouvelle entente du CAG pour la période du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2028 constituera le principal véhicule contractuel pour acquérir de nouvelles licences, si requis.
Les services infonuagiques ainsi que le support et la maintenance des licences Oracle détenues par la Ville ne font pas l'objet de cette entente.

JUSTIFICATION

Ce dossier ne vise pas l'octroi d'un contrat, mais afin de pouvoir adhérer aux ententes du CAG, la Ville doit partager une projection de ses besoins et signer un document d'engagement. Toute acquisition de licences via l'entente du CAG, dont la valeur sera au-delà des règles de délégation de pouvoirs, fera l'objet d'un sommaire décisionnel.
En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CAG ou par l'entremise de celui-ci. La Ville de Montréal peut donc acquérir des licences technologiques Oracle par l'entremise du CAG, selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adhésion à ce type d'entente permet à la Ville de bénéficier de technologies de pointe qui sont présélectionnées par le gouvernement du Québec et dont les termes contractuels sont négociés par le CAG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Rafael BARROSO ASPE, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adama SANOGO
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 438-865-6921
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-30

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : 514-242-0291
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : 514-242-0291
Approuvé le : 2024-10-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-10-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245954013

Unité administrative responsable : Service des TI - Direction Infrastructures et opérations
Projet : Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats pour l'acquisition de produits technologiques Oracle via le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour la période du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2028.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'adhésion à ce type d'entente permet à la Ville de bénéficier de technologies de pointe qui sont présélectionnées par le gouvernement du Québec et dont les termes contractuels sont négociés par le CAG.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1241361002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt de candidature de l'initiative ÉMMIS - Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale - au prix d'Excellence du réseau de la santé et des services sociaux, Édition 2025, du ministère de la Santé et des Services sociaux dans la catégorie du secteur municipal pour des Initiatives visant à créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie / Autoriser la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale à déposer la candidature et à signer les documents pour et au nom de la Ville

Il est recommandé :

1. d'autoriser le dépôt de candidature de l'initiative ÉMMIS - Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale - au Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux, Édition 2025, du ministère de la Santé et des Services sociaux dans la catégorie du secteur municipal pour des initiatives visant à créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie;
2. d'autoriser la directrice su Service de la diversité et de l'inclusion sociale à déposer la candidature et à signer les documents pour et au nom de la Ville.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-04 13:03

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1241361002**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt de candidature de l'initiative ÉMMIS - Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale - au prix d'Excellence du réseau de la santé et des services sociaux, Édition 2025, du ministère de la Santé et des Services sociaux dans la catégorie du secteur municipal pour des Initiatives visant à créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie / Autoriser la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale à déposer la candidature et à signer les documents pour et au nom de la Ville

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) organise le Prix d'Excellence. Ces prix mettent en lumière l'engagement et la collaboration exceptionnels des acteurs du réseau et du milieu communautaire et visent à souligner les initiatives mises en place sur le terrain. Les prix d'excellence se divisent en plusieurs catégories, à savoir celle :

- réservée aux établissements, où les prix récompensent l'initiative et l'engagement des intervenants des établissements du réseau de la santé et des services sociaux;
- réservée aux organismes communautaires, où les prix récompensent l'initiative et l'engagement des intervenants des organismes communautaires du domaine de la santé et des services sociaux;
- ouverte tant aux organismes communautaires qu'aux établissements, où les prix récompensent les équipes qui ont misé sur la collaboration pour améliorer les pratiques du réseau de la santé et des services sociaux; et,
- dans le cadre de l'Édition 2025, celle réservée au secteur municipal, où les prix récompensent des acteurs du secteur municipal (municipalités locales, municipalités régionales de comté (MRC) et communautés des Premières Nations et Inuit) dont les réalisations, considérées comme remarquables, ont contribué à améliorer ou créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie.

Dans le cadre de l'édition 2025 de ce prix, le MSSS offre donc aux acteurs du monde municipal la possibilité de faire rayonner leurs initiatives pour créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie. Exceptionnellement cette année, les acteurs municipaux sont admissibles aux Prix d'excellence 2025 et sont invités à soumettre leur candidature. Ce concours du MSSS veut aussi susciter l'émulation afin que les réalisations soient exportées dans d'autres régions ou que d'autres excellentes initiatives soient

entreprises pour améliorer en continu la qualité de vie des Québécoises et des Québécois.

La ville de Montréal est favorable à la santé de la population de son territoire et elle se définit comme étant un environnement qui soutient le bien-être physique, psychologique et social de sa population dans le sens de l'Orientation 4 de Politique gouvernementale de prévention en santé : Le renforcement des activités de prévention dans le système de santé et de services sociaux. Dans ce contexte, la Ville par son Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) souhaite déposer la candidature l'initiative novatrice ÉMMIS - équipe mobile de médiation et d'intervention sociale - au Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux 2025.

Le dossier de candidature doit être transmis au MSSS par courriel, au plus tard le 1er novembre, 16h. Il est prévu qu'une cérémonie aura lieu à la fin du printemps 2025 pour dévoiler les lauréats qui se verront décerner un prix d'excellence et une mention d'honneur.

Pour répondre aux critères de conformité, la candidature doit être accompagnée d'une résolution du conseil municipal soutenant le dépôt de cette candidature. La résolution du conseil municipal entérinant la mise en candidature d'ÉMMIS est donc requise. La Ville a jusqu'au 29 novembre 2024 pour transmettre la résolution du conseil municipal.

Ce dossier recommande d'appuyer le dépôt de candidature de l'initiative ÉMMIS - Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale - au prix d'Excellence du réseau de la santé et des services sociaux, Édition 2025, du ministère de la Santé et des Services sociaux dans la catégorie du secteur municipal pour des initiatives visant à créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie et d'autoriser la directrice du SDIS à déposer la candidature et à signer les documents pour et au nom de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

ÉMMIS est un projet novateur et hautement significatif pour la Ville. À ce titre, il est soumis en candidature pour être lauréat du Prix d'Excellence 2025 afin de contribuer à son rayonnement et celui de la Ville, en plus d'avoir le potentiel d'inspirer d'autres municipalités du Québec.
Rappelons que le mandat d'ÉMMIS est d'offrir une réponse sociale municipale immédiate, ponctuelle et non urgente face à des enjeux de cohabitation sociale liés au partage de l'espace public, 24 heures, 7 jours par semaine.

ÉMMIS a débuté ses activités en septembre 2021 comme projet pilote dans l'arrondissement Ville-Marie grâce à un contrat de services professionnels à Société de développement social. Le bilan du projet pilote a confirmé qu'il répondait à des besoins locaux réels. Depuis, ÉMMIS a étendu sa couverture à quatre arrondissements (Ville-Marie, Le Sud-Ouest, Le Plateau-Mont-Royal et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve) ainsi que dans le métro de la Société de transport de Montréal (STM) et peut compter sur 52 intervenantes et intervenants sociaux. Depuis ses débuts, elle a réalisé environ 28 000 interventions. Les demandes d'interventions proviennent des partenaires communautaires, des arrondissements, du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et, depuis le printemps 2023, du grand public.

Afin de poursuivre l'implantation d'ÉMMIS sur l'ensemble des 19 arrondissements, le ministère de la Sécurité publique (MSP) octroi à la Ville en août 2023, une subvention de 25 M$ sur cinq ans, du 1er avril 2023 au 31 mars 2028. Celle-ci correspond à 50 % des dépenses admissibles, soit en parts égales, avec la Ville, laquelle s'engage aussi à allouer des crédits 25 M$ sur la même période.

Le budget total de 50 M$ a permis, au cours des mois d'août et de septembre derniers, l'octroi de quatre contrats à des OBNL qui mettront leur expertise à contribution pour le déploiement d'ÉMMIS.

- La Société de développement social (SDS) assurera le déploiement des activités d'ÉMMIS dans la zone centre, couvrant les arrondissements Lachine, LaSalle, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Verdun, Ville-Marie, Le Plateau-Mont-Royal et Le Sud-Ouest. Cet organisme sera également présent dans le réseau du métro de la STM. Il sera également responsable de l'équipe de nuit pour l'ensemble du territoire montréalais.
- Le Regroupement des organismes de justice alternative du Québec (faisant aussi affaire sous Équijustice) prendra en charge le déploiement des activités d'ÉMMIS dans la zone nord-ouest, couvrant les arrondissements Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Pierrefonds-Roxboro, Rosemont–La Petite-Patrie, Saint-Laurent, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève.
- La Coalition Pozé complétera l'offre de service en assurant le déploiement des activités de l'ÉMMIS dans la zone nord-est couvrant les arrondissements Anjou, Montréal-Nord, Saint-Léonard et Rivière-des-Prairies--Pointe-aux-Trembles.
- Le Centre de référence du Grand Montréal (211) opérera la centrale d'appels répondant aux demandes de la population et des partenaires souhaitant obtenir les services de l'ÉMMIS, 24/7, 365 jours par année.

Le déploiement d'ÉMMIS dans les nouveaux arrondissements se fera de façon progressive à partir de janvier 2025.

JUSTIFICATION

L'ouverture du Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux du MSSS au monde municipal pour l'Édition 2025 est une occasion pour la Ville de présenter la candidature d'initiatives. À cet égard, le SDIS considère que la candidature d'ÉMMIS à ce prix est l'initiative à faire valoir.
La Ville innove grâce à ce service de première ligne permettant de répondre à des situations parfois complexes nécessitant une intervention ponctuelle et urgente face aux enjeux de cohabitation sociale dans l'espace public, en complémentarité avec les organismes communautaires et l'approche policière. Le SDIS considère que l'initiative ÉMMIS a des chances d'être lauréat au Prix de l'Excellence - monde municipal - Édition 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la Ville devait être un des lauréats en se voyant décerner un Prix d'Excellence - Monde municipal et une mention d'honneur, cela serait une belle visibilité pour la Ville et une reconnaissance du travail accompli pour la division Prévention, médiation et intervention sociale (PRÉMIS) du SDIS, les partenaires communautaires et pour le projet de l'ÉMMIS. Cela pourrait susciter l'émulation afin que cette réalisation soit exportée dans d'autres régions. Ce prix offre à la Ville la possibilité de faire rayonner son initiative novatrice ÉMMIS pour créer des environnements favorables à la santé. Le SDIS considère que ÉMMIS a un potentiel de reproductibilité à l'échelle d'autres grandes villes du Québec ou d'ailleurs, aux prises avec les mêmes défis urbains. Gatineau et Calgary ainsi que plusieurs villes européennes ont manifesté un intérêt certain pour ce modèle inusité ouvrant les champs de l'intervention municipale et offrant un levier d'action concrète pour faire face à des enjeux en constante

évolution.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le MSSS prévoit une cérémonie devant avoir lieu à la fin du printemps 2025 pour dévoiler les lauréats qui se verront décerner un prix d'excellence et une mention d'honneur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Annonce par le MSSS des lauréats du Prix d'excellence fin printemps 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lyne RAYMOND
Chef(fe) de division SDIS

Tél : xxx
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Élizabeth SABOURIN
chef(fe) de division - diversite sociale

Tél : xxx
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Florente DEMOSTHENE
directeur(-trice) de service - diversite et inclusion sociale
Tél : xxx

Approuvé le : 2024-10-31

LES PRIX D'EXCELLENCE
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Identification à remplir
Nom de la réalisation : ÉMMIS
Nom de la municipalité : Ville de Montréal

RESUME

Date d'implantation de la réalisation : Septembre 2021

Résumé de la candidature (1 page maximum)

Comme métropole, Montréal fait face à des défis de cohabitation sociale dans l'espace public. La présence simultanée de personnes ou de groupes ayant des caractéristiques et des besoins multiples entraîne des usages variés du lieu et peut donner lieu à des oppositions ou provoquer des tensions entre les parties, susceptibles de dégrader progressivement les liens sociaux, affecter la qualité de vie, voire se transformer en crise sociale.

Devant la multiplication des interventions de nature psychosociale dans l'espace public et la complexité des cas rencontrés, la Ville de Montréal s'est munie d'un levier d'intervention unique au Québec : ÉMMIS - l'équipe mobile de médiation et d'intervention sociale. Cette initiative novatrice a l'ambition d'être une alternative à l'intervention policière et favorise la mixité sociale et le vivre-ensemble dans les lieux publics, améliorant ainsi les conditions de vie qui favorisent la santé des Montréalaises et Montréalais.

Les intervenantes et intervenants sociaux de l'ÉMMIS, toujours en binôme, et clairement identifiés, se déplacent pour offrir une réponse municipale ponctuelle, immédiate et non urgente face à des enjeux de cohabitation sociale liée au partage de l'espace public. Sa couverture dans quatre arrondissements et dans le métro s'étendra dans les 19 arrondissements à partir de 2025.

ÉMMIS est une expérience unique au Québec. Son modèle s'inspire d'initiatives similaires, dont celle de Paris et celle de Toronto, mais se distingue, entre autres, par son approche globale et multidisciplinaire, nécessitant une grande flexibilité : itinérance, toxicomanie, conflits de la rue, travail du sexe, santé mentale, présence de tentes et de campements.

Démarré en 2021 et financé uniquement par la Ville, le projet ÉMMIS offre le service par le biais de contrats de services confiés à l'organisme Société de développement social (SDS). En août 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) octroie à la Ville une subvention sur cinq ans, pour la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2028, laquelle correspond à 50 % des dépenses admissibles. La Ville s'engage alors à allouer à l'ÉMMIS une somme équivalente de 25 M$. Ce budget de 50 M$ permettra d'étendre l'ÉMMIS d'ici la fin de l'entente à l'ensemble des arrondissements grâce à des ententes de services avec deux autres OBNL, en plus de la SDS, et d'augmenter à 90 le nombre d'intervenantes et intervenants sociaux qui la compose. En plus des fournisseurs de l'ÉMMIS, un quatrième OBNL s'est vu octroyer le contrat pour l'opération d'une centrale de répartition et de suivi des appels.

DOSSIER DE CANDIDATURE

1. Description de la réalisation qui fait l'objet de la candidature. (2 pages maximum)

Les enjeux de cohabitation sociale liés au partage de l'espace public sont de plus en plus importants, et ce, dans plusieurs quartiers montréalais. Leur exacerbation s'explique en partie par un accroissement et une complexification des problématiques sociales telle que l'itinérance, la consommation de substances, la santé mentale, la marginalisation de certains groupes d'individus (âge, statut migratoire, etc.). Des facteurs systémiques comme le manque de logements abordables, de dimensions ou de qualité acceptable, l'embourgeoisement de certains quartiers ou l'accès limité à certains services sociaux et de santé amplifient les enjeux de cohabitation sociale.

En présence de tels problèmes dans l'espace public, la population recourt généralement à l'intervention policière, souvent la seule réponse à disposition sur appel en tout temps. Or, celle-ci n'est pas toujours adaptée ou nécessaire dans des situations sociales présentant peu de danger, non urgentes ou non criminelles. En tant que gouvernement de proximité, la ville de Montréal souhaite donc offrir une réponse plus appropriée pour apaiser ces tensions et ainsi concentrer les interventions policières sur les réelles situations urgentes ou criminelles.

Dans ce contexte, l'ÉMMIS vient offrir une réponse ponctuelle, immédiate et non urgente face à des enjeux de cohabitation sociale liés au partage de l'espace public relevant de vulnérabilités sociales. C'est ce qui la distingue du travail de rue et des équipes mixtes (SPVM) qui agissent respectivement sur une longue durée ou encore lors de situations urgentes et criminelles. La nature des services de l'ÉMMIS est la médiation sociale (résolution de conflits), l'intervention sociale (de l'aide ponctuelle aux personnes rencontrées qui sont en difficulté sociale ou qui vivent un sentiment d'insécurité) et la prévention. Ces interventions peuvent se conclure de différentes façons : du référencement, un raccompagnement, de l'information et de la sensibilisation, une entente verbale, une aide ponctuelle de première nécessité ou une proposition d'une présence planifiée.

L'ÉMMIS à terme permet de réduire le nombre et la durée des interventions policières face à des enjeux de cohabitation sociale. Elle accroît la connaissance des enjeux de cohabitation sociale et l'améliore entre les différents groupes dans l'espace public par sa médiation. L'ÉMMIS prévient la judiciarisation des personnes en situation de vulnérabilité (PSV) et facilite l'utilisation des services communautaires, sociaux et de santé. Ainsi, elle renforce le sentiment de sécurité de la population montréalaise.

La création de l'ÉMMIS est aussi le résultat d'une analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) de la cohabitation sociale. En effet, l'ADS+ a donné lieu à une mise en lumière et une prise en compte des expériences particulières vécues par les PSV, plus surjudiciarisées ou profilées que l'ensemble de la population en raison de leur condition sociale. Ce faisant, cette ADS+ a relevé le défi de valoriser des approches d'intervention favorisant le dialogue et le pouvoir d'agir des individus pour contribuer à la réduction des problèmes de cohabitation sociale.

Ainsi, dans une posture de pluripartialité, l'ÉMMIS permet d'agir en considérant avec bienveillance l'ensemble des parties dans une situation conflictuelle puisqu'il s'agit d'un service accessible à tous les publics et que ses interventions se veulent équitables, peu

importe qui a fait appel à l'ÉMMIS au départ, et ce, sans jugement pour le ressenti ou le vécu de l'une ou l'autre des parties.

De plus, l'ÉMMIS s'inscrit dans un écosystème partenarial déjà existant et agit en complémentarité avec les autres services offerts. En tant que service public, elle se déploie dans le respect des rôles et responsabilités de chaque membre de cet écosystème, dans un esprit de collaboration et de concertation. En travaillant en concertation, l'ÉMMIS peut mieux coordonner ses actions et éviter une sursollicitation des PSV, ce qui bonifie l'impact vers une prise en charge de celles-ci.

Enfin, l'ÉMMIS mise sur la responsabilisation de chacune des parties prenantes en entretenant activement la recherche de solutions, et ce, autant lors d'une intervention sur le terrain qu'au niveau de la mobilisation des partenaires dans le cadre de sa planification et de sa mise en œuvre. Cette posture s'ancre dans une perspective de durabilité.

Apports engendrés par la réalisation pour la population ciblée

Une étude dirigée par une étudiante de l'Université de Montréal et présentée en août 2023 en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences en criminologie a permis une première évaluation de l'impact de l'ÉMMIS concernant des PSV. Les données portent sur échantillon en début de projet, entre le 20 septembre et le 31 décembre 2021. Voici les deux constats principaux :

- ➔ L'ÉMMIS a aidé à référer les PSV vers les ressources communautaires appropriées mieux que lorsque la police intervient. Une réponse civile menée par des intervenants qualifiés représente donc une alternative réaliste et adéquate à la réponse policière pour des situations non urgentes et sans risque.
- ➔ La présence de l'ÉMMIS est donc bénéfique pour la communauté des PSV puisqu'elle apporte un effet concret en comblant des besoins et en réduisant l'institutionnalisation.

Une approche bénéfique aux arrondissements :

- Les arrondissements sont rassurés que l'ÉMMIS vienne pallier les trous de services (soir, nuit, fin de semaine) qui s'amplifient avec l'expansion des enjeux de cohabitation.
- En raison du mouvement des enjeux de cohabitation vers les arrondissements excentrés, certains sont confrontés à ces nouvelles réalités et pourraient sans l'ÉMMIS devoir se structurer dans le contexte où aucune ou très peu de ressources existent, ou sont disponibles sur leur territoire.
- Les employés des installations municipales sont en besoin et ont le sentiment d'être démunis face aux enjeux de cohabitation. Les visites de courtoisie faites par l'ÉMMIS ont un impact positif sur le sentiment de sécurité des employés.

Résultats : Depuis 2021, l'ÉMMIS a triplé le nombre d'interventions (pour un total d'environ 16 000) dans les quatre arrondissements desservis incluant le métro.

2. Présentation des principaux défis rencontrés en lien direct avec la réalisation et des moyens utilisés pour les surmonter. **(1 page maximum)**

L'ÉMMIS est un projet d'envergure où les défis étaient très nombreux puisque tout était à construire. En voici les principaux.

Défi 1 : Opter pour un modèle opérationnel durable

Explication : Montréal est un immense territoire où les réalités et les enjeux vécus diffèrent d'un secteur à un autre. À la base, le projet devait être porté par des employés municipaux. Or, la complexité de créer de nouveaux postes à la Ville, dans un modèle de projet très innovant, entraînait des démarches trop longues et un coût des ressources humaines plus important. De plus, la Ville ne disposait pas d'une centrale d'appel qui répondait aux besoins d'ÉMMIS. **Solution** : Afin de s'ancrer dans les différents milieux de vie tout en offrant une vision à haute échelle, ce sont trois organismes à portée régionale qui ont été mandatés pour assurer le déploiement des services directs de l'ÉMMIS à partir d'août 2024. Ces derniers détiennent une expertise qui leur est propre et qui leur permettra de répondre adéquatement aux enjeux et aux réalités de leur zone d'intervention. Un quatrième organisme a été mandaté pour opérer la centrale d'appels.

Défi 2 : S'inscrire dans l'écosystème partenarial

Explication : L'ÉMMIS est amené à déployer des intervenantes et intervenants sociaux sur le terrain où des ressources en interventions sociales sont existantes. L'arrivée d'ÉMMIS, avec son budget significatif, n'est pas facilement acceptée par le milieu communautaire qui réclame un meilleur financement et craint le dédoublement des services. **Solution** : La mise en place d'un comité des partenaires régionaux est l'un des moyens qui permettent au projet de faciliter son implantation dans l'écosystème partenarial. En partageant leur expertise et leur connaissance des milieux locaux, les experts des différents milieux participent à réfléchir sur les services de l'ÉMMIS en complémentarité des services existants, ce qui d'ailleurs a permis de bien circonscrire le mandat lors de la rédaction du cadre de référence. La Ville a également opté pour un modèle de déploiement séquencé et graduel afin de donner l'opportunité aux trois fournisseurs de l'ÉMMIS de s'ancrer graduellement dans les différents milieux partenariaux et d'assurer la planification d'un service en complémentarité des ressources existantes sur le territoire.

Défi 3 : Absence / complexité du continuum de service

Explication : L'intervention d'ÉMMIS se base sur le respect du volontariat et de l'autonomisation individuelle. Ainsi, il arrive souvent de faire face à des refus de services, soit parce que ceux-ci sont mal adaptés aux réalités (ADS+) des PSV, qu'ils sont saturés ou bien qu'ils n'existent pas. **Solution** : Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) souhaite identifier et documenter les freins qui empêchent les équipes d'offrir un service efficace dans un continuum de service fluide. L'élaboration d'un portrait de situations et l'amélioration de la collecte de données terrain permettront à la Ville d'avoir les outils nécessaires pour jouer son rôle d'influence auprès des différentes instances.

3. Moyens mis en œuvre pour évaluer l'impact et description des retombées concrètes de la réalisation. **(2 pages maximum)**

Afin de suivre l'évolution des actions mises en place dans le cadre du déploiement du projet, le SDIS a eu la chance d'être accompagnée par le Service de la performance

organisationnelle de la Ville pour développer des indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de mesurer ses actions. Depuis le tout premier contrat de services professionnels, ces indicateurs sont fournis au fournisseur terrain. Celui-ci a la responsabilité de collecter les données et de fournir des bilans trimestriels et un bilan annuel des demandes de services et des interventions effectuées. **Exemples d'indicateurs** : Nombre de demandes, par type d'acteur (provenance), nombre total de demandes reçues, selon les motifs et les arrondissements (lieux), types d'interventions réalisées auprès de PSV, du voisinage et des commerces, nombre de conclusions offertes, ventilées par type (référencement, raccompagnement, et autres)

Structure des bilans : 1) Statistiques : provenance des demandes, catégorisation des appels, services d'intervention offerts, conclusions des interventions, nombres de demandes et d'interventions effectuées dans les campements et les zones prioritaires; 2) Données qualitatives sur les interventions en zones prioritaires; 3) Description des visites de courtoisie effectuées; 4) Démarches entreprises auprès des partenaires institutionnels et du milieu communautaire; 5) Difficultés rencontrées au cours de la période; et, 6) Développement à venir et recommandations

Une fois les bilans remis, le fournisseur et le SDIS présentent les résultats aux arrondissements desservis et amorcent un échange sur le niveau de satisfaction des services de l'ÉMMIS reçus ainsi que sur leurs besoins pour la saison à venir.

Par ailleurs, la Ville entend signer prochainement un contrat de service professionnel auprès d'un expert en évaluation de résultats et d'impacts afin d'évaluer la phase pilote de l'ÉMMIS (2021-2024). Les résultats permettront de prendre des décisions éclairées dans le cadre du déploiement à grande échelle et seront utilisés pour optimiser le projet sur les plans organisationnel, opérationnel et partenarial. De plus, cette évaluation constituera la mesure de référence pour la deuxième démarche. En effet, il est prévu d'entamer également une seconde démarche d'évaluation de résultats et d'impacts dès la fin 2025 afin d'évaluer le projet à maturité. Cette démarche prévoit plusieurs livrables selon les phases de déploiement prévues d'ici 2028.

Par son rôle de planification et de coordination du projet, la Ville est responsable, entre autres, d'accompagner le déploiement des services, d'animer la gouvernance et d'assurer la mobilisation des fournisseurs. Concernant les fournisseurs territoriaux (SDS, Équijustice et Coalition Pozé), leur rôle est d'opérer une équipe d'intervention et de médiation sociale dans l'espace public en se déplaçant en voiture ou à pied selon les enjeux de cohabitation sociale rapportés. Le rôle du fournisseur de services pour la gestion des demandes (211) est d'opérer une centrale d'appels recevant, triant et répartissant les appels pour l'ÉMMIS. Tous les fournisseurs sont responsables de recruter le personnel requis, de le former et de déployer les services directs. La concertation et la collaboration auprès des partenaires locaux sont également une responsabilité partagée par l'ensemble des fournisseurs. Par ailleurs, la Ville joue un rôle important dans la mobilisation de l'ensemble des partenaires, entre autres, dans l'objectif de planifier efficacement les actions sur le territoire. Parmi les partenaires de l'ÉMMIS, on retrouve : les partenaires internes de la Ville, le ministère de la Sécurité publique, les arrondissements, le SPVM, la STM, les partenaires du milieu de la santé et du milieu communautaire. D'ailleurs, plusieurs de ces acteurs sont réunis dans le cadre du comité des partenaires régionaux, dont le rôle est de soutenir le développement d'une stratégie de déploiement régional des activités de l'ÉMMIS en partageant leur

expertise, leur analyse des risques et des préoccupations terrain ainsi qu'en proposant des stratégies visant à favoriser la complémentarité des interventions de l'ÉMMIS dans l'écosystème montréalais.

Enfin, à travers la collecte de données quantitatives et qualitatives effectuées sur le terrain par les intervenants et à travers les échanges avec les arrondissements et les partenaires, on constate que l'ÉMMIS a des retombées positives à différents niveaux, notamment :

- ➔ L'ÉMMIS offre un accompagnement et un soutien appréciés des équipes en développement social des arrondissements desservis;
- ➔ À travers les visites de courtoisie et de sensibilisation, l'ÉMMIS a un impact positif sur le sentiment de sécurité du personnel municipal (parcs, bibliothèques et autres) ainsi que sur les commerçants situés dans des secteurs particulièrement difficiles et sa présence dans les secteurs à besoins soutenus joue un rôle important sur le sentiment de sécurité des résidents;
- ➔ En étant mobile et en service 24/7, l'ÉMMIS permet de pallier les trous de services et d'offrir un soutien apprécié de plusieurs organismes communautaires locaux. Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024, près 1365 ou 48 % des demandes provenaient du milieu communautaire sur les 2816 demandes effectuées par l'ensemble des demandeurs. « *L'ÉMMIS est comme une bouffée d'oxygène. Elle collabore avec nous pour offrir les services.* » - Témoignage d'un intervenant communautaire en 2022
- ➔ L'ÉMMIS est en mesure d'offrir une aide précieuse aux PSV à travers ses actions de référencement et de raccompagnement;
- ➔ La posture de l'ÉMMIS en complémentarité des services offerts par l'écosystème partenarial a un impact positif sur la création de lien de confiance avec les organismes terrain;
- ➔ La disponibilité de l'ÉMMIS et son engagement lors des différentes rencontres opérationnelles auprès des arrondissements et des postes de quartiers ont un impact positif sur la consolidation des liens de collaboration avec le SPVM, lequel a généré 22 % des demandes, soit 628 sur un total de 2816;
- ➔ Les données collectées en continu permettent de documenter et d'identifier les freins qui ne permettent pas un continuum de service efficient. Ces outils seront favorables dans les discussions et les démarches de rapprochement avec les équipes Proxi en itinérance et les différents partenaires communautaires.

4. Description de la façon dont la réalisation démontre l'engagement de votre municipalité à garantir la pérennité de l'initiative et sa volonté de rechercher des solutions novatrices d'amélioration continue. **(1 page maximum)**

D'abord, la mise en place du comité des partenaires régionaux, précédemment mentionné, souligne l'engagement de la Ville à étendre des services selon un modèle de déploiement poussé par les réflexions des différents partenaires. Tout au long du déploiement régional des services, le comité aura également l'occasion de donner une rétroaction et de soutenir la Ville dans la recherche de solutions novatrices. Ce comité permet de rester connecter aux réalités des partenaires et de s'assurer de prendre des décisions pour la pérennité du projet.

De plus, le modèle opérationnel qui repose sur l'octroi de contrats de gré à gré à quatre organismes experts permet de réduire le risque de la dépendance du projet à un seul organisme et d'induire une synergie pour une mutualisation des savoirs et des expertises. Ce modèle souligne l'engagement de la Ville à assurer une pérennité des services. D'ailleurs, dans le cadre des travaux de planification du déploiement régional du projet, la PREMIS a réfléchi à la gouvernance entre la ville de Montréal, les fournisseurs de service en intervention et la centrale d'appels de manière circulaire et non hiérarchique. Ce modèle de gouvernance circulaire nécessaire dans un contexte où l'engagement et le partage de l'expertise sont un levier de développement important favorise une synergie prometteuse et souligne également les efforts de la Ville d'instaurer des actions innovantes et pérennes.

En outre, la PREMIS met en place une démarche de gestion de la qualité qui concerne l'ensemble des activités et des acteurs de l'ÉMMIS. Cette démarche a pour objectif d'harmoniser les pratiques, d'établir, d'évaluer et d'améliorer le niveau de qualité de service, tant au niveau organisationnel, opérationnel que partenarial. Dans le cadre de la démarche, les équipes seront mobilisées à différents moments dans le but d'optimiser les pratiques, de renforcer les capacités et de susciter l'émergence de pratiques innovantes, le tout dans une perspective d'amélioration continue. Une première évaluation de la qualité a été réalisée auprès du fournisseur pour la période pilote. Cette mesure permet à ce dernier de mieux cibler ses pistes d'amélioration continue et permettra également de mesurer d'année en année l'amélioration de sa performance et de ses stratégies. Avec les résultats qui découleront de la démarche de gestion de la qualité et des démarches d'évaluation d'impacts, la Ville aura démontré la pertinence et l'efficacité de l'initiative déjà indispensable, contribuant ainsi à pérenniser également le financement nécessaire au service, au-delà de l'entente actuelle.

Enfin, la Ville entreprend également des démarches visant à partager les résultats de la réalisation auprès d'autres municipalités. Par exemple, la Ville assura une présentation d'ÉMMIS lors de deux panels (Drummondville et Villes canadiennes). Le SDIS est également en discussion auprès de la Maison de l'innovation sociale pour échanger sur les possibilités d'un accompagnement pour la mise à l'échelle de l'initiative à travers le Québec.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1246920001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la dépense estimée à 678,75 $ relative au déplacement de Mme Kaila Amaya Munro, conseillère de l'arrondissement de Verdun, afin de participer à la réunion du conseil d'administration et aux journées de représentations de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendront à Ottawa (Ontario), les 4 et 5 décembre 2024.

Il est recommandé :

1. d'autoriser la dépense estimée à 678,75 $ relative au déplacement de Mme Kaila Amaya Munro, conseillère de l'arrondissement de Verdun, afin de participer à la réunion du conseil d'administration et aux journées de représentations de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendront à Ottawa (Ontario), les 4 et 5 décembre 2024;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-11-04 10:25

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246920001**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la dépense estimée à 678,75 $ relative au déplacement de Mme Kaila Amaya Munro, conseillère de l'arrondissement de Verdun, afin de participer à la réunion du conseil d'administration et aux journées de représentations de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendront à Ottawa (Ontario), les 4 et 5 décembre 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Composée de plus de 2000 membres, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) représente les intérêts municipaux de ses membres en regard des enjeux liés aux politiques et aux programmes de compétence fédérale. Ses membres regroupent tant les plus grandes villes du Canada que les plus petites collectivités urbaines et rurales, de même que 18 associations provinciales et territoriales de municipalités.
Le conseil d'administration de la FCM est formé de personnes élues municipales et de membres affiliés de toutes les régions et de tous les types de collectivités au pays. Il constitue une base d'appui représentative permettant de transmettre le message municipal au gouvernement du Canada. Le conseil d'administration établit les priorités stratégiques qui reflètent les préoccupations des gouvernements municipaux et des membres affiliés. Il se réunit trimestriellement pour établir les orientations à l'égard des enjeux municipaux nationaux. Pendant la réunion trimestrielle, les différents comités permanents se rassemblent pour discuter et élaborer des positions stratégiques sur des enjeux municipaux nationaux. Ces recommandations sont ensuite transmises au conseil d'administration qui les examine et les adopte.

La FCM sert ses membres dans les deux langues officielles et se consacre à l'amélioration de la qualité de vie dans toutes les collectivités en favorisant des gouvernements municipaux forts, efficaces et redevables. Tout en défendant des intérêts stratégiques, la FCM demeure une association professionnelle au service des personnes élues au municipal.

Le conseil d'administration de la FCM est composé de 75 membres. Le Québec y détient 12 sièges, dont trois par la Ville de Montréal. Les personnes élues se font élire lors de l'assemblée générale annuelle des membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1377- 4 septembre 2024 - Autoriser la dépense estimée à 1 349,30 $ relative au déplacement de Mme Josefina Blanco, membre du comité exécutif et conseillère de la Ville à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, et de Mme Kaïla Amaya Munro, conseillère d'arrondissement de Verdun, afin de participer à une réunion du conseil d'administration de la

Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendra à Ottawa, en Ontario, les 18 et 19 septembre 2024;
CE24 0789 - 22 mai 2024 - Approuver la nomination de Mme Josefina Blanco, conseillère de ville de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, Mme Kaila Amaya-Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement de Verdun, et M Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à titre de membre du Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités pour le mandat 2024-2025.

CE24 0739 - 8 mai 2024 - Autoriser la dépense estimée à 11 003,90 $ relative au déplacement de Mme Josefina Blanco, membre du comité exécutif et conseillère de ville à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, de Mme Kaila Amaya-Munro, conseillère d'arrondissement de Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, afin de participer au congrès annuel et au salon professionnel 2024 de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendra à Calgary du 5 au 10 juin 2024.

CE23 0790 - 10 mai 2023 - Autoriser les nominations de Mme Josefina Blanco, conseillère de ville de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, de Mme Kaila Amaya-Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à titre de membres du Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités pour le mandat 2023-2024.

CE22 1965 - 30 novembre 2022 - Autoriser la dépense estimée à 2 315,41 $ relative au déplacement de Mme Josefina Blanco, membre du comité exécutif et conseillère de ville de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, et de Mme Kaila Amaya-Munro, conseillère d'arrondissement de Verdun, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 4 au 8 décembre 2022, à Ottawa.

DESCRIPTION

Ce dossier vise à autoriser la dépense estimée à 678,75 $ relative au déplacement de Mme Kaila Amaya Munro, conseillère de l'arrondissement de Verdun, afin de participer à la réunion du conseil d'administration et aux journées de représentations de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendront à Ottawa (Ontario), les 4 et 5 décembre 2024.

JUSTIFICATION

Ces rencontres sont l'occasion de prendre position sur des dossiers prioritaires d'importance, tels que les infrastructures, l'habitation, le transport, la fiscalité, l'environnement, les accords économiques internationaux, etc. La présence d'une personne élue de Montréal est nécessaire à la bonne représentation des intérêts montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Budget de fonctionnement :

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2024
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000 Division Soutien aux élus Frais de déplacement et hébergement Non admissible loi 90	678,75 $

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Rayonnement de Montréal sur la scène nationale
- Représenter et défendre les intérêts montréalais
- Partage d'expertise
- Réseautage

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu VICK, Service du greffe
Mary-Ann BRETON, Service du greffe

Lecture :

Mary-Ann BRETON, 4 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte MCSWEEN
responsable soutien aux elus ii

Tél : 514-245-6838
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Marie-José CENCIG
chef(fe) de division - soutien aux elus - direction du greffe (ce)

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
Tél : 514-872-3142
Approuvé le : 2024-11-04

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DE LA PERSONNE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE DÉPLACEMENT		FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)	
Nom : Kaila Amaya Munro	Sommaire no : 1246920001	Nom :	
Unité d'affaires assumant les frais : Division du soutien aux élu.es		Numéro de fournisseur :	
Matricule (9 chiffres) : 100318540		Numéro du bon de commande :	
Numéro de fournisseur : **N/A**		ou Numéro d'engagement :	
Lieu(x) du déplacement : Ottawa, Ontario			
Date(s) du déplacement : 4 et 5 décembre 2024		*Cochez :*	*Québec :*
Objet du déplacement : La rencontre du conseil d'administration et les journées de représentations les 4 et 5 décembre 2024			*Hors Québec :* x

DESCRIPTION	PARTIE 1 (À REMPLIR AVANT LE DÉPART) DÉPENSES ESTIMÉES			PARTIE 2 (À REMPLIR AU RETOUR) DÉPENSES RÉELLES		
	Montant payé par la personne qui fera le déplacement	Montant payé par la Ville		Montant payé par la personne qui a fait le déplacement	Montant payé par la Ville	
		Carte d'achat	BC ou SDF		Carte d'achat	BC ou SDF
FRAIS DE TRANSPORT						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)		119,57				
Taxi	100,00					
Automobile personnelle *(joindre le formulaire rempli)*						
Transport aérien						
Total des émissions de GES		-			-	
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Conversion en tonnes *0,0000*						
FRAIS DE REPAS						
Déplacement en Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice C du Conseil national mixte)(un souper et 2 déjeuner)	110,85					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
FRAIS D'HÉBERGEMENT						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux (1 nuitée)		331,03				
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux (ex. : vaccins)						
AUTRES FRAIS						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : indemnité pour chaque nuitée dans un hôtel, dont la limite est fixée selon le pays (voir Appendice C ou D). Elle inclut les frais de téléphone, d'internet, de nettoyage de vêtements, etc.	17,30					
Frais de représentation *:* selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» (joindre le formulaire rempli)						
Sous-total (incluant les taxes)	228,15 $	450,60 $	- $	- $	- $	- $
TOTAL DES FRAIS			**678,75 $**			**- $**

IMPUTATION BUDGÉTAIRE (ESPACE RÉSERVÉ AUX FINANCES)											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0,00 $
											0,00 $
											0,00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer par la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**

REQUÉRANTE OU REQUÉRANT :		
Nom et titre en lettres moulées : Kaila Amaya Munro, conseillère Verdun	Signature : Kaila Amaya Munro	Date : 31-oct-24

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
REQUÉRANTE OU REQUÉRANT :		
Nom et titre en lettres moulées : **PAR RÉSOLUTION CE24**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2	**N/A**	
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3	**N/A**	
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE :		
Nom et titre en lettres moulées : Brigitte McSween	Signature :	Date :

ANNEXE D

PARTIE 3

DÉPENSES RÉELLES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Kaila Amaya Munro						**Matricule : 100318540**					
Mois	**Jour**	Transport	Émissions GES *	Inscription	Repas	Hébergement	Faux frais	Stationnement	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
12	04	119,57 $			83,85 $	331,03 $	17,30 $				551,75 $
12	05	100,00 $			27,00 $						127,00 $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		219,57 $	**- $**	**- $**	**110,85 $**	**331,03 $**	**17,30 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**678,75 $**

***** *Le remboursement pour compenser les émissions de GES se fait globalement, à la fin de chaque année.*

Montants des indemnités applicables pour les repas (référence : Appendice C ou D du Conseil national mixte)	
Petit-déjeuner :	27,95 $
Déjeuner :	27,00 $
Dîner :	56,85 $
Faux frais :	17,30 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247721004

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Morgane Alima Kemajou à titre de membre du Conseil des Montréalaises (CM) pour un premier mandat se terminant en novembre 2027. Approuver la nomination de Maryse Bélanger à titre de membre du CM pour un premier mandat de janvier 2025 à janvier 2028. Approuver la nomination d'Amélie Boudot à titre de membre du CM pour un second mandat se terminant en novembre 2027.

Il est recommandé de:
1. nommer Morgane Alima Kemajou à titre de membre du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de 3 ans à compter de novembre 2024 en remplacement de Stéphanie Viola-Plante;
2. nommer Maryse Bélanger à titre de membre du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de 3 ans à compter de janvier 2025 en remplacement de Dominique Daigneault;
3. nommer Amélie Boudot à titre de membre du Conseil des Montréalaises pour un second mandat de 3 ans à compter de novembre 2024.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-10-24 08:43

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247721004**

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Morgane Alima Kemajou à titre de membre du Conseil des Montréalaises (CM) pour un premier mandat se terminant en novembre 2027. Approuver la nomination de Maryse Bélanger à titre de membre du CM pour un premier mandat de janvier 2025 à janvier 2028. Approuver la nomination d'Amélie Boudot à titre de membre du CM pour un second mandat se terminant en novembre 2027.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1) encadre le fonctionnement du Conseil des Montréalaises (CM), notamment le nombre de membres constituant le Conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés dans les 6 mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1013- 23 août 2022 Nommer Stéphanie Viola-Plante à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un second mandat de trois ans, de septembre 2022 à septembre 2025.
CM21 1308 - 29 novembre 2021 - Nommer Dominique Daigneault à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un second mandat de trois ans, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2025.
CM21 1308 - 29 novembre 2021 - Nommer Amélie Boudot à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un premier mandat de trois ans se terminant en novembre 2024.
CM21 0196 - 22 février 2021 - Adoption du Règlement modifiant le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1)
CM19 1043 - **17 septembre 2019** - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-

051).
CM04 0410 - 18 mai 2004 - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

1 - Remplacement de membres
À la suite de la démission de Stéphanie Viola-Plante et de la fin de second mandat de Dominique Daigneault, les nominations suivantes sont recommandées:

Nom	Date de début du 1er mandat	Date de fin du 1er mandat	En remplacement de
Morgane Alima Kemajou	Novembre 2024	Novembre 2027	Stéphanie Viola-Plante
Maryse Bélanger	Janvier 2025	Janvier 2028	Dominique Daigneault

2 - Renouvellement de mandat

Amélie Boudot est membre depuis novembre 2021 et désire poursuivre son engagement au CM pour un second mandat. Elle a démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper le poste de membres et participe assidûment aux diverses activités du CM. Sa nomination à titre de membre pour un second mandat est donc recommandée:

Nom	Date de début de 2e mandat	Date de fin de 2e mandat
Amélie Boudot	Novembre 2024	Novembre 2027

JUSTIFICATION

Nomination de nouvelles membres:
Afin de recruter les membres du CM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés durant l'automne 2022.

Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

1. Un appel public de candidatures, soutenu par une campagne de communications, a été réalisé du 31 août au 30 octobre 2022.
2. La présélection des candidates selon les critères stipulés dans le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
3. La constitution d'un jury de sélection composé de Marie Sterlin (Projet Montréal), Stephanie Valenzuela (Ensemble Montréal), toutes élues municipales en octobre 2022. Marianne Carle-Marsan, conseillère en développement communautaire au Service de la diversité et de l'inclusion sociale, Charlotte Thibault, ancienne présidente du Conseil des Montréalaises ont agi à titre de personnes ressources, et Kenza Bennis, coordonnatrice du Conseil des Montréalaises, a agi à titre de coordonnatrice du processus.
4. La production des recommandations du jury de sélection au CM.

La sélection des membres a été faite de telle sorte à respecter le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051):

« Pour devenir membre du Conseil, toute personne doit :

1. être une femme ou s'identifier comme telle;
2. résider sur le territoire de Montréal;
3. manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de condition féminine et d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes ;
4. avoir une connaissance des enjeux municipaux;
5. avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
6. faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;
7. ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ».

Des 29 Montréalaises intéressées, 15 candidates ont été rencontrées en entrevue et 13 ont été retenues pour figurer dans la liste de réserve du Conseil. Cette liste de réserve vise à combler les postes vacants.
La liste des candidates retenues a été constituée en tenant compte de l'excellence de la contribution des candidates dans le domaine de la condition féminine et de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes, ainsi que de la volonté de refléter la diversité de Montréal selon les paramètres suivants : groupe d'âge, origine ethno-culturelle, lieu de résidence, champ d'activités.
Parmi les 13 candidates retenues pour figurer dans la liste de réserve, il y a:
- des femmes aux expertises et aux expériences variées;
- 6 femmes des minorités visibles
- 2 femmes dans la vingtaine, 7 femmes dans la trentaine, 3 femmes dans la quarantaine et une femme de plus de 65 ans.
- 6 arrondissements représentés : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce; Rosemont-La Petite-Patrie; Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension; Lachine, Verdun.

Morgane Alima Kemajou et Maryse Bélanger ont été sélectionnées parmi les personnes inscrites dans la liste de réserve des candidatures. Ce choix tente d'assurer une représentativité de la diversité professionnelle, géographique, linguistique, ethnoculturelle, intergénérationnelle et sociale du Conseil des Montréalaises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources permanentes pour son fonctionnement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse en p.j

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal respecte son engagement de travailler à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et réalise des actions en conséquence. L'étape de nomination des membres du Conseil des Montréalaises, dans un souci d'équité et de représentation de la population féminine montréalaise, montre sa volonté de bâtir une société égalitaire mais aussi inclusive et solidaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La nomination des nouvelles membres sera annoncée par communiqué de presse après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

NA

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 451-6038
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Francis SABOURIN
Chef de division

Tél : 438 990-7652
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
Tél : 514-872-3142
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247721004
Unité administrative responsable : Service du greffe
Projet : Approuver la nomination de Morgane Alima Kemajou à titre de membre du Conseil des Montréalaises (CM) pour un premier mandat se terminant en novembre 2027. Approuver la nomination de Maryse Bélanger à titre de membre du CM pour un premier mandat de janvier 2025 à janvier 2028. Approuver la nomination d'Amélie Boudot à titre de membre du CM pour un second mandat se terminant en novembre 2027.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 10- Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 10- Augmentation du nombre de femmes engagées et impliquées au sein de la vie publique municipale et qui prennent part aux débats qui concernent leur milieu de vie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONSEIL DES MONTRÉALAISES – TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES

NOM	Arrondissement	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat Pr / VP	2e mandat Pr / VP
Dominique Daigneault	Rosemont-La-Petite-Patrie	**1er jan.2019- 31 Déc. 2021** GDD 1187721003 CM18 1488 du 17 déc. 2018	**1er janv.2022-1 janv.2025** GDD 1217721005 CM21 1308 du 29 nov 2021		
Sylvie Cajelait	Lachine	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019	**Août 2022 – Août 2025** GDD 1227721002 CM22 1013 du 23 août 2022	**Vice-présidente** **Sept 2020-sept 2022** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept2020	
Stéphanie Viola-Plante	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Sept 2019-Sept 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019	**Août 2022 – Août 2025** GDD 1227721002 CM22 1013 du 23 août 2022 **Démission 27 août 2024**		
Nelly Dennene	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Avril 2021-avril 2024** GDD 1217721001 CM21 0461 du 20 avril 2021	**Avril 2024 à avril 2027** GDD 1247721001 CM24 0482 du 13 mai 2024	**Vice-présidente** **15 sept 2022 - 15 Sept 2024** GDD 1227721002 CM22 1013 du 22 août 2022 **Présidente** **15 sept 2023-15 Sept 2025** GDD 1237721003 CM23 0968 du 22 août 2023	
France Leblanc	Le Plateau Mont-Royal	**Avril 2021-avril 2024** GDD 1217721001 CM21 0461 du 20 avril 2021	**Avril 2024 à avril 2027** GDD 1247721001 CM24 0482 du 13 mai 2024	**Vice-présidente** **16 oct 2023-16 oct 2025** GDD 1237721004 CM23 1175 du 16 oct 2023	
Marianne-Sarah Saulnier	Le Sud-Ouest	**Avril 2021-avril 2024** GDD 1217721001 CM21 0461 du 20 avril 2021	**Avril 2024 à avril 2027** GDD 1247721001 CM24 0482 du 13 mai 2024	**Vice-présidente** **Mars 2023- 20 avril 2024** GDD 1237721001 CM23 0243 du 20 mars 2023 **Mai 2024 - Mars 2025** GDD 1247721001	

2024-10-23

				CM24 0482 du 13 mai 2024	
Christina Nancy Eyangos	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Août 2021-août 2024** GDD 1217721004 CM21 1011 du 23 août 2021	**Août 2024-août 2027** GDD 1247721003 CM24 0892 du 19 août 2024		
Amélie Boudot	Outremont	**Nov 2021 – Nov 2024** GDD 1217721005 CM21 1308 du 29 nov 2021			
Meryem Benslimane	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Août 2022 – Août 2025** GDD 1227721002 CM22 1013 du 23 août 2022			
Annabelle Caron	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Août 2022 – Août 2025** GDD 1227721002 CM22 1013 du 23 août 2022			
Kenza Chahlouni	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Août 2023-Août 2026** GDD 1237721003 CM23 0968 du 22 août 2023			
Fyscillia Ream	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Août 2023-Août 2026** GDD 1237721003 CM23 0968 du 22 août 2023			
Marie-Ève Voghel Robert	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**21 sept 2023-21 sept 2026** GDD 1237721003 CM23 0968 du 22 août 2023			
Valérie Sagine Toussaint	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Mai 2024 à mai 2027** GDD 1247721001 CM24 0482 du 13 mai 2024			
Laura Cliche	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Mai 2024 à mai 2027** GDD 1247721001 CM24 0482 du 13 mai 2024			

Morgane Alima

PROFIL

- Baccalauréat en sciences sociale : Immigration, Etudes féministes
- 3 ans d'expérience comme intervenante et 4 ans d'expérience en service à la clientèle.
- Capacité à travailler avec différentes clientèles
- Connaissances en informatique : Microsoft Office, base de données et Internet
- Langues parlées et écrites : français et anglais

CHAMPS DE COMPÉTENCES

Intervenante sociale

- Accompagner les patientes pour l'accès aux soins de santé et services sociaux
- Offrir une écoute active par téléphone avec les utilisateurs en détresse ou socialement isolés
- Élaborer et suivre un plan d'intervention adapté à chacune par des suivis individuels avec la collaboration des partenaires communautaires
- Planifier, organiser et animer des activités ainsi que des ateliers thématiques selon l'intérêt des femmes
- Documenter les interventions et toutes informations pertinentes au dossier des clientes, et effectuer le suivi post hébergement ;

Agente au service à la clientèle

- Accueillir et servir les clients avec courtoisie
- Répondre aux appels téléphoniques des clients de la Banque Laurentienne
- Écouter, comprendre et solutionner les problèmes du client dans un délai raisonnable
- Assurer un suivi régulier du dossier des clients et les rappeler en cas d'urgence
- Recevoir les demandes des hôpitaux en termes de personnel
- Mettre à jour les horaires de travail

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Intervenante psychosociale — **En cours**
Maison Flora Tristan

Intervenante sociale — **2021-2022**
Médecins du Monde Canada

Intervenante Pivot — **2020-2021**
Y des femmes de Montréal

Agente de liaison
Assic med agence de placement, Montréal **2020**

Intervenante communautaire **2017**

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Baccalauréat en sciences sociales

2017-2020
Université du Québec à Mtl, Montréal

Cours en sciences sociales **2014-2017**
Cégep de St-Laurent, Montréal

Maryse Bélanger

Sommaires des compétences

Planification, développement et aménagement du territoire
Gouvernance d'organisme
Gestion de projet
Bonne communication écrite et orale, sens de l'organisation, grande autonomie
Linguistiques : français et anglais (parlé et écrit)

Profil de formation

Diplôme études supérieures et spécialisées en planification et développement territorial **2022-2024**
Université du Québec à Montréal

Maitrise en gestion de l'environnement et économie circulaire **2018-2020**
Université de Sherbrooke – Campus de Longueuil

Baccalauréat par cumul en administration des affaires **2012-2018**
(administration, technologie des affaires et ressources humaines)
Université du Québec à Montréal

Diplôme d'études collégiales en Sciences humaines **2003-2005**
Cégep André-Laurendeau

Expérience professionnelle

Directrice générale adjointe **mars 2023 à en cours**
Concert'Action Lachine
Participer activement au développement de la planification stratégique;
Développer des façons de faire efficaces pour favoriser et alimenter la concertation à Lachine
Permettre une action concertée et intégrée sur le terrain, soutenir l'innovation;
Faire le suivi sur les initiatives/projets sous ma gouverne (TRAIL, CASUAL);

Coordonnatrice administrative **2019-2023**
GRAME (Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement)

- Travailler en étroite collaboration avec le directeur général et l'équipe de gestion;
- Charger de planifier, d'organiser et de mettre en oeuvre les activités reliées à la gestion administrative de l'organisme (ressources humaines, comptabilité, informatique, etc.);
- Coordonner le comité de gouvernance.

Stagiaire en environnement **mai à septembre 2019**
Administration portuaire de Montréal

- Faire l'inventaires des gaz à effet de serre (GES) pour le port et ses locataires;

- Rédiger un rapport et un sommaire de l'inventaire de 2010;
- Réaliser un guide d'utilisation de l'outil pour réaliser l'inventaire des GES;
- Participer aux audits de vérification de conformité environnementale des locataires du port;
- Participer à la mise à jour du guide pour la réalisation de VCE du Port de Montréal;
- Participer à la mise en place du plan d'action des locataires pour le suivi des non-conformités.

Bénévolats

Occuper le poste de vice-présidente de l'association des étudiants de la maitrise en environnement du campus de Longueuil (AMEUS)
Vice-présidente et trésorière Conseil d'administration de l'Association Centre-Ville de Lachine (ACVL) (2019 à 2024);

AMÉLIE BOUDOT

PROFIL

Une professionnelle diplômée aux cycles supérieurs en Urbanisme et Développement/Relations Internationales, hautement engagée et dynamique, met à profit ses compétences pour le développement de milieux de vies urbains de qualité et inclusifs, tout en mettant de l'avant l'innovation, la mobilité durable, la participation citoyenne et l'appropriation de l'espace public.

Détient une solide expérience professionnelle en urbanisme, développement international, développement des collectivités dans une perspective d'égalité, concertation, recherche, formation et gestion de projet.

Avec d'excellentes connaissances en recherche urbaine participative (mobilité et espace public), en analyse territoriale, en conception, gestion (axée sur les résultats) et exécution de programme et de projet, en suivi et évaluation, en transferts d'expertises, en concertation, en égalité de genre et droits humains dont droit à la ville, ainsi qu'une très bonne connaissance du milieu communautaire et municipal, dont la Loi Aménagement et Urbanisme du Québec.

ÉDUCATION

Maîtrise en Urbanisme
Août 2019
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Mémoire, en collaboration avec la Universidad Autonoma de Mexico (UNAM) : Espace public, mobilité et exclusion du point de vue des jeunes femmes : une recherche-action participative à Zapopan, Mexique

BA Hons. International development & International relations
Mai 2015
LONDON METROPOLITAN UNIVERSITY (UK)
Final dissertation: Contemporary perspective on international development strategies; Evaluation of the Information, Education, Communication (IEC) Strategy and Women's Rights in Peru/Bolivia.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Conseillère en développement des communautés et planification urbaine
Juillet 2021 – Maintenant
WSP Canada

- Réalisation d'études d'impact environnemental de projet d'infrastructure d'envergure – volet milieu humain et social

Coordonnatrice – Activité et programme Revitalisation urbaine intégrée
Novembre 2019 – juin 2021

AMÉLIE BOUDOT

Ville de Laval

Développement d'un outil municipal encadrant l'intervention municipale dans les secteurs défavorisés et dévitalisés de Ville de Laval.
Coordination des démarches de Revitalisation urbaines intégrées (RUI) à Laval (validation des plans d'actions et projets de RUI au niveau local et régional, gestion d'une communauté de pratiques, coordination d'une démarche d'évaluation des démarches de RUI).
Mobilisation et concertation des partenaires institutionnels et communautaires autour de la démarche de RUI.
Suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan de lutte à la pauvreté de la municipalité.
Collaboration interservices pour assurer la vision du développement social dans les dossiers majeurs de la municipalité.

Auxiliaire de recherche en urbanisme
Janvier 2018 – Avril 2018 et Juin 2018 – Septembre 2018
Université de Montréal – Faculté d'Aménagement

Recherche sur les indicateurs du vieillissement sur place
Support à la création d'un réseau intersectoriel et pluridisciplinaire autour de l'enjeux des jeunes et de la ville

Urbaniste (stage)
Mai 2018 – Août 2018
Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul – Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Élaboration du bilan 15 ans de la RUI
Support à la coordonnatrice de la RUI et l'animatrice de quartier
Formation en genre et inclusion des femmes dans des démarches d'aménagement urbain

Consultante en égalité des genres et interculturel
Mai 2017 – Mai 2019
(Consultations et formations)
Association Québécoise des Organisations de Coopération Internationales – AQOCI, Oxfam, ministère des Relations internationales du Québec, Impact transform

Formation « sur mesure» - intégration du genre dans les projets/programmes, la Gestion axée sur les résultats (GAR) & Institutionnalisation du genre
Analyse sexo-spécifique et enjeux urbains en développement international
Développement de projets/programmes - composante innovation - notamment auprès d'Affaires Mondiales Canada
Évaluation de projets/programmes - Membre de comité de sélection pour octroi de financement.

Conseillère en genre

AMÉLIE BOUDOT

Novembre 2015 - Mai 2017
OXFAM AU HONDURAS (Affilié Québec), Tegucigalpa

- Gestion de projet axée sur les résultats : Création de microentreprises en milieu urbain avec des adolescentes enceintes et survivantes de violence
- Formation partenaires locaux et l'équipe d'Oxfam sur la justice des genres et l'inclusion social
- Élaboration et coordination de campagnes de sensibilisations.
- Réseautage : établissement d'une table de concertation genre au niveau national, développement d'une alliance avec la cour suprême (unité de genre), représentation d'Oxfam
- Recherche ; stratégies de développement durable, innovation, proposition de projet, collecte de données
- Création/Design d'outils ; Diagnostic organisationnel du genre, programme de formation

Assistante au département des programmes

Mars 2014- Septembre 2014

WOMANKIND WORLDWIDE (Registered Charity), London, UK

- Rédactions et corrections de rapports de projets : Compilation, synthèse et analyse des résultats - avec entrevues individuelles, groupe focus, statistiques fournies par les partenaires
- Planification de projet : Campagne nationale en Bolivie pour la sensibilisation aux droits des femmes, dans le but de promouvoir la participation des femmes dans la sphère publique
- Gestion de budget et levée de fonds : Recherche de donateurs potentiels, rédaction de rapports
- Recherche et rédaction:

Création d'un guide visant à informer les ONG partenaires sur la façon d'influencer les politiques avec des mécanismes légaux internationaux

Conception d'un document synthèse sur les grandes tendances du financement international

BÉNÉVOLAT ET IMPLACTION SOCIALE

Membre Individuelle

Juin 2017 - Maintenant
COMITÉ QUÉBÉCOIS FEMMES ET DÉVELOPPEMENT (CQFD)
*intégré dans l'Association Québécoise des organisations de coopération internationale
Réponse première ligne
Octobre 2017 – Septembre 2019
CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL

RECONNAISSANCE

AMÉLIE BOUDOT

Bourse d’excellence Rosdev — 5 000 $ (2018)

Bourse de fin de maîtrise FESP — 6 000 $ (2018-2019)

Bourse d’excellence de la Chaire de recherche en urbanisation durable dans le Sud Global (UdeM) — 425 $ (2018)

Bourse de recherche pour les projets en développement international — 5 000 $ (2019)

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1243376009

Unité administrative responsable :	Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites , Division du secrétariat des commissions
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Désigner ou renouveler le mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans à compter du 13 novembre 2024

Il est recommandé :

de reconduire le mandat ou de désigner les personnes suivantes à titre de fiduciaire au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville de Montréal, pour la période indiquée en regard de chacune d'elles à compter du 13 novembre 2024 :

Commission du régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal
- Renouveler le mandat de M. Yves Tardivel, pour une durée de trois ans.

Commission du régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal
- Renouveler le mandat de M. David Bélanger, pour une durée de trois ans.

Commission du régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal
- Désigner Mme France Mousseau, pour un mandat d'une durée de trois ans.
- Renouveler le mandat de Mme Francine Laverdière, pour une durée de trois ans.
- Désigner M. Christian Vézina, pour un mandat d'une durée de trois ans.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-29 09:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243376009**

Unité administrative responsable :	Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites , Division du secrétariat des commissions
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Désigner ou renouveler le mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans à compter du 13 novembre 2024

CONTENU

CONTEXTE

Les membres des comités de retraite assurent ensemble la gestion financière et l'administration quotidienne des régimes de retraite. La composition minimale des comités est prévue à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Loi RCR) (chapitre R-15.1).* Quant au nombre maximal de membres, il est quant à lui déterminé dans le texte des régimes de retraite et varie selon la taille et les caractéristiques des régimes. Conformément à la *Loi RCR* et au texte des différents régimes, agissant à titre de comités de retraite pour les régimes de retraite de la Ville de Montréal, les différentes commissions sont composées de membres désignés par les participants actifs, les participants non actifs et bénéficiaires, les associations (le cas échéant), les syndicats (le cas échéant) et le comité exécutif de la Ville de Montréal. Le mandat d'un membre est d'une durée maximale de trois ans et peut être renouvelé à l'expiration de son terme. En ce sens, un nouveau fiduciaire doit être désigné par le comité exécutif de la Ville et le mandat de certains fiduciaires désignés par le comité exécutif de la Ville au sein des différentes commissions de régime de retraite, sera échu prochainement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1126 - 31 juillet 2024 - Désignation de Mme Martine Simard pour un mandat à titre de fiduciaire désignée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, au sein de la Commission du régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal, pour une période de trois ans (1243376006)
CE24 0255 - 28 février 2024 - Désignation ou renouvellement de mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans (1243376002)
CE23 1697 - 1er novembre 2023 - Renouvellement de mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans (1233376004)
CE23 1116 - 2 août 2023 - Renouvellement de mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes

commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans (1233376001)
CE22 1164 - 3 août 2022 - Nommer un membre désigné par la Ville au sein de certaines commissions des régimes de retraite pour un mandat de 3 ans (1226335003)
CE22 0965 - 1er juin 2022 - Reconduire ou nommer certains membres désignés par la Ville au sein des différentes commissions des régimes de retraite pour un mandat de 3 ans (1226335001)
CE21 1856 - 27 octobre 2021 - Reconduire ou nommer certains membres désignés par la Ville au sein des différentes commissions des régimes de retraite pour un mandat de 3 ans (1216335002)
CE21 0598 - 14 avril 2021 - Reconduire ou nommer les personnes suivantes au sein des différentes commissions des régimes de retraite de la Ville de Montréal (1216335001)

DESCRIPTION

Commission du régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal
- Renouveler le mandat de M. Yves Tardivel, pour une durée de trois ans, à compter du 13 novembre 2024.

Commission du régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal
- Renouveler le mandat de M. David Bélanger, pour une durée de trois ans, à compter du 13 novembre 2024.

Commission du régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal
- Désigner Mme France Mousseau, pour un mandat d'une durée de trois ans, à compter du 13 novembre 2024.
- Renouveler le mandat de Mme Francine Laverdière, pour une durée de trois ans, à compter du 13 novembre 2024.
- Désigner M. Christian Vézina, pour un mandat d'une durée de trois ans, à compter du 13 novembre 2024.

JUSTIFICATION

Considérant les exigences de la *Loi RCR* et les responsabilités qui incombent aux membres, autant individuellement que collectivement, nous sommes d'avis que les désignations doivent être établies en fonction des critères suivants :

- l'intérêt pour ce secteur d'activité;
- la disponibilité pour assister aux diverses rencontres;
- une connaissance de l'environnement des régimes de retraite et/ou une expérience au sein de conseils d'administration.

À cet effet, nous confirmons que les personnes mentionnées ci-dessus, rencontrent ces critères de sélection.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il

ne se rapporte pas :

- aux priorités du Plan stratégique Montréal 2030;
- à la réduction des émissions de gaz à effet de serre;
- à la diminution des vulnérabilités climatiques;
- à l'inclusion;
- à l'équité;
- et à l'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andrée BELLEFEUILLE
Analyste-rédactrice

Tél : 514-872-6520

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Genevieve OUELLET
Chef de division - Actuariat, commissions et soutien-conseil

Tél : 438 925-8283

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gabriel MORIN
directeur(-trice)-bureau de la retraite

Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél :
Approuvé le : 2024-10-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1243376009
Unité administrative responsable : Bureau des régimes de retraite
Projet : Désignation ou renouvellement de mandat à titre de fiduciaire désigné par le comité exécutif de la Ville de Montréal, de certains membres au sein des différentes commissions de régime de retraite de la Ville, pour une période de trois ans

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.012

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249824011

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Biodôme , Division de la programmation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 10 000$ provenant de la Société des Amis du Biodôme de Montréal pour l'aménagement d'un espace d'activités ludiques et éducatives / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant.

Il est recommandé:

1. d'autoriser la réception d'une contribution financière de 10 000 $ de la Société des Amis du Biodôme pour soutenir l'aménagement d'un espace d'activités ludiques et éducatives;
2. d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel correspondant conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-01 17:14

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249824011**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Biodôme , Division de la programmation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 10 000$ provenant de la Société des Amis du Biodôme de Montréal pour l'aménagement d'un espace d'activités ludiques et éducatives / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant.

CONTENU

CONTEXTE

La mission de la Société des Amis du Biodôme (SABM) consiste à faire connaître et apprécier le monde vivant afin de favoriser chez ses membres et le public en général une prise de conscience face à la protection, à la gestion et à la conservation du patrimoine naturel ; diffuser, à partir des ressources du Biodôme, des connaissances sur l'écologie et l'environnement ; présenter et vulgariser les différentes composantes du Biodôme ; assurer un meilleur développement des activités et le rayonnement du Biodôme.
Dans ce contexte, la SABM souhaite supporter financièrement les activités de recherche et de conservation du Biodôme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

La contribution de la SABM vise à financer l'aménagement d'un espace pour des activités ludiques et éducatives au Biodôme. Cet aménagement inclut l'ameublement de l'espace pour des activités de bricolage et de coloriage destinés aux enfants. Le mobilier sera conçu pour être le plus inclusif possible afin d'accueillir diverses activités. De plus, un système audiovisuel sera installé.

JUSTIFICATION

Les contributions d'organismes externes permettent de bonifier les efforts de la Ville de Montréal quant au développement et au renouvellement des activités des musées d'Espace pour la vie, plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada, dont le Biodôme. Cette contribution de la SABM permettra notamment de mieux répondre aux besoins du public du Biodôme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de dépenses de fonctionnement de 10 000 $ est requis et sera

couvert par la contribution de la SABM. Ce montant additionnel couvrira différentes dépenses de fonctionnement liées au projet mentionné en objet.
Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville, compte tenu des budgets additionnels équivalents de revenus et de dépenses. Ce montant devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de l'Espace pour la vie (programmes publics du Biodôme).

MONTRÉAL 2030

Cette contribution de la SABM contribue à la mise en oeuvre des priorités suivantes:

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sur les réseaux sociaux d'Espace pour la vie est prévue à cet effet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rami ABSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 438-350-7267
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Nicolas GRUYER
directeur(-trice) du biodome

Tél : 438 862-1627
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2024-11-01

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249824011
Unité administrative responsable : Service Espace pour la vie, Biodôme, Division de la programmation
Projet : Accepter une somme de 10 000 $ de la Société des Amis du Biodôme de Montréal pour soutenir une activité de coloriage immersive développée par Wild Immersion

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

No.2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

No.9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

2 et 9 : Arrimé à la vision de Montréal 2030, Espace pour la vie a un rôle majeur à jouer en termes d'engagement et de mobilisation des citoyen.nes pour la préservation de la biodiversité. Accompagner les citoyen.es dans la transition écologique du Montréal de demain, voilà l'une des missions principales du plus grand complexe muséal en sciences naturelles du Canada

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249824011

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Biodôme , Division de la programmation
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 10 000$ provenant de la Société des Amis du Biodôme de Montréal pour l'aménagement d'un espace d'activités ludiques et éducatives / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV 1249824011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Sabiha FRANCIS
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.013

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1244845003

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

Il est recommandé:

1. de radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ en capital, en plus des intérêts, et tout solde dû relié aux comptes de taxes foncières à recevoir irrécouvrables décrits sur la liste jointe au rapport du directeur du service des finances ;

2. d'imputer cette radiation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-04 09:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244845003**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

CONTENU

CONTEXTE

Au cours de l'année, le personnel de la Division de la perception effectue des démarches de perception pour chacun des comptes échus. Parmi ces démarches, il est prévu, à des périodes fixes de l'année, de communiquer avec les contribuables et de leur expédier des avis leur rappelant que des sommes restent dues. Dans le cas où les taxes sont toujours impayées au mois de novembre suivant l'exercice financier des dates d'échéances, l'immeuble pour lequel les taxes foncières sont devenues exigibles peut alors être vendu à la vente pour taxes tenue annuellement au mois de novembre. Toutefois, des créances peuvent être irrécouvrables à la fin du processus. C'est le cas, entre autres, des créances des occupants d'immeuble exempt. Selon la *Loi sur la fiscalité municipale* , la Ville de Montréal doit inscrire au rôle foncier les occupants des immeubles exempts dont font partie les immeubles gouvernementaux. Comme elle ne peut pas vendre les immeubles appartenant aux gouvernements provincial ou fédéral ou encore à la Ville, les créances ne sont pas garanties par l'immeuble. Dans ces situations, les sommes dues peuvent être recouvrées de l'occupant seulement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1543 le 27 septembre 2023 - Radier des livres de la Ville la somme de 148 065,77 $ représentant des taxes foncières irrécouvrables.
CE21 0990 le 2 juin 2021 - Radier des livres de la Ville la somme de 171 516,92 $ représentant des taxes foncières irrécouvrables.
CE17 1936 le 6 décembre 2017 - Radier des livres de la Ville la somme de 733 993,85 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables.

DESCRIPTION

Autoriser la radiation des soldes des comptes de taxes foncières irrécouvrables qui apparaissent sur le sommaire ci-joint (annexe 1) et la liste détaillée de toutes les factures de taxes foncières faisant partie de la présente demande de radiation (annexe 2).

JUSTIFICATION

Les soldes à radier sont principalement irrécouvrables dans le cas des occupants d'immeubles exempts appartenant aux gouvernements provincial ou fédéral ou encore à la Ville et pour l'une ou l'autre des raisons suivantes:

- Faillite: sommes n'ayant pu être récupérées malgré la production d'une réclamation auprès du syndic de faillite.
- Perception vaine : somme ayant fait l'objet de démarches de perception infructueuses et pour lesquelles il ne serait pas rentable de poursuivre les procédures judiciaires.
- Introuvable : sommes n'ayant pu être récupérées malgré les démarches faites pour retracer le contribuable.
- Insolvable : sommes n'ayant pu être récupérées malgré les démarches faites parce que le contribuable est insolvable.
- Prescription : certains soldes de taxes sont également à radier puisque nonobstant les démarches suivies, nous n'avons pas pu récupérer les sommes dues.

Pour chaque motif énuméré, nous fournissons un tableau faisant état de la justification de la radiation pour chacun des comptes (voir annexe 3).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes à radier totalisant 806 820,83 $ doivent être imputées aux fonds et crédits budgétaires réservés à ces fins.
Provision pour créances douteuses - taxes foncières :

Compte no : 2101-0000000-000000-00000-11814-000000

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison du type de décision recherchée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières (Claudine UWAMARIYA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cesar Augusto SIFUENTES CHIPANA
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-4189
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Kimberly ROY
chef(fe) de division - perception et encaissement

Tél : 514-872-8809
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francis OUELLET
directeur(-trice) des revenus

Tél : 514 -838-9359
Approuvé le : 2024-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-10-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244845003
Unité administrative responsable : *Service des finances, Direction des revenus, Division perception et encaissements*
Projet : Radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables .

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 241004

ARRONDISSEMENT: 19 - VILLE-MARIE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2010	1	2,518.65	0	0.00	0	0.00	1	2,518.65
2012	1	2,465.05	0	0.00	0	0.00	1	2,465.05
2013	2	144,849.85	0	0.00	0	0.00	2	144,849.85
2014	2	186,967.86	0	0.00	0	0.00	2	186,967.86
2015	3	3,319.45	0	0.00	0	0.00	3	3,319.45
2016	2	10,730.19	0	0.00	0	0.00	2	10,730.19
2017	2	17,286.65	0	0.00	0	0.00	2	17,286.65
2018	2	17,747.15	0	0.00	0	0.00	2	17,747.15
2019	1	25,309.81	0	0.00	0	0.00	1	25,309.81
2020	1	14,392.49	0	0.00	0	0.00	1	14,392.49
TOTAL	17	425,587.15	0	0.00	0	0.00	17	425,587.15

RAISONS

PRESCRIT	3	300,234.51	0	0.00	0	0.00	3	300,234.51
FAILLITE	14	125,352.64	0	0.00	0	0.00	14	125,352.64
TOTAL	17	425,587.15	0	0.00	0	0.00	17	425,587.15

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 241004

ARRONDISSEMENT: 23 - AHUNTSIC, CARTIERVILLE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2009	1	129,809.16	0	0.00	0	0.00	1	129,809.16
2010	1	141,414.60	0	0.00	0	0.00	1	141,414.60
2011	1	88,575.11	0	0.00	0	0.00	1	88,575.11
TOTAL	3	359,798.87	0	0.00	0	0.00	3	359,798.87

RAISONS								
PRESCRIT	3	359,798.87	0	0.00	0	0.00	3	359,798.87
TOTAL	3	359,798.87	0	0.00	0	0.00	3	359,798.87

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 241004

ARRONDISSEMENT: 24 - ROSEMONT, LA PETITE-PATRIE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2014	1	3,994.58	0	0.00	0	0.00	1	3,994.58
2015	1	4,005.78	0	0.00	0	0.00	1	4,005.78
2016	1	4,101.11	0	0.00	0	0.00	1	4,101.11
TOTAL	3	12,101.47	0	0.00	0	0.00	3	12,101.47

RAISONS

INSOLVABL	3	12,101.47	0	0.00	0	0.00	3	12,101.47
TOTAL	3	12,101.47	0	0.00	0	0.00	3	12,101.47

ARRONDISSEMENT: 34 - COTE-DES-NEIGES, NOTRE-DAME-DE-GRACE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2017	1	1,833.34	0	0.00	0	0.00	1	1,833.34
2018	1	3,569.43	0	0.00	0	0.00	1	3,569.43
2019	1	3,246.74	0	0.00	0	0.00	1	3,246.74
2021	1	683.83	0	0.00	0	0.00	1	683.83
TOTAL	4	9,333.34	0	0.00	0	0.00	4	9,333.34

RAISONS								
INTROUVAB	3	8,649.51	0	0.00	0	0.00	3	8,649.51
VAINE	1	683.83	0	0.00	0	0.00	1	683.83
TOTAL	4	9,333.34	0	0.00	0	0.00	4	9,333.34

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 241004

ARRONDISSEMENT ** - TOUS

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2009	1	129,809.16	0	0.00	0	0.00	1	129,809.16
2010	2	143,933.25	0	0.00	0	0.00	2	143,933.25
2011	1	88,575.11	0	0.00	0	0.00	1	88,575.11
2012	1	2,465.05	0	0.00	0	0.00	1	2,465.05
2013	2	144,849.85	0	0.00	0	0.00	2	144,849.85
2014	3	190,962.44	0	0.00	0	0.00	3	190,962.44
2015	4	7,325.23	0	0.00	0	0.00	4	7,325.23
2016	3	14,831.30	0	0.00	0	0.00	3	14,831.30
2017	3	19,119.99	0	0.00	0	0.00	3	19,119.99
2018	3	21,316.58	0	0.00	0	0.00	3	21,316.58
2019	2	28,556.55	0	0.00	0	0.00	2	28,556.55
2020	1	14,392.49	0	0.00	0	0.00	1	14,392.49
2021	1	683.83	0	0.00	0	0.00	1	683.83
TOTAL	27	806,820.83	0	0.00	0	0.00	27	806,820.83

RAISONS

PRESCRIT	6	660,033.38	0	0.00	0	0.00	6	660,033.38
FAILLITE	14	125,352.64	0	0.00	0	0.00	14	125,352.64
INSOLVABL	3	12,101.47	0	0.00	0	0.00	3	12,101.47
INTROUVAB	3	8,649.51	0	0.00	0	0.00	3	8,649.51
VAINE	1	683.83	0	0.00	0	0.00	1	683.83
TOTAL	27	806,820.83	0	0.00	0	0.00	27	806,820.83

ROLE: FO
CATEGORIE: 001

NUMERO DE LISTE: 241004

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
110026-34	2012	05	28-05-14	2,465.05	AGT TRAITEUR INC.	400 DE LA COMMUNE O	FAILLITE	19
110026-34	2013	05	28-05-14	15,024.36	AGT TRAITEUR INC.	400 DE LA COMMUNE O	FAILLITE	19
110026-34	2014	00	02-07-14	19,077.49	AGT TRAITEUR INC.	400 DE LA COMMUNE O	FAILLITE	19
110026-34	2015	00	01-06-15	2,911.89	AGT TRAITEUR INC.	400 DE LA COMMUNE O	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			39,478.79	NOMBRE DE FACTURES: 4			
110026-37	2015	00	01-06-15	314.48	AGT TRAITEUR INC.	2 DE LA COMMUNE E	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			314.48	NOMBRE DE FACTURES: 1			
110026-40	2015	00	01-06-15	93.08	AGT TRAITEUR INC.	2 DE LA COMMUNE O	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			93.08	NOMBRE DE FACTURES: 1			
110026-80	2018	05	25-05-20	15,834.14	7931310 CANADA INC.	2 DE LA COMMUNE E	FAILLITE	19
110026-80	2019	05	25-05-20	25,309.81	7931310 CANADA INC.	2 DE LA COMMUNE E	FAILLITE	19
110026-80	2020	00	01-09-20	14,392.49	7931310 CANADA INC.	2 DE LA COMMUNE E	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			55,536.44	NOMBRE DE FACTURES: 3			
110079-36	2016	05	29-08-16	994.73	EMMANUEL MANIADAKIS	350 SAINT-PAUL E #270	FAILLITE	19
110079-36	2017	00	01-06-17	3,605.08	EMMANUEL MANIADAKIS	350 SAINT-PAUL E #270	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			4,599.81	NOMBRE DE FACTURES: 2			
110079-39	2017	05	06-11-18	13,681.57	9690549 CANADA INC.	350 SAINT-PAUL E #150	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			13,681.57	NOMBRE DE FACTURES: 1			
110274-01	2013	00	03-06-13	129,825.49	9106-1242 QUEBEC INC.	46 SAINT-JACQUES	PRESCRIT	19
110274-01	2014	00	02-07-14	167,890.37	9106-1242 QUEBEC INC.	46 SAINT-JACQUES	PRESCRIT	19
	TOTAL - COMPTE			297,715.86	NOMBRE DE FACTURES: 2			
141033-59	2018	00	01-06-18	1,913.01	9261-3827 QUEBEC INC.	3480 MCTAVISH	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			1,913.01	NOMBRE DE FACTURES: 1			
142057-00	2010	05	10-11-10	2,518.65	2331-6557 QUEBEC INC.	2021 AV UNION	PRESCRIT	19
	TOTAL - COMPTE			2,518.65	NOMBRE DE FACTURES: 1			
190976-55	2016	00	01-06-16	9,735.46	9075-1967 QUEBEC INC	320 SAINTE-CATHERINE E	FAILLITE	19
	TOTAL - COMPTE			9,735.46	NOMBRE DE FACTURES: 1			
470370-03	2021	05	09-11-22	683.83	AGENCE DE MOBILITE DURABLE	LOT BOUL DECARIE	VAINE	34

ROLE: FO
CATEGORIE: 001 NUMERO DE LISTE: 241004

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
TOTAL - COMPTE				683.83	NOMBRE DE FACTURES: 1			
490011-62	2017	00	01-06-17	1,833.34	9322-6249 QUEBEC INC.	4811 AV PLAMONDON	INTROUVABLE	34
490011-62	2018	00	01-06-18	3,569.43	9322-6249 QUEBEC INC.	4811 AV PLAMONDON	INTROUVABLE	34
490011-62	2019	00	03-06-19	3,246.74	9322-6249 QUEBEC INC.	4811 AV PLAMONDON	INTROUVABLE	34
TOTAL - COMPTE				8,649.51	NOMBRE DE FACTURES: 3			
610315-01	2014	00	02-07-14	3,994.58	INTERMONDE COOPERATIVE DE SOLIDARITE	425 BEAUBIEN E	INSOLVABLE	24
610315-01	2015	00	01-06-15	4,005.78	INTERMONDE COOPERATIVE DE SOLIDARITE	425 BEAUBIEN E	INSOLVABLE	24
610315-01	2016	00	01-06-16	4,101.11	INTERMONDE COOPERATIVE DE SOLIDARITE	425 BEAUBIEN E	INSOLVABLE	24
TOTAL - COMPTE				12,101.47	NOMBRE DE FACTURES: 3			
743259-54	2009	05	21-06-11	129,809.16	ECOLE MONTESSORI VILLE-MARIE INC.	6520 BOUL GOUIN O	PRESCRIT	23
743259-54	2010	05	21-06-11	141,414.60	ECOLE MONTESSORI VILLE-MARIE INC.	6520 BOUL GOUIN O	PRESCRIT	23
743259-54	2011	00	01-06-11	88,575.11	ECOLE MONTESSORI VILLE-MARIE INC.	6520 BOUL GOUIN O	PRESCRIT	23
TOTAL - COMPTE				359,798.87	NOMBRE DE FACTURES: 3			
TOTAL - ROLE				806,820.83	NOMBRE DE FACTURES: 27			

Ville de Montréal
Liste des factures de taxes foncières à radier
Explications des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXER.	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE (EMPLACEMENT)	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL COMPTE	CODE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
110026-34	FO	PER	2012 2013 2014 2015	05 05 00 00	AGT TRAITEUR INC.	400 DE LA COMMUNE O	2 465,05 15 024,36 19 077,49 2 911,89	**39 478,79**	F F F F	
110026-37	FO	PER	2015	00	AGT TRAITEUR INC.	2 DE LA COMMUNE E	314,48	**314,48**	F	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. L'occupant a fait faillite le 14 avril 2015. #BSF: 41-343750 SYNDIC BOUDREAU HADDAD
110026-40	FO	PER	2015	00	AGT TRAITEUR INC.	2 DE LA COMMUNE O	93,08	**93,08**	F	
110026-80	FO	PER	2018 2019 2020	05 05 00	7931310 CANADA INC.	2 DE LA COMMUNE E	15 834,14 25 309,81 14 392,49	**55 536,44**	F F F	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. L'occupant a fait faillite le 16 février 2021.# SRT 41-2712375 SYNDIC DANIEL GIROUARD ET ASSOCIES
110079-36	FO	PER	2016 2017	05 00	MANIADAKIS,EMMANUEL	350 SAINT-PAUL E #270	994,73 3 605,08	**4 599,81**	F F	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. L'occupant a fait faillite. Reception de l'avis de faillite en date du 23 août 2019.
110079-39	FO	PER	2017	05	9690549 CANADA INC.	350 SAINT-PAUL E #150	13 681,57	**13 681,57**	F	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. L'occupant a fait faillite le 23 août 2018 - SYNDIC LITWIN BOYADJIAN
141033-59	FO	PER	2018	00	9261-3827 QUEBEC INC	3480 MCTAVISH	1 913,01	**1 913,01**	F	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. L'occupant a fait faillite; reception d'avis de faillite daté du 8 novembre 2021. # SRT 41-2780596 GROUPE SERPONE INC.
190976-55	FO	PER	2016	00	9075-1967 QUEBEC INC	320 SAINTE-CATHERINE E	9 735,46	**9 735,46**	F	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. L'occupant a fait faillite le 30 octobre 2017. # SRT: 41-2309352 SYNDIC LITWIN BOYADJIAN INC
470370-03	FO	PER	2021	05	AGENCE DE MOBILITE DURABLE	LOT BOUL DECARIE	683,83	**683,83**	V	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Compte crée par erreur. La modification aux données du Service de l'évaluation foncière ne peut être apportée rétroactivement sur l'année 2021.

Ville de Montréal
Liste des factures de taxes foncières à radier
Explications des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXER.	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE (EMPLACEMENT)	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL COMPTE	CODE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
490011-62	FO	PER	2017 2018 2019	00 00 00	9322-6249 QUEBEC INC	4811 AV PLAMONDON	1 833,34 3 569,43 3 246,74	**8 649,51**	T T T	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. L'occupant a quitté les lieux et n'exerce plus aucune activité. Nonobstant les demarches entreprises, nous n'avons pas pu exécuter le jugement contre l'occupant. Aucun actif retracé.
610315-01	FO	PER	2014 2015 2016	00 00 00	INTERMONDE COOPERATIVE DE SOLIDARITE	425 BEAUBIEN E	3 994,58 4 005,78 4 101,11	**12 101,47**	S S S	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. Dissolution forcée en date du 10 septembre 2019. La compagnie est insolvable.
142057-00	FO	PER	2010	05	2331-6557 QUEBEC INC	2021 AV UNION	2 518,65	**2 518,65**	D	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. Nonobstant les démarches suivies, nous n'avons pas pu récupérer les sommes dues.
743259-54	FO	PER	2009 2010 2011	05 05 00	ECOLE MONTESSORI VILLE-MARIE INC.	6520 BOUL GOUIN O	129 809,16 141 414,60 88 575,11	**359 798,87**	D D D	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. L'occupant a quitté les lieux. Nonobstant les démarches suivies et les efforts déployés, nous n'avons pas pu récupérer les sommes dues.
110274-01	FO	PER	2013 2014	00 00	9106-1242 QUEBEC INC	46 SAINT-JACQUES	129 825,49 167 890,37	**297 715,86**	D D	Occupant d'un immeuble exempt, imposé en vertu de l'article 208 de la LFM. Non assujetti à la vente pour taxes. L'occupant a quitté les lieux. Nonobstant les démarches suivies et les efforts déployés, nous n'avons pas pu récupérer les sommes dues. Le propriétaire était la Ville de Montréal jusqu'au 20 mai 2020.
Total (27 factures)								**806 820,83**		

Direction des revenus
Division Perception et Encaissements Octobre 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1244845003

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Objet :	Radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Je certifie qu'il y a des sommes réservées à cette fin pour donner suite à la présente décision par Benoit DAGENAIS, Directeur général, Direction générale, Cabinet du directeur général: de radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ en capital, en plus des intérêts, et tout solde dû relié aux comptes de taxes foncières à recevoir irrécouvrables décrits sur la liste jointe au rapport du directeur du service des finances.

Imputation :
2101.0000000.000000.00000.11814.000000.0000.000000.000000.00000.00000.

FICHIERS JOINTS

Annexe 2 - FO Factures à radier - détail au 20241004 (OASC72).pdf

Annexe 3 - FO factures à radier au 20241004 - Explication des dossiers.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudine UWAMARIYA
Agent comptable
Tél : 514-872-2243

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-29

Samuel PRESSEAU
agent(e) comptable analyste
Tél : 514-872-5747
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.014

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249445005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division gestion contractuelle et opérationnelle des travaux municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 5,2 millions $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige pour l'année 2024

Il est recommandé:
d'autoriser un virement budgétaire de 5,2 millions $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs et d'élimination de la neige pour l'année 2024.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-31 09:09

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249445005**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division gestion contractuelle et opérationnelle des travaux municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 5,2 millions $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige pour l'année 2024

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats s'y rattachant. Il est également responsable des lieux d'élimination de la neige (LEN).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1649 – 11 octobre 2023 - Autoriser un virement budgétaire de 24 M$ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs et d'élimination de la neige pour l'année 2023.
CE23 0336 - 8 mars 2023 - Autoriser un virement budgétaire de 23 000 000,00 $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déblaiement, d'épandage d'abrasifs, de chargement, de transport de neige et d'élimination de la neige.

CE22 1524 - 31 août 2022 - Autoriser un virement budgétaire de 25 400 000,00 $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige.

CE21 1546 - 1er septembre 2021 - Autoriser un virement budgétaire de 16,4 M $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements afin d'assumer des

dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déblaiement, d'épandage d'abrasifs, de chargement, de transport de neige, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige.

CE20 1478 - 30 septembre 2020 - Autoriser un virement budgétaire de 21 328 000,00 $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déblaiement, d'épandage d'abrasifs, de chargement et de transport de neige et d'élimination de la neige.

DESCRIPTION

Le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne demande un virement budgétaire de 5,2 millions $ provenant de la réserve neige dédiée à l'activité déneigement pour 2024. Le détail se trouve en pièce jointe.

Le budget supplémentaire permettra d'avoir les fonds nécessaires pour procéder aux paiements des contrats de déneigement et d'élimination de la neige pour les mois de novembre et de décembre 2024 et, dans une moindre mesure, pour certains travaux de nettoyage et d'entretien des lieux d'élimination de la neige.

JUSTIFICATION

Le budget modifié dont dispose le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne pour 2024 est de 87,8 millions $ pour les contrats de déneigement, les contrats d'élimination de la neige et pour l'entretien des LEN, comme la gestion des résidus de fonte. Pour ces activités, les dépenses de janvier à septembre 2024 s'élèvent à 50 millions $.
À ces dépenses s'ajoute un montant de 43 millions $ pour les opérations de déneigement et de l'élimination de la neige pendant les mois de novembre et de décembre 2024. Ce montant est un estimé basé sur un hiver moyen auquel s'ajoute une contingence de 15 % pour palier à l'éventualité d'un début d'hiver plus rigoureux qu'un hiver moyen.

En somme, le coût estimé des activités de déneigement supportées par le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne pour l'année budgétaire 2024 s'élève à 93 millions $, le manque à gagner est de 5,2 millions $.

Précisons que toute somme demandée qui n'est pas utilisée sera retournée dans la Réserve. Ceci serait le cas si les mois de novembre et de décembre s'avèrent moins neigeux que prévu. Le tableau suivant présente les sommes additionnelles demandées à chaque année depuis 2017, les sommes utilisées et celles retournées:

Année	Demande initiale	Réel utilisé	Retourné à la réserve
2017	6,0 millions $	6,0 millions $	0,00 $
2018	31,0 millions $	23,5 millions $	7,5 millions $
2019	26,9 millions $	17,4 millions $	9,5 millions $
2020	21,3 millions $	12,0 millions $	9,3 millions $
2021	16,4 millions $	5,2 millions $	11,2 millions $
2022	25,4 millions $	21,8 millions $	3,6 millions $
2023	47,0 millions $	45,5 millions $	1,5 million $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il y a lieu d'attribuer 5,2 millions $ en crédits supplémentaires provenant de la réserve neige

de compétence locale afin que le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne puisse honorer les dépenses de déneigement des mois de novembre et décembre 2024.
Ce virement est non récurrent. De plus, tous les crédits non requis seront automatiquement transférés à la réserve neige au 31 décembre 2024.

Les dépenses sont assumées à 100% par la ville centre.

Le transfert au Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne est détaillé dans la pièce jointe de l'intervention financière.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il touche uniquement les finances de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le transfert est essentiel pour remplir les obligations contractuelles de la Ville en matière de déneigement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hugo BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdenour TAHRAOUI
Conseiller en planification - Gestion contractuelle

Tél : 514-240-4343
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-26

Michael SAOUMAA
chef(fe) de division - gestion contractuelle et operationnelle des travaux municipaux

Tél : 514-280-1994
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominic POITRAS
Directeur

Tél : 514 328-8500, poste 8345
Approuvé le : 2024-10-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie HOULE
directeur(-trice) de projets - programmes et systemes
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-18

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249445005*
Unité administrative responsable : *Autoriser un virement budgétaire de 5,2 millions $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige pour l'année 2024*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- *Sans objet*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Sans objet*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Budget 2024	Net	
Coût déneigement - année budgétaire 2024		
Coût de janvier à août 2024	50 000 000	$
Coût de novembre et décembre 2024 (33% de hiver moyen + 4% IPC + Majoration 15%)	40 300 000	$
Augmentation du coût des nouveaux contrats (AO 2024)	1 300 000	$
Coût nettoyage et entretien LEN (été 2024)	1 400 000	$
Total dépenses 2024	**93 000 000**	**$**
Budget déneigement 2024		
Lieux d'élimination de la neige (114178)	9 800 000	$
Contrat de transport de neige (114106)	7 300 000	$
Contrats de déneigement clé en main (114108)	60 100 000	$
Entente Transvrac (114107)	8 800 000	$
Total budget 2024	**86 000 000**	**$**
Réaménagement 2024		
Concertation des arrondissements (114006)	1 800 000	$
Total réaménagement 2024	**1 800 000**	**$**
Budget supplémentaire 2024		
Total budget supplémentaire 2024	**5 200 000**	**$**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249445005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division gestion contractuelle et opérationnelle des travaux municipaux
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 5,2 millions $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne afin d'assumer des dépenses additionnelles dans le cadre des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs, d'élimination de la neige et d'entretien des lieux d'élimination de la neige pour l'année 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1249445005 Virement réserve neige 2024.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo BLANCHETTE
Conseiller Budgétaire

Tél : 514-872-0766

Co-auteur:

Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion - Finances

Révisé par : Arianne Allard, cheffe de section
Nathalie Fillion, Directrice, DCSF

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-04

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice des Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances et de

l’évaluation foncière

CE : 30.015

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.016

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1249174001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 a) prendre des mesures adéquates afin que les logements soient conformes aux normes de salubrité lorsque la santé et la sécurité sont mises en cause et offrir des mesures de relogement lorsque l'évacuation ou la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement est rendue nécessaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Il est recommandé :
d'adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-08 07:08

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249174001**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 a) prendre des mesures adéquates afin que les logements soient conformes aux normes de salubrité lorsque la santé et la sécurité sont mises en cause et offrir des mesures de relogement lorsque l'évacuation ou la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement est rendue nécessaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2022, la Ville a cessé d'appliquer les modalités prévues à la "Politique de cession des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires" (Résolution CE22 1737), en vigueur depuis 2002, en raison du nouveau contexte gouvernemental d'intervention et de financement des projets. En effet, la multiplication des programmes, l'élargissement des acteurs admissibles et l'utilisation des nouveaux pouvoirs associés au droit de préemption ont entraîné la nécessité pour la Ville de revoir les moyens par lesquels elle met à disposition ses immeubles, afin de continuer à faciliter la réalisation des projets.
Ainsi, la Ville a élaboré une nouvelle Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché (ci-après « la Politique »).
Cette Politique s'inscrit dans les suites des travaux du Chantier Montréal abordable, dont le rapport final a été publié le 28 mai dernier et constitue une des mesures de Loger +.
L'élaboration de cette Politique a aussi bénéficié d'une consultation spécifique auprès des acteurs du milieu et des 19 arrondissements, lesquels ont participé en deux temps, tant administrativement que politiquement.
Le présent sommaire vise l'adoption, par le Conseil d'agglomération, d'une nouvelle Politique adaptée aux nouveaux paramètres des programmes gouvernementaux de financement de projets hors marché pour accélérer leur réalisation et mieux répondre aux besoins des ménages montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1737 (1229174005) Mettre fin à l'application des modalités prévues à la « Politique

de cession des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires », associée à l'Opération 5 000 logements pour tout immeuble acquis par la Ville dont le transfert est inscrit au registre foncier après le 19 octobre 2022.

CE02 0095 (1020642001) Approuver le plan de mise en œuvre de l'Opération 5000 logements à réaliser dans le cadre du programme AccèsLogis et du programme Logement Abordable Québec - (volet social), tel que proposé par la Direction de l'habitation.

DESCRIPTION

La Politique est un document qui présente les principes de la nouvelle approche municipale en matière de cession d'immeubles municipaux à des fins de logements hors marché, c'est-à-dire des logements détenus par une entité à but non lucratif qui ne vise pas à réaliser des profits. Elle établit les objectifs, les organismes et projets ciblés, les moyens de mise à disposition et les modalités de cession privilégiés.
Les programmes et initiatives des gouvernements en matière d'habitation sont multiples et en constante évolution, ce qui nécessite une certaine souplesse dans l'application de la Politique. Ainsi, afin d'assurer cette souplesse nécessaire tout en donnant des balises connues, la Politique offre un encadrement prévisible et transparent, mais n'a pas de portée règlementaire.

Portée de la Politique

La Politique s'applique aux immeubles de propriété municipale réservés à des fins de logement social ou abordable.

Les immeubles concernés se répartissent en deux grandes catégories : les sites à développer et les bâtiments résidentiels existants.

Les sites à développer se composent essentiellement de terrains vacants, de stationnements et de terrains comportant un ou des bâtiments désuets, destinés au redéveloppement. Ces sites peuvent provenir de la réserve foncière municipale, d'acquisitions effectuées dans le cadre de la *Stratégie d'inclusion* ou du *Règlement pour une métropole mixte* , d'acquisitions de gré à gré, ou à la suite d'expropriations ou de l'exercice du droit de préemption.

Les bâtiments résidentiels existants se composent, notamment, de maisons de chambres et de conciergeries acquises en vertu de l'exercice du droit de préemption de la Ville, d'une acquisition de gré à gré ou par expropriation.

La Politique établit les moyens de mise à disposition et les modalités de cession des immeubles en question.

Elle établit aussi, pour une première fois, les rôles et les responsabilités des unités administratives impliquées, notamment les arrondissements.

La Politique ne s'applique pas aux sites municipaux faisant l'objet d'une démarche de planification particulière.

Organismes et projets ciblés

La Politique s'adresse aux coopératives d'habitation et aux OBNL d'habitation.

Les organismes acquéreurs doivent s'engager à réaliser un projet de logement hors marché sur le site en question ou à préserver l'abordabilité des logements ou des unités de maisons de chambres dans les cas d'acquisitions de bâtiments résidentiels existants.

SHDM et OMHM

La Ville s'appuie sur l'expertise de la Société d'habitation et de développement de Montréal et de l'Office municipal d'habitation de Montréal pour contribuer à l'atteinte de ses objectifs en matière de développement résidentiel. En tant que partenaires privilégiés de la Ville, ils pourront conclure des ententes particulières avec celle-ci pour le développement des sites et pour la gestion des bâtiments, en complémentarité avec la présente Politique.

Moyens de mise à disposition

Elle privilégie deux approches de mise à disposition :

- La publication en ligne des sites disponibles afin que les organismes puissent obtenir du financement pour la réalisation de leur projet, avant de faire une demande d'acquisition du site visé ;
- Des appels de candidatures pour les bâtiments résidentiels existants et certains sites à développer.

Modalités de cession

La Politique stipule que la Ville privilégie la cession de ses immeubles à des fins de logement hors marché à leur valeur comptable, c'est-à-dire sans profit ni perte. Considérant qu'un bon nombre de ces immeubles sont de propriété municipale depuis longtemps, cela constitue un rabais important par rapport à la valeur marchande, ce qui aidera la viabilité des projets. Dans les cas où le prix de cession ne permettrait pas d'assurer la viabilité d'un projet hors marché, une aide financière pourrait être accordée en fonction, notamment, des caractéristiques du projet et des budgets disponibles.

JUSTIFICATION

Le contexte gouvernemental d'intervention et de financement des projets de logement hors marché a beaucoup évolué ces dernières années. On assiste notamment à une multiplication des programmes de financement et à un élargissement des acteurs admissibles. De plus, grâce aux nouveaux pouvoirs associés au droit de préemption, la Ville a accéléré l'acquisition d'immeubles à des fins de logement social et abordable. Dans ce contexte, la Ville doit adapter ses pratiques et se doter d'une nouvelle Politique pour la mise à disposition de ses immeubles destinés à l'habitation, afin de continuer à soutenir adéquatement la réalisation des projets.
Bien que l'arrêt, en 2022, de l'application des modalités prévues à l'ancienne "Politique de cession des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires" n'ait pas empêché les ventes d'immeubles municipaux à des fins de logement social et abordable, la nouvelle Politique offrira aux promoteurs communautaires un cadre prévisible et facilitant, condition nécessaire pour atteindre les objectifs du Chantier Montréal abordable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La nouvelle Politique prévoit que les immeubles municipaux seront vendus à leur valeur comptable. Dans les cas où le prix de cession ne permettrait pas d'assurer la viabilité d'un projet hors marché, une aide financière pourrait être accordée en fonction, notamment, des caractéristiques du projet et des budgets disponibles.
Pour 2025, des sommes seront prévues au budget de fonctionnement du Service de l'habitation afin de permettre le versement de cette aide financière pour les reventes en lien avec la réalisation de projets de logements abordables ainsi que pour des projets de logements sociaux.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. La grille d'analyse est incluse en pièce jointe.
Ce dossier contribue également à l'atteinte des engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle (ADS+), notamment en agissant activement sur le manque de logements sociaux et abordables ; en assurant une offre en habitation qui soit accessible et diversifiée ; et en favorisant l'accès à un logement convenable pour toutes et tous.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Politique permettra de fournir des immeubles selon des conditions avantageuses pour accélérer la réalisation de logements hors marché répondant aux besoins des Montréalais et Montréalaises. Elle contribuera aussi au maintien de l'abordabilité des logements locatifs et des unités de maisons de chambres existantes, en facilitant leur acquisition par des organismes à but non lucratif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en ligne des immeubles disponibles : Novembre 2024

- Mise à jour de la carte des immeubles disponibles progressive : En continu
- Entrée en vigueur de la Politique : 1er janvier 2025
- Appels à candidatures pour la cession de certains immeubles existants : En continu, selon les opportunités

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nicolas DUFRESNE, Service des affaires juridiques
Pascal-Bernard DUCHARME, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Pascal-Bernard DUCHARME, 7 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève LAFORTUNE
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 438-354-5177
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Philippe RIVET
chef(fe) de division - planification des strategies residentielles

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249174001
Unité administrative responsable : Service de l'habitation
Projet : Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Vendre des immeubles municipaux selon des conditions avantageuses pour faciliter la réalisation de projets de logements hors marché.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Logements hors marché

Politique de cession d'immeubles municipaux



9/18

Table des matières

Contexte **3**

Objectifs **3**

Portée de la Politique **3**

Organismes et projets ciblés 4

Moyens de mise à disposition **5**

Principes 5

Approche privilégiée 5

Sites à développer 5

Bâtiments résidentiels existants 5

Modalités de cession **6**

Principes 6

Approche privilégiée 6

Sites à développer et bâtiments résidentiels existants 6

Gouvernance **6**

Service de l'habitation 6

Service de la stratégie immobilière 7

Arrondissements 7

Entrée en vigueur **7**

Glossaire **8**

Crédits **9**

Contexte

La Politique de cession d'immeubles à des fins de logement hors marché (ci-après, la « **Politique** ») vise à répondre aux besoins des organismes porteurs de projets d'habitation, dans un contexte de pluralité des programmes et initiatives des gouvernements.

La Politique permet à la Ville de Montréal (ci-après, la « **Ville** ») d'offrir à ses partenaires une agilité et une prévisibilité accrues, et d'accélérer la réalisation des projets de logement hors marché.

Elle s'inscrit dans les priorités du plan stratégique Montréal 2030 de la Ville, et contribuera à l'atteinte des cibles mises de l'avant dans les travaux du Chantier Montréal abordable et dans le futur Plan d'urbanisme et de mobilité 2050, qui visent notamment un parc résidentiel composé de 20 % de logements hors marché en 2050.

Logement hors marché : Tous les logements locatifs détenus par une entité à but non lucratif qui ne vise pas à réaliser des profits. On y inclut aussi les propriétés qui restent abordables à long terme grâce à un contrôle du prix de revente.

Logement social : Logement locatif destiné aux ménages à revenu faible ou modeste ou ayant des besoins particuliers de logement, détenu et géré par une entité à but non lucratif qui assure sa vocation sociale de manière pérenne. Le logement social constitue une **forme de logement hors marché**.

Logement abordable : Logement pour lequel un engagement quant à l'abordabilité a été pris auprès de la Ville, d'un gouvernement ou d'un de leurs mandataires. Les logements abordables peuvent être offerts à la location ou à la vente. Ils peuvent être détenus par tout propriétaire, y compris une entreprise privée. **Lorsqu'ils sont détenus par une entité à but non lucratif, ils sont considérés comme des logements hors marché**. Dans le contexte de la présente Politique, seuls les logements abordables hors marché, donc détenus par une entité à but non lucratif, sont ciblés.

Objectifs

- Mettre à disposition des immeubles selon des conditions avantageuses pour soutenir la réalisation de logements hors marché répondant aux besoins de la population montréalaise;
- Soutenir le maintien de l'abordabilité des logements locatifs et des unités de maisons de chambres existantes, en facilitant leur acquisition par des organismes à but non lucratif.

Portée de la Politique

La Politique concerne l'ensemble des immeubles de propriété municipale qui sont réservés à des fins de logement social et abordable[1], à l'exclusion de certains sites municipaux faisant l'objet d'une planification particulière.

Les immeubles ciblés se répartissent en deux grandes catégories :

i. Les sites à développer

   Les sites à développer se composent essentiellement de terrains vacants, de stationnements et de terrains comportant un ou des bâtiments désuets, destinés au redéveloppement. Ces sites peuvent provenir de la réserve foncière municipale, d'une acquisition effectuée dans le cadre de la Stratégie d'inclusion ou du Règlement pour une métropole mixte, d'une acquisition de gré à gré ou par expropriation, ou en vertu de l'exercice du droit de préemption.

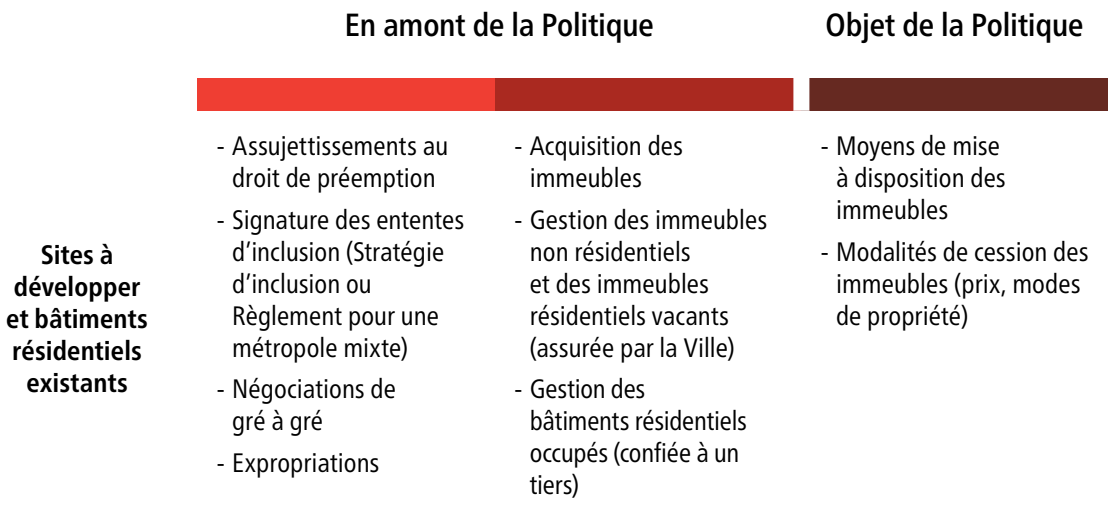
1. Cela inclut les immeubles acquis par le biais du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis à des fins d'habitation, de même que les immeubles issus de la réserve foncière, acquis en vertu de la Stratégie d'inclusion ou du Règlement pour une métropole mixte, acquis de gré à gré ou par expropriation et identifiés à des fins de logement social et abordable.

ii. Les bâtiments résidentiels existants

Les bâtiments résidentiels existants se composent notamment de maisons de chambres et de conciergeries acquises en vertu de l'exercice du droit de préemption de la Ville, d'une acquisition de gré à gré ou par expropriation.

Pour chacune de ces catégories, la Politique établit les moyens de mise à disposition et les modalités de cession privilégiées.

La figure ci-dessous détaille les actions posées par la Ville pour l'acquisition des immeubles visés par la Politique et précise l'objet de celle-ci :



Notons que la Politique n'est pas un programme réglementaire. Par conséquent, elle n'oblige pas la Ville à céder un immeuble. La Politique présente des balises pour offrir un encadrement qui soit le plus prévisible et transparent possible quant à la cession des immeubles municipaux à des fins de logement hors marché.

Organismes et projets ciblés

La Politique s'adresse aux coopératives d'habitation et aux OBNL d'habitation. Les organismes qui ne sont pas spécialisés en habitation, mais qui souhaitent acquérir un immeuble municipal afin d'offrir des logements à des ménages avec des besoins particuliers doivent s'associer à un autre organisme, spécialisé dans ce type d'activité.

Les organismes acquéreurs doivent s'engager à réaliser un projet de logement hors marché sur le site en question ou à préserver l'abordabilité des logements ou des chambres dans les cas d'acquisition de bâtiments résidentiels existants.

La Ville s'appuie sur l'expertise de la Société d'habitation et de développement de Montréal (ci-après, la « **SHDM** ») et de l'Office municipal d'habitation de Montréal (ci-après, l'« **OMHM** ») pour contribuer à l'atteinte de ses objectifs en matière de développement résidentiel. En tant que partenaires privilégiés de la Ville, ils pourront conclure des ententes particulières avec celle-ci pour le développement des sites et pour la gestion des bâtiments, en complémentarité avec la présente Politique.

Moyens de mise à disposition

Principes

La Ville se doit d'agir en accord avec les principes suivants :

- Équité et transparence dans l'accès à l'information concernant les sites municipaux disponibles;
- Prévisibilité quant aux conditions de développement des sites;
- Arrimage avec les différents processus d'octroi des subventions gouvernementales pour la réalisation de projets de logement hors marché, en privilégiant les projets pour lesquels un financement est déjà autorisé.

Approche privilégiée

Sites à développer

La Ville met à disposition ses sites à développer au moyen de deux processus complémentaires :

i. Les dépôts en continu;
ii. Les appels de candidatures.

Dépôts en continu

La Ville publie sur son site Internet les renseignements pertinents concernant les sites municipaux réservés à des fins de logement social et abordable et pour lesquels des demandes d'acquisition peuvent être présentées en tout temps.

Les organismes qui souhaitent acquérir un site municipal disponible doivent d'abord déposer leur demande de financement dans le cadre des programmes de subvention gouvernementaux en vigueur ou auprès d'autres bailleurs de fonds. Ils doivent informer le Service de l'habitation de ce dépôt.

Les organismes ayant en main un document officiel du bailleur de fonds confirmant le financement conditionnel de leur projet peuvent déposer une demande d'acquisition du site municipal ciblé, et ce, en continu.

Appels de candidatures

La Ville peut aussi mettre à disposition certains sites à développer visés par la Politique par le biais d'appels publics de candidatures.

La Ville sélectionne un ou plusieurs sites à mettre à disposition dans le cadre de ces appels. Les sites sont sélectionnés en fonction notamment de leur potentiel constructible, de la complexité de leur développement et de leur localisation (p. ex., secteur stratégique ou secteur prioritaire selon l'indice d'équité des milieux de vie).

Bâtiments résidentiels existants

Les bâtiments résidentiels existants que la Ville acquiert sont offerts à des fins d'acquisition dans le cadre d'appels publics de candidatures ou peuvent faire l'objet de ventes de gré à gré.

Modalités de cession

Principes

- Pérennité de l'abordabilité des logements;
- Équilibre entre la viabilité des projets et les capacités financières de la Ville.

Approche privilégiée

Sites à développer et bâtiments résidentiels existants

Prix de cession

La Ville privilégie la cession de ses immeubles à des fins de logement hors marché à leur valeur comptable.

Modes de propriété

Le mode de propriété privilégié est déterminé pour chaque site en fonction du prix de cession de l'immeuble, des nécessités de suivi de l'abordabilité et des particularités du projet. À titre indicatif et de manière non limitative, les modes de propriété qui pourraient être envisagés sont la pleine propriété, la pleine propriété avec servitude de conservation d'usage, l'emphytéose et la propriété superficiaire.

Gouvernance

Service de l'habitation

Le Service de l'habitation est responsable de l'application de la Politique, avec l'appui des autres unités de la Ville, notamment le Service de la stratégie immobilière et les arrondissements.

Le rôle du Service de l'habitation inclut :

- l'identification des immeubles municipaux réservés à l'habitation et destinés à la cession, en collaboration avec le Service de la stratégie immobilière et les arrondissements;
- l'estimation du potentiel de réalisation de logements sur les immeubles identifiés, en collaboration avec les arrondissements concernés;
- la mise en ligne de la carte des immeubles municipaux offerts à des fins de logement hors marché, ainsi que sa mise à jour, en collaboration avec les arrondissements et avec l'appui de la Direction des communications corporatives;
- la réception des demandes dans le cadre des dépôts en continu;
- la sélection des immeubles qui seront mis à disposition dans le cadre des appels de candidatures;
- la prise en charge du processus administratif associé aux appels de candidatures, en collaboration avec le Service de la stratégie immobilière et le Service des affaires juridiques (préparation des cahiers d'appel, formation du comité technique et du comité d'évaluation des propositions);
- l'arrimage avec les arrondissements pour toutes les activités associées à la mise en œuvre de la Politique;
- le suivi de certaines conditions prévues aux actes de cession;
- le suivi et la mise à jour de la Politique.

Service de la stratégie immobilière

Le Service de la stratégie immobilière a, entre autres, la responsabilité des activités suivantes :

- L'analyse des immeubles municipaux réservés à l'habitation et destinés à la cession;
- La publication des appels de candidatures;
- La réception des propositions dans le cadre des appels de candidatures;
- La réalisation des transactions associées aux cessions des immeubles;
- Le suivi de certaines conditions prévues aux actes de cession.

Arrondissements

Afin de favoriser un ancrage de la Politique avec les besoins du milieu local, les arrondissements contribuent à la mise en œuvre de la Politique, notamment par le biais des actions suivantes :

- Participation à l'identification et à l'analyse des immeubles municipaux offerts dans le cadre de la Politique, en collaboration avec le Service de l'habitation et le Service de la stratégie immobilière;
- Participation à l'identification des besoins du milieu, notamment dans le cadre de la préparation des appels de candidatures, et en collaboration avec le Service de l'habitation;
- Collaboration avec le Service de l'habitation et le Service de la stratégie immobilière pour assurer l'exactitude des renseignements mis en ligne;
- Travail avec les organismes demandeurs et le Service de l'habitation afin de valider la faisabilité urbanistique des projets soumis et d'accélérer leur réalisation.

Entrée en vigueur

La Politique entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Glossaire

Les définitions proposées dans ce glossaire n'ont aucune valeur juridique et visent uniquement à faciliter et à rendre plus accessible la lecture de la présente Politique.

Au sens de la Politique et à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Assujettissement au droit de préemption : Action permettant de soumettre un immeuble au droit de préemption.

Chantier Montréal abordable : Le Chantier Montréal abordable est une démarche concertée du milieu de l'habitation montréalais, menée à l'initiative de la Ville de Montréal et lancée à l'été 2022. Ce chantier a réuni des experts de divers horizons – secteurs privé, sans but lucratif, financier et municipal – pour élaborer un nouveau modèle d'intervention en habitation.

Comité d'évaluation : Le comité d'évaluation a la responsabilité d'évaluer les candidatures reçues dans le cadre des appels de candidatures, et ce, en fonction des critères d'évaluation établis dans les appels. Il émet ensuite ses recommandations aux instances de la Ville.

Comité technique : Le comité technique a la responsabilité d'effectuer une analyse de conformité de l'offre et de fournir au comité d'évaluation une préanalyse des critères objectifs sujets à évaluation.

Conciergerie : Bâtiment résidentiel de quatre étages et moins, sans ascenseur.

Coûts de valorisation : Coûts associés aux travaux importants qui permettent d'améliorer un immeuble au-delà de son état initial, de lui ajouter de la valeur (p. ex., ajouts d'infrastructures, déconstruction de bâtiments, décontamination, réparations et travaux majeurs).

Droit de préemption : Droit qui permet à la Ville d'acheter en priorité sur tout autre acheteur certains bâtiments ou terrains afin d'y réaliser des projets au bénéfice de la communauté.

Emphytéose : Droit permettant à une personne, pendant un certain temps, d'utiliser un immeuble appartenant à autrui et d'en tirer tous ses avantages, à la condition de ne pas en compromettre l'existence et à la charge d'y faire des constructions, ouvrages ou plantations qui augmentent sa valeur d'une façon durable.

Gré à gré : Caractérise une opération juridique dont les conditions essentielles ont été négociées par les parties, plutôt qu'imposées.

Immeuble : Terrain avec ou sans bâtiment construit dessus.

Indice d'équité des milieux de vie : L'indice d'équité des milieux de vie vise à localiser les milieux de vie cumulant des vulnérabilités urbaines afin de susciter la priorisation et la convergence des investissements municipaux. Cet indice représente les milieux qui cumulent les vulnérabilités sociales, économiques, environnementales, d'accès aux ressources de proximité, et d'accès aux ressources de culture, sport et loisir ainsi que de sécurité urbaine.

Mandataire : Personne qui a le mandat d'agir au nom d'une autre personne.

OBNL : Organisme à but non lucratif.

Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 : Le Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM 2050) est le document maître par lequel la Ville annonce la forme urbaine et les réseaux de mobilité devant être déployés sur son territoire pour les 25 prochaines années. Il sert de cadre de référence pour entreprendre les actions, dans les limites des champs de compétences municipales, qui toucheront les modes de vie des Montréalaises et des Montréalais et qui viendront améliorer leur qualité de vie.

Plan Stratégique Montréal 2030 : Le Plan Stratégique Montréal 2030 vise à guider l'action municipale montréalaise jusqu'en 2030 sur la base de quatre grandes orientations auxquelles se rattachent 20 priorités d'actions.

Propriété superficiaire : Propriété qui se situe sur un terrain appartenant à une autre personne, la tréfoncière ou le tréfoncier.

Règlement pour une métropole mixte : Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041).

Servitude de conservation d'usage : Charge inscrite sur un immeuble qui oblige le propriétaire, de même que tout propriétaire subséquent, à maintenir la vocation sociale de l'immeuble en question.

Stratégie d'inclusion : Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

Valeur comptable : La valeur comptable correspond à la valeur de l'immeuble figurant aux états financiers de la Ville. Elle est établie sur la base du coût d'acquisition de l'immeuble, des coûts de valorisation associés et de toute dévaluation apportée.

Ville : La Ville de Montréal.

Crédits

Logements hors marché – Politique de cession d'immeubles municipaux est une publication du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

Novembre 2024

Renseignements
Ville de Montréal
Service de l'habitation
303, rue Notre-Dame Est, 4e étage
Montréal (Qc) H2Y 3Y8
terrains.habitation@montreal.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024
978-2-7647-2010-3 (Imprimé français)
978-2-7647-2009-7 (Pdf français)

Le présent document est accessible sur le site Internet de la Ville de Montréal à Montréal.ca.

Ce document est imprimé au Canada sur du papier recyclé.

Montréal

Montréal.ca

VDM (2024-11-08) 1875-02

CE : 30.017

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.018

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.019

2024/11/13 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245703001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 14 novembre 2024 au 30 avril 2025

Il est recommandé :

- d'approuver les initiatives culturelles;
- d'autoriser l'occupation du domaine public du 14 novembre 2024 au 30 avril 2025.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-01 17:08

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245703001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 14 novembre 2024 au 30 avril 2025

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour ces initiatives culturelles ayant lieu du 14 novembre 2024 au 30 avril 2025. Pour permettre la réalisation de ces initiatives, il est aussi nécessaire d'obtenir certaines ordonnances à la réglementation municipale sous la responsabilité des arrondissements. Il s'agit notamment des règlements sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20 et sur la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M, P-1, articles 3 et 8.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1570 – 9 octobre - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 19 octobre au 3 novembre 2024
CE24 1462 - 25 septembre - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 25 septembre au 7 octobre 2024
CE24 1083 - 3 juillet 2024 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 7 juin au 28 septembre 2024.
CE24 1003 - 12 juin 2024 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 3 juin au 3 septembre 2024
CE24 0750 – 8 mai 2024 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 30 avril au 9 novembre 2024
CE24 0559 – 10 avril 2024 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 25 avril au 28 mai 2024
CE24 0119 - 31 janvier 2024 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 2 février au 28 décembre 2024.
CE23 1953 - 6 décembre 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 26 au 29 janvier 2024
CE23 1752 - 8 novembre 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 4 novembre au 7 décembre 2023.
CE23 1654 - 11 octobre 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 5 au 29 octobre 2023.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories: ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation

en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyens et citoyennes l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est de permettre l'accueil des visiteurs et visiteuses au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle. Certains événements ne peuvent faire l'objet d'une autorisation, puisqu'ils ont déjà eu lieu. L'événement, Course École St-Gabriel-Lalemant (10 novembre), a soumis sa demande après la date limite du ficelage pour être dûment autorisé; il n'a donc pas pu être autorisé préalablement. Le projet pilote de piste de ski de fond synthétique au parc Frédéric-Back a débuté le 1er novembre, les dates ont été modifiées après la date limite du ficelage pour être dûment autorisées.

Occupation d'un parc - RCG 10-016 art. 4 & 12				
Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux
		Date début	Date fin	
Projet pilote de piste de ski de fond synthétique au parc Frédéric-Back	Ski de fond Montréal	14 novembre	30 avril	Parc Frédéric-Back
35e Commémoration du drame de Polytechnique	Polytechnique Montréal	5 décembre	7 décembre	Parc du Mont-Royal, Belvédère Kondiaronk et Chalet du Mont-Royal
Course du Père Noël	Conseil de direction de l'Armée du Salut du Canada	6 décembre	8 décembre	Parc Frédéric-Back

JUSTIFICATION

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens et citoyennes de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens et citoyennes de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.* Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :
La priorité no. 14: Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.
La priorité no. 15: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens-nes de Montréal, particulièrement dans un contexte de relance post-pandémique;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie BOUSQUET
Préposée au soutien administratif

Tél : 263-993-1005
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Nathalie GOUDREAU
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 514-774-4100
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - festivals et événements
Tél : 438-820-0182
Approuvé le : 2024-10-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245703001
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction Cinéma-Festivals-Événements, Division des festivals et événements*

Projet : Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public du 14 novembre 2024 au 30 avril 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.

15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SERVICE DE LA CULTURE
Division Festivals et événements

Tableau des initiatives culturelles

Sommaire 1245703001

Occupation d'un parc - RCG 10-016 art. 4 & 12				
Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux
		Date début	Date fin	
Projet pilote de piste de ski de fond synthétique au parc Frédéric-Back	Ski de fond Montréal	14 novembre	30 avril	Parc Frédéric-Back
35e Commémoration du drame de Polytechnique	Polytechnique Montréal	5 décembre	7 décembre	Parc du Mont-Royal, Belvédère Kondiaronk et Chalet du Mont-Royal
Course du Père Noël	Conseil de direction de l'Armée du Salut du Canada	6 décembre	8 décembre	Parc Frédéric-Back

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245950001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 7(1°) du Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis (18-066), afin de modifier l'article 2 de ce règlement pour y ajouter un territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal.

Il est recommandé :
d'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 7(1°) du *Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis* (18-066), afin de modifier l'article 2 de ce règlement pour y ajouter un territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-04 10:37

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245950001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 7(1°) du Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis (18-066), afin de modifier l'article 2 de ce règlement pour y ajouter un territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), en collaboration avec le Service de la stratégie immobilière (SSI), a prévu, en 2018, le droit de préemption dans sa stratégie immobilière.
Le SUM agit comme service requérant pour certaines opérations de planification urbaine menées de concert avec les services municipaux et les arrondissements.

Le 19 novembre 2018, le conseil municipal adoptait un règlement mettant en œuvre le droit de préemption, conféré par l'article 151.2 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* soit le *Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis* (CM18 1390 – règl. 18-066).

L'article 7(1°) du règlement 18-066 prévoit la possibilité d'ajouter de nouveaux territoires par un pouvoir d'ordonnance du comité exécutif, étape préalable pour assujettir au droit de préemption des immeubles s'y trouvant.

L'ajout du secteur de planification urbaine désigné « Viau–Pie-IX », par édiction d'une ordonnance, constitue l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1390 - 19 novembre 2018 - Adoption des règlements intitulés « Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis » et « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) ».

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'édiction d'une ordonnance modifiant l'article 2 du règlement 18-066,

afin d'ajouter le secteur de planification urbaine désigné « Viau–Pie-IX » comme territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville.
Le territoire couvert par le secteur Viau–Pie-IX chevauche deux arrondissements, ceux de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Saint-Léonard, et est adjacent au territoire de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Il s'inscrit sur le parcours du prolongement de la ligne bleue du métro, dont la mise en service est prévue en 2031.

Dans ce secteur, le projet de prolongement de la ligne bleue du métro comprend, au croisement de la rue Jean-Talon Est et du boulevard Pie-IX, la construction de deux édicules ainsi que d'un terminus d'autobus. Un édicule est aussi prévu à l'intersection de la rue Jean-Talon Est et du boulevard Viau. En plus de sa desserte par le service rapide par bus (SRB) du boulevard Pie-IX, le secteur bénéficiera d'un accès direct au réseau du métro, ce qui viendra accroître et faciliter considérablement son accessibilité et structurer par le fait même le domaine public. Cette transformation majeure de la mobilité active constitue un levier pour revoir l'identité du secteur.

Conformément aux orientations des outils de planification, à savoir le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* et le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* , le secteur devrait permettre une densification résidentielle importante, tout en conservant une superficie commerciale adéquate, et proposer une nouvelle offre en équipements collectifs, communautaires et en parcs afin de créer un milieu de vie complet. Le développement des aires de stationnement sous-utilisées et la relocalisation des espaces commerciaux aux premiers étages des nouvelles constructions résidentielles permettront d'augmenter la capacité d'accueil de logements et d'offrir un domaine public adapté au transport actif et collectif qui se connectera aux milieux avoisinants.

JUSTIFICATION

Une stratégie immobilière concertée

Rappelons que le SUM vise, par une stratégie immobilière établie en concertation avec le SSI, à conjuguer différents mécanismes d'acquisition. Ainsi, s'ajoutant aux acquisitions stratégiques négociées de gré à gré et à certaines transactions faites par l'entremise d'une expropriation, le droit de préempter un immeuble permet de protéger les intérêts de la Ville en obtenant un droit de premier refus sur certains immeubles dont l'acquisition est planifiée à moyen terme, mais non requise dans l'immédiat.

Essentiellement, l'objectif du SUM et du SSI est de réaliser des transactions immobilières au moment opportun pour le propriétaire, à la valeur marchande de l'immeuble, et de minimiser le recours au mécanisme d'expropriation.

La détermination d'un secteur, suivi de la désignation par résolution des immeubles ainsi que des fins municipales visées, puis l'envoi d'avis d'assujettissement aux différents propriétaires sont trois étapes nécessaires avant que la Ville ne puisse exercer son droit de préemption sur un immeuble.

Cheminement critique

L'ajout d'un territoire à l'article 2 du règlement 18-066 par l'entremise du présent dossier se trouve ainsi sur le cheminement critique avant de pouvoir désigner, dans une seconde étape, des immeubles à assujettir dans le secteur « Viau–Pie-IX ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'assujettissement des lots ciblés au droit de préemption et la notification aux propriétaires par le biais d'avis d'assujettissement n'impliquent pas de dépenses pour la Ville au-delà des

frais administratifs afférents.
Conformément à ce que prévoit la *Loi sur les cités et villes* , tout immeuble à acquérir par la Ville dans l'exercice du droit de préemption le sera à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers, sous réserve de toute modification convenue ultérieurement avec le propriétaire. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé. Cette acquisition nécessitera un financement, le cas échéant.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report de l'ajout de ce nouveau territoire retarderait l'assujettissement d'immeubles dans celui-ci.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Comme convenu avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Désignation, par résolution du conseil municipal, d'immeubles dans ce nouveau secteur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annie KIROUAC, Service des affaires juridiques
Annie GERBEAU, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Annie KIROUAC, 1er novembre 2024
Annie GERBEAU, 31 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel CORBEIL
Chef d'équipe

Tél : 514 894-8009
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Karim CHAREF
Chef de division

Tél : 514 872-8109
Télécop. : 514 872-1598

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire

Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat en remplacement de Lucie Careau, directrice, SUM
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-11-01

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245950001

Unité administrative responsable : *Division Planification des secteurs stratégiques, DPMVT, SUM*

Projet : *Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 7(1°) du Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis (18-066), afin de modifier l'article 2 de ce réglement pour y ajouter un territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2) Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

19) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20) Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

2) Acquisition de nouveaux immeubles pouvant, notamment, accroître la superficie en espaces verts

19) Acquisition de nouveaux immeubles pouvant, notamment, d'ajouter à l'offre en équipements collectifs

20) Acquisition de nouveaux immeubles pouvant, notamment, d'accroître l'attractivité de la métropole

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT DÉTERMINANT LES SECTEURS DE PLANIFICATION URBAINE SUR LESQUELS LE DROIT DE PRÉEMPTION PEUT ÊTRE EXERCÉ ET LES FINS POUR LESQUELLES DES IMMEUBLES PEUVENT Y ÊTRE AINSI ACQUIS
(Article 7)

PROJET

ORDONNANCE

ORDONNANCE VISANT À AJOUTER UN TERRITOIRE SUR LEQUEL LE DROIT DE PRÉEMPTION PEUT ÊTRE EXERCÉ PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 7(1°) du *Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis* (18-066) qui permet au comité d'exécutif d'édicter une ordonnance afin de modifier l'article 2 dudit règlement pour y ajouter un territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal;

À la séance du _____ 2024, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 2 du *Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis* (18-066) est modifié, par l'ajout à l'alinéa 1 du paragraphe 11° suivant :

> « 11° le secteur de planification Viau-Pie-IX, identifié par un trait blanc sur le plan présenté à l'annexe K, dont les limites sont : :
>
> À partir du point de rencontre de la limite nord-est de l'emprise du boulevard Pie-IX et de la limite Sud-Est de l'emprise de la rue Jean-Talon Est dans l'arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension; de là, traversant l'emprise de la rue Jean-Talon est vers le nord-ouest jusqu'à la limite sud-ouest du lot 6 291 712; de là allant vers le nord-ouest en longeant la limite sud-ouest du lot 6 291 712 jusqu'à sa limite nord-ouest; de-là allant vers le nord-est en longeant les limites nord-ouest des lots 6 291 712 et 2 217 057 puis traversant l'emprise de la 23e avenue vers le nord-est, puis longeant la limite nord-ouest du lot 6 391 931, traversant l'emprise de la 24e avenue vers le nord-est jusqu'au point de rencontre avec la limite sud-ouest du lot 6 391 933; de là longeant la limite sud-ouest du lot

6 391 933 vers le nord-ouest puis sa limite nord-ouest vers le nord-est jusqu'au point de rencontre avec la limite sud-ouest du lot 1 122 094; de là allant vers le nord-ouest en suivant la limite sud-ouest du lot 1 122 094 jusqu'au point de rencontre avec la limite sud-est de l'emprise de la rue Buies dans l'arrondissement St-Léonard et de là longeant vers le nord-est les limites nord-ouest des lots 1 122 094, 1 122 095 et 1 122 102 jusqu'au point de rencontre avec la limite sud de l'emprise du boulevard Provencher; de là allant vers l'est en longeant le lot 1 122 102, traversant l'emprise du boulevard Provencher vers le nord-est jusqu'au point de rencontre avec la limite nord-ouest du lot 3 043 564 et de là longeant vers le nord-est jusqu'à la jonction avec la limite sud-ouest du lot 1 122 183; de là longeant la limite de ce lot vers le nord-ouest jusqu'à la jonction de la limite sud de l'emprise de la rue Buies; de là, longeant la limite sud de l'emprise de la rue Buies vers l'est, traversant l'emprise de la rue Buies vers le nord-est au niveau de de la limite nord-ouest du lot 1 124 222, longeant cette limite vers le nord-est jusqu'au point de rencontre de la limite sud-ouest du lot 1 222 578; de là longeant vers le nord-ouest la limite sud-ouest des lots 1 222 578 et 1 122 579 et la limite sud du lot 1 122 582 jusqu'au point de rencontre de la limite est de l'emprise de la rue de Viterbe; de là allant vers le nord sur la limite est de l'emprise la rue de Viterbe jusqu'au point de rencontre sud de l'emprise du boulevard Viau; de là longeant vers l'est la limite sud de l'emprise du boulevard Viau jusqu'au point de rencontre de la limite nord-est du lot 1 859 630 (emprise Hydro-Québec) et longeant la limite nord-est vers le sud-est jusqu'au point de rencontre de la limite nord-ouest de l'emprise de la rue Jean-Talon est; de là allant vers le nord-est, longeant la limite nord-ouest de l'emprise de la rue Jean-Talon est, traversant une partie de l'emprise du boulevard Viau jusqu'au point de rencontre du centre de la voie nord-est du boulevard Viau; de-là suivant le centre de la voie vers le nord-ouest jusqu'au niveau de la limite ouest du lot 6 392 850; de là allant vers le nord en longeant la limite ouest du lot 6 392 850; bifurquant vers le nord-est jusqu'au point de rencontre de la limite nord-ouest de l'emprise de la rue Jean-Talon est; de là, allant vers le nord-est en suivant la limite nord-ouest de l'emprise de la rue Jean-Talon est jusqu'au point de rencontre avec le coin nord-est du lot 2 970 006; de là, traversant l'emprise de la rue Jean-Talon est vers le sud-est jusqu'au point de rencontre avec la limite sud-ouest de l'emprise de la rue Michelet et longeant cette limite vers le sud-est jusqu'à la limite nord-ouest du lot 1 126 220; de là longeant vers le sud la limite est du lot 6 392 599 jusqu'au point de rencontre de la limite nord-est de l'emprise du boulevard Viau; de là, longeant vers le nord-ouest la limite nord-est de l'emprise du boulevard Viau et traversant l'emprise du boulevard Viau vers le sud-ouest au niveau de la limite sud-est du lot 1 123 103; de là longeant la limite sud-est du lot 1 123 103 vers le sud-ouest jusqu'au point de rencontre de la limite nord-est de l'emprise de la rue de Cannes; de là longeant vers le nord-ouest la limite nord-est de l'emprise de la rue de Cannes jusqu'au point de rencontre de la limite sud-est de l'emprise de la rue Jean-Talon est; de là longeant la limite sud-est de l'emprise de la rue Jean-Talon est vers le sud-ouest, jusqu'au point de rencontre avec la limite nord-est du lot 1 122 182; de là, longeant la limite nord-est vers le sud-est et bifurquant vers sud-ouest, traversant l'emprise du boulevard Provencher vers le sud-ouest jusqu'à la limite sud-est du

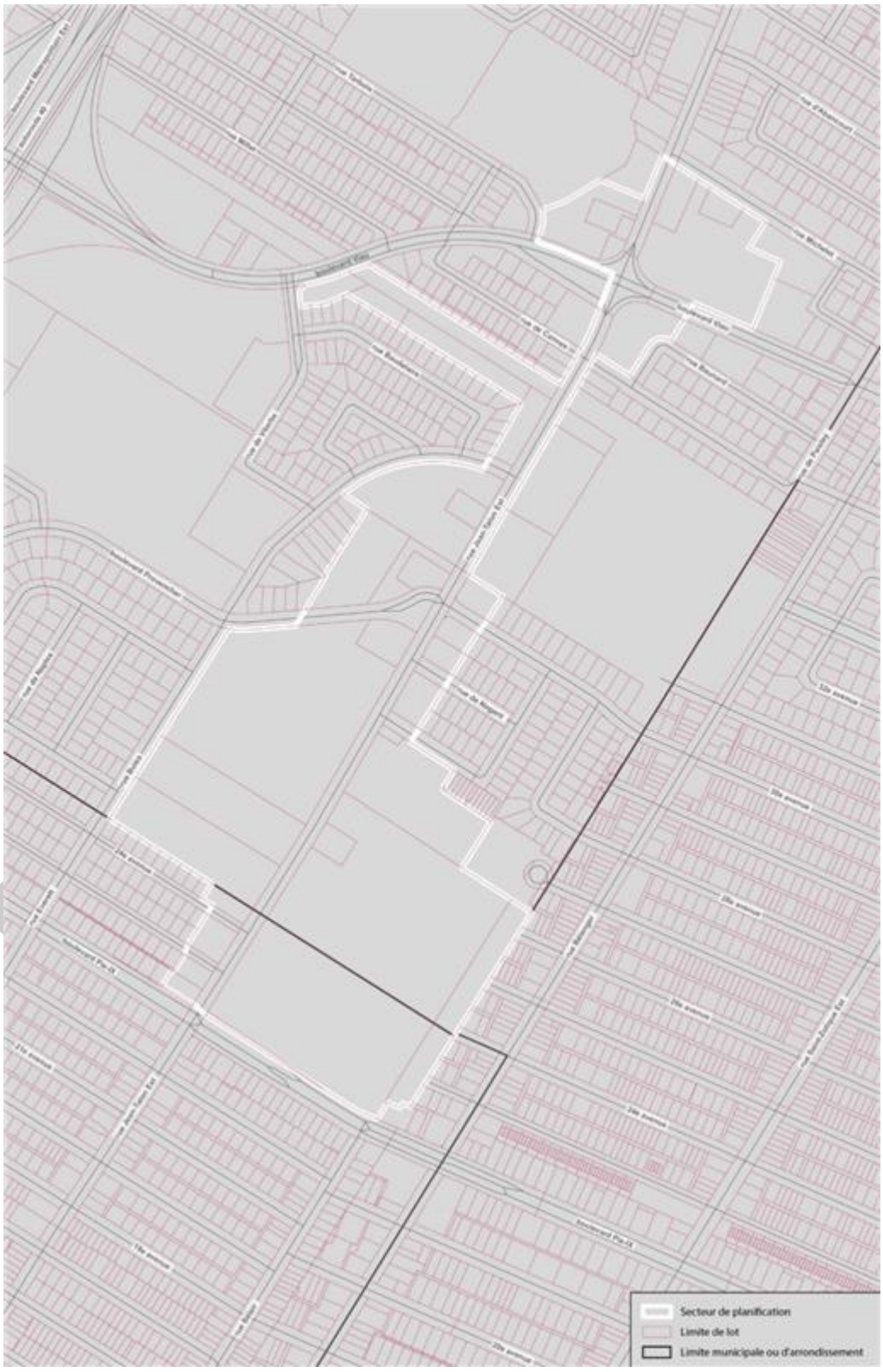
PROJET

lot PC-31586; de là longeant les limites sud-est des lots PC-31586 et 1 122 176 vers le sud-ouest; de là traversant l'emprise de la rue de Nogent vers le sud-ouest, longeant la limite sud-est du lot 1 122 164 vers le sud-ouest, traversant l'emprise de la rue Daudet vers le sud-ouest jusqu'au point de rencontre de la limite nord-est du lot PC-37678; de là, longeant la limite nord-est du lot PC-37678 vers le sud-est jusqu'au point de rencontre avec la limite nord-est du lot 2 727 390; de-là, longeant la limite nord-est des lot 2 727 390 et 2 727 391 vers le sud-est jusqu'à l'intersection des limites nord-est et sud-est du lot 2 727 391; de là, allant vers le sud-ouest en longeant la limite sud-est des lots 2 727 391 (Saint-Léonard) et 6 280 890 (Villeray-St-Michel-Parc-Extension) jusqu'au point de rencontre avec le lot 6 281 036; de là, longeant la limite du lot 6 281 036 vers l'ouest jusqu'au point de rencontre nord-est de la limite de l'emprise du boulevard Pie-IX; de là longeant la limite nord-est de l'emprise du boulevard Pie-IX vers le nord-ouest jusqu'au point de rencontre de la limite nord-est de l'emprise du boulevard Pie-IX et de la limite sud-est de l'emprise de la rue Jean-Talon est dans l'arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension, point de départ. ».

GDD 1245950001

PROJET

Annexe K
PLAN DU SECTEUR DE PLANIFICATION VIAUX – PIE-IX



RE 18-066/4

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1247896003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Edicter une ordonnance en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale, pour augmenter le montant total de l'aide financière / Réserver une somme de 200 000 $ pour sa mise en oeuvre – Entente Réflexe MEIE 2022-2025.

Il est recommandé :

1. d'édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale (RCG 24-021), l'ordonnance jointe au dossier décisionnel, ayant pour objet d'augmenter le montant total de l'aide financière prévue;

2. de réserver une somme de 200 000 $ pour sa mise en œuvre.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-04 11:36

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247896003**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Edicter une ordonnance en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale, pour augmenter le montant total de l'aide financière / Réserver une somme de 200 000 $ pour sa mise en oeuvre – Entente Réflexe MEIE 2022-2025.

CONTENU

CONTEXTE

En avril 2024 a été adopté le Règlement RCG24-021, instituant le Programme « Changer d'échelle en économie sociale ». Ce règlement prévoyait un budget de 800 000 $ pour des aides financières échelonnées entre 100 000 $ et 200 000 $.
La première période d'admissibilité s'est close le 30 août dernier, et la Ville a reçu 30 dossiers. C'est le double de ce qu'elle estimait recevoir. Face à ce grand succès, et dans la mesure où un budget de 200 000 $ est disponible sur le budget Réflexe 2 (planification économique conjointe avec le Gouvernement), le présent dossier décisionnel a pour objet de soumettre pour approbation une bonification de 200 000 $ du budget du programme. Cela permettra d'augmenter le soutien aux entreprises d'économie sociale, notamment dans les secteurs de l'économie circulaire et de l'habitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 24-0226 - 18 avril 2024 : Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale / Réserver une somme de 800 000 $ pour sa mise en œuvre - Entente Réflexe MEIE 2022-2025
CG23 0271 - 18 mai 2023 : Approuver les actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025

DESCRIPTION

Le projet de modification de règlement joint au dossier vise à augmenter le montant total de l'aide financière prévu à l'article 3 du Règlement d'un montant de 200 000 $. La valeur totale du programme sera d'un montant de 1 000 000 $.
Rappelons que l'objectif du programme est d'appuyer le changement d'échelle des entreprises d'économie sociale montréalaises, et qui interviennent notamment en économie circulaire, habitation, bioalimentaire et mobilité-logistique urbaine. Le programme propose une subvention de 100 000 $ à 200 000 $, sans dépasser 60 % des coûts réels admissibles des

projets, pour aider les entreprises à augmenter leurs retombées sur la communauté, sur les plans social, structurel, économique, culturel ou environnemental.

Les entreprises sont sélectionnées par période de candidature, avec une grille de critères analysant la capacité de gestion de l'entreprise (30 %), la qualité de la stratégie de développement (50 %) et l'impact attendus du changement d'échelle (20 %). La note de passage est fixée à 70 % et les subventions sont attribuées de la note la plus haute à la plus basse, à l'intérieur du budget total du programme. La période de candidature pour 2024 s'est étendue du 1er mai au 30 août, et a généré 30 candidatures.

JUSTIFICATION

L'économie sociale est structurante pour la qualité de vie, pour l'économie locale et pour le rayonnement de Montréal. Le programme sur le changement d'échelle des entreprises d'économie sociale vient répondre à plusieurs enjeux et besoins du milieu. Le programme s'insère dans la Planification économique conjointe 2022-2025, entre le MEIE et la Ville, plus spécifiquement l'orientation 1.2 : Déployer des programmes de subventions pour stimuler le dynamisme économique de la métropole. Il met en oeuvre l'action 2.4 des Actions en développement économique 2023-2025, renforcer l'impact des entreprises d'Économie sociale.
La première période d'admissibilité du programme a rencontré un grand succès, 30 dossiers ayant été reçus au lieu de la quinzaine estimée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

800 000 $ ont déjà été réservés lors de l'adoption du Règlement (GDD 1247896001 / CG 24 226).
Les crédits requis pour compléter le budget par l'ordonnance sont donc de 200 000 $. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat (entente 150 M$ - Réflexe Montréal).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019). Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

La grille d'analyse Montréal 2030 a été complétée lors de l'adoption du Règlement (GDD 1247896001 / CG 24 0226). Les impacts sur Montréal 2030 demeurent les mêmes, le programme répond et s'insère dans plusieurs des priorités de la Stratégie Montréal 2030 :
4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'augmentation du budget permettra l'octroi de subventions auprès d'un plus grand nombre d'entreprises d'économie sociale ayant la capacité d'avoir un impact structurant pour l'agglomération, tant en termes d'indicateurs économiques (chiffre d'affaires, ventes, emplois) que sociaux (augmentation de la clientèle desservie, amélioration des services

offerts).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 26 novembre : date limite d'information des candidats
- décembre 2024 / décembre 2026 : mise en oeuvre des projets des lauréats

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-10-31
Cecile VERGIER Commissaire au développement économique, Innovation sociale	Simon DÉCARY chef de division par interim
Tél : 514 241 0337 **Télécop. :**	**Tél :** 0000000000 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Payam ESLAMI
directeur(-trice) - entrepreneuriat

Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1247896003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Edicter une ordonnance en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale, pour augmenter le montant total de l'aide financière / Réserver une somme de 200 000 $ pour sa mise en oeuvre – Entente Réflexe MEIE 2022-2025.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1247896003 - Ord. modif RCG 24-021 augmentation montant aide 20241101.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-04

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR LES PROJETS DE CHANGEMENT D'ÉCHELLE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE (RCG 24-021)
(Article 22)

ORDONNANCE

ORDONNANCE VISANT À AUGMENTER LA VALEUR TOTALE DE L'AIDE FINANCIÈRE PRÉVUE AU PROGRAMME

À la séance du _____, le comité exécutif décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant le programme d'aide financière pour les projets de changement d'échelle des entreprises d'économie sociale (RCG 24-021) est modifié par le remplacement de « 800 000 $ » par « 1 000 000 $ ».

GDD 1247896003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 et d'ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-04 11:24

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245629002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 septembre 2021, le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) a été adopté. Celui-ci permet de mettre en œuvre le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale, qui était auparavant régie par le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 20-018). Le budget total du programme pour la mise en œuvre de ces deux règlements est de 14,3 M$.
Ce programme de subvention est accessible aux entreprises d'économie sociale de l'ensemble de l'agglomération de Montréal et est composé de deux volets :

Volet 1 (acquisition) : subvention à l'acquisition d'un bâtiment par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière correspond à 40 % du coût d'acquisition, sans dépasser 400 000 $;
Volet 2 (rénovations) : subvention pour la construction, la rénovation ou l'agrandissement d'un bâtiment occupé par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière couvre 40 % des travaux admissibles ainsi que 50 % des honoraires de services professionnels (architecture, design, ingénierie, gestion de projet, urbanisme, archéologie ou experts-conseils), sans dépasser 400 000 $.

Une entreprise d'économie sociale peut soumettre une demande de subvention pour un même bâtiment à chacun de ces volets. Toutefois, la subvention totale ne pourra pas dépasser 400 000 $.

Le présent dossier décisionnel vise à modifier le règlement RCG 21-019, notamment afin de

bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 par l'utilisation du budget de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$) et ajouter une période d'admissibilité pour accepter de nouveaux projets d'économie sociale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0588 (19 octobre 2023) : Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

CG23 0468 (24 août 2023) : Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser l'utilisation du budget de fonctionnement à hauteur de 3 000 000 $ afin de bonifier l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2023.

CE22 1781 (2 novembre 2022) : Édicter une ordonnance en vertu de l'article 43 du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 500 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier en 2022 / Autoriser un virement de 500 000 $ du programme Artère en transformation vers le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale pour l'exercice financier 2022.

CG22 0352 (19 mai 2022) : adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) » (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale).

CE22 0607 (13 avril 2022) : bonifier de 800 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) et redistribuer l'enveloppe budgétaire du programme pour les années 2021 et 2022.

CG21 0633 (30 septembre 2021) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale ».

CE21 1393 (11 août 2021) : bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022.

CG20 0231 (23 avril 2020) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) ».

CE18 0916 (23 mai 2018) : approuver le plan d'action en innovation sociale 2018-2022 intitulé « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DESCRIPTION

Le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale connaît un véritable succès et démontre le besoin des entreprises d'économie sociale pour un tel soutien.
En date du 24 octobre 2024, ce sont 163 dossiers qui ont été reçus. Parmi ceux-ci, 57 ont reçu le versement final de la subvention pour un investissement total de 35 065 461 M$ et des subventions versées de 9,8 M$. On relève 41 dossiers toujours admissibles qui pourraient recevoir une subvention.

La popularité de ce programme fait en sorte que pour l'année 2024, les budgets ont été presque entièrement engagés à l'exception d'un budget résiduel de 1 250 000 $ et les échéances déterminées par le règlement (31 octobre pour le volet 1 et 30 juin 2024 pour le volet 2) ne permettent plus de rendre admissibles de nouveaux projets. Toutefois, le besoin des entreprises d'économie sociale est toujours présent et les demandes de subvention continuent d'affluer. Il y a donc lieu de procéder à une bonification du budget total du programme à hauteur de 1 750 000 $ pour les années 2025-2026 et d'ajouter une période d'admissibilité afin de soutenir de nouveaux projets. Cette bonification sera couplée au budget résiduel du programme pour un total disponible d'au moins 3 M$ pour la nouvelle période d'admissibilité. À noter que le budget résiduel pourrait évoluer à la hausse à la suite du traitement prochain des demandes de versement.

Les fonds proviendront de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$).

En résumé, voici les modifications proposées au règlement RCG 21-019 :

- Bonification budgétaire : Augmentation de l'enveloppe du programme de 1 750 000 $ pour l'année financière 2025, couplé au budget résiduel
- Nouvelle Période d'Admissibilité :
  - Volet 1 (acquisition) : 6 janvier au 31 décembre 2025
  - Volet 2 (rénovations) : 6 janvier au 6 octobre 2025
- Échéances pour la réalisation des projets à la suite de l'admissibilité
  - Volet 1 (acquisition) : 6 mois après l'avis d'admissibilité et maximum jusqu'au 31 janvier 2026
  - Volet 2 (rénovations) : finalisation des travaux au 31 décembre 2027
- Fermeture du programme - 30 juin 2028
- Exclusions : entreprises disposant d'un réseau de plus de 4 succursales

JUSTIFICATION

La bonification budgétaire et l'ajout d'une période d'admissibilité sont nécessaires pour maximiser l'utilisation des fonds résiduels et soutenir les projets qui sont à risque de ne pas se réaliser, notamment à cause des échéances actuelles du programme. Cela permettra également de continuer à stimuler le développement économique social à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont fait l'objet d'une première approbation du comité exécutif le 11 mars 2020 (CE20 0346), puis de virements totalisant 4 000 000 $ approuvés par le comité exécutif le 11 août 2021 (CE21 1393). Une bonification et une redistribution de l'enveloppe budgétaire ont par la suite été approuvées par le comité exécutif le 13 avril 2022 (CE22 0607) puis une bonification de 500 000 $ a été approuvée par le comité exécutif le 2 novembre 2022 (CE22 1781). Enfin, en 2023, une bonification budgétaire de 3 000 000 $ a

été approuvée par le comité exécutif le 31 mai 2023 (CE23 0952).
Une nouvelle bonification budgétaire est proposée à hauteur de 1 750 000 $ pour l'exercice financier 2025, provenant de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale, s'inscrit aussi dans la continuité du Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable de la Ville de Montréal ainsi que dans le principe qui vise une collectivité au cœur du développement durable.
La grille d'analyse Montréal 2030 est insérée en pièce jointe du dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Une communication personnalisée aux requérants qui ont manifesté de l'intérêt d'appliquer dans l'attente de budgets supplémentaires;
- Une mise à jour de la page web du programme;
- Une communication aux partenaires, notamment aux arrondissements et aux pôles PME MTL afin de les informer et de les inciter à poursuivre la promotion du programme auprès de leurs clientèles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- **6 janvier 2025** : lancement de la nouvelle période d'admissibilité
- **4 octobre 2025 :** date limite pour soumettre une demande d'admissibilité pour la réalisation de travaux (volet 2)
- **31 décembre 2025 :** date limite pour procéder aux acquisitions de bâtiments (volet 1)
- **31 décembre 2027:** date limite pour réaliser les travaux de rénovation
- **30 juin 2028** : fin du programme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martel VICTOR
Commissaire au développement économique

Tél : 5142953650
Télécop. : 5145555555

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-28

Patrick KILFOIL
Conseilleur économique

Tél : 514-868-7889
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245629002
Unité administrative responsable : Développement économique
Projet : Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 150 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les modifications au règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) et au budget du programme permettront de continuer à soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaises, en leur offrant un soutien financier adapté à leurs besoins.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245629002 Règl. modif. RCG 21-019 économie sociale 20241031.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET À LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION DE BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE (RCG 21-019)

Vu les articles 10.1 et 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu l'article 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du_____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le préambule du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) est modifié par : l'insertion, après le septième attendu, de ce qui suit :

« Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271); ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « développement économique de la Ville de Montréal », des mots « ainsi que de la planification économique conjointe Ville de Montréal – ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) ».

3. L'article 3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **3.** La valeur totale maximale de l'aide financière qui peut être octroyée en vertu du programme de subventions prévu au présent règlement est de 10 050 000 $.

Pour les exercices financiers 2021 à 2024, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 8 300 000 $. Pour l'exercice financier 2025, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 1 750 000 $. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant :

« **3.1.** Le présent règlement ne s'applique pas à une entreprise d'économie sociale qui exploite un réseau de succursales qui en compte plus de quatre. ».

5. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 2°, après les mots « au 31 octobre 2024 », des mots « mais antérieure au 6 janvier 2025 »;

2° après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° postérieure au 31 décembre 2025. ».

6. L'article 19 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 2°, après les mots « le 30 novembre 2024 », des mots « , si la date de l'acte de vente est antérieure au 1er novembre 2024 »;

2° après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° le 30 juin 2026, si la date de l'acte de vente est postérieure au 5 janvier 2025. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 37, de ce qui suit :

« **SECTION V**
DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE À COMPTER DU 6 JANVIER 2025

37.1. La présente section s'applique à toute demande présentée en vertu du présent volet prévu au présent chapitre à compter du 6 janvier 2025.

37.2. Les dispositions des sections I à IV du présent chapitre sont applicables compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exception des articles 21, 22, 35 et 36.

37.3. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 31 décembre 2027.

37.4. Le propriétaire ou le locataire peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet avant le 4 octobre 2025.

37.5. Si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés le 31 décembre 2027, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

37.6. Si, en date du 31 mars 2028, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 32, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 6° de l'article 32, il doit rembourser, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus. ».

8. L'article 43 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, avant le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 0.1° modifier l'article 2 du présent règlement afin d'ajouter la référence à une entente avec le gouvernement ou un programme du gouvernement lorsque le montant total de l'aide financière prévu à l'article 3 du présent règlement est augmenté avec des sommes provenant d'une telle entente ou d'un tel programme ; »;

2° la suppression, dans le paragraphe 1°, des mots « lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement

ou d'un programme du gouvernement ou lorsqu'il s'agit de sommes résiduaires provenant des fonds affectés au programme prévu par le règlement RCG 20-018 »;

3° l'insertion, après le paragraphe 1°, des paragraphes suivants :

« 1.1° modifier le paragraphe 3° de l'article 8 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2025;

1.2° modifier le paragraphe 3° de l'article 19 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2026;

1.3° modifier l'article 37.3 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027;

1.4° modifier l'article 37.4 afin de prévoir une date postérieure au 4 octobre 2025;

1.5° modifier l'article 37.5 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027;

1.6° modifier l'article 37.6 afin de prévoir une date postérieure au 31 mars 2028; »;

4° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° modifier le paragraphe 3° de l'article 44 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2028. ».

9. Le paragraphe 3° de l'article 44 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 31 décembre 2024 » par « 30 juin 2028 ».

GDD 1245629002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245629002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1241066009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (R.L.R.Q. 2024, ch. 2), le projet de résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages, destiné au logement social, situé sur le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré)

Considérant qu'un premier projet de résolution a été adopté lors de la séance du 17 septembre 2024;
Considérant la consultation publique tenue le 23 octobre 2024;

Il est recommandé :

a) d'adopter, en vertu de *l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q. 2024, ch. 2), le projet de résolution autorisant la construction de :

- un (1) bâtiment résidentiel de six (6) étages, destiné au logement social, situé sur le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré) aux conditions suivantes :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé par le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274* applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un (1) bâtiment résidentiel est autorisée aux conditions prévues au présent projet de résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 12.1 (hauteur en étages), 12.3 (hauteur en mètres), 34.1 (coefficient d'occupation du sol), 198.1 (obligation

commerciale au rez-de-chaussée) et 566 (nombre d'unités de stationnement pour autos), du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274* ainsi qu'à la grille de zonage pour la zone 1054 incluse à l'annexe L du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274 .*

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent projet de résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITION GÉNÉRALE

SECTION 1
BÂTIMENT

5. L'implantation et la volumétrie du bâtiment doivent être substantiellement conformes aux plans de l'ANNEXE A de la présente résolution.

6. Le nombre minimal d'unités de stationnement pour vélos est de 36 et le nombre minimal d'unités de stationnement pour triporteurs est de 12.

SECTION 2
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

7. Toute demande de permis ou de certificat visant la construction ou l'agrandissement ou la transformation d'un bâtiment, ou l'aménagement d'un terrain doit être assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement conformément au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274* , selon les objectifs et critères applicables.

b) de donner le mandat au secrétaire d'arrondissement et /ou à la mairesse de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de mener la consultation publique en arrondissement.

ANNEXE A
Plans A-001, A-200 et A-201, préparés par M. Éric Huot, architecte, ayant le numéro de dossier 21-033, révisés le 7 août 2024, et estampillés le 9 août 2024 par la Division d'urbanisme, permis et inspections de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-28 11:25

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 16 septembre 2024 Séance tenue le 17 septembre 2024	Résolution: CM24 1047

Adoption d'un projet de résolution intitulé « Résolution en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant la construction d'un projet d'habitation destiné au logement social sur le lot 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré). » / Tenue d'une consultation publique

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

a) d'adopter, en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q. 2024, c. 2), le projet de résolution autorisant la construction :

- d'un bâtiment résidentiel de six étages, destiné au logement social, situé sur le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré) aux conditions suivantes :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé par le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274 applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel est autorisée aux conditions prévues au présent projet de résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 12.1 (hauteur en étages), 12.3 (hauteur en mètres), 34.1 (coefficient d'occupation du sol), 198.1 (obligation commerciale au rez-de-chaussée) et 566 (nombre d'unités de stationnement pour autos), du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274 ainsi qu'à la grille de zonage pour la zone 1054 incluse à l'annexe L du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent projet de résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS GÉNÉRALES

SECTION 1
BÂTIMENT

4. L'implantation et la volumétrie du bâtiment doivent être substantiellement conformes aux plans de l'ANNEXE A de la présente résolution.

5. Le nombre minimal d'unités de stationnement pour vélos est de 36 et le nombre minimal d'unités de stationnement pour triporteurs est de 12.

SECTION 2
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

6. Toute demande de permis ou de certificat visant la construction ou l'agrandissement ou la transformation d'un bâtiment, ou l'aménagement d'un terrain doit être assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement conformément au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274, selon les objectifs et critères applicables.

b) de mandater le secrétaire d'arrondissement (Ahuntsic-Cartierville) pour fixer la date, l'endroit et l'heure de l'assemblée publique requise.

ANNEXE A
Plans A-001, A-200 et A-201, préparés par M. Éric Huot, architecte, ayant le numéro de dossier 21-033, révisés le 7 août 2024, et estampillés le 9 août 2024 par la Division d'urbanisme, permis et inspections de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Adopté à l'unanimité.

43.05 1241066009
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 20 septembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1241066009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (R.L.R.Q. 2024, ch. 2), le projet de résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages, destiné au logement social, situé sur le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré)

CONTENU

CONTEXTE

Identification			
Dossier : 1160449001	**Date de création :** 18/11/13	**Statut :** En projet	**Date de ficelage :**
Unité administrative responsable	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection		
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement		
Charte montréalaise des droits et responsabilités / Sommet	Ne s'applique pas		
Compétence d'agglomération / Contrat de ville	Ne s'applique pas		
Projet	-		
Objet	Rendre une décision quant à une demande, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 09007), visant à autoriser le réaménagement du stationnement pour la tour à bureaux de l'Industrielle-Alliance et la construction d'un nouveau bâtiment de 12 étages constitué de 3 tours résidentielles de 10 étages déposées sur un basilaire de 2 étages dont le rez-de-chaussée est commercial, sur le site de l'Industrielle-Alliance situé au 1611, boulevard Crémazie Est, à		

	l'angle nord-ouest de l'avenue Papineau - Zone 0621 -	
Responsable : Nicolas BOULANGER	**Signataire :**	
Inscription au CA :	**Inscription au CE :**	**Inscription au CM :**

Contenu

Le présent sommaire est requis pour ajouter le procès-verbal de la consultation publique tenue le 23 octobre 2024.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas BOULANGER
conseiller(-ere) en amenagement

514-872-0546
Tél :
Télécop. : -

ANNEXE A

COOP BIEN AIMÉ

RUE DULONGPRÉ ANGLE LACHAPELLE, MONTREAL, QUEBEC

DESCRIPTION DU PROJET

UN BATIMENT DE TYPE RESIDENTIEL REGROUPANT 39 LOGEMENTS SUR LA RUE DULONGPRÉ, COIN LACHAPELLE.

LA STRUCTURE EST DE BETON AVEC UNE RESISTANCE AU FEU DE UNE HEURE ENTRE LES ETAGES ET D'UNE HEURE ENTRE LES LOGEMENTS.

LA STRUCTURE SERA DE 6 ÉTAGES HORS SOL, AVEC UN STATIONNEMENT EN SOUS-SOL.

Générale

BÂTIMENT	CNB 2015
1. USAGE	GROUP C (RESIDENTIEL)
2. TYPE DE CONSTRUCTION	NON COMBUSTIBLE
3. HAUTER DE BÂTIMENT	6 ÉTAGES (18.0 M)
4. CLASSIFICACION CNB	SECTION 3.2.2.50
5. GICLEURS	OUI

Symboles

Room name 101 — NOM ET NUMÉRO DE PIÈCE

100A — NUMÉRO DE PORTE

7 — TYPE DE FENÊTRE

S1 — TYPE DE FINI DE FAÇADE

W1 — TYPE DE CLOISON

EW1 — TYPE DE MUR EXTÉRIEUR

10000_ — RÉFÉRENCE DE NIVEAU

B-00000 — NIVEAU BÉTON

F-00000 — NIVEAU DE FINITION DE PLANCHER

A-101 — RÉFÉRENCE ÉLÉVATION EXTÉRIEURE

A-101 — RÉFÉRENCE ÉLÉVATION INTÉRIEURE

A-101 — RÉFÉRENCE COUPE

A-101 — RÉFÉRENCE DÉTAIL

DENSITÉ

SUPERFICIE DE TERRAIN	850.4 m²		
COEFFICIENT DE DENSITÉ MAX:	3.0		
SUPERFICIE DU BÂTIT (NET)	3 055.5 m²	=	3.59
SUPERFICIE DU TERRAIN	850.4 m²		

TAUX D'IMPLANTATION

SUPERFICIE DE TERRAIN	**850.4 m²**			
SUPERFICIE D'IMPLANTATION	536.6 m²	(30% MIN. - 85% MAX.)		
SUPERFICIE D'IMPLANTATION	536.6 m²	x 100%	=	**63%**
SUPERFICIE DU TERRAIN	850.4 m²			

STATIONNEMENTS

TOTAL STATIONNEMENTS VOITURE REQUIS	20
TOTAL STATIONNEMENTS VOITURES PRÉVUS	**19**
TOTAL STATIONNEMENTS POUR VÉLOS REQUIS	10
TOTAL STATIONNEMENTS POUR VÉLOS PRÉVUS	**21**

TAUX DE VERDISSEMENT

SUPERFICIE DE TERRAIN	**850.4 m²**			
SUPERFICIE DE VERDISSEMENT AU SOL	230.7 m²			
SUPERFICIE VERDISSEMENT	230.7 m²	x 100%	=	**27%**
SUPERFICIE DU TERRAIN	850.4 m²			

MARGES DE RECUL

MARGE AVANT PRESCRIT	0 m MIN. - 12 m MAX.
MARGE LATÉRALE PRESCRIT	2.5 m MIN.
MARGE ARRIÈRE PRESCRIT	3.0 m MIN.
MARGE AVANT PROPOSÉE	**1.9 à 2.8 m**
MARGE LATÉRALE PROPOSÉE	**2.5 m**
MARGE ARRIÈRE PROPOSÉE	**N/A**

SUPERFICIES DENSITÉ

NIVEAU	SUPERFICIE
SOUS-SOL	107.45 m²
ÉTAGE 1	444.49 m²
ÉTAGE 2	550.71 m²
ÉTAGE 3	550.71 m²
ÉTAGE 4	550.71 m²
ÉTAGE 5	550.71 m²
ÉTAGE 6	550.71 m²
	3,055.49 m²

UNITÉS

NIVEAU	TYPE D'UNITÉ	SUPERFICIE
ÉTAGE 1	1CC	62.17 m²
ÉTAGE 1	1CC	62.4 m²
ÉTAGE 1	2CC	85.07 m²
ÉTAGE 1	1CC	62.73 m²
4		272.37 m²
ÉTAGE 2	1CC	62.27 m²
ÉTAGE 2	1CC	62.38 m²
ÉTAGE 2	1CC	62.85 m²
ÉTAGE 2	1CC	62.61 m²
ÉTAGE 2	1CC	63.66 m²
ÉTAGE 2	1CC	65.68 m²
ÉTAGE 2	1CC	64.35 m²
7		443.79 m²
ÉTAGE 3	1CC	62.27 m²
ÉTAGE 3	1CC	62.38 m²
ÉTAGE 3	1CC	62.85 m²
ÉTAGE 3	1CC	62.61 m²
ÉTAGE 3	1CC	63.66 m²
ÉTAGE 3	1CC	65.68 m²
ÉTAGE 3	1CC	64.35 m²
7		443.79 m²
ÉTAGE 4	1CC	62.27 m²
ÉTAGE 4	1CC	62.38 m²
ÉTAGE 4	1CC	62.85 m²
ÉTAGE 4	1CC	62.61 m²
ÉTAGE 4	1CC	63.66 m²
ÉTAGE 4	1CC	65.68 m²
ÉTAGE 4	1CC	64.35 m²
7		443.79 m²
ÉTAGE 5	1CC	62.27 m²
ÉTAGE 5	1CC	62.38 m²
ÉTAGE 5	1CC	62.85 m²
ÉTAGE 5	1CC	62.61 m²
ÉTAGE 5	1CC	63.66 m²
ÉTAGE 5	1CC	65.68 m²
ÉTAGE 5	1CC	64.35 m²
7		443.79 m²
ÉTAGE 6	1CC	62.27 m²
ÉTAGE 6	1CC	62.38 m²
ÉTAGE 6	1CC	62.85 m²
ÉTAGE 6	1CC	62.61 m²
ÉTAGE 6	1CC	63.66 m²
ÉTAGE 6	1CC	65.68 m²
ÉTAGE 6	1CC	64.35 m²
7		443.79 m²
39		2,491.33 m²

SUPERFICIES NETTE

NIVEAU	TYPE	SUPERFICIE
SOUS-SOL	ASCENSEUR	4.85 m²
SOUS-SOL	CIRCULATION	13.36 m²
SOUS-SOL	ESCALIER	22.63 m²
SOUS-SOL	SERVICES	106.21 m²
SOUS-SOL	STATIONNEMENT	423.14 m²
		570.2 m²
ÉTAGE 1	ASCENSEUR	4.83 m²
ÉTAGE 1	BUREAU	19.1 m²
ÉTAGE 1	CIRCULATION	49.06 m²
ÉTAGE 1	ESCALIER	33.99 m²
ÉTAGE 1	HALL	10.34 m²
ÉTAGE 1	RAMPE	46.43 m²
ÉTAGE 1	SALLE COMMUNAUTAIRE	52.23 m²
ÉTAGE 1	SERVICES	2.01 m²
ÉTAGE 1	TOILETTE PUBLIQUE	4.94 m²
ÉTAGE 1	UNITÉ	250.8 m²
ÉTAGE 1	VIDE TECH.	1.24 m²
		467.97 m²
ÉTAGE 2	ASCENSEUR	4.83 m²
ÉTAGE 2	CIRCULATION	33.25 m²
ÉTAGE 2	ESCALIER	22.79 m²
ÉTAGE 2	SERVICES	2.01 m²
ÉTAGE 2	UNITÉ	406.75 m²
ÉTAGE 2	VIDE TECH.	1.24 m²
		470.87 m²
ÉTAGE 3	ASCENSEUR	4.83 m²
ÉTAGE 3	CIRCULATION	33.25 m²
ÉTAGE 3	ESCALIER	22.79 m²
ÉTAGE 3	SERVICES	2.01 m²
ÉTAGE 3	UNITÉ	406.88 m²
ÉTAGE 3	VIDE TECH.	1.24 m²
		471 m²
ÉTAGE 4	ASCENSEUR	4.83 m²
ÉTAGE 4	CIRCULATION	33.25 m²
ÉTAGE 4	ESCALIER	22.79 m²
ÉTAGE 4	SERVICES	2.01 m²
ÉTAGE 4	UNITÉ	406.88 m²
ÉTAGE 4	VIDE TECH.	1.24 m²
		471 m²
ÉTAGE 5	ASCENSEUR	4.83 m²
ÉTAGE 5	CIRCULATION	33.25 m²
ÉTAGE 5	ESCALIER	22.79 m²
ÉTAGE 5	SERVICES	2.01 m²
ÉTAGE 5	UNITÉ	406.88 m²
ÉTAGE 5	VIDE TECH.	1.24 m²
		471 m²
ÉTAGE 6	ASCENSEUR	4.83 m²
ÉTAGE 6	CIRCULATION	33.25 m²
ÉTAGE 6	ESCALIER	22.79 m²
ÉTAGE 6	SERVICES	2.01 m²
ÉTAGE 6	UNITÉ	406.88 m²
ÉTAGE 6	VIDE TECH.	1.24 m²
SUPERFICIE NETTE		471 m² 3,393.06 m²

SUPERFICIES BRUTE

NIVEAU	SALLE	SUPERFICIE
SOUS-SOL	CIRCULATION	47.59 m²
SOUS-SOL	SERVICES	124.49 m²
SOUS-SOL	STATIONNEMENT	455.61 m²
		627.69 m²
ÉTAGE 1	BUREAU	12.46 m²
ÉTAGE 1	CIRCULATION	115.31 m²
ÉTAGE 1	LOCATIF	283.93 m²
ÉTAGE 1	RAMPE	57.69 m²
ÉTAGE 1	SALLE COMMUNAUTAIRE	57.53 m²
ÉTAGE 1	SERVICES	2.54 m²
ÉTAGE 1	TOILETTE PUBLIQUE	5.71 m²
ÉTAGE 1	VIDE TECH.	1.57 m²
		536.75 m²
ÉTAGE 2	CIRCULATION	70.22 m²
ÉTAGE 2	LOCATIF	462.3 m²
ÉTAGE 2	SERVICES	2.54 m²
ÉTAGE 2	VIDE TECH.	1.57 m²
		536.63 m²
ÉTAGE 3	CIRCULATION	70.22 m²
ÉTAGE 3	LOCATIF	462.3 m²
ÉTAGE 3	SERVICES	2.55 m²
ÉTAGE 3	VIDE TECH.	1.57 m²
		536.63 m²
ÉTAGE 4	CIRCULATION	70.22 m²
ÉTAGE 4	LOCATIF	462.3 m²
ÉTAGE 4	SERVICES	2.54 m²
ÉTAGE 4	VIDE TECH.	1.57 m²
		536.63 m²
ÉTAGE 5	CIRCULATION	70.22 m²
ÉTAGE 5	LOCATIF	462.3 m²
ÉTAGE 5	SERVICES	2.54 m²
ÉTAGE 5	VIDE TECH.	1.57 m²
		536.63 m²
ÉTAGE 6	CIRCULATION	70.22 m²
ÉTAGE 6	LOCATIF	462.3 m²
ÉTAGE 6	SERVICES	2.54 m²
ÉTAGE 6	VIDE TECH.	1.57 m²
		536.63 m²
SUPERFICIE BRUTE		3,847.61 m²

Ahuntsic-Cartierville

Montréal

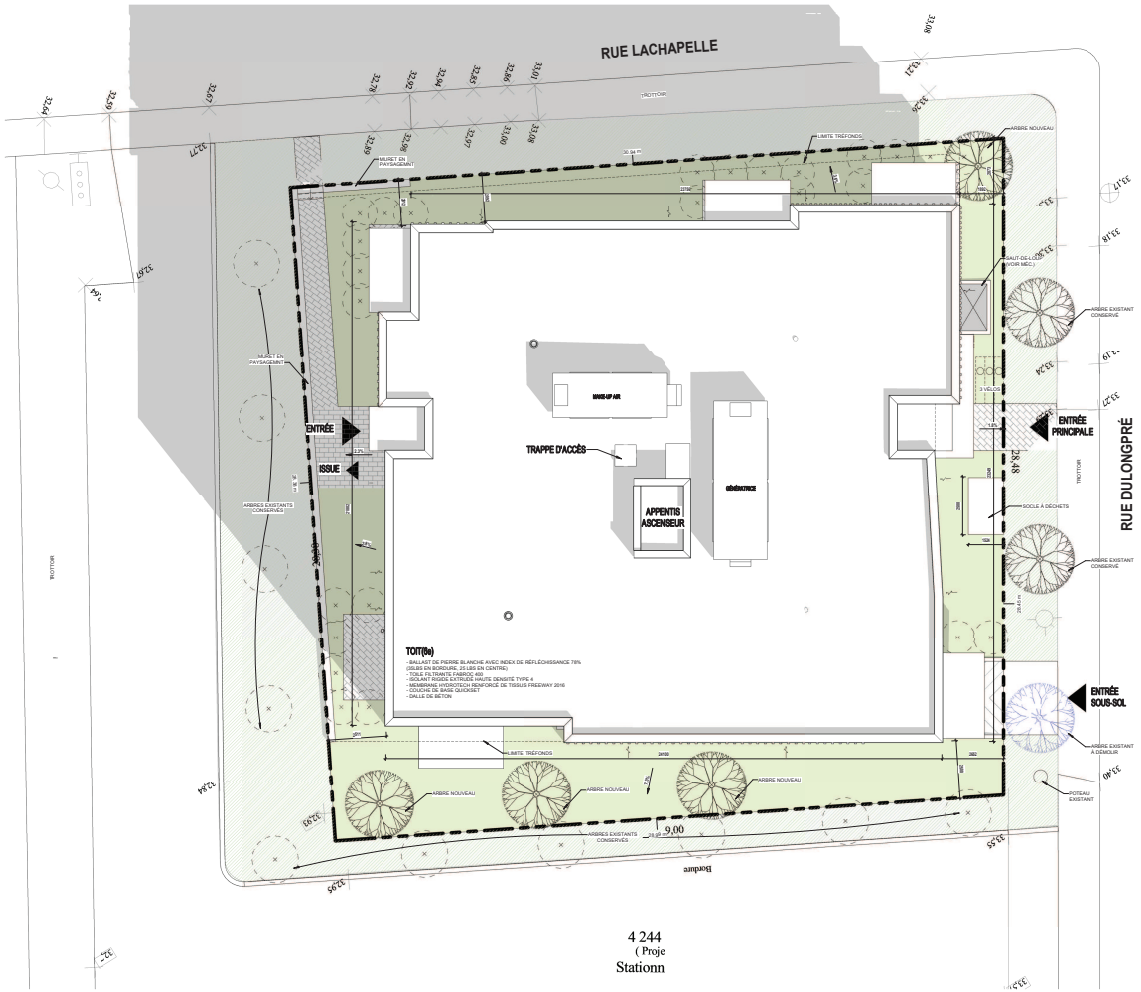
Division urbanisme permis et inspections

9 août 2024

Dossier 1241066009

Liste de dessins

PAGE	NOM DE PAGE	RÉVISION	DATE
A-000	PLAN IMPLANTATION	1	
A-100	SOUS-SOL	1	
A-101	RDC	1	
A-102	ÉTAGES 2 À 5	1	
A-103	TOIT	1	
A-200	ÉLÉVATIONS	1	
A-201	ÉLÉVATIONS	1	
A-300	COUPES	1	
A-400	DÉTAILS CONSTRUCTION	1	
A-401	DÉTAILS	1	
A-402	DÉTAILS TYPES TOIT	1	
A-403	DÉTAILS TYPES	1	
A-404	DÉTAILS TYPES	1	
A-405	DÉTAILS ENVELOPPE TYPE	1	
A-406	DÉTAILS ESCALIER INT. ET RDC	1	
A-407	DÉTAILS ASCEC ET ÉTAGÈRE	1	
A-408	DÉTAILS LAVANDERIE ET TOIT	1	
A-409	DÉTAILS DIVERS	1	
A-410	TYPES DE FENÊTRES	1	
A-411	TYPES DE PORTES	1	
A-412	TABLEAUX DE PORTES		
A-413	MURS INTÉRIEURS	1	
A-420	PLANS AGRANDIS - S.S.O.		
A-421	PLANS AGRANDIS - CUISINE		
A-500	TYPES DE MURS	1	



4 244
(Proje
Stationn

GeiperHuot
GeigerHuot
architectes

420, rue Guy, bureau 100, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 2038 téléc. 514 - 935 - 3370
info@geigerhuot.com

NOTES GÉNÉRALES :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec

Dessin

Client

Révision

No	Description	Date
1		

Révision Schedule

No	Description	Date
2024-08-01	ÉMISSION COMITÉ	CCU
2024-07-19	ÉMISSION COMITÉ	CCU
2024-06-21	ÉMISSION COMITÉ	CCU
2024-05-31	ÉMISSION COMITÉ	CCU
2021-12-20	ÉMISSION COMITÉ	CCU

Révision

Structure

Mécanique - Électricité

Architecte Paysagiste

Design

COOP Lachapelle

11891 Dulongpré
ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE, MTL, QC.

Nom du dessin

PLAN IMPLANTATION

Échelle	Au indicated	dessiné par	CLP
date	format Date		
dossier	21-033		

8/30 11

Dossier 21-033 PLP



1 A-200 ÉLÉVATION SUD
1 : 75



2 A-200 ÉLÉVATION ARRIÈRE
1 : 75

Ahuntsic-Cartierville
Montréal
Division urbanisme permis et inspections

9 août 2024

Dossier 1241066009

TABLEAU DES FINIS

B1	BRIQUES ENDICOTT COULEUR: IMMANENCE IRONSPOT TEXTURE: SMOOTH FORMAT: JOINT CHANFREINE APPAREIL: FLAMAND
B2	BRIQUES APPAREIL: BOUTISSE EN SAILLIE, VOIR RYTHME SUR FACADES
PM	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE PAN - LISSE COULEUR : ANODISÉ CLAIR
BE	BÉTON EXPOSÉ
GCP	GARDE-CORPS EN ALUMINIUM COULEUR : ANODISÉ CLAIR VERRE GIVRÉ

LINTEAUX

- LINTEAU STRUCTURAL
- LINTEAU LIBRE

COULEUR PERSIENNES

- NOIR

ÉCLAIRAGE

- LUMINAIRE MURALE

GeigerHuot
GeigerHuot architectes
4256, rue Ouy, bureau 104, Montréal, QC, H1V 1S6
tél. 514 - 935 - 2038 télec. 514 - 935 - 3370
info@geigerhuot.com

NOTES GÉNÉRALES :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec

Sceau

Client

Révision Schedule

No.	Revision	Date

2023-08-07	POUR COORDINATION	CLP
2023-10-19	POUR COORDINATION	CLP
2023-12-13	POUR COORDINATION	CLP
2024-03-07	POUR COORDINATION	CLP
2024-08-09	POUR COORDINATION	CLP

Révision

Structure

Mécanique - Électricité

Architecte Paysagiste

Design

COOP Lachapelle

11891 Dulongpré
ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE, MTL, QC.

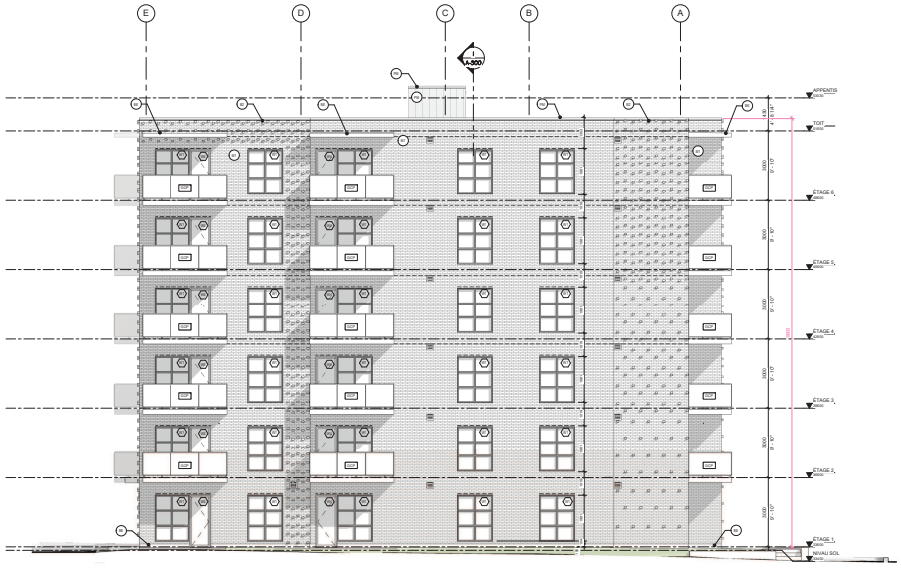
Nom du dessin :

ÉLÉVATIONS

Échelle :	As indicated	dessiné par :	CLP
Date :	Tuesday 9 July 2024		
Dossier :	21-033	9/30	00



1 A-201 ÉLÉVATION DULONGPRÉ
1 : 75



2 A-201 ÉLÉVATION LACHAPELLE
1 : 75

Ahuntsic-Cartierville
Montréal
Division urbanisme permis et inspections

9 août 2024

Dossier 1241066009

TABLEAU DES FINIS

B1	BRIQUES ENDICOTT COULEUR: BIMANSENSE IRONSPOT TEXTURE: SMOOTH FORMAT: JOINT CHANFREINE APPAREIL: FLAMAND
B2	BRIQUES APPAREIL: BOUTISSE EN SAILLIE, VOIR RYTHME SUR FACADES
PB	REVÊTEMENT MÉTALLIQUE PAN - LISSE COULEUR : ANODISÉ CLAIR
BE	BÉTON EXPOSÉ
GCP	GARDE-CORPS EN ALUMINIUM COULEUR : ANODISÉ CLAIR VERRE GIVRÉ

LINTEAUX

- LINTEAU STRUCTURAL
- LINTEAU LIBRE

COULEUR PERSIENNES

- NOIR

ÉCLAIRAGE

- LUMINAIRE MURALE

GeigerHuot
GeigerHuot
architecte

4234, rue Ouy, bureau 104, Montréal, QC, H1V 1S6
tél. 514 - 935 - 2038 téléc. 514 - 935 - 3370
info@geigerhuot.com

NOTES GÉNÉRALES :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec

Sceau

Client

Révision Schedule

No	Revision	Date

2024-08-07	ÉQUIP. COORDINATION	CLP
2024-07-19	ÉQUIP. COORDINATION	CLP
2024-06-21	ÉQUIP. COORDINATION	CLP
2024-05-07	ÉQUIP. COORDINATION	CLP
2024-04-30	ÉQUIP. COORDINATION	CLP

Révision

Structure

Mécanique - Électricité

Architecte Paysagiste

Design

COOP Lachapelle

11891 Dulongpré
ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE, MTL, QC.

Nom du dessin :

ÉLÉVATIONS

Échelle :	As indicated	dessiné par :	CLP
Date :	Issue		
Dossier :	2		

10/30 11

Date d'impression : 2024-08-09 14:14

Construction de logements sociaux (article 93 de la Loi 31)
Intersection Lachapelle/Dulongpré
Consultation publique
1241066009



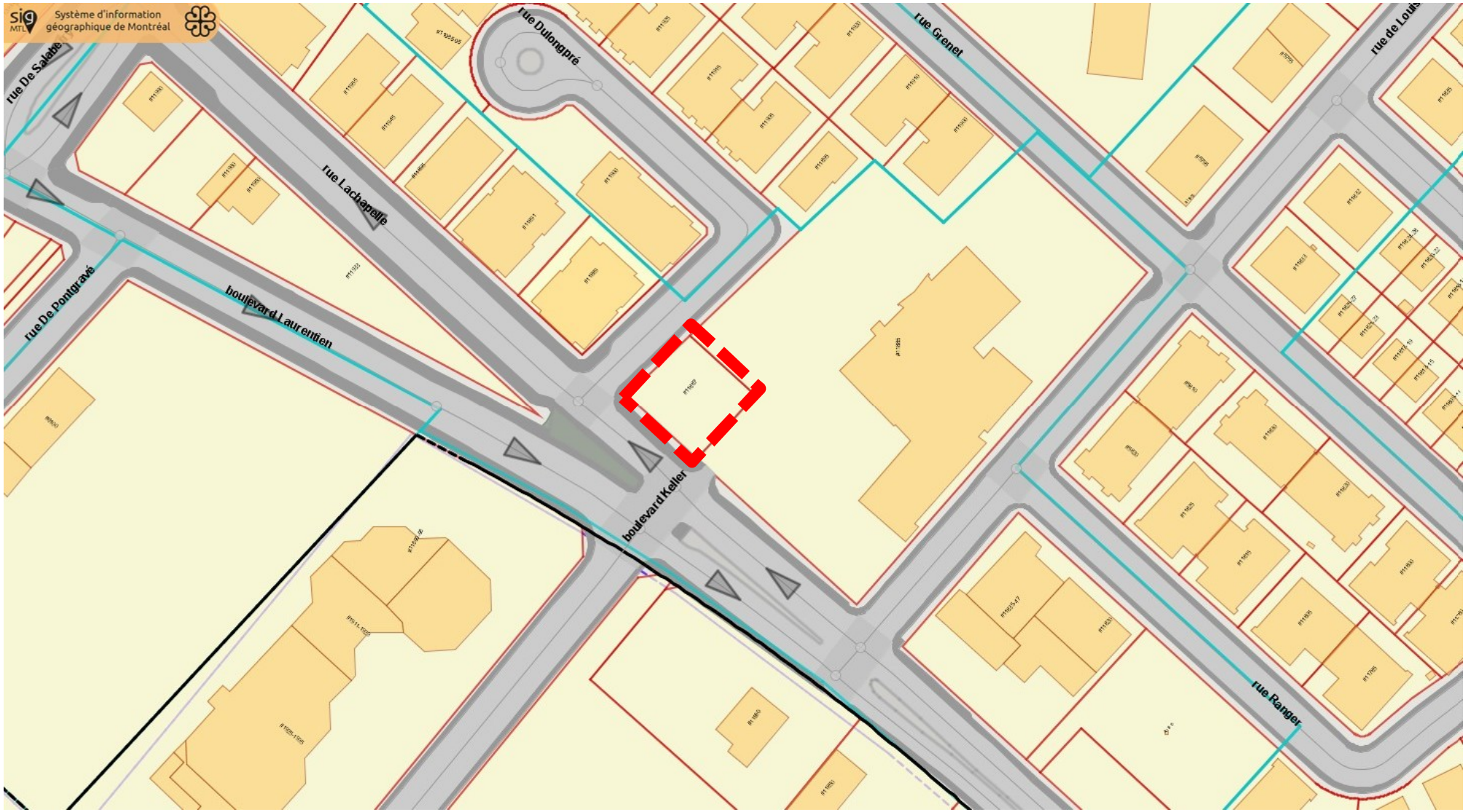
23 octobre 2024

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

Localisation du projet



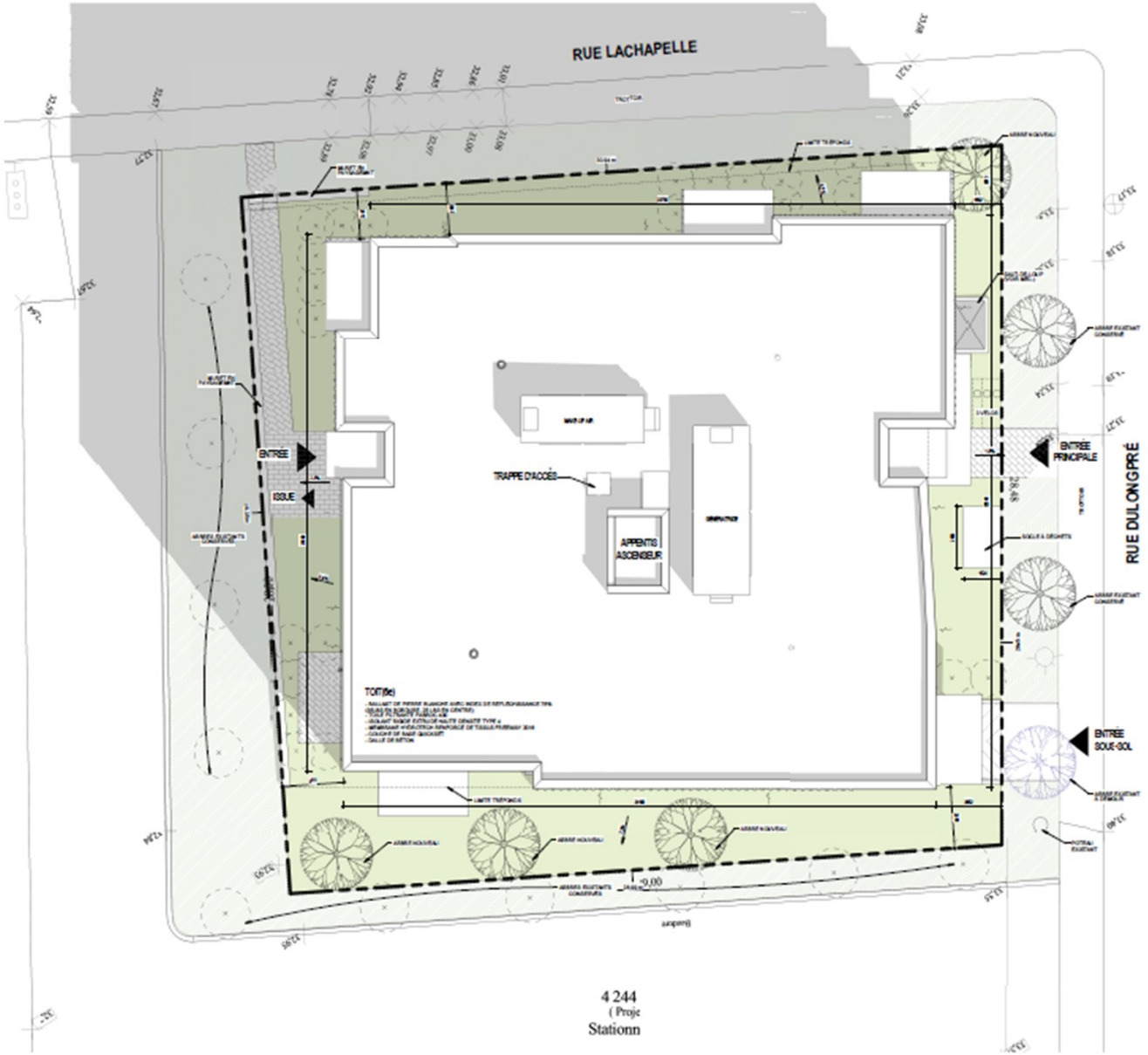
Lot visé par le projet



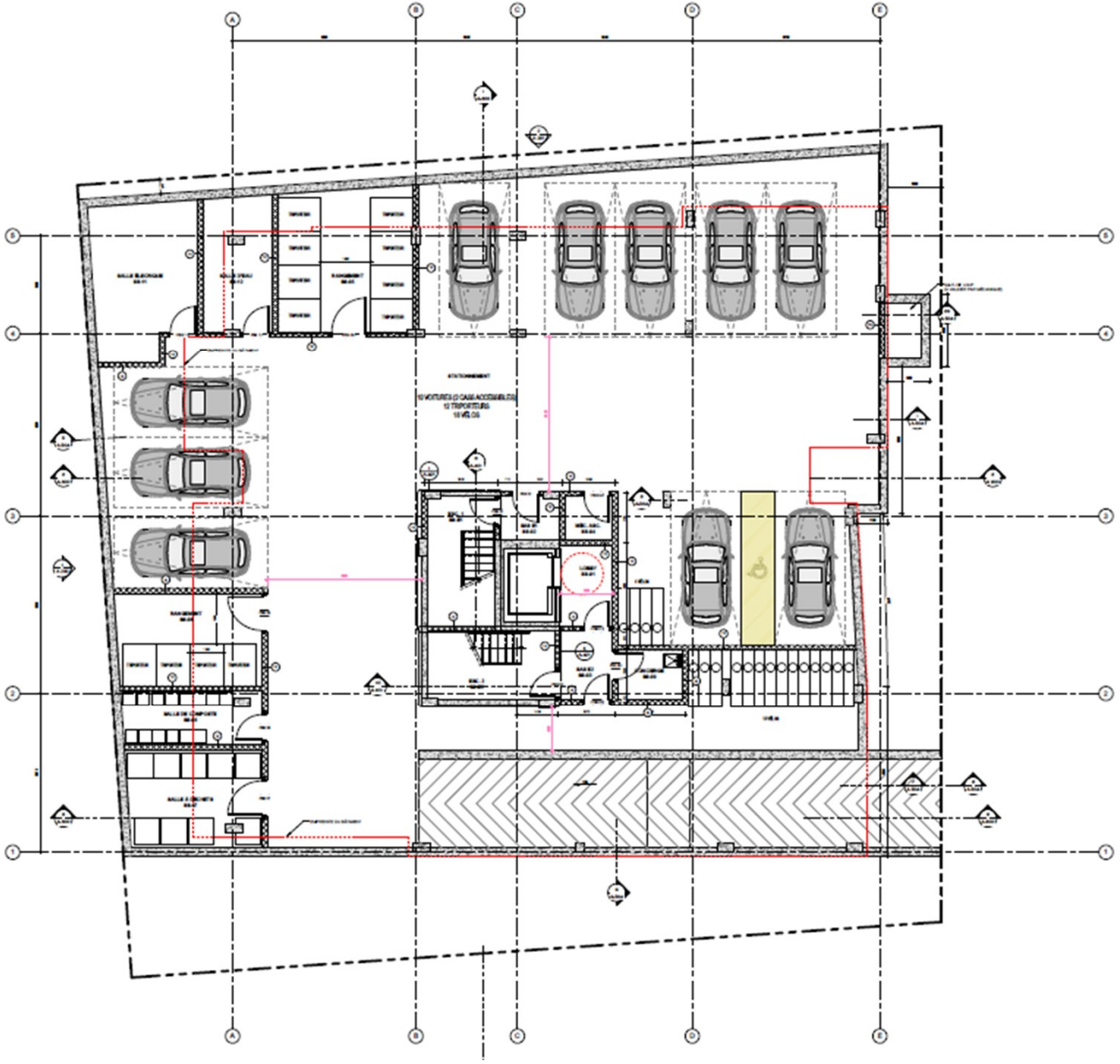
Site visé – intersection Lachapelle et Dulongpré



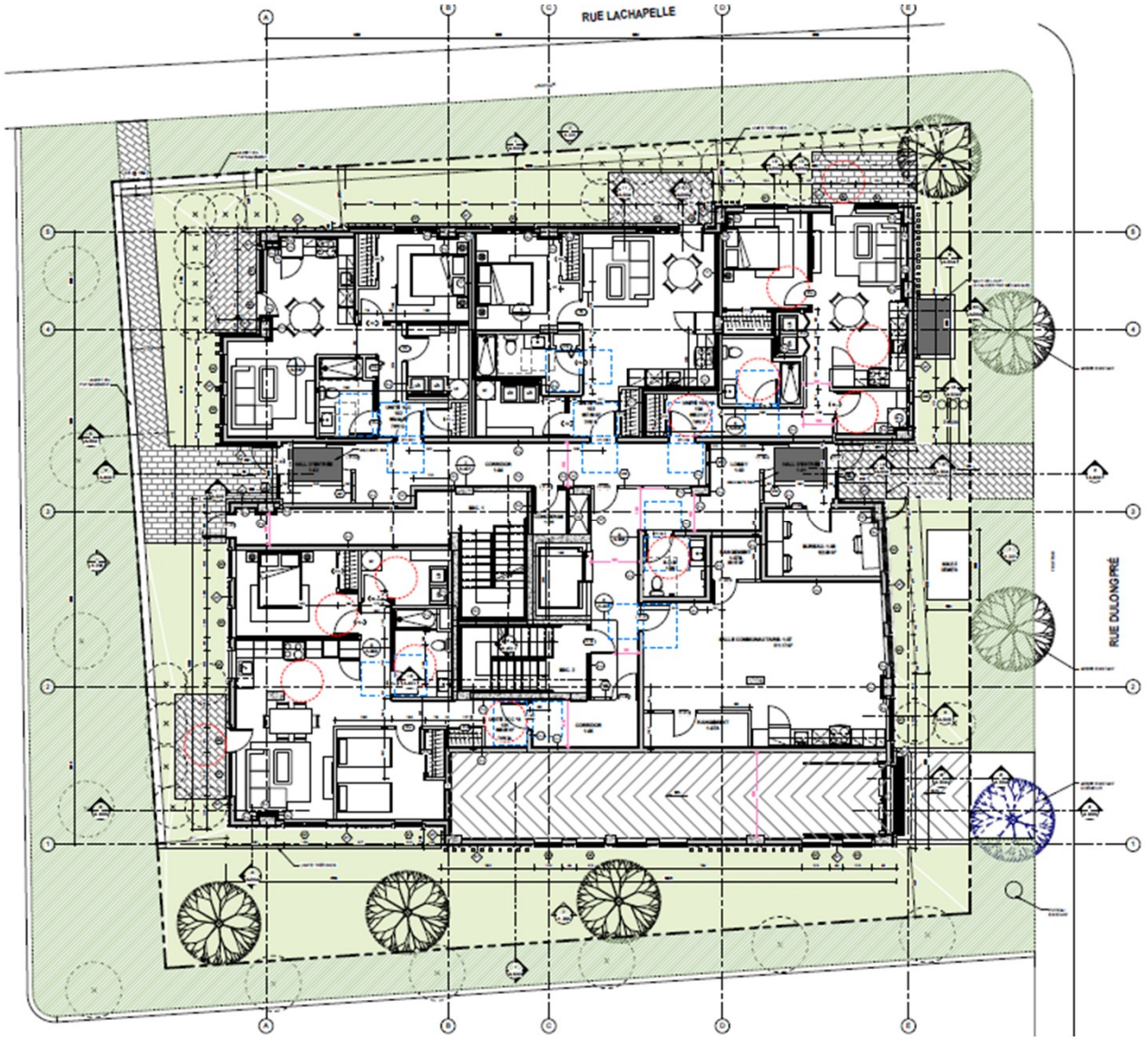
Projet : implantation



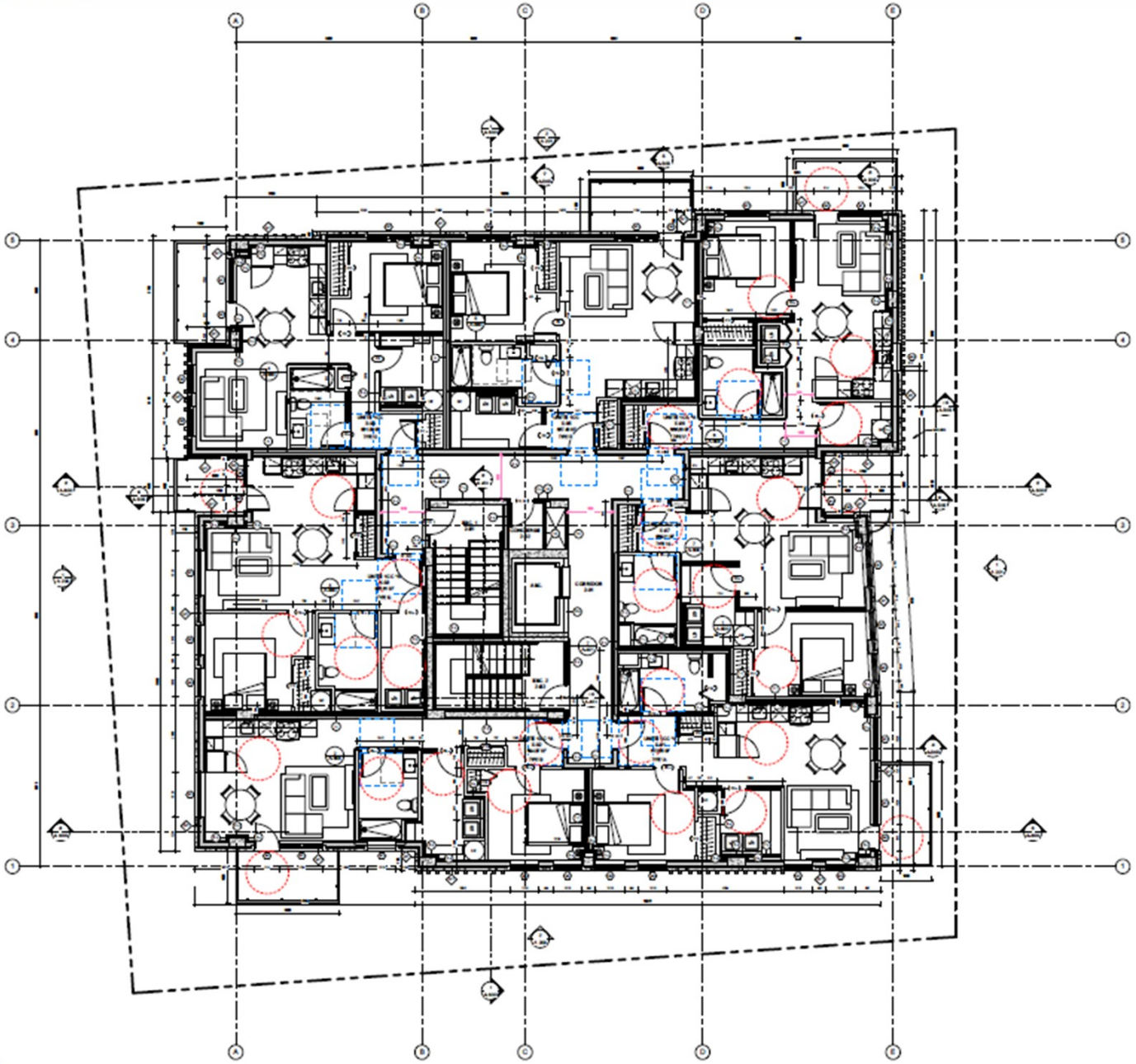
Projet : sous-sol



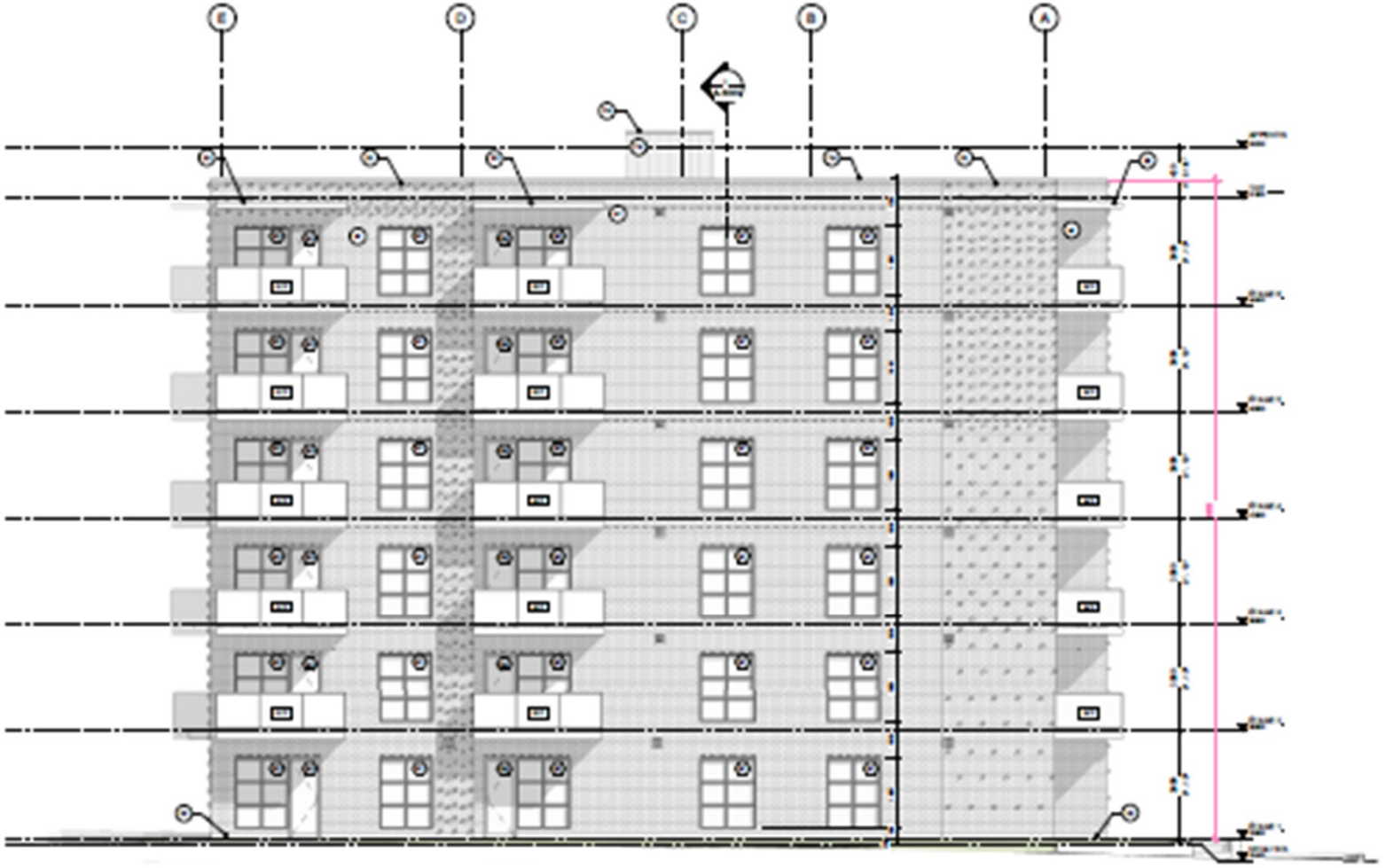
Projet : rez-de-chaussée (RDC)



Projet : étage-type



Projet – élévation rue Lachapelle



Projet – élévation rue Dulongpré



Projet : quelques statistiques

- 39 logements sociaux pour aînées seules ou en couple, et pour personnes avec déficience intellectuelle
- 38 logements de 1 chambre et 1 logement de 2 chambres
- 7 logements par étage et 4 logements au RDC
- 6 étages
- Taux d'implantation du bâtiment : 61%
- Taux de verdissement : 27%
- 10 cases autos au s/s
- 36 espaces pour vélos et 12 espaces pour triporteurs

Non-conformités au règlement d'urbanisme (01-274)

- hauteur maximale en étages : 6 au lieu de 4
- hauteur maximale hors tout en mètres : 21 mètres au lieu de 17 mètres
- nombre minimal d'unités de stationnement pour autos : 10 au lieu de 19
- coefficient d'occupation du sol maximal : 3,60 au lieu de 3,0
- absence de local commercial au rez-de-chaussée au coin de l'intersection des rues Lachapelle et Dulongpré

Étapes antérieures et à venir

- Comité exécutif – 11 septembre 2024 : recommandation favorable (CE24 1438)
- Conseil municipal – 17 septembre 2024 : adoption d'un projet de résolution (CM24 1047)
- Consultation publique – 23 octobre 2024
- Conseil municipal – 18 novembre 2024 : adoption d'une résolution finale
- Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec un avis sur la conformité au schéma d'aménagement de la résolution adoptée
- Entrée en vigueur de la résolution

Merci



Dossier # : 1241066009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant la construction d'un projet d'habitation destiné au logement social, sur le lot 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré).

Il est recommandé :
a) d'adopter, en vertu de *l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q. 2024, ch. 2), le projet de résolution autorisant la construction de :

- un (1) bâtiment résidentiel de six (6) étages, destiné au logement social, situé sur le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré) aux conditions suivantes :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé par le lot portant le numéro 4 244 352 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274* applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un (1) bâtiment résidentiel est autorisée aux conditions prévues au présent projet de résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 12.1 (hauteur en étages), 12.3 (hauteur en mètres), 34.1 (coefficient d'occupation du sol), 198.1 (obligation commerciale au rez-de-chaussée) et 566 (nombre d'unités de stationnement pour autos), du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274* ainsi qu'à la grille de zonage pour la zone 1054 incluse à l'annexe L du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274 .*

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent projet de résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITION GÉNÉRALE

SECTION 1
BÂTIMENT

5. L'implantation et la volumétrie du bâtiment doivent être substantiellement conformes aux plans de l'ANNEXE A de la présente résolution.

6. Le nombre minimal d'unités de stationnement pour vélos est de 36 et le nombre minimal d'unités de stationnement pour triporteurs est de 12.

SECTION 2
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

7. Toute demande de permis ou de certificat visant la construction ou l'agrandissement ou la transformation d'un bâtiment, ou l'aménagement d'un terrain doit être assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement conformément au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 01-274* , selon les objectifs et critères applicables.

b) de donner le mandat au secrétaire d'arrondissement et /ou à la mairesse de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de mener la consultation publique en arrondissement.

ANNEXE A
Plans A-001, A-200 et A-201, préparés par M. Éric Huot, architecte, ayant le numéro de dossier 21-033, révisés le 7 août 2024, et estampillés le 9 août 2024 par la Division d'urbanisme, permis et inspections de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Signé par Diane MARTEL **Le** 2024-08-16 09:14

Signataire : Diane MARTEL

_____

Directrice d'arrondissement
Ahuntsic-Cartierville , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1241066009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant la construction d'un projet d'habitation destiné au logement social, sur le lot 4 244 352 du cadastre du Québec (intersection des rues Lachapelle et Dulongpré).

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2)*, entrée en vigueur le 21 février 2024, prévoit à son article 93 la possibilité d'adopter une résolution visant à autoriser certains projets d'habitation prévus à des fins de logements sociaux malgré la réglementation d'urbanisme en vigueur.
L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville désire se prévaloir de ce pouvoir dans le cadre du projet, celui-ci n'étant pas conforme à la réglementation d'urbanisme applicable, notamment quant au volet zonage, et au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

Afin de permettre cette construction en accéléré, le projet est soumis au conseil municipal pour adoption et entrée en vigueur tel que prévu à la Loi et au règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Le projet consiste à la construction d'un bâtiment de 39 logements sur 6 étages plus sous-sol. La clientèle visée est celle des personnes ayant des déficiences intellectuelles (volet 3) pour environ un tiers du nombre de logements et des personnes aînées seules ou en couple (petit ménage) pour environ les deux tiers du nombre de logements. Trente-huit (38) logements auraient une (1) chambre à coucher et un (1) logement aurait deux (2) chambres à coucher. Les logements possèdent une superficie d'environ 62 à 65 mètres carrés.
La liste des non-conformités à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274) est la suivante :

- hauteur maximale en étages : 6 au lieu de 4;
- hauteur maximale hors tout en mètres : 21 mètres au lieu de 17 mètres;

- nombre minimal d'unités de stationnement pour autos : 10 au lieu de 19;
- coefficient d'occupation du sol maximal : 3,60 au lieu de 3,0;
- absence de local commercial au rez-de-chaussée au coin de l'intersection des rues Lachapelle et Dulongpré.

Le projet est conforme aux objectifs du projet de *Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) 2050* , notamment :

- le projet favorise la construction de logements dans un secteur d'intensification élevée (carte 2-10) à proximité (environ 400 mètres) de la future gare "Bois-Franc" du Réseau express montréalais (REM);
- le projet vise la réduction du nombre de cases de stationnement à proximité du réseau de transport en commun d'importance (future gare "Bois-Franc" du REM);
- le projet est conforme aux seuils minimaux de densité nette prévus à la carte 2-11;
- le projet est conforme à l'affectation mixte prévue pour ce secteur (carte 5-1).

La résolution du conseil municipal vise à adopter des dispositions particulières sur le lot 4 244 352 afin d'autoriser ledit projet de construction de logements sociaux.

JUSTIFICATION

Les dérogations ont été présentées au comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 7 août dernier. Celui-ci a émis un avis favorable avec le commentaire suivant :

- lors de la révision architecturale, porter une attention particulière aux tons de la couleur des briques de façon à s'intégrer adéquatement au milieu d'insertion, notamment avec le bâtiment voisin abritant le *YMCA Cartierville* .

La Direction du développement du territoire est favorable au projet visant la construction de logements sociaux sur le lot visé, étant donné les besoins en cette matière dans ce secteur de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet est financé dans le cadre du programme AccèsLogis.

MONTRÉAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Recommandation d'adoption de la résolution en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant*

diverses dispositions législatives en matière d'habitation au conseil municipal par le comité exécutif
- Adoption du projet de résolution en vertu de l'article 93 de cette même loi par le conseil municipal
- Avis public annonçant l'assemblée publique
- Tenue de l'assemblée publique
- Adoption de la résolution en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* par le conseil municipal
- Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec un avis sur la conformité de la résolution adoptée en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* au schéma d'aménagement
- Entrée en vigueur de la résolution en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation*

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la ou le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur à l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain GARCIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Eric GOSSET, Service de l'habitation

Lecture :

Sylvain GARCIA, 12 août 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-08-09
Nicolas BOULANGER Conseiller en aménagement	Clément CHARETTE C/d permis & inspections arrondissements
Tél : . **Télécop. :** .	**Tél :** . **Télécop. :** .

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gilles CÔTÉ
directeur(-trice)-developpement du territoire et etudes techniques
Tél :
Approuvé le : 2024-08-14

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1245491002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033

Il est recommandé :

d'approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 », le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. 30.01);

d'approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-30 19:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245491002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronique GIRARD-EXTERNE
STM

Tél : 4384023315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-30

Veronique GIRARD-EXTERNE
consultante

Tél : 4384023315
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Veronique GIRARD-EXTERNE
consultante
Tél :
Approuvé le : 2024-10-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S/O*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S/O*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033, pour ajouter dans la section autorisée du secteur réseau de bus le projet « ACTE phase 1» pour un montant total de 84 162 311 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER un règlement autorisant un emprunt de 73 264 326 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers pour un terme de cinq (5) ans pour financer le projet «ACTE phase 1».

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme maximale de 7 326 432 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : $ –

DE-Finances, appro., aff. juri., normes et conformité et trésorerie

Julie Deschênes
Signé avec ConsignO Cloud (23/08/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Nom : Julie Deschênes

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Nicole Barezi*
Signé avec ConsignO Cloud (05/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO-2030)

☐ Rehausser l'expérience employé dans une STM qui favorise l'engagement
☐ Améliorer l'expérience de la clientèle et son attachement envers la STM
☑ Accroître la performance et l'agilité de nos activités

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2030 cette recommandation vise-t-elle:

Rehausser l'expérience employé dans une STM qui favorise l'engagement - Évoluer vers une STM plus humaine, plus performa

Accroître la performance et l'agilité de nos activités - Livrer les projets pour transformer le service et moderniser nos actifs

Accroître la performance et l'agilité de nos activités - Innover et viser l'efficience et la performance

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2030

Modification du Programme des immobilisations 2024-2033
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1), il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2024-2033.

Autorisation d'emprunt
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO 2030). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM dans ses objectifs de croissance de la performance et de l'agilité de ses activités.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO-2030)*

Autorisation et octroi de contrat

Présidence (cochez si requis) ☐ Vice-présidence (cochez si requis) ☐

Direction générale :

GED:

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: (jj/mm/an) 28 05 2024
Comité : Comité suivi des actifs Date: (jj/mm/an) 05 07 2024

Est-ce qu'il y a eu une déclaration d'intérêt pour ce dossier nécessitant l'application de la DS-APP-008 : Oui ☐ Non ☐

Démarche, solution proposée et conclusion Négociations effectuées à l'égard du prix (si applicable) Oui ☐ Non ☐

La STM entreprend un virage vers l'électrification de son parc de bus en vue d'une complète transition avant 2040. Pour soutenir l'intégration, l'entretien et l'exploitation d'une flotte mixte avec une fraction grandissante de bus électriques, le projet ACTE phase 1 met en place les adaptations et les fondations technologiques requises pour les 30 bus électriques déjà en exploitation et ceux qui seront acquis en 2025-2026.

Globalement, l'exploitation des bus électriques n'est pas soutenue convenablement actuellement par les systèmes de gestion en place (Hastus, SAP, SAEIV et autres), et plusieurs composantes technologiques sont manquantes pour assurer un déploiement à grande échelle.

Le projet vise:
- La mise en place des adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques;
- La mise en place des adaptations technologiques pour le secteur entretien bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS)*;
- Le déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses;

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2030 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD-1-Viser la carboneutralité et contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques

DD-5-Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseillère Corporative projets
Nom : cynthia Samson

Service : Trésorerie et Investissements
Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (23/08/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

Informations financières[1] ☑ *S/O*

SEULEMENT pour les projets associés au PI
N° de demande d'achat :

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[2]
Centre			
Compte			
Ordre interne / OTP			
Réseau activité			
Règlement d'emprunt			
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat			

1. Les montants sont arrondis au dollar près.

2. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Montant total 0 $

Ventilation des coûts[3] ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2024	2025	2026 et suivantes[5]	Total
(A) Base[4]	0 $	0 $	0 $	0 $
(B) TPS	0 $	0 $	0 $	0 $
(C) TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0 $	0 $	0 $	0 $
(E) Ristourne TPS et TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(F) Montant net (D – E)	0 $	0 $	0 $	0 $

3. Les montants sont arrondis au dollar près.

4. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.

5. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la division Soutien à l'exploitation et aux projets de la Direction finances et performance financière, ce projet a été ciblé pour une subvention selon les modalités du programme SOFIL à un taux de 95% des montants admissibles.

Cette qualification devra être confirmée par le MTMD. Une demande de subvention sera déposée au MTMD sous peu. Les dépenses non admissibles anticipées sont de l'ordre de 15% sur le coût global de projet de 84 162 311 $.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorerie : *Julie Deschênes*
Signé avec ConsignO Cloud (23/08/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE
☑ RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2030 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Ce projet vise (suite):
- La mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- L'optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques), et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

*Les livrables de la phase 1 permettent de se doter des capacités minimales requises. Toutefois, les solutions visant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) seront déployées dans la totalité des neuf centres de transports de la STM.

Aspects financiers
Le coût complet du projet est de 84 162 311 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 73 264 326 $ et de 10 897 985 $ au budget spécial d'exploitation (BSE).

Dépenses capitalisables	73 235 475 $
Frais financiers	28 851 $
Total RE	**73 264 326 $**
BSE	10 897 985 $
Coût complet du projet	**84 162 311 $**

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2030 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	*Adaptations des Capacités Technologiques pour Électrification I (ACTE I)*	**Date**	30 juillet 2024
Numéro	R-221	**Montant**	RE : 73 264 326 $

CONTENU

CONTEXTE

La STM entreprend un virage vers l'électrification de son parc de bus en vue d'une complète transition avant 2040. Pour soutenir l'intégration, l'entretien et l'exploitation d'une flotte mixte avec une fraction grandissante de bus électriques, le projet ACTE I (Adaptation des capacités technologiques pour l'électrification) met en place les adaptations et les fondations technologiques requises pour l'arrivée des bus électriques débutant en 2025.

À la suite du projet pilote du CT Stinson, la STM a réalisé que la planification, l'entretien et l'exploitation des bus électriques avec les systèmes actuels seront difficiles, voire impossibles. Il faut donc agir prestement pour se doter des capacités minimales requises.

Le projet ACTE I est requis pour accueillir les premiers bus électriques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **28/05/2024**: Comité GPP – Porte 2 : Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet de 84 162 311 $ incluant 10 897 985 $ en BSE pour permettre la réalisation des travaux proposés.
- **05/07/2024 :** Comité CSA : Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget.

DESCRIPTION

ACTE I met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des 30 autobus électriques déjà en exploitation et des 186 autobus électriques qui seront acquis en 2025-2026.

La STM possède neuf centres de transport (CT) (8 dépôts bus et 1 centre pour le Transport adapté), et deux usines pour l'entretien majeur des bus. ACTE I met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT.

Le projet ACTE I et ses livrables présentent :

- Adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques ;
- Adaptations technologiques pour le secteur entretien bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques ;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS) *****
- Déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses ;
- Mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- Optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques), et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité et l'utilisation plus efficace des bus);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

Les livrables intitulés « Solutions technologiques » seront livrés de 2025 à début 2027 afin de répondre aux besoins d'affaires minimalement requis avec l'arrivée des premiers bus électriques incluant la mise en place des adaptations des systèmes existants (Hastus, SAP, SAEIV, etc.) et des fondations technologiques.

* Les livrables pour acquérir une nouvelle solution de gestion du stationnement Bus (DMS) et de localisation des bus en temps réel (RTLS) sont pour l'ensemble des CT pour les années 2025 à 2030. Contrairement aux autres livrables, il ne s'agit pas uniquement de faire le minimum requis.

D'autres adaptations technologiques seront requises pour l'exploitation d'un plus grand nombre de bus électriques. Plus spécifiquement quand le seuil de 40 bus électriques par CT sera atteint. De futures itérations seront à prévoir (ACTE II, etc.) pour donner suite au projet ACTE I pour être en mesure de supporter un plus grand nombre de bus électriques afin d'atteindre les objectifs du PEV 2030.

Voici les composantes apportant de la valeur à la performance du système « bus » pour assurer la pérennité du service et mettre en place les fondations essentielles à l'intégration de nouvelles technologies vers l'électrification :

- Gestion des alarmes centralisées : Surveiller la surchauffe des batteries, les infrastructures de recharge et les écarts d'autonomie;
- Rehausser la couverture Radiofréquence (RF) dans 2 CT;
- Gestion de l'entretien : Rendre disponibles les caractéristiques et l'état de charge pour supporter les diagnostics des bus et chargeurs (alarmes et indicateurs). Permettre la planification et les interventions nécessaires sur les bus, chargeurs et bornes de recharge. Générer de premiers tableaux de bord par CT;
- Livraison du service : ajuster le service selon l'autonomie des bus et assurer l'application des mesures de régulation selon la disponibilité et la charge des bus (détours planifiés, ajustements, remplacement);
- Planification et exploitation du service : pouvoir tenir compte des caractéristiques d'autonomie des groupes et types de véhicules électriques et optimiser la planification d'une flotte mixte de bus;
- Analytique libre-service : mettre à disposition les données bus et chargeurs et offrir les capacités pour du libre-service analytique (ingestion de données, transformation, modélisation, publication de KPI et rapports);
- Fondation Intégration : mettre en place une plateforme d'intégration pour faciliter l'échange de données et de services entre les différents systèmes et applications de l'organisation. Garantir la disponibilité, la confidentialité et la conformité des actifs informationnels (cybersécurité).

JUSTIFICATION

Dans le cadre de sa démarche globale d'électrification de son réseau de surface, la STM démarre en 2019, un projet pilote de démonstration de 30 bus électriques au CT Stinson. Ce projet permet d'initier une meilleure connaissance de la technologie de recharge, d'appréhender l'impact sur les opérations au sein d'un centre de transport, sur l'entretien des véhicules, sur la planification du réseau et sur son exploitation.

Le pilote au CT Stinson a permis de mettre en lumière l'importance des éléments suivants:-

- Les différents systèmes technologiques utilisés dans les activités quotidiennes sont adaptés à un contexte d'opération d'une flotte de bus à carburant uniquement;
- La nécessité d'accroître la qualité des données (données de recharge, données d'autonomie des bus, etc.) et leur disponibilité (état de dormance du bus) et d'une intégration des données d'électrification au sein des outils de la planification du réseau ainsi que dans la gestion des systèmes accompagnant les opérations quotidiennes au sein d'un CT;
- La nécessité d'une mise en place du système de supervision de la recharge ainsi que la disponibilité de ressources en matière de technologies informatiques (TI) pour son intégration adéquate aux opérations;

Globalement, l'exploitation des bus électriques n'est, à ce jour, pas soutenue convenablement par les systèmes de gestion en place à la STM (Hastus, SAP, SAEIV et autres), et plusieurs composantes technologiques sont manquantes pour assurer un déploiement à grande échelle (plusieurs CT avec une masse critique de bus électriques et une diversité de chargeurs de différents fournisseurs).

L'absence d'un système d'information intégré pour soutenir les processus d'affaires liés au stationnement, au ravitaillement, aux affectations de véhicules est la cause principale de la situation actuelle.

La gestion quotidienne des bus, dès leur arrivée dans un centre de transport et jusqu'à leur départ en exploitation, comporte plusieurs processus manuels. Le manque de visibilité (due aux données qui se retrouvent dans plusieurs systèmes) et la complexité des divers critères entrainent:

- De la difficulté à satisfaire les exigences de l'exploitation (assigner le meilleur bus à la ligne/tournée).
- Une utilisation kilométrique non optimale des véhicules qui augmente les coûts d'entretien préventif ainsi que l'usure prématurée des véhicules.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est de 84 162 311 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers court terme inclus. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 73 264 326 $, d'un montant de 10 897 985 $ au budget spécial d'exploitation.

Règlement d'emprunt (RE)	73 264 326 $
Budget spécial d'exploitation (BSE)	10 897 985 $
Coût complet du projet STM	**84 162 311 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

À la suite d'une évaluation du dossier par la Direction Finances, ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention sera déposée sous peu au MTMD qui confirmera cette qualification.

Le pourcentage des dépenses non admissibles est de 15% (12,1 M$ sur le coût complet de 84,2 M$).

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	*Adaptations des Capacités Technologiques pour Électrification I (ACTE I)*	**Date**	30 juillet 2024
Numéro	R-221	**Montant**	RE : 73 264 326 $

Subventions et contributeurs:

PROGRAMME (SUBVENTIONS)	R-221	%	TOTAL M$	STATUT ET COMMENTAIRES
SOFIL 5	Gouv. du Québec comptant	95 %	68,5 M$	En attente de la confirmation de l'enveloppe et des modalités de ce programme par le MTMD.
	STM (ville de Mtl) dette	5 %	3,6 M$	
NON ADMISSIBLES	STM (ville de Mtl) dette	100 %	1,2 M$	
TOTAL GOUV. DU QUÉBEC COMPTANT			68,5 M$	
TOTAL STM (VILLE DE MTL) DETTE			4,8 M$	
MONTANT TOTAL AU RE			**73,3 M$**	

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Ce projet contribue aux objectifs suivants du Plan stratégique organisationnel 2030 :

- 1.3 Évoluer vers une STM plus humaine, plus performante et plus durable
- 3.2 Livrer les projets pour transformer le service et moderniser nos actifs
- 3.3 Innover et viser l'efficience et la performance

Ce projet est un prérequis à l'électrification du réseau et à l'exploitation d'une flotte de bus électriques.
Il est recommandé d'inscrire le programme qui les regroupe au portefeuille dans la catégorie « Amélioration et Développement ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à deux des neuf chantiers du Plan de développement durable 2030.

- Chantier 1 : Viser la carboneutralité et contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques
- Chantier 4 : Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

Contribution au Plan accessibilité universelle
En positionnant le bon bus au bon endroit, le DMS permet de s'assurer que les bus avec rampes sont assignés aux bonnes lignes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

ACTE I se focalisera sur les adaptations minimales, nous n'anticipons pas de défis majeurs à cet égard.

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	*Adaptations des Capacités Technologiques pour Électrification I (ACTE I)*	**Date**	30 juillet 2024
Numéro	R-221	**Montant**	RE : 73 264 326 $

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Présentation au comité GPP	28 mai 2024
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	4 septembre 2024
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Décembre 2024
Activités de mise en œuvre (MEO)	2025-2030
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Mai 2030

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration

de la Société de transport de Montréal

tenue le 4 septembre 2024

au siège social de la STM – 800, De La Gauchetière Ouest, Montréal

CA-2024-097 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-221 AUTORISANT UN EMPRUNT DE SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $) POUR FINANCER LE PROJET « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » POUR UN TERME DE CINQ (5) ANS ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2024-2033

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre de l'exploitation de son entreprise, la Société entreprend un virage vers l'électrification de son parc d'autobus, en vue d'une complète transition avant l'année 2040;

ATTENDU qu'un projet pilote au centre de transport Stinson a eu lieu et la Société a réalisé que la planification, l'entretien et l'exploitation des trente (30) bus électriques, déjà en exploitation avec les systèmes actuels, seront difficiles et qu'elle doit agir prestement pour se doter des capacités minimales requises pour permettre l'exploitation de ces autobus et ceux qui seront acquis dans le futur;

ATTENDU que la Société possède neuf (9) centres de transport (CT) (huit (8) dépôts de bus et un (1) centre pour le transport adapté), et deux (2) usines pour l'entretien majeur des bus. Le projet met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS), ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT;

ATTENDU qu'afin de répondre à ces besoins, la Société met sur pied le projet « Adaptation des Capacités Technologiques pour l'Électrification 1 » (ci-après « ACTE 1 »);

ATTENDU que de façon générale, le projet met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des trente (30) autobus électriques déjà en exploitation et des autobus électriques qui seront acquis en 2025-2026;

ATTENDU que de façon spécifique, le projet a pour objectifs les livrables suivants :

- Les adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques;
- Les adaptations technologiques pour le secteur entretien de bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS) dans la totalité des CT;
- Le déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses;
- La mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- L'optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques) et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité et l'utilisation plus efficace des bus);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » doit être ajouté à la rubrique « Secteur bus » au « Programme des immobilisations 2024-2033 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés, à même le présent règlement d'emprunt, est estimé à **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)**, incluant les taxes nettes de

ristournes et les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter ce ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations et que si un montant indiqué à celle-ci, pour un des éléments mentionnés, s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1 (collectivement le « règlement R-091 »), permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU que nonobstant l'article 3.3 du règlement R-091, aucune somme provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement ne pourra faire l'objet de remboursement dans le fonds général de la Société, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

VU le rapport de la directrice exécutive – Finances, approvisionnement, affaires juridiques, normes et conformité et trésorerie

ET CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice générale

PROPOSÉ par monsieur Sylvain Ouellet
APPUYÉ par monsieur Éric Alan Caldwell

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le livre PI 2024-2033, afin d'ajouter le projet « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » sous la rubrique « Secteur bus » pour un montant total de 84 162 311 $, taxes nettes de ristournes et frais financiers inclus;

2° d'adopter le « Règlement R-221 autorisant un emprunt de **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)** pour financer le projet « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 », pour un terme de CINQ (5) ans, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et la secrétaire corporative de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts à effectuer, incluant leur refinancement, ne dépasse pas cette durée maximale;

4° que la Société soit autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **SEPT MILLIONS TROIS CENT VINGT-SIX MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX** DOLLARS (7 326 432 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Nicole Barezi
Signé avec ConsignO Cloud (05/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

RÈGLEMENT R-221

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $) POUR FINANCER LE PROJET « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » POUR UN TERME DE CINQ (5) ANS

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre de l'exploitation de son entreprise, la Société entreprend un virage vers l'électrification de son parc d'autobus, en vue d'une complète transition avant l'année 2040;

ATTENDU qu'un projet pilote au centre de transport Stinson a eu lieu et la Société a réalisé que la planification, l'entretien et l'exploitation des trente (30) bus électriques, déjà en exploitation avec les systèmes actuels, seront difficiles et qu'elle doit agir prestement pour se doter des capacités minimales requises pour permettre l'exploitation de ces autobus et ceux qui seront acquis dans le futur;

ATTENDU que la Société possède neuf (9) centres de transport (CT) (huit (8) dépôts de bus et un (1) centre pour le transport adapté), et deux (2) usines pour l'entretien majeur des bus. Le projet met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS), ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT;

ATTENDU qu'afin de répondre à ces besoins, la Société met sur pied le projet « Adaptation des Capacités technologiques pour l'Électrification 1 » (ci-après « ACTE 1 »);

ATTENDU que de façon générale, le projet met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des trente (30) autobus électriques déjà en exploitation et des autobus électriques qui seront acquis en 2025-2026;

ATTENDU que de façon spécifique, le projet a pour objectifs les livrables suivants :

- Les adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques;
- Les adaptations technologiques pour le secteur entretien de bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS) dans la totalité des CT;
- Le déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses;
- La mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- L'optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques) et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité et l'utilisation plus efficace des bus);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet **« ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 »** doit être ajouté à la rubrique « Secteur bus » au « Programme des immobilisations 2024-2033 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés, à même le présent règlement d'emprunt, est estimé à **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $),** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter ce ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations et que si un montant indiqué à celle-ci, pour un des éléments mentionnés, s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1 (collectivement le « règlement R-091 »), permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU que nonobstant l'article 3.3 du règlement R-091, aucune somme provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement ne pourra faire l'objet de remboursement dans le fonds général de la Société, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-221 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 La Société est autorisée à emprunter pour un terme d'une durée de **CINQ (5) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $),** dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées dans le préambule du présent règlement et à l'Annexe 1 jointe pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 3 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer, de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas celle prévue à l'article 2;

ARTICLE 4 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **SEPT MILLIONS TROIS CENT VINGT-SIX MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX DOLLARS (7 326 432 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son adoption;

ARTICLE 5 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 4 SEPTEMBRE 2024

Éric Alan Caldwell
Signé avec ConsignO Cloud (06/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

ÉRIC ALLAN CALDWELL
Président du conseil d'administration

Nicole Barezi
Signé avec ConsignO Cloud (05/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

NICOLE BAREZI
Secrétaire corporative

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

R-221	Montant estimé R-221 *	Total Projet*
A) 202311_N - Adaptations capacités Techno. Électrification ph 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	35 309 092 $	
Biens et services	22 758 182 $	
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :	**58 067 274 $**	**67 319 544 $**
Taxes nettes de ristournes	1 135 064 $	1 147 533 $
Contingences / risques	10 353 673 $	11 471 139 $
Inflation	3 679 464 $	4 195 244 $
Sous-total avant frais financiers :	**73 235 475 $**	**84 133 460 $**
Frais financiers	28 851 $	28 851 $
Total :	**73 264 326 $**	**84 162 311 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ces livrables s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre livrabke prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Adaptations des Capacités Technologiques pour l'Électrification

ACTE I



Présentation au conseil d'administration

4 septembre 2024

Table des matières

- Mise en contexte
- Objectifs
- Portée
- Échéancier
- Budget
- Prochaines étapes

Mise en contexte

- Comme vous le savez, la STM entreprend un virage vers l'électrification de sa flotte de bus en vue de l'atteinte de la carboneutralité des opérations complète d'ici 2040.
- L'électrification ne vient pas simplifier les opérations de la STM. La technologie vient jouer un rôle essentiel pour absorber une part de la complexité en intégrant et automatisant des processus et des fonctions.
- Pour soutenir l'intégration, l'entretien et l'exploitation d'une flotte mixte avec une fraction grandissante d'autobus électriques, le projet ACTE I met en place les ajouts, les adaptations et les fondations technologiques requises.
- Le projet pilote d'électrification du Centre de transport (CT) Stinson a permis de constater que l'utilisation des systèmes dans leurs formes actuelles pour la gestion d'une flotte aussi importante de bus électriques sera difficile et inefficace.
- Dans le contexte où la STM continue à diversifier la composition de son parc d'autobus (avec l'arrivée des bus électriques). L'optimisation de la gestion des bus dans ses centres de transport devient une nécessité afin de mieux contrôler les coûts d'entretien et mieux satisfaire les demandes de l'exploitation.



Objectifs

- S’assurer que les nouveaux bus électriques s'intègrent bien aux systèmes TI existants pour accueillir les premiers bus électriques
- Mettre en place de solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans les centres de transport afin d'automatiser les activités et optimiser les coûts d'exploitation dans les CT.
- Mettre à niveau, adapter et configurer les applications métiers STM
- Intégrer le système de gestion de la recharge (CMS) dans l'écosystème TI
- Monter en puissance de façon itérative la fondation technologique afin d’intégrer les données bus et les données chargeurs dans les systèmes métiers de la STM
- Acquérir et configurer des applications de visualisation et gestion des alarmes
- Collecter et enrichir les données bus et chargeurs pour permettre l'analytique et l’aide à la prise de décision (« approche data-driven »)

Portée

- ACTE I met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des 30 bus électriques déjà en exploitation et des 186 bus électriques qui seront acquis en 2025-2026.
  - D'autres adaptations technologiques seront requises pour l'exploitation d'un plus grand nombre de bus électriques. Plus spécifiquement quand le seuil de 40 bus électriques par CT sera atteint.
- ACTE I met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT.

Portée - Capacité d'affaires par grands livrables

Planification du réseau

- Offre de transport avec flotte mixte et assignations chauffeurs
- Optimiser le nombre d'autobus en fonction de l'énergie et du temps de recharge
- Planification du service en fonction de l'énergie et du temps de recharge (calibrage)
- Planification des activités de recharge (calibrage)
- Détours planifiés vs capacité de recharge
- Analyse de données électrification pour la planification
- Historique de consommation de kW/h des bus par trajet improductif, par tournée, par heure de service

Livraison du service

- Affectation véhicules/ chauffeurs (calibrage)
- Alertes utilisation kilométrique, SoC
- Suivi de l'autonomie restante et du niveau de la batterie
- Alarmes problèmes de recharge et d'autonomie
- Vue intégrée pour la gestion des alarmes pour surveiller l'état des systèmes et des véhicules
- Gestion des entraves vs autonomie

Gestion de l'entretien des équipements et Bus

- Caractéristiques des véhicules électriques (modèle, manufacturier, version, année, etc.)
- Caractéristiques des chargeurs (modèle, manufacturier, version, etc.)
- Planifications des interventions sur les bus électriques
- Disponibilités des véhicules électriques
- Disponibilités des chargeurs
- Défauts techniques batteries bus
- Gestion des inspections bus électriques
- Planifications des interventions sur les chargeurs

Logistique dans les centres de transport

- Suivi des activités d'entretien pour une meilleure conciliation avec la livraison du service
- Automatisation du « préconditionning »
- Gestion du stationnement affectation des places de stationnement automatisée
- Vue intégrée pour la gestion des alarmes pour surveiller l'état des chargeurs et des bus
- Gestion du stationnement connaître l'emplacement des bus en temps-réel dans les CT
- Gestion de la sortie affectation aux lignes/ tournées automatisée
- Planification des activités de recharge automatisée
- Affectation automatisée des bus aux bornes de recharge dans le CT

Gestion de la recharge

- Supervision des équipements de recharge
- Affichage autonomie Affichage temps de recharge
- Liste des alarmes Liste des indicateurs
- état de branchement état en recharge état full charge charge en erreur
- Affichage KPI opérationnels de la recharge
- Autorisation et gestion de la priorité de recharge vs états cibles planifiés

Télémétrie Bus

- Odomètre énergie consommée état de charge (SoC) état santé batterie (SOH) kWh température batterie élevée info sur état de charge bus état batterie ID bus
- Données brutes Télémétrie Bus
- Affichage KPI opérationnels composantes électriques
- Affichage KPI opérationnels composantes mécaniques

Technologie

- Mise en place des outils libre-service analytique pour analyse de données électrification
- Mise en place de la plateforme d'intégration Cloud et ses capacités fonctionnelles
- Cybersécurité pour les nouveaux systèmes TI et équipements dans CT
- Intégration des données Bus et données chargeurs dans les systèmes métiers et opérations
- Rehaussement serveurs, stockage et intégration Infonuagique Azure
- Rehaussement réseau Wi-Fi dans les CT (CT Anjou, CT St-Laurent)
- Mise en place plateformes technologiques et infrastructures CT DMS et RTLS
- Intégrations technologiques DMS et RTLS avec systèmes métiers

Adaptations & Technologies

DMS & RTLS

MAN Hastus

Télémétrie

Fondation Analytique

A prioriser pour 2025

A prioriser pour 2026

A prioriser pour 2027

Échéancier



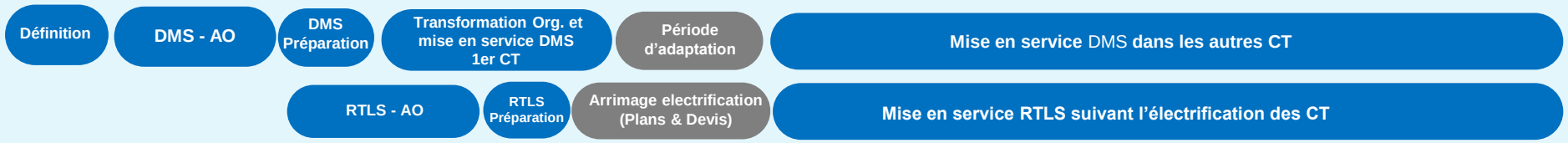
ACTE I

Solutions technologiques

Plan 2025-2027 - Premiers Bus électriques et début d'électrification des CT

- Livraisons 2025
- Livraisons 2026
- Livraisons 2027

Gestion optimisée des CT



Budget

Le coût complet du projet est évalué à 84 162 311 $ (incluant contingences, inflation, frais financiers et taxes nettes de ristournes), dont 73 264 326 $ d'investissements capitalisables financés par règlement d'emprunt (soit 85% des coûts du projet) et 10 897 985 $ financés par le budget spécial d'exploitation (soit 15% des coûts du projet).

PROGRAMME DE FINANCEMENT : Adaptation des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE 1 et GOCT) 202311_N

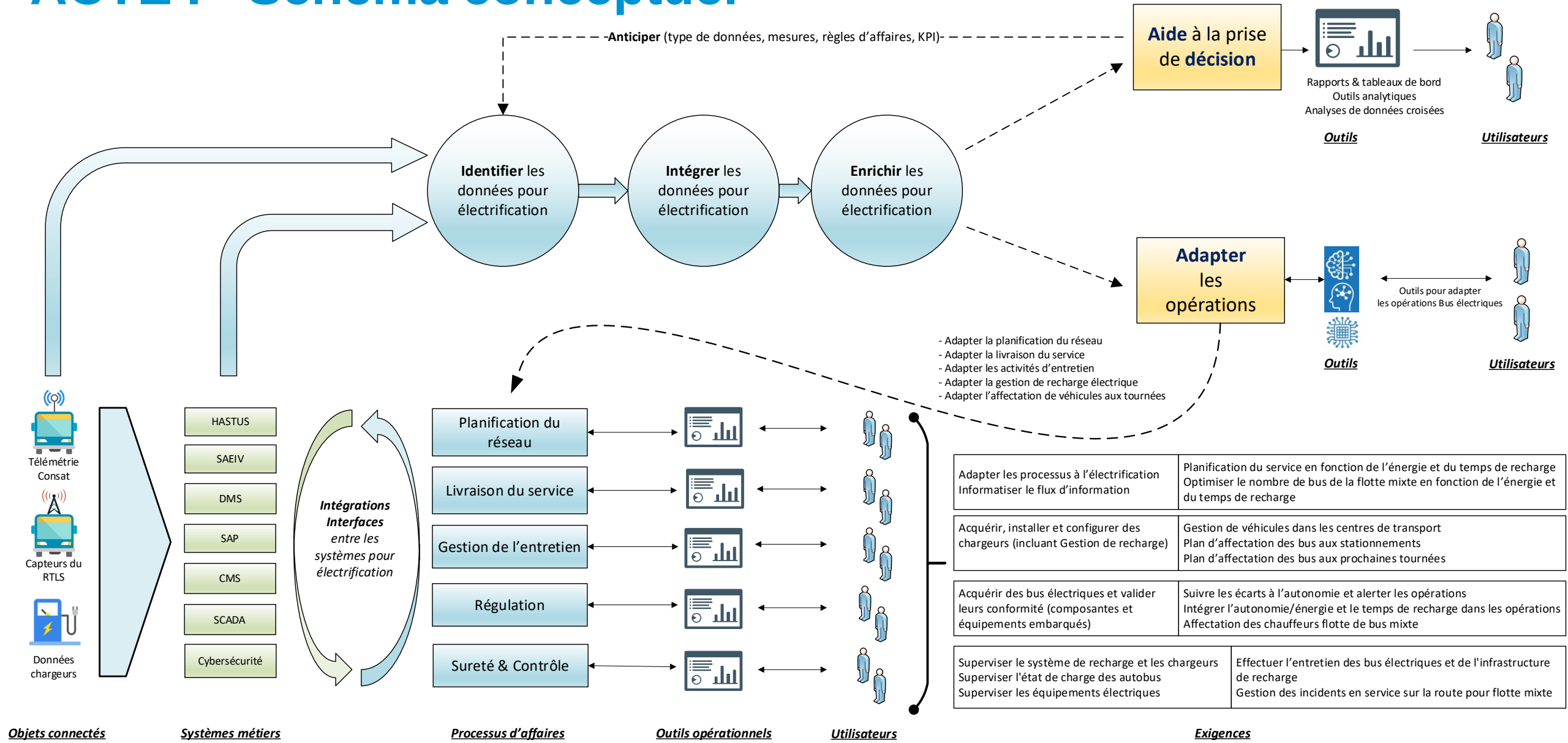
	Solde 2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Coût total
Définition									
140505.L0 Définition de projet	**2 853 312 $**	**967 373 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**3 820 685 $**
140505.L0.00 Définition - Gestion optimisée des Centres de transport	934 236 $	150 507 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 084 743 $
140505.L0.0A Définition solutions technologiques	567 032 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	567 032 $
140505.L0.1A Solutions technologiques - Préparation pour la réalisation	1 010 773 $	506 880 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 517 653 $
140505.L0.1A Études GO CT	341 271 $	309 986 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	651 257 $
Réalisation									
140505.L1 Solutions technologiques	**- $**	**2 916 795 $**	**10 353 655 $**	**8 492 603 $**	**1 790 439 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**23 553 492 $**
140505.L1.1B Solutions pour la gestion de la surveillance et communications	- $	184 146 $	330 182 $	399 572 $	- $	- $	- $	- $	913 900 $
140505.L1.1C Solutions pour la gestion des centres de transports	- $	265 929 $	617 590 $	644 013 $	29 949 $	- $	- $	- $	1 557 482 $
140505.L1.1D Solutions pour la gestion de l'entretien	- $	- $	812 877 $	746 023 $	- $	- $	- $	- $	1 558 900 $
140505.L1.1E Solutions pour la gestion de la livraison de services	- $	276 827 $	568 150 $	739 962 $	171 840 $	- $	- $	- $	1 756 779 $
140505.L1.1F Solutions pour la planification et exploitation du service électrifié	- $	199 504 $	300 133 $	14 043 $	- $	- $	- $	- $	513 680 $
140505.L1.1G Solutions pour l'ajout de données d'électrification à l'analytique et le libre service	- $	1 003 677 $	2 098 523 $	1 723 523 $	724 119 $	- $	- $	- $	5 549 842 $
140505.L1.1H Mise en place/adaptations de la fondation intégration	- $	784 173 $	1 289 404 $	196 202 $	- $	- $	- $	- $	2 269 780 $
140505.L1.1M Mise à niveau Hastus (Électrification)	- $	117 830 $	2 324 496 $	614 564 $	- $	- $	- $	- $	3 056 890 $
140505.L1.1N Intégration données télémétrique	- $	- $	- $	527 910 $	357 743 $	- $	- $	- $	885 653 $
140505.L1.1S Sécurité	- $	- $	- $	637 869 $	- $	- $	- $	- $	637 869 $
140505.L1.1Y Intégration opérationnelle ACTE I	- $	84 708 $	1 445 840 $	1 224 111 $	202 315 $	- $	- $	- $	2 956 975 $
140505.L1.S2 Transfert à l'exploitation - ACTE I	- $	- $	566 459 $	1 024 810 $	304 473 $	- $	- $	- $	1 895 741 $
140505.L2 Gestion optimisée des Centres de transport	**- $**	**166 123 $**	**5 015 889 $**	**9 348 078 $**	**8 309 346 $**	**7 006 231 $**	**4 761 874 $**	**201 968 $**	**34 809 509 $**
140505.L2.00 Préparation et AO	- $	128 552 $	41 582 $	- $	- $	- $	- $	- $	170 134 $
140505.L2.02 Système de Gestion de dépôts Bus - DMS	- $	- $	2 439 147 $	2 920 208 $	2 030 797 $	916 184 $	694 648 $	50 741 $	9 051 725 $
140505.L2.04 Système de Localisation des bus dans les CT - RTLS	- $	- $	235 037 $	1 267 739 $	903 102 $	1 071 780 $	770 568 $	- $	4 248 225 $
140505.L2.10 Infrastructure pour le RTLS	- $	- $	124 713 $	797 797 $	1 002 070 $	980 929 $	482 290 $	- $	3 387 800 $
140505.L2.30 Transformation de processus pour GOCT	- $	- $	507 619 $	593 690 $	354 845 $	- $	- $	- $	1 456 154 $
140505.L2.70 Transfert en exploitation des systèmes	- $	- $	- $	- $	- $	562 282 $	207 968 $	- $	770 250 $
140505.L2.80 Acquisition et mise en service du DMS	- $	- $	717 144 $	1 071 099 $	1 094 183 $	1 071 099 $	1 046 476 $	- $	5 000 000 $
140505.L2.81 Acquisition et mise en service du RTLS	- $	- $	275 878 $	1 629 977 $	1 665 105 $	1 629 977 $	799 063 $	- $	6 000 000 $
140505.L2.90 Formation et gestion de changement	- $	37 571 $	674 769 $	1 067 570 $	1 259 245 $	773 980 $	760 860 $	151 227 $	4 725 222 $
Gestion									
140505.GP Gestion du projet	**- $**	**609 001 $**	**967 516 $**	**985 805 $**	**885 592 $**	**540 905 $**	**568 325 $**	**578 715 $**	**5 135 859 $**
140505.GP.00 Direction du projet - GOCT	- $	123 994 $	212 210 $	216 456 $	219 583 $	225 014 $	239 400 $	121 531 $	1 358 189 $
140505.GP.02 Direction du projet - Solutions technologiques	- $	138 568 $	236 240 $	240 973 $	132 431 $	- $	- $	- $	748 211 $
140505.GP.04 Planification et gestion de coûts	- $	93 534 $	159 393 $	162 583 $	164 165 $	97 678 $	105 131 $	53 323 $	835 807 $
140505.GP.06 Gestion financiere des projets	- $	99 872 $	101 869 $	103 907 $	105 988 $	54 053 $	55 132 $	56 237 $	577 059 $
140505.GP.08 Secrétaire de projet	- $	10 402 $	17 476 $	17 659 $	17 693 $	10 220 $	10 905 $	5 467 $	89 821 $
140505.GP.09 Direction portefeuille entretien	- $	77 428 $	131 752 $	134 390 $	135 894 $	44 524 $	47 920 $	24 373 $	596 281 $
140505.GP.10 Bureau transformation électrification	- $	65 203 $	108 575 $	109 837 $	109 837 $	109 417 $	109 838 $	53 893 $	666 600 $
140505.GP.CP Clôture de projet	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	179 842 $	179 842 $
Audit de vérification Subventionnable 0,01%	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	84 049 $	84 049 $
Autres									
	- $	**638 463 $**	**3 419 125 $**	**4 666 729 $**	**3 301 740 $**	**2 665 421 $**	**1 997 991 $**	**153 297 $**	**16 842 766 $**
TNR	- $	48 067 $	217 605 $	250 691 $	242 673 $	234 215 $	154 283 $	- $	1 147 533 $
Contingence 20%	- $	536 079 $	1 715 017 $	1 430 507 $	401 804 $	81 136 $	85 249 $	74 200 $	4 323 992 $
Contingence 15%	- $	33 225 $	1 024 244 $	1 908 093 $	1 709 871 $	1 448 089 $	983 231 $	40 394 $	7 147 147 $
Inflation 2,5%	- $	- $	454 532 $	1 077 406 $	947 392 $	901 982 $	775 228 $	38 704 $	4 195 244 $
Frais financiers	- $	21 092 $	7 728 $	31 $	- $	- $	- $	- $	28 851 $
Total projet	**2 853 312 $**	**5 297 754 $**	**19 756 185 $**	**23 493 215 $**	**14 287 118 $**	**10 212 557 $**	**7 328 190 $**	**933 980 $**	**84 162 312 $**

Annexe

Lexique

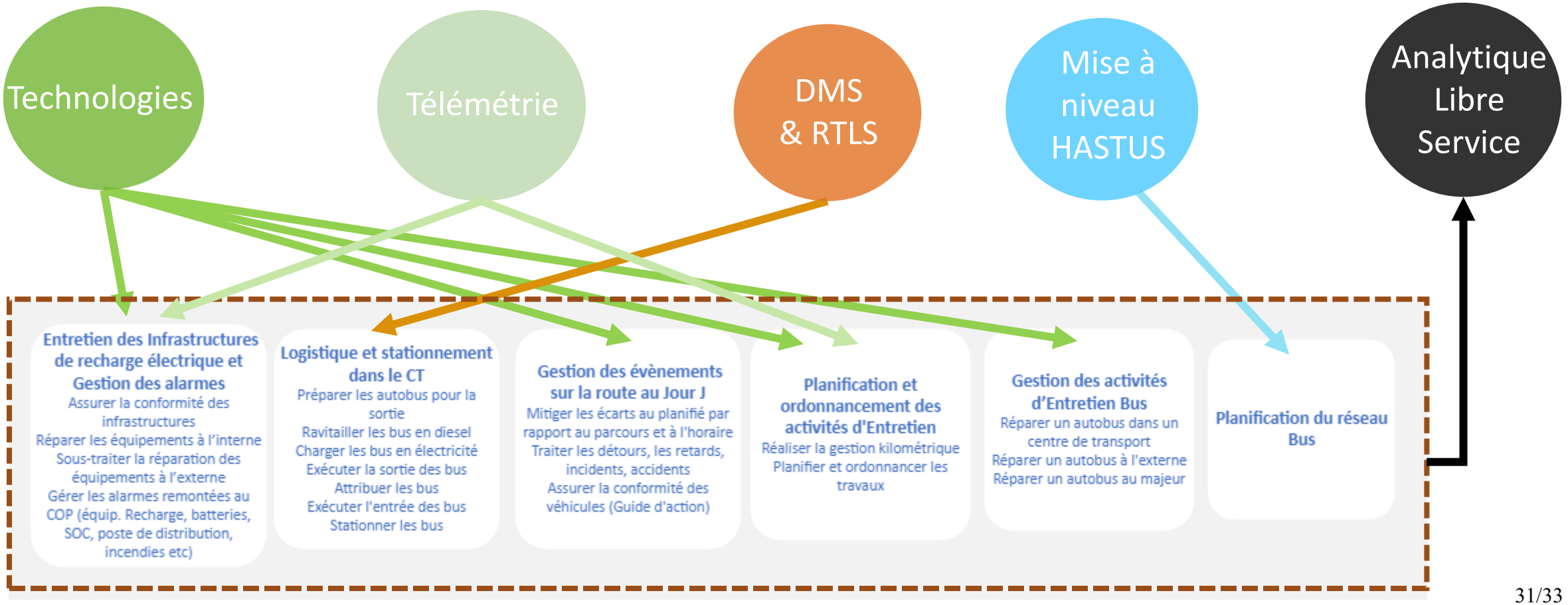
- **COP :** Centre Opérationnel Principal
- **CMS :** Charging Management System
- **CT :** Centre de transport
- **DMS :** Depot Management System (Système de gestion des CT)
- **FALS :** Fondation Analytique et Libre Services
- **GOCT :** Gestion Optimisée des CT(solutions DMS & RTLS pour la gestion du stationnement, assignation du meilleur bus, améliorer les activités de recharge, de gestion kilométrique, d'entretien, etc.)
- **IBBG**: International Bus Benchmarking Group
- **LDS :** Livraison du Service Bus
- **MAN Hastus :** Mise à niveau Hastus (Solution logicielle pour la planification et optimisation du service d'une flotte mixte, ajustements aux horaires, etc.)
- **PDR :** Planification du Réseau
- **RTLS :** Real Time Localisation system (Système de Localisation bus dans les CT)
- **SAEIV :** Système d'aide à l'exploitation et information voyageurs
- **SCADA :** Supervisory Control And Data Acquisition
- **SOC :** State Of Charge (État de charge des véhicules électriques)
- **SOH :** State Of Health (État de santé des batteries des véhicules électriques)
- **Télémétrie :** Collecte de données sur l'état du bus (ex : SOC, SOH, etc.).

ACTE I - Schéma conceptuel



Les grands livrables – tous interreliés

Le projet **ACTE I** est découpé en grands livrables afin que tous les besoins soient répondus tout en bénéficiant des équipes de réalisation les mieux outillés pour y arriver. L'arrimage entre ces grands livrables est primordial, car les mêmes processus d'affaires touchent plusieurs livrables



ACTE I vs objectifs PEV 2030

Pour un processus donné, les modifications au processus est souvent lié à la quantité de véhicules à gérer dans le processus.

Certains processus sont à adapter lors de la livraison du premier véhicule de la flotte, certain lors de la livraison d'une certaine quantité dans un centre de transport.

Une solution technologique peut être adéquate lorsque le nombre de véhicule est relativement bas dans la flotte et ne plus l'être une fois un seuil critique atteint dans un centre de transport.

Le défi principal est de s'assurer de la disponibilité des véhicules pour le service usagers. Le nombre maximum de véhicules nécessaires pour le service usagers se trouve en pointe AM ou pointe PM. Au de la "base" de véhicules requis, les véhicules requis pour les pointes ont des sorties véhicules d'une durée limité. Durant cette période de pointe on a donc besoin de plusieurs véhicules (jusqu'à 100% des véhicules du CT requis) mais pendant une courte période de temps. Entre les pointes environ 50% des véhicules sont requis pour offrir le service usagers.

Pourquoi un véhicule électrique change les choses?
Premièrement l'autonomie du véhicule restreint la durée (ou le kilomètre parcouru) durant laquelle le véhicule peut offrir du service usagers en continu. Deuxièmement, l'activité de recharge des véhicules ont une durée non négligeable.

Pour réaliser les objectifs du PEV 2030, nous avons besoin des projets ACTE I (2024-2027) et ACTE II (2027-2030)

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

R-221	Montant estimé R-221 *	Total Projet*
A) 202311_N - Adaptations capacités Techno. Électrification ph 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	35 309 092 $	
Biens et services	22 758 182 $	
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :	**58 067 274 $**	**67 319 544 $**
Taxes nettes de ristournes	1 135 064 $	1 147 533 $
Contingences / risques	10 353 673 $	11 471 139 $
Inflation	3 679 464 $	4 195 244 $
Sous-total avant frais financiers :	**73 235 475 $**	**84 133 460 $**
Frais financiers	28 851 $	28 851 $
Total :	**73 264 326 $**	**84 162 311 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ces livrables s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre livrabke prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248986009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 2630 de la Ville de Côte-Saint-Luc.

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 2630, adopté le 21 octobre 2024 par le conseil municipal de la Ville de Côte-Saint-Luc;

2. d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à l'égard du règlement et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Côte-Saint-Luc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 11:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248986009**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 2630 de la Ville de Côte-Saint-Luc.

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 octobre 2024, la Ville de Montréal a reçu, pour examen de conformité, le règlement 2630 transmis par la Ville de Côte-Saint-Luc et adopté le 21 octobre 2024. Le règlement 2630 est adopté afin de doter la municipalité de son premier règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI).
Le règlement vise des dispositions du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement 2630.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation en vertu des dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

● RÉSOLUTION 241023 - 2024-10-21 - Conseil municipal de la Ville de Côte-Saint-Luc - Adoption du règlement 2630 sur les PPCMOI.

● CG15 0575 - 2015-09-24 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
● CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

La Ville de Côte-Saint-Luc vient se doter d'un règlement sur les PPCMOI afin d'autoriser, sous certaines conditions, des projets particuliers qui dérogent à la réglementation d'urbanisme en vigueur en établissant des critères d'évaluation auxquels doivent se conformer ces projets pour être recevables.
Tout projet dérogeant à la réglementation d'urbanisme en vigueur peut faire l'objet d'une demande de projet particulier, à l'exception d'un projet pour tout immeuble compris dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique, dans une zone dans laquelle existe un milieu naturel ou humide ou dans une zone dans laquelle existe une voie ferrée ou une gare de triage. Puis, le règlement ne permet pas de déroger aux dispositions relatives aux normes de sécurité et de construction énoncées dans le règlement de construction et aux modalités relatives à la contribution aux fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Le règlement 2630 détermine les informations et les documents généraux devant être transmis lors du dépôt d'une demande visant la réalisation d'un projet particulier. Lorsque le bâtiment visé par le projet possède une valeur patrimoniale, une évaluation d'intérêt patrimonial est exigée.

Le règlement 2630 établit des critères relatifs à l'implantation et l'architecture du bâtiment, à l'aménagement du site, au développement durable, aux nuisances ainsi qu'à l'environnement.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité
Le règlement 2630 détermine des critères touchant l'aménagement du territoire et la mobilité, le patrimoine, les affectations et l'adaptation aux changements climatiques.

Un des critères d'évaluation généraux porte sur l'accessibilité universelle, notamment sur la différence entre la hauteur de la voie publique et le rez-de-chaussée du bâtiment, la présence de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique, et l'aménagement de cases de stationnement réservées à des personnes à mobilité réduite à proximité des accès principaux. Ce critère est conforme à la disposition 4.1 (L'aménagement du territoire et la mobilité) du DC du Schéma.

Le règlement 2630 exige aussi qu'une évaluation de l'intérêt patrimonial soit produite lorsque le bâtiment visé par le projet possède une valeur patrimoniale reconnue par la réglementation d'urbanisme. Un critère demande que le projet contribue à l'enrichissement du patrimoine architectural de la ville. Cette condition et ce critère respectent la disposition 4.3.3 (Les secteurs de valeur patrimoniale) du DC du Schéma.

Le règlement 2630 définit un critère d'évaluation selon lequel le projet doit favoriser la transition écologique, notamment en déployant des arbres et une diversité de végétaux permettant une gestion naturelle des eaux de pluie. Ce critère respecte les dispositions 4.2.2 (Dispositions particulières pour un îlot de chaleur) et 4.2.3 (Dispositions particulières pour les arbres) du DC du Schéma.

Finalement, un critère d'évaluation porte sur les nuisances et les conséquences que le projet peut entraîner sur l'environnement et la qualité de vie du secteur dans lequel il s'implante en ce qui concerne, notamment, le bruit, le vent, les émanations, l'éclairage et la circulation. Ce critère participe au respect de la disposition 4.6.1 (Règles d'affectations) du DC du Schéma.

Conclusion
Le règlement 2630 est conforme au Schéma et à son DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la LAU relativement à la conformité de la réglementation d'urbanisme au Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de la modification réglementaire à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de l'équité en matière d'ADS+.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;
- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-10-24

Jade VÉZINA
Agente de recherche en urbanisme

Tél : 438-871-5417
Télécop. :

Caroline LÉPINE
Cheffe de division

Tél : 438-225-5242
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248986009*
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Projet : *S.O*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il ? s. o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** s. o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

RÉSOLUTION N^{O} 241023

SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC TENUE LE 21 OCTOBRE 2024

Membres du Conseil présents / Council members present :

Le maire / Mayor : Mitchell Brownstein, B. Comm., B.D.C., LL.B.

Les conseillers / Councillors : Lior Azerad
Sidney Benizri
Dida Berku, B.C.L.
Mike Cohen, B.A.
Steven Erdelyi, B.Sc., B.Ed.
Mitch Kujavsky, B. Comm.

ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 2630 INTITULÉ : « RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) »

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 9 septembre 2024;

ATTENDU QU'un projet de règlement a été adopté à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 9 septembre 2024;

ATTENDU QU'à la suite de l'adoption par résolution du projet de règlement no 2630, le conseil municipal de Côte Saint-Luc a tenu une assemblée publique de consultation, dans la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, le lundi 21 octobre 2024;

Il fut

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER MITCH KUJAVSKY
APPUYÉ PAR LA CONSEILLÈRE DIDA BERKU

ET RÉSOLU :

« QUE en conformité avec la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, le conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc adopte, par la présente, le règlement n° 2630 intitulé : «Règlement sur les Projets Particuliers de Construction, de Modification ou d'Occupation d'un Immeuble (PPCMOI)» dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe et sous-texte par sous-texte de sorte que si un chapitre, une section, un article, un alinéa, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un sous-texte du présent règlement était ou venait à être déclaré nul par un tribunal ayant juridiction en la matière, les autres dispositions du présent règlement demeurent valides et pleinement applicables.»

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

COPIE CONFORME / CERTIFIED TRUE COPY

PASCALIE A. TANGUAY, AVOCATE
GREFFIÈRE / CITY CLERK

RESOLUTION N^{O} 241023

REGULAR MEETING OF THE CÔTE SAINT-LUC CITY COUNCIL HELD OCTOBER 21, 2024

ADOPTION OF THE BY-LAW N° 2630 ENTITLED: "BY-LAW CONCERNING SPECIFIC CONSTRUCTION, ALTERATION OR OCCUPANCY PROPOSALS FOR AN IMMOVABLE (SCAOPI)"

WHEREAS a notice of motion was given at a Regular Sitting of the City Council held on September 9, 2024;

WHEREAS a draft by-law was adopted at a Regular Sitting of the City Council held on September 9, 2024;

WHEREAS following the adoption by resolution of the draft by-law no 2630, the City of Côte Saint-Luc held a public consultation meeting on October 21, 2024 in the Council Chamber at the City Hall;

It was

MOVED BY COUNCILLOR MITCH KUJAVSKY
SECONDED BY COUNCILLOR DIDA BERKU

AND RESOLVED:

"THAT in conformity with the *Act Respecting Land Use Planning and Development*, the Côte Saint-Luc City Council hereby adopts the By-law n° 2630 entitled: "By-law concerning Specific Construction, Alteration or Occupancy Proposals for an Immovable (SCAOPI)"; in its entirety as well as chapter by chapter, section by section, article by article, paragraph by paragraph, subparagraph by subparagraph, and subtext by subtext so that if any chapter, section, article, paragraph, subparagraph, or subtext should be deemed null and void by a court of competent jurisdiction, all other provisions of this by-law shall remain valid and fully applicable."

CARRIED UNANIMOUSLY

241023

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

RÈGLEMENT N° 2630

RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI)

À une séance ordinaire mensuelle du Conseil de la Ville de Côte Saint-Luc, tenue à l'Hôtel de Ville, au 5801 boulevard Cavendish, le lundi 21 octobre 2024 à 20 h, à laquelle étaient présents :

Le maire Mitchell Brownstein, B. Comm., B.D.C., L.L.B.
La conseillère Dida Berku, B.D.C.
Le conseiller Lior Azerad
Le conseiller Mike Cohen, B.A.
Le conseiller Steven Erdelyi, B.Sc., B.Ed.
Le conseiller Mitch Kujavsky, B. Comm.
Le conseiller Sidney Benizri

ÉTAIENT AUSSI PRÉSENTS :

M[e] Jonathan Shecter, Directeur général
M[e] Pascalie Tanguay, Directrice des services juridiques et greffière

ATTENDU QUE l'article 145.36 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* permet aux municipalités d'adopter un règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;

ATTENDU QU'un tel règlement a pour objet d'habiliter le conseil à autoriser, sur demande et à certaines conditions, un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble qui déroge à l'un ou l'autre des règlements d'urbanisme de la municipalité;

ATTENDU QUE l'intention de la Ville de Côte Saint-Luc est de permettre, pour certains projets, une flexibilité et une adaptation au niveau du cadre réglementaire, tout en assurant le respect du milieu où un tel projet pourrait s'implanter sous réserve d'acceptabilité sociale, comme par exemple, permettre une garderie en zone résidentielle ou un usage commercial en zone institutionnelle;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement n° 2630 a été adopté à la séance ordinaire du conseil municipal du 9 septembre 2024;

ATTENDU QU'à la suite de l'adoption par résolution du projet de règlement n° 2630, le conseil municipal de Côte Saint-Luc a tenu une assemblée publique de consultation dans la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville le lundi 21 octobre 2024;

ATTENDU QU'à la suite de l'assemblée publique de consultation, le conseil municipal a procédé à l'adoption du règlement par résolution le 21 octobre 2024;

IL EST ORDONNÉ ET STATUÉ par le règlement n° 2630 intitulé : « Règlement sur les Projets Particuliers de Construction, de Modification ou d'Occupation d'un Immeuble (PPCMOI)» comme suit :

RÈGLEMENT N° 2630

RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI)

PROCESSUS D'ADOPTION	
Avis de motion	2024-09-09
Adoption du règlement	2024-10-21
Entrée en vigueur	

AMENDEMENTS		
Règl. n°	En vigueur	Objet

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES 5

1.1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES 5

1.1.1 Titre du règlement 5

1.1.2 Territoire visé 5

1.1.3 Personnes concernées 5

1.1.4 Objet du règlement 5

1.1.5 Lois et règlements 5

1.1.6 Structure du règlement 5

1.1.7 Adoption 6

1.2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 6

1.2.1 Administration du règlement 6

1.2.2 Fonctionnaire désigné 6

1.2.3 Pouvoirs et devoirs du fonctionnaire désigné 6

1.2.4 Renvois 6

1.2.5 Registre 6

1.3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES 7

1.3.1 Incompatibilité des dispositions 7

1.3.2 Préséance des dispositions 7

1.3.3 Interprétation du texte 7

1.3.4 Terminologie 8

CHAPITRE 2. TRAITEMENT D'UNE DEMANDE 9

2.1 TRANSMISSION ET CONTENU DE LA DEMANDE 9

2.1.1 Transmission de la demande 9

2.1.2 Contenu de la demande 9

2.1.3 Tarification 10

2.2 ANALYSE ET TRAITEMENT DE LA DEMANDE 10

2.2.1 Vérification de la demande par le fonctionnaire désigné 10

2.2.2 Analyse de la demande par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) 10

2.2.3 Décision du conseil 10

2.2.4 Consultation publique et approbation référendaire 11

2.2.5 Affichage sur le site 11

2.2.6 Transmission de la décision au requérant 12

2.2.7 Délivrance du permis ou du certificat 12

2.2.8 Responsabilité du requérant 12

2.2.9 Modification du projet particulier 12

CHAPITRE 3. ADMISSIBILITÉ D'UNE DEMANDE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION 13

3.1 ADMISSIBILITÉ D'UNE DEMANDE 13

3.1.1 Évaluation de l'admissibilité d'une demande 13

3.1.2 Zones admissibles 13

3.1.3 Dispositions pouvant faire l'objet d'une demande 13

3.2 CRITÈRES D'ÉVALUATION D'UNE DEMANDE 13

3.2.1 Critères d'évaluation d'une demande de projet particulier 13

CHAPITRE 4. DISPOSITIONS FINALES 15

4.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES INFRACTIONS ET LES SANCTIONS 15

4.1.1 Contravention 15

4.1.2 Infraction 15

4.1.3 Infraction continue 15

4.1.4 Entrée en vigueur 15

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES

1.1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1.1 Titre du règlement

Le présent règlement s'intitule *« Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) numéro 2630 »*.

1.1.2 Territoire visé

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville de Côte Saint-Luc.

Malgré ce qui précède, ne sont pas assujetties au présent règlement :

1° Toute zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique;

2° Toute zone sur laquelle existe un milieu naturel ou humide;

3° Toute zone sur laquelle existe une voie ferrée ou une gare de triage.

1.1.3 Personnes concernées

Le présent règlement s'applique aux personnes physiques comme aux personnes morales de droit public ou privé.

1.1.4 Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de permettre à une personne de soumettre une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) qui déroge à certaines dispositions des règlements d'urbanisme. Il permet au conseil municipal, après avoir reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU), d'évaluer l'opportunité d'autoriser ce projet particulier au regard des critères d'évaluation énoncés au présent règlement et d'assujettir cette autorisation aux conditions qu'il détermine.

1.1.5 Lois et règlements

Aucune disposition du présent règlement ne peut être interprétée comme ayant pour effet de soustraire une personne à l'application d'une loi ou d'un règlement provincial et fédéral.

1.1.6 Structure du règlement

Un système de numérotation uniforme a été utilisé pour l'ensemble du règlement.

Le règlement est divisé en chapitres identifiés par des numéros. Un chapitre peut être divisé en sections identifiées par des numéros commençant à 1 au début de chaque chapitre.

L'unité fondamentale de la structure du règlement est l'article identifié par des numéros de 1 à l'infini pour l'ensemble du règlement. Un article peut être divisé en paragraphes, identifié par des chiffres suivis du symbole « ° ». Un paragraphe peut être divisé en sous-paragraphes identifiés par des lettres minuscules suivis d'une parenthèse fermée et le sous-paragraphe peut aussi être divisé

en sous-texte du sous-paragraphe identifié par des chiffres romains suivis d'un point. Le texte placé directement sous les titres des articles constitue les alinéas.

CHAPITRE 1. TITRE DU CHAPITRE
1.1 TITRE DE LA SECTION
1.1.1 Titre de l'article
Texte de l'alinéa
1° Texte du paragraphe
a) Texte du sous-paragraphe
i. Sous-texte du sous-paragraphe

1.1.7 Adoption

Le conseil adopte le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe et sous-texte par sous-texte de sorte que si un chapitre, une section, un article, un alinéa, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un sous-texte du présent règlement était ou venait à être déclaré nul par un tribunal ayant juridiction en la matière, les autres dispositions du présent règlement demeurent valides et pleinement applicables.

1.2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.2.1 Administration du règlement

L'administration du présent règlement est confiée au fonctionnaire désigné par résolution du Conseil de la Ville de Côte Saint-Luc.

1.2.2 Fonctionnaire désigné

Les employés du Service du développement urbain, de la protection civile, des travaux publics et les personnes mandatées par ces derniers sont, au sens du présent règlement et des codes auxquels il renvoie, le fonctionnaire désigné chargé de l'application du présent règlement.

Le fonctionnaire désigné, ainsi que toute autre personne désignée à ce titre par le Conseil, sont des personnes désignées au sens du présent règlement et chargées de son application.

1.2.3 Pouvoirs et devoirs du fonctionnaire désigné

Les dispositions concernant les pouvoirs et devoirs du fonctionnaire désigné se trouvent au règlement sur les permis et les certificats en vigueur.

1.2.4 Renvois

Tous les renvois et références à un autre règlement mentionnés dans le présent règlement restent ouverts, ce qui signifie qu'ils s'appliquent à toutes les modifications du règlement, même si ces modifications interviennent après l'entrée en vigueur du présent règlement.

1.2.5 Registre

Un registre répertoriant l'ensemble des demandes de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble doit être maintenu par le fonctionnaire désigné.

Ce registre comprend :

1° Une copie de toutes les demandes de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble reçues ;

2° Les résolutions, émises par la Ville, accordant ou refusant les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ;

3° Les rapports d'inspection effectués par le fonctionnaire désigné ;

4° Toute autre information jugée pertinente par le fonctionnaire désigné.

1.3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1.3.1 Incompatibilité des dispositions

En cas d'incompatibilité entre deux dispositions du présent règlement ou entre une disposition du présent règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale.

En cas d'incompatibilité entre des dispositions restrictives ou prohibitives contenues dans le présent règlement ou en cas d'incompatibilité entre une disposition restrictive ou prohibitive contenue au présent règlement et une disposition contenue dans tout autre règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique, à moins d'indications contraires.

1.3.2 Préséance des dispositions

Dans le présent règlement, à moins d'indication contraire, les règles suivantes s'appliquent :

1° En cas de contradiction entre le texte et un titre, le texte prévaut ;

2° En cas de contradiction entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut ;

3° En cas de contradiction entre les données d'un tableau et un graphique, les données du tableau prévalent.

1.3.3 Interprétation du texte

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent à ce règlement :

1° Quel que soit le temps du verbe employé dans ce règlement, toute disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances;

2° Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce chaque fois que le contexte se prête à cette extension;

3° Le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte n'indique le contraire;

4° Les mots « personne » et « quiconque » désignent toute personne morale ou physique;

5° Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose « sera » faite ou « doit être » faite, l'obligation de l'accomplir est absolue; mais s'il est dit qu'une chose « pourra » ou « peut être » faite, il est facultatif de l'accomplir ou non.

6° L'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin;

7° Le mot « Ville » désigne la Ville de Côte Saint-Luc;

8° Pour fins de compréhension d'une expression utilisée au plan de zonage et à la grille des usages et des normes, il faut référer aux règles d'interprétation décrites au règlement de zonage en vigueur.

1.3.4 Terminologie

À moins d'une indication contraire ou à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions, termes et mots ont le sens et l'application que leur attribuent les définitions contenues au règlement de zonage en vigueur.

L'utilisation du terme « projet particulier » ou « PPCMOI » correspond à un « projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ».

CHAPITRE 2. TRAITEMENT D'UNE DEMANDE

2.1 TRANSMISSION ET CONTENU DE LA DEMANDE

2.1.1 Transmission de la demande

Une demande visant l'approbation d'un projet particulier doit être transmise, par le requérant ou son mandataire, au fonctionnaire désigné. La demande doit être transmise par écrit, en version électronique et doit contenir les informations et documents prévus au présent règlement.

2.1.2 Contenu de la demande

Une demande de projet particulier doit être accompagnée des informations et documents suivants, lorsque requis :

1° Les noms, prénoms, adresses, codes postaux, courriels et numéros de téléphone du requérant et de son mandataire, le cas échéant ;

2° Le cas échéant, la procuration établissant le mandat de toute personne autorisée à agir au nom du propriétaire ;

3° Un texte explicatif exposant les motifs de la demande, une description détaillée du projet particulier visé démontrant l'intégration des interventions projetées au milieu d'insertion et une liste des éléments dérogatoires aux différentes normes applicables du (ou des) règlement(s) d'urbanisme faisant l'objet de la demande ;

4° Un certificat de localisation du terrain visé et des bâtiments, réalisé par un arpenteur-géomètre ;

5° Des photographies récentes du bâtiment ou du terrain visé par la demande ainsi que des terrains avoisinants ;

6° Une évaluation d'intérêt patrimonial, produite par un architecte, pour le bâtiment visé par le projet, uniquement lorsque celui-ci possède une valeur patrimoniale dûment reconnue par la réglementation d'urbanisme en vigueur ;

7° Dans le cas d'une nouvelle construction, d'un agrandissement, d'une modification, d'un changement d'usage nécessitant des transformations extérieures : plans, devis, échantillons de matériaux, esquisses, croquis, élévations, coupes ou autres dessins, en couleur, à l'échelle montrant les travaux de construction à exécuter, signés et scellés lorsque requis en vertu d'une loi régissant l'exercice d'une profession, par un professionnel au sens du *Code des professions* (L.R.Q., c.C -26), habileté à le faire ;

8° Lorsque nécessaire et pertinent, les études nécessaires à l'évaluation de l'impact du projet eu égard à l'ensoleillement, au vent, à la circulation, et, le cas échéant, au bruit et aux émanations ;

9° Un échéancier de réalisation du projet, qui détaille chaque étape clé ;

10° Lors d'une demande visant un projet d'affichage, un plan à l'échelle de l'enseigne montrant les dimensions, la description des matériaux utilisés, la sélection des couleurs, le système d'éclairage et l'endroit de l'installation ;

11° Toute autre information pertinente permettant de comprendre la nature des travaux visés et leur évaluation en fonction des critères prescrits au présent règlement ;

12° Toute autre information ou tout document complémentaire portant sur un aspect du projet exigé par le fonctionnaire désigné.

2.1.3 Tarification

Les frais pour l'étude d'une demande sont prévus au *Règlement concernant les tarifs de la Ville de Côte Saint-Luc* applicable à l'année courante.

Le requérant doit acquitter les frais au moment où il présente sa demande de projet particulier au fonctionnaire désigné. Ces frais ne sont pas remboursables.

2.2 ANALYSE ET TRAITEMENT DE LA DEMANDE

2.2.1 Vérification de la demande par le fonctionnaire désigné

Le fonctionnaire désigné s'assure que toutes les informations, que tous les documents et que tous les frais liés à la demande ont été fournis.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire désigné en informe le requérant. La demande est suspendue jusqu'à ce que tous les documents requis aient été fournis.

2.2.2 Analyse de la demande par le comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) saisi d'une demande de projet particulier analyse cette demande selon les critères énumérés au présent règlement.

Le Comité peut :

1° Demander toute autre information nécessaire pour l'évaluation de la demande au regard des critères d'évaluation applicables ;

2° Suggérer toute modification visant l'acceptabilité de la demande au regard des critères d'évaluation applicables ;

3° Suggérer, au Conseil municipal, des conditions d'approbation de la demande.

Le Comité, après étude de la demande, transmet au Conseil municipal une recommandation à l'égard de la demande.

2.2.3 Décision du conseil

Le Conseil municipal doit, après consultation du Comité consultatif d'urbanisme, accorder ou refuser la demande de projet particulier qui lui est présentée, conformément à ce règlement.

La résolution par laquelle le Conseil accorde la demande de projet particulier prévoit toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui doit être remplie relativement à la réalisation du projet. De manière non limitative et à titre d'exemple, ces conditions peuvent être :

1° Garantie temporelle (ex. : réalisation dans un délai maximal, etc.) ;

2° Garantie financière (ex. : dépôt d'un montant couvrant les travaux, etc.) ;

3° Travaux d'infrastructures (ex. : aqueduc, égout, trottoir, etc.) ;

4° Opérations et activités sur et à proximité du site (ex. : heures d'opération, etc.) ;

5° Affichage et enseigne (ex. : localisation, éclairage, matériaux, etc.) ;

6° Aménagements extérieurs (ex. : arbres, haies, clôtures, éclairage, etc.) ;

7° Architecture et volumétrie (ex. : matériaux extérieurs, fenestration, etc.) ;

8° Stationnement et circulation (ex. : étude de circulation, accès, parcours, etc.) ;

9° Salubrité et sécurité (ex. : propreté du terrain, mesures de sécurité, etc.) ;

10° Suivi environnemental (ex. : rapport annuel d'activités, etc.) ;

11° Caducité de la résolution (ex. : absence de dépôt de la demande de permis dans un délai imparti, cessation de l'usage après une période déterminée, etc.).

La résolution par laquelle le Conseil refuse la demande doit préciser les motifs de refus.

2.2.4 Consultation publique et approbation référendaire

La résolution par laquelle le Conseil municipal autorise un projet particulier est soumise à une assemblée publique de consultation et, le cas échéant, à l'approbation par les personnes habiles à voter.

La résolution est ainsi assujettie aux articles 124 à 137, 137.2 à 137.5 et 137.15 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., c. A -19.1), compte tenu des adaptations nécessaires. À cette fin, la résolution est susceptible d'approbation référendaire lorsque le projet particulier déroge à une disposition visée au paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 123 de la loi.

2.2.5 Affichage sur le site

Le plus tôt possible après l'adoption d'un projet de résolution accordant la demande d'autorisation d'un projet particulier, le greffier doit, au moyen d'une affiche ou d'une enseigne placée dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier.

Cette obligation cesse lorsque le Conseil adopte la résolution accordant la demande d'autorisation ou renonce à le faire. Toutefois, dans le cas où la résolution adoptée doit être approuvée par des personnes habiles à voter, l'obligation cesse lorsque le processus référendaire prend fin.

2.2.6 Transmission de la décision au requérant

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur de la résolution, le greffier en transmet une copie certifiée conforme au requérant.

2.2.7 Délivrance du permis ou du certificat

Sur présentation d'une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle le Conseil accorde la demande d'autorisation d'un projet particulier, le fonctionnaire désigné délivre le permis ou le certificat si les conditions suivantes sont respectées :

1° Une demande de permis ou de certificat conforme à la réglementation en vigueur est déposée par le requérant ;

2° La demande est conforme aux normes prévues aux règlements d'urbanisme en vigueur applicables en l'espèce qui ne sont pas en contradiction avec les dispositions de la résolution relative au projet particulier ;

3° Toute condition énoncée à la résolution autorisant le projet particulier et devant être remplie au moment de la délivrance du permis ou du certificat est respectée.

2.2.8 Responsabilité du requérant

Le requérant doit respecter intégralement les conditions liées à l'autorisation délivrée par la résolution adoptée. Le requérant est tenu de se conformer à toutes les conditions et exigences applicables du présent règlement et de fournir toute documentation ou information supplémentaire qui pourrait être demandée par le fonctionnaire désigné, à sa discrétion.

2.2.9 Modification du projet particulier

Si le requérant désire modifier un ou des éléments du projet particulier approuvé par résolution, ce dernier doit soumettre une nouvelle demande de projet particulier conformément au présent règlement.

CHAPITRE 3. ADMISSIBILITÉ D'UNE DEMANDE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

3.1 ADMISSIBILITÉ D'UNE DEMANDE

3.1.1 Évaluation de l'admissibilité d'une demande

Le fonctionnaire désigné évalue si la demande de projet particulier est admissible à la procédure prévue au présent règlement.

Le fonctionnaire désigné rejettera une demande d'autorisation d'un usage non autorisé dans la zone spécifique en vertu du règlement de zonage en vigueur si l'usage proposé implique l'occupation d'un immeuble ou d'une partie d'un immeuble implanté en contigu à un autre immeuble qui n'est pas détenu par le même propriétaire.

Si le fonctionnaire désigné conclut que la demande n'est pas admissible, elle informe le requérant par écrit des motifs de sa décision dans un délai de 60 jours suivant le dépôt de la demande.

3.1.2 Zones admissibles

Une demande de projet particulier est admissible si elle vise tout immeuble compris sur le territoire de la Ville de Côte Saint-Luc, à l'exception de :

1° Tout immeuble compris dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique;

2° Tout immeuble compris dans une zone sur laquelle existe un milieu naturel ou humide;

3° Tout immeuble compris dans une zone sur laquelle existe une voie ferrée ou une gare de triage.

3.1.3 Dispositions pouvant faire l'objet d'une demande

Toute disposition des règlements d'urbanisme en vigueur peut faire l'objet d'une demande de projet particulier, à l'exception des dispositions relatives :

1° Aux normes de sécurité et de construction énoncées au règlement de construction ;

2° Aux modalités relatives à la contribution pour fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

3.2 CRITÈRES D'ÉVALUATION D'UNE DEMANDE

3.2.1 Critères d'évaluation d'une demande de projet particulier

Le comité consultatif d'urbanisme évalue une demande de projet particulier à partir des critères suivants :

1° Le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme en vigueur ;

2° Le projet a une plus-value pour la communauté et le milieu d'insertion ;

3° Le projet prévoit des occupations compatibles avec le milieu environnant ;

4° Le projet contribue à l'enrichissement du patrimoine architectural, naturel et paysager de la Ville ;

5° Le projet contribue à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social ou familial ;

6° Le projet propose un aménagement et une organisation fonctionnelle du site qui favorise les déplacements actifs sécuritaires et intègre les principes du design universel, notamment :

a. L'aménagement proposé tend à réduire la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment;

b. L'aménagement du site prévoit des sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique;

c. L'aménagement du stationnement prévoit un nombre adéquat de cases réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès au bâtiment;

7° Le projet propose des mesures pour mitiger les conséquences qu'il pourrait occasionner sur le milieu environnant en matière d'ensoleillement et de vent ;

8° Le projet favorise la transition écologique et la résilience climatique, notamment en déployant des arbres et une diversité de végétaux, puis en assurant une gestion naturelle des eaux de pluies et, le cas échéant, il propose des mesures d'atténuation appropriées ;

9° Le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, puis propose des mesures pour mitiger les conséquences qu'il pourrait occasionner sur la circulation ;

10° Le projet propose, notamment durant le chantier, un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière ;

11° Le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public.

CHAPITRE 4. DISPOSITIONS FINALES

4.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES INFRACTIONS ET LES SANCTIONS

4.1.1 Contravention

Nul ne peut contrevenir ni permettre que l'on contrevienne à une disposition de ce règlement.

4.1.2 Infraction

Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition de ce règlement, maintient des travaux de construction effectués sans permis ou maintient un état de fait qui nécessite un certificat d'autorisation sans l'avoir obtenu, commet une infraction et est passible d'une amende dont le montant est :

1° Pour une première infraction, un minimum de 500 $ et un maximum 1 000 $ pour une personne physique ou un minimum de 1000 $ et un maximum de 2 000 $ pour une personne morale ;

2° Pour une récidive dans les deux ans de la première infraction, un minimum de 1000 $ et un maximum 2 000 $ pour une personne physique ou un minimum de 2000 $ et un maximum de 4 000 $ pour une personne morale.

Dans chaque cas d'infraction, les frais s'ajoutent à l'amende.

4.1.3 Infraction continue

Si une infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

4.1.4 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

(s) Mitchell Brownstein
_____
MITCHELL BROWNSTEIN
MAIRE

(s) Pascalie Tanguay
_____
PASCALIE TANGUAY
GREFFIÈRE

COPIE CONFORME
_____
PASCALIE TANGUAY
GREFFIÈRE

RÈGLEMENT N° 2630

RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI)

ADOPTÉ LE : 2024-10-21

EN VIGUEUR LE : _____

COPIE CONFORME

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.008

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1242937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-10 20:23

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1242937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

CONTENU

CONTEXTE

La modification à apporter est la suivante :
L'article 3 du Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) précise les modifications en matière de contenants autorisés, notamment pour les bâtiments suivants :

2° bâtiment comprenant plus de 20 logements :

a) conteneur à chargement avant;

Ce paragraphe doit être remplacé par le suivant :

*2° **bâtiment comprenant 20 logements et plus** :*

a) conteneur à chargement avant;

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
conseiller(-ere) en planification

514-863-8484
Tél :
Télécop. : -

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 21 octobre 2024 Séance tenue le 22 octobre 2024	Avis de motion: CM24 1162

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1242937002
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 24 octobre 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1242937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint. Notre intervention porte uniquement sur le paragraphe 2° de l'article 3 de ce document.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règl. 16-049_02-002_29oct.2024_VF.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate - Division droit public et législation

Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-29

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate

Tél : 438-823-6851
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
24-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE COLLECTE (16-049) ET LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu les articles 6 et 19 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 136 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 47 et 186 de l'annexe C de cette charte;

Vu la résolution CM22 1334 par laquelle le conseil de la Ville se déclare compétent jusqu'au 31 décembre 2024 à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles;

Vu que la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) a été modifiée par la Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collective sélective (L.Q. 2021, chapitre 5) et sanctionnée le 17 mars 2021;

Vu que le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 46.01) (ci-après désigné le « Règlement ») est entré en vigueur le 7 juillet 2022;

Vu la résolution CG24 0027 par laquelle le conseil d'agglomération a approuvé l'entente de partenariat entre l'organisme de gestion désigné en application de la section I du Chapitre III du Règlement et la Ville de Montréal portant sur la gestion et le financement des activités de collecte et de transport des matières recyclables;

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur les services de collecte (16-049) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition du mot « encombrants », de la définition suivante :

« « entente de partenariat » : entente de partenariat entre l'organisme de gestion désigné en application de la section I du Chapitre III du Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 46.01) et la Ville de Montréal portant sur la gestion et le financement des activités de collecte et de transport des matières recyclables; »;

2° l'insertion, après la définition des mots « étiquette RFID », de la définition suivante :

« « logement » : lieu de résidence où les individus ou les ménages vivent, produisent des matières résiduelles et ont besoin de services de collecte de ces matières; »;

3° le remplacement de la définition des mots « matières recyclables », par la définition suivante :

« « matières recyclables » : contenants, emballages et imprimés visés à la catégorie 1 de l'annexe A du présent règlement; ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe a) du paragraphe 1° du premier alinéa, du sous-paragraphe suivant :

« b) une limite maximale de 2 160 litres par établissement industriel, commercial ou institutionnel est établie; ».

3. L'article 8 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **8.** Sous réserve de l'article 32 et sauf si autrement déterminé par ordonnance du comité exécutif, les matières recyclables doivent être déposées dans l'un ou l'autre des contenants suivants en vue de leur collecte :

1° bâtiment comprenant de 1 à 19 logements :

a) bac de 67 litres fermé par un couvercle d'un poids n'excédant pas 25 kg une fois rempli, fourni par la Ville;

b) bac roulant d'une capacité de 240 litres ou de 360 litres fermé par un couvercle, conforme aux spécifications de l'annexe B, fourni par la Ville;

2° bâtiment comprenant 20 logements et plus:

a) conteneur à chargement avant;

3° industrie, commerce et institution :

a) bac roulant d'une capacité de 240 ou de 360 litres fermé par un couvercle, conforme aux spécifications de l'annexe B.

Malgré le paragraphe 2° du présent article, lorsque la situation des lieux ne permet pas l'utilisation d'un conteneur à chargement avant, en raison de contraintes logistiques et physiques, les bacs roulants d'une capacité de 360 litres, conformes aux spécifications de l'annexe B, peuvent être utilisés.

Les boîtes de carton qui ne peuvent pas être placées dans un contenant inférieur à 240 litres sont collectées, si elles sont aplaties et placées à côté de ce contenant en paquets d'une longueur d'au plus 1 m, d'un volume n'excédant pas 0,5 m³ et dont le poids n'excède pas 25 kg. ».

4. L'article 16 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7°, des paragraphes suivants :

« 8° de déposer, aux fins d'une collecte, des matières résiduelles dans un contenant ayant un couvercle défectueux;

9° de laisser le couvercle d'un contenant ouvert, aux fins d'une collecte des matières résiduelles qui y ont été déposées. ».

5. L'article 18 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, des paragraphes suivants :

« 5° modifier toute date prévue à l'article 32;

6° modifier la liste des matières recyclables jointe en annexe A au présent règlement. »;

2° l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le pouvoir d'ordonnance du comité exécutif visé par le premier alinéa doit être exercé en conformité avec l'entente de partenariat, lorsqu'applicable. ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 31, de l'article suivant :

« **32.** Malgré la prise d'effet des modifications apportées à l'article 8 et à l'annexe B du présent règlement le 1er janvier 2025 :

1° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un sac de plastique conforme à l'article 8 du règlement en vigueur au 31 décembre 2024 est autorisé jusqu'au 1er janvier 2027;

2° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un contenant conforme à l'article 8 et à l'annexe B du règlement en vigueur au 31 décembre 2024 est autorisé jusqu'au remplacement de ce contenant en fin de vie, dans la mesure où celui-ci est en bonne condition;

3° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un conteneur semi-enfoui, qui est déjà implanté et utilisé au 31 décembre 2024, est autorisé;

4° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un conteneur à chargement arrière, qui est déjà utilisé au 31 décembre 2024, est autorisé jusqu'au remplacement de ce conteneur en fin de vie, dans la mesure où celui-ci est en bonne condition;

5° les boîtes de carton qui ne peuvent être placées dans un bac roulant de 240 litres

et plus sont collectées jusqu'au 31 décembre 2025, si elles sont aplaties et placées à côté de ce contenant en paquets d'une longueur d'au plus 1 m, d'un volume n'excédant pas 0,5 m³ et dont le poids n'excède pas 25 kg.

Pour les fins de l'application du premier alinéa, un contenant est en bonne condition, s'il est étanche et exempt de bris, si ses poignées, son couvercle et ses roues sont fonctionnels et permettent une manipulation sécuritaire de ce contenant par l'autorité compétente. ».

7. L'annexe A de ce règlement est modifiée par le remplacement de la catégorie 1 intitulée « Matières recyclables » par le document joint en annexe 1 au présent règlement.

8. L'annexe B de ce règlement est remplacée par le document joint en annexe 2 au présent règlement.

9. Les dispositions des ordonnances édictées en vertu de l'article 18 de ce règlement non incompatibles avec les dispositions du présent règlement demeurent en vigueur.

10. Le premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par :

1° l'insertion, après le sous-paragraphe v) du paragraphe 2°, du sous-paragraphe suivant :

« w) à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles, à l'exception de l'application du paragraphe 1° de l'article 3, de l'article 8 et des paragraphes 3° et 5° de l'article 16 du Règlement sur les services de collecte (16-049), en ce qui concerne la collecte des matières recyclables; »;

2° le remplacement du paragraphe 12° par le suivant :

« 12° les activités d'opération relatives à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles, y compris le suivi et la gestion des contrats, les communications avec les citoyens, la gestion des requêtes des citoyens et la distribution des outils de collecte. Sont toutefois exclus des activités d'opérations déléguées les pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur; ».

11. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2025.

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A - CATÉGORIE 1 – MATIÈRES RECYCLABLES

XX-XXX/4

ANNEXE 2
ANNEXE B - BAC ROULANT POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

GDD : 1242937002

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A - CATÉGORIE 1 – MATIÈRES RECYCLABLES

Catégorie 1 : Matières recyclables
Les matières recyclables suivantes sont acceptées lors de la collecte :

Fibres (papier et carton), dont :
Circulaires, revues, magazines, catalogues, annuaires téléphoniques
Journaux
Feuilles, enveloppes
Livres dont l'utilité est de cinq ans ou moins
Boîtes de carton ondulé, plat ou laminé
Boîtes d'œufs
Rouleaux en carton
Sacs de papier, plastifiés ou non
Contenants à pignon (contenants de lait et de jus)
Contenants aseptiques (de type « Tetra Pak »)
Contenants en carton dont le fond et le couvercle sont faits de métal ou de plastique
Papier déchiqueté
Plastiques, dont :
Bouteilles, contenants et emballages de produits alimentaires, de breuvages, de cosmétiques, de produits d'hygiène personnelle et d'entretien ménager fait de plastiques PET (nº 1), PEHD (no 2), PVC (no 3), PEBD (no 4) ou PP (no 5)
Sacs et pellicules d'emballage en plastique, plastiques souples, pellicules extensibles
Sachets autoportants
Emballages ou contenants alimentaires en polystyrène (PS) expansé ou extrudé et autres contenants en PS (no 6), à l'exclusion de l'emballage de protection en PS
Autres plastiques (no 7), à l'exclusion des plastiques dégradables
Capsules (café, thé) en PP (no 5) et en PS (no 6), y compris les capsules en sacs verts
Métaux ferreux, dont :
Boîtes de conserve et autres contenants en acier, à l'exclusion des contenants en acier sous pression (contenants aérosol)
Cintres métalliques
Aluminium, dont :
Assiettes, papier et canettes d'aluminium, à l'exception des contenants sous pression (contenants aérosol)
Capsules de café en aluminium
Verre :
Contenants et bouteilles de verre

ANNEXE 2
ANNEXE B - BAC ROULANT POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

Matériau :
Polyéthylène haute densité résistant à l'environnement extérieur.

Couleur :
Bleu (pantone 285)

Formats :

Modèles	240	360
Nombre de roues	2	2
Volume (litres)	240	360

Spécifications générales :

1° Le couvercle doit être maintenu par une charnière solide, facile à soulever, étanche aux intempéries et aux odeurs lorsque fermé;
2° Toutes les arêtes du bac doivent être parfaitement arrondies afin de prévenir tout danger;
3° Le bac ne doit pas basculer lorsqu'il est ouvert, même s'il est vide;
4° Le système de prise du bac doit être compatible au système de levage à prise européenne (levée mécanique automatique ou semi-automatique);
5° Le bac roulant bleu sert exclusivement à la collecte des matières recyclables.

Bac roulant bleu



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.008

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1242937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-09-30 09:17

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1242937002**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 novembre 2022, le conseil de la Ville a prolongé la déclaration de compétence relative aux activités d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles, jusqu'au 31 décembre 2024, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* . De plus, en vertu des articles 6 et 19 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c.C-47.1) et de l'article 84 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , (RLRQ, c. C-11.4), le conseil municipal possède la compétence d'adopter des règlements en matière d'environnement.
Le *Règlement sur les services de collecte* (16-049) (ci-après le « Règlement 16-049 »), adopté le 22 août 2016 par le conseil municipal, vise les opérations liées à la collecte et au transport des ordures ménagères, des matières recyclables, des matières organiques (résidus verts et alimentaires), des résidus de construction, de rénovation et de démolition résidentiel ainsi que des encombrants. Le Règlement 16-049 prévoit :

* les clientèles desservies;
* les matières acceptées;
* les quantités acceptées;
* les contenants acceptés;
* les heures de dépôt et de retrait des contenants et des matières résiduelles;
* les lieux de dépôt et de retrait des contenants et des matières résiduelles;
* les interdictions générales;

* l’étendue du pouvoir d’ordonnance du comité exécutif, les pénalités en cas d'infraction au règlement.

Les spécificités locales de chaque arrondissement sont prévues dans 19 ordonnances distinctes.

La *Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l’environnement en matière de consigne et de collecte sélective* (L.Q. 2021, c.5), sanctionnée le 17 mars 2021, a eu pour effet de modifier la Loi sur la qualité de l’environnement (RLRQ, c. Q-2).

Le *Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles* (RLRQ, c. Q-2, r. 46.01) (ci-après « le Règlement ») issu de cette modification est entré en vigueur le 7 juillet 2022. Le Règlement prévoit une modernisation du système de collecte sélective selon une approche de responsabilité élargie des producteurs (REP) et transfère la responsabilité opérationnelle et financière de la gestion des matières recyclables (GMR), de leur collecte jusqu’à leur valorisation, aux producteurs de ces matières. Depuis le mois d’octobre 2022, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est l’organisme de gestion désigné (OGD) en application de la section I du Chapitre III du Règlement. ÉEQ assume ainsi au lieu et place des producteurs les obligations d’élaborer, de mettre en œuvre et de soutenir financièrement un système de collecte sélective.

Dans le cadre de la modernisation de la collecte sélective, les producteurs, via ÉEQ, seront imputables de la performance du système mis en place. Toutefois, les municipalités vont conserver un rôle central, notamment l'octroi des contrats de collecte et de transport, mais sur la base d’un cahier des charges techniques approuvé par l’OGD. Les coûts de collecte/transport des matières recyclables par des entrepreneurs privés et associés au niveau de service approuvé par ÉEQ seront pris en charge à 100 % par ce dernier. La transition de la gouvernance de la gestion des matières recyclables s'est préparée graduellement depuis 2022 avec une prise d’effet progressive au 1er janvier 2025.

Selon le Règlement, les services de collecte et de transport seront à la charge de l’OGD pour toutes les clientèles desservies selon l’échéancier suivant:

Au plus tard le 1er janvier 2025 : résidentiel, ICI assimilables au résidentiel, ICI déjà desservis, secteur de l'éducation;

Au plus tard, le 7 juillet 2027 : tous les autres commerces et institutions, dont les universités;

Au plus tard, le 24 octobre 2028 : ensemble des lieux identifiés pour la génération hors foyer;

Au plus tard, le 7 juillet 2030 : toutes les industries.

Une entente de partenariat entre ÉEQ et la Ville de Montréal (ci-après « l'Entente») concernant les modalités de prise en charge des services de collecte et de transport au privé et de mise à disposition de points de dépôts de certaines matières recyclables dans les écocentres a été signée en janvier 2024, pour une durée de cinq ans à partir du 1er janvier 2025. L'Entente vient encadrer les modalités de collecte des matières recyclables et les rôles et responsabilités d'ÉEQ et de la Ville de Montréal dans la gestion des matières recyclables. Les éléments ciblés et différents du cadre actuel sont, sans s’y limiter : la liste des matières acceptées, les outils de collecte acceptés, leur volume et leur couleur, les modalités de prise en charge des outils de collecte, les conditions en vertu desquelles les surplus sont acceptés.

La Ville de Montréal doit alors modifier sa réglementation en conformité avec les dispositions de l'Entente. Le présent sommaire décisionnel a pour objectif d'adopter le Règlement

modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) en conformité avec les termes de l'Entente.

Un autre dossier décisionnel (GDD 1242937003) a, quant à lui, pour objectif de recommander au conseil d'agglomération d'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0027 - 25 janvier 2024 - Approuver l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités de collecte et transport des matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective.
CM22 1334 - 21 novembre 2022 - Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2024, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM20 0761 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

CG20 0407 - 27 août 2020 – Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

CM16 0985 - 22 août 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les services de collecte ».

DESCRIPTION

1) Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049)
ÉEQ a pour mission d'harmoniser les services de récupération de matières recyclables à l'échelle de la province. Les modifications proposées ci-dessous reflètent les modalités de collecte négociées entre ÉEQ et la Ville de Montréal et transcrites dans l'entente de partenariat signée en janvier 2025 :

A. Définition

Les matières recyclables sont des contenants, des emballages et des imprimés visés à la catégorie 1 de l'annexe A du règlement. Les définitions des termes « entente de partenariat » et de « logement » sont également ajoutées au règlement.

B. Limite de quantité

Le règlement actuellement en vigueur ne précise pas de limite de quantité de matières recyclables par établissement industriel, commercial ou institutionnel.

Il est proposé qu'une limite maximale de 2160 litres soit établie par établissement industriel, commercial ou institutionnel.

C. Contenants autorisés

Le règlement actuellement en vigueur spécifie les contenants autorisés sans distinction du nombre de logements ou de la clientèle visée.

Les contenants actuellement permis sont :

- le bac de 67 litres fermé par un couvercle d'un poids n'excédant pas 25 kg une fois rempli, fourni par la Ville;

- le bac roulant d’une capacité d’au plus 660 litres fermé par un couvercle, conforme aux spécifications de l’annexe B;

- le sac de plastique transparent, fermé, d’une capacité d’au moins 50 litres et d’au plus 150 litres dont le poids n’excède pas 25 kg une fois rempli.

Les modifications réglementaires proposées sont les suivantes :

- les contenants autorisés pour les bâtiments de 1 à 19 logements sont le bac montréalais d'une capacité de 67 litres et les bacs roulants d'une capacité de 240 ou 360 litres fournis par la Ville;
- les contenants autorisés pour les bâtiments de plus de 20 logements sont les conteneurs à chargement avant. Cependant, si la situation des lieux ne permet pas l'utilisation d'un conteneur à chargement avant, en raison de contraintes logistiques et physiques, les bacs roulants d'une capacité de 360 litres peuvent être utilisés;
- les contenants autorisés pour les industries, commerces et institutions sont les bacs roulants d'une capacité de 240 ou 360 litres.

Le règlement actuellement en vigueur précise que les bacs roulants d’une capacité d’au plus 660 litres (120, 240, 360 et 660 litres) doivent être conformes aux spécifications de l’annexe B.

Considérant que les bacs de 120 litres et de 660 litres ne font plus partie des contenants autorisés, la modification réglementaire proposée indique que seuls les bacs roulants d'une capacité de 240 ou 360 litres doivent être conformes aux spécifications de l'annexe B du Règlement sur les services de collecte.

D. Surplus

Le règlement actuellement en vigueur ne précise pas de conditions particulières pour accepter les surplus. Les surplus sont acceptés quelle que soit la capacité du contenant.

La modification réglementaire établit que les surplus sont acceptés aux conditions suivantes :

Les boîtes de carton qui ne peuvent être placées dans un contenant dont la capacité est inférieure à 240 litres peuvent être déposées à côté du contenant sont collectées, si elles sont aplaties et placées à côté de ce contenant en paquets d’une longueur d’au plus 1 mètre, d’un volume n’excédant pas 0,5 m³ et dont le poids n’excède pas 25 kg.

E. Annexes

La catégorie 1 de l'annexe A est modifiée par l'insertion d'une nouvelle liste de contenants, emballages et imprimés autorisés lors de la collecte.

La liste des matières recyclables actuellement acceptées dans le règlement ainsi que la liste modifiée sont en pièces jointes.

Les modifications à la liste sont notamment l’autorisation :

- des emballages ou contenants alimentaires en polystyrène (PS) expansé ou extrudé et autres contenants en PS (no 6), à l’exclusion de l’emballage de protection en PS;

- des capsules (café, thé) en PP (no 5) et en PS (no 6), y compris les capsules en sacs verts.

Les contenants en acier ou en aluminium sous pression (contenants aérosol) ne sont pas autorisés. Ils doivent être déposés dans les écocentres.

L'annexe B actuellement en vigueur précise les bacs autorisés (120, 240, 360 et 660 litres) ainsi que la couleur verte autorisée pour les bacs

Il est proposé que l'annexe B soit remplacée par une nouvelle annexe. Les contenants de 120 litres et de 660 litres ne figurent plus dans cette annexe puisqu'ils ne sont plus distribués par la Ville. De plus, la couleur des bacs roulants autorisés est maintenant le bleu.

F. Pouvoir d'ordonnance du comité exécutif

Les pouvoirs d'ordonnance du comité exécutif dans le règlement actuellement en vigueur sont les suivants :

- déterminer les horaires et les secteurs des collectes prévues au présent règlement et les faire varier selon les catégories d'unités d'occupation et les parties du territoire qu'il désigne;

- prescrire l'utilisation d'un contenant aux fins de toute collecte;

- déterminer le lieu et l'heure de dépôt des contenants en vue des collectes prévues au présent règlement de même que l'heure de leur retrait;

- faire varier le service, les types de collecte et les quantités selon les catégories d'unités d'occupation

Certains pouvoirs ont été ajoutés dans la modification réglementaire. Il est proposé que le comité exécutif puisse modifier la liste des matières recyclables prévue à l'annexe 1, et au besoin, modifier les dates prévues à la disposition transitoire, notamment pour modifier le délai relatif à l'interdiction d'utilisation des sacs de plastique pour la collecte et celui relatif à l'interdiction des surplus déposés à côté de contenants d'une capacité de plus de 240 litres.

Enfin, il est précisé que le pouvoir d'ordonnance du comité exécutif doit être exercé en conformité avec l'entente de partenariat, lorsqu'applicable.

G. Ordonnances

Les dispositions des ordonnances déjà adoptées demeurent en vigueur dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions du Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte.

H. Disposition transitoire et finale

Les dispositions transitoires qui sont proposées dans la modification réglementaire sont les suivantes :

Malgré la prise d'effet des modifications apportées à l'article 8 et à l'annexe B le 1er janvier 2025 :

- le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un sac de plastique conforme à l'article 8 du règlement en vigueur au 31 décembre 2024

est autorisé jusqu'au 1er janvier 2027;
- le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un contenant conforme à l'article 8 et à l'annexe B du règlement en vigueur au 31 décembre 2024 est autorisé jusqu'au remplacement de ce contenant en fin de vie, dans la mesure où celui-ci est en bonne condition;
- le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un conteneur semi-enfoui, qui est déjà implanté et utilisé au 31 décembre 2024, est autorisé;
- le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un conteneur à chargement arrière, qui est déjà utilisé au 31 décembre 2024, est autorisé jusqu'au remplacement de ce conteneur en fin de vie, dans la mesure où celui-ci est en bonne condition;
- les boîtes de carton qui ne peuvent être placées dans un bac roulant de 240 litres et plus sont collectées jusqu'au 31 décembre 2025, si elles sont aplaties et placées à côté de ce contenant en paquets d'une longueur d'au plus 1 mètre, d'un volume n'excédant pas 0,5 m³ et dont le poids n'excède pas 25 kg.

Un contenant est considéré en bonne condition, s'il est étanche et exempt de bris, si ses poignées, son couvercle et ses roues sont fonctionnels et permettent une manipulation sécuritaire de ce contenant par l'autorité compétente.

2) Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Les modifications proposées sont les suivantes :

Le conseil de la Ville reprend le pouvoir d'appliquer certains aspects du Règlement 16-049 en ce qui concerne les matières recyclables, à savoir :

- les matières recyclables acceptées aux fins de la collecte (article 3 (paragraphe. 1°);
- les contenants acceptés en vue de la collecte des matières recyclables par type de clientèle et les conditions devant être respectées pour que les surplus soient acceptés aux fins de la collecte (article 8);
- les interdictions ci-après en ce qui concerne la collecte des matières recyclables (article 16 (paragraphes. 3° et 5°)) :

  - l'utilisation d'un contenant de collecte des matières recyclables à d'autres fins que pour l'entreposage et la collecte des matières résiduelles auxquelles il est destiné;

  - la modification, l'altération ou la destruction d'un contenant de collecte des matières recyclables, la dissimulation ou l'élimination du logo, des pictogrammes et du numéro d'identification d'un contenant.

Ces modifications ont engendré la division du paragraphe 12° en deux pour éviter que celui-ci soit trop long. Le volet application réglementaire a été ajouté au paragraphe 2° et le volet activités d'opération a été conservé au paragraphe 12°.

Le règlement prendra effet le 1er janvier 2025, sous réserve des éléments prévus à l'article 6 (voir la Section H de la présente section), lesquels prendront effet à des dates subséquentes, selon le cas.

JUSTIFICATION

1) Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049)
Des mesures transitoires ont été ajoutées pour, notamment, gérer la coexistence d'outils de collecte conformes et non conformes à l'Entente sur le territoire.

Aussi, à partir du 1er janvier 2026, seules les clientèles ayant des bacs inférieurs à 240 litres pourront déposer des surplus à côté des bacs. Cette mesure améliorera la sécurité des travailleurs et participera à l'amélioration de la propreté des rues.
Pour éviter que des matières recyclables prennent le chemin de l'enfouissement après l'application de ce changement, la Ville de Montréal accompagnera les clientèles signifiant un besoin de volume additionnel.

Aussi, les changements apportés à l'article 18 permettent au comité exécutif de modifier par ordonnance les éléments suivants :

- toute date prévue à la disposition transitoire, notamment en ce qui concerne :

  - la possibilité d'utiliser les sacs plastiques pour la collecte des matières recyclables jusqu'au 1er janvier 2027 (sur approbation d'ÉEQ);

  - la collecte des surplus, à certaines conditions, pour les clientèles utilisant des outils de collecte de 240 litres et plus au 31 décembre 2025 (sur approbation d'ÉEQ)

- la liste des matières recyclables (sur approbation d'ÉEQ)

2) Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

La modification du Règlement sur les Services de collecte est l'un des engagements de la Ville de Montréal afin de respecter l'Entente avec ÉEQ. Cette dernière précise que le financement de la gestion des matières recyclables sera entièrement à la charge d'ÉEQ. Par conséquent, les contenants distribués à la population après le 1er janvier 2025 seront leur propriété et la prise en charge (collecte, transport et traitement) de matières non acceptées dans la collecte sélective aura un impact financier pour eux. Compte tenu de ces éléments, l'entente impose une reddition de compte sur plusieurs éléments, dont l'évolution de la qualité du tri des matières recyclables (pourcentage de matières non acceptées dans la collecte sélective) à la Ville.

Par conséquent; le partage de délégation en lien avec les matières recyclables a été revu en suivant ces deux orientations :

- Toute action qui risque d'impacter les finances ou l'image d'ÉEQ doit être documentée dans la reddition de compte (pourcentage de matières non acceptées dans la collecte sélective, modalités de dépôt - volume et type de contenant utilisé -, altération ou utilisation frauduleuse des contenants de matières recyclables). L'inspectorat lié à ces éléments sera de la responsabilité du Service de l'environnement.

- En revanche, toute action qui impacte la propreté de l'espace public doit pouvoir être contrôlée par l'inspectorat propre aux arrondissements. Par exemple, des constats tels que des matières recyclables déposées au mauvais endroit, à la mauvaise heure, le bac laissé en bordure de rue ou des matières éparpillées au sol pourront être sanctionnés par les inspecteurs en arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de la réglementation permettra de se conformer aux dispositions de l'Entente de partenariat entre ÉEQ et la la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 12 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère planification

Tél : 514 863-8484

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-23

Maud F FILLION
chef(fe) de section - planification et developpement gmr

Tél : 438 820-5674

Télécop. : 514 872-8146 **Télécop. :** 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
chef(fe) de division - soutien technique et infrastructures - matieres residuelles
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2024-09-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1242937002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règl. 16-049_02-002_26juillet2024_VF.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate - Division droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-26

Alexandre AUGER
Chef de division et avocat
Tél : 514-872-1436
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
24-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE COLLECTE (16-049) ET LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu les articles 6 et 19 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 136 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 47 et 186 de l'annexe C de cette charte;

Vu la résolution CM22 1334 par laquelle le conseil de la Ville se déclare compétent jusqu'au 31 décembre 2024 à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles;

Vu que la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) a été modifiée par la Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collective sélective (L.Q. 2021, chapitre 5) et sanctionnée le 17 mars 2021;

Vu que le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 46.01) (ci-après désigné le « Règlement ») est entré en vigueur le 7 juillet 2022;

Vu la résolution CG24 0027 par laquelle le conseil d'agglomération a approuvé l'entente de partenariat entre l'organisme de gestion désigné en application de la section I du Chapitre III du Règlement et la Ville de Montréal portant sur la gestion et le financement des activités de collecte et de transport des matières recyclables;

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur les services de collecte (16-049) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition du mot « encombrants », de la définition suivante :

« « entente de partenariat » : entente de partenariat entre l'organisme de gestion désigné en application de la section I du Chapitre III du Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 46.01) et la Ville de Montréal portant sur la gestion et le financement des activités de collecte et de transport des matières recyclables; »;

2° l'insertion, après la définition des mots « étiquette RFID », de la définition suivante :

« « logement » : lieu de résidence où les individus ou les ménages vivent, produisent des matières résiduelles et ont besoin de services de collecte de ces matières; »;

3° le remplacement de la définition des mots « matières recyclables », par la définition suivante :

« « matières recyclables » : contenants, emballages et imprimés visés à la catégorie 1 de l'annexe A du présent règlement; ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe a) du paragraphe 1° du premier alinéa, du sous-paragraphe suivant :

« b) une limite maximale de 2 160 litres par établissement industriel, commercial ou institutionnel est établie; ».

3. L'article 8 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **8.** Sous réserve de l'article 32 et sauf si autrement déterminé par ordonnance du comité exécutif, les matières recyclables doivent être déposées dans l'un ou l'autre des contenants suivants en vue de leur collecte :

1° bâtiment comprenant de 1 à 19 logements :

a) bac de 67 litres fermé par un couvercle d'un poids n'excédant pas 25 kg une fois rempli, fourni par la Ville;

b) bac roulant d'une capacité de 240 litres ou de 360 litres fermé par un couvercle, conforme aux spécifications de l'annexe B, fourni par la Ville;

2° bâtiment comprenant plus de 20 logements :

a) conteneur à chargement avant;

3° industrie, commerce et institution :

a) bac roulant d'une capacité de 240 ou de 360 litres fermé par un couvercle, conforme aux spécifications de l'annexe B.

Malgré le paragraphe 2° du présent article, lorsque la situation des lieux ne permet pas l'utilisation d'un conteneur à chargement avant, en raison de contraintes logistiques et physiques, les bacs roulants d'une capacité de 360 litres, conforme aux spécifications de l'annexe B, peuvent être utilisés.

Les boîtes de carton qui ne peuvent pas être placées dans un contenant inférieur à 240 litres sont collectées, si elles sont aplaties et placées à côté de ce contenant en paquets d'une longueur d'au plus 1 m, d'un volume n'excédant pas 0,5 m³ et dont le poids n'excède pas 25 kg. ».

4. L'article 16 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7°, des paragraphes suivants :

« 8° de déposer, aux fins d'une collecte, des matières résiduelles dans un contenant ayant un couvercle défectueux;

9° de laisser le couvercle d'un contenant ouvert, aux fins d'une collecte des matières résiduelles qui y ont été déposées. ».

5. L'article 18 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, des paragraphes suivants :

« 5° modifier toute date prévue à l'article 32;

6° modifier la liste des matières recyclables jointe en annexe A au présent règlement. »;

2° l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le pouvoir d'ordonnance du comité exécutif visé par le premier alinéa doit être exercé en conformité avec l'entente de partenariat, lorsqu'applicable. ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 31, de l'article suivant :

« **32.** Malgré la prise d'effet des modifications apportées à l'article 8 et à l'annexe B du présent règlement le 1er janvier 2025 :

1° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un sac de plastique conforme à l'article 8 du règlement en vigueur au 31 décembre 2024 est autorisé jusqu'au 1er janvier 2027;

2° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un contenant conforme à l'article 8 et à l'annexe B du règlement en vigueur au 31 décembre 2024 est autorisé jusqu'au remplacement de ce contenant en fin de vie, dans la mesure où celui-ci est en bonne condition;

3° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un conteneur semi-enfoui, qui est déjà implanté et utilisé au 31 décembre 2024, est autorisé;

4° le dépôt de matières recyclables en vue de leur collecte dans un conteneur à chargement arrière, qui est déjà utilisé au 31 décembre 2024, est autorisé jusqu'au remplacement de ce conteneur en fin de vie, dans la mesure où celui-ci est en bonne condition;

5° les boîtes de carton qui ne peuvent être placées dans un bac roulant de 240 litres

et plus sont collectées jusqu'au 31 décembre 2025, si elles sont aplaties et placées à côté de ce contenant en paquets d'une longueur d'au plus 1 m, d'un volume n'excédant pas 0,5 m³ et dont le poids n'excède pas 25 kg.

Pour les fins de l'application du premier alinéa, un contenant est en bonne condition, s'il est étanche et exempt de bris, si ses poignées, son couvercle et ses roues sont fonctionnels et permettent une manipulation sécuritaire de ce contenant par l'autorité compétente. ».

7. L'annexe A de ce règlement est modifiée par le remplacement de la catégorie 1 intitulée « Matières recyclables » par le document joint en annexe 1 au présent règlement.

8. L'annexe B de ce règlement est remplacée par le document joint en annexe 2 au présent règlement.

9. Les dispositions des ordonnances édictées en vertu de l'article 18 de ce règlement non incompatibles avec les dispositions du présent règlement demeurent en vigueur.

10. Le premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par :

1° l'insertion, après le sous-paragraphe v) du paragraphe 2°, du sous-paragraphe suivant :

« w) à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles, à l'exception de l'application du paragraphe 1° de l'article 3, de l'article 8 et des paragraphes 3° et 5° de l'article 16 du Règlement sur les services de collecte (16-049), en ce qui concerne la collecte des matières recyclables; »;

2° le remplacement du paragraphe 12° par le suivant :

« 12° les activités d'opération relatives à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles, y compris le suivi et la gestion des contrats, les communications avec les citoyens, la gestion des requêtes des citoyens et la distribution des outils de collecte. Sont toutefois exclus des activités d'opérations déléguées les pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur; ».

11. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2025.

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A - CATÉGORIE 1 – MATIÈRES RECYCLABLES

XX-XXX/4

ANNEXE 2
ANNEXE B - BAC ROULANT POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

GDD : 1242937002

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A - CATÉGORIE 1 – MATIÈRES RECYCLABLES

Catégorie 1 : Matières recyclables
Les matières recyclables suivantes sont acceptées lors de la collecte :

Fibres (papier et carton), dont :
Circulaires, revues, magazines, catalogues, annuaires téléphoniques
Journaux
Feuilles, enveloppes
Livres dont l'utilité est de cinq ans ou moins
Boîtes de carton ondulé, plat ou laminé
Boîtes d'œufs
Rouleaux en carton
Sacs de papier, plastifiés ou non
Contenants à pignon (contenants de lait et de jus)
Contenants aseptiques (de type « Tetra Pak »)
Contenants en carton dont le fond et le couvercle sont faits de métal ou de plastique
Papier déchiqueté
Plastiques, dont :
Bouteilles, contenants et emballages de produits alimentaires, de breuvages, de cosmétiques, de produits d'hygiène personnelle et d'entretien ménager fait de plastiques PET (nº 1), PEHD (no 2), PVC (no 3), PEBD (no 4) ou PP (no 5)
Sacs et pellicules d'emballage en plastique, plastiques souples, pellicules extensibles
Sachets autoportants
Emballages ou contenants alimentaires en polystyrène (PS) expansé ou extrudé et autres contenants en PS (no 6), à l'exclusion de l'emballage de protection en PS
Autres plastiques (no 7), à l'exclusion des plastiques dégradables
Capsules (café, thé) en PP (no 5) et en PS (no 6), y compris les capsules en sacs verts
Métaux ferreux, dont :
Boîtes de conserve et autres contenants en acier, à l'exclusion des contenants en acier sous pression (contenants aérosol)
Cintres métalliques
Aluminium, dont :
Assiettes, papier et canettes d'aluminium, à l'exception des contenants sous pression (contenants aérosol)
Capsules de café en aluminium
Verre :
Contenants et bouteilles de verre

ANNEXE 2
ANNEXE B - BAC ROULANT POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

Matériau :
Polyéthylène haute densité résistant à l'environnement extérieur.

Couleur :
Bleu (pantone 285)

Formats :

Modèles	240	360
Nombre de roues	2	2
Volume (litres)	240	360

Spécifications générales :

1° Le couvercle doit être maintenu par une charnière solide, facile à soulever, étanche aux intempéries et aux odeurs lorsque fermé;
2° Toutes les arêtes du bac doivent être parfaitement arrondies afin de prévenir tout danger;
3° Le bac ne doit pas basculer lorsqu'il est ouvert, même s'il est vide;
4° Le système de prise du bac doit être compatible au système de levage à prise européenne (levée mécanique automatique ou semi-automatique);
5° Le bac roulant bleu sert exclusivement à la collecte des matières recyclables.

Bac roulant bleu



Dossier # : 1245270005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption de la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec ».

Considérant la recommandation favorable et unanime du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles lors de sa séance du 5 avril 2024 et du point d'information présenté au comité consultatif d'urbanisme de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, lors de la séance du 11 octobre 2024,
Il est recommandé :

D'adopter la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitatio n* (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2)**,** visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec. »

Les termes de la résolution sont les suivants :

SECTION 1
INTERPRÉTATION ET TERMINOLOGIE

Les définitions prescrites au Règlement de zonage de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (RCA09-Z01, tel que modifié) (ci-après : « le Règlement de zonage ») s'appliquent au présent projet pour valoir comme si elles étaient ici au long récitées.

En cas d'incompatibilité entre les dispositions du Règlement de zonage et celles prévues au présent projet, ces dernières prévalent.

SECTION 2
TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente résolution s'applique au lot projeté portant le numéro 6 629 609 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tel qu'il est illustré sur le plan projet d'implantation joint à l'annexe A.

SECTION 3
AUTORISATION

Malgré le Règlement de zonage et le Plan d'urbanisme en vigueur applicables au territoire décrit à l'article 2, le projet visant la construction d'un bâtiment mixte (habitation, commerce) comprenant une aire de stationnement en sous-sol et quatre (4) édicules hors-sols peut être réalisé en dérogeant à certaines dispositions du Règlement de zonage et du Plan d'urbanisme.

SECTION 4
DÉROGATIONS AUTORISÉES

Malgré les dispositions de la partie II applicables à l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles du **Plan d'urbanisme**, il est autorisé de déroger à la norme suivante du Plan d'urbanisme en respectant les conditions prévues à la présente résolution.

1. Densité de construction – Secteur 20-04 : bâti de 3 à 8 étages hors-sol.

Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 2, il est autorisé de déroger aux articles suivants du **Règlement de zonage** en respectant les conditions prévues à la présente résolution :

1. Grille des spécifications 049 : hauteur maximale de 8 étages.

2. Grille des spécifications 049 : hauteur maximale de 32 mètres pour un toit plat.

3. Grille des spécifications 049 : marge de recul avant principale minimale de 4 mètres.

4. Grille des spécifications 049 : marge de recul avant secondaire minimale de 4 mètres.

5. Grille des spécifications 049 : nombre maximal de logements 430.

6. Grille des spécifications 049 : Coefficient d'occupation du sol minimale 0,2.

7. Article 34, définition de façade.

8. Article 101, paragraphe 3, alinéa c), retrait par rapport à une façade pour une construction hors toit abritant un espace habitable : aucun retrait minimal requis.

9. Article 164, trajectoire d'une voie d'accès à une aire de stationnement : la voie d'accès de l'édicule F peut être pourvue d'une courbe.

10. Article 166, distance minimale d'une intersection : la voie d'accès à l'édicule F peut être aménagée à une distance minimale de 4,5 mètres de l'intersection.

11. Article 171, largeur maximale d'une voie d'accès : pour la voie d'accès aménagé entre les édicules G et H, une largeur de 9 mètres est autorisée sur les premiers 15 mètres de celle-ci.

12. Article 231, nombre minimal d'unité de chargement : aucune unité n'est exigée.

13. Article 327, usages complémentaires à un usage principal du groupe habitation : la superficie maximale de plancher de l'ensemble des usages commerciaux est de 2000 m2.

14. Article 395, paragraphe 1 et 2, aménagement d'un bâtiment mixte : un usage résidentiel et un usage commercial peuvent s'exercer sur un même étage peu importe l'étage.

Toute autre disposition réglementaire incompatible avec celles prévues à la présente résolution ne s'applique pas.

SECTION 5
CONDITIONS DE RÉALISATION DU PROJET

La réalisation du projet est soumise au respect des conditions suivantes :

Bâtiment

1. L'édicule F identifié à l'annexe A doit disposer d'une superficie de plancher totale minimale de 1000 mètres carrés réservée aux fins d'usage(s) de la classe C.1 commerce et service de voisinage ou C.2 commerce et service artériel.

2. Les espaces commerciaux ne doivent pas être communiquant avec les espaces dédiés à l'habitation, incluant les aires de vie commune (piscine, palestre, etc.).

3. Chaque édicule devra être pourvu d'une entrée principale distincte.

4. L'implantation du bâtiment doit offrir diverses percées visuelles dégagées vers milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3.

5. À terme, le projet devra avoir un coefficient d'occupation du sol minimal de 1,5.

6. Dans son ensemble, le projet doit prévoit l'aménagement de diverses typologies de logements, notamment, mais sans s'y limiter, des studios, des maisonnettes sur deux

étages et des appartements pourvus d'une mezzanine.

7. La toiture des édicules F, G, H et I identifiés à l'annexe A doit être pourvue d'un toit vert intensif ou extensif sur une superficie minimale équivalente à 20 % de sa superficie totale.

8. La toiture de l'édicule d'entrée au garage situé entre les édicules G et H doit être pourvue d'un toit vert intensif ou extensif sur la totalité de sa superficie.

Entreposage intérieur des matières résiduelles

9. À l'exception des jours de collecte, l'entreposage des matières résiduelles lié aux usages commerciaux et d'habitation doit se faire dans des locaux conçus à ces fins, climatisés ou réfrigérés, situés à l'intérieur du bâtiment principal.

Aire de stationnement, aire de chargement, autopartage et entreposage de vélos

10. À l'exception des unités pour visiteurs, les unités de stationnement doivent être aménagées à l'intérieur du bâtiment.

11. Un minimum de deux (2) unités de stationnement doit être réservé pour le stationnement de véhicules en autopartage et ces unités doivent être identifiées à l'aide d'un panneau.

12. Les installations électriques du bâtiment devront fournir une capacité électrique suffisante pour équiper chaque unité de stationnement d'une borne de recharge pour véhicule électrique.

13. Le projet doit prévoir un espace dédié au chargement / déchargement pour les véhicules desservent les usages commerciaux.

14. Il est exigé de fournir deux (2) unités de stationnement pour vélo par unité de logement. Plusieurs options d'ancrage à vélo peuvent être aménagées, celles-ci doivent permettre un rangement sécuritaire et facilement accessible (local ou bâtiment dédié, enclos à vélos, ancrage à même un mur bordant une unité de stationnement pour voiture, etc.).

Aménagement de terrain et mise en valeur des milieux terrestres et humides

16. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront être conservés et protégés durant les travaux de construction et d'aménagement du projet.

17. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront être débarrassés de toutes plantes exotiques envahissantes qui s'y trouvent.

18. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront faire l'objet d'un programme de restauration préparé par un professionnel reconnu dans le demain. Une copie du programme devra être remise lors de la demande de permis de construction.

19. Aucune clôture ne doit obstruer la vue sur les milieux terrestres et humides à partir des voies publiques.

20. Un plan d'aménagement paysager, préparé par un professionnel, indiquant les essences des arbres, des arbustes et des vivaces, leur nombre, leurs tailles et leurs emplacements doit accompagner toute demande de permis.

21. Tous les éléments végétaux prévus au projet doivent être maintenus dans un bon état de viabilité et remplacés au besoin, afin de maintenir le couvert végétal sain.

22. Toute demande de permis doit être accompagnée d'un plan d'éclairage.

23. Les espaces extérieurs de dépôt des matières résiduelles destinés à la collecte doivent être aménagés conformément aux aménagements prévus à l'annexe C.

24. Les aires dédiées à la circulation et au stationnement des véhicules d'urgence doivent être identifiées sur le site à l'aide d'un panneau.

Affichage

25. La hauteur maximale d'une enseigne au sol est de 2,5 mètres.

Autres

26. La signature d'un protocole d'entente en vertu du règlement 08-013 est requise pour la construction, dans l'emprise de la rue Sherbrooke située face au futur lot 6 629 609, d'une conduite d'aqueduc, aux frais du requérant.

SECTION 6
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

Toute demande de permis de construction, de transformation, d'aménagement de terrain ou de certificat d'affichage doit tenir compte, en plus des critères cités à la section 9 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA09-PIIA01), des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

1. Conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en

matière d'aménagement, d'architecture et de design ;
2. Qualités d'intégration du projet sur le plan architectural ;
3. Efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent ;
4. Efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons ;
5. Capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire ;
6. Capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager ;
7. L'ensemble du projet devra être composé des mêmes matériaux de revêtements extérieurs, mais chaque édicule devra présenter un assemblage différent de couleurs ;
8. L'implantation du bâtiment tend à rencontrer les implantations présentées sur le plan projet d'implantation de l'annexe A faisant partie de la présente résolution ;
9. L'apparence architecturale du bâtiment tend à rencontrer les vues en perspective de l'Annexe B faisant partie de la présente résolution ;
10. Le concept de l'aménagement paysager de l'ensemble du terrain tend à rencontrer les plans de l'Annexe C faisant partie de la présente résolution ;
11. L'aménagement de l'aire de stationnement intérieur tend à rencontrer les plans de l'Annexe D faisant partie de la présente résolution.

SECTION 7
DÉLAI DE RÉALISATION

Les travaux autorisés par la présente résolution visant spécifiquement l'édicule F identifié à l'annexe A, doivent débuter dans les trente (30) mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

L'ensemble des travaux autorisés par la présente résolution doivent être finalisés dans les soixante-douze (72) mois après l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation qui fait l'objet de la présente résolution sera nulle et sans effet.

Les aménagements de terrain prévus à la présente résolution doivent être réalisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux autorisés par la présente résolution dans le respect du délai prescrit à l'article 360 du Règlement de zonage (RCA09-Z01) s'appliquant pour chacun des permis de construction ou de transformation émis dans le cadre du présent projet.

SECTION 8
GARANTIE FINANCIÈRE

Préalablement à l'émission du premier permis de construction requis pour réaliser les travaux exigés par la présente résolution, le requérant doit produire une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 200 000 $ à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions prévues à la section 5 précité, excepté la condition numéro 11.

Et une seconde lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 50 000 $ à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect de la condition numéro 11 de la section 5 visant la protection des milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 lors des travaux de construction.

Ces garanties monétaires sont remises au directeur du Développement du territoire et études techniques de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Cette lettre de garantie bancaire irrévocable doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'expiration des cent vingt (120) jours suivant la fin du délai de soixante-douze (72) mois

prescrit à la section 7 de la présente résolution pour la réalisation complète des travaux exigés à la présente résolution.

SECTION 9
DÉFAUT

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais fixés à la section 7, le conseil pourra, sans exclure tout autre recours visant à obtenir la réalisation du projet conformément à la présente résolution, exécuter la lettre de garantie bancaire irrévocable et à son entière discrétion :

- Obliger le propriétaire à exécuter les travaux à ses frais tout en conservant la garantie monétaire à titre de pénalité ;
- Conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.

ANNEXE A
Plan projet d'implantation

ANNEXE B
Apparence architecturale

ANNEXE C
Plan d'aménagement de terrain

ANNEXE D
Aire de stationnement

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-25 15:39

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245270005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption de la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec ».

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BOISVERT
secretaire- recherchiste

- -

Tél :
Télécop. : -

Dossier # : 1245270005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption de la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec ».

Considérant la recommandation favorable et unanime du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles lors de sa séance du 5 avril 2024 et du point d'information présenté au comité consultatif d'urbanisme de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Tremble, lors de la séance du 11 octobre 2024,
Il est recommandé :

D'adopter la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitatio n* (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2)**,** visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec. »

Les termes de la résolution sont les suivants :

SECTION 1
INTERPRÉTATION ET TERMINOLOGIE

Les définitions prescrites au Règlement de zonage (RCA09-Z01, tel que modifié) (ci-après : « le Règlement de zonage ») s'appliquent au présent projet pour valoir comme si elles étaient ici au long récitées.

En cas d'incompatibilité entre les dispositions du Règlement de zonage et celles prévues au présent projet, ces dernières prévalent.

SECTION 2
TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente résolution s'applique au lot projeté portant le numéro 6 629 609 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tel qu'il est illustré sur le plan projet d'implantation joint à l'annexe A.

SECTION 3
AUTORISATION

Malgré le Règlement de zonage et le Plan d'urbanisme en vigueur applicables au territoire décrit à l'article 2, le projet visant la construction d'un bâtiment mixte (habitation, commerce) comprenant une aire de stationnement en sous-sol et quatre (4) édicules hors-sols peut être réalisé en dérogeant à certaines dispositions du Règlement de zonage et du Plan d'urbanisme.

SECTION 4
DÉROGATIONS AUTORISÉES

Malgré les dispositions de la partie II applicables à l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles du **Plan d'urbanisme**, il est autorisé de déroger à la norme suivante du Plan d'urbanisme en respectant les conditions prévues à la présente résolution.

1. Densité de construction – Secteur 20-04 : bâti de 3 à 8 étages hors-sol.

Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 2, il est autorisé de déroger aux articles suivants du **Règlement de zonage** en respectant les conditions prévues à la présente résolution :

1. Grille des spécifications 049 : hauteur maximale de 8 étages.

2. Grille des spécifications 049 : hauteur maximale de 32 mètres pour un toit plat.

3. Grille des spécifications 049 : marge de recul avant principale minimale de 4 mètres.

4. Grille des spécifications 049 : marge de recul avant secondaire minimale de 4 mètres.

5. Grille des spécifications 049 : nombre maximal de logements 430.

6. Grille des spécifications 049 : Coefficient d'occupation du sol minimale 0,2.

7. Article 34, définition de façade.

8. Article 101, paragraphe 3, alinéa c), retrait par rapport à une façade pour une construction hors toit abritant un espace habitable : aucun retrait minimal requis.

9. Article 164, trajectoire d'une voie d'accès à une aire de stationnement : la voie d'accès de l'édicule F peut être pourvue d'une courbe.

10. Article 166, distance minimale d'une intersection : la voie d'accès à l'édicule F peut être aménagée à une distance minimale de 4,5 mètres de l'intersection.

11. Article 171, largeur maximale d'une voie d'accès : pour la voie d'accès aménagé entre les édicules G et H, une largeur de 9 mètres est autorisée sur les premiers 15 mètres de celle-ci.

12. Article 231, nombre minimal d'unité de chargement : aucune unité n'est exigée.

13. Article 327, usages complémentaires à un usage principal du groupe habitation : la superficie maximale de plancher de l'ensemble des usages commerciaux est de 2000 m2.

14. Article 395, paragraphe 1 et 2, aménagement d'un bâtiment mixte : un usage résidentiel et un usage commercial peuvent s'exercer sur un même étage peu importe l'étage.

Toute autre disposition réglementaire incompatible avec celles prévues à la présente résolution ne s'applique pas.

SECTION 5
CONDITIONS DE RÉALISATION DU PROJET

La réalisation du projet est soumise au respect des conditions suivantes :

Bâtiment

1. L'édicule F identifié à l'annexe A doit disposer d'une superficie de plancher totale minimale de 1000 mètres carrés réservée aux fins d'usage(s) de la classe C.1 commerce et service de voisinage ou C.2 commerce et service artériel.

2. Les espaces commerciaux ne doivent pas être communiquant avec les espaces dédiés à l'habitation, incluant les aires de vie commune (piscine, palestre, etc.).

3. Chaque édicule devra être pourvu d'une entrée principale distincte.

4. L'implantation du bâtiment doit offrir diverses percées visuelles dégagées vers milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3.

5. À terme, le projet devra avoir un coefficient d'occupation du sol minimal de 1,5.

6. Dans son ensemble, le projet doit prévoit l'aménagement de diverses typologies de logements, notamment, mais sans s'y limiter, des studios, des maisonnettes sur deux

étages et des appartements pourvus d'une mezzanine.

7. La toiture des édicules F, G, H et I identifiés à l'annexe A doit être pourvue d'un toit vert intensif ou extensif sur une superficie minimale équivalente à 20 % de sa superficie totale.

8. La toiture de l'édicule d'entrée au garage situé entre les édicules G et H doit être pourvue d'un toit vert intensif ou extensif sur la totalité de sa superficie.

Entreposage intérieur des matières résiduelles

9. À l'exception des jours de collecte, l'entreposage des matières résiduelles lié aux usages commerciaux et d'habitation doit se faire dans des locaux conçus à ces fins, climatisés ou réfrigérés, situés à l'intérieur du bâtiment principal.

Aire de stationnement, aire de chargement, autopartage et entreposage de vélos

10. À l'exception des unités pour visiteurs, les unités de stationnement doivent être aménagées à l'intérieur du bâtiment.

11. Un minimum de deux (2) unités de stationnement doit être réservé pour le stationnement de véhicules en autopartage et ces unités doivent être identifiées à l'aide d'un panneau.

12. Les installations électriques du bâtiment devront fournir une capacité électrique suffisante pour équiper chaque unité de stationnement d'une borne de recharge pour véhicule électrique.

13. Le projet doit prévoir un espace dédié au chargement / déchargement pour les véhicules desservent les usages commerciaux.

14. Il est exigé de fournir deux (2) unités de stationnement pour vélo par unité de logement. Plusieurs options d'ancrage à vélo peuvent être aménagées, celles-ci doivent permettre un rangement sécuritaire et facilement accessible (local ou bâtiment dédié, enclos à vélos, ancrage à même un mur bordant une unité de stationnement pour voiture, etc.).

Aménagement de terrain et mise en valeur des milieux terrestres et humides

16. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront être conservés et protégés durant les travaux de construction et d'aménagement du projet.

17. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront être débarrassés de toutes plantes exotiques envahissantes qui s'y trouvent.

18. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront faire l'objet d'un programme de restauration préparé par un professionnel reconnu dans le demain. Une copie du programme devra être remise lors de la demande de permis de construction.

19. Aucune clôture ne doit obstruer la vue sur les milieux terrestres et humides à partir des voies publiques.

20. Un plan d'aménagement paysager, préparé par un professionnel, indiquant les essences des arbres, des arbustes et des vivaces, leur nombre, leurs tailles et leurs emplacements doit accompagner toute demande de permis.

21. Tous les éléments végétaux prévus au projet doivent être maintenus dans un bon état de viabilité et remplacés au besoin, afin de maintenir le couvert végétal sain.

22. Toute demande de permis doit être accompagnée d'un plan d'éclairage.

23. Les espaces extérieurs de dépôt des matières résiduelles destinés à la collecte doivent être aménagés conformément aux aménagements prévus à l'annexe C.

24. Les aires dédiées à la circulation et au stationnement des véhicules d'urgence doivent être identifiées sur le site à l'aide d'un panneau.

Affichage

25. La hauteur maximale d'une enseigne au sol est de 2,5 mètres.

Autres

26. La signature d'un protocole d'entente en vertu du règlement 08-013 est requise pour la construction, dans l'emprise de la rue Sherbrooke située face au futur lot 6 629 609, d'une conduite d'aqueduc, aux frais du requérant.

SECTION 6
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

Toute demande de permis de construction, de transformation, d'aménagement de terrain ou de certificat d'affichage doit tenir compte, en plus des critères cités à la section 9 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA09-PIIA01), des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

1. Conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en

matière d'aménagement, d'architecture et de design ;
2. Qualités d'intégration du projet sur le plan architectural ;
3. Efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent ;
4. Efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons ;
5. Capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire ;
6. Capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager ;
7. L'ensemble du projet devra être composé des mêmes matériaux de revêtements extérieurs, mais chaque édicule devra présenter un assemblage différent de couleurs ;
8. L'implantation du bâtiment tend à rencontrer les implantations présentées sur le plan projet d'implantation de l'annexe A faisant partie de la présente résolution ;
9. L'apparence architecturale du bâtiment tend à rencontrer les vues en perspective de l'Annexe B faisant partie de la présente résolution ;
10. Le concept de l'aménagement paysager de l'ensemble du terrain tend à rencontrer les plans de l'Annexe C faisant partie de la présente résolution ;
11. L'aménagement de l'aire de stationnement intérieur tend à rencontrer les plans de l'Annexe D faisant partie de la présente résolution.

SECTION 7
DÉLAI DE RÉALISATION

Les travaux autorisés par la présente résolution visant spécifiquement l'édicule F identifié à l'annexe A, doivent débuter dans les trente (30) mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

L'ensemble des travaux autorisés par la présente résolution doivent être finalisés dans les soixante-douze (72) mois après l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation qui fait l'objet de la présente résolution sera nulle et sans effet.

Les aménagements de terrain prévus à la présente résolution doivent être réalisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux autorisés par la présente résolution dans le respect du délai prescrit à l'article 360 du Règlement de zonage (RCA09-Z01) s'appliquant pour chacun des permis de construction ou de transformation émis dans le cadre du présent projet.

SECTION 8
GARANTIE FINANCIÈRE

Préalablement à l'émission du premier permis de construction requis pour réaliser les travaux exigés par la présente résolution, le requérant doit produire une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 200 000 $ à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions prévues à la section 5 précité, excepté la condition numéro 11.

Et une seconde lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 50 000 $ à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect de la condition numéro 11 de la section 5 visant la protection des milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 lors des travaux de construction.

Ces garanties monétaires sont remises au directeur du Développement du territoire et études techniques de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Cette lettre de garantie bancaire irrévocable doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'expiration des cent vingt (120) jours suivant la fin du délai de soixante-douze (72) mois prescrit à la section 7 de la présente résolution pour la réalisation complète des travaux

exigés à la présente résolution.

SECTION 9
DÉFAUT

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais fixés à la section 7, le conseil pourra, sans exclure tout autre recours visant à obtenir la réalisation du projet conformément à la présente résolution, exécuter la lettre de garantie bancaire irrévocable et à son entière discrétion :

- Obliger le propriétaire à exécuter les travaux à ses frais tout en conservant la garantie monétaire à titre de pénalité ;
- Conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.

ANNEXE A
Plan projet d'implantation

ANNEXE B
Apparence architecturale

ANNEXE C
Plan d'aménagement de terrain

ANNEXE D
Aire de stationnement

Signé par Valérie G GAGNON **Le** 2024-10-24 11:47

Signataire : Valérie G GAGNON

_____

Directrice
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245270005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption de la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec ».

CONTENU

CONTEXTE

La Direction du développement du territoire et études techniques de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies--Pointe-aux-Trembles a reçu une demande d'autorisation visant un projet de construction d'un bâtiment composé de quatre édicules hors-sol reliés par un sous-sol commun projeté aux 15670-15770, rue Sherbrooke Est et 1200 et 1210, rue de La Famille-Dubreuil.
La demande comporte des non-conformités qui seront traitées par la procédure prévue à la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no. 31).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 30 10 0276 - 1er octobre 2024 : Protocole d'entente pour les infrastructures.

DESCRIPTION

Contexte
Le requérant est propriétaire d'un terrain vacant d'une superficie de 25 090 m² situé sur le flanc sud de la rue Sherbrooke, à l'angle de la rue de La Famille-Dubreuil, à Pointe-aux-Trembles.

Le projet présenté ici s'arrime avec le concept de design urbain de la rue Sherbrooke élaboré en 2020 et la nouvelle section 9, applicable à la coulée Grou, du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA09-PIIA01).

Description du projet
Le terrain visé est composé de trois lots distincts. La première étape consiste à unifier ces lots afin d'en créer un seul qui portera le numéro projeté 6 629 609. Ce lot accueillera un immeuble composé d'un volet résidentiel, accompagné d'une fonction commerciale complémentaire.

Bâtiment et usages
Le projet prévoit la construction de 427 logements et 1850 m² de superficie commerciale répartis dans quatre édicules. L'ensemble sera relié par une aire de stationnement commune située en tréfonds et accessible par deux portes de garage distinctes. L'ensemble sera doté d'une apparence architecturale urbaine et épurée.

Les espaces commerciaux seront aménagés dans l'édicule *F* situé à l'intersection des rues Sherbrooke et de La Famille-Dubreuil. Des commerces de proximités sont prévus au rez-de-chaussée du bâtiment et le deuxième étage accueillera des espaces à bureaux.

Milieux naturels et cours intérieures
L'implantation proposée permet d'épargner des milieux terrestres et humides présents sur le site et les maintenir à des fins de conservation. Ces milieux situés en fond de lot seront réhabilités et mis en valeur afin de contribuer à la biodiversité du secteur. Ils serviront également d'écran végétal entre le présent projet et les résidences limitrophes situées sur la rue Forsyth.

Les espaces non construits qui se trouveront en-dehors des zones de conservation seront aménagés en de lieux de socialisation, de jeux et de détente pour les résidents.

Stationnement automobile et vélo
L'ensemble de l'aire de stationnement occupera le sous-sol, sur deux niveaux. Chaque unité de logement sera équipée d'une case de stationnement pour automobiles et de deux supports à vélos. De plus, la capacité électrique du bâtiment permettra d'installer, au besoin, une borne de recharge électrique à toutes les cases de stationnement. D'office, un minimum d'une borne par tranche de 10 unités de stationnement sera installée dès la construction de l'immeuble, tel qu'exigé au Règlement de zonage (RCA09-Z01).

Des espaces de stationnement réservés aux commerces seront aménagés directement sous l'édicule *F* . De plus, les commerces seront reliés à l'aire de stationnement par un ascenseur qui leur sera exclusivement dédié facilitant ainsi l'accessibilité universelle à ces derniers.

Deux unités de stationnement exclusives aux véhicules d'autopartage seront aussi disponibles dans ce projet.

L'implantation du projet est présentée à l'annexe A. L'apparence architecturale de l'édicule F est illustrée à l'annexe B. L'aménagement de terrain est présenté à l'annexe C.

Description du milieu
Le site visé par la demande est situé dans un secteur de la rue Sherbrooke Est composé de plusieurs terrains vacants voués au développement résidentiel et commercial. Le site est adossé à des terrains occupés par des bâtiments de la classe d'usage H.4 « habitation multifamiliale ».

Par ailleurs, le site se trouve à environ 900 mètres d'un pôle académique composé de l'école secondaire Pointe-aux-Trembles, de l'école primaire spécialisée Le Tournesol et d'un centre de la petite enfance. Quant à l'école primaire du quartier, elle se trouve, à environ 2 km, sur la rue Bureau. Par ailleurs, la Ville a réservé un terrain situé dans le prolongement de la rue de La Famille-Dubreuil, à 150 mètres du site visé, afin de permettre la construction d'une nouvelle école primaire, dans quelques années.

Le terrain visé est compris dans l'aire TOD de la gare de Pointe-aux-Trembles, tel que décrit au Plan métropolitain de développement et d'aménagement.

Mobilité
Le site se trouve à environ 2 km de la gare de Pointe-aux-Trembles qu'on peut rejoindre en

empruntant les circuits d'autobus 86, 186 et 486. Le secteur est aussi desservi par les circuits d'autobus 183, 189, 410, 430 et 487. Les circuits 400 sont des lignes expresses qui fonctionnent aux heures de pointes, dont certaines desservent la station de métro Honoré-Beaugrand.

Un sentier multifonctionnel sera éventuellement aménagé sur le côté sud de la rue Sherbrooke Est afin de faciliter et de sécuriser les déplacements actifs le long de l'artère. De plus, un tronçon de la piste cyclable du parc nature de La Pointe-aux-Prairies se trouve sur le flanc nord de la rue Sherbrooke Est directement en face du site visé par la présente demande.

Occupation du sol
L'immeuble visé se trouve dans un secteur à prédominance résidentielle, dans lequel l'usage commercial est permis. Ce secteur est bordé, au nord, par un vaste secteur voué à de la conservation qui intégrera sous-peu le grand parc nature.

Schéma d'aménagement et développement
Affectation du sol : Dominante résidentielle
Densité : TOD de la gare de Pointe-aux-Trembles, 60 logements à l'hectare brut

Le projet respecte l'affectation du sol et la densité prévue au SAD.

De plus, le projet répond aux objectifs du SAD en matière d'habitation en proposent un immeuble comportant une grande variété de typologies de logement (maisonnettes, 1 ch., 2 ch., 3 ch. et appartements pourvus de mezzanine) pouvant convenir à une grande diversité de ménages. De plus, le projet mise sur un programme de la SCHL pour offrir plus de 80 % de logements abordables.

Plan d'urbanisme et mobilité (en voie d'adoption)
Affectation du sol : Mixte (diversité d'activités urbaines, milieu de vie complet)
Densité : 140 logements à l'hectare net

Le projet répond à plusieurs objectifs du PUM, notamment en matière d'intensification urbaine, de capacité d'accueil du lieu, de design et de qualité architecturale, de diversité de typologie de logements, de réduction de l'impact des constructions sur l'environnement naturel et sur la préservation des arbres. Plus spécifiquement, le projet répond aux objectifs suivants : 2.1, 2.2, 2.3, 3.1, 3.4, 8.3, 9.3 et 10.3.

Planification prévue au Plan d'urbanisme
Affectation du sol : Secteur résidentiel
Nombre d'étages : 3 à 6 étages hors-sol
Taux d'implantation au sol : Faible ou moyen
COS : Min. : 0,2 Max. : 3

Le projet respecte l'affectation du sol et la densité (taux d'implantation et COS) prévues au PU.

Règlement de zonage (RCA09-Z01)
Le site se trouve, en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles RCA09-Z01, dans la zone 049. La réglementation en vigueur pour cette zone est la suivante :

Objet	Caractéristiques de la Zone 049
Usage	H.4 : habitation multifailiale, H.5 : habitation collective

Mode d'implantation	Isolé ou jumelé
Type de toit	Plat ou à versants
Nombre de logements	4 à 60
Nombre d'étages	3 à 4 étages
Hauteur maximale en mètres	16 mètres (plat), 18,5 mètres (à versants)
Taux d'implantation	Maximum : 50 %
C.O.S	Minimum : 0,6 Maximum : 3
Marges de recul	Avant principale min. : 6 mètres Avant secondaire min. : 6 mètres Latérale minimale : 2,5 mètres Tot. des latérales min. : 5 mètres Arrière minimale : 6 mètres

Dérogation au Plan d'urbanisme
La dérogation nécessaire pour la réalisation du projet vise la disposition suivante :

1. **Densité de construction – Secteur 20-04** : bâti de 3 à 8 étages hors-sol.

Dérogation au Règlement de zonage RCA09-Z01
Les dérogations nécessaires pour la réalisation du projet visent les dispositions suivantes :

1. **Grille des spécifications 049** : hauteur maximale de 8 étages.
2. **Grille des spécifications 049** : hauteur maximale de 32 mètres pour un toit plat.
3. **Grille des spécifications 049** : marge de recul avant principale minimale de 4 mètres.
4. **Grille des spécifications 049** : marge de recul avant secondaire minimale de 4 mètres.
5. **Grille des spécifications 049** : nombre maximal de logements 430.
6. **Grille des spécifications 049** : Coefficient d'occupation du sol minimale 0,2.
7. **Article 34**, définition de façade.
8. **Article 101, paragraphe 3, alinéa c),** retrait par rapport à une façade pour une construction hors toit abritant un espace habitable : aucun retrait minimal requis.
9. **Article 164**, trajectoire d'une voie d'accès à une aire de stationnement : la voie d'accès de l'édicule F peut être pourvue d'une courbe.
10. **Article 166**, distance minimale d'une intersection : la voie d'accès à l'édicule F peut être aménagée à une distance minimale de 4,5 mètres de l'intersection.
11. **Article 171**, largeur maximale d'une voie d'accès : pour la voie d'accès aménagé entre les édicules G et H, une largeur de 8 mètres est autorisée sur les premiers 15 mètres de celle-ci.
12. **Article 231,** nombre minimal d'unité de chargement : aucune unité n'est exigée.
13. **Article 327**, usages complémentaires à un usage principal du groupe habitation :

la superficie maximale de plancher de l'ensemble des usages commerciaux est de 2000 m2.

14. **Article 395, paragraphe 1 et 2**, aménagement d'un bâtiment mixte : un usage résidentiel et un usage commercial peuvent s'exercer sur un même étage peu importe l'étage.

Conditions

La réalisation du projet est soumise au respect des conditions suivantes :

Bâtiment

1. L'édicule F identifié à l'annexe A doit disposer d'une superficie de plancher totale minimale de 1000 mètres carrés réservée aux fins d'usage(s) de la classe C.1 commerce et service de voisinage ou C.2 commerce et service artériel.

2. Les espaces commerciaux ne doivent pas être communiquant avec les espaces dédiés à l'habitation, incluant les aires de vie commune (piscine, palestre, etc.).

3. Chaque édicule devra être pourvu d'une entrée principale distincte.

4. L'implantation du bâtiment doit offrir diverses percées visuelles dégagées vers milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3.

5. À terme, le projet devra avoir un coefficient d'occupation du sol minimal de 1,5.

6. Dans son ensemble, le projet doit prévoit l'aménagement de diverses typologies de logements, notamment, mais sans s'y limiter, des studios, des maisonnettes sur deux étages et des appartements pourvus d'une mezzanine.

7. La toiture des édicules F, G, H et I identifiés à l'annexe A doit être pourvue d'un toit vert intensif ou extensif sur une superficie minimale équivalente à 20 % de sa superficie totale.

8. La toiture de l'édicule d'entrée au garage situé entre les édicules G et H doit être pourvue d'un toit vert intensif ou extensif sur la totalité de sa superficie.

Entreposage intérieur des matières résiduelles

9. À l'exception des jours de collecte, l'entreposage des matières résiduelles lié aux usages commerciaux et d'habitation doit se faire dans des locaux conçus à ces fins, climatisés ou réfrigérés, situés à l'intérieur du bâtiment principal.

Aire de stationnement, aire de chargement, autopartage et entreposage de vélos

10. À l'exception des unités pour visiteurs, les unités de stationnement doivent être aménagées à l'intérieur du bâtiment.

11. Un minimum de deux (2) unités de stationnement doit être réservé pour le stationnement de véhicules en autopartage et ces unités doivent être identifiées à l'aide d'un panneau.

12. Les installations électriques du bâtiment devront fournir une capacité électrique suffisante pour équiper chaque unité de stationnement d'une borne de recharge pour véhicule électrique.

13. Le projet doit prévoir un espace dédié au chargement / déchargement pour les véhicules desservent les usages commerciaux.

14. Il est exigé de fournir deux (2) unités de stationnement pour vélo par unité de logement. Plusieurs options d'ancrage à vélo peuvent être aménagées, celles-ci doivent permettre un rangement sécuritaire et facilement accessible (local ou bâtiment dédié, enclos à vélos, ancrage à même un mur bordant une unité de stationnement pour voiture, etc.).

Aménagement de terrain et mise en valeur des milieux terrestres et humides

15. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront être conservés et protégés durant les travaux de construction et d'aménagement du projet.

16. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront être débarrassés de toutes plantes exotiques envahissantes qui s'y trouvent.

17. Les milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 devront faire l'objet d'un programme de restauration préparé par un professionnel reconnu dans le demain. Une copie du programme devra être remise lors de la demande de permis de construction.

18. Aucune clôture ne doit obstruer la vue sur les milieux terrestres et humides à partir des voies publiques.

19. Un plan d'aménagement paysager, préparé par un professionnel, indiquant les essences des arbres, des arbustes et des vivaces, leur nombre, leurs tailles et leurs emplacements doit accompagner toute demande de permis.

20. Tous les éléments végétaux prévus au projet doivent être maintenus dans un bon état de viabilité et remplacés au besoin, afin de maintenir le couvert végétal sain.

21. Toute demande de permis doit être accompagnée d'un plan d'éclairage.

22. Les espaces extérieurs de dépôt des matières résiduelles destinés à la collecte doivent être aménagés conformément aux aménagements prévus à l'annexe C.

23. Les aires dédiées à la circulation et au stationnement des véhicules d'urgence doivent être identifiées sur le site à l'aide d'un panneau.

Affichage

24. La hauteur maximale d'une enseigne au sol est de 2,5 mètres.

Critères de PIIA
L'approbation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à la section 9 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA09-PIIA01), des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

1. Conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design ;
2. Qualités d'intégration du projet sur le plan architectural ;
3. Efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent ;
4. Efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons ;
5. Capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire ;
6. Capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager ;
7. L'ensemble du projet devra être composé des mêmes matériaux de revêtements extérieurs, mais chaque édicule devra présenter un assemblage différent de couleurs.
8. L'implantation du bâtiment tend à rencontrer les implantations présentées sur le plan projet d'implantation de l'annexe A faisant partie de la résolution ;
9. L'apparence architecturale du bâtiment tend à rencontrer les vues en perspective de l'Annexe B faisant partie de la résolution ;
10. Le concept de l'aménagement paysager de l'ensemble du terrain tend à rencontrer le plan de l'Annexe C faisant partie de la résolution ;
11. L'aménagement de l'aire de stationnement intérieur tend à rencontrer les plans de l'Annexe D faisant partie de la résolution.

Lettre de garantie bancaire
Préalablement à l'émission du premier permis de construction requis pour réaliser les travaux exigés par la présente demande, le requérant doit produire une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de **200 000 $** à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions prévues à la présente résolution, excepté la condition numéro 11. Et une seconde lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de **50 000 $** à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect de la condition numéro 11 visant la protection des milieux terrestres et humides MT-1, MT-2, MH-2 et MH-3 lors des travaux de construction.

Règlement pour une métropole mixte (20-041)
Le requérant a l'intention de réaliser la totalité du projet dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, avec une exigence de maintien de l'abordabilité pour une durée d'au moins 20 ans.

À ce titre, le projet bénéficierait d'une exemption en vertu de l'article 2, paragraphe 2 du Règlement pour une métropole mixte (20-041). Advenant que la participation dans le programme ne soit pas confirmée, une entente en vertu de ce dernier règlement devra être conclue.

JUSTIFICATION

La Division de l'urbanisme, permis et inspection recommande de donner suite à la demande afin :
D'adopter la résolution intitulée « Résolution en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (Projet de loi no 31, 2024, chapitre 2), visant à permettre la construction d'un projet immobilier à des fins d'usages résidentiels et commerciaux sur un terrain situé sur la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue de La Famille-Dubreuil, sur le lot projeté numéro 6 629 609 du cadastre du Québec ».

Le tout, relativement à la demande d'autorisation dans le cadre du Projet de loi no. 31 portant le numéro 3003472955.

La Division de l'urbanisme, permis et inspection se montre favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- Le projet permet de conserver et de mettre en valeur de vastes superficies de milieux terrestres et humides;
- Le projet propose une apparence architecturale soignée;
- Le projet propose des logements de différentes topologies pouvant convenir à divers ménages;
- Le projet propose une unité de stationnement par unité de logement et des unités de stationnement dédiées exclusivement aux commerces;
- Le projet propose la construction de locaux commerciaux dans un secteur dépourvu de commerce de proximité;
- Le projet permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Le projet contribue à l'atteinte deux priorités (Offre d'habitation accessible et diversifiée pour favoriser la mixité sociale et milieu de vie vert et durable).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité consultatif d'urbanisme - soumis aux séances du 5 avril 2024 et du 11 octobre 2024 ;
Conseil municipal (CM) - Adoption du projet de résolution ;
Assemblée publique de consultation menée localement par l'arrondissement ;
Conseil municipal (CM) - Adoption de la résolution ;
Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec (CMQ) un avis sur la conformité du Règlement au Schéma d'aménagement ;
Entrée en vigueur de la résolution à l'expiration du délai de 15 jours pour faire une demande à la CMQ ou après la décision rendue par la CMQ (30 jours).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Joseph ARAJ, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Julie BOISVERT, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

Caroline LÉPINE, 23 octobre 2024
Julie BOISVERT, 26 août 2024
Joseph ARAJ, 26 août 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathy DE AZEVEDO
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4324
Télécop. : 514 868-4340

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Luc CASTONGUAY
Directeur

Tél : 514 868-4330
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245270005*
Unité administrative responsable : DDTET, Arr. RDP-PAT

Projet : *Milebrook 2*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ● Offre d'habitation accessible et diversifiée pour favoriser la mixité sociale et un milieu de vie vert et durable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ● Projet de 430 logements, des cours aménagées pour les résidents et conservation de milieux terrestres et humides.			

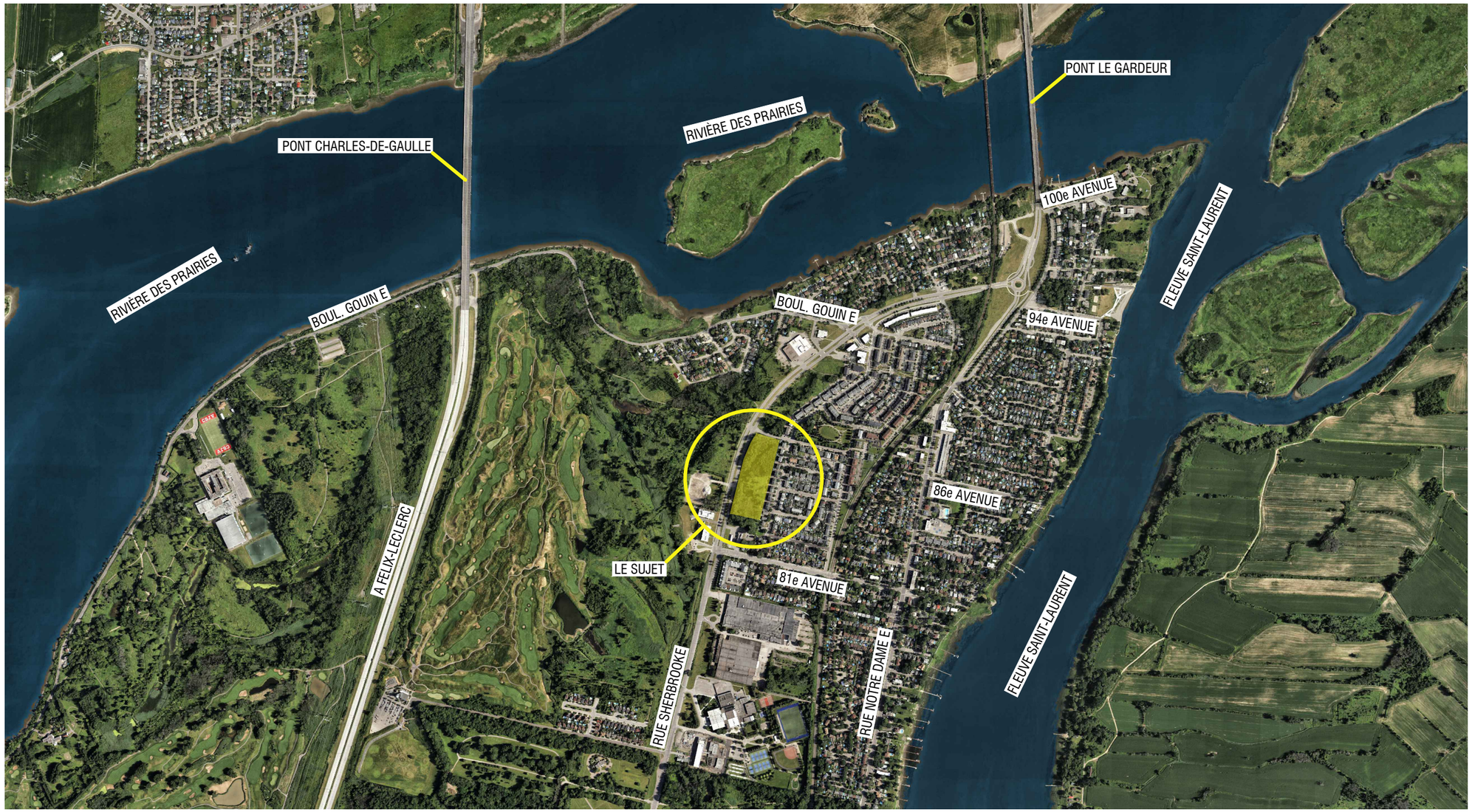
Section B - Test climat

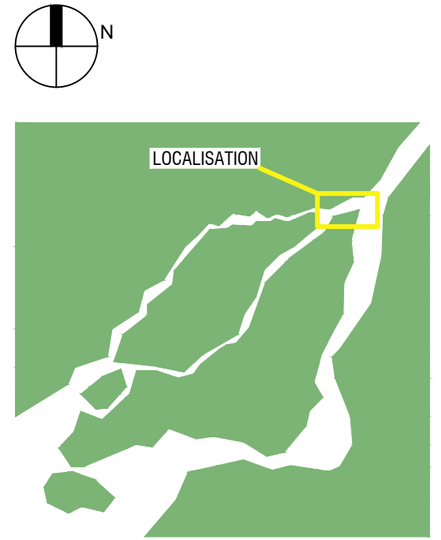
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle





CONTEXTE

SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Annexe A



LÉGENDE

- : Bâtiment
- : Poteau
- : Hauban
- : Fils électriques aériens
- : Lampadaire
- : Pulsard
- : Regard
- : Clôture
- : Conduite sanitaire
- : Conduite de gaz souterraine
- : Gravier
- : Limite du Niveau 00
- : Limite du Niveau 0
- : Limite du Niveau 1 et 2
- : Limite du Niveau 3
- : Limite du Niveau 4 à 6
- : Limite des marquises/toiture
- : Milieu humide
- : Milieu humide à remblayer

SERVITUDES

- : Servitude Bell Canada et Hydro-Québec
  Inscr.: #4 490 834
- : Servitude Bell Canada et Hydro-Québec
  Inscr.: #4 553 171

NOTES

- CE PLAN EST SUJET À L'APPROBATION MUNICIPALE.
- 1 mètre x 3.28 = mesure en pieds.
  1 mètre² x 10.764 = superficie en pieds carrés.
- Les conclusions de l'analyse foncière montre certaines discordances / problématiques quant à certaines limites de la présente propriété. Elles sont indiquées par les lettres suivantes :
  (M) : Mesure OBSERVÉE correspondant à l'opinion de l'arpenteur-géomètre.
  (R) : Mesure selon le CADASTRE RÉNOVÉ / ACTUEL.
  (T) : Mesure selon le(s) TITRE(S) DE PROPRIÉTÉ ACTUEL(S).
  (C) : Mesure selon l'ANCIEN CADASTRE avant la rénovation cadastrale.
- Levé terrain effectué les : 21 juin, 19 juillet, 18 et 30 août 2023.
- Les élévations indiquées sur ce document sont en référence au Système canadien de référence altimétrique de 1928 (CGVD28).
- Les milieux humides proviennent d'un plan préparé par Gaston Lacroix de Stantec daté du 2023-11-01.



VERSION

No	Date	Détails	Ini.
01	2023-10-24	Architecture	JT
02	2023-11-01	Architecture et aménagements	JT
03	2023-11-13	Architecture et aménagements	JT
04	2023-11-20	Architecture et aménagements	JT
05	2023-12-08	Architecture et aménagements	JT
06	2024-02-13	Modification débarcadères	JT
07	2024-03-28	Architecture et aménagements	JT
08	2024-04-03	Lotissement	JT

PLAN PROJET D'IMPLANTATION

La responsabilité de procéder à l'excavation avant d'avoir reçu le CERTIFICAT D'IMPLANTATION incombe au client. Il ne doit pas être utilisé ou invoqué pour une autre fin sans mon autorisation écrite. Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI). Les mesures du bâtiment projeté sont été prises à partir des fondations. Les mesures des autres bâtiments ont été prises à partir du revêtement extérieur.

Requérant(e) : Groupe BÂtir

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : MONTRÉAL

CADASTRE : CADASTRE DU QUÉBEC

MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL (Arr.: Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles)

LOT(S) : 6 629 609 (en voie de dépôt)

Signé à Beloeil, le 24 octobre 2023

Par : VITAL ROY
Arpenteur-Géomètre

Échelle :	1 : 400
Dessiné par :	JT
Dossier :	71501-00
Minutier :	60570
Minute :	59570

VITAL ROY inc
ARPENTEURS - GÉOMÈTRES
Adresse : 74 rue Jeannotte, Beloeil (J3G 2R4)
Tél: 450-467-9329 | Sans frais: 1-877-467-9329
Courriel: info@arpenteurs.ca | www.arpenteurs.ca

Sceau :

Copie conforme délivrée le :

Annexe B





PERSPECTIVE 1

NOTE 1 : AMÉNAGEMENT PAYSAGER
SUGGESTION DE L'ARCHITECTE A TITRE INDICATIF
SE RÉFÉRER À UN ARCHITECTE PAYSAGISTE, SI REQUIS.

NOTE 2 : LES COULEURS ILLUSTRÉES LE SONT
À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET PEUVENT
DIFFÉRER DE LA TEINTE RÉELLE.





PERSPECTIVE 5

NOTE 1 : AMÉNAGEMENT PAYSAGER
SUGGESTION DE L'ARCHITECTE A TITRE INDICATIF
SE RÉFÉRER À UN ARCHITECTE PAYSAGISTE, SI REQUIS.

NOTE 2 : LES COULEURS ILLUSTRÉES LE SONT
À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET PEUVENT
DIFFÉRER DE LA TEINTE RÉELLE.





PERSPECTIVE 7

NOTE 1 : AMÉNAGEMENT PAYSAGER
SUGGESTION DE L'ARCHITECTE A TITRE INDICATIF
SE RÉFÉRER À UN ARCHITECTE PAYSAGISTE, SI REQUIS.

NOTE 2 : LES COULEURS ILLUSTRÉES LE SONT
À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET PEUVENT
DIFFÉRER DE LA TEINTE RÉELLE.





PERSPECTIVE 8

NOTE 1 : AMÉNAGEMENT PAYSAGER
SUGGESTION DE L'ARCHITECTE A TITRE INDICATIF
SE RÉFÉRER À UN ARCHITECTE PAYSAGISTE, SI REQUIS.

NOTE 2 : LES COULEURS ILLUSTRÉES LE SONT
À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET PEUVENT
DIFFÉRER DE LA TEINTE RÉELLE.





PERSPECTIVE 9

NOTE 1 : AMÉNAGEMENT PAYSAGER
SUGGESTION DE L'ARCHITECTE A TITRE INDICATIF
SE RÉFÉRER À UN ARCHITECTE PAYSAGISTE, SI REQUIS.

NOTE 2 : LES COULEURS ILLUSTRÉES LE SONT
À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET PEUVENT
DIFFÉRER DE LA TEINTE RÉELLE.





PERSPECTIVE 10

NOTE 1 : AMÉNAGEMENT PAYSAGER
SUGGESTION DE L'ARCHITECTE A TITRE INDICATIF
SE RÉFÉRER À UN ARCHITECTE PAYSAGISTE, SI REQUIS.

NOTE 2 : LES COULEURS ILLUSTRÉES LE SONT
À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET PEUVENT
DIFFÉRER DE LA TEINTE RÉELLE.

Annexe C

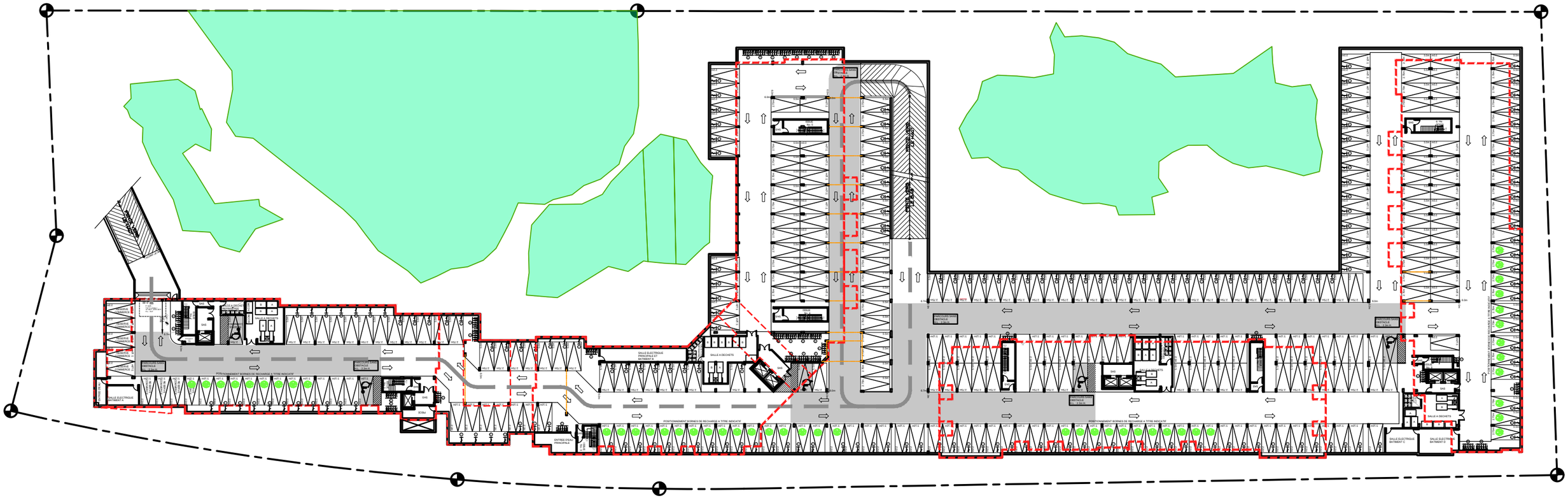


RUE SHERBROOKE EST

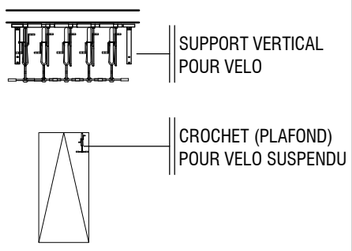
CROQUIS

PLAN MASSE DU 16 OCTOBRE 2023

ANNEXE D



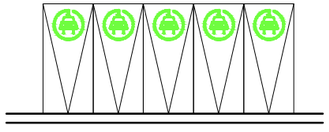
LES VELOS



REQUIS: 2 VELO PAR LOGEMENT : 856
PROPOSE: 2 VELO PAR LOGEMENT : 856

BORNES DE RECHARGE

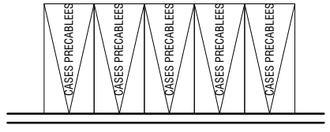
45 BORNES DE RECHARGE REQUIS
(arcticle 213.1, RCA09-Z01)



LES EMPLACEMENTS DEFINITIFS SERONT DEMONTRÉS AU PLAN DE PERMIS DE CONSTRUCTION

CASES A PRECABLER

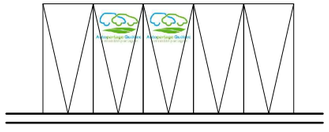
219 CASES A PRECABLER REQUIS
(arcticle 213.1, RCA09-Z01)



LES EMPLACEMENTS DEFINITIFS SERONT DEMONTRÉS AU PLAN DE PERMIS DE CONSTRUCTION

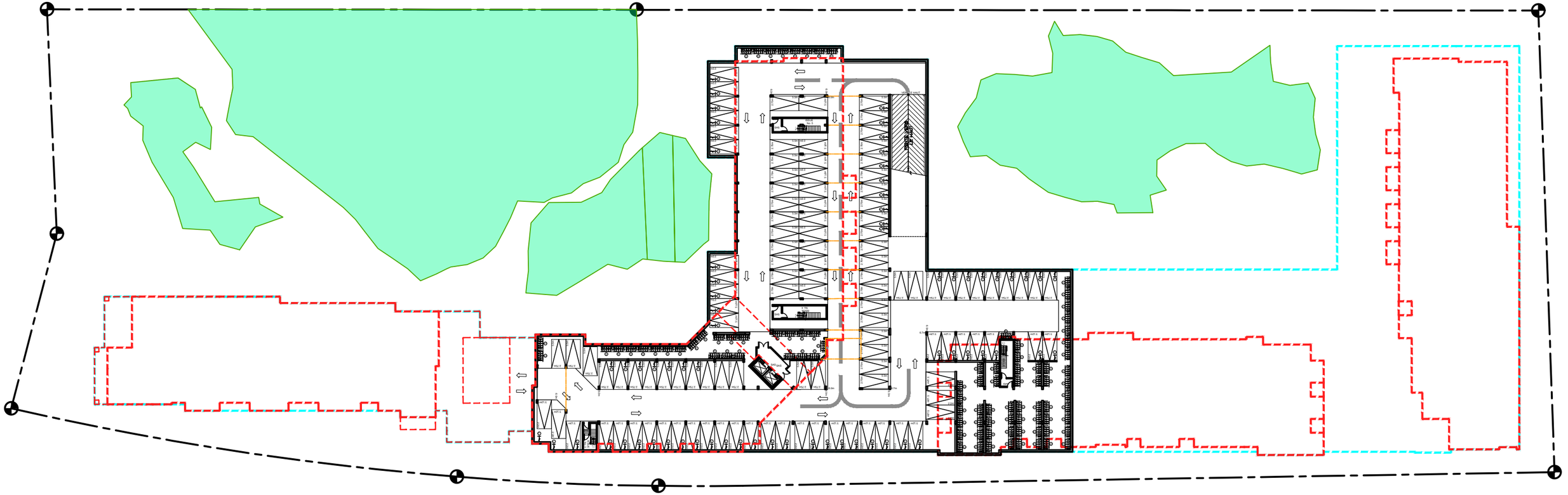
CASES A L'AUTOPARTAGE

2 CASES DE STATIONNEMENT RESERVEES A L'AUTOPARTAGE POUR LE CADRE DU PPCMOI

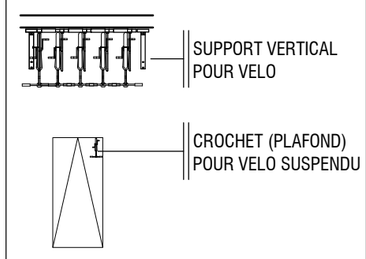


EMPLACEMENTS DEFINITIFS SERONT DEMONTRÉS AU PLAN DE PERMIS DE CONSTRUCTION

NIVEAU 0



LES VELOS



REQUIS: 2 VELO PAR LOGEMENT : 856
PROPOSE: 2 VELO PAR LOGEMENT : 856

NIVEAU 00

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2024/11/13
09:00

Dossier # : 1248035001

Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville au 31 décembre 2023

Il est recommandé :
de prendre acte du dépôt du portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville au 31 décembre 2023.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-04 16:11

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1248035001**
Unité administrative responsable :	Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville au 31 décembre 2023

CONTENU

CONTEXTE

En conformité avec la Politique des équipements et des infrastructures et la Directive administrative sur la connaissance de l'état des actifs, le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle (SPSPO) a élaboré le portrait consolidé de l'état des actifs de la Ville de Montréal au 31 décembre 2023. Les principaux objectifs de ce portrait sont de présenter une vue d'ensemble de l'état des actifs de la Ville et d'alimenter le processus d'élaboration du plan décennal d'investissements en immobilisation (PDI).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le portrait vise tous les actifs de la Ville de Montréal (immeubles, ouvrages de génie civil, actifs informationnels, art public et équipements significatifs, excluant l'ameublement) quelle que soit l'unité administrative qui en a la responsabilité. Les terrains dont la Ville est propriétaire en sont exclus. Toutefois, les aménagements, les infrastructures et les constructions érigés sur ces terrains sont inclus au portrait.

Le portrait présente l'état des actifs des services centraux ainsi que l'état des actifs de deux sociétés paramunicipales, la Commission des services électriques de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau. Le portrait au 31 décembre 2023 fait également état des données du réseau routier local et des bâtiments locaux sous la responsabilité des arrondissements.

L'élaboration du portrait annuel sur l'état des actifs de l'ensemble de la Ville constitue une démarche complexe en constante évolution considérant l'envergure, mais également la diversité de son parc d'actifs. La Ville de Montréal vise à présenter un portrait complet de ses actifs où les données permettront de mesurer l'évolution de l'état de ceux-ci et ainsi mieux planifier les investissements requis.

JUSTIFICATION

Le portrait annuel présente l'état général des actifs de la Ville, par catégories et sous-catégories d'actifs. Il permet d'identifier les catégories (ou sous-catégories) d'actifs ayant

un déficit de maintien d'actif, actifs qui pourront éventuellement être priorisés et donner lieu à des plans d'intervention, et ce, tout en tenant compte de la capacité financière de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Avec la mise en œuvre du plan stratégique Montréal 2030, la connaissance de l'état des actifs deviendra essentielle à la prise de décision et à la priorisation des investissements à court, moyen et long termes.

MONTRÉAL 2030

L'élaboration d'un portrait sur l'état des actifs de la Ville permet de mettre en lumière les besoins auxquels la Ville est confrontée et de les prioriser, et ce, en fonction des trois échelles (humain, quartier et métropole) et ainsi répondre aux priorités 18, 19 et 20 de son plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec la Direction des communication corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hossam EDDINE
conseiller(-ere) en planification

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-04

Eve MALÉPART
chef(fe) de division - gouvernance, gestion des risques, des projets et des actifs

Tél : (514) 242-0301
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Genevieve GOUDREAULT
directeur(-trice) de service - planification strategique et performance organisationnelle
Tél :
Approuvé le : 2024-11-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Genevieve GOUDREAULT
directeur(-trice) de service - planification strategique et performance organisationnelle
Tél :
Approuvé le : 2024-11-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 12480350001
Unité administrative responsable : *Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle*
Projet : *Dépôt du portrait annuel sur l'état des actifs de la Ville de Montréal au 31 décembre 2023*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à **l'atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**x**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Priorité 18: Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que **l'équité sur l'ensemble du territoire***

*Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité,** et une réponse de proximité à leurs besoins*

*Priorité 20: AccroÎtre **l'attractivité, la prospérité** et le rayonnement de la métropole*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités Montréal 2030:

- *Identifier les besoins et planifier les investissements pour les actifs actuels et futurs pour l'ensemble du territoire, et ce, à l'aide d'informations justes et utiles concernant l'état des actifs de la Ville - priorité 18*
- *Procéder aux projets de protection et de développement d'actifs priorisés à l'aide notamment des informations fournies au portrait annuel sur l'état des actifs, et ce, en fonction de la capacité financière de la Ville, afin de maintenir et améliorer l'état des actifs de la Ville et ainsi offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et augmenter l'attractivité et la prospérité de la métropole - priorités 19 et 20.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville de Montréal au 31 décembre 2023

Table des matières

Sommaire exécutif 3
Notes méthodologiques 5
Définitions 7
Acronymes 11
Introduction 12
Portée du portrait annuel sur l'état des actifs 14
Déficit de maintien d'actifs (DMA) 15
Première partie : Portrait global 17
Inventaire et portrait global 18
Valeur de remplacement des actifs 20
État des actifs 21
Déficit de maintien d'actifs 25
Besoins en investissements et planification décennale (PDI) 26
Arrondissements : PDI et besoins annuels moyens 10 ans 27
Principaux actifs en état insatisfaisant et programmes de maintien au PDI 29
Conclusion 33
Prochaines étapes 34
Deuxième partie : portraits détaillés des unités d'affaires 35
Services centraux 36
Sociétés paramunicipales 48
Arrondissements 50
Annexe 1 : Catégories d'actifs 69
Annexe 2 : Liste des figures, des tableaux et des graphiques 72

Sommaire exécutif

Conformément à la *Directive sur la connaissance de l'état des actifs* (C-OG-SPSPO-D-23-001), le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle (SPSPO) a élaboré le portrait consolidé de l'état des actifs de la Ville de Montréal au 31 décembre 2023.

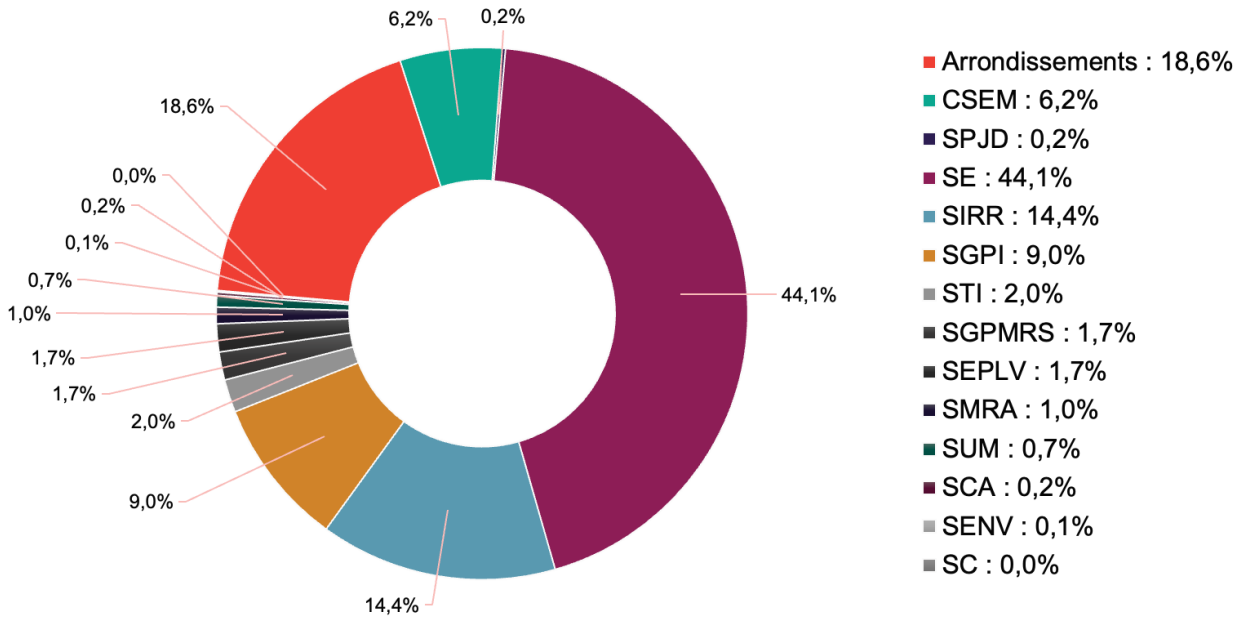
Les principaux objectifs de ce portrait sont de présenter une vue d'ensemble de l'état des actifs de la Ville et d'alimenter le processus d'élaboration du plan décennal d'investissements en immobilisation (PDI). **Avec la mise en œuvre du plan stratégique Montréal 2030, la connaissance de l'état des actifs devient essentielle à la prise de décision et à la priorisation des investissements** à court, moyen et long terme.

Le portrait présente l'état des actifs des services centraux ainsi que l'état des actifs de deux sociétés paramunicipales, la Commission des services électriques de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau. Le portrait au 31 décembre 2023 fait également état des données du réseau routier local et des bâtiments locaux sous la responsabilité des arrondissements.

Pour chacune des catégories d'actifs, cinq paramètres en lien avec la connaissance de l'état des actifs sont présentés. Ceux-ci sont la valeur de remplacement (VAR), l'indice d'état par catégories d'actifs (A à E), le déficit de maintien (DMA), la planification décennale (PDI) et les besoins en investissements de maintien d'actifs pour les 10 prochaines années.

La Ville est responsable d'un parc d'actifs dont la valeur de remplacement est établie minimalement à 77 G$, tous les actifs n'ayant pas encore été recensés. Ce parc comprend des conduites d'eau, des rues, des pistes cyclables, des parcs de toutes dimensions dont le Jardin botanique, des bâtiments, des véhicules dont les camions de pompier, des actifs informatiques, etc. Plus de 44 % de la valeur de ce parc d'actifs est sous la responsabilité du Service de l'eau, 19 % sous la responsabilité des arrondissements, 14 % sous la responsabilité du SIRR et 9 % sous la responsabilité du SGPI, tel que présenté au graphique 1 ci-contre.

Graphique 1 : Répartition de la valeur de remplacement par unité d'affaires



L'état global des actifs de la Ville est satisfaisant. En fonction de la valeur de remplacement, 74 % des actifs sont dans un état satisfaisant (indices A, B ou C sur une échelle de A à E). Certains actifs sont dans un état insatisfaisant (indices D ou E), dont des bâtiments et des infrastructures liées aux eaux usées.

Le déficit de maintien des actifs (DMA) constitue un indicateur des sous-investissements passés et de l'état des actifs actuel**. Le DMA pour l'ensemble des actifs recensés de la Ville s'élève à plus de 10,56 G$** dont 8,14 G$ pour les actifs des services centraux et à 2,42 G$ pour les actifs recensés des arrondissements.

**Les besoins annuels pour les 10 prochaines années en investissements de maintien (protection) identifiés par les unités d'affaires se chiffrent à 2,31 G$** tandis que la planification décennale en immobilisation (PDI) en protection se chiffre à 1,44 G$ pour la même période.

Notes méthodologiques

L'élaboration du portrait annuel sur l'état des actifs de l'ensemble de la ville constitue une démarche complexe en constante évolution considérant l'envergure, mais également la diversité de son parc d'actifs. Progressivement, les unités d'affaires augmentent leur maturité en matière de gestion des actifs, sur des bases communes. La Ville de Montréal vise à harmoniser ses pratiques afin de présenter un portrait complet de ses actifs, où les données permettront de mesurer l'évolution de ceux-ci et ainsi mieux planifier les investissements requis.

Dans le cadre du présent portrait, il est important de souligner certaines réserves afin de permettre aux lectrices et lecteurs de comprendre les données qui sont présentées et de les mettre en contexte.

1) Nouveaux actifs recensés

Certains actifs des arrondissements ont été ajoutés cette année. Ces données ont été produites par le Service des infrastructures des réseaux routiers (SIRR) et le Service de la gestion et de la planification immobilières (SGPI) puis validées par les arrondissements.

2) Nouvelles données

De nouvelles données ont été produites par des unités d'affaires en matière de déficit de maintien d'actifs et besoins annuels en investissements.

3) Méthodologies et mesures

Dans un contexte d'amélioration des connaissances et de pratiques, certaines méthodologies pour évaluer l'état des actifs et certains paramètres de mesure ont été révisées par les services centraux.

4) Valeur de remplacement

Les valeurs de remplacement de certains actifs recensés ont été mises à jour et peuvent avoir un impact sur la valeur totale des actifs de la Ville sans toutefois en augmenter le nombre. Les mises à jour considèrent notamment l'inflation et les coûts à la hausse pour différents types de travaux.

5) Portrait incomplet

Certains actifs tels les parcs locaux sous la responsabilité des arrondissements n'ont pas été recensés dans le cadre du présent portrait. Ceux-ci seront ajoutés dans les prochaines éditions du portrait annuel, ce qui viendra bonifier la valeur totale des actifs de la Ville.

6) Développement de la pratique

Il est à noter que la détermination du DMA et de son évolution pour certains types d'actifs, notamment les actifs naturels dans les parcs, les berges des grands plans d'eau et les arbres sur rue représentent un défi pour l'ensemble des unités d'affaires.

L'évaluation de la valeur de remplacement des œuvres d'art est en cours d'évaluation.

7) Écarts observés entre les données des UA et celles fournies par le Service des finances

Un travail d'arrimage sera fait en 2025 pour corriger et/ou expliquer certains écarts observés entre les données transmises par les UA et celles obtenues du Service des finances.

8) Financement

La seule source de financement étudiée dans le cadre du présent rapport est le PDI 2024-2033. Les subventions et toutes autres sources associées aux investissements ne sont pas considérées.



Bibliothèque Maisonneuve. ©Adrien Williams

Définitions

Catégories et sous-catégories d'actif

Regroupement d'actifs tel qu'inscrit à la *Directive sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville de Montréal (2023)* - annexe D.

Déficit de maintien d'actif

Somme des investissements requis pour réaliser les travaux nécessaires pour rétablir l'état physique d'une infrastructure et ramener celle-ci au-dessus du seuil d'état, permettant ainsi d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation à laquelle elle est destinée, de réduire la probabilité de défaillance ou de contrer sa vétusté physique.

Développement

Objectif d'investissement lié à la bonification de l'offre de service. La mise aux normes, l'amélioration, l'ajout de nouvelles infrastructures ou plus spécifiquement l'agrandissement d'installations ou l'augmentation du nombre d'équipements (ajout de la valeur totale des actifs) sont considérés comme du développement.

Source : (Guide de gestion PDI, mars 2023, p.11, Service des Finances)

État global actuel de l'actif

L'état actuel des actifs présenté sous forme d'indice d'état.

Indice d'état d'un actif municipal (A à E)

État de l'actif déterminé selon la grille de l'annexe A de la Directive sur la connaissance de l'état des actifs (reproduite à la page suivante)

Indice d'état actuel

Indice d'état tel qu'il est évalué en date de ce rapport.

Indice de vétusté

Nombre exprimé en pourcentage qui caractérise l'état physique d'une infrastructure

Source : Secrétariat du Conseil du trésor du Québec, 2014.

Investissements annuels moyens prévus au PDI

Investissements annuels moyens projetés pour les 10 prochaines années pour le maintien d'actifs (maintien régulier + rattrapage) de la catégorie (ou sous-catégorie).

Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état

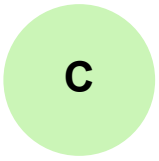
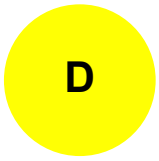
Montant annuel moyen (sur une période de 10 ans) requis pour maintenir les actifs au-dessus du seuil d'état, c'est-à-dire dans un état A, B ou C (très bon, bon ou satisfaisant). L'investissement moyen inclut le maintien régulier des actifs ainsi que le rattrapage du déficit de maintien.

Source : Guide de l'élaboration d'un plan de gestion des actifs sectoriels – ville de Montréal



Insectarium de Montréal ; sous la responsabilité du service de l'Espace pour la Vie. ©James Brittain

Grille des indices d’état

Indice	Description de l’état
	**Très bon** : **satisfaisant pour l'avenir**. L’actif est habituellement récent, bien entretenu ou remis à neuf. Il rend le service sans interruption ou ralentissement, assure la sécurité des personnes et n’affecte pas leur santé.
	**Bon** : **acceptable pour le moment**. L’actif est dans un état acceptable. Il présente un niveau léger de dégradation et de défectuosité. Il nécessite certains travaux de maintien d’actifs. Habituellement, il est à la moitié de sa vie utile. Des problèmes peuvent survenir occasionnellement, mais la sécurité et la santé des personnes ne sont pas affectées.
	**Satisfaisant** : **suivi nécessaire**. L’actif présente un niveau modéré de dégradation et de défectuosité. Il nécessite régulièrement des travaux de maintien d’actifs. Habituellement, l’actif est dans son troisième tiers de vie utile. Des problèmes peuvent survenir occasionnellement, mais la sécurité et la santé des personnes ne sont pas affectées. Au besoin, des mesures d‘atténuation de risques sont en place.
	Seuil d'état
	**Mauvais** : **risque accru de compromettre le service**. L’actif présente un niveau élevé de dégradation et de défectuosité. Il nécessite des travaux de maintien d’actifs importants et parfois urgents. Habituellement, il approche de la fin de sa durée de vie utile. Des problèmes surviennent souvent, mais la sécurité et la santé des personnes ne sont pas affectées. Au besoin, des mesures importantes d‘atténuation de risques sont en place. Un rétablissement dans un état au moins satisfaisant, un remplacement ou une mise hors service de l’actif devrait être envisagé.
	**Très mauvais** : **insatisfaisant pour un usage prolongé**. L’actif présente un niveau très élevé de dégradation et de défectuosité ; il peut même être inutilisable. Il nécessite des travaux de maintien d’actifs très importants et souvent urgents. Habituellement, il dépasse sa durée de vie utile. Des problèmes surviennent très souvent, mais la sécurité et la santé des personnes ne sont pas affectées. Des mesures très importantes d’atténuation de risques sont en place. Un rétablissement dans un état au moins satisfaisant, un remplacement ou une mise hors service de l’actif s’impose.

Maintien d’actifs

Travaux qui visent à maintenir et à rattraper (résorption du déficit de maintien d’actifs) l’état physique d’un actif. L’ensemble de ces travaux permettent notamment d’assurer la santé et la sécurité des personnes, poursuivre l’utilisation de l’actif aux fins pour lesquelles il est destiné, réduire la probabilité de défaillance et contrer sa vétusté physique.

Protection

Objectif d’investissement lié au maintien de l'offre de service tant au niveau du maintien régulier d'actifs qu’au niveau du rattrapage du déficit de maintien afin de conserver ou de rétablir l’offre de service attendu. Ainsi, le remplacement d’éléments importants d’actifs dans le but de maintenir une activité à un niveau de service satisfaisant est considéré comme de la protection.

Source : Guide de gestion PDI 2023, mars 2023, p.11, Service des Finances

Seuil d’état

Point de démarcation entre un actif dont l’état est jugé satisfaisant (A, B ou C) d’un autre dont l’état est jugé insatisfaisant (D ou E). C’est aussi le point de démarcation entre un actif ayant un déficit de maintien d’actifs d’un autre qui n’en a pas.

Valeur de remplacement

Somme des investissements requis pour construire ou acquérir une infrastructure de même dimension et utilité, possédant des caractéristiques techniques équivalentes, selon les techniques de construction, les codes et les matériaux ou les spécifications techniques en vigueur au moment de l’estimation. (SCT, 2014)

Acronymes

Général

ARR	**Arrondissements**
CERIU	**Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines**
DMA	**Déficit de maintien d'actifs**
HA	**Hectare**
KM	**Kilomètre**
MAMH	**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**
N/A	**Non applicable**
N/D	**Non disponible**
PDI	**Plan décennal d'investissements**
RAAV	**Réseau artériel administratif de la ville de Montréal**
SCT	**Secrétariat du Conseil du trésor (Québec)**
UA	**Unité administrative**
VAR	**Valeur de remplacement**

Unité administrative de la ville de Montréal

CDN-NDG	**Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce**
CSEM	**Commission des services électriques de Montréal**
DRE	**Direction des réseaux d'eau**
SCA	**Service de la concertation des arrondissements**
SC	**Service de la culture**
SE	**Service de l'eau**
SENV	**Service de l'environnement**
SEPLV	**Service d'Espace pour la vie**
SDIS	**Service de la diversité et de l'inclusion sociale**
SGPI	**Service de la gestion et de la planification immobilière**
SGPMRS	**Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports**
SIRR	**Service des infrastructures du réseau routier**
SMRA	**Service du matériel roulant et des ateliers**
SPJD	**Société du parc Jean-Drapeau**
STI	**Service des technologies de l'information**
SUM	**Service de l'urbanisme et de la mobilité**
RDP-PAT	**Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles**
RLPP	**Rosemont–La Petite-Patrie**
VSMPE	**Villeray–St-Michel–Parc Extension**

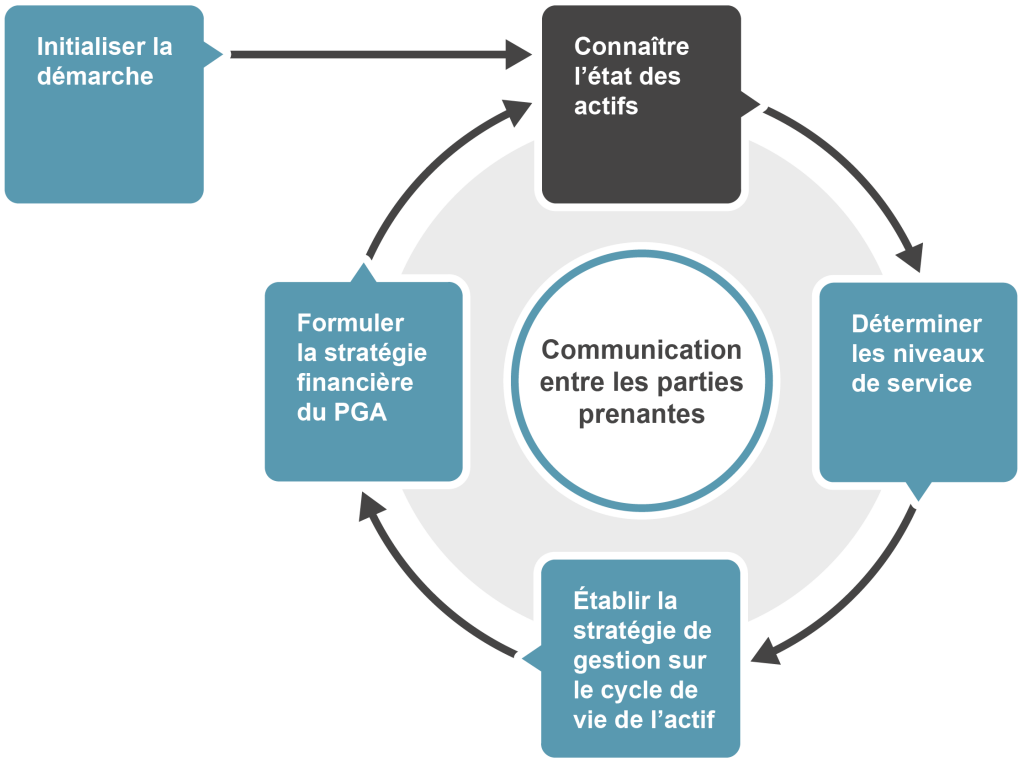
Introduction

Le portrait sur la connaissance de l'état des actifs constitue un outil de planification et d'aide à la décision. Il présente la situation quant à l'état des actifs de la ville de Montréal au 31 décembre 2023.

La démarche d'élaboration du portrait vise à mesurer et à établir l'état général des actifs de la Ville, par catégories et sous-catégories d'actifs. Elle permet d'identifier les catégories d'actifs qui pourraient présenter un risque de rupture de service, catégories qui pourront éventuellement être priorisées et donner lieu à des plans d'intervention, et ce, tout en tenant compte de la capacité financière de la Ville.

La connaissance de l'état des actifs constitue une étape incontournable à l'élaboration d'un plan de gestion des actifs pour l'ensemble de la Ville. Elle s'inscrit au début du processus continu et itératif de gestion des actifs tel que décrit à la figure 1 ci-dessous.

Figure 1 : Processus général de gestion des actifs



Source : Guide de l'élaboration d'un plan de gestion des actifs sectoriels, SPSPO

L‘ensemble des unités administratives (UA) visées par l’application de la Directive sur la connaissance de l’état des actifs ont participé à cet exercice. Le Service des finances a également collaboré à la démarche, en prévision de la préparation du PDI.

Le présent rapport est divisé en deux parties. La première partie présente le portrait global de l’état des actifs pour les services centraux de la Ville, les arrondissements et les deux sociétés paramunicipales assujetties à la Directive.

La deuxième partie présente les résultats détaillés obtenus pour chacune des unités d’affaires concernées, à savoir : les onze services centraux, les dix-neuf arrondissements et les deux sociétés paramunicipales assujetties.

Le portrait annuel présente l’état des actifs regroupés par catégories d’actifs utilisées. Dans certains cas, les données recueillies sont également présentées par unités d’affaires, afin de mettre en lumière leurs responsabilités et leurs contributions.

Les actifs de la Ville sont regroupés en onze catégories. Dans certains cas, les données recueillies sont présentées par unités d’affaires afin de mettre en lumière leurs contributions respectives. Dans le cadre de ce deuxième portrait, un tableau montrant les divers programmes de maintien d’actifs associés aux sous-catégories d’actifs dans un état insatisfaisant a été préparé, en support à l’exercice d’élaboration du PDI.

La Directive sur la connaissance de l’état des actifs prescrit également qu’un audit de l’ensemble des actifs doive être réalisé sur un cycle de cinq ans (ou meilleures pratiques selon le cas). **Les services centraux ont tous mis en place des programmes ou processus d'audit des actifs sous leur responsabilité**, et ce, pour toutes les différentes catégories et sous-catégories d’actifs. Les taux de réalisation des audits/inspections pour chacune des sous-catégories d’actifs sont présentés dans les fiches des différentes UA, présentées à la partie 2 du document.



Portée du portrait annuel sur l'état des actifs

Le portrait annuel sur l'état des actifs ne couvre que le « maintien » des actifs existants. Celui-ci inclut le maintien régulier récurrent et le rattrapage du déficit de maintien. Il exclut les besoins en matière d'entretien courant et les investissements projetés pour de futurs actifs (développement).

Le tableau 1 présente les trois types d'interventions associées à la gestion des actifs, soit l'entretien, le maintien et le développement.

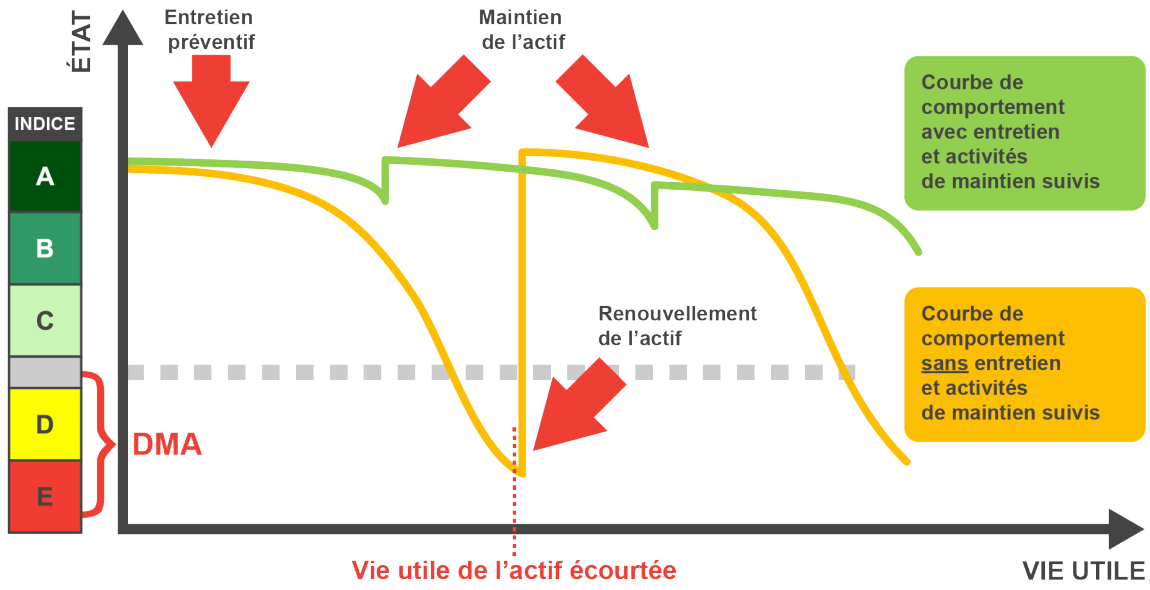
Tableau 1 : Types d'interventions de la gestion des actifs

	Entretien (maintenance)	Maintien d'actifs (protection)	Développement
Objectifs	Garantir la durée de vie de l'actif	Maintenir les services aux citoyens	Bonifier les services aux citoyens
Source de financement	Budget de fonctionnement (BF)	Budget d'immobilisation (PDI)	Budget d'immobilisation (PDI)
Interventions et responsables	Activités ou petites interventions (ex. : demandes de travail) exécutées principalement par les cols bleus de la VdeM	Projets exécutés par les équipes de projets (Remplacement en tout ou en partie d'un actif ou de plusieurs actifs)	Projets exécutés par les équipes de projets (Ajout de fonctionnalités ou d'actifs)
Exemples d'interventions	1- Réparation d'un nid de poule 2- Peinture d'un banc de parc 3- Remplacement d'une fenêtre d'un édifice 4- Entretien d'une borne d'incendie du réseau d'eau potable 5- Changement d'huile d'un véhicule	1- Reconstruction d'une rue 2- Réfection d'une surface d'un terrain de soccer 3- Remplacement du toit d'un édifice 4- Réhabilitation ou reconstruction d'une conduite d'eau 6- Remplacement d'un véhicule	1- Ajout d'une section de rue et/ou d'une conduite d'eau pour un nouveau développement immobilier 2- Ajout d'un nouveau terrain de soccer 3- Ajout d'un bâtiment dans une cour de voirie

Un bon plan d'entretien a un impact sur la durée de vie de l'actif. Sans plan d'entretien, la durée de vie sera réduite et entraînera des coûts de maintien plus élevés. Avec une bonne stratégie d'entretien/maintien, l'actif sera maintenu plus longtemps dans un état satisfaisant A, B ou C pour garantir le service aux citoyens.

La figure suivante présente l'importance d'une bonne stratégie d'entretien et de maintien d'actifs pour garantir les services aux citoyens.

Figure 2 : Entretien et maintien des actifs



Source : Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU).

Déficit de maintien d'actifs (DMA)

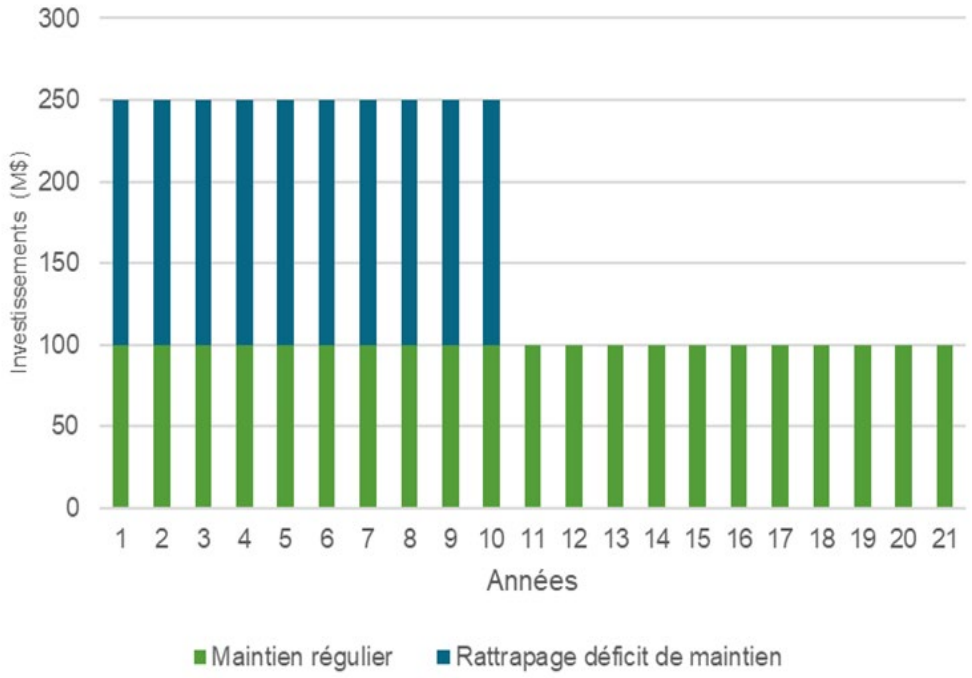
Le DMA correspond à la somme des investissements requis pour rétablir l'état des actifs qui sont dans un état insatisfaisant « D » ou « E » à un niveau satisfaisant, soit minimalement à l'indice « C ».

Ces investissements visent principalement des travaux de remplacement complet d'un actif ou d'une partie seulement de celui-ci (ex. : remplacement d'un toit d'un bâtiment). Dans le cas d'un remplacement complet, l'actif revient dans un État « A » tandis que dans le deuxième cas, le remplacement de certaines parties ou sous-système d'un actif peut le ramener dans un état « C » ou « B ».

Par exemple, une UA devra investir de façon récurrente 100 M$ par année en maintien pour s'assurer de maintenir les actifs dans un état satisfaisant (C) et ainsi garantir les services aux citoyens. De plus, pour les 10 prochaines années, celle-ci devra investir 150 M$ par année pour rattraper ou résorber son déficit de maintien évalué à 1,5 G$ (10 x 150 M$). Cette unité d'affaires devra donc investir 250 M$ par année durant 10 années puis 100 M$ pour les années subséquentes. Le calcul des besoins en investissements est présenté au graphique ci-contre.

Si les investissements en maintien sont inférieurs à ce qui est requis par manque de capacité financière ou manque de capacité de réalisation, un niveau d'investissements plus élevé que 100 M$ devra être maintenu pour les années 11 et subséquentes. L'évaluation des besoins doit être faite annuellement.

Graphique 2 : Schéma des besoins en maintien régulier et rattrapage du déficit.



Première partie : Portrait global

1

Inventaire et portrait global

Les unités d'affaires (UA) propriétaires d'actifs sont celles qui ont la responsabilité de présenter leur portrait annuel. Le tableau joint en annexe 1 présente les différentes catégories d'actifs et les UA responsables des actifs. Les actifs sont recensés par catégorie et/ou sous-catégorie. Le tableau 2 présente l'inventaire sommaire des actifs recensés de la ville de Montréal par catégories et quelques sous-catégories d'actifs significatives.

Tableau 2 - Catégories d'actifs et inventaire

Catégorie d'actifs	Sous-catégorie d'actifs	Mesure*	Quantité
Bâtiments administratifs, communautaires et récréatifs* *		Unité	1 477
Infrastructures - environnement	Écocentres	Unité	7
	Centres de tri de matières recyclables	Unité	2
Infrastructures routières	Voies de rues (réseaux artériels et locaux) ***	Km	3 970
	Ponts, tunnels et viaducs	Unité	562
	Pistes cyclables	Km	1 837
	Conduits souterrains pour les réseaux électriques	Km	27 532
Infrastructures – eau potable/ eaux usées/ eaux pluviales	Conduites souterraines eaux potables et usées	Km	9 361
	Usines de traitement de l'eau potable	Unité	6
	Stations de traitement des eaux usées incluant les intercepteurs	Unité	10
Terrains de jeux, parc et espaces verts	Parcs d'agglomération	Unité	14
	Parcs municipaux	Unité	11
	Jardin Botanique	Unité	1
	Canopée aux parcs	Ha	2 613
	Berges des grands plans d'eau	Km	219
Matériels roulants		Unité	8 659
Informatique		Unité	1 067
Art public		Unité	381

* Unité de mesure
  Unité : Quantité d'actifs recensés mesurée en nombre, par catégorie/sous-catégorie
  Km : Quantité d'actifs recensés mesurée en kilomètre (longueur), par catégorie/sous-catégorie
  Ha : Quantité d'actifs recensés mesurée en hectare (superficie) par catégorie/sous-catégorie
** inclut les bâtiments sous la responsabilité des arrondissements.
*** inclut les rues locales sous la responsabilité des arrondissements

Le tableau ci-dessous présente le portrait pour l'ensemble des actifs recensés des services centraux, des deux sociétés paramunicipales assujetties ainsi que les bâtiments et rues locales des arrondissements.

Tableau 3 : Portrait global des actifs de la Ville de Montréal

Portrait global (en millions de dollars)	Valeur remplacement (VAR)	Déficit de maintien (DMA)	Besoins annuels moyens 10 ans	PDI annuel moyen 2024-2033*	Unité d'affaires responsable
Infrastructures - eaux usées/pluviales	21 449 $	2 327 $	342 $	186 $	SE
Infrastructures - eau potable	12 558 $	1 078 $	282 $	282 $	SE
Infrastructures routières	23 108 $	4 318 $	696 $	504 $	SIRR/SUM/CSEM/ ARR/SPJD
Bâtiments administratifs	5 634 $	700 $	179 $	80 $	SGPI/SEPLV/ SPJD/ARR
Bâtiments communautaires et récréatifs	10 181 $	923 $	314 $	107 $	SGPI/EPLV/ SPJD/ SGPMRS/ARR
Informatique	1 563 $	800 $	313 $	89 $	STI
Parcs, espaces verts	1 323 $	169 $	67 $	79 $	SGPMRS/ SEPLV/SPJD
Terrains de jeux	36 $	8 $	1 $	0,4 $	SGPMRS/SGPI
Matériels roulants	757 $	143 $	101 $	101 $	SMRA
Infrastructures - environnement	419 $	95 $	19 $	10 $	SGPI/SENV/SMRA/ SE/SCA
Art public	N/D	N/D	1 $	0,4 $	SC
Total :	**77 029 $**	**10 561 $**	**2 314 $**	**1 439 $**	

Le constat principal qui se dégage de ce tableau sommaire est le suivant :

- La planification des investissements sur 10 ans (PDI) se chiffre annuellement à 1,44 G$. Ce montant est inférieur aux besoins de 2,31 G$ requis pour maintenir le seuil d'état à un niveau satisfaisant soient les sommes identifiées sont pour le maintien régulier récurrent et le rattrapage du déficit.

(*) Les investissements identifiés dans cette colonne sont pour de la « protection » uniquement. Aucun investissement pour le développement de nouveaux actifs n'est considéré dans cette planification.

Les résultats présentés ci-haut sont détaillés dans les sections suivantes.

Valeur de remplacement des actifs

La valeur de remplacement (VAR) représente la somme des investissements requis pour construire ou acquérir une infrastructure de même dimension et utilité, possédant des caractéristiques techniques équivalentes.

La VAR des actifs recensés est estimée à 77 G$ au 31 décembre 2023.

Le tableau 4 présente l'information pour les catégories d'actifs identifiées à la Ville de Montréal et par regroupement des UA propriétaires (services centraux, arrondissements et sociétés paramunicipales). Ces catégories sont cohérentes avec l'approche utilisée par le Service des finances dans le cadre de la préparation des états financiers de la Ville.

Tableau 4 - Valeurs de remplacement par catégorie d'actifs

Valeur de remplacement (VAR) (en millions de dollars)	Services centraux	Arrondissements	Sociétés paramunicipales	TOTAL	% valeur de remplacement (VAR)
Infrastructures - eaux usées/pluviales	21 449 $	N/A	N/A	21 449 $	27,9 %
Infrastructures - eau potable	12 558 $	N/A	N/A	12 558 $	16,3 %
Infrastructures routières	11 627 $	6 742 $	4 739 $	23 108 $	30,0 %
Bâtiments administratifs	4 146 $	1 441 $	47 $	5 634 $	7,3 %
Bâtiments communautaires et récréatifs	3 881 $	6 156 $	144 $	10 181 $	13,2 %
Informatique	1 563 $	N/A	N/A	1 563 $	2,0 %
Parcs, espaces verts	1 323 $	N/D	N/D	1 323 $	1,7 %
Terrains de jeux	36 $	N/D	N/D	36 $	0,0 %
Matériels roulants	757 $	N/A	N/A	757 $	1,0 %
Infrastructures - environnement	419 $	N/A	N/A	419 $	0,5 %
Art public	N/D	N/A	N/A	N/D	N/D
TOTAL :	**57 760 $**	**14 339 $**	**4 930 $**	**77 029 $**	**100,0 %**

En fonction de la valeur de remplacement, les principales catégories d'actifs de la Ville sont les infrastructures associées à la gestion de l'eau (44,2 %), les infrastructures du réseau routier (30,0 %) et les bâtiments (20,5 %).

État des actifs

La VAR constitue une donnée utile pour pondérer et comparer l'état de différentes catégories et types d'actifs. Les investissements requis pour maintenir un parc d'actifs sont souvent déterminés en utilisant un pourcentage de la VAR, que ce soit pour résorber le déficit de maintien ou pour les besoins récurrents en maintien.



Patinoire du parc du Mont-Royal; sous la responsabilité du service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. ©Alexandre CV

L'état moyen des différentes catégories d'actifs est déterminé en regroupant les sous-catégories ayant le même indice d'état moyen et en additionnant la VAR de celles-ci. Un indicateur général est ainsi obtenu afin d'avoir une lecture de l'état moyen des actifs de la Ville.

Dans le tableau suivant, le portrait global de l'état des actifs de la Ville est présenté en fonction de leurs valeurs de remplacement pour chacune des catégories en considérant les sous-catégories et leurs indices d'état respectifs. Les sous-catégories sont présentées par unité d'affaires, dans la seconde partie du document.

Tableau 5 : Indice d'état moyen basé sur la répartition de la VAR.

INDICE D'ÉTAT Répartition p/r à la VAR *(M$)*	A	B	C	D	E	N/D	TOTAL
Infrastructures - eaux usées/pluviales	0 $	10 000 $	5 289 $	6 161 $	0 $	0 $	**21 449 $**
Infrastructures - eau potable	0 $	7 830 $	4 728 $	0 $	0 $	0 $	**12 558 $**
Infrastructures routières	0 $	5 834 $	13 591 $	1 809 $	0 $	1 875 $	**23 108 $**
Bâtiments administratifs	46 $	79 $	1 516 $	2 861 $	1 132 $	0 $	**5 634 $**
Bâtiments communautaires et récréatifs	558 $	1 697 $	3 556 $	2 098 $	2 271 $	0 $	**10 181 $**
Informatique	0 $	0 $	633 $	930 $	0 $	0 $	**1 563 $**
Parcs, espaces verts	0 $	0 $	508 $	814 $	0 $	0 $	**1 323 $**
Terrains de jeux	0 $	0 $	0 $	11 $	25 $	0 $	**36 $**
Matériels roulants	0 $	196 $	561 $	0 $	0 $	0 $	**757 $**
Infrastructures - environnement	40 $	181 $	183 $	13 $	2 $	0 $	**419 $**
Art public	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
TOTAL	**645 $**	**25 817 $**	**30 565 $**	**14 696 $**	**3 431 $**	**1 875 $**	**77 029 $**
Répartition (%)	0,8 %	33,5 %	39,7 %	19,1 %	4,5 %	2,4 %	**100,0 %**
	74 %			**23,6 %**		**2,4 %**	

Basés sur la valeur de remplacement :

- **74 % des actifs recensés sont dans un état très bon, bon et satisfaisant (indices A, B et C) ;**
- **23,6 % des actifs recensés sont dans un état insatisfaisant (indices D et E) ;**
- **L'indice d'état de certains actifs routiers demeure à être déterminé (2,4 %).**

Observations :

Les principaux constats de l'indice d'état basés sur la VAR par catégorie d'actifs sont présentés ci-dessous.

Les informations détaillées concernant la quantité d'actifs recensés ainsi que leurs états respectifs sont présentées dans la deuxième partie du présent document pour chacune des sous-catégories d'actifs., et ce, par UA.

Infrastructures - eaux usées/pluviales

- L'ensemble des infrastructures liées aux traitements des eaux usées et pluviales sont sous la responsabilité du service de l'eau.
- L'état moyen de ces actifs est dans un état satisfaisant, à l'exception des collecteurs d'eaux usées.

Infrastructures - eau potable

- L'ensemble des infrastructures liées à la production et la distribution de l'eau potable sont sous la responsabilité du service de l'eau.
- L'état moyen de ces actifs est dans un état satisfaisant.

Infrastructures routières

- Les infrastructures routières du réseau artériel sont sous la responsabilité du SIRR tandis que les infrastructures routières du réseau local sont sous la responsabilité des arrondissements. Cette catégorie inclut également les conduits souterrains qui sont sous la responsabilité de la CSEM.

  Note : Les audits ou inspections pour les rues locales sont sous la responsabilité du SIRR.
- L'état moyen de ces actifs de ces catégories est dans un état satisfaisant.

Bâtiments administratifs

- Les **bâtiments administratifs** sont principalement sous la responsabilité des services centraux (SGPI et SEPLV).
- La majorité des actifs de cette catégorie est dans un état insatisfaisant.

Bâtiments communautaires et récréatifs

- Les **bâtiments communautaires et récréatifs** sont sous la responsabilité des services et des arrondissements.
- Un pourcentage élevé (40%) des actifs de cette catégorie est dans un état insatisfaisant.

Parcs, espaces verts

- Les actifs de la catégorie “**Parcs, espaces verts**” sont majoritairement sous la responsabilité du SGPMRS. Environ 10 % sont sous la responsabilité du SEPVL.
- Deux tiers actifs recensés dans cette catégorie sont dans un état insatisfaisant.

Terrains de jeux

- Les données des terrains de jeux sont intégrées à celles des parcs, i.e. que la valeur de ces actifs (VAR, DMA, besoins annuels, etc.) est prise en compte dans la valeur totale des parcs sous la responsabilité du SGPRMS dans lesquels ils se trouvent. Cette catégorie comprend notamment les terrains de tennis et ballon-panier, terrains de soccer, terrains de balle, piscines extérieures, pataugeoires et jeux d'eau, et autres installations extérieures.

Matériels roulants

- Tous les actifs recensés de la catégorie **Matériels roulants** sont sous la responsabilité du SMRA.
- L’état moyen des actifs de cette catégorie sont dans un état satisfaisant.

Infrastructures - environnement

- Les **infrastructures - environnement** sont principalement sous la responsabilité du service de l'environnement
- La majorité des actifs de cette catégorie est dans un état satisfaisant.

  Note : Le SGPI produit le portrait de l’état des bâtiments. Cette catégorie inclut également les réservoirs pétroliers du SE et du SMRA.

Actifs informatiques

- Les **actifs informatiques** sont sous la responsabilité du service des technologies de l’information (STI).
- Environ 60% des actifs de cette catégorie sont dans un état insatisfaisant.

Art public

- Le Service de la culture présente des actifs dans la catégorie «**Art public**», une méthodologie pour établir la valeur de remplacement est actuellement à l'étude.

Les œuvres d’art incluses dans cette catégorie sont dans un état moyen satisfaisant.

Déficit de maintien d’actifs

Le tableau ci-dessous présente les données du DMA pour les services centraux et les arrondissements. Les sociétés paramunicipales n’ont pas inscrit de données pour leurs DMA en 2023.

Tableau 6 : Déficit de maintien par catégories d’actifs recensés

Déficit de maintien d'actifs par catégories (en millions de dollars)	Services Centraux	Arrondissements	Total
Infrastructures - eaux usées/pluviales	2 327 $	S/O	2 327 $
Infrastructures - eau potable	1 078 $	S/O	1 078 $
Infrastructures routières	2 632 $	1 686 $	4 318 $
Bâtiments administratifs	475 $	225 $	700 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	416 $	507 $	923 $
Informatique	800 $	S/O	800 $
Parcs, espaces verts	169 $	N/D	169 $
Terrains de jeux	8 $	N/D	8 $
Matériels roulants	143 $	S/O	143 $
Infrastructures - environnement	95 $	S/O	95 $
Art public	N/D	S/O	N/D
TOTAL	**8 143 $**	**2 418 $**	**10 561 $**

Pour les services centraux, le DMA se situe à 8,1 G$ en 2023.

Pour les arrondissements (bâtiments et rues locales seulement), le DMA se situe à 2,4 G$ en 2023.

Constats :

- Le DMA représente environ 14,0 % de la valeur de remplacement des actifs recensés pour les services centraux qui se chiffre à 57,8 G$.
- Le DMA représente environ 16,9 % de la valeur de remplacement des actifs recensés pour des arrondissements qui se chiffre à 14,3 G$.
- Les infrastructures routières représentent près de 32 % du DMA total identifié pour les actifs des services centraux en 2023.
- Les infrastructures d’eau potable et d’eaux usées/pluviales représentent respectivement près de 13 % et 29 % du DMA identifié par les services centraux en 2023

Besoins en investissements et planification décennale (PDI)

Le tableau ci-dessous présente l'écart entre les besoins 10 ans identifiés par les unités d'affaires et la planification décennale 2024-2033. Les données, dans les deux cas, représentent le maintien régulier récurrent et le rattrapage du déficit et excluent tout investissement lié au développement d'actifs.

Tableau 7 : Besoins et planification des investissements par catégories d'actifs

Besoins vs PDI par catégories d'actifs (en millions de dollars)	Besoins annuels 10 ans	PDI annuel moyen 2024-2033	Écart entre besoins annuels et PDI
Infrastructures - eaux usées/pluviales	342 $	186 $	156 $
Infrastructures - eau potable	282 $	282 $	0 $
Infrastructures routières	696 $	504 $	192 $
Bâtiments administratifs	179 $	80 $	99 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	314 $	107 $	207 $
Informatique	313 $	89 $	224 $
Parcs, espaces verts	67 $	79 $	(13 $)
Terrains de jeux	1 $	0,4 $	0,6 $
Matériels roulants	101 $	101 $	0 $
Infrastructures - environnement	19 $	10 $	9 $
Art public	1 $	0,4 $	0,6 $
Total:	**2 314 $**	**1 439 $**	**875 $**

Observations :

- Les besoins sont plus élevés que la planification au PDI. Un écart annuel moyen de plus de **875 M$** est observé.

Les besoins annuels en investissement de maintien pour les unités d'affaires de la Ville s'établissent à 2,31 G$ au 31 déc. 2023.

Arrondissements : PDI et besoins annuels moyens 10 ans

Le tableau ci-dessous présente les données concernant les actifs recensés des arrondissements. Dans certains cas, les informations concernant le PDI regroupent les données fournies par les services centraux (SIRR et SGPI) et les données des arrondissements. Certains arrondissements n'ont pas fourni les informations concernant les investissements prévus pour les catégories d'actifs présentés ci-dessous.

Tableau 8 : Portrait sommaire des actifs par arrondissement

	Global			Bâtiments locaux			Rues locales		
Arrondissements (M$)	PDI annuel	Besoins annuels 10 ans	DMA	PDI annuel	Besoins annuels 10 ans	DMA	PDI annuel	Besoins annuels 10 ans	DMA
Ahuntsic-Cartierville	3,5 $	15,9 $	254,3 $	2,1 $	9,6 $	29,5 $	1,4 $	6,3 $	224,8 $
Anjou	3,2 $	8,0 $	41,9 $	2,2 $	6,2 $	11,2 $	0,9 $	1,8 $	30,7 $
CDN-NDG	3,8 $	27,7 $	175,7 $	2,7 $	23,1 $	77,7 $	1,1 $	4,6 $	98,0 $
Lachine	6,7 $	23,1 $	92,6 $	5,0 $	9,6 $	45,6 $	1,6 $	13,4 $	46,9 $
Lasalle	3,4 $	20,4 $	86,1 $	1,9 $	13,9 $	39,1 $	1,5 $	6,5 $	47,0 $
Le Plateau Mont-Royal	9,8 $	13,5 $	119,4 $	9,2 $	11,3 $	47,9 $	0,6 $	2,2 $	71,5 $
Le Sud-Ouest	2,2 $	19,4 $	122,3 $	1,6 $	16,8 $	41,9 $	0,6 $	2,5 $	80,5 $
L'Ile-Bizard/ Ste-Geneviève.	1,1 $	4,3 $	57,9 $	0,5 $	1,6 $	0,4 $	0,6 $	2,7 $	57,5 $
Mercier-HOMA	4,1 $	32,7 $	323,2 $	2,8 $	27,0 $	105,9 $	1,3 $	5,7 $	217,3 $
Montréal-Nord	2,1 $	19,9 $	132,2 $	1,3 $	16,4 $	76,9 $	0,8 $	3,5 $	55,3 $
Outremont	0,7 $	12,5 $	84,8 $	0,5 $	11,7 $	63,1 $	0,2 $	0,8 $	21,7 $
Pierrefonds-Roxboro	3,7 $	11,0 $	116,2 $	1,1 $	4,2 $	10,9 $	2,6 $	6,8 $	105,3 $
RDP-PAT	9,7 $	26,3 $	177,4 $	7,9 $	18,5 $	14,7 $	1,8 $	7,8 $	162,7 $
RLPP	3,3 $	19,1 $	185,4 $	2,4 $	15,2 $	42,2 $	0,9 $	3,9 $	143,2 $
St-Laurent	3,0 $	18,9 $	35,7 $	1,9 $	14,1 $	12,2 $	1,1 $	4,8 $	23,5 $
St-Léonard	6,5 $	9,8 $	65,5 $	3,7 $	6,3 $	24,9 $	2,8 $	3,6 $	40,6 $
Verdun	4,7 $	16,6 $	90,2 $	4,2 $	14,4 $	33,8 $	0,5 $	2,2 $	56,4 $
Ville Marie	3,5 $	11,3 $	93,8 $	2,9 $	8,8 $	29,1 $	0,6 $	2,5 $	64,7 $
VSMPE	5,7 $	16,7 $	163,3 $	2,9 $	12,4 $	24,9 $	2,8 $	4,3 $	138,4 $
Total:	**80,7 $**	**327,0 $**	**2 417,7 $**	**57,0 $**	**241,1 $**	**731,9 $**	**23,7 $**	**85,9 $**	**1 685,8 $**

Observations :

- Les besoins annuels moyens en investissements pour les dix prochaines années sont significativement plus élevés que la planification décennale (PDI). Les besoins non comblés visent principalement les bâtiments communautaires.
- Les informations détaillées concernant les actifs des arrondissements sont présentées dans la deuxième partie du portrait.
- Les arrondissements sont responsables d'autres actifs tels que les nombreux parcs locaux, ceux-ci seront recensés dans les années futures.



Réservoir d'eau potable Rosemont sous la surface, sous la responsabilité du Service de l'eau. ©Service de l'eau



Réservoir d'eau potable Rosemont en surface. ©Service de l'eau



Plage Cap St-Jacques ; sous la responsabilité du service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. ©Alexandre CV

Principaux actifs en état insatisfaisant et programmes de maintien au PDI

Les catégories et sous-catégories d'actifs ayant un indice d'état moyen D ou E, donc sous le seuil d'état sont présentées au tableau ci-dessous. Les informations concernant le DMA ainsi que le financement disponible au PDI 2024-2033 y sont détaillées. Des écarts entre les besoins et le financement spécifique prévu dans les différents programmes et projets d'investissements pour ces catégories/sous-catégories y sont identifiés.

Tableau 9 - Actifs recensés dans un état insatisfaisant D ou E et programmes associés inscrits au PDI 2024-2033

Catégorie / sous-catégorie / UA	Indice d'état moyen (D ou E)	DMA de la catégorie ou sous-catégorie d'actifs (k$)	PDI annuel moyen prévu pour le maintien d'actifs (k$)	No Investi	Programme/projet d'investissements identifié au PDI 2024-2033
Infrastructures - Eaux usées collecte / Réseaux primaires d'égout / SE	D	680 000 $	39 135 $	53010	Réseau primaire d'égouts
Infrastructures - Eaux usées collecte / Stations de pompage / SE	D	509 000 $ en partie	0 $		
Infrastructures routières (artériel) / Lampadaires et systèmes d'éclairage / SIRR	D	135 468 $	7 048 $	59028 58002 36209	Mise à niveau de l'éclairage des rues - Conversion DEL (projet mise à niveau) Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage Plan lumière - architectural
Infrastructures routières / Feux de circulation et signalisation / SUM	D	118 300 $	18 000 $	59000	Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation
Infrastructures routières / Panneaux d'affichage électroniques / SUM	D	1 622 $	0 $	54100	Programme de systèmes de transport utilisant les nouvelles technologies (à venir)
Bâtiments administratifs / Immeubles administratifs (ex.: Hôtels de ville, bureaux d'arrondissements) / SGPI	D	209 749 $	28 770 $	42211 64021 64023 66030	Programme de protection des bâtiments dans les grands-parcs Programme de protection des bâtiments du SPVM Programme de protection des bâtiments du SIM Programme de protection des bâtiments administratifs et commerciaux

Catégorie / sous-catégorie / UA	Indice d'état moyen (D ou E)	DMA de la catégorie ou sous-catégorie d'actifs (k$)	PDI annuel moyen prévu pour le maintien d'actifs (k$)	No Investi	Programme/projet d'investissements identifié au PDI 2024-2033
				66034	Projet de rénovation de l'Hôtel de Ville
				66670	Projet de rénovation de la Cour municipale
Bâtiments administratifs / Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs, entrepôts / SGPI	E	163 628 $	2 696 $	64023	Programme de protection des bâtiments du SIM
				66030	Programme de protection des bâtiments administratifs et commerciaux
				66190	Programme de protection des cours de service
				66460	Programme de protection des bâtiments industriels
Bâtiments administratifs / Casernes de pompiers / SGPI	D	63 144 $	12 537 $	64023	Programme de protection des bâtiments du SIM
Bâtiments communautaires et récréatifs / Centres communautaires / SGPI	E	34 335 $	6 559 $	38009	Programme de protection des bâtiments culturels
				42200	Programme de protection des bâtiments sociaux communautaires
				42211	Programme de protection des bâtiments dans les grands-parcs
Bâtiments communautaires et récréatifs / Autres bâtiments (ex.: Musée, galerie d'art) / SGPI	E	11 108 $	884 $	38009	Programme de protection des bâtiments culturels
				42200	Programme de protection des bâtiments sociaux communautaires
Bâtiments communautaires et récréatifs / Bâtiments vacants / SGPI	E	114 445 $	6 584 $	42211	Programme de protection des bâtiments dans les grands-parcs
				66032	Programme de protection des bâtiments vacants et excédentaires
Bâtiments communautaires et récréatifs / Bâtiments excédentaires / SGPI	E	188 092 $	635 $	66032	Programme de protection des bâtiments vacants et excédentaires
Infrastructures - Environnement / Infrastructures - Traitement du lixiviat (Pointe St-Charles) / SGPI	D	405 $	N/D		**Voir note 1**

Catégorie / sous-catégorie / UA	Indice d'état moyen (D ou E)	DMA de la catégorie ou sous-catégorie d'actifs (k$)	PDI annuel moyen prévu pour le maintien d'actifs (k$)	No Investi	Programme/projet d'investissements identifié au PDI 2024-2033
Infrastructures - Environnement / Centres de tri - Matières recyclables / SGPI	D	334 $	N/D		**Voir note 1**
Infrastructures - Environnement / Centres de tri - Écocentres / SGPI	D	978 $	N/D		**Voir note 1**
Infrastructures - Environnement / Centres de tri - Autres infrastructures (Ex. : Sites d'enfouissement, laboratoires) / SGPI	E	955 $	N/D	66460	Programme de protection des bâtiments industriels **Voir note 1**
Terrains de jeux / Piscines extérieures, pataugeoires et jeux d'eau / SGPI	D	948 $	0 $		
Terrains de jeux / Autres installations extérieures (ex.: patinoires extérieures) / SGPI	E	7 196 $	362 $	42211	Programme de protection des bâtiments dans les grands-parcs
Bâtiments administratifs / Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs, entrepôts / SEPLV	E	11 782 $	1 458 $	37011	Programme commun de maintien d'actifs d'Espace pour la vie Autres projets
Bâtiments communautaires et récréatifs / Autres bâtiments (ex.: Musée, galerie d'art) / SEPLV	D	33 134 $	24 035 $	37011 37014	Programme commun de maintien d'actifs d'Espace pour la vie Construction des serres d'exposition du Jardin botanique Plusieurs projets
Espaces verts / Jardin Botanique / SEPLV	D	7 020 $	6 655 $	37011	Programme commun de maintien d'actifs d'Espace pour la vie Plusieurs projets
Bâtiments communautaires et récréatifs / Chalets de parc, vespasiennes, gazebos, etc. / SGPMRS	D	N/D	0$	34333 32311	Programme de réhabilitation des parcs-nature et des espaces riverains Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest **Voir note 2**

Catégorie / sous-catégorie / UA	Indice d'état moyen (D ou E)	DMA de la catégorie ou sous-catégorie d'actifs (k$)	PDI annuel moyen prévu pour le maintien d'actifs (k$)	No Investi	Programme/projet d'investissements identifié au PDI 2024-2033
Espaces verts / Parc d'agglomération / SGPMRS	D	127 660 $	40 001 $	32311	Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest
				34333	Programme de réhabilitation des parcs-nature et des espaces riverains
				34251	Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance
				34250	Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal
Informationnelles / Informationnelles d'affaires / STI	D	528 675 $	88 809 $ (en partie)	68092	Système financier, budgétaire et d'approvisionnement
				74250	Système de gestion des ressources humaines
				70025	Cour municipale numérique
				74551	Système de taxation et d'évaluation foncière
				74255	Gestion de temps

Note 1 : Le financement annuel pour ces actifs provient d'une autre source que le PDI.
Note 2 : La valeur de ces actifs est prise en compte dans la valeur totale des parcs dans lesquels ils se trouvent ; les valeurs du DMA et les besoins en financement y sont également regroupés.

Conclusion

Le portrait des actifs de la Ville montre que **l'état moyen de ses actifs est évalué à "satisfaisant"** (indice C). Toutefois, certaines catégories d'actifs requièrent des investissements plus importants pour atteindre cet état. Des choix devront être faits pour prioriser des programmes de maintien/protection applicables à certaines catégories ou sous-catégories d'actifs, et ce, dans un contexte de ressources financières limitées.

L'élaboration du portrait annuel s'inscrit dans **une démarche d'amélioration continue**. La connaissance des actifs est en constante évolution dans les différentes UA et le niveau de maturité de l'organisation augmente progressivement. Un des objectifs visés par cette démarche au cours des prochaines années est de présenter un portrait complet de l'état de l'ensemble des actifs, et ce, selon des méthodologies reconnues et harmonisées à l'ensemble de la Ville.

Le SPSPO remercie ses partenaires internes, le SIRR et le SGPI, pour leurs précieuses collaborations notamment pour la préparation du portrait des arrondissements.



Terrain de soccer ; parc Toussaint-Louverture. ©Arrondissement Ville-Marie

Prochaines étapes

Pour la production du prochain portrait sur la connaissance de l'état des actifs au 31 décembre 2024, les unités administratives, incluant les arrondissements, devront :

- Mettre en place ou poursuivre le développement d'outils et processus pour garantir un suivi de l'inventaire et de l'état des actifs et permettre ainsi l'identification des besoins en investissements.
- Participer aux efforts d'harmonisation des outils et méthodologies utilisés à la Ville.

Pour donner suite au dépôt du présent portrait, le SPSPO procédera aux actions suivantes :

- Proposer des ajustements à la Direction générale afin d'obtenir le portrait complet de l'ensemble des actifs en y ajoutant, entre autres, les 1 400 parcs d'arrondissement.
- Lancer une communauté de pratiques en gestion d'actifs pour harmoniser les méthodologies utilisées par les propriétaires d'actifs.
- Poursuivre l'alignement du processus de production du portrait annuel de l'état des actifs avec le processus de planification budgétaire (PDI) ; spécifiquement, obtenir l'information détaillée de l'état, du déficit de maintien et des besoins pour chacun des programmes de maintien d'actifs et ainsi mieux alimenter la planification des investissements.
- Développer de nouveaux indicateurs de gestion et en assurer le suivi dans un tableau de bord, permettant ainsi d'avoir une représentation plus précise de la connaissance de l'état des actifs et assister à l'exercice de priorisation des projets/programmes associés à Montréal 2030.

Deuxième partie : portraits détaillés des unités d’affaires

2

Services centraux

Service de la concertation des arrondissements

- État des actifs : les actifs sont dans un état satisfaisant (B ou C).
- Déficit de maintien : le déficit de maintien, pour les chutes à neige, est évalué à 48% de la VAR.
- Inspection des actifs : l'inspection des actifs se fait selon les bonnes pratiques (100 % - 5 ans)
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus PDI : globalement, les investissements planifiés (7,35 M$) sont inférieurs aux besoins identifiés (11,85 M$).

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Infrastructures Environnement	Chutes et décharges de neige	Unité	25	C	88 285 $	182 512 $	100 %	235 $	7 050 $	10 350 $
	Site de transbordement	Unité	1	B	120 $	2 136 $	100 %	0 $	300 $	1 500 $
TOTAL :					**88 405 $**	**184 648 $**		**235 $**	**7 350 $**	**11 850 $**

Service de la culture

- État des actifs : les actifs audités sont dans un état satisfaisant (C).
- Déficit de maintien :le déficit de maintien n'est pas évalué. La valeur de remplacement non plus, car difficile pour ce type d'actifs
- Inspection des actifs : l'inspection des actifs se fait sur une longue période
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI: globalement, les investissements planifiés (455 k$) sont en dessous des besoins identifiés (600 k$).

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Art public	Œuvres d'art (incluant monuments)	Unité	381	C	N.D.	N.D.	47 %	N.D.	455 $	600 $
TOTAL :					**0 $**	**0 $**		**0 $**	**455 $**	**600 $**

Service de l'eau

- État des actifs : les actifs audités sont dans un état satisfaisant (C ou mieux) sauf les réseaux primaires et stations de pompage des eaux usées (D)
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est estimé à 8,5 % de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d'inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (469 M$) sont en dessous des besoins identifiés (624 M$)
- Réservoirs pétroliers : le service de l'eau présente 96 réservoirs pétroliers avec un indice d'état moyen satisfaisant de «A» ou «B» respectivement en lien avec les actifs d'eau potable et d'eaux usées. Tous les réservoirs pétroliers (100%) ont été audités récemment.

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Infrastructures Environnement	Réservoirs pétroliers	Unité	96	B	Inclus dans usines (inspection 100 %)					
Infrastructures - eau potable	Distribution : Conduites principales	km	794	C	250 000 $	3 825 000 $	27 %	0 $	54 544 $	62 500 $
	Distribution : Conduites secondaires	km	3657	B	480 000 $	4 750 000 $	288 %	0 $	151 370 $	138 000 $
	Approvisionnement : Réservoirs et stations de pompage	Unité	24	C	221 800 $	903 000 $	95 %	-6 600 $	33 874 $	81 800 $
	Approvisionnement : Usine de traitement	Unité	6	B	126 610 $	3 080 000 $	83 %	1 310 $	42 647 $	
Infrastructures - eaux usées	Eaux usées collecte : Réseaux secondaires	km	4428	B	509 000 $	10 000 000 $	59 %	63 000 $	49 964 $	94 600 $
	Eaux usées collecte : Stations de pompage	Unité	100	D		200 000 $	40 %		0 $	
	Eaux usées collecte : Réseaux primaires d'égout	km	520,3	D	680 000 $	5 960 524 $	30 %	-578 440 $	39 135 $	91 000 $
	Eaux usées traitement : Station d'épuration et intercepteur	Unité	150	C	1 138 000 $	5 288 830 $	84 %	-15 000 $	96 885 $	156 364 $
TOTAL :					**3 405 410 $**	**34 007 354 $**		**-535 730 $**	**468 419 $**	**624 264 $**

Note 1 : Considérant la reddition de comptes à laquelle est assujetti le service de l'eau exigée par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH), certaines des données documentées au présent rapport sont celles de l'année 2022.

Note 2 : Les données pour les actifs d'eaux pluviales sont incluses dans les sous-catégories d'eaux usées.

Service de l’environnement

- État des actifs : les actifs audités sont dans un état satisfaisant (A ou B)
- Inspection des actifs : des programmes d’inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (0,9 M$) sont en dessous des besoins identifiés (2,26 M$)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d’état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d’état
Infrastructures Environnement	Infra-Traitement de lixiviat	Unité	1	A	N.D.	7 717 $	100 %	N.D.	0 $	131 $
	Complexe environnemental St-Michel	Unité	1	A	N.D.	23 191 $	100 %	N.D.	0 $	1 202 $
	Centre de tri - matières recyclables	Unité	1	B	N.D.	20 000 $	100 %	N.D.	730 $	730 $
	Stations de mesure et d'échantillonnage	Unité	248	B	N.D.	2 775 $	100 %	N.D.	175 $	200 $
TOTAL :					**0 $**	**53 683 $**		**0 $**	**905 $**	**2 263 $**

Service d’Espace pour la vie

- État des actifs : la majorité des actifs audités sont dans un état insatisfaisant (D ou E)
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 3,5% de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d’inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (40,1 M$) sont satisfaisants

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d’état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d’état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs	Unité	3	C	0 $	145 351 $	33 %	13 715 $	1 700 $	3 241 $
	Ateliers, garages, cours de voirie, abris abrasifs, entrepôts	Unité	17	E	11 782 $	18 373 $	6 %	0 $	1 458 $	1 479 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Édifices culturels et scientifiques	Unité	5	B	812 $	797 160 $	20 %	0 $	6 831 $	17 872 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée, galerie d'art)	Unité	30	D	33 134 $	232 151 $	17 %	89 $	24 035$ *	9 249 $
Espaces verts	Jardin Botanique	Unité	1	D	0 $	86 870 $	100 %	0 $	6 654 $	3 443 $
TOTAL :					**45 728 $**	**1 279 905 $**		**13 804 $**	**40 678 $**	**35 284 $**

* valeur fournie par le service Inclut exceptionnellement la construction d'un nouveau complexe de serres d'exposition (Jardin botanique) - investissements projetés de 150 M$ (2024-2033)

Service de la gestion et de la planification immobilière

- État moyen des actifs : la majorité des actifs audités sont dans un état satisfaisant à l'exception des ateliers, garages et des centres communautaires
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 12 % de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d'inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (92 M$) sont en dessous des besoins identifiés (217 M$)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs	Unité	19	D	209 749 $	1 421 450 $	37 %	28 018 $	28 770 $	45 145 $
	Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs, entrepôts	Unité	44	E	163 628 $	545 090 $	32 %	111 $	2 696 $	27 090 $
	Casernes de pompiers	Unité	63	D	63 144 $	1 114 876 $	33 %	11 108 $	12 537 $	25 692 $
	Postes de police	Unité	12	C	8 686 $	332 768 $	50 %	0 $	7 279 $	6 858 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	14	C	17 793 $	568 224 $	57 %	6 $	5 281 $	13 816 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	11	E	34 335 $	138 853 $	27 %	729 $	6 559 $	3 907 $
	Centres sportifs, arénas, stades et chalets et de parc	Unité	11	C	19 269 $	1 146 569 $	18 %	6 497 $	11 288 $	27 910 $
	Chalets de parc, vespasiennes, gazebos, etc.	Unité	40	C	1 459 $	153 241 $	8 %	130 $	1 369 $	3 516 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	23	C	7 628 $	472 516 $	0 %	15 $	5 279 $	8 594 $
	Autres bâtiments (ex. Musée, galerie d'art, etc.)	Unité	19	E	11 108 $	40 069 $	16 %	731 $	884 $	1 763 $
	Bâtiments vacants	Unité	26	E	114 445 $	357 139 $	27 %	1 307 $	6 584 $	16 237 $
	Bâtiments excédentaires	Unité	40	E	188 092 $	434 741 $	13 %	0 $	635 $	30 110 $

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Infrastructures environnement	Infrastructures - Traitement du lixiviat (pointe St-Charles)	Unité	1	A	405 $	9 391 $	0 %	0 $	0 $	262 $
	Complexe environnemental St-Michel	Unité	11	B	1 079 $	24 461 $	18 %	0 $	0 $	666 $
	Centres de tri - Matières recyclables	Unité	2	B	334 $	132 016 $	100 %	0 $	0 $	3 036 $
	Écocentres	Unité	7	D	978 $	12 939 $	0 %	74 $	0 $	394 $
	Stations de mesure et d'échantillonnage	Unité	5	C	3 $	261 $	0 %	0 $	0 $	6 $
	Autres infrastructures	Unité	1	E	955 $	1 758 $	100 %	2 613 $	2 064 $	261 $
Terrains de jeux	Piscines extérieures, pataugeoires et jeux d'eau	Unité	6	D	948 $	10 892 $	0 %	0 $	0 $	359 $
	Autres installations extérieures (ex. : patinoires extérieures)	Unité	15	E	7 196 $	25 028 $	7 %	0 $	362 $	1 033 $
TOTAL :					**851 234 $**	**6 942 282 $**		**51 339 $**	**91 587 $**	**216 655 $**

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

- État moyen des actifs : les parcs d'agglomération sont dans un état insatisfaisant (D).
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 13 % de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d'inspection sont en place, les terrains de jeux sont inclus dans ces programmes
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (77 M$) sont satisfaisants
- Actifs naturels recensés : 51.3 km de berges des grands plans d'eau

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres sportifs, arénas, stades	Unité	6	C	5 998 $	108 299 $	ND	554 $	4 945 $	4 500 $
	Chalets de parc, vespasiennes, gazebos, etc.	Unité	32	D	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Terrains de jeux	Terrains de tennis et ballon-panier	Unité	28	C	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
	Terrains de soccer	Unité	10	B	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
	Terrains de balle	Unité	8	B	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
	Piscines extérieures, pataugeoires et jeux d'eau	Unité	6	C	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
	Autres installations extérieures (ex. : patinoires extérieures)	Unité	26	C	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Espaces verts	Parcs municipaux	Unité	11	C	40 876 $	491 570 $	ND	-4 644 $	32 278 $	35 477 $
	Parcs d'agglomération	Unité	14	D	127 660 $	727 615 $	ND	-5 891 $	40 000 $	28 272 $
	Berges, forêt urbaine et milieux naturels	km	51,3	N/D	0 $	0 $	0%	0 $	0 $	0 $
	Autres infrastructures (ex. : pépinière)	Unité	1	C	41 $	16 519 $	ND	-2 $	0 $	83 $
TOTAL :					**174 575 $**	**1 344 003 $**		**-9 983 $**	**77 223 $**	**68 332 $**

Service des infrastructures des réseaux routiers

- État moyen des actifs : à l'exception des lampadaires, les actifs audités sont dans un état satisfaisant (C)
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 22 % de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d'inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (137 M$) sont en dessous des besoins identifiés (254 M$)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Infrastructures routières	Rues	km	1 949	C	1 552 503 $	6 210 012 $	100 %	N.D.	83 060 $	155 000 $
	Trottoirs et bordures	km	2 851	0	468 750 $	1 875 000 $	15 %	N.D.	6 500 $	45 712 $
	Ponts, tunnels, ponceaux et viaduc	Unité	562	C	245 000 $	1 822 361 $	100 %	4 000 $	30 000 $	26 000 $
	Lampadaires et systèmes d'éclairage	Unité	68079	D	135 468 $	677 340 $	35 %	N.D.	7 048 $	11 223 $
	Pistes cyclables	km	1837,25	C	110 539 $	474 259 $	100 %	N.D.	9 999 $	15 720 $
TOTAL :					**2 512 260 $**	**11 058 972 $**		**4 000 $**	**136 607 $**	**253 655 $**

Service du matériel roulant et des ateliers

- État moyen des actifs : le matériel roulant est dans un état satisfaisant
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 19 % de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d'inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (100,6 M$) sont satisfaisants
- Réservoirs pétroliers : le service du matériel roulant présente 27 réservoirs pétroliers avec un indice d'état moyen satisfaisant (C)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Infrastructures Environnement	Réservoirs pétroliers	Unité	27	C	2 451 $	N.D.	100 %	1 301 $	N.D.	N.D.
Matériels roulants	Matériels roulants SPVM	Unité	6 733	C	4 558 $	48 134 $	100 %	9 000 $	7 913 $	7 913 $
	Matériels roulants SIM	Unité	591	B	48 249 $	196 055 $	100 %	8 869 $	18 048 $	18 048 $
	Matériels roulants VdM (autres)	Unité	1 335	C	90 102 $	513 061 $	97 %	35 161 $	74 670 $	74 670 $
TOTAL :					**145 360 $**	**757 250 $**		**54 331 $**	**100 631 $**	**100 631 $**

Service des technologies de l’information

- État moyen des actifs : les actifs informationnels d’affaires sont dans un état insatisfaisant
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 51 % de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d’inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (89 M$) sont en dessous des besoins identifiés (313 M$)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d’état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d’état
Actifs informationnels	Informationnelles d'affaires	Unité	667	D	528 675 $	929 950 $	100 %	N.D.	88 809 $	185 990 $
	Bureautique	Unité	195	C	21 925 $	87 275 $	100 %	N.D.		17 455 $
	Infrastructures	Unité	205	C	249 875 $	546 200 $	100 %	N.D.		109 240 $
TOTAL :					**800 475 $**	**1 563 425 $**		**0$**	**88 809 $**	**312 685 $**

Service de l’urbanisme et de la mobilité

- État moyen des actifs : les feux de circulation et les panneaux d’affichages électroniques messages variables sont dans un état insatisfaisant
- Déficit de maintien : le déficit de maintien est évalué à 21% de la valeur de remplacement
- Inspection des actifs : des programmes d’inspection sont en place
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés sont en adéquation avec les besoins identifiés.

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d’état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d’état
Infrastructures routières	Système de feux de circulation	Unité	2 415	D	118 300 $	552 085 $	20 %	N.D.	18 000 $	30 000 $
	Bornes de recharge pour véhicules électrique	Unité	1 508	B	0 $	9 300 $	100 %	N.D.	6 500 $	6 500 $
	Panneaux d’affichages électroniques	Unité	336	D	1 622 $	6 730 $	95 %	N.D.	0 $	200 $
	Projets rues artérielles	Unité	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	270 000 $	270 000 $
TOTAL :					**119 922 $**	**568 115 $**		**0$**	**294 500$**	**306 700$**

Sociétés paramunicipales

Commission des services électriques de Montréal

- État moyen des actifs : les conduits souterrains sont dans un état satisfaisant
- Déficit de maintien : N.D.
- Inspection des actifs : N.D.
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (49 M$) sont alignés avec les besoins identifiés (49 M$)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Infrastructures routières	Conduits souterrains	km	27 532	B	N.D.	4 739 028$	N.D.	N.D.	49 200$	49 200$

Société du Parc Jean-Drapeau

- État moyen des actifs : la majorité des actifs audités sont dans un état satisfaisant
- Adéquation besoins 10 ans/investissements 10 ans prévus au PDI : globalement, les investissements planifiés (2,4 M$) sont en dessous des besoins identifiés (8,3 M$)

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs	Unité	3	C	N.D.	23 000 $	N.D.	N.D.	460 $	3 000 $
	Ateliers, garages, cours de voirie, abris abrasifs, entrepôts	Unité	20	C	N.D.	23 000 $	N.D.	N.D.	460 $	2 000 $
	Casernes de pompiers	Unité	1	B	N.D.	0 $	N.D.	N.D.	0 $	0 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	2	B	N.D.	817 $	N.D.	N.D.	16 $	50 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres sportifs, arénas, stades	Unité	29	C	N.D.	33 862 $	N.D.	N.D.	667 $	1 000 $
	Chalets de parc, vespasiennes, gazebos, etc.	Unité	6	B	N.D.	18 000 $	N.D.	N.D.	360 $	360 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	4	C	N.D.	68 000 $	N.D.	N.D.	0 $	1 360 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée, galerie d'art)	Unité	16	D	N.D.	24 118 $	N.D.	N.D.	482 $	480 $
Espaces verts	Parc d'agglomération	Unité	1	0	N.D.	0 $	N.D.	N.D.	0 $	0 $
	Berges des grands plans d'eau	km	6,9	0	N.D.	0 $	N.D.	N.D.	0 $	0 $
	Autres Infrastructures	Unité	0	0	N.D.	0 $	N.D.	N.D.	0 $	0 $
TOTAL :					**0 $**	**190 797 $**		**0 $**	**2 445 $**	**8 250 $**

Arrondissements

Ahuntsic-Cartierville

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	17	E	4 473 $	22 294 $	41 %	0 $	721 $	729 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	4	E	10 142 $	71 201 $	25 %	0 $	133 $	2 847 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	4	E	12 201 $	59 525 $	0 %	38 $	328 $	2 830 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	21	C	2 314 $	35 673 $	5 %	0 $	259 $	1 076 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	1	D	376 $	45 055 $	0 %	0 $	248 $	1 072 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	C	0 $	48 204 $	100 %	0 $	410 $	1 075 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	D	3 $	54 $	100 %	0 $	0 $	1 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	187	C	224 778 $	899 113 $	0 %	0 $	1438 $	6 308 $
TOTAL :					**254 287 $**	**1 181 119 $**		**38 $**	**3 537 $**	**15 938 $**

Anjou

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	1	A	0 $	17 101 $	0 %	0 $	240 $	381 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	2	C	0 $	27 802 $	5 %	243 $	15 $	620 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	1	A	0 $	6 857 $	0 %	0 $	96 $	153 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	1	D	735 $	26 866 $	0 %	0 $	377 $	701 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	4	D	9 510 $	82 648 $	0 %	1 977 $	1 369 $	3 010 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	15	D	361 $	5267 $	13 %	0 $	74 $	157 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	3	D	596 $	45 854 $	0 %	0 $	78 $	1 143 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	53,5	C	30 698 $	122 791 $	0 %	0 $	912 $	1 805 $
TOTAL :					**41 900 $**	**335 186 $**		**2 220 $**	**3 161 $**	**7 970 $**

Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	14	D	6 079 $	67 379 $	50 %	0 $	1 236 $	1 122 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	8	C	1 401 $	210 371 $	63 %	0 $	443 $	4 690 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	9	D	16 289 $	256 437 $	78 %	0 $	653 $	7 319 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	20	E	9 723 $	35 257 $	80 %	605 $	192 $	1 779 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	1	B	0 $	30 687 $	100 %	0 $	40 $	684 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	B	3 335 $	99 666 $	0 %	0 $	108 $	2 607 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bâtiments vacants	Unité	1	E	40 859 $	55 182 $	0 %	0 $	72 $	4 856 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	137,5	C	98 020 $	392 079 $	0 %	0 $	1 057 $	4 638 $
TOTAL :					**175 706 $**	**1 147 058 $**		**605 $**	**3 801 $**	**27 695 $**

Lachine

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	1	D	1 676 $	42 689 $	0 %	0 $	1 322 $	1 175 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	3	E	17 281 $	58 942 $	0 %	0 $	536 $	3 352 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	2	D	309 $	3 822 $	0 %	0 $	25 $	124 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	5	E	4 624 $	26 148 $	0 %	0 $	20 $	1 127 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	6	D	17 708 $	109 066 $	0 %	0 $	2 718 $	1 929 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	8	D	1 828 $	18 441 $	0 %	0 $	58 $	611 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	B	0 $	27 868 $	0 %	0 $	0 $	621 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	1	E	2 108 $	18 356 $	0 %	0 $	330 $	673 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	E	113 $	615 $	0 %	0 $	20 $	27 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	65,9	C	46 924 $	187 698 $	30 %	0 $	1 627 $	13 424 $
TOTAL :					**92 571 $**	**493 645 $**		**0 $**	**6 656 $**	**23 063 $**

Lasalle

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	1	C	0 $	86 165 $	0 %	0 $	387 $	1 921 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	3	C	22 $	66 146 $	33 %	0 $	297 $	1 478 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	1	E	807 $	1 090 $	0 %	0 $	5 $	96 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	2	E	12 800 $	20 328 $	0 %	0 $	91 $	1 789 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	5	E	21 292 $	109 397 $	0 %	634 $	492 $	5 056 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	19	D	4 062 $	38 149 $	5 %	2 $	173 $	1 343 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	1	A	0 $	30 177 $	0 %	0 $	136 $	673 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	A	0 $	27 355 $	0 %	0 $	123 $	610 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	1	C	0 $	39 461 $	0 %	0 $	177 $	880 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	2	D	72 $	987 $	0 %	81 $	5 $	31 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	98,3	B	47 000 $	187 000 $	0 %	0 $	1 500 $	6 500 $
TOTAL :					**86 055 $**	**606 255 $**		**717 $**	**3 386 $**	**20 377 $**

Le Plateau-Mont-Royal

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex.: Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	7	E	5 802 $	28 519 $	14 %	87 $	5 945 $	832 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	5	E	18 038 $	105 614 $	80 %	0 $	2 002 $	4 485 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	2	E	21 212 $	58 850 $	0 %	0 $	252 $	3 864 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	8	B	1 086 $	11 227 $	0 %	103 $	230 $	355 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	2	D	1 802 $	22 671 $	50 %	910 $	483 $	729 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	C	0 $	48 523 $	100 %	0 $	277 $	1 082 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex.: Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	64,7	C	71 493 $	285 971 $	0 %	0 $	647 $	2 182 $
TOTAL :					**119 433 $**	**561 375 $**		**1 100 $**	**9 836 $**	**13 529 $**

Le Sud-Ouest

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	10	C	181 $	10 818 $	0 %	0 $	0 $	262 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	4	C	2 232 $	110 910 $	100 %	0 $	479 $	2 769 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	6	D	30 798 $	355 764 $	50 %	0 $	942 $	10 956 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	10	D	3 069 $	19 487 $	80 %	589 $	0 $	734 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	2	D	1 340 $	19 738 $	100 %	0 $	205 $	606 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	D	4 249 $	44 109 $	100 %	0 $	3 $	1 506 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	75,4	C	80 476 $	321 903 $	0 %	0 $	579 $	2 542 $
TOTAL :					**122 345 $**	**882 729 $**		**589 $**	**2 208 $**	**19 375 $**

L'ile-Bizard-Ste-Geneviève

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	2	B	0 $	17 938 $	0 %	0 $	124 $	400 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	8	C	30 $	16 614 $	0 %	0 $	116 $	376 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	2	B	0 $	4 590 $	0 %	173 $	32 $	102 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	2	C	0 $	187 $	0 %	0 $	1 $	4 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	10	B	386 $	11 276 $	0 %	0 $	77 $	294 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	B	0 $	7 245 $	1 %	0 $	50 $	162 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	2	B	0 $	10 890 $	0 %	0 $	75 $	243 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	79,4	C	57 461 $	229 844 $	0 %	0 $	610 $	2 677 $
TOTAL :					**57 877 $**	**298 584 $**		**173 $**	**1 085 $**	**4 258 $**

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	9	E	20 242 $	51 956 $	0 %	0 $	160 $	3 597 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	6	E	14 453 $	71 477 $	33 %	0 $	672 $	3 358 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	5	E	60 191 $	319 537 $	20 %	0 $	495 $	14 200 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	28	D	4 400 $	34 619 $	0 %	1 507 $	857 $	1 074 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	4	C	6 583 $	99 832 $	50 %	0 $	314 $	3 035 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	3	B	0 $	75 886 $	33 %	0 $	313 $	1 692 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	170,4	C	217 315 $	869 260 $	0 %	0 $	1 310 $	5 748 $
TOTAL :					**323 184 $**	**1 522 567 $**		**1 507 $**	**4 121 $**	**32 704 $**

Montréal-Nord

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex.: Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	1	A	0 $	22 518 $	0 %	0 $	90 $	502 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	16	E	18 744 $	67 063 $	0 %	0 $	265 $	3 552 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	1	E	11 581 $	27 476 $	100 %	0 $	109 $	2 025 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	3	E	39 862 $	118 400 $	0 %	0 $	472 $	7 514 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	30	D	2 599 $	22 214 $	0 %	5 $	89 $	797 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	4	C	3 685 $	62 805 $	0 %	0 $	251 $	1 851 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	2	E	443 $	4 121 $	0 %	0 $	16 $	148 $
	Autres bâtiments (ex.: Musée et galerie d'art)	Unité	2	C	0 $	82 $	0 %	0 $	0 $	2 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	104,7	B	55 266 $	221 064 $	0 %	0 $	805 $	3 531 $
TOTAL :					**132 180 $**	**545 743 $**		**5 $**	**2 097 $**	**19 922 $**

Outremont

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	4	E	12 866 $	41 108 $	100 %	0 $	252 $	2 314 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	4	E	33 174 $	44 804 $	0 %	0 $	116 $	3 943 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	1	E	619 $	4 554 $	0 %	0 $	12 $	178 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	1	D	8 754 $	108 011 $	100 %	0 $	30 $	3 518 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	7	C	639 $	4 545 $	14 %	0 $	11 $	178 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	E	4 004 $	29 611 $	0 %	0 $	77 $	1 158 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	E	3 032 $	4 123 $	100 %	0 $	11 $	363 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	25,1	C	21 715 $	86 858 $	0 %	0 $	193 $	847 $
TOTAL :					**84 803 $**	**323 614 $**		**0 $**	**702 $**	**12 499 $**

Pierrefonds-Roxboro

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	3	B	541 $	22 075 $	100 %	0 $	89 $	560 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	11	D	3 789 $	36 448 $	91 %	92 $	492 $	1 255 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	3	D	2 226 $	22 204 $	67 %	0 $	270 $	770 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	1	E	27 $	57 $	0 %	0 $	1 $	4 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	12	D	948 $	15 029 $	25 %	0 $	191 $	450 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	C	3 332 $	23 004 $	50 %	0 $	78 $	839 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	1	B	0 $	14 163 $	100 %	0 $	7 $	316 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	2	B	34 $	1 657 $	0 %	0 $	20 $	41 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	201,8	B	105 264 $	421 054 $	0 %	0 $	2 574 $	6 806 $
TOTAL :					**116 161 $**	**555 691 $**		**92 $**	**3 722 $**	**11 041 $**

Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	2	D	3 531 $	43 120 $	50 %	0 $	0 $	1 409 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	8	D	1 369 $	30 136 $	50 %	0 $	398 $	847 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	4	D	6 187 $	147 653 $	50 %	0 $	1 651 $	3 975 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	5	A	1 846 $	409 356 $	80 %	0 $	3 488 $	9 366 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	13	C	1 766 $	17 437 $	8 %	0 $	395 $	580 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	1	C	0 $	46 071 $	100 %	0 $	1 894 $	1 027 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	C	0 $	51 160 $	100 %	0 $	86 $	1 140 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	1	A	0 $	4 290 $	0 %	0 $	0 $	96 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	A	0 $	1 149 $	0 %	0 $	0 $	26 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	231,4	C	162 708 $	650 830 $	0 %	0 $	1 779 $	7 805 $
TOTAL :					**177 407 $**	**1 401 202 $**		**0 $**	**9 691 $**	**26 271 $**

Rosemont La-Petite-Patrie

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	14	E	33 162 $	83 247 $	29 %	0 $	143 $	4 940 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	2	E	265 $	603 $	0 %	0 $	2 $	40 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	2	D	1 351 $	44 335 $	50 %	0 $	267 $	1 173 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	3	C	10 $	249 689 $	33 %	0 $	598 $	5 568 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	19	E	6 632 $	29 595 $	11 %	84 $	1 199 $	1 327 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	1	D	742 $	8 469 $	100 %	0 $	20 $	282 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	A	0 $	85 650 $	50 %	0 $	189 $	1 909 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	A	0 $	409 $	0 %	0 $	1 $	9 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	114,3	D	143 205 $	572 820 $	9 %	0 $	921 $	3856 $
TOTAL :					**185 367 $**	**1 074 817 $**		**84 $**	**3 340 $**	**19 104 $**

Saint-Laurent

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	2	C	0 $	74 092 $	0 %	0 $	394 $	1 652 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	7	C	1 460 $	76 145 $	0 %	0 $	340 $	1 830 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	2	C	1 994 $	86 249 $	0 %	0 $	426 $	2 166 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	2	B	19 $	224 941 $	0 %	0 $	73 $	5 080 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	33	E	4 032 $	19 504 $	0 %	0 $	408 $	857 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	2	C	4 684 $	91 982 $	0 %	0 $	251 $	2 474 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	C	0 $	2 878 $	0 %	0 $	0 $	64 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	141	B	23 471 $	93 883 $	0 %	0 $	1 084 $	4 755 $
TOTAL :					**35 660 $**	**669 674 $**		**0 $**	**2 976 $**	**18 878 $**

Saint-Léonard

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	3	B	0 $	37 761 $	0 %	511 $	27 $	842 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	6	E	18 264 $	44 621 $	0 %	0 $	2 872 $	399 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	2	E	1 018 $	6 705 $	0 %	0 $	12 $	276 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	4	B	3 254 $	63 980 $	0 %	0 $	138 $	1 763 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	11	C	2 344 $	27 458 $	0 %	0 $	34 $	901 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	1	B	0 $	25 737 $	0 %	0 $	95 $	574 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	C	0 $	67 785 $	100 %	0 $	500 $	1 511 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	1	E	21 $	29 $	0 %	0 $	0 $	3 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	105,9	B	40 576 $	162 302 $	0 %	0 $	2 814 $	3 572 $
TOTAL :					**65 477 $**	**436 378 $**		**511 $**	**6 492 $**	**9 841 $**

Verdun

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	3	D	2 463 $	56 819 $	100 %	0 $	379 $	1 584 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	7	E	21 141 $	79 252 $	71 %	0 $	131 $	4 279 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	8	C	1 917 $	88 533 $	100 %	0 $	224 $	2 170 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	7	B	138 $	204 030 $	86 %	0 $	3 318 $	4 557 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	11	D	1 876 $	15 748 $	73 %	222 $	38 $	501 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	E	4 411 $	24 446 $	100 %	0 $	120 $	959 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	3	E	1 900 $	6 734 $	67 %	0 $	4 $	357 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	64,4	C	56 363 $	225 454 $	100 %	0 $	495 $	2 172 $
TOTAL :					**90 209 $**	**701 016 $**		**222 $**	**4 709 $**	**16 579 $**

Ville-Marie

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	1	E	425 $	2 113 $	0 %	0 $	0 $	100 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	18	C	4 246 $	65 705 $	17 %	365 $	50 $	1 897 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	3	D	1 883 $	43 881 $	33 %	0 $	241 $	956 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	3	D	7 289 $	105 702 $	100 %	0 $	1 098 $	2 871 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	1	C	0 $	31 838 $	0 %	0 $	200 $	710 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	23	D	2 113 $	14 260 $	9 %	0 $	0 $	552 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	2	E	4 713 $	15 832 $	0 %	0 $	450 $	394 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	E	8 432 $	57 827 $	100 %	1 035 $	900 $	1 302 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	6	B	0 $	456 $	33 %	0 $	0 $	11 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	73,1	C	64 688 $	258 752 $	34 %	0 $	562 $	2 466 $
TOTAL :					**93 789 $**	**596 366 $**		**1 400 $**	**3 501 $**	**11 259 $**

Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Catégorie	Sous-catégorie	Unité	Qté	Indice d'état moyen	Déficit de maintien (DMA), si applicable	Valeur de remplacement	% des actifs audités au cours des 5 dernières années	Résorption ou rattrapage du DMA, si applicable	Investissements annuels moyens planifiés 10 années (PDI)	Investissements annuels moyens requis durant les 10 prochaines années pour maintenir le seuil d'état
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville et bureaux d'arrondissements)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Ateliers - garages - cours de voirie - abris abrasifs - entrepôts	Unité	9	E	10 847 $	43 359 $	22 %	37 $	1 888 $	1 605 $
	Autres bâtiments administratifs	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	Unité	7	D	12 026 $	212 691 $	29 %	85 $	232 $	6 171 $
	Centres sportifs - arénas - stades	Unité	3	C	1 553 $	128 933 $	33 %	0 $	214 $	3 089 $
	Chalets de parc - vespasiennes - gazebos - etc.	Unité	7	B	454 $	10 021 $	29 %	23 $	35 $	279 $
	Piscines intérieures et bains publics	Unité	3	B	0 $	34 366 $	100 %	0 $	110 $	766 $
	Bibliothèques et maisons de la culture	Unité	1	B	0 $	23 234 $	0 %	0 $	392 $	518 $
	Édifices culturels et scientifiques	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
	Autres bâtiments (ex. : Musée et galerie d'art)	Unité	0	0	0 $	0 $	0 %	0 $	0 $	0 $
Infrastructures routières	Rues (réseau local)	km	126	C	138 376 $	553 503 $	98 %	0 $	2 835 $	4 250 $
TOTAL :					**163 256 $**	**1 006 107 $**		**145 $**	**5 706 $**	**16 678 $**

Annexe 1 : Catégories d'actifs

Catégories d'actifs	Sous-catégories d'actifs	Unité d'affaire responsable du portrait annuel*
Bâtiments administratifs	Immeubles administratifs (ex. : Hôtels de ville, bureaux d'arrondissements)	SGPI / SEPLV / SPJD
	Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs, entrepôts	SGPI / SPJD
	Casernes de pompiers	SGPI
	Postes de police	SGPI
	Autres bâtiments administratifs	SGPI / SPJD
Bâtiments communautaires et récréatifs	Centres communautaires	SGPI
	Centres sportifs, arénas, stades	SGPI / SEPLV / SPJD
	Chalets de parc, vespasiennes, gazebos, etc.	SGPI / SEPLV / SPJD
	Piscines intérieures et bains publics	SGPI
	Bibliothèques et maisons de la culture	SGPI
	Édifices culturels et scientifiques	SGPI / SPJD
	Autres bâtiments (ex. : musée, galerie d'art)	SGPI / SPJD
	Bâtiments vacants	SGPI
	Bâtiments excédentaires	SGPI
Infrastructures - Environnement	Chutes et décharges à neige	SCA
	Infrastructures - Traitement du lixiviat (pointe-St-Charles)	SENV / SGPI
	Centre traitement matières organiques (CTMO)	SENV / SGPI
	Centres de tri - Matières recyclables	SENV / SGPI
	Écocentres	SGPI
	Stations de mesure et d'échantillonnage	SENV / SGPI

Catégories d'actifs	Sous-catégories d'actifs	Unité d'affaire responsable du portrait annuel*
	Complexe environnemental Saint-Michel	SENV / SGPI
	Site de transbordement	SCA
	Réservoirs pétroliers	SENV / SMRA / ARR
	Autres infrastructures (ex. : laboratoires)	S.SENV
Infrastructures routières	Rues	SIRR
	Trottoirs et bordures	SIRR
	Système de feux de circulation	SUM
	Bornes de recharge pour véhicules électrique	SUM
	Panneaux à messages variables	SUM
	Ponts, tunnels, ponceaux et viaducs	SIRR / SPJD
	Lampadaires et systèmes d'éclairage	SIRR
	Pistes cyclables	SIRR
	Conduits électriques souterrains (CSEM)	CSEM
Infrastructures - Eau potable distribution	Réseau primaire d'aqueduc	SE
	Réseaux secondaires d'aqueduc	SE
Infrastructures - Eau potable approvisionnement	Usines de traitement d'eau potable	SE
	Réservoirs et station de pompage d'eau potable	SE
Infrastructures - Eaux usées traitement	Station d'épuration et intercepteur	SE
Infrastructures - Eaux usées collecte	Réseaux primaires d'égout	SE
	Stations de pompage	SE
	Réseaux secondaires d'égouts	SE
Infrastructures - Eaux pluviales traitement	Stations d'épuration et intercepteurs	SE
Infrastructures - Eaux pluviales collecte	Ouvrages de rétention	SE
	Infrastructures vertes	SE

Catégories d'actifs	Sous-catégories d'actifs	Unité d'affaire responsable du portrait annuel*
Terrains de jeux	Terrains de tennis et ballon-panier	SGPMRS
	Terrains de soccer	SGPMRS
	Terrains de balle	SGPMRS
	Piscines extérieures, pataugeoires et jeux d'eau	SGPI / SPJD
	Autres installations sportives extérieures (ex. : patinoires extérieures)	SGPI
Espaces verts	Parc d'arrondissement	Non documenté (arr.)
	Parc municipaux	SGMPRS
	Parc d'agglomération	SGMPRS / SJPD
	Berges des grands plans d'eau	SGPMRS / SJPD
	Arbres sur rue	SGPMRS
	Jardin botanique	SEPLV
	Autres infrastructures (ex. : pépinière)	SGPMRS /SGPI / SPJD
Matériels roulants	Matériels roulants SPVM	SMRA
	Matériels roulants SIM	SMRA
	Matériels roulants VdM (autres)	SMRA
Art public	Œuvres d'art (incluant monuments)	SC
	Murales	SC
Actifs Informationnels	Informationnelles d'affaires	STI
	Bureautique	STI
	Infrastructures	STI

Annexe 2 : Liste des figures, des tableaux et des graphiques

Figure 1 : Processus général de gestion des actifs

Figure 2 : Entretien et maintien des actifs

Graphique 1 : Répartition des valeurs de remplacement par unité d'affaires

Graphique 2 : Schéma des besoins en maintien régulier et rattrapage du déficit

Tableau 1 : Types d'interventions de la gestion des actifs

Tableau 2 : Catégories d'actifs et inventaire

Tableau 3 : Portrait global des actifs de la Ville de Montréal

Tableau 4 : Valeurs de remplacement par catégorie d'actifs

Tableau 5 : Indice d'état moyen basé sur la répartition de la VAR

Tableau 6 : Déficit de maintien par catégories d'actifs recensés

Tableau 7 : Besoins et planification des investissements par catégories d'actifs

Tableau 8 : Portrait sommaire des actifs par arrondissement

Tableau 9 : Actifs recensés dans un état insatisfaisant D ou E et programmes associés inscrits au PDI 2024-2033


Montréal